

331.3106244 S678B v.12 c.1  
Société de protection des a  
Bulletins.  
R.W.B. JACKSON LIBRARY

OISE CIR



3 0005 02023 6371

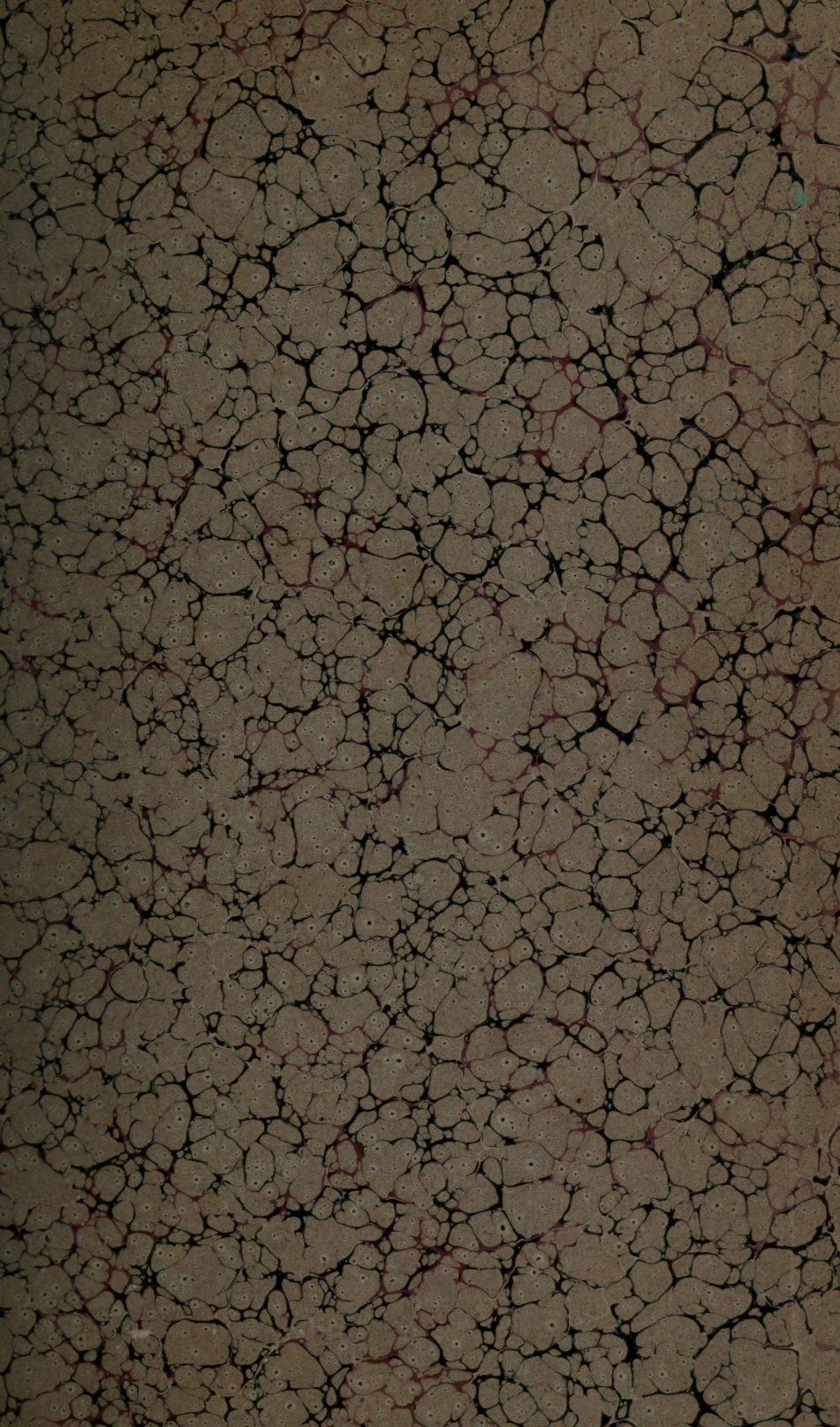
THE LIBRARY

The Ontario Institute  
for Studies in Education

Toronto, Canada









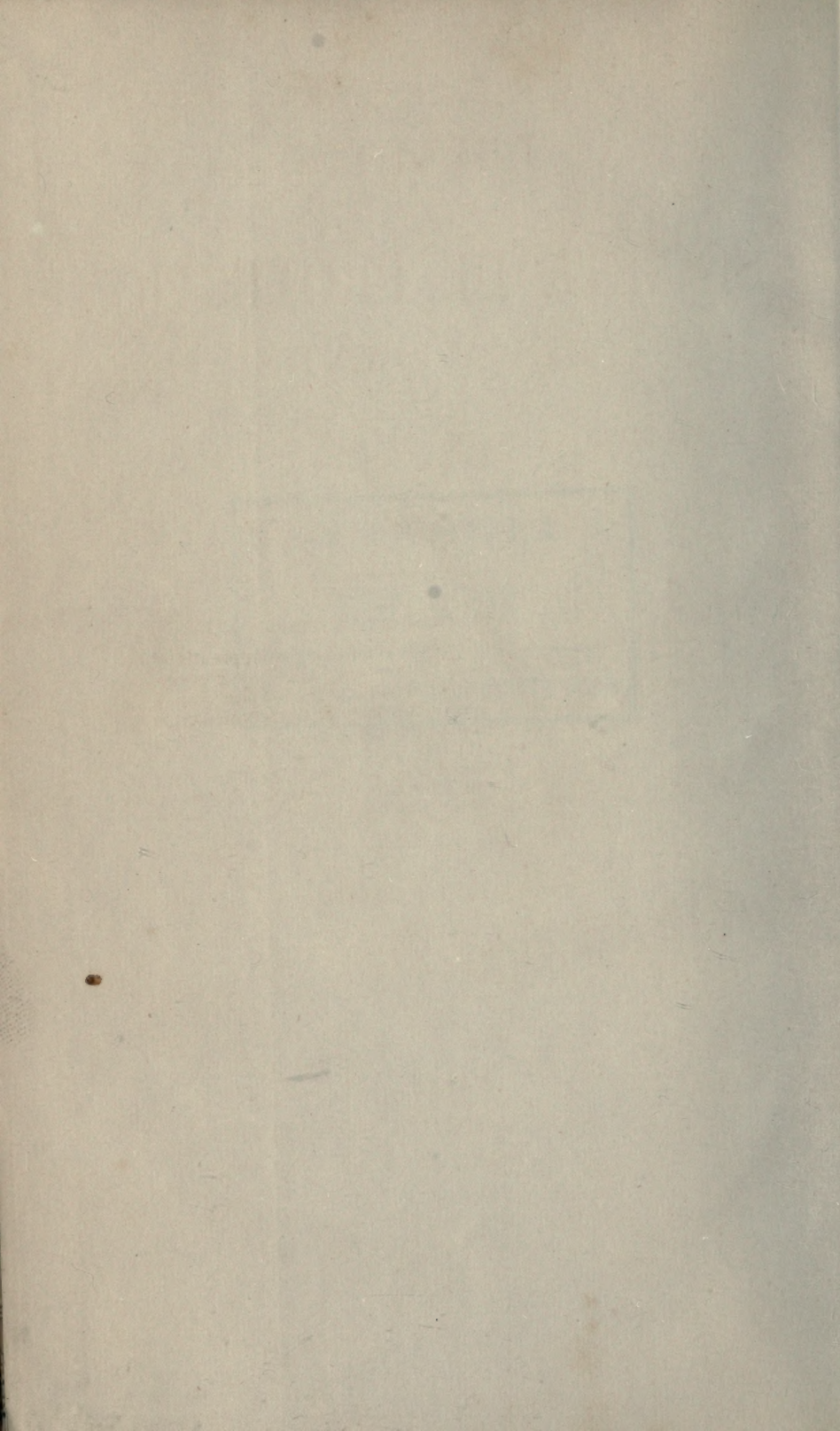




**LIBRARY**

**SEP 21 1970**

**THE ONTARIO INSTITUTE  
FOR STUDIES IN EDUCATION**





BULLETIN  
DE LA  
SOCIÉTÉ DE PROTECTION  
DES APPRENTIS

ET  
DES ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES

RECONNUE COMME ÉTABLISSEMENT D'UTILITÉ PUBLIQUE.

(Décret du 4 juillet 1868.)

---

EXTRAIT DES STATUTS

La Société a pour but d'améliorer la condition des Apprentis et des Enfants employés dans les manufactures, par tous les moyens qui, en respectant la liberté de l'industriel et l'autorité du père de famille, agiront en conformité de la pensée des lois sur l'apprentissage et sur le travail des enfants dans les manufactures.

Pour être membre de la Société, il n'est pas nécessaire d'être manufacturier ou d'employer des enfants à un titre quelconque, il suffit qu'on soit sympathique à l'amélioration du sort des enfants.

---

TREIZIÈME ANNÉE

(TOME XII)

---

PARIS  
AU SIÈGE DE LA SOCIÉTÉ  
44, RUE DE RENNES, 44

1879

BULLETIN

DE LA

# SOCIÉTÉ DE PROTECTION DES APPRENTIS

ET

DES ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES

REUNION DES SOCIÉTÉS DE PROTECTION DES ENFANTS

(Brevet de 5 ans, 1883)

Adresser à M. Jules Périn, avocat, Secrétaire, au siège de la *Société de protection*, les correspondances et les communications relatives aux Questions de *l'Apprentissage* et du *Travail des enfants dans les manufactures*.

Tout être membre de la Société. Il n'est pas nécessaire d'être membre de la Société pour être employé des enfants à un titre quelconque. Il suffit qu'on soit sympathique à l'amélioration du sort des enfants.

TREIZIÈME ANNÉE

(TOME VII)

PARIS

AU SIÈGE DE LA SOCIÉTÉ

41, RUE DE VENISE, 41

EXÉCUTÉ PAR L'ÉCOLE PROFESSIONNELLE

DES JEUNES TYPOGRAPHES DE L'IMPRIMERIE CENTRALE DES CHEMINS DE FER

(A. CHAIX ET C<sup>ie</sup>, RUE BERGÈRE, 20, PARIS.)



# SOCIÉTÉ DE PROTECTION

## DES APPRENTIS ET DES ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES

### CONSEIL D'HONNEUR.

#### PRÉSIDENT :

**M. le Ministre de l'Agriculture et du Commerce.**

(Aux termes de l'article 4 des Statuts, le Ministre du Commerce est de droit Président d'honneur.)

#### VICE-PRÉSIDENTS :

**M. Charles Berthier**, ancien Président du Tribunal de commerce.

**M. Jean Dollfus**, ancien manufacturier.

**M. Dumoustier de Frédy**, Directeur du Commerce intérieur, au Ministère du commerce.

**M. de Laboulaye**, de l'Académie des inscriptions et belles-lettres, Sénateur.

**M. Legouvé**, de l'Académie française.

**M. Léon Say**, Sénateur, Ministre des finances.

#### MEMBRES DU CONSEIL :

**M. Binder**, membre du Conseil municipal de Paris.

**M. de Boureuille**, ancien Secrétaire général du Ministère des travaux publics.

**M. Cartier-Bresson**, manufacturier.

**M. le Comte de Butenval**, ancien Conseiller d'État.

**M. Colcombet**, manufacturier, à Saint-Etienne.

**M. Dietsch**, manufacturier, à Liepvre (Alsace).

**M. Durangel**, ancien Directeur de l'Administration départementale au Ministère de l'intérieur.

**M. Gillet**, manufacturier, à Lyon.

**M. Gréard**, membre de l'Institut, Inspecteur général de l'instruction publique, Directeur de l'Enseignement primaire du département de la Seine.

**M. le Baron Larrey**, membre de l'Institut et de l'Académie de Médecine, Député.

**M. Marguerin**, Administrateur des Écoles supérieures de la Ville de Paris.

**M. Charles Rolland**, membre de l'Institut, Directeur des manufactures de l'État.

**M. le Comte Sérurier**, vice-président de l'Association polytechnique.

### CONSEIL D'ADMINISTRATION.

#### PRÉSIDENT :

**M. Dumas**, membre de l'Académie française, Secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences.

#### VICE-PRÉSIDENTS :

**M. Frédéric Engel-Dollfus**, manufacturier.

**M. le Docteur Marjolin**, Chirurgien honoraire des hôpitaux.

**M. Charles Petit**, Président de la Société d'assistance paternelle des Enfants employés dans l'industrie des Fleurs et Plumes, ancien membre de la Chambre de Commerce.

**M. Charles Robert**, ancien Conseiller d'État, directeur de la Compagnie d'assurances sur la vie l'Union.

**M. Eugène Tallon**, avocat général près la Cour d'appel de Lyon, ancien Député, membre de la Commission supérieure du travail des enfants.

#### SECRÉTAIRE GÉNÉRAL :

**M. Léon Lefébure**, ancien Sous-secrétaire d'État, membre du Conseil supérieur du commerce.

#### SECRÉTAIRE :

**M. Jules Périn**, avocat, docteur en droit, suppléant du Juge-de-peace du V<sup>e</sup> arrond<sup>t</sup>.

#### TRÉSORIER :

**M. Paul Bérard**, professeur à l'École Turgot, secrétaire du Comité consultatif des arts et manufactures.

#### CENSEURS :

**M. A. Chaix**, imprimeur, fondateur d'une École professionnelle de jeunes typographes.

**M. Emile Délerot**, vice-président du Comité des publications de la Société.

**M. Groult**, fondateur de l'Internat manufacturier d'Ivry.

**M. Henri Lemoine**, président fondateur du Patronage des Enfants employés dans l'Ebenisterie.

**M. Alphonse Piver**, fondateur de la Tutelle, pension d'apprentis.

**M. F. Follot**, président de la Société d'assistance paternelle des enfants du Papier peint.





BULLETIN  
DE LA  
SOCIÉTÉ DE PROTECTION  
DES APPRENTIS

ET  
DES ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES.

---

M. le Président de la *Société de protection des apprentis et des enfants employés dans les manufactures* a reçu la lettre suivante (1) :

MINISTÈRE  
DE L'INTÉRIEUR  
DIRECTION DU SECRÉTARIAT  
ET DE LA COMPTABILITÉ.  
EXPOSITION  
DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR  
CABINET  
DE  
l'inspecteur général  
commissaire.

A M. J.-B. DUMAS, membre de l'Institut,  
Président de la *Société de protection des  
apprentis*.

Tuileries (Pavillon de Flore),  
Paris, le 26 février 1879.

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous adresser le **DIPLÔME D'HONNEUR** que Monsieur le Ministre de l'Intérieur a décerné à la *Société de protection des apprentis*, sur la proposition du Jury des récompenses de l'Exposition du Ministère de l'Intérieur.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agreez, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

*Le Commissaire général de l'Exposition  
du Ministère de l'Intérieur,*  
Paul BUCQUET.

---

(1) Voir notre *Bulletin*, 1878, p. 28 à 34 (Enquête sur les Institutions et œuvres d'assistance, de prévoyance, d'épargne et de mutualité) et p. 703; voy. aussi p. 546 à 552.

# ACTES DE LA SOCIÉTÉ

## PROCÈS-VERBAUX

### DES SÉANCES DE LA SOCIÉTÉ

#### SÉANCE ORDINAIRE TRIMESTRIELLE

*du Jeudi 9 janvier 1879.*

PRÉSIDENCE DE M. le Dr MARJOLIN, l'un des vice-présidents de la Société.

La séance est ouverte à 8 heures.

Prennent place au bureau M. le Dr *Marjolin*, vice-président, M. *Léon Lefébure*, secrétaire général, M. *Jules Périn*, secrétaire et M. *Paul Bérard*, trésorier.

— M. le Président annonce que, tous les membres de la Société ayant été mis à même de prendre part à l'élection pour le renouvellement des membres du Conseil d'honneur et du Conseil d'administration de la Société, un bureau de scrutateurs doit être nommé à l'effet de procéder au dépouillement des bulletins de vote.

(MM. les scrutateurs ont fait connaître, à la fin de la séance, les résultats du scrutin).

M. le Président proclame les noms des membres du Conseil d'honneur et du Conseil d'administration :

#### CONSEIL D'HONNEUR

##### PRÉSIDENT :

M. LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DU COMMERCE.

##### VICE-PRÉSIDENTS :

M. BERTHIER (Charles), ancien président du Tribunal de Commerce.

M. DOLLFUS (Jean), ancien manufacturier.

M. DUMOUSTIER DE FRÉDILLY, directeur du commerce intérieur (au Ministère du commerce).

M. LABOULAYE, de l'Académie des inscriptions et belles-lettres, sénateur.

M. LEGOUVÉ, de l'Académie française.

M. SAY (Léon), sénateur, Ministre des finances.



MEMBRES DU CONSEIL :

- M. BINDER, membre du Conseil municipal de Paris.
- M. de BOUREVILLE, ancien secrétaire général du Ministère des travaux publics.
- M. CARTIER-BRESSON, manufacturier.
- M. le comte de BUTENVAL, ancien conseiller d'État.
- M. COLCOMBET, manufacturier à Saint-Étienne.
- M. DIETSCH, manufacturier à Liepvre.
- M. DURANGEL, ancien directeur de l'administration départementale et communale au Ministère de l'intérieur.
- M. GILLET, manufacturier à Lyon.
- M. GRÉARD, membre de l'Institut, inspecteur général, directeur de l'enseignement primaire du département de la Seine.
- M. le baron LARREY, député, membre de l'Académie de médecine.
- M. MARGUERIN, administrateur des Écoles supérieures de la ville de Paris.
- M. ROLLAND (Charles), membre de l'Institut, directeur des manufactures de l'État.
- M. de ROTHSCHILD (James), administrateur du Chemin de fer du Nord.
- M. le comte SÉRURIER, ancien préfet.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

PRÉSIDENT :

- M. DUMAS, de l'Académie française, secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences.

VICE-PRÉSIDENTS :

- M. ENGEL-DOLLFUS (Frédéric), manufacturier.
- M. le Dr MARJOLIN, chirurgien honoraire des hôpitaux.
- M. PETIT (Charles), président de la Société d'assistance paternelle des enfants des fleurs et plumes, ancien membre de la Chambre de commerce.
- M. ROBERT (Charles), ancien conseiller d'État, directeur de la Compagnie d'assurances sur la vie *l'Union*.
- M. TALLON (Eugène), avocat général à la Cour de Lyon, ancien député, membre de la Commission supérieure du travail des enfants.

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL :

- M. LEFÉBURE (Léon), ancien Sous-secrétaire d'État, membre du Conseil supérieur du commerce.

SECRÉTAIRE :

- M. PÉRIN (Jules), avocat, docteur en droit, suppl<sup>t</sup> du Juge-de-paix du V<sup>e</sup> arrondissement.

TRÉSORIER :

- M. BÉRARD (Paul), professeur à l'École Turgot, secrétaire du Comité consultatif des arts et manufactures.

CENSEURS :

M. CHAIX (A.), imprimeur, fondateur d'une école professionnelle de jeunes typographes.

M. DÉLEROT (Émile), vice-président du *Comité des publications* de la Société.

M. GROULT, fondateur de l'Internat manufacturier d'Ivry.

M. LEMOINE (Henri), président-fondateur du Patronage des enfants de l'Ébénisterie.

M. PIVER (Alph.), fondateur de la *Tutelle*, pension d'apprentis.

M. F. FOLLOT, président de la Société d'assistance paternelle des enfants du Papier peint.

— Se sont excusés de ne pouvoir assister à la séance, MM. *Charles Petit*, vice-président, *Charles Robert*, vice-président, *Gust. Berger*, *A. Chaix*, *Chennevières* et *Mourceau*.

— M. le *Secrétaire* annonce que la présidence du Patronage industriel des enfants du Papier peint a été dévolue à notre collègue M. F. Follot, déjà secrétaire de cette œuvre.

En conséquence, M. Follot a été proposé par le Bureau de la Société pour remplacer M. Riottot, comme censeur de la Société.

— M. le *Président* fait connaître que la Société a reçu les dons suivants :

|                                                 |           |
|-------------------------------------------------|-----------|
| de la Ville de Paris . . . . .                  | fr. 1.000 |
| de M. Gidel, proviseur de Louis-le-Grand. . . . | 400       |
| de M. Girard, proviseur du lycée Fontanes . . . | 200       |

La Société vote des remerciements aux donateurs.

M. le *Trésorier* ajoute que la Société a reçu, de l'un de ses collègues, une somme de 100 francs, qu'il nous prie de considérer comme un don anonyme, avec cette mention, « dont la Société disposera comme elle l'entend ».

Ce généreux donateur nous a habitué à ce souvenir annuel et la Société lui exprime toute sa gratitude.

Cette somme a été appliquée aux récompenses qui vont être distribuées par le *Comité de placement*.

— M. le *Secrétaire* dépouille la correspondance parvenue depuis la dernière séance.

Il présente la liste des publications adressées à la Société ou échangées avec elle :

Notre collègue, M. H. Lemoine, a adressé le *Compte-rendu de la Distribution des prix du Patronage des enfants de l'Ébénisterie* (concours de 1877), en informant que les travaux de ce Patronage



lui ont valu une médaille d'argent à l'Exposition universelle. M. Lemoine sollicite la continuation, pour le présent exercice, du subside annuel que la Société est dans l'usage de lui allouer. — La Société, consultée sur le maintien de l'allocation de ce secours, le vote à l'unanimité ;

M. Reblaub, notre collègue, a adressé le *Compte-rendu de la Distribution des prix du Patronage israélite* de la rue des Rosiers. — M. le Secrétaire ajoute qu'il a assisté à cette intéressante cérémonie, ainsi que M. Nusse.

— M. le président Marjolin déclare qu'il est appelé, au nom du Bureau, à faire part à la Société de résolutions importantes.

Le Bureau a adopté et propose à la ratification de la Société diverses résolutions ayant pour but, de réaliser des économies dans la gestion des affaires de la Société, de diminuer le nombre des séances générales, qui seraient désormais seulement de quatre par an, et, comme conséquence, le *Bulletin* deviendrait trimestriel ; enfin, dans les comptes-rendus de fêtes ou distributions de prix de patronages, insérés au *Bulletin*, on ne relaterait plus que la substance ou des extraits des discours prononcés.

Ces quatre propositions sont ainsi formulées :

« Le Bureau de la Société, dans sa séance du 9 décembre 1878, sur la proposition de MM. les vice-présidents Charles Robert et Marjolin, a adopté les résolutions suivantes :

» 1<sup>o</sup> A partir du 1<sup>er</sup> janvier 1879, les séances ordinaires de la Société, qui avaient lieu tous les deux mois, ne seront plus que trimestrielles (elles auraient lieu les 1<sup>ers</sup> jeudis de janvier, avril, juillet et novembre) ;

» 2<sup>o</sup> Et, comme conséquence, la publication du *Bulletin* de la Société deviendra trimestrielle ; il paraîtra à la fin de chaque trimestre et quelques jours avant la tenue de la séance ordinaire du trimestre suivant.

» Sur la proposition de M. le Trésorier Bérard, la résolution suivante a été adoptée :

» Les discours prononcés aux distributions de récompenses des Patronages industriels (dont les comptes-rendus sont, d'ailleurs, généralement imprimés par les soins de ces OEuvres), ne seront plus, désormais, insérés que par extraits.

» Le Bureau a décidé que ces résolutions seront soumises à l'approbation de la Société, dans sa prochaine séance ordinaire (du 9 janvier 1879). »

Chacun de ces articles est soumis à l'approbation de la Société et accepté par elle.

— M. le président *Marjolin* remercie M. J. *Périn* de la rédaction très-complète de la table analytique du Bulletin de la Société et M. A. *Chaix* de la complaisance avec laquelle il a immobilisé une partie de son matériel, en offrant à la Société de lui en conserver la composition, d'une année à l'autre.

COMITÉS DE LA SOCIÉTÉ (*Comptes-rendus des travaux des*).

— *Comité judiciaire*. — M. le Président rappelle que l'important rapport de M. *Ernest Nusse* sur le projet de loi de M. Nadaud, au sujet des Écoles d'apprentissage, a été inséré dans le dernier bulletin.

M. *Ern. Nusse*, secrétaire-adjoint du Comité judiciaire, interrogé sur l'état des travaux du Comité, résume les deux procès-verbaux, publiés également dans ce bulletin.

*Comité des Institutrices de charité*. — M. *Nusse* décrit en ces termes la Fête de l'Arbre de Noël, organisée par les soins de MM<sup>mes</sup> les Institutrices de charité :

« Il est un arbre, oublié par Linné et de Jussieu, s'épanouissant une fois dans l'année, prenant ses racines dans un parquet, projetant son sommet dans les plafonds, produisant des bougies, des bonbons et des jouets : c'est l'Arbre de Noël. Au rebours de ses congénères, il préfère les salons aux forêts et les enfants au grand air. Pour le cultiver, il suffit chez les riches d'un peu d'argent; les pauvres ne le connaissent guère que quand la charité le fait pousser pour eux. La *Société de protection des apprentis* est une bonne mère : elle n'a point oublié les enfants confiés aux soins des dames Institutrices de charité, qui sont plus particulièrement les siens. C'est à leur fête que nous étions conviés le 21 décembre dernier.

» M. *Maurice*, Inspecteur divisionnaire du travail des enfants dans les manufactures, M. l'abbé *Lantiez*, M. J. *Périn*, Secrétaire de la Société, M. *Bérard*, Trésorier, M. *Ern. Nusse*, Secrétaire du Comité des publications, étaient venus assister à cette joyeuse réunion pour vous en rapporter quelques échos.

» Nos dignes et dévouées collaboratrices s'étaient encore elles-mêmes surpassées; non contentes du succès de l'an passé, elles avaient tenu à honneur d'aller au delà : vous faites d'heureuses spéculations, quand vous leur confiez vos deniers. Je ne sais par quel miracle ils se décuplent entre leurs mains bienfaisantes. Il



est vrai que la journée nous transportait en plein pays de magie, mais je soupçonne fort une certaine fée d'avoir opéré la multiplication des recettes : elle s'appelle la Charité.

» A tout seigneur tout honneur. Je voudrais vous parler de l'Arbre, mais comment dépeindre les mille fantaisies d'un kaléidoscope. D'autant, qu'au moment où je cherchais à plonger dans cette masse de lumière, une porte ou une trappe, je ne sais laquelle, a donné passage à deux meunières normandes, bonnet et costumes de Cauchoises, pimpantes, souriantes et chantantes. Pour un moment l'arbre a eu tort à nos yeux. Il paraît c'est au moins ce qu'elles nous ont chanté, que ces habitantes du pays le plus herbager de France avaient vu détruire leurs moulins respectifs et pleuraient leurs espérances de mariage, anéanties du même coup. S'il en était ainsi, ce serait à ne plus croire à l'honneur de la Société de la Pomme. Tout d'un coup les Normandes s'envolent comme elles sont venues, — j'en'ai pas le temps de les regretter, car elles sont remplacées par des Chinois, beaucoup plus aimables que ceux de l'Exposition : un *barnum* nous apprend gravement que nous allons admirer le célèbre Lili-Bobo-Tsin-King, l'enfant prodige, sorti récemment des facultés qui fleurissent sur la rive gauche... du fleuve Jaune. — Ces Chinois sont bien réellement du Céleste Empire : ils branlent la tête suivant la consigne donnée à ceux qui ornent les magasins de Marquis et leur air de famille avec ces derniers se trahit par une distribution de pralines chocolatées. J'applique à la Chine le *Timeo Danaos* et je refuse le bonbon : mes voisins moins discrets me diront s'il contient de l'opium.

» C'est la partie comique de la fête : peut-être n'est-elle pas tout à fait comprise par nos enfants d'atelier ; ces plaisanteries fines de salon, ces chants souples et légers, ces saillies vives, lancées avec esprit et voulant être saisies à demi-mot, paraissent exciter chez elles surtout une impression d'étonnement. Ce qui les charme, plus que les paroles escortant la mélodie musicale, ce sont les gestes, les costumes, la mimique ; l'éducation de l'oreille est en effet plus compliquée que celle des yeux.

» Cependant la récolte est prête et l'arbre tend ses branches généreuses. Les mains s'élèvent pour prendre les billets, et s'élargissent pour recueillir les lots. Les yeux sont brillants, les colloques s'échangent, les gazouillements s'élèvent ; on cause, on se montre les objets gagnés, on désigne ceux qu'on voudrait avoir encore. La glace est bien rompue : mieux même que l'an

passé, les fillettes assurées de la bonté communicative des hôtes de la maison se sentent pour ainsi dire chez elles; le retour annuel d'un plaisir déjà goûté les rassure pour l'avenir : elles assistent non plus à *une fête*, mais à *leur fête*.

» Entre les trois distributions, deux chœurs magistralement enlevés rappellent les esprits à des pensées plus graves. Le Noël « *Il est né le divin Enfant* » exprime largement les promesses du christianisme. Si vous avez jamais entendu cette page admirable où un grand *maître* a dit tout ce que son génie lui a inspiré sur la « charité », vous serez d'avis que Rossini n'aurait pu désirer pour son œuvre une interprète plus autorisée que LA voix même de cette maison, où l'on pratique si bien ce qu'il a chanté. — Après les acclamations qui suivent la distribution des deux lots principaux, deux robes simples et modestes, nous écoutons un dernier chœur les *Pifferari* d'un rythme original et coupé, et nous recueillons les accents de la parole fort sonore et vibrante de notre collègue M. l'abbé Lantiez. Une distribution n'est innocente et honnête qu'à la condition de nous laisser par sa moralité le bienfait de la paix intérieure. La conscience soutient l'homme en le mettant en communion avec Dieu même et le défend contre les dangers du mauvais exemple et contre les défaillances de notre propre faiblesse.

» Ces excellents conseils donnés dans un langage dont la familiarité n'exclut pas l'élévation seront bien utiles demain, quand, avec les travaux de l'atelier, renaîtront ses périls et ses tentations. Si l'humanité a ses erreurs, elle est du moins perfectible et le germe du bien est fécond quand il est déposé par un semeur aussi habile et patient que M. l'abbé Lantiez.

» Pour le moment, nos jeunes protégées n'ont absolument rien à redouter; ce qui les attend, ce ne sont pas les écueils du monde, mais tout simplement les gracieuses agapes d'un excellent goûter. Mettez d'un côté des estomacs de douze à quinze ans, de jeunes bouches parfaitement garnies d'une double rangée de dents, des appétits que le plaisir a surexcités, — placez en face de ces combattants une collation substantielle, engageante sans être recherchée, et vous n'hésitez pas à décider de quel côté sera la victoire. Pour épargner sans doute l'humiliation aux vaincus, le gaz s'éteint brusquement. Dans l'obscurité d'une nuit factice, les ombres chinoises et la lanterne magique étalent leurs merveilles. Les trépiglements, les exclamations, les applaudissements accom-



pagnent l'entrée des personnages et les explications du cicérone. A propos de ce dernier, il vous souvient des Normandes et de leur disparition subite; j'en étais encore tout inquiet, quand, à défaut des yeux entourés de ténèbres, les oreilles me rassurent : dans la voix qui raconte spirituellement les aventures du petit Chaperon Rouge, je reconnais l'accent de Caudebec.

» La fête est finie et c'est ici que commence notre reconnaissance pour ces dames. Comment l'exprimer sans les blesser elles qui ne comprennent d'autres récompenses que le sentiment du devoir accompli. Nous devons cependant, non pour elles, mais pour nous-mêmes et afin d'éviter le péché d'ingratitude leur voter une adresse de remerciement. Pour ma part, je sais qu'elles m'en voudront, mais je préfère leurs reproches à ceux de ma conscience; je leur dirai donc bien franchement que l'âme de notre vénérée collègue, M<sup>lle</sup> Désir est toujours parmi elles. »

M. le Président remercie le Comité des Institutrices de leur dévouement et M. Nusse de sa communication.

*Comité des Sociétés d'assistance paternelle ou Patronages industriels.* — M. le Secrétaire de la Société communique à la Société les Statuts du Comité de patronage des apprentis tapis-siers et son compte-rendu de la distribution des prix du 6 mai 1877.

Il annonce que la distribution des prix du Patronage des enfants du Papier peint aura lieu le 23 février.

*Comité des Accidents de fabrique.* — M. J. Périn mentionne que la Chambre syndicale des Instruments et appareils de l'Art médical, dans sa séance du 3 décembre 1878, a entendu les observations recueillies par notre collègue M. Georges Wickam, président de cette Chambre, dans ses visites à l'Exposition de 1878:

« Signalons, a-t-il dit, dans la galerie des machines françaises, classe 54, l'utile exposition de M. Frédéric Engel, consistant en appareils destinés à protéger les ouvriers contre les accidents ou blessures occasionnés par les machines. »

*Comité de Placement des apprentis.* — M. Marochetti, secrétaire, lit au nom de M. Is. Roche, vice-président du Comité de placement des apprentis, le Rapport sur l'état des travaux du Comité de placement. (Voy. ci-après aux Comptes-rendus des travaux des Comités de la Société.)

A ce moment, sont remises aux apprentis et apprenties, placés

par les soins du Comité de placement, les récompenses dont le Bureau de ce Comité les a jugés dignes.

M. le Président encourage ces enfants à persévérer dans leur assiduité au travail, afin de devenir des rouages utiles de l'industrie de notre pays.

M. le Président félicite le Rapporteur sur son excellent travail et le Comité de placement sur les résultats considérables que sa persévérance lui a permis d'atteindre.

Au cours de ce rapport, le Comité s'étant enquis des travaux de la Commission des Internats d'apprentis, M. L. Lefébure, secrétaire général, président de cette Commission, déclare qu'il a paru à la Commission qu'elle ne devait apporter à la Société des considérations théoriques, sur une question des plus graves, qu'après un examen fondé sur l'observation des faits; qu'elle a voulu mûrir son œuvre, qu'elle n'a point perdue de vue, et que, aussitôt qu'elle la jugera complète, elle la communiquera à la Société.

M. Nusse ajoute qu'il a préparé un projet de rapport, qu'il remet à M. le Président de la Commission des Internats.

M. Marochetti déclare que le Comité de placement désirerait voir désormais ses rapports insérés dans le corps du Bulletin, tandis qu'une méthode différente est suivie et que les comptes rendus de ce Comité sont placés à la fin de chaque fascicule.

M. le Secrétaire répond que la publication des procès-verbaux a été maintenue à la place qu'occupait autrefois la *Chronique du travail*, communication du Comité de placement (communication abandonnée depuis qu'il s'entremet pour mettre en rapports l'offre et la demande). Cette place au dernier feuillet de chaque bulletin avait paru la plus propice comme étant le plus en vue, pour que les patrons puissent y trouver, d'une manière fixe, les propositions d'apprentis. — Il ne voit aucun inconvénient, puisque le Comité de placement désire que les comptes-rendus de ses séances soient insérés, dans leur ordre, sous la rubrique *Comités de la Société*, à lui donner cette satisfaction.

A la suite d'une discussion à laquelle prennent part MM. Marjolin, Giraud et Bérard, il est décidé que, désormais, les rapports des Comités seront compris parmi les procès-verbaux des séances des Comités.

M. le Dr Marjolin se demande s'il ne serait pas bon de faire précéder le procès-verbal des séances ordinaires, d'un sommaire? — Renvoyé au Comité des publications de la Société.



A propos du rapport du Comité de placement, M. J. Périn communique certaines observations relatives au vagabondage des enfants, qui pullulent sur les bancs de la police correctionnelle. Il serait désirable que des mesures de police, analogues à celles qui existent dans certaines États américains, autorisassent à ramasser les enfants abandonnés ou errants et à les placer dans des Écoles industrielles ou disciplinaires.

M. le président *Marjolin* verrait un remède très-efficace au danger du vagabondage dans la création de gymnases annexés aux écoles, gymnases qui devraient être bien surveillés. En dehors des heures de classe, l'enfant est libre; il est souvent très-difficile de le retenir dans le logement exigü de ses parents.

M. *Robiquet* fait remarquer qu'il est question de créer un gymnase municipal dans l'île Louviers.

M. *Lefébure* dit que de semblables institutions impliquent le vrai et seul remède au mal signalé. Dans les États, auxquels a fait allusion M. J. Périn et notamment dans celui de New-York, un acte récent a dû modifier la législation en vertu de laquelle les enfants abandonnés étaient recueillis aux frais publics, parce que trop de parents, pour se décharger de leur devoir, favorisaient le vagabondage; l'État était ainsi surchargé.

M. *De Bellay* émet le vœu que les écoles soient construites de manière à être entourées d'un jardin où les enfants puissent jouer.

M. *Boulard* croit, en effet, que cette question vaudrait la peine d'être soumise au Conseil municipal.

*Communications diverses.* — M. J. Périn rappelle que la Société a reçu une lettre d'un maître-tailleur de la Bohême (*Voy. Bull.*, 1878, p. 581), qui demande des détails circonstanciés sur l'état de l'apprentissage parisien, spécialement dans la profession de tailleur; qu'il avait pensé que notre collègue M. *Giraud*, membre de la Chambre syndicale des tailleurs, était plus particulièrement compétent pour donner les renseignements demandés et qu'il lui a transmis le questionnaire.

M. *Giraud* explique qu'il a satisfait à cette demande, mais que, néanmoins, il a retardé un peu l'envoi de sa réponse parce qu'il a voulu mettre son correspondant au courant de l'essai de fondation d'une École professionnelle d'apprentis tailleurs, que l'on était en train d'établir au moment où il a été chargé de cette mission.

La séance est levée à 10 heures et demie. *Le Secrétaire,*  
Jules PÉRIN.

## COMITÉS

DE LA

# SOCIÉTÉ DE PROTECTION DES ENFANTS

EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES

(Comptes rendus de leurs travaux)

---

### COMITÉ JUDICIAIRE

Séance du lundi 10 février 1879.

(Procès-verbal communiqué par M. Ern. Nusse, Secrétaire-adjoint.)

Présidence de M. *Faustin HÉLIE*, juge au Tribunal civil de la Seine.

Sont présents : MM. *Faustin Hélié*, Président, *Froger de Mauny*, ancien magistrat, Vice-Président, *J. Périn*, Secrétaire de la Société, *Ern. Milliot*, avoué, *Léon Lambert*, avocat, *Nast*, avoué à la Cour, *Nusse*, avocat.

Absents excusés : MM. *Joret-Desclosières*, avocat, et *Tommy Martin*, avocat.

Le procès-verbal de la séance précédente, qui avait été provisoirement agréé par le bureau du Comité, est définitivement adopté. (Voy. *Bull.*, 1878, p. 587.)

*Les Écoles d'apprentissage.* — M. *J. Périn* informe le Comité que, de son côté, la *Société pour l'instruction élémentaire* (rue Hautefeuille, 1 bis), sous la présidence de M. Eug. Pelletan, sénateur, assisté de M. André Rousselle, secrétaire général, vient, dans ses séances des 15 et 22 janvier 1879, de discuter la question des *Écoles manuelles d'apprentissage*.

Plusieurs sénateurs, députés, conseillers municipaux et directeurs d'écoles ont assisté à la séance, dans laquelle MM. *Martin Nadaud*, *Tolain*, *Corbon*, *Salicis*, etc., ont pris la parole (1).

---

(1) Voici le résumé de cette séance que nous trouvons dans un journal:

« M. Noguès, après avoir rappelé que l'État a créé des écoles pour les ingénieurs et les contre-maitres, constate qu'il n'a rien fait pour les



*Machines mues à bras d'homme* (Voy. Bull., 1878, p. 333). — M. Ern. Nusse qui a été chargé par le Comité d'examiner à fond

ouvriers. Il demande que l'Etat républicain comble cette lacune et ne confonde plus l'enseignement professionnel avec l'enseignement technologique. Pour tout homme compétent, la décadence des travaux manuels est incontestable. On ne trouve plus guère de véritable apprenti que dans le fond de quelques provinces éloignées. L'art ne manque pas, mais le correct et le fini font défaut. Il y a donc lieu d'appuyer le projet de M. Martin Nadaud.

» M. Martin Nadaud constate que le Ministère commence à se préoccuper de la question d'apprentissage, et déclare qu'il est prêt à marcher d'accord avec le gouvernement si ce dernier veut réellement faire quelque chose.

» M. Tolain, après avoir constaté l'importance capitale et l'urgence de la question, a fait toucher du doigt les conséquences morales, économiques et politiques qui résulteraient de sa solution. Il demande l'enseignement professionnel pour tout le monde. Dans ses jeux, l'enfant révèle déjà à des yeux attentifs ses futures aptitudes. Il faut développer ces germes par des notions générales au lieu de s'en rapporter au hasard. Des exercices manuels devraient avoir lieu dans toutes les écoles primaires. L'école de la rue Tournefort peut servir de type. L'école du boulevard de La Villette appartient principalement à l'enseignement secondaire. Elle ne demanderait plus que deux années au lieu de trois si les élèves avaient suivi préalablement les cours de l'enseignement primaire, pendant lesquels les vocations s'accroissent. On pourrait alors inculquer des connaissances générales sur ce travail ou spéciales à une grande branche d'industrie.

» De cette façon, on peut, sans trop de difficultés, passer d'une industrie à l'autre, selon que les circonstances l'exigent. M. Tolain cite son propre exemple. Il faudrait généraliser le plus possible les écoles d'apprentissage, surtout dans les grands centres industriels, et même dans toutes les communes, en tenant compte des industries locales. Quant à l'enseignement professionnel supérieur, il est peut-être plus difficile à organiser. Il devrait être abandonné à l'initiative privée, mais à la condition de ne plus restreindre le droit d'association, qui est le levier des grandes entreprises. Avec des capitaux associés, on pourrait se procurer des collections de dessins et de modèles, des cabinets de physique et de chimie, organiser des cours supérieurs, etc.

» Commençons par le commencement, dit M. Tolain. Dans chaque école primaire, on peut déjà mettre des outils plus ou moins rudimentaires. Les particuliers et les conseils municipaux ne se refuseront pas à ce progrès. Au chef-lieu de canton, on fera davantage, et davantage encore au chef-lieu d'arrondissement. Le chef-lieu du département devrait donner l'exemple d'une organisation plus complète. Est-ce qu'il n'y a pas des médecins, des pharmaciens, des vétérinaires, des architectes, etc., qui seraient heureux d'entretenir leur activité intellectuelle. Il y a les professeurs de collège. On peut organiser des musées cantonaux et même des musées communaux. Les Anglais, qui sont des hommes pratiques, possèdent des collections ambulantes, qu'ils font voyager, en les confiant à des professeurs nomades, qui promènent leurs cours et leurs conférences. Il en est de même en Allemagne. Il nous importe d'entrer dans cette voie et d'y entrer vite. Nous sommes placés dans une situation mitoyenne entre le système protectionniste et le libre-échange.

» De grandes découvertes scientifiques, l'accession des Etats-Unis à la vie industrielle, et d'autres circonstances peuvent changer du jour au lende-

l'intéressante question de savoir si l'article 14 de la loi du 19 mai 1874 est applicable aux machines qui sont mises en mouvement par le bras de l'homme, dépose le rapport suivant :

« On s'est demandé si les engins protecteurs prescrits par l'article 14 de la loi du 19 mai 1874 doivent être obligatoirement employés par les industriels au cas où la machine dont certaines parties offrent des dangers est simplement mue à la main (1)? »

Ce texte est ainsi conçu :

« Dans les usines à *moteurs mécaniques*, les roues, les courroies, les engrenages ou tout autre appareil, dans les cas où il a été constaté qu'ils présentent une cause de danger, seront séparés des ouvriers, de telle manière que l'approche n'en soit possible que pour les besoins du service. »

L'article 2 du décret du 13 mai 1875 ajoute : « Il est interdit d'employer les enfants au-dessous de 16 ans dans les ateliers qui mettent en jeu des machines dont les parties dangereuses et pièces saillantes mobiles ne sont point couvertes de couvre-engrenages ou garde-mains ou autres organes protecteurs. »

Il est même à noter que la disposition précitée du décret, bien qu'elle soit une application de l'article 14 de la loi, est prise en vertu d'un statut beaucoup plus général que l'article 14 lui-même. Le décret a été rendu en effet, en exécution de l'article 12 de la loi du 19 mai 1874 qui est rédigé de la manière suivante :

---

main les relations économiques des nations. Il y a à craindre le danger de surproduction. La concurrence est déjà grande, parce que les débouchés sont insuffisants. Pour s'écouler, les produits doivent être à bon marché ou très-perfectionnés, suivant la demande. L'Angleterre nous dépasse pour le bas prix. Nous maintenons encore l'équilibre par le fini. Il ne faut pas que nous ayons un moment d'oubli. Les machines et la division du travail ont envahi les arts industriels. L'enseignement seul pourra refaire la synthèse. La situation est véritablement grave. Il faut aviser pour éviter le parcellarisme. Il ne faut pas que l'ouvrier devienne un rouage étranger à la pensée. Le suffrage universel deviendrait dangereux, s'il n'y avait plus que des maîtres et des esclaves.

» Pour conquérir définitivement l'ordre, la prospérité, la liberté, la justice et la paix, il faut les mériter. Organisons donc l'enseignement professionnel à tous les degrés, dit en finissant M. Tolain, et ne séparons plus la pratique de la théorie.

» La séance s'est terminée par des communications diverses, émanées de MM. Barodet, Dr Delasiauve, André Rousselle et Victor Borie, et concernant des tentatives déjà faites par l'initiative privée pour répondre aux besoins sociaux d'un enseignement professionnel. »

(1) Un jugement du Tribunal civil de Marseille, du 1<sup>er</sup> mars 1878, semble admettre la négative. (Voy. *Bull. Soc. prot.*, 1878, p. 333.)



« Des règlements d'administration publique détermineront les différents genres de travaux présentant des *causes de danger* ou excédant leurs forces qui seront interdits aux enfants dans les ateliers où ils seront admis. »

Le principe est donc que la protection légale s'étend à l'enfant de moins de 16 ans, partout où il y a une *cause de danger*. Cette cause sera, en principe général, indiquée par un décret (art. 12 de la loi), mais, au cas où le *danger* consiste dans l'approche d'un appareil non recouvert des organes protecteurs en usage, leur absence constitue une contravention, du moment que le péril résultant de cette organisation est certain. C'est l'essence même de l'article 14; il est, on le voit, une application de l'article 12, mais simplifiée, en ce sens que la répression de la faute qui consiste à avoir négligé le couvre-engrenage, aura lieu sans qu'il y ait besoin de l'intermédiaire du règlement d'administration publique entre le législateur et l'infraction prévue. Ici, en effet, le danger est tellement évident qu'il n'a pas besoin d'être signalé par l'administration.

Ce raisonnement, irréfutable nous le croyons, conduirait à affirmer qu'à moins d'une restriction formelle dans la pensée du législateur du 19 mai 1874, la contravention, résultant de l'omission des engins protecteurs, existera toutes les fois que la machine ne sera pas suffisamment recouverte et justifiera l'épithète de dangereuse, abstraction faite de la *force motrice* employée.

Dans ce système, il faudrait bien se garder de confondre, pour l'intelligence de la loi, cette *force motrice* avec le *moteur* lui-même.

Le moteur est l'instrument qui reçoit et transmet le mouvement, non l'agent qui l'imprime. Cet agent sera, suivant les circonstances, l'eau à l'état naturel, sa vapeur ou celle de l'éther; enfin la main humaine ou la traction des animaux.

Or, quel est le langage du législateur? Ordonne-t-il exclusivement dans les usines qui usent de la vapeur comme force motrice les sages mesures de précaution dont nous nous occupons? Non, il les commande dans les usines qui se servent de « *moteurs mécaniques* », c'est-à-dire dans toutes celles qui placent, non un outil simple obéissant directement au conducteur, mais un instrument transmettant avec la force décuplée de la mécanique le mouvement reçu, entre la main de l'ouvrier et la matière à ouvrir.

Ces expressions pourraient être invoquées à l'appui de cette thèse.

Si l'on voulait les commenter par la discussion de la loi même, il suffirait de lire le procès-verbal de la séance de l'Assemblée nationale du 6 février 1873 (Voy. l'appendice de notre *Commentaire*, p. ccxxxiv et plus particulièrement p. ccxl) pour reconnaître que, si l'esprit de l'Assemblée a été de préciser d'une manière très-nette les garanties à donner à la sécurité du travailleur, nul n'a songé à les limiter à la seule hypothèse d'une usine marchant à la vapeur. C'est ce qui ressort de la *deuxième* délibération. Quant à la *troisième*, elle ne peut rien nous apprendre, puisque les articles 12 et 14 y ont été votés sans discussion.

C'est beaucoup d'avoir la pensée même du législateur, je dirai même que c'est suffisant; mais allons plus loin et demandons le commentaire officiel qui en a été fait par le décret du 13 mai 1875. Le rapport, rédigé au nom de la sous-commission du Comité consultatif des arts et manufactures, chargé de l'élaboration du projet de décret, par l'honorable M. Bérard, dissipe toute équivoque :

« Nous vous proposons un certain nombre de dispositions générales, qui ont pour objet de prévenir les abus qui pourraient être faits des forces des enfants et parer *aux dangers inhérents à la nature même des industries mécaniques*..... Nous avons cherché à écarter des enfants les dangers qui résultent de leur travail autour d'engrenages ou de pièces saillantes *mises en mouvement rapide*. »

Les dangers que la sous-commission veut conjurer, ce sont ceux que fait naître le *mouvement rapide* de la *mécanique*, quelle que soit la force qui produit ce mouvement. Si l'honorable rapporteur parle, quelques lignes plus bas et à titre d'exemple accessoire, des périls de certains ateliers, des grandes villes qu'on a « organisés expéditivement dans une pièce étroite et autour d'une machine à vapeur, dont la force est prise à location par le patron », il n'entend nullement circonscrire sa pensée première et il ne parle de la vapeur que parce que c'est aujourd'hui la force motrice la plus usuelle.

D'ailleurs, si du droit nous descendons au fait, nous devons nous féliciter que le législateur eût laissé à la règle qu'il a édictée toute son ampleur. Comment, les roues de l'engrenage mettan



en mouvement les cylindres horizontaux d'une machine à cintrer des tôles (1), l'aiguille d'une machine à coudre, la lame d'un hachoir, pourront impunément blesser l'enfant dans l'atelier, alors qu'elles seront dépouillées de tout engin protecteur? Cela n'est possible ni en droit ni en bon sens : ce serait substituer la responsabilité d'un agent matériel à celle de l'homme que d'innocenter celui-ci suivant la nature de la force motrice employée. En logique, s'il y avait une distinction à établir, la sanction devrait être même plus sévère toutes les fois que l'action humaine est plus immédiatement associée à la mise en marche de la machine. Mais nous repousserions cette distinction elle-même comme trop subtile; car, sans distinguer si l'homme fait agir la machine en lui communiquant directement le mouvement ou en le lui transmettant par la voie médiate d'un agent intermédiaire, derrière la machine nous trouvons toujours l'homme, son directeur.

Cette argumentation mènerait à conclure, toutes les fois que, nous sommes en présence d'un appareil composé, qui est non pas seulement le complément de la main, ainsi que le marteau, la scie et les instruments simples, mais un moteur fonctionnant au moyen d'un mécanisme propre et multipliant le mouvement qu'il reçoit, que nous devrions appliquer les articles 12 et 14 de la loi du 19 mai 1874 et le décret du 13 mai 1875.

Cependant, on peut se demander si cette solution serait assez sûre pour servir de base à un jugement de condamnation statuant par voie répressive en matière correctionnelle.

Le point de départ de l'opinion ci-dessus relatée, serait une distinction absolue entre les *moteurs mécaniques* et la *force motrice*. Sans doute, cette distinction existe d'une façon abstraite, mais l'idée du législateur a-t-elle été d'opposer elliptiquement le *moteur mécanique* à la *force motrice*? Il est permis d'en douter.

Il s'en faut beaucoup que dans la pratique l'expression *moteur mécanique* ait le sens précis et limité nécessaire dans l'argumentation du premier système, pour autoriser l'application de l'article 13 en cas d'accident occasionné par une machine mue à main d'homme.

Dans le langage des ingénieurs mécaniciens, on entend souvent par moteur mécanique tout mécanisme recevant l'impulsion

---

(1) C'est l'espèce sur laquelle a statué le Tribunal de Marseille.

d'une *force inconsciente* comme la vapeur, l'eau, le vent, l'air, le gaz, l'électricité, par opposition aux mécanismes mis en mouvement par l'emploi des forces de l'homme ou des animaux désignés plus particulièrement sous le nom de *moteurs animés*.

Dans le silence de la loi, on peut donc se demander si le législateur en employant les mots « *moteurs mécaniques* » entendait bien donner comme terme antithétique la *force motrice* quelle qu'en soit la nature qui les met en mouvement, ce qui assurerait le triomphe de la première opinion, ou simplement les *moteurs animés* dans l'acception que la pratique courante donne à ce mot.

Il ne suffirait pas de se retrancher sur la généralité de la pensée du législateur, qui a certainement voulu défendre l'enfant contre les diverses éventualités de dangers possibles.

En matière pénale, quand la sanction nécessite une répression, et la prononciation d'une peine, l'intention législative est insuffisante et le texte doit être précis : son ambiguïté entraîne l'acquiescement. N'est-ce pas le cas actuel, puisque nous avons vu les mots « *moteurs mécaniques* » susceptibles de deux sens dont l'un implique et l'autre exclut le délit ?

Mais alors la protection de l'enfant échappant sur le terrain judiciaire, n'y aurait-il pas lieu de demander au législateur une nouvelle arme ? Ce serait une erreur de croire que l'action des *moteurs animés* étant plus lente que celle des moteurs mécaniques, la facilité plus grande d'arrêt rapide efface ou supprime les accidents et rende par conséquent inutiles les engins protecteurs. Et d'abord le danger existe évidemment quant à l'action des animaux utilisés comme principe moteur.

Mais, même en ce qui concerne l'emploi de l'homme comme agent moteur, des périls sont à craindre. Outre que l'ouvrier peut être séparé de l'outil dangereux par une transmission de mouvement plus ou moins longue, et que dès lors la nécessité d'arrêter peut n'être connue de lui qu'après réalisation de l'accident, il sera la plupart du temps impuissant à faire cesser le mouvement de l'appareil auquel sa main donne l'impulsion. Presque toujours la machine mue à bras d'homme contient un volant destiné à régulariser la marche de l'appareil et agissant comme un magasin de force vive. Lorsque l'homme veut suspendre la marche du mécanisme, ce volant continue de fonctionner jusqu'à épuisement de la force vive concentrée. — Pour être moins considérable que dans l'action des *moteurs mécaniques*, la cause d'accident n'est

donc pas entièrement supprimée et peut-être, si l'on pense avec la deuxième opinion que la rédaction actuelle de l'article 14 de la loi est impuissante pour garantir l'enfant contre les accidents des machines mues par des moteurs animés, y aurait-il lieu de demander sur ce point l'intervention de l'autorité publique. »

Une discussion s'engage sur les solutions diverses indiquées dans ce rapport. MM. Milliot, J. Périn, Lambert, Froger de Mauny y prennent part.

M. le Président *Faustin Hélie* résume le débat et en fait ressortir les trois questions suivantes, qu'il pose au Comité :

1<sup>o</sup> Doit-on interpréter l'article 14 de la loi de 1874 en ce sens que l'absence d'engins protecteurs entraîne la responsabilité pénale et civile du patron, alors même que la force motrice employée serait celle des moteurs animés, spécialement de la main de l'homme ?

2<sup>o</sup> Faut-il au contraire limiter cette responsabilité au cas où les moteurs employés procèdent de forces inconscientes ?

3<sup>o</sup> Dans le cas où cette seconde opinion prévaudrait sur l'interprétation de l'article 14, y aurait-il lieu de demander une rectification législative comprenant dans ses termes les dangers d'accidents causés par les moteurs animés, notamment la main de l'homme, aussi bien que ceux amenés par les moteurs mécaniques.

Le Comité judiciaire résout négativement la première question et affirmativement les deux autres.

*Les Accidents de travail.* — M. J. Périn communique que, sous ce titre, *l'Économiste français* contient les lignes suivantes :

« Le *Secolo* de Milan nous apprend qu'un député italien, M. Pietro Pericoli, vient de déposer à la Chambre des députés de Rome un projet de loi tendant à établir la responsabilité des entrepreneurs de travail en cas d'accident arrivé aux ouvriers par la faute desdits entrepreneurs.

Une loi semblable existe en France. En Angleterre, les ouvriers, notamment ceux des chemins de fer, adressent, pour en obtenir une, pétition sur pétition au Parlement. Mais là, l'influence des industriels et des directeurs de compagnies, libéraux aussi bien que conservateurs, s'oppose à toute législation.

Nous sommes heureux de l'assurance que nous donne le *Secolo* que le projet de M. Pericoli ne saurait manquer d'être accepté. »



*Accidents ayant atteint des enfants.* — M. J. Périn entretient le Comité de divers accidents, dont les circonstances ont été par lui relevées.

Il communique également une intéressante décision judiciaire. (Voy. ci-après, aux *Annexes*.)

— M. le Président *Faustin Hélie* détermine ensuite l'ordre du jour de la première séance (qui aura lieu le 24 mars prochain à 2 heures) :

1<sup>o</sup> L'examen de la proposition de M. *Boulard* tendant à demander l'exclusion des jeunes gens de moins de 16 ans de tous les travaux dangereux. (Rapporteur, M. Froger de Mauny.)

2<sup>o</sup> L'examen des modifications à introduire dans la loi de 1874. (Rapporteur M. Nusse.)

Sont réservées pour les séances postérieures les questions suivantes :

1<sup>o</sup> L'étude des améliorations qui pourraient être introduites dans la loi de 1851 sur l'apprentissage ;

2<sup>o</sup> La conciliation des contradictions entre les lois de 1851 et de 1874 ;

3<sup>o</sup> L'étude des mesures à prendre pour combattre le vagabondage des enfants.

La séance est levée à 4 heures.

## ANNEXES

### JURISPRUDENCE

**RESPONSABILITÉ.** — *Le patron qui impose à son apprenti des travaux et des fatigues excessifs pour son âge et ses forces est passible de dommages-intérêts.*

Jugement du Tribunal civil de la Seine, du 19 juillet 1864 :

Le Tribunal : Attendu qu'il est établi par les témoignages reçus dans l'enquête, à laquelle il a été procédé en exécution du jugement interlocutoire du 23 février 1864, que Radidier et Simonel ont imposé au jeune Durand leur apprenti, pendant le temps qu'il a travaillé dans leurs ateliers, des travaux et des fatigues excessifs pour son âge et ses forces, et notamment dans deux circonstances spéciales qu'il importe de relever ;

Attendu, en premier lieu, que, dans les derniers jours du mois de mars 1863, le jeune Durand reçut l'ordre d'aller chercher rue Charlot une barre d'acier, devant peser dix-sept kilogrammes, et de la

rapporter rue Saint-Maur-Popincourt, 119; que ce fardeau, déjà trop lourd pour un enfant de cet âge, fut transformé en une charge bien plus considérable encore, puisqu'à la place de celle qu'il devait prendre et qui manquait dans le magasin, on remit à ce jeune apprenti une barre d'acier du poids de trente et un kilogrammes; que cet enfant porta cette barre pendant un certain temps, et jusqu'au moment où des passants, émus de pitié, se chargèrent de son fardeau;

Attendu, il est vrai, que ce n'est pas à Radidier et Simonel seuls qu'il faut imputer la faute lourde d'avoir ainsi surchargé le jeune Durand, mais qu'ils ont eu le tort, en lui donnant une commission qui pouvait faire supposer chez lui un degré de force qu'il n'avait pas, de l'exposer à être la victime de l'imprudence des personnes auprès desquelles ils l'envoyaient;

Attendu, en second lieu, que, le 2 avril de la même année, le jeune Durand fut emmené à Aubervilliers dans la matinée; que, peu d'instants après son arrivée, il reçut l'ordre de retourner à Paris, avec une petite charrette à bras vide, pour y aller chercher et ramener une poulie du poids de vingt kilogrammes au moins, que les ouvriers, sous les ordres desquels il était placé, avaient oubliée; et qu'enfin, dans la soirée du même jour, il dut encore, pour revenir à Paris, parcourir à pied, pour la quatrième fois, la distance d'Aubervilliers à Paris;

Attendu que cette marche excessive, jointe aux fatigues antérieures, a déterminé chez cet enfant une maladie, à laquelle il succomba au bout de trois mois;

Attendu que vainement les défenseurs prétendent que la maladie du jeune Durand a été le résultat d'une chute qu'il aurait faite en jouant avec ses camarades, peu de jours auparavant; que les médecins qui ont soigné le jeune Durand déclarent en effet que les contusions qu'il s'était faites n'avaient aucune gravité et n'auraient pu être la cause du *phlegmon diffus*, qui s'est déclaré et a amené la mort de l'enfant;

Attendu que, dans ces circonstances, la responsabilité de Radidier et de Simonel se trouve engagée;

Attendu, enfin, que le Tribunal a les éléments nécessaires pour apprécier le préjudice que le père du jeune Durand a éprouvé;

*Par ces motifs* : Condamne solidairement Radidier et Simonel à payer à Durand père la somme de 5,000 francs avec les intérêts à partir de ce jour; les condamne en outre solidairement aux dépens.

Appel par MM. Radidier et Simonel.

La Cour,... adoptant, etc... confirme. (C. Paris, 3<sup>e</sup> ch., 1<sup>er</sup> févr. 1865, présidence de M. Barbier : *Bull. Cour de Paris*, II [1865], n<sup>o</sup> 354.)

---

## COMITÉ DES INSTITUTRICES DE CHARITÉ.

(Extrait du procès-verbal de la séance du 3 mars 1879, communiqué par  
M<sup>me</sup> LANGLOIS, secrétaire.)

Le Comité des Institutrices de charité continue de tenir exactement ses séances.

Les cours sont suspendus momentanément chez M<sup>me</sup> Gilles, qui n'a qu'une enfant au-dessous de l'âge.

Les Institutrices de charité émettent le vœu que MM. les Inspecteurs veuillent bien leur indiquer quelques ateliers nouveaux; elles seraient heureuses d'étendre le plus possible l'enseignement qu'elles donnent toujours avec plaisir aux enfants des ateliers.

---

## COMITÉ DU PLACEMENT DES APPRENTIS

*Procès-verbal de la séance du vendredi 3 janvier 1879.*

(Communiqué par M. Marochetti, secrétaire.)

Étaient présents : MM. de Bellay, E. Boulard, Giraud, Lemaitre, Marochetti et de Montbrun.

MM. le D<sup>r</sup> Graugnard, Is. Roche, Biays s'étaient fait excuser par lettre.

La séance est ouverte à 4 heures.

Le procès-verbal de la dernière séance a été imprimé au Bulletin (Voy. Bull., 1878, p. 710).

Il est procédé à la réception de MM. E. Boulard et Lemaitre qui s'étaient fait inscrire comme membres du Comité depuis la dernière séance.

M. Marochetti, secrétaire, donne lecture du Rapport pour l'année 1878, dont la rédaction avait été confiée, comme l'année dernière, à M. Isidore Roche. (Voy. ci-après, p. 28.)

Le Comité remercie M. Roche du soin qu'il a mis à faire ressortir avec avantage les travaux du Comité, approuve le rapport dans son entier, et décide qu'il sera lu à la séance générale de la Société, le 9 janvier. Plusieurs membres expriment qu'ils pré-



féreraient que les documents concernant le Comité de placement ne soient pas placés à la fin du Bulletin. Le Comité décide qu'à la prochaine séance de la Société, après la lecture du Rapport, M. Marochetti demandera que, à l'avenir, vu l'importance que prend de jour en jour le Comité de placement, les documents concernant les travaux de ce Comité, soient publiés dans le Bulletin, à la suite des comptes-rendus des travaux des Comités.

M. Marochetti fait part au Comité d'une communication qu'il a reçue de M. le Trésorier de la Société.

Le Bureau de la Société, prenant en considération l'importance des résultats obtenus par le Comité de placement des apprentis, reconnaissant que dans l'extension de ce Comité réside en partie l'avenir de la Société, et pour faciliter le placement d'un plus grand nombre d'apprentis, avait décidé d'ouvrir à ce Comité, un crédit important, comme secours et encouragement aux apprentis nécessaires ou entreprenant des métiers trop coûteux pour les ressources de leurs familles.

La discussion est ouverte pour décider de quelle façon on emploiera ce crédit.

M. Marochetti propose : que, lorsque l'un des membres du Comité aura, dans ses visites, reconnu la nécessité d'un secours à accorder à un enfant, soit sur la demande des parents, soit sur l'indication des patrons, il en fera part au Bureau du Comité, qui fera prendre des renseignements sur la situation de l'enfant et sa conduite chez son patron, et décidera les secours à lui allouer.

Chacune de ces délibérations sera consignée sur une feuille spéciale qui sera jointe aux pièces comptables. — Il est bien entendu que ces secours seront toujours donnés en nature. La proposition est approuvée.

M. Giraud et M. de Bellay demandent, que, malgré la permanence d'une partie du Bureau du Comité (au siège de la Société, les lundi et vendredi de chaque semaine), il y ait un plus grand nombre de réunions générales du Comité, par suite de l'importance des déterminations à prendre pour le bon fonctionnement du Comité.

Il est décidé qu'il y aura réunion tous les derniers vendredis du mois précédant l'assemblée générale de la Société.

Le Secrétaire fera les convocations d'usage.

La séance est levée à 5 h. 1/2.

## RAPPORT

### SUR L'EXERCICE 1878

Présenté par M. ls. ROCHE, *Vice-Président*, au nom de ce Comité  
à la *Société de protection*.

Messieurs,

Votre *Comité de Placement des apprentis* a tenu ses séances aussi régulièrement en 1878 que pendant tout le cours de l'année 1877.

Voici les résultats comparés des travaux de ces deux exercices.

| Le Comité a reçu :                                            | en<br>1877 | en<br>1878 |
|---------------------------------------------------------------|------------|------------|
| Demandes d'apprentis par les patrons. . . .                   | 249        | 353        |
| Demandes de places par les familles. . . .                    | 336        | 224        |
| Nombre des enfants placés avec ou sans con-<br>trat . . . . . | 60         | 104        |
| Enfants dont le contrat a dû être résilié. . .                | 5          | 23         |

Nous donnons ci-dessous trois tableaux dont la forme a été approuvée par vous déjà ; ces tableaux donnent :

Le 1<sup>er</sup>, les états offerts par les patrons ;

Le nombre d'enfants, filles ou garçons, demandés ;

Les conditions offertes par les patrons.

Le 2<sup>e</sup>, le nombre de demandes faites par les familles pour filles ou garçons ;

Les conditions demandées par les familles.

Le 3<sup>e</sup> enfin, les conditions acceptées par les familles pour les filles ou garçons placés avec contrat.

TABLEAU N° 1

*Demandes d'enfants fuites par les patrons avec les conditions offertes par eux.*

| PATRONS                                      | GARÇONS            |         |                              |                |       | FILLES              |          |                              |                |       | TOTAL GÉNÉRAL |
|----------------------------------------------|--------------------|---------|------------------------------|----------------|-------|---------------------|----------|------------------------------|----------------|-------|---------------|
|                                              | COUCHÉS<br>NOURRIS | NOURRIS | RÉTRIBUTIONS<br>PROGRESSIVES | GRATIFICATIONS | TOTAL | COUCHÉS<br>NOURRIES | NOURRIES | RÉTRIBUTIONS<br>PROGRESSIVES | GRATIFICATIONS | TOTAL |               |
| Serruriers . . . . .                         |                    |         |                              | 3              | 3     |                     |          |                              |                |       | 3             |
| Mécaniciens . . . . .                        |                    |         | 3                            |                | 3     |                     |          |                              |                |       | 3             |
| Doreurs sur bois . . . . .                   | 1                  |         | 3                            | 1              | 5     |                     |          |                              |                |       | 5             |
| Émailleurs . . . . .                         |                    |         |                              | 1              | 1     |                     |          | 1                            |                | 1     | 2             |
| Orfèvres, bijoutiers,<br>horlogers . . . . . | 11                 |         | 6                            | 4              | 21    | 1                   | 1        |                              |                | 2     | 23            |
| Passementiers . . . . .                      |                    |         |                              |                |       | 3                   |          |                              |                | 3     | 3             |
| Menuisiers, Ébénistes                        |                    |         | 2                            | 1              | 3     |                     |          |                              |                |       | 3             |
| Graveurs, lithographes                       |                    |         |                              | 1              | 1     |                     |          |                              |                |       | 1             |
| Relieurs . . . . .                           | 1                  |         | 16                           |                | 17    |                     |          | 1                            | 6              | 7     | 24            |
| Plumes et fleurs . . . . .                   |                    | 2       | 3                            |                | 5     | 1                   |          | 3                            | 11             | 15    | 20            |
| Petit bronze . . . . .                       | 2                  |         | 3                            |                | 5     |                     |          |                              |                |       | 5             |
| Ciseleurs . . . . .                          | 1                  |         | 3                            | 4              | 8     |                     |          |                              |                |       | 8             |
| Tapissiers . . . . .                         |                    |         |                              | 1              | 1     |                     |          |                              |                |       | 1             |
| Employés . . . . .                           |                    |         | 13                           | 1              | 14    | 1                   |          | 1                            |                | 2     | 16            |
| Tailleurs . . . . .                          | 1                  |         |                              | 1              | 2     |                     |          |                              |                |       | 2             |
| Cartonniers . . . . .                        | 3                  |         | 3                            |                | 6     | 4                   |          |                              |                | 4     | 10            |
| Architectes . . . . .                        |                    |         | 3                            |                | 3     |                     |          |                              |                |       | 3             |
| Couturières . . . . .                        |                    |         |                              |                |       | 2                   | 1        | 2                            | 16             | 21    | 21            |
| Graveurs sur bois . . . . .                  |                    |         |                              | 2              | 2     |                     |          |                              |                |       | 2             |
| Graveurs en caractères                       |                    |         | 3                            |                | 3     |                     |          |                              |                |       | 3             |
| Graveurs sur verre . . . . .                 | 3                  |         |                              |                | 3     |                     |          |                              |                |       | 3             |
| Pâtissiers . . . . .                         | 10                 |         |                              |                | 10    |                     |          |                              |                |       | 10            |
| Charcutiers . . . . .                        | 2                  |         |                              |                | 2     |                     |          |                              |                |       | 2             |
| Graveurs sur métaux . . . . .                |                    |         | 2                            | 4              | 6     |                     |          |                              |                |       | 6             |
| <i>A reporter . . . . .</i>                  | 35                 | 2       | 63                           | 24             | 124   | 12                  | 2        | 8                            | 33             | 55    | 179           |



| PATRONS                                | GARÇONS            |         |                              |                |       | FILLES             |         |                              |                |       | TOTAL GÉNÉRAL |
|----------------------------------------|--------------------|---------|------------------------------|----------------|-------|--------------------|---------|------------------------------|----------------|-------|---------------|
|                                        | COUCHÉS<br>NOURRIS | NOURRIS | RÉTRIBUTIONS<br>PROGRESSIVES | GRATIFICATIONS | TOTAL | COUCHÉS<br>NOURRIS | NOURRIS | RÉTRIBUTIONS<br>PROGRESSIVES | GRATIFICATIONS | TOTAL |               |
| <i>Report. . .</i>                     | 35                 | 2       | 63                           | 24             | 124   | 12                 | 2       | 8                            | 33             | 55    | 179           |
| Épiciers. . . . .                      | 2                  |         |                              | 2              | 2     |                    |         |                              |                |       | 2             |
| Peintres, vitriers. . . .              | 1                  |         | 2                            |                | 3     |                    |         |                              |                |       | 3             |
| Brunisseuses. . . . .                  |                    |         |                              |                |       | 3                  |         |                              |                | 3     | 3             |
| Ferblantiers. . . . .                  |                    |         | 1                            |                | 1     |                    |         |                              |                |       | 1             |
| Potiers d'étain. . . . .               |                    |         | 1                            |                | 1     |                    |         |                              |                |       | 1             |
| Brossiers. . . . .                     | 2                  |         |                              |                | 2     | 1                  |         |                              |                | 1     | 3             |
| Couteliers. . . . .                    |                    |         |                              | 1              | 1     |                    |         |                              |                |       | 1             |
| Instruments de physi-<br>que. . . . .  |                    |         | 1                            |                | 1     |                    |         |                              |                |       | 1             |
| Batteurs d'or. . . . .                 |                    |         | 6                            |                | 6     |                    |         | 2                            |                | 2     | 8             |
| Instruments de préci-<br>sion. . . . . | 2                  |         |                              | 2              | 4     |                    |         |                              |                |       | 4             |
| Blanchisseuses. . . . .                |                    |         |                              |                |       | 6                  |         | 1                            | 1              | 8     | 8             |
| Brodeuses sur soie. . . .              |                    |         |                              |                |       |                    |         | 4                            | 2              | 6     | 6             |
| Fabricants de registres                |                    |         | 1                            |                | 1     |                    |         |                              |                |       | 1             |
| Graveurs de musique .                  |                    |         |                              |                |       |                    |         | 3                            |                | 3     | 3             |
| Armuriers. . . . .                     |                    |         | 2                            |                | 2     |                    |         |                              |                |       | 2             |
| Giletières. . . . .                    |                    |         |                              |                |       | 2                  |         | 1                            | 1              | 4     | 4             |
| Fleurs en porcelaine .                 |                    |         |                              |                |       |                    |         | 2                            |                | 2     | 2             |
| Gâiniers. . . . .                      | 2                  |         | 1                            | 1              | 4     |                    |         |                              |                |       | 4             |
| Fabricants de peignes.                 | 1                  |         |                              |                | 1     |                    |         |                              |                |       | 1             |
| Imprimeurs en taille<br>douce. . . . . |                    |         | 2                            |                | 2     |                    |         |                              |                |       | 2             |
| Vanniers. . . . .                      | 1                  |         |                              |                | 1     |                    |         |                              |                |       | 1             |
| Modistes. . . . .                      | 1                  |         |                              |                | 1     | 2                  |         | 1                            | 5              | 8     | 9             |
| Géomètres. . . . .                     |                    |         |                              | 2              | 2     |                    |         |                              |                |       | 2             |
| Tourneurs en métaux.                   |                    |         | 2                            | 1              | 3     |                    |         |                              |                |       | 3             |
| Brodeuses or et argent                 |                    |         |                              |                |       | 10                 |         |                              | 1              | 11    | 11            |
| Lingères. . . . .                      |                    |         |                              |                |       |                    |         | 2                            | 5              | 7     | 7             |
| Sculpteurs sur bois. . .               | 1                  |         | 1                            |                | 2     |                    |         |                              |                |       | 2             |
| Tabletters. . . . .                    | 1                  |         |                              |                | 1     |                    |         |                              |                |       | 1             |
| <i>A reporter. . .</i>                 | 49                 | 2       | 83                           | 33             | 165   | 36                 | 2       | 24                           | 48             | 110   | 275           |

| PATRONS                                             | GARÇONS            |         |                              |                |       | FILLES             |          |                              |                |       | TOTAL GÉNÉRAL |
|-----------------------------------------------------|--------------------|---------|------------------------------|----------------|-------|--------------------|----------|------------------------------|----------------|-------|---------------|
|                                                     | COUCHÉS<br>NOURRIS | NOURRIS | RÉTRIBUTIONS<br>PROGRESSIVES | GRATIFICATIONS | TOTAL | COUCHÉS<br>NOURRIS | NOURRIES | RÉTRIBUTIONS<br>PROGRESSIVES | GRATIFICATIONS | TOTAL |               |
| <i>Report. . .</i>                                  | 49                 | 2       | 83                           | 33             | 165   | 36                 | 2        | 24                           | 48             | 110   | 275           |
| Dévideuses de soie . . .                            |                    |         |                              |                |       | 2                  |          |                              |                | 2     | 2             |
| Teinturiers apprêteurs . .                          | 1                  |         |                              |                | 1     | 1                  |          |                              |                | 1     | 2             |
| Fabricants de limes. . .                            |                    |         | 1                            |                | 1     |                    |          |                              |                |       | 1             |
| Imprimeurs lithogra-<br>phes. . . . .               | 1                  |         | 7                            | 1              | 9     |                    |          |                              |                |       | 9             |
| Fumistes . . . . .                                  | 1                  |         |                              |                | 1     |                    |          |                              |                |       | 1             |
| Ressorts de montres. . .                            |                    |         | 1                            |                | 1     |                    |          |                              |                |       | 1             |
| Postiches en cheveux. . .                           |                    |         |                              |                |       |                    |          | 1                            |                | 1     | 1             |
| Sculpteurs sur pierres<br>fines . . . . .           |                    |         | 1                            |                | 1     |                    |          |                              |                |       | 1             |
| Articles de billard . . .                           | 1                  |         |                              |                | 1     |                    |          |                              |                |       | 1             |
| Raccommodage de den-<br>telles . . . . .            |                    |         |                              |                |       | 1                  |          |                              |                | 1     | 1             |
| Couverture de para-<br>pluies. . . . .              |                    |         |                              |                |       | 1                  |          |                              | 2              | 3     | 3             |
| Dessinateurs en tapis-<br>serie . . . . .           |                    |         | 2                            |                | 2     |                    |          |                              |                |       | 2             |
| Imprimeurs typogra-<br>phes. . . . .                |                    |         | 3                            |                | 3     |                    |          |                              |                |       | 3             |
| Vitraux peints. . . . .                             |                    |         | 1                            |                | 1     |                    |          |                              |                |       | 1             |
| Chaussures de dames. . .                            |                    |         |                              |                |       | 2                  |          |                              |                | 2     | 2             |
| Appareils à gaz. . . . .                            |                    |         | 1                            |                | 1     |                    |          |                              |                |       | 1             |
| Naturalistes . . . . .                              |                    |         |                              |                |       | 1                  |          |                              |                | 1     | 1             |
| Tourneurs en bois . . .                             | 1                  |         |                              |                | 1     |                    |          |                              |                |       | 1             |
| Repriseuses de châles. . .                          |                    |         |                              |                |       | 1                  |          |                              |                | 1     | 1             |
| Polisseuses en pendules .                           |                    |         |                              |                |       | 1                  |          |                              |                | 1     | 1             |
| Reperceuses en bijoute-<br>rie . . . . .            |                    |         |                              |                |       | 1                  |          | 1                            |                | 2     | 2             |
| Cordonniers . . . . .                               |                    |         | 1                            |                | 1     |                    |          |                              |                |       | 1             |
| Broderies p <sup>r</sup> ameuble-<br>ments. . . . . |                    |         |                              |                |       |                    |          | 1                            | 1              | 2     | 2             |
| <i>A reporter. . .</i>                              | 54                 | 2       | 101                          | 34             | 189   | 47                 | 2        | 27                           | 51             | 127   | 316           |

| PATRONS                                  | GARÇONS            |         |                              |                |       | FILLES              |          |                              |                |       | TOTAL GÉNÉRAL |
|------------------------------------------|--------------------|---------|------------------------------|----------------|-------|---------------------|----------|------------------------------|----------------|-------|---------------|
|                                          | COUCHÉS<br>NOURRIS | NOURRIS | RÉTRIBUTIONS<br>PROGRESSIVES | GRATIFICATIONS | TOTAL | COUCHÉS<br>NOURRIES | NOURRIES | RÉTRIBUTIONS<br>PROGRESSIVES | GRATIFICATIONS | TOTAL |               |
| <i>Report.</i> . . . .                   | 54                 | 2       | 101                          | 34             | 189   | 47                  | 2        | 27                           | 51             | 127   | 316           |
| Souffleurs de verre. . .                 |                    |         | 1                            |                | 1     |                     |          |                              |                |       | 1             |
| Graveurs sur bois . . .                  |                    |         |                              | 2              | 2     |                     |          |                              |                |       | 2             |
| Doreurs sur cuir. . . .                  | 1                  |         |                              |                | 1     | 1                   |          |                              |                | 1     | 2             |
| Perruquiers . . . . .                    |                    |         | 1                            |                | 1     |                     |          |                              |                |       | 1             |
| Opticiens . . . . .                      |                    |         | 6                            |                | 6     |                     |          |                              |                |       | 6             |
| Chapeliers . . . . .                     | 2                  |         | 2                            |                | 4     |                     |          |                              |                |       | 4             |
| Sculpteurs ornemanis-<br>tes . . . . .   |                    |         | 3                            |                | 3     |                     |          |                              |                |       | 3             |
| Monteurs d'éventails . .                 |                    |         |                              |                |       |                     |          | 1                            |                | 1     | 1             |
| Découpeurs sur métaux                    |                    |         | 1                            |                | 1     |                     |          |                              |                | 1     | 1             |
| Serruriers en coffres-<br>forts. . . . . |                    |         | 1                            |                | 1     |                     |          |                              |                |       | 1             |
| Joailliers sertisseurs. . .              |                    |         | 2                            |                | 2     |                     |          |                              |                |       | 2             |
| Guillocheurs. . . . .                    | 1                  |         |                              |                | 1     |                     |          |                              |                |       | 1             |
| Confiseurs . . . . .                     |                    |         |                              |                |       | 1                   |          |                              |                | 1     | 1             |
| Fourrures . . . . .                      |                    |         |                              |                |       | 1                   |          |                              |                | 1     | 1             |
| Roses artificielles. . .                 |                    |         |                              |                |       |                     |          |                              | 2              | 2     | 2             |
| Sculpteurs sur ivoire.                   |                    |         |                              | 1              | 1     |                     |          |                              |                |       | 1             |
| Maroquiniers. . . . .                    |                    |         |                              | 1              | 1     |                     |          |                              |                |       | 1             |
| Boutons pistils . . . .                  |                    |         | 2                            |                | 2     |                     |          | 3                            |                | 3     | 5             |
| Confections p <sup>r</sup> hommes        |                    |         |                              |                |       | 1                   |          |                              |                | 1     | 1             |
| TOTAL. . . . .                           | 58                 | 2       | 120                          | 36             | 216   | 51                  | 2        | 31                           | 53             | 137   | 353           |



TABLEAU N° 2.

*Demandes faites par les familles avec les conditions réclamées pour les enfants en 1878.*

| CONDITIONS<br>DEMANDÉES       | GARÇONS                                    | POUR CENT<br>DES DEMANDES<br>DE<br>GARÇONS | FILLES | POUR CENT<br>DES DEMANDES<br>DE<br>FILLES |
|-------------------------------|--------------------------------------------|--------------------------------------------|--------|-------------------------------------------|
| Couchés nourris . . . . .     | 86                                         | 44.80                                      | 27     | 84.30                                     |
| Nourris seulement . . . . .   | 41                                         | 5.73                                       | 1      | 3.20                                      |
| Rétribués . . . . .           | 78                                         | 40.60                                      | 4      | 12.50                                     |
| Graification suivant progrès. | 17                                         | 8.85                                       | 0      |                                           |
|                               | 192                                        | 100.00                                     | 32     | 100.00                                    |
|                               | Garçons . . . . .                          |                                            | 192    |                                           |
|                               | Nombre total des enfants présentés . . . . |                                            | 224    |                                           |

TABLEAU N° 3.

*Enfants placés avec contrats aux conditions indiquées ci-dessous en 1878.*

| CONDITIONS                                                                       | GARÇONS | FILLES | TOTAL |
|----------------------------------------------------------------------------------|---------|--------|-------|
| Couchés nourris . . . . .                                                        | 33      | 8      | 41    |
| Nourris seulement . . . . .                                                      | 2       | »      | 2     |
| Rétribués . . . . .                                                              | 26      | »      | 26    |
| Gratifications suivant progrès . . .                                             | 6       | 1      | 7     |
|                                                                                  | 67      | 9      | 76    |
| Jeunes gens placés sans contrat mais sous la surveillance de la Société. . . . . |         |        | 12    |
| Enfants placés à l'essai précédant toujours la signature du contrat. . . . .     |         |        | 16    |
|                                                                                  |         |        | 104   |
| Enfants dont le contrat a dû être résilié à l'amiable.                           |         |        | 23    |

Voici en quelques lignes les faits qui résultent de l'examen de ces tableaux :

En 1877, 187 patrons représentant 37 professions ont demandé 249 enfants :

179 garçons,  
70 filles.

En 1878, 286 patrons représentant 94 professions ont demandé 353 enfants :

216 garçons,  
137 filles.

En 1877 le Comité a employé quatre fois la publicité des journaux pour faire appel aux patrons et aux familles, en 1878 la publicité des journaux n'a été employée que deux fois. Ces résultats indiquent que la Société est plus connue ; que ses services sont appréciés ; beaucoup de patrons, en effet, nous viennent envoyés par des confrères ou des amis chez lesquels la Société a placé déjà des enfants et qui s'en trouvent bien. Beaucoup de patrons déjà pourvus d'enfants procurés par la Société, font des demandes nouvelles.

En 1877, 330 familles ont présenté 336 enfants :

297 garçons,  
39 filles.

En 1878, il en a été présenté à peu près le même nombre, mais nous n'avons inscrit les demandes que pour 224 :

192 garçons,  
32 filles.

Cette diminution apparente des demandes enregistrées par nous, tient à une cause qui vous a été communiquée déjà dans un rapport partiel précédent, mais nous tenons à vous le rappeler dans ce travail d'ensemble :

En 1877, le Comité avait cru devoir tenir compte de toutes les demandes des parents lorsque les enfants déclaraient être en mesure de se procurer le certificat d'école exigé par la loi. La plupart du temps cette assertion était erronée, et la demande ne pouvait aboutir.

En 1878, le Comité a fait faire des certificats imprimés ; à la première visite des parents, un certificat leur est remis en blanc avec une instruction spéciale pour le faire remplir et se procurer le livret de la Préfecture ; la demande n'est prise en considération

que lorsque l'enfant revient avec ces pièces dûment en règle et légalisées.

Grâce au grand nombre de demandes des patrons, nous avons pu placer quelques enfants de plus qu'en 1877.

En 1877, nous avons placé 46 enfants avec contrat :

soit 41 garçons,  
5 filles.

En 1878, nous avons placé 76 enfants avec contrat :

soit 67 garçons,  
9 filles.

Plus 12 enfants sans contrat, et 16 qui sont en ce moment à l'essai qui précède toujours la signature du contrat. En totalité, 104.

Vous voudrez bien remarquer, Messieurs, les conditions principales acceptées par les parents :

Sur 67 garçons placés, 33 sont couchés et nourris, 2 nourris non couchés, 26 rétribués et 6 seulement avec gratifications suivant progrès laissées à l'appréciation du patron. Quant aux filles, sur 9 placées, 8 sont couchées et nourries, une seule a accepté des gratifications, c'est une fleuriste dont l'apprentissage ne doit durer que deux années.

Vous le voyez, Messieurs, les dispositions sont les mêmes en 1878 qu'en 1877. Les enfants veulent presque toujours être couchés et nourris ou recevoir une rétribution élevée tout en apprenant un état très-lucratif; ce sont toujours ces prétentions qui limitent le nombre d'enfants que nous pouvons placer.

Les causes déterminantes de ces prétentions sont également toujours les mêmes : la misère des parents, ou la nécessité de placer les enfants, les garçons surtout, mais quelquefois aussi les filles, dans une maison où l'autorité du patron remplace celle des parents impuissante à les conduire.

C'est à ce manque d'autorité des parents pendant la première enfance des apprentis qu'il faut surtout attribuer le grand nombre de contrats qu'il nous a fallu résilier.

|         |    |
|---------|----|
| en 1877 | 5  |
| en 1878 | 23 |

soit 28 pour les deux années.

Quant aux filles que nous pourrions placer avantageusement, elles nous font défaut. Elles continuent à rester dans les ouvroirs,



qui offrent aux parents un moyen trop facile de se débarrasser complètement de leurs enfants lorsque ces parents ne se préoccupent pas assez du peu de savoir qu'elles possèdent en sortant de leur soi-disant apprentissage.

Et, cependant, nous avons eu en 1878 un grand nombre de places avantageuses à leur offrir.

137 places dont 51 couchées nourries, 31 rétribuées; il s'est présenté 32 filles, nous en avons placé 9.

Presque toutes voulaient être couturières, couchées et nourries, quand les couturières n'offrent jamais ces conditions; très-peu acceptent des états de l'industrie parisienne.

Sur 28 enfants dont nous avons été obligés de résilier le contrat, il y a 25 garçons et 3 filles.

Les causes, vous les prévoyez sans peine! C'est la paresse, l'insubordination, la grossièreté, toutes choses qui résultent de l'abandon dans lequel s'est passée leur enfance et que les efforts, quoique souvent très-prolongés des patrons, ont été impuissants à modifier.

A propos de cet abandon des enfants, nous croyons devoir appeler l'attention de la Société sur un fait dont nous sommes témoins tous les jours.

Beaucoup de parents travaillant dehors de chez eux, quittent leur domicile à 6 heures du matin et n'y rentrent qu'à 6 ou 7 heures du soir! Que font les enfants pendant ce temps? ils vont à l'école! c'est possible; mais, dans tous les cas, ils ne peuvent y être que de 8 heures du matin à 4 heures du soir; — que font-ils de 4 à 6 ou 7 heures? ils restent forcément dans la rue! Nous avons entendu un de nos collègues, grand industriel employant des enfants, M. Bouasse Lebel, proposer un remède à cet état déplorable d'abandon et nous croyons devoir soumettre à votre étude la proposition qu'il formulait ainsi l'année dernière! « Ne pourrait-on pas, sur la demande formelle des parents, garder les enfants à l'intérieur des écoles de 4 à 5, 6 ou 7 heures du soir suivant la nécessité? Il ne s'agirait pas, dit M. Bouasse-Lebel, de faire travailler les enfants puisque le travail du jour serait terminé, mais bien de les garder dans les préaux, les cours ou même les classes, en cas de mauvais temps; le gardiennage pourrait être exécuté par d'anciens militaires retraités qui se contenteraient d'une petite rétribution, peut-être même du logement. L'enfant pourrait prendre l'exercice qui lui est nécessaire

et ne serait pas dans la rue où il puise tous les mauvais exemples et tous les mauvais conseils! »

Nous n'avons pas l'intention de vous proposer d'adopter cette mesure sans réflexion et surtout sans voir si elle est applicable au point de vue des écoles actuelles, mais nous joignons nos doléances à celles de M. Bouasse-Lebel; nous pensons, comme lui, que ce sont ces exemples et ces conseils qui persistent après que l'enfant a été placé en apprentissage et le rendent ingouvernable. Pensionnaire chez le patron, il est insupportable; externe, il rentre le soir chez ses parents où il est peu ou point surveillé et devient parfois dangereux.

La mère d'un de ces apprentis placés par la Société en 1877 s'est vue obligée de se remarier, nous dit-elle, pour avoir un défenseur contre les brutalités de son fils âgé de 14 ans.

Déjà, l'année dernière, nous avons signalé cette situation; nous disions que le seul moyen de ramener au bien et à la bonne conduite des enfants retournés en partie à la vie sauvage était de les soumettre à une surveillance rigoureuse remplaçant celle de la famille qui faisait défaut, nos conclusions sont les mêmes cette année; or, les patrons sont de moins en moins disposés à subir cette obligation. Nous continuons à penser que, pour les enfants ainsi abandonnés par leurs parents, il est nécessaire de les recevoir, sortant de l'atelier, dans un internat remplaçant la famille, pendant tout le temps de leur apprentissage. Le complément de cette organisation serait de les priver du contact de la rue pendant le premier âge, soit en employant le système de M. Bouasse Lebel, soit tout autre système que nous pourrions étudier.

En résumé, la Société a placé depuis deux ans 122 enfants avec contrat d'apprentissage.

108 garçons

14 filles

Elle a dû résilier 28 contrats

25 garçons

3 filles

Il reste donc en ce moment comme acquis à ses efforts 94 enfants placés

83 garçons

11 filles

Nous devons vous signaler, Messieurs, que parmi les 25 garçons dont le contrat a dû être résilié, trois de ces contrats se sont trou-

vés annulés par des faits en dehors de la conduite des apprentis. Un patron est mort dernièrement. L'enfant, qui avait été récompensé par un livret de caisse d'épargne à la fête du 28 juillet dernier, n'avait aucunement démérité notre protection, nous l'avons replacé très-avantageusement chez un collègue de son ancien patron. Chez un autre, le père de l'enfant est mort. Chez le troisième enfin la mère qui avait une place est tombée dans la misère. Ces deux derniers avaient accepté des places non rétribuées; nous avons dû les replacer dans des conditions plus avantageuses.

Après vous avoir communiqué les quelques faits regrettables que nous signalons plus haut, nous sommes heureux d'avoir à vous dire que parmi les 94 enfants qui restent soumis à notre surveillance, beaucoup ont une conduite excellente qui mérite tous nos éloges et nos encouragements.

Déjà, au 31 décembre 1877, vous avez bien voulu accorder des livrets de Caisse d'épargne pour huit de nos apprentis les plus méritants, à la fête du 28 juillet dernier vous nous avez accordé quatre récompenses nouvelles; l'effet de ces récompenses a été excellent et pas un des enfants ainsi récompensés n'a démérité depuis. Nous espérons bien, à la fête de 1880, avoir à vous présenter la plupart de ces enfants ayant mené à bien leur apprentissage et méritant une nouvelle récompense.

Nous sommes heureux également d'avoir à vous rappeler, Messieurs, avec quel plaisir on a répondu à l'invitation de la Société lors de cette belle fête des récompenses du 28 juillet dernier! Votre Comité de placement avait envoyé des cartes d'invitation à tous les patrons et à toutes les familles qui avaient fait des demandes à la Société, même à ceux dont les demandes n'avaient pu être remplies; beaucoup nous avaient redemandé des cartes et nous avons vu dans la salle tous ces gens heureux d'être en rapport avec une Société qui s'occupait d'eux aussi sérieusement. Déjà à la suite des récompenses du 1<sup>er</sup> janvier 1878, nous avons acquis six patrons qui se sont fait recevoir membres de la Société.

La fête du 28 juillet et ses quatre récompenses accordées à nos enfants nous a amené l'adhésion de douze nouveaux patrons.

C'est après avoir constaté l'heureux effet produit par les récompenses sur les enfants, et même sur les patrons à ces deux époques, que le Comité a pris la résolution de vous demander un petit



crédit pour faire une nouvelle distribution à la fin de l'année 1878.

Vous avez bien voulu accorder à cet effet une somme de 200 francs ; votre Comité en a fait deux parts à peu près égales : la première est appliquée à donner des livrets de Caisse d'épargne à quatre enfants les plus méritants ayant plus d'un an d'apprentissage et n'ayant eu encore aucune récompense ; puis des récompenses comme encouragement à quatorze enfants placés depuis moins d'un an, dont la conduite et les progrès donnent toute satisfaction ou déjà récompensés en 1877.

Voici la liste des uns et des autres :

ROBERT (Henri), placé chez M. Monpeur, graveur sur métaux, le 13 septembre 1877.

*Bonne conduite, progrès sensibles, travail continu.*

**Un livret de 15 francs.**

BLEIN (Auguste), placé chez M. Marichal, graveur sur bois, le 1<sup>er</sup> novembre 1877.

*Très-bonne conduite, progrès très-rapides,*

**Un livret de 15 francs.**

BOURRE (Édouard), placé chez M. Beaumann Petit, bronze, le 1<sup>er</sup> septembre 1877.

*Bonne conduite, progrès sensibles.*

**Un livret de 10 francs.**

ROULIER (Alfred), placé chez M. Bergeret, tourneur guillocheur sur ivoire, le 1<sup>er</sup> janvier 1878.

*Bonne conduite, progrès sensibles.*

**Un livret de 10 francs.**

WILLIAUME (Louis), fabricant de registres.

THEVENOT (Louis), ciseleur.

LAUSSAC (Victor), relieur.

PAQUELIN (Pierre), pâtissier.

DELOR (Frédéric), relieur.

CONSEIL (Marius), bijoutier.

SIMONET (Paul), gainier.

MINET (Charles), mètreur.

PRADÈRE (Jean), instruments de précision.

ÉTIENNE (Émile), imprimeur en taille-douce.

BLEIN (Paul), doreur sur bois.

MAUCET (Adolphe), plaqueur.

BICKEL (Eugène), ciseleur.

PERICHET (Auguste), gainier.

Les uns déjà récompensés au 31 décembre 1877, les autres placés depuis moins d'un an et ne pouvant concourir pour le livret, nous comptons donner comme encouragement à ces derniers un livre dont le choix sera fait avec les patrons parmi ceux dont l'étude sera le mieux de nature à les aider dans la suite de leur travail, ou des outils nécessaires à leur profession et qu'ils sont tenus de se fournir.

Quant à la seconde moitié de la somme, nous comptons l'employer pendant le cours même de l'année ; voici dans quelles circonstances :

Tous les enfants que nous plaçons avec un contrat ont le certificat d'école exigé par la loi du 19 mai 1874, quelques-uns même ont un certificat d'études, mais, pour les uns comme pour les autres, nous estimons qu'il est indispensable d'exiger un petit travail journalier qui les oblige à repasser les matières scolaires qui, sans cela, seraient bien vite oubliées ; ce sera là, pour eux, une saine occupation.

Le meilleur moyen que nous ayons trouvé pour arriver à ce résultat, est de fournir aux enfants de petits cahiers d'exemples bien faits, des modèles de calculs progressifs, des modèles d'écriture, de petits albums de figures géométriques, enfin des feuilles de dessin artistique pour ceux qui ont des dispositions au dessin.

Nous avons déjà tenté cet essai et nous avons obtenu de bons résultats.

Les enfants se livrent volontiers à ces exercices faciles et mettent un certain amour-propre à nous soumettre leurs cahiers à chacune de nos visites mensuelles.

Les patrons, mêmes, qui étaient parfois embarrassés pour guider les apprentis dans un travail qui ne leur est pas familier, n'hésitent plus à imposer cette occupation du moment que leur concours se borne à faire suivre littéralement les cahiers.

Nous voyons là, Messieurs, un moyen d'intéresser en même temps les patrons et les enfants !

Ce petit travail journalier pourra être l'objet de légères récompenses mensuelles soit un livre instructif, soit un cahier d'étude d'un ordre plus élevé.

Quant aux petits cahiers d'études primitives que nous avons choisis, nous n'avons pas besoin de faire leur éloge !

Sur l'indication de M. Ginestou, nous nous sommes adressés

à M. Godchaux, 10, rue de la Douane, dont la maison fournit ce genre de modèles à presque toutes les écoles primaires de France.

M. Godchaux est membre de la Société; lorsqu'il a connu notre projet, il a voulu s'associer à nos efforts en nous accordant ses prix les plus réduits; de plus, pour manifester ses sympathies à la Société, il nous a livré gratuitement les cinq douzaines de cahiers que nous avons choisis comme échantillons, chaque cahier coûte environ 7 centimes.

C'est avec ces quelques cahiers que nous avons commencé nos essais.

Nous sommes heureux de vous signaler cette gracieuseté de M. Godchaux, en le priant d'accepter l'expression de notre reconnaissance.

Nous croyons devoir vous faire part, également, d'un second résultat obtenu par l'emploi de ces cahiers.

Tous les enfants que nous plaçons avec contrat, avons-nous dit, possèdent le certificat d'école exigé par la loi, mais il arrive souvent que les ateliers où ils sont admis possèdent déjà d'autres apprentis âgés de moins de 15 ans. — En signant le contrat de l'enfant placé par nous, nous fournissons au patron la loi qui doit être affichée chez lui, la feuille de registre où doivent être inscrits les enfants et nous appelons son attention sur l'obligation qui lui est imposée par cette loi, d'avoir à se mettre en règle pour tous les enfants ayant moins de 16 ans accomplis qu'il possède; il est bien rare que les enfants aient leurs certificats d'école.

Nous pouvons citer plusieurs maisons dans lesquelles l'emploi de ces cahiers a permis à plusieurs de ces enfants d'obtenir le certificat d'école après un mois de travail.

Cette année, comme en 1877, nous avons réservé pour la fin de notre rapport, la communication des dépenses personnelles des membres de votre Comité de placement ainsi que la mention des secours et assistances qu'ils ont cru devoir accorder aux enfants qu'ils ont placés.

En 1877, le Comité avait fourni à 3 de ces enfants, 2 lits complets et une literie s'élevant ensemble à. . . . Fr. 192 »

En 1878, le comité a cru devoir accorder à 5 enfants :

3 literies complètes,

1 lit en fer,

1 portion de literie,

---

*A reporter* 192 »



|                                                                                                         |               |             |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------|-------------|
|                                                                                                         | <i>Report</i> | 192 »       |
| s'élevant ensemble à la somme de . Fr.                                                                  | 251 »         |             |
| plus quelques habits, souliers qui ont été<br>fournis en nature pour une somme de .                     | 99 »          |             |
| Soit en tout une dépense de . . . . .                                                                   | <hr/>         | 350 »       |
|                                                                                                         | Total . Fr.   | 542 »       |
| sur laquelle il a été remboursé une somme de 18 francs<br>par les parents de l'un des enfants . . . . . |               | 18 »        |
|                                                                                                         | Total . Fr.   | <hr/> 524 » |

Nous ferons remarquer que la literie complète qui coûtait anciennement 90 francs, a été ramenée par nous, d'abord au prix de 69 fr. 50 c., puis enfin aujourd'hui à 59 fr. 50 c., tout en restant parfaitement suffisante au dire même des patrons et des familles.

Quant aux dépenses personnelles des membres du Comité pour achat de registres, fournitures de bureau, achat de lois données aux patrons, courses et correspondances, elles s'élèvent à la somme de 450 francs.

Comprenant les frais de placement des 104 enfants de 1878 et la surveillance des enfants déjà placés en 1877, — soit environ 4 francs par enfant placé.

Le Comité de placement s'est réuni en séance seulement deux fois dans l'année. Nous ferons remarquer, cette fois-ci, comme en 1877, que, si ce nombre de réunions peut paraître insuffisant au premier abord, le Comité est établi en quelque sorte en permanence au siège de la Société ; en effet, les lundi et vendredi, de 1 heure à 3 heures, MM. *Marochetti. Roche, Biays* et, depuis quelques semaines, M. *Boulard* sont présents au Bureau pour répondre aux patrons et apprentis qui viennent leur parler ; — là, tous les membres du Comité ont un rendez-vous certain où ils peuvent s'entendre avec leurs collègues, rendre compte de leurs visites, échanger leurs idées et se mettre au courant de tout ce qui intéresse l'œuvre qu'ils ont entreprise, la fréquence de réunion des séances est donc moins nécessaire.

Tel est, Messieurs, l'exposé des travaux de votre Comité de placement pendant l'année 1878.

## DOCUMENTS OFFICIELS

---

### PRÉFECTURE DE POLICE.

#### INSPECTION DU TRAVAIL DES ENFANTS.

Nous avons reçu de la Préfecture de police l'avis suivant :

Le Préfet de police porte à la connaissance de MM. les industriels, patrons, chefs d'ateliers, et, en général de tous ceux qui emploient des enfants, autres que les leurs, à un travail industriel quelconque, qu'en exécution de l'article 21, § 2, de la loi du 19 mai 1874, sur le travail des enfants et des filles mineures dans l'industrie, et par décision du conseil général en date du 26 décembre dernier, le service de l'inspection dans Paris et les communes suburbaines vient d'être complété par l'adjonction à l'inspecteur divisionnaire de l'État, chef du service, de sept inspecteurs et sept inspectrices (ces dernières chargées exclusivement de l'inspection des ateliers occupant des jeunes filles).

Le Préfet de police avertit MM. les industriels, patrons, chefs d'ateliers, etc., qu'ils seront visités aussi fréquemment que possible, et les prie instamment de se conformer aux prescriptions de la loi, s'ils ne veulent encourir les pénalités qu'elle édicte.

Des visites pourront en outre être faites par les membres des différentes Commissions locales instituées dans chaque quartier ou canton.

M. G. Maurice, inspecteur divisionnaire, chef de service, pour le département de la Seine.

1<sup>re</sup> section (2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> arrondissements) :

Inspecteur : M. Napias (1). — Inspectrice : M<sup>lle</sup> Trohel.

2<sup>e</sup> section (1<sup>er</sup>, 4<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup>, 12<sup>e</sup>, 13<sup>e</sup> arrondissements) :

Inspecteur : M. Kuhff. — Inspectrice : M<sup>lle</sup> Homery.

3<sup>e</sup> section (10<sup>e</sup>, 11<sup>e</sup>, 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> arrondissements) :

---

(1) M. Napias, docteur en médecine, est secrétaire général de la Société d'Hygiène professionnelle et membre de la Commission des logements insalubres.

Inspecteur : M. Perrinelle (1). — Inspectrice : M<sup>lle</sup> Floch.

4<sup>e</sup> section (6<sup>e</sup>, 7<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup> et 16<sup>e</sup> arrondissements) :

Inspecteur : M. Poussart (2). — Inspectrice : M<sup>me</sup> Lachaud.

5<sup>e</sup> section (8<sup>e</sup>, 9<sup>e</sup>, 17<sup>e</sup> et 18<sup>e</sup> arrondissements) :

Inspecteur : M. Boyer. — Inspectrice : M<sup>me</sup> Loubens.

6<sup>e</sup> section (arrondissement de Saint-Denis) :

Inspecteur : M. Allard (3). — Inspectrice : M<sup>lle</sup> Ranvaud.

7<sup>e</sup> section (arrondissement de Sceaux) :

Inspecteur : M. Combes (4). — Inspectrice : M<sup>me</sup> Ollive.

Le Préfet de police,

ALBERT GIGOT.

---

M. l'Inspecteur divisionnaire de la circonscription de la Seine ne figurant pas au nombre des membres qui composent la *Commission départementale du travail des enfants*, a adressé à M. le Président de la Société la lettre suivante, faisant connaître le motif auquel est due l'absence de son nom :

Paris, le 17 janvier 1879.

Monsieur le Président de la *Société de protection des apprentis*.

Le dernier n<sup>o</sup> (novembre — décembre 1878) du *Bulletin de la Société de protection* contient, à la page 633, la liste des membres de la Commission départementale du travail des enfants, au sujet de laquelle je vous demande une légère rectification.

J'ai bien été nommé, au début, membre de cette Commission ; mais, n'ayant pas été autorisé à en faire partie, je dois vous signaler une erreur qu'il m'importe de voir rectifier, — ce qui sera facile, je l'espère, en insérant cette lettre dans le prochain n<sup>o</sup> du *Bulletin*.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments les plus distingués,

L'Inspecteur divisionnaire,

G. Maurice.

---

(1) M. Perrinelle est ancien membre du Conseil municipal de Paris.

(2) M. Poussart est ancien élève de l'Ecole polytechnique.

(3) M. Allard, architecte, est membre de la Commission des logements insalubres.

(4) M. Combes est professeur.



## BULLETIN DES COMMISSIONS LOCALES

VIII<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT. — Nous reproduisons ci-après le *Rapport* adressé à M. le Préfet de police par la *Commission locale du VIII<sup>e</sup> arrondissement, sur l'ensemble de ses travaux en 1878* :

MONSIEUR LE PRÉFET,

Depuis le rapport de l'année 1877, la 8<sup>e</sup> Commission locale a été privée du concours de son Président, retenu chez lui par la maladie; la plupart de ses membres se sont trouvés empêchés par leurs occupations, plusieurs démissions successives sont venues jeter le désarroi dans le bon fonctionnement en commun de la Commission. J'ai donc dû cesser les convocations qui n'aboutissaient qu'à la réunion de un ou deux membres de la Commission, et entreprendre presque seul le travail de la Commission. Malgré mon habitude de la surveillance des enfants apprentis dans les ateliers, et le désir que j'avais de ne pas laisser le VIII<sup>e</sup> arrondissement dans l'ignorance de la loi, je n'ai pu arriver à un résultat qu'il eût été facile d'obtenir complet, si nous eussions été en nombre suffisant. En présence du grand nombre de démissions qui se reproduisent dans les Commissions locales, il me semble, Monsieur le Préfet, qu'il y aurait un moyen d'obvier à cet inconvénient. Ne pourrait-on pas, avant d'envoyer à un candidat sa nomination définitive, lui faire demander son adhésion et le renseigner exactement sur la mission qu'il a à remplir; de cette façon un membre nommé ne pourrait pas donner, comme raison de sa démission, son ignorance des exigences des fonctions qu'on lui confie. Le bon fonctionnement des Commissions y gagnerait certainement.

Il faut, pour la bonne exécution de la loi, qu'il y ait unité dans le mode de travail. Nous sommes forcément divisés sur la manière de visiter les ateliers, et sur la dénomination de ces ateliers.

Le législateur bien explicite dans le classement des manufactures, n'a pas suffisamment spécifié le classement de ce que l'on doit entendre comme ateliers. Où s'arrête la surveillance des enfants? — Devons-nous comme dans la statistique que vous avez fait faire, considérer comme ateliers, les marchands de vin, les épiciers, les tonneliers en boutique, les papetiers, les teinturiers,

les libraires, les magasins de nouveautés, les boutiquiers en général, qui n'emploient les enfants que comme commissionnaires ou domestiques. Si nous adoptons le titre général de la loi, enfants et filles mineures employés dans l'industrie, nous répondrons : on doit surveiller l'enfant partout. Mais il faut, que l'idée soit généralisée. Je crois, Monsieur le Préfet, que ces questions devront être discutées et résolues dans des réunions générales des présidents et des secrétaires des Commissions locales.

C'est un vœu qui a déjà été émis par un grand nombre de Commissions, et qui trouve plus que jamais son intérêt au moment où elles vont se trouver en présence d'un plus grand nombre d'inspecteurs, avec lesquels elles devront marcher d'accord, tout en surveillant leur travail, car vis-à-vis du public, il faut, pour le bon fonctionnement de la loi, que dans tel quartier on ne puisse pas objecter que dans tel autre le mode de procéder n'est pas le même et que les exigences sont variables.

Il serait utile que les instituteurs laïques et congréganistes fussent bien renseignés sur la rédaction exacte et uniforme du certificat qu'ils sont appelés à donner à l'enfant, pour constater qu'il possède les connaissances exigées par l'article 9.

Quelques-uns ne reconnaissant pas chez l'enfant les connaissances suffisantes pour prendre la responsabilité du certificat exigé, croient lui rendre service en donnant à ce certificat une forme confuse et générale, ressemblant fort à de la complaisance. Nous ne pouvons pas accepter ces certificats. D'autres pour forcer l'enfant à revenir à la classe du soir, afin de se faire un plus grand nombre d'élèves, ajoutent que l'enfant a besoin de se fortifier dans son instruction. Nous sommes obligés de l'interroger et dans certains cas, lui faire refaire son certificat que n'accepterait pas l'inspecteur. L'enfant perd en démarches nouvelles un temps qu'il doit à son patron.

Suivant le texte de la loi, le certificat doit être signé par le maire pour légalisation de la signature de l'instituteur. Ou des enfants ou leurs parents trouvent plus commode de faire signer le certificat par le commissaire de police de leur quartier. Nous ne pouvons accepter cette signature. L'enfant n'osant pas retourner déranger son instituteur, oublie de faire changer la signature, ne rapporte pas son certificat au patron, et le mécontente en risquant de le faire mettre en contravention.

Si les commissaires de police et leurs employés étaient prévenus

qu'ils ne doivent pas donner cette signature, ils adresseraient les enfants à la mairie, et leur éviteraient ces ennuis et ces dérangements. Nous avons déjà obtenu en partie que le bureau des livrets de la 1<sup>re</sup> division de la Préfecture refuse aux enfants qui se trompent le livret d'ouvrier, et les envoie à la 2<sup>e</sup> division, 4<sup>e</sup> bureau. Moins il y aura de difficultés dans l'accomplissement des devoirs à remplir pour l'enfant, plus vite nous arriverons à la réussite de nos efforts.

Il me reste, Monsieur le Préfet, à vous soumettre le résultat de nos travaux pour l'année 1878.

Nous avons achevé aussi complètement que possible la visite de recherche et d'instruction de tous les ateliers composant le VIII<sup>e</sup> arrondissement, malgré l'imperfection de notre mode de procéder. Nous n'avions pour nous guider dans ce premier travail, que le plan de l'arrondissement nous donnant le nombre total des rues à visiter et la lecture du Botin, pour nous donner approximativement le nom des industriels aux étages supérieurs.

Ces renseignements, très-incomplets, eussent été considérablement modifiés, si nous avions eu dès le commencement la statistique que vous nous avez fait remettre à la fin de l'année. Cependant le but principal s'est trouvé rempli. Les patrons des ateliers qui ont échappé à nos recherches ont pu savoir ce qui se passait, ont pu être mis au courant par des voisins, puisque nous avons visité tout l'arrondissement sans en oublier une rue. Le VIII<sup>e</sup> arrondissement est peu industriel, très-vaste, les ateliers sont écartés les uns des autres, les courses sont longues, j'ai vu travailler cinq heures de suite pour donner l'instruction à vingt ateliers, et quand il s'agit de faire les dossiers à la seconde visite, on n'arrive pas à ce chiffre. Il y a donc beaucoup de temps perdu et plus de difficultés pour arriver à un certain ensemble dans le mode d'études. Malgré cela, nous avons pu visiter 898 ateliers.

Sur ces 898 ateliers, nous avons trouvé :

234 patrons occupant des garçons,

192 occupant des filles,

61 pouvant occuper des garçons,

25 pouvant occuper des filles.

Restent 340 ateliers de garçons et 56 ateliers de filles, dans lesquels les patrons nous ont déclaré ne pas occuper d'enfants au-dessous de 16 ans, et ne devoir en occuper jamais. Nous avons dû laisser de côté cette dernière partie pour la revoir plus tard



ou la signaler à la surveillance spéciale des inspecteurs. Ces chiffres sont fort incomplets, je vous en ai donné la raison plus haut.

Il y avait donc 512 ateliers instruits de la loi au milieu de l'année 1878. Depuis, j'ai visité à nouveau tous les ateliers où nous avions trouvé des enfants à notre première visite ; il a été fait un dossier spécial pour chaque atelier, et je vais vous soumettre le résultat de ce travail, qui peut donner un aperçu général de la situation du VIII<sup>e</sup> arrondissement. A la première visite, en remettant au patron la feuille d'instruction, et après lui avoir donné des explications verbales sur ce qu'il avait à faire, on lui avait donné un mois pour se mettre en règle.

Il a été impossible, vu le petit nombre des membres actifs de la Commission, de finir assez tôt la première série des visites, pour constater au bout d'un mois le cas que l'on avait fait de nos instructions. Comme vous le verrez par le tableau ci-joint, un assez grand nombre de patrons ont tenu compte de nos observations. A côté d'eux, nous en avons trouvé un certain nombre qui, par négligence, ne s'étaient occupés de faire aucune démarche ; quelques-uns m'ont même répondu, que du moment que l'on ne s'était pas présenté au bout d'un mois, ils avaient pensé que notre visite n'était pas sérieuse ; quelques-uns avaient affiché la feuille d'instruction comme affichage de la loi ; d'autres en avaient fait le cas que l'on fait d'un prospectus, ils l'avaient mise dans un coin de leur bureau.

Il est donc important que les visites ne soient pas trop espacées. Dans ceux des ateliers que nous avons visités, nous avons trouvé de la mauvaise volonté et de la résistance à l'exécution de la loi, seulement dans six maisons : un pâtissier, un sellier, un imprimeur lithographe, un carrossier, un couturier et une couturière ; trois maisons où l'hygiène de l'atelier laissait fort à désirer : deux pâtisseries et une couturière. Nous en avons avisé M. l'Inspecteur qui a dû faire le nécessaire. J'ai constaté dans mon dernier travail que le laps de temps trop considérable écoulé entre la première visite et la seconde a un inconvénient grave pour la statistique. Ainsi, dans 85 ateliers où dans ma première visite j'avais trouvé des enfants de 15 à 16 ans, soumis par conséquent à la loi, les patrons n'avaient rien fait pour se mettre en règle, les enfants ayant atteint l'âge de 16 ans, et les patrons prétendant qu'il serait toujours temps pour eux de se mettre en règle, quand ils prendraient un enfant plus jeune. Certains patrons,

dans l'intervalle des visites, avaient renvoyé les enfants, pour en prendre de plus âgés, ne voulant pas s'occuper de leur faire faire les démarches nécessaires.

Il n'est pas douteux que lorsque la loi sera plus généralisée, nous ne trouvions meilleure volonté chez les patrons, car beaucoup font de l'opposition parce qu'ils savent que la loi n'est pas observée partout et que les moyens de répression font défaut.

Malgré tout, nous avons pu constater dans notre arrondissement une tendance générale à nous satisfaire, car ce qui domine, à côté de la bonne volonté chez les uns, c'est plutôt la négligence et la paresse que la mauvaise volonté chez les autres, et c'est le plus petit nombre. Je ne doute pas que dès que la Commission sera organisée et complétée, et que Messieurs les Inspecteurs seront entrés en fonctions et marcheront parallèlement à nous, nous n'arrivions à un bon résultat.

Il sera peut-être utile d'ailleurs que nous convoquions les Inspecteurs à nos réunions pour nous mettre bien d'accord.

Les tableaux de statistique que vous nous avez fait remettre seront d'un grand secours pour nous guider dans notre travail, mais vous ne serez pas étonné si, dans les résultats que vous donneront les Commissions locales, dans leurs statistiques, il y a des écarts nombreux. Cela tiendra à ce que vos agents ont d'abord inscrit comme ateliers des établissements dont la nomenclature n'est pas encore déterminée et devra l'être dans une réunion des présidents de Commissions locales et des inspecteurs, ou par voie de règlement. De plus il y a eu des erreurs commises au point de vue de la majorité. Ils y ont inscrit des enfants jusqu'à 21 ans, dans un grand nombre d'ateliers, surtout dans les ateliers de femmes. Je l'ai constaté en passant après eux dans des ateliers où je n'avais pas trouvé d'enfants dans ma première visite, croyant avoir été induit en erreur. — Cela tient à ce qu'ils ont pris le titre à la lettre, et n'ont pas su apprécier la différence qui existe entre l'atelier et la manufacture.

*Le Secrétaire,*

MAROCHETTI.

| GENRE<br>du<br>MÉTIER |                                             | ENFANTS<br>de 12 à 16 ans | ENFANTS<br>ayant le livret | ENFANTS<br>ayant le certificat d'école | ENFANTS DE PLUS DE 15 ANS<br>non soumis à ce certificat | ENFANTS<br>devant aller à l'école | ENFANTS<br>allant à l'école | ENFANTS AVANT LE CERNET SÏGÉ<br>par l'instituteur | AFFICHAGE<br>de la loi | RÉGISTRE<br>d'inscription en règle | APPRENTIS | PETIT OUVRIER |
|-----------------------|---------------------------------------------|---------------------------|----------------------------|----------------------------------------|---------------------------------------------------------|-----------------------------------|-----------------------------|---------------------------------------------------|------------------------|------------------------------------|-----------|---------------|
| 2                     | Armuriers . . . . .                         | 2                         | 2                          | 2                                      | »                                                       | »                                 | »                           | »                                                 | 1                      | 1                                  | 2         | »             |
| 1                     | Bijoutier . . . . .                         | 1                         | 1                          | 1                                      | »                                                       | »                                 | »                           | »                                                 | 1                      | 1                                  | 1         | »             |
| 9                     | Bouchers . . . . .                          | 9                         | 3                          | 4                                      | 2                                                       | 3                                 | »                           | »                                                 | 2                      | 2                                  | 6         | 3             |
| 10                    | Carrossiers . . . . .                       | 18                        | 7                          | 10                                     | 3                                                       | 5                                 | 4                           | 4                                                 | 4                      | 4                                  | 16        | 2             |
| 4                     | Chaudronniers . . . . .                     | 4                         | 3                          | 2                                      | 1                                                       | 1                                 | 1                           | 1                                                 | 2                      | 2                                  | 4         | »             |
| 1                     | Confiseur . . . . .                         | 1                         | »                          | »                                      | »                                                       | »                                 | »                           | »                                                 | »                      | »                                  | »         | 1             |
| 1                     | Chapelier . . . . .                         | 1                         | »                          | »                                      | 1                                                       | »                                 | »                           | »                                                 | »                      | »                                  | 1         | »             |
| 2                     | Fabricants de colliers<br>anglais . . . . . | 4                         | 3                          | 3                                      | 1                                                       | »                                 | »                           | »                                                 | 1                      | 1                                  | 4         | »             |
| 9                     | Charcutiers . . . . .                       | 9                         | 7                          | 3                                      | 4                                                       | »                                 | »                           | »                                                 | 5                      | 5                                  | 6         | 3             |
| 45                    | Couturières . . . . .                       | 80                        | 50                         | 41                                     | 16                                                      | 6                                 | 6                           | 6                                                 | 31                     | 31                                 | 70        | 10            |
| 8                     | Doreurs . . . . .                           | 9                         | 4                          | 6                                      | 2                                                       | 1                                 | »                           | »                                                 | 3                      | 3                                  | 8         | 1             |
| 13                    | Emballeurs . . . . .                        | 21                        | 14                         | 18                                     | 1                                                       | »                                 | »                           | »                                                 | 7                      | 7                                  | 21        | »             |
| 1                     | Fabricant d'essieux . . . . .               | 1                         | »                          | »                                      | 1                                                       | »                                 | »                           | »                                                 | »                      | »                                  | »         | 1             |
| 5                     | Ébénistes . . . . .                         | 5                         | 4                          | 3                                      | 2                                                       | »                                 | »                           | »                                                 | 3                      | 3                                  | 4         | 1             |
| 1                     | Fumiste . . . . .                           | 5                         | 1                          | 1                                      | 2                                                       | 2                                 | 2                           | 2                                                 | 1                      | 1                                  | »         | 5             |
| 1                     | Ferreur de voitures . . . . .               | 2                         | 2                          | 2                                      | »                                                       | »                                 | »                           | »                                                 | 1                      | 1                                  | 2         | »             |
| 1                     | Glacier . . . . .                           | 3                         | 3                          | 3                                      | »                                                       | »                                 | »                           | »                                                 | 1                      | 1                                  | 3         | »             |
| 1                     | Horloger . . . . .                          | 1                         | 1                          | 1                                      | »                                                       | »                                 | »                           | »                                                 | 1                      | 1                                  | 1         | »             |
| 1                     | Imprimeur litho-<br>graphe . . . . .        | 2                         | »                          | »                                      | »                                                       | »                                 | »                           | »                                                 | »                      | »                                  | 2         | »             |
| 2                     | Lingères . . . . .                          | 3                         | 2                          | 2                                      | »                                                       | »                                 | »                           | »                                                 | »                      | »                                  | 3         | »             |
| 4                     | F <sup>ts</sup> de lanternes . . . . .      | 6                         | 3                          | 3                                      | »                                                       | »                                 | »                           | »                                                 | 3                      | 3                                  | 5         | 1             |
| 7                     | Menuisiers . . . . .                        | 7                         | 5                          | 4                                      | 1                                                       | 1                                 | 1                           | 1                                                 | 1                      | 1                                  | 7         | »             |
| 11                    | Modistes . . . . .                          | 12                        | 4                          | 5                                      | 6                                                       | 1                                 | 1                           | 1                                                 | 7                      | 7                                  | 9         | 3             |
| 1                     | Orfèvre . . . . .                           | 2                         | 2                          | 1                                      | 1                                                       | »                                 | »                           | »                                                 | 1                      | 1                                  | 1         | 1             |
| 12                    | Pâtisseries . . . . .                       | 48                        | 34                         | 26                                     | 22                                                      | »                                 | »                           | »                                                 | 6                      | 6                                  | 48        | »             |
| 6                     | Plaqueurs . . . . .                         | 6                         | 5                          | 4                                      | 1                                                       | 1                                 | 1                           | 1                                                 | 4                      | 4                                  | 6         | »             |
| 1                     | Peintre en voitures . . . . .               | 1                         | 1                          | »                                      | »                                                       | 1                                 | 1                           | 1                                                 | 1                      | 1                                  | 1         | »             |
| 1                     | Peintre d'enseignes . . . . .               | 2                         | 2                          | 2                                      | »                                                       | »                                 | »                           | »                                                 | 1                      | 1                                  | 2         | »             |
| 6                     | Relieurs . . . . .                          | 9                         | 9                          | 9                                      | »                                                       | »                                 | »                           | »                                                 | 6                      | 6                                  | 9         | »             |
| 4                     | Sculpteurs sur bois . . . . .               | 6                         | 4                          | 4                                      | 2                                                       | »                                 | »                           | »                                                 | 3                      | 3                                  | 6         | »             |
| 2                     | Serruriers en voitures . . . . .            | 3                         | 2                          | 1                                      | 1                                                       | »                                 | »                           | »                                                 | 1                      | 1                                  | 2         | 1             |
| 4                     | Sonneries électriques . . . . .             | 7                         | 6                          | 6                                      | 1                                                       | »                                 | »                           | »                                                 | 1                      | 1                                  | 6         | 1             |
| 16                    | Serruriers . . . . .                        | 18                        | 12                         | 10                                     | 4                                                       | 3                                 | 3                           | 3                                                 | 5                      | 5                                  | 15        | 3             |
| 27                    | Selliers . . . . .                          | 42                        | 22                         | 22                                     | 4                                                       | 6                                 | 6                           | 6                                                 | 15                     | 15                                 | 37        | 5             |
| 28                    | Tapissiers . . . . .                        | 29                        | 28                         | 23                                     | »                                                       | »                                 | »                           | »                                                 | 6                      | 6                                  | 29        | »             |
| 1                     | Typographe . . . . .                        | 7                         | 7                          | 5                                      | 2                                                       | »                                 | »                           | »                                                 | 1                      | 1                                  | 7         | »             |
| 1                     | Tonnellier . . . . .                        | 1                         | »                          | »                                      | »                                                       | »                                 | »                           | »                                                 | »                      | »                                  | »         | 1             |
| 250                   |                                             | 387                       | 255                        | 127                                    | 81                                                      | 29                                | 26                          | 26                                                | 126                    | 126                                | 344       | 43            |



## INSTITUTIONS CRÉÉES DANS L'INTÉRÊT MORAL ET MATÉRIEL DES APPRENTIS

ET DES ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES

---

### LE PROJET DE CRÉATION ET D'ORGANISATION D'UN SERVICE ALIMENTAIRE

DESTINÉ AUX ÉLÈVES DES ÉCOLES COMMUNALES

Plusieurs Comités d'administration des Caisses des Écoles des Arrondissements de Paris (parmi lesquels celui du V<sup>e</sup> arrondissement paraît avoir pris l'initiative) se sont imposé les frais d'organisation de fourneaux, qui permettent de distribuer des aliments chauds aux enfants qui fréquentent les Ecoles communales.

Le Conseil municipal de Paris étudie, en ce moment, le projet de l'application de cette mesure à tous les Groupes scolaires de la capitale.

Nous croyons devoir mettre sous les yeux de nos lecteurs le *Rapport*, présenté sur cette intéressante question à la *Délégation cantonale du XI<sup>e</sup> Arrondissement* par M. Julien HAYEM, au nom de la Commission chargée de l'examiner (1), sans en excepter les cartes ou menus, qui nous ont paru présenter une utilité particulière pour les manufacturiers et œuvres de l'Enfance ouvrière.

MESSIEURS,

Le Conseil municipal de la Ville de Paris a conçu le projet d'établir dans toutes les écoles communales, avec le concours et sous la surveillance de la Caisse des Écoles, un service alimentaire fournissant aux élèves une nourriture saine et chaude. A l'effet d'étudier la réalisation de ce projet, une enquête a été ouverte par la direction de l'Enseignement primaire de la Ville de Paris auprès de toutes les délégations cantonales et un questionnaire a été adressé à chacune d'elles.

Vous avez répondu, Messieurs, à la demande qui vous était adressée par M. le Préfet de la Seine, par la nomination d'une commission à laquelle vous avez confié le soin d'étudier par quels voies et moyens la mesure projetée pourrait être réalisée. Aujourd'hui, la commission que vous avez honorée de votre

---

(1) Cette Commission était composée de MM. Dejean, Lemenager et Julien Hayem.

choix vous apporte le résumé de ses études et vous soumet, avec l'espoir de votre approbation, le résultat de ses recherches et l'exposé des mesures propres à favoriser l'exécution du projet municipal.

Elle a pensé avoir agi conformément à vos vœux et ne pas avoir dépassé son mandat en ouvrant une enquête auprès des Directeurs et des Directrices des Écoles de notre arrondissement et en adressant à ces fonctionnaires intelligents et expérimentés un questionnaire qu'elle s'est efforcée de faire aussi vaste et aussi complet que possible.

C'est l'ensemble des renseignements fournis par cette enquête en même temps que ses idées propres que votre Commission a aujourd'hui l'honneur de vous présenter.

Il est utile de faire passer de nouveau sous vos yeux le texte du questionnaire adressé par le Préfet de la Seine :

1<sup>o</sup> La Caisse des Écoles serait-elle disposée à se charger de l'organisation et de la surveillance d'un service qui fournirait aux élèves des Écoles communales de l'arrondissement une nourriture saine et chaude au repas pris à l'École?

2<sup>o</sup> Quelle serait la dépense totale pour l'arrondissement?

3<sup>o</sup> Dans quelle proportion la Caisse des Écoles pourrait-elle contribuer à la dépense?

4<sup>o</sup> En admettant, l'impossibilité actuelle de la gratuité absolue, des bons d'aliment ne pourraient-ils pas être fournis à tous les enfants sans distinction par un Bureau spécial qui les délivrerait soit gratuitement, soit contre argent, selon la situation des parents?

Chacune de ces quatre demandes, par sa complexité et son importance, mérite un examen minutieux et spécial et entraîne avec elle beaucoup d'autres questions accessoires et complémentaires dont la solution est absolument indispensable à la réalisation de l'idée principale. Votre Commission n'hésite pas à vous proposer de passer en revue avec elle et d'approfondir chacune de ces questions en y ajoutant l'examen des questions de détail et des moyens d'exécution qu'elles comportent.

*Première Question.* — La Caisse des Écoles serait-elle disposée à se charger de l'organisation et de la surveillance d'un service qui fournirait aux élèves des écoles communales de l'arrondissement une nourriture saine et chaude au repas pris à l'École?

Comment répondre d'une façon précise à une pareille demande sans s'être d'abord rendu compte du système actuellement en vigueur dans les Écoles, du nombre des enfants autorisés à prendre leur repas de midi chez leurs parents, du nombre des enfants déjeunant à l'École, parmi ceux-ci du nombre des enfants apportant ou achetant leur nourriture, enfin de l'influence que peut exercer sur la fréquentation des classes du soir le repas que l'enfant va chercher chez ses parents ?

Comment songer à organiser un service alimentaire nouveau sans examiner les avantages et les lacunes qu'offre le régime actuel ? C'est afin de répondre à tous ces points que la commission a recueilli les renseignements statistiques réunis dans le tableau suivant :

| ÉCOLES<br>du<br>XI <sup>e</sup> ARRONDISSEMENT | FRÉQUENTANT<br>L'ÉCOLE | ENFANTS<br>INSCRITS | DÉJEUNANT A L'ÉCOLE        |                           | DÉJEUNANT<br>CHEZ LEURS<br>PARENTS |
|------------------------------------------------|------------------------|---------------------|----------------------------|---------------------------|------------------------------------|
|                                                |                        |                     | apportent<br>leur<br>repas | achètent<br>leur<br>repas |                                    |
| Rue Servan, 50, Filles.                        | 510                    | 500                 | 280                        | 157                       | 63                                 |
| — Oberkampf, 113, —                            | 580                    | 515                 | 150                        | 40                        | 325                                |
| — Darboy, —                                    | 464                    | 423                 | 295                        | »                         | 128                                |
| — Amelot, 124, —                               | 450                    | 415                 | 80                         | 40                        | 375                                |
| — du Chemin-Vert, —                            | 470                    | 450                 | 290                        | 60                        | 120                                |
| — Saint-Bernard, —                             | 672                    | 627                 | 367                        | 137                       | 123                                |
| Cité Voltaire, —                               | 455                    | 385                 | 237                        | 45                        | 108                                |
| Rue des Taillandiers, —                        | 214                    | 180                 | 145                        | »                         | 35                                 |
| — Bréguet, —                                   | 407                    | 380                 | 285                        | 35                        | 60                                 |
| — Keller, —                                    | 600                    | 540                 | 126                        | 74                        | 400                                |
| Avenue de la Roquette, Garçons.                | 650                    | 631                 | 290                        | 141                       | 195                                |
| Rue Bréguet, —                                 | 510                    | 510                 | 420                        | 55                        | 35                                 |
| — Keller, —                                    | 638                    | 554                 | 254                        | 50                        | 150                                |
| — de la Roquette, —                            | 179                    | 179                 | 154                        | »                         | 25                                 |
| — Saint-Bernard, 20, —                         | 550                    | 500                 | 250                        | 50                        | 150                                |
| — Servan, 50, —                                | 730                    | 670                 | 530                        | 60                        | 80                                 |
| — Morand, 3, —                                 | 994                    | 910                 | 605                        | 200                       | 105                                |
| — d'Angoulême, 54 —                            | 305                    | 286                 | 151                        | 30                        | 105                                |
|                                                | 9378                   | 8655                | 4909                       | 1174                      | 2582                               |



Il résulte de l'examen de ce tableau (1) que sur les 8,655 enfants fréquentant 18 de nos Écoles, 2,582 déjeunent chez leurs parents, 6,083 déjeunent à l'École, et que sur ces enfants qui déjeunent à l'École, 4,909 apportent leur nourriture et 1,174 l'achètent en tout ou en partie !

Quelle conclusion tirer de cette statistique, sinon que le Conseil municipal, en proposant d'établir un service alimentaire, a eu plutôt en vue d'améliorer que de créer, de réformer que d'innover et a cherché à appliquer une mesure générale et uniforme à tous les enfants.

Ici vient se placer une objection de principe, dont il convient ou de tenir compte ou de se débarrasser ; elle peut se formuler ainsi : « Le déjeuner fait à l'École ne peut avoir les mêmes avantages et offrir les mêmes qualités au point de vue du bien-être moral et physique de l'enfant que le déjeuner pris au foyer de la famille ? » Beaucoup de bons esprits font du repas pris auprès des parents un éloge touchant et plein d'émotion ; ils voient dans cette présence de l'enfant à la table domestique, un moyen des plus efficaces de développer et de corroborer les sentiments de famille ; non-seulement il y a profit pour l'estomac mais pour le cœur. Pourquoi donc, en présence de si grands résultats, chercher à proscrire le repas chez les parents ? C'est au déjeuner de l'École qu'il y a lieu de faire la guerre et c'est lui seul qu'on devrait chercher à supprimer. Cette opinion a été partagée par un membre de votre Commission et nous ne pouvons la passer sous silence. Toutefois, qu'il nous soit permis de la combattre, car si nous ne réussissons pas à vous faire considérer comme utile et avantageux le séjour de l'enfant à l'École pour le repas de midi, nous n'aurions pas besoin d'aller au delà et nous n'aurions à répondre à la Préfecture de la Seine que par ces mots : « La mesure que vous nous proposez étant absolument contraire à l'intérêt des enfants, à l'intérêt des parents, à celui même des Écoles primaires, il n'y a pas lieu, selon nous, d'en essayer l'application. »

C'est en nous plaçant à ces trois points de vue que nous devons nous constituer les défenseurs du repas pris à l'École. Dans l'intérêt des enfants, je ne crois pas que l'on puisse trouver mauvais

---

(1) Les renseignements fournis dans ce tableau datent de juin et ne comportent que 18 Écoles sur 19. L'École qui manque n'exercerait aucune influence sur la valeur des résultats obtenus.

que l'enfant soit tenu éloigné de ses parents. S'il est, dans le nombre des familles, des parents aisés, ayant un intérieur confortable et jouissant d'un certain bien-être, capables de préparer ou de faire préparer un déjeuner sain et substantiel à leurs enfants, la grande majorité des parents (cela n'est pas douteux, surtout dans notre arrondissement), se compose d'ouvriers et de gens besogneux. On sait ce qu'est le repas de midi dans une famille où le père est ouvrier ou employé et où la mère elle-même gagne sa vie à l'atelier ou est absorbée par les soins domestiques que réclament soit le mari, soit d'autres enfants, le plus souvent, en bas âge. Les parents ou le père seul quittent la fabrique ou l'usine, s'empressent de regagner la maison et la femme soit sur-le-champ, soit par avance, mais toujours à la hâte, prépare un maigre et frugal repas qui, assurément, pourra bien suffire mais ne sera pas toujours conforme aux lois et aux règles de l'hygiène la plus rudimentaire.

Dans ce cas nous supposons un ménage harmonieux, un foyer où règnent la paix et la concorde, où les ressources, sans être abondantes, sont strictement suffisantes. Mais combien de fois pourrait-il arriver que l'enfant, en revenant au foyer, ne trouve à côté d'aliments médiocres et mal préparés, que le spectacle de la misère et de la discorde ! Est-ce à cette table que l'enfant gagnera au point de vue moral et au point de vue physique ? Je sais bien que l'enfant devra s'asseoir le soir aux côtés de ses parents et que, s'il a échappé le matin à la vue de leurs dissensions, il sera, le soir, en contact avec tout ce mal si attristant et si contagieux : mais au moins l'enfant aura, en demeurant à l'École, joui d'une ou de deux bonnes heures, et l'École primaire offrira, en ce cas, l'exacte image d'un port où l'enfant s'abrite contre la misère du foyer domestique !

Sans insister davantage sur ce point, sans vouloir considérer la nature humaine dans ce qu'elle offre de mauvais et de déformé, en regardant les bons ménages comme la règle et le mauvais exemple comme l'exception, est-on bien sûr que cette habitude de couper en deux la journée de l'enfant, de l'éloigner à certaines heures de l'École soit profitable à l'élève ? Il y a dans les occupations et la pensée de l'enfant une solution de continuité ; il est distrait, par ce retour à la maison paternelle, de l'objet de ses études et je ne crois pas que cette promenade régulière, souvent désirée, impatiemment attendue,

quelquefois mal employée, soit très-favorable au progrès de l'enfant ?

Pourquoi donc dans certaines familles aisées les parents tiennent-ils à ce que leurs enfants ne prennent pas leurs repas, au moins leur déjeuner, à la même table qu'eux et les laissent-ils, soit dans leurs collèges, soit dans leurs pensions, soit dans la compagnie de leurs instituteurs ou de leurs répétiteurs ?

Le repas pris à l'École, on le voit, est avantageux au point de vue moral et intellectuel ; il l'est aussi, et le sera bien davantage encore, au point de vue physique. Nous aurons lieu de revenir sur ce point quand nous nous occuperons des détails du régime et du service alimentaires.

Dire que ce système profite aux élèves, c'est dire en même temps que l'intérêt des parents y est engagé. Je sais bien qu'il y a des Directeurs et des Directrices qui soutiennent que les parents aisés s'empresseraient de retirer leurs enfants de l'École si on les contraignait à ne pas la quitter à midi ; mais il reste à faire la preuve de cette assertion, et, en attendant qu'elle soit faite, nous répondrons à nos contradicteurs que le principe est que les enfants, à moins d'autorisation spéciale et pour des causes déterminées, ne doivent, en aucune façon, s'absenter ; enfin que les parents qui ne plieraient pas devant une mesure générale aussi juste et aussi simple seraient toujours une minorité, une infime minorité !

En ce qui regarde l'intérêt de l'École primaire, il ne nous paraît pas douteux que l'attention des élèves, courant moins de risques d'être distraite, leurs études leur seraient plus profitables et leurs progrès plus rapides et qu'il résulterait de l'application d'une mesure générale et d'un régime uniforme une égalité plus complète. En outre, un plus grand nombre d'élèves fréquenteraient plus régulièrement les classes, parce que beaucoup d'enfants ne se présentent pas le matin et ne viennent que dans l'après-midi à cause de l'impossibilité dans laquelle se trouvent les parents de leur préparer le déjeuner ou de leur donner l'argent nécessaire à l'acheter. Enfin les absences qui peuvent se produire l'après-midi parmi les enfants, allant sans autorisation médicale déjeuner chez leurs parents, quelque rares qu'elles soient, disparaîtraient tout à fait. Tous ces effets seraient l'œuvre du repas pris à l'École ; ils me semblent suffisamment importants et assez sérieux pour que notre Délégation



cantonale souhaite de voir s'accomplir la réalisation du projet municipal et cherche, dans la mesure de ses forces, à en étudier et à en faciliter l'accomplissement.

Mais quels sont les moyens d'atteindre à ce résultat?

Nous savons déjà que la plus grande partie, les trois quarts environ des enfants déjeunent à l'École et que dans ce nombre les uns apportent des paniers renfermant leur déjeuner complet, les autres des paniers vides et quelque argent pour acheter des aliments complémentaires; que d'autres, enfin, n'apportent rien ou presque rien, et que, pour ces derniers, les parents viennent chaque jour à midi remettre aux enfants le déjeuner entier ou le complément du déjeuner. Tout cela, évidemment, ne se passe pas sans un certain désordre, et l'exactitude des parents faisant souvent défaut, les maîtresses sont obligées de fermer les yeux sur maints retards et sur maints abus. Que d'enfants, en effet, sont contraints d'attendre et dont l'estomac impatient crie famine? Que d'enfants ont lieu d'envier leurs camarades servis d'une façon plus régulière? Combien de paniers ne contiennent, ce qui est absolument regrettable au point de vue de l'hygiène, que des aliments froids! Les médecins sont d'avis que la nourriture froide est d'une digestion beaucoup plus pénible et que l'estomac se fatigue et s'épuise quand il ne donne accès qu'à des aliments froids ou refroidis! Je crois même pouvoir affirmer, sans crainte d'être démenti, que l'opinion des médecins est unanime sur ce point. Si le régime des aliments froids peut exercer une influence funeste, pernicieuse sur la santé des adultes, les conséquences n'en sont-elles pas également, que dis-je! bien plus à redouter, quand il s'agit d'enfants en bas âge, partant faibles et délicats? De là, la nécessité, comme le demande le Conseil municipal, de fournir une *nourriture saine et chaude*.

Nous avons eu la curiosité d'examiner de quels aliments se composent les paniers des enfants; nous reconnaissons, non sans satisfaction, qu'en général les aliments sont copieux et abondants. Ce sont, le plus souvent, des œufs durs, de la soupe, de la viande, de la charcuterie, des légumes tels que des haricots, des lentilles, des tartines de confitures, de beurre ou de fromage; du chocolat. Tout cela est fort bien; mais il n'est pas rare de rencontrer des mets moins substantiels et absolument condamnés par l'hygiène : tels que les sardines,

les saucisses, le pâté froid, les radis, la salade, les concombres, les légumes froids, et en été des fruits verts.

Il est vrai que, dans la plupart des Écoles, le concierge ou une cantinière, s'occupe de faire chauffer les aliments froids et vend aux enfants, dont le panier est plus léger que l'appétit, des portions supplémentaires; mais un examen même superficiel suffit à démontrer qu'en général ces aliments ne sont ni bien choisis ni bien préparés. Ce sont ou des pommes de terre frites, ou des haricots, ou des lentilles, ou du riz, ou du macaroni ou des pruneaux, et la viande n'y est presque toujours et malheureusement représentée que par la charcuterie! Ce régime alimentaire ne laisse pas d'être défectueux. Mais comment exiger plus et mieux? Le cantinier ou la cantinière exerce son industrie, vend des aliments à bon marché et poursuit un bénéfice, assurément très-minime, sur des portions dont le prix moyen varie de 5 à 10 centimes! Ce n'est qu'en ne tenant pas compte de la grandeur des portions et en sacrifiant leur qualité, que ce modeste commerçant peut tirer quelque profit; et il se livre facilement à cette double pratique. Ce qui lui rapporte le plus, il faut le dire, c'est la vente des aliments les plus malsains ou les moins nourrissants, de la charcuterie, des gâteaux, des fruits. Il spéculé forcément (et c'est à peine si on peut l'en blâmer) non sur l'appétit, mais sur la gourmandise. De pareils maux attendent et réclament un remède.

En cet état, la réponse à la première question adressée par la Préfecture de la Seine ne saurait être douteuse :

La Caisse des Écoles du XI<sup>e</sup> arrondissement est d'avis d'organiser et de surveiller un service qui fournirait aux élèves des Écoles communales de cet arrondissement une nourriture saine et chaude.

Voici comment, d'après votre Commission, ce service pourrait être installé et surveillé.

Une cantine serait organisée spécialement à l'effet de préparer des aliments aux enfants ou de faire chauffer les aliments froids qu'ils auraient apportés. Ce service de cantine serait confié, soit au concierge, soit à la concierge, soit à une femme de service choisie *ad hoc*.

On remettrait à la disposition de ce cantinier un fourneau dont l'importance varierait suivant le nombre d'enfants à nourrir.

Le fourneau pourrait être installé dans le préau; si le préau était insuffisant, le fourneau serait, lorsque le local habité par le

concierge le permettrait, établi chez ce dernier. Dans le cas où le fourneau ne pourrait être installé dans l'un, ni dans l'autre de ces endroits, et où l'École serait dans le voisinage d'une Salle d'asile, le fourneau de l'École pourrait être construit à côté de celui de l'asile; enfin, s'il y avait impossibilité de recourir à la Salle d'asile, il y aurait lieu de faire une installation spéciale soit dans le vestibule, soit ailleurs.

Des lavabos pourraient être placés dans la salle où les enfants mangeraient, afin de leur donner l'habitude de se laver les mains avant et après le déjeuner.

Tous les paniers des enfants qui porteraient inscrits les noms de leurs propriétaires seraient placés dans le préau, comme cela a lieu dans les Salles d'asile, et les cantiniers seraient chargés de les examiner avant midi et de faire chauffer les aliments pour l'heure du déjeuner. Si le cantinier ne suffisait pas au service, on le ferait assister d'un ou de deux aides payés par la Ville de Paris.

C'est, le plus souvent, dans le préau que les enfants seraient admis à prendre leur repas, et on les ferait, s'il était possible, s'asseoir autour de deux ou trois tables. C'est aux maîtres et aux maîtresses, d'après les indications du Directeur ou de la Directrice, qu'incomberait le soin d'assigner à chacun une place qui ne varierait pas.

Les enfants, ainsi placés, seraient servis dans de la vaisselle en fer battu; la grandeur des assiettes serait différente suivant l'âge des enfants: on pourrait ainsi arrêter deux types, un type pour les enfants de six à dix ans et un second type pour les enfants au-dessus de dix ans.

La surveillance, pendant l'heure des repas, continuerait à être exercée par les adjoints ou les adjointes actuellement préposés à ce service. Si le nombre actuel, vu les modifications introduites, ne suffisait pas, on doublerait leur nombre.

Le repas aurait la même durée qu'aujourd'hui: une demi-heure. Cette demi-heure écoulée, les maîtres ou maîtresses chargés de la surveillance du repas iraient déjeuner et seraient remplacés pour le temps de la récréation.

De quels aliments devra se composer la nourriture des enfants?

Après avoir mûrement réfléchi à cette question et après avoir pris auprès des personnes compétentes les renseignements les



plus complets, votre Commission est d'avis de composer le repas des enfants de deux aliments dont le premier sera tantôt une soupe grasse tantôt une soupe maigre, et le second des légumes ou de la viande. Elle vous propose même d'établir deux catégories de menus : l'un dont le prix moyen ne dépassera pas 10 centimes; l'autre dont le prix s'élèvera à 15 centimes. C'est à la Ville qu'il appartiendra de choisir le plus coûteux des repas, s'il lui semble que l'augmentation de 5 centimes soit plus que compensée par le profit matériel que les enfants peuvent en tirer.

Voici le détail de ces deux genres de menus :

*I. — Menu dont le prix moyen serait de 10 centimes.*

- LUNDI. Soupe maigre. — Ragoût de mouton.  
MARDI. Soupe aux légumes. — Lentilles.  
MERCREDI. Soupe grasse. — Bœuf.  
VENDREDI. Soupe maigre. — Purée de pommes de terre.  
SAMEDI. Soupe aux légumes. — Haricots.

*II. — Menu dont le prix moyen serait de 15 centimes.*

- LUNDI. Soupe maigre. — Ragoût de mouton.  
MARDI. Soupe aux légumes. — Purée de pommes de terre.  
MERCREDI. Soupe grasse. — Bœuf.  
VENDREDI. Soupe aux légumes. — Lentilles.  
SAMEDI. Soupe maigre. — Ragoût de veau (1).

Les menus que nous avons composés et desquels, intentionnellement, nous avons exclu le pain et le vin, que les enfants pourront toujours facilement recevoir de leurs parents, nous paraissent réunir les deux qualités qu'il convient de rechercher le plus : ils sont substantiels et économiques. Ils n'exigent pas, de la part du cantinier, une connaissance approfondie de l'art culinaire, et leur prix de revient ne doit pas excéder les ressources des parents les moins fortunés ou la somme que la Ville de Paris veut consacrer à ce service.

La Préfecture de la Seine, avec ce programme d'alimentation peut facilement rédiger une espèce de cahier des charges et imposer aux cantiniers l'emploi, dans certaines proportions et dans des qualités déterminées, des viandes, des légumes et autres ingrédients accessoires nécessaires à la confection de ces aliments.

---

(1) Voir, aux Pièces justificatives, le prix de revient de chacun de ces menus.

A l'effet d'observer le respect des menus et des conditions imposées aux cantiniers, il nous a semblé raisonnable et juste de leur accorder une subvention fixe qui varierait, suivant le nombre des enfants, de 25, 50 à 100 francs par mois. On pourrait aussi ajouter aux obligations qui pèseraient sur le cantinier, et, à raison des bénéfices qu'il pourrait réaliser sur la vente des aliments accessoires, la charge de fournir et d'entretenir la vaisselle destinée aux enfants.

Nous sommes amenés ainsi, d'une façon toute naturelle, à l'examen de la seconde question posée par le Conseil municipal.

*Deuxième question.* — Quelle serait la dépense totale pour l'arrondissement?

Afin d'évaluer (et cela n'est possible que d'une façon approximative) la dépense totale de l'arrondissement, il convient d'observer qu'il y a deux catégories de dépenses.

Les premières sont des dépenses de premier établissement; une fois faites, elles ne se renouvellent plus : elles comprennent l'installation des fourneaux, l'acquisition de la vaisselle (si la Ville est d'avis de faire cette dépense, et de ne pas la laisser aux cantiniers ou aux parents des enfants), l'installation des tables, enfin celle des lavabos. Ces dépenses, une fois faites, ne donnent plus lieu qu'à des frais d'entretien et de réparation. Nous n'avons pas cru nécessaire d'en estimer le montant, parce que, à part les fourneaux, l'acquisition et l'installation des autres, appartient tout entière à l'initiative de votre Commission et ne serait peut-être pas ratifiée par la Ville. Nous ajoutons, d'ailleurs, que pour les fourneaux ainsi que pour ces aménagements supplémentaires, la Ville est mieux renseignée que nous ; mieux que nous, elle sait ce que peut coûter une table et, quant au prix des fourneaux et des lavabos, elle n'a qu'à se rappeler les frais que leur installation a occasionnés dans les Salles d'asile. Encore une fois, nous n'avons pas à entrer dans l'examen de cet ordre de dépenses.

La seconde catégorie se compose des dépenses qui se renouvellent non-seulement chaque année, mais chaque mois, chaque jour. Elle comprend : les appointements à donner aux cantiniers ; les rétributions aux aides de service ; enfin, le repas des enfants. C'est de cette dernière dépense seulement que nous nous occuperons.

Il s'agit d'apprécier tout d'abord quel serait *le nombre des enfants à nourrir*.

En nous reportant à notre tableau statistique, nous remarquons qu'il n'y a actuellement que 1,174 enfants qui achètent leur repas à l'école. En présence d'un si faible chiffre, on peut se demander si les dépenses occasionnées par l'installation de notre service alimentaire seraient en proportion du nombre d'enfants qu'on se propose de soulager et d'assister.

Mais il ne faut pas oublier que le nombre des enfants s'augmenterait de ceux qui allaient autrefois prendre leur repas chez leurs parents et qui seraient désormais tenus de le prendre à l'École. Nous avons vu que ces enfants étaient au nombre de 2,582. Notre intention n'est pas d'interdire à ces 2,582 élèves la sortie de l'École d'une façon draconienne, sans admettre la moindre exception. Nous pensons, au contraire, que tout enfant dont la santé exigera des soins particuliers, devra être autorisé à se rendre chez ses parents et nous concevons très-bien que le corps médical doive être très-libéral dans la délivrance des certificats qui lui sont demandés. Mais sur les 2,582 enfants qui s'absentent au gré de leurs parents et sans observation de la part des maîtres, il y en aura certainement la moitié qui restera à l'école; le nombre des sortants ne sera plus guère que de 1,080, c'est-à-dire d'environ un huitième sur la population totale. Le chiffre actuel des enfants déjeunant à l'école s'augmentera donc de 1,500 et formera un total de 6,083. Il faut observer aussi que ces 1,500 enfants qu'on retiendra à l'école à midi appartiennent presque tous à la classe aisée et, grâce à cette donnée, on peut supposer que dans le nombre de ces enfants, la moitié apportera le déjeuner l'autre moitié l'achètera ou le complètera. Il y aura donc dans nos dix-huit écoles plus de 6,650 élèves apportant leur repas et près de 2,000 l'achetant. Enfin, une mesure qui nous paraît conforme à l'esprit du projet municipal et qui serait tout à fait propre à lui donner toute l'importance et le développement qu'il comporte consisterait à rendre obligatoire pour tous les enfants payants ou non payants, *la soupe chaude*.

En présence de cette mesure, il est presque certain que la plus grande partie des parents ne s'occuperaient plus ou s'occuperaient beaucoup moins des paniers de leurs enfants. Combien de parents, en effet, seraient heureux de ne plus avoir à se rendre chaque jour à l'école à la même heure et de pouvoir continuer à



vaquer aux soins du ménage! Combien de parents seraient assistés moralement et matériellement, grâce à la possibilité pour leurs enfants de se procurer un déjeuner sain et chaud au prix de 10 centimes ou de 15 centimes. La clientèle de la cantine scolaire deviendrait d'un seul coup beaucoup plus considérable, doublerait sans doute, et sur les 7,575 enfants déjeunant à l'école, il y en aurait, dès à présent 3,500 ou 4,000 au moins qui achèteraient complètement leur repas à l'école; 2,500 ou 3,000 qui le complèteraient et 1,000 qui se contenteraient de leur panier.

Il ne nous semble même pas téméraire d'affirmer que, plus tard, quand le service alimentaire aurait fonctionné pendant quelque temps, à la commune satisfaction des parents et des enfants, il n'y aurait plus de dissidents et que tous les enfants se nourriraient à la cantine scolaire et se contenteraient de recevoir de leurs parents des aliments supplémentaires et, si je puis dire, des aliments de luxe.

Sur les 6,000 enfants nourris à l'école et par les soins de l'école, combien seraient en état de payer?

Cette question est une de celles dont la solution nous a semblé offrir le plus de difficultés. Toutefois, nous avons trouvé dans l'enquête ouverte auprès des Directeurs et des Directrices, des renseignements qui nous paraissent pouvoir servir de base à une appréciation presque exacte de la situation pécuniaire des enfants.

Opérant sur huit écoles (car huit Directeurs seulement avaient répondu sur ce point), nous avons pu dresser le tableau suivant:

| ÉCOLES                        | ÉLÈVES<br>FRÉQUENTANT<br>L'ÉCOLE | ÉLÈVES<br>NE POUVANT PAS<br>PAYER |
|-------------------------------|----------------------------------|-----------------------------------|
| Rue Servan F. . . . .         | 500                              | 130                               |
| — Oberkampf . . . . .         | 515                              | 80                                |
| — du Chemin-Vert. . . . .     | 450                              | 25                                |
| — Saint-Bernard. . . . .      | 627                              | 61                                |
| Cité Voltaire . . . . .       | 385                              | 50                                |
| Rue de la Roquette G. . . . . | 179                              | 65                                |
| — Keller F. . . . .           | 540                              | 54                                |
| — — G. . . . .                | 554                              | 40                                |
|                               | 7.530                            | 503                               |

Il résulte de l'examen de ce tableau que, dans 8 écoles, 505 enfants seulement se trouvent dans l'impossibilité de payer. Raisonnant par *a simili* et nous livrant à un calcul de proportion qui, s'il n'est pas la réalité même, se rapproche au moins de la vérité dans les limites du possible, nous nous croyons autorisés à dire que, sur les 7,575 enfants de nos 18 écoles, il n'y aura que 1,050 enfants hors d'état de payer. Sur le nombre total des enfants fréquentant l'école, un septième seulement devra jouir de la gratuité.

C'est d'après ces données que nous avons établi le compte général de la dépense alimentaire dans le tableau suivant, qui se rapporte au menu dont le prix moyen est de 10 centimes.

|       |                                                                                    |        |
|-------|------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| 1.050 | Enfants ne pouvant pas payer par jour et par repas la somme de 0 fr. 10 c. . . . . | 105 »  |
| 6.000 | Enfants pouvant payer par jour et par repas la somme de 0 fr. 10 c. . . . .        | 600 »  |
| 525   | Enfants pouvant payer par repas et par jour la somme de 0 fr. 05 c. . . . .        | 26 25  |
| 7.575 |                                                                                    | 731 25 |

La dépense alimentaire dans nos 18 écoles serait, on le voit, pour le menu à 10 centimes, de 731 fr. 25 c. par jour et, pendant 200 jours, s'élèverait à 146,250 francs. Sur cette dépense totale, nous estimons que les enfants seraient en état de payer 125,250 francs, et qu'il ne resterait à la charge de la Ville que 21,000 francs.

Pour le menu à 15 centimes, la dépense s'élèverait d'un tiers, et il est probable que, proportions gardées, la contribution des enfants demeurerait la même.

*Troisième question.* — Dans quelles proportions la Caisse des Écoles pourrait-elle contribuer à la dépense?

La Caisse des Écoles n'est pas dans une situation pécuniaire qui lui permette de s'engager dans de grosses dépenses, dans les dépenses d'autant plus redoutables qu'elles ne peuvent pas être fixés à l'avance d'une manière tout à fait précise et qu'elles doivent se renouveler annuellement. Le XI<sup>e</sup> arrondissement est à la fois

un des plus peuplés et un des plus pauvres arrondissements de Paris; on y trouve plus facilement l'occasion d'employer que d'obtenir des secours. La Caisse des Écoles souffre naturellement de cet état de choses, et, malgré tous les courageux efforts que vous faites et l'excellent concours que nous assurent de généreux souscripteurs, nous ne pouvons réaliser tout le bien que nous voudrions faire. Aussi, le concours pécuniaire que la Caisse des Écoles peut promettre à la Ville de Paris dans l'installation d'un service alimentaire est-il de beaucoup inférieur à ses désirs? Notre Commission propose de subvenir annuellement aux dépenses exigées pour une somme de 1,000 francs.

*Quatrième question.* — En admettant l'impossibilité actuelle de la gratuité absolue, des bons d'aliments ne pourraient-ils pas être fournis à tous les enfants sans distinction, par un bureau spécial qui les délivrerait soit gratuitement, soit contre argent, selon la situation des parents?

On voit, d'après les chiffres que nous avons mentionnés plus haut, combien il serait coûteux et inutile d'assurer aux enfants la gratuité absolue du repas.

C'est surtout en nous plaçant sur le terrain moral que nous écartons la question de la gratuité absolue. Il nous semble juste, raisonnable, indispensable que les parents qui sont en état de payer et que la Ville assiste déjà de tant de manières, ne s'habituent pas à se décharger sur d'autres du soin et du devoir de nourrir leurs enfants?

Reste à organiser le service qui mettrait entre les mains des parents les bons alimentaires.

D'après les réponses des Directeurs et des Directrices, il est aisé de voir qu'ils ne se chargeraient pas volontiers de l'administration et de la comptabilité exigées par le fonctionnement de ce service. C'est surtout dans les Écoles congréganistes où la mesure nouvelle est, il faut le dire, la moins goûtée, que l'on se récrie le plus contre les embarras et qu'on met le plus en saillie les difficultés pratiques créées par la remise aux parents ou aux enfants des bons alimentaires. Sans se laisser émouvoir par la bonne volonté des uns et par les critiques des autres et en voulant épargner à tous un surcroît de travail, il nous a paru nécessaire de rechercher quelle serait la meilleure et la plus simple organisation du service alimentaire.

Voici ce que votre Commission a l'honneur de vous proposer :



Un bureau spécial, sous la dépendance et sous la surveillance du Conseil de la Caisse des Écoles, serait installé à la Mairie et délivrerait des bons d'aliments soit gratuitement, soit contre espèces.

Les bons pourraient être de deux ou trois sortes : 1<sup>o</sup> bons de soupe ; 2<sup>o</sup> bons pour un aliment. On pourrait, en outre, créer une troisième sorte de bons, des bons de pain, qui ne seraient délivrés qu'aux parents dont l'état d'indigence serait notoire. Ces bons seraient gratuits ou demi-gratuits, ou payés intégralement. Ils seraient délivrés gratuitement à tous les parents dont l'inscription sur les registres du Bureau de Bienfaisance ou d'autres faits révéleraient l'état de misère d'une façon indubitable ; ils seraient demi-gratuits pour tous ceux dont les ressources seraient reconnues insuffisantes ; pour tous les autres, ils seraient intégralement payés.

Les bons de soupe et les bons d'aliments auraient des couleurs différentes ; mais il n'y aurait aucune distinction apparente entre les bons gratuits, demi-gratuits ou payés. Tous ces bons seraient détachés de registres à souches. Un registre serait affecté à chaque genre de bons et il y aurait des numéros ou des indications de séries différentes, suivant que les bons seraient gratuits, payés partiellement ou payés intégralement.

Les parents pourraient à l'avance se procurer des bons pour une semaine, pour une quinzaine ou pour un mois. Ces bons confiés aux enfants par leurs parents seraient oblitérés soit au moyen d'un timbre, soit par la signature des maîtres ou maîtresses préposés par les Directeurs ou les Directrices à la surveillance du déjeuner, puis remis au cantinier qui, en échange, donnerait l'aliment auquel le bon donne droit. Ces bons seraient ensuite remis par les soins du cantinier ou du Directeur au Bureau de la Mairie, qui verserait immédiatement la somme d'argent représentée par ces bons.

Afin d'établir un système de contrôle, on pourrait exiger du Directeur de l'École la tenue d'un registre sur lequel le nombre de bons remis serait inscrit chaque jour et le cantinier ne serait payé à la Mairie que sur la présentation et des bons et du registre approuvé par le Directeur. Mais afin d'éviter toute complication et tout travail qui ne serait par absolument indispensable, nous ne proposons la tenue de ce registre qu'à titre facultatif.

Grâce au système que nous indiquons et qui nous paraît devoir être d'une application pratique aisée, les Directeurs et Directrices

qui sont, nous nous plaçons à le reconnaître, chargés d'une lourde tâche et d'une responsabilité considérable, pourraient surveiller le service alimentaire de leurs Écoles sans y consacrer trop de temps et sans y compromettre la maigre liberté qui les fuit chaque jour davantage.

Ici, Messieurs, s'arrête notre travail, et nous venons vous prier d'en accepter les conclusions qui peuvent être résumées de la manière suivante :

1° La Caisse des Écoles du XI<sup>e</sup> arrondissement, considérant que le déjeuner pris à l'École peut profiter à l'enfant au point de vue physique et moral, est disposée à coopérer à l'organisation et à se charger de la surveillance d'un service qui fournirait aux élèves des Écoles communales une nourriture saine et chaude;

2° Laissant de côté l'évaluation des frais provenant de la construction des fourneaux et autres aménagements et de la rétribution des différentes personnes chargées du service des cantines scolaires, nous estimons que la dépense alimentaire pour dix-huit écoles serait approximativement de 146,250 francs par an, et que les élèves seraient en état de payer 125,250 francs;

3° La Caisse des Écoles ne jouissant que d'un faible revenu et pouvant à peine suffire aux besoins immenses de ceux qu'elle assiste, et aux devoirs qui lui incombent, regrette de ne pouvoir contribuer à la dépense résultant du nouveau système alimentaire qu'au moyen d'une subvention annuelle de 1,000 francs;

4° La Délégation cantonale est d'avis qu'il est inutile et dangereux d'assurer la gratuité alimentaire d'une manière absolue (1), et qu'il est au contraire avantageux d'établir des bons gratuits, demi-gratuits et payants. Elle pense aussi que tous ces bons doivent être centralisés à la Mairie, dans un Bureau spécial placé sous la surveillance du Conseil de la Caisse des Écoles.

Enfin la Délégation cantonale exprime à M. le Préfet de la Seine le désir de voir s'installer le plus vite possible le service alimentaire dont elle s'est permis d'indiquer l'organisation et le fonctionnement. Elle l'assure en même temps qu'elle le secondera dans cette entreprise avec tout l'empressement, le

---

(1) La Délégation cantonale, discutant sur ce point, a émis le vœu que la gratuité, s'il était possible, fût absolument exclue.

zèle et le dévouement qu'elle est jalouse d'apporter dans l'application des mesures et des réformes qui intéressent le bien-être matériel et l'amélioration intellectuelle et morale des enfants de nos écoles.

# MENU A 10 CENTIMES,

## PRIX MOYEN.

|          |                           |                                                                        |       |       |
|----------|---------------------------|------------------------------------------------------------------------|-------|-------|
| LUNDI    | Soupe maigre.             | Pain, 5 kilog. à 0 fr. 38 le kilog.                                    | 1 90  | 13 85 |
|          |                           | Beurre, 100 grammes à 3 fr. le kilog.                                  | » 30  |       |
|          |                           | Graisse, 250 grammes à 1 fr. 60 le kil.                                | » 40  |       |
|          |                           | Légumes divers . . . . .                                               | » 50  |       |
|          | Ragoût de mouton          | Viande 3 <sup>e</sup> catégorie, 6 kil. 500 gr. à 1 fr. 60 . . . . .   | 10 40 |       |
|          |                           | Sel et poivre . . . . .                                                | » 10  |       |
|          |                           | Charbon, 5 kil. à 4 fr. 80 les 100 kil.                                | » 25  |       |
| MARDI    | Soupe aux légumes.        | Pain, 5 kilog. à 0 fr. 38 le kilog.                                    | 1 90  | 8 42  |
|          |                           | Beurre, 100 grammes à 3 fr. le kilog.                                  | » 30  |       |
|          |                           | Graisse, 250 grammes à 1 fr. 60 le kil.                                | » 40  |       |
|          |                           | Légumes divers . . . . .                                               | » 50  |       |
|          | Lentilles.                | Lentilles, 8 litres à 0 fr. 60 . . . . .                               | 4 80  |       |
|          |                           | Beurre, 150 grammes à 3 fr. le kilog.                                  | » 45  |       |
|          |                           | Graisse, 200 grammes à 1 fr. 60 le kil.                                | » 32  |       |
|          |                           | Sel et poivre . . . . .                                                | » 10  |       |
|          |                           | Charbon, 5 kil. à 4 fr. 80 les 100 kil.                                | » 25  |       |
| MERCREDI | Soupe grasse.             | Pain, 5 kilog. à 0 fr. 38 le kilog.                                    | 1 90  | 13 79 |
|          | Bœuf.                     | Viande (3 <sup>e</sup> catégorie), 7 kil. à 1 fr. 60 le kilog. . . . . | 11 20 |       |
|          |                           | Légumes divers . . . . .                                               | » 25  |       |
|          |                           | Sel et poivre . . . . .                                                | » 10  |       |
|          |                           | Charbon, 7 kil. à 4 fr. 80 les 100 kil.                                | » 34  |       |
| VENDREDI | Soupe maigre.             | Pain, 5 kilog. à 0 fr. 38 le kilog.                                    | 1 90  | 7 22  |
|          |                           | Beurre, 100 grammes à 3 fr. le kilog.                                  | » 30  |       |
|          |                           | Graisse, 250 grammes à 1 fr. 60 le kil.                                | » 40  |       |
|          |                           | Légumes divers . . . . .                                               | » 50  |       |
|          | Purée de pommes de terre. | Pommes de terre, 4 boisseaux à 0 fr. 75.                               | 3 »   |       |
|          |                           | Beurre, 150 grammes à 3 fr. le kilog.                                  | » 45  |       |
|          |                           | Graisse, 200 grammes à 1 fr. 60 le kil.                                | » 32  |       |
|          |                           | Sel et poivre . . . . .                                                | » 10  |       |
|          |                           | Charbon, 5 kil. à 4 fr. 80 les 100 kil.                                | » 25  |       |
| SAMEDI   | Soupe aux légumes.        | Pain, 5 kilog. à 0 fr. 38 le kilog.                                    | 1 90  | 6 62  |
|          |                           | Beurre, 100 grammes à 3 fr. le kilog.                                  | » 30  |       |
|          |                           | Graisse, 250 grammes à 1 fr. 60 . . . . .                              | » 40  |       |
|          |                           | Légumes divers . . . . .                                               | » 50  |       |
|          | Haricots.                 | Haricots, 6 litres à 0 fr. 40 le litre.                                | 2 40  |       |
|          |                           | Beurre, 150 grammes à 3 fr. le kilog.                                  | » 45  |       |
|          |                           | Graisse, 200 grammes à 1 fr. 60 . . . . .                              | » 32  |       |
|          |                           | Sel et poivre . . . . .                                                | » 10  |       |
|          |                           | Charbon, 5 kil. à 4 fr. 80 les 100 kil.                                | » 25  |       |

|                                           |       |
|-------------------------------------------|-------|
| TOTAL DE LA DÉPENSE PAR SEMAINE . . . . . | 49 90 |
| — — — PAR JOUR. . . . .                   | 9 98  |



**MENU A 15 CENTIMES**

PRIX MOYEN.

|          |                               |                                                                        |       |       |
|----------|-------------------------------|------------------------------------------------------------------------|-------|-------|
| LUNDI    | Soupe maigre.                 | Pain, 5 kilog. à 0 fr. 38 le kilog. . .                                | 1 90  | 18 »  |
|          |                               | Beurre, 250 grammes à 3 fr. le kilog. »                                | 75    |       |
|          |                               | Graisse, 250 grammes à 1 fr. 60 le kil. »                              | 40    |       |
|          |                               | Légumes . . . . . »                                                    | 40    |       |
|          | Ragoût de mouton              | Viande (mouton), 3 <sup>e</sup> catégorie, 8 kil. à 1 fr. 60 . . . . . | 12 80 |       |
|          |                               | Lard, 400 grammes à 1 fr. 50 le kil. »                                 | 75    |       |
|          |                               | Pommes de terre, 1 boisseau . . . . . »                                | 75    |       |
|          |                               | Sel et poivre . . . . . »                                              | 10    |       |
|          |                               | Charbon, 6 kil. 500 gr. à 4 fr. 80 les 100 kilog. . . . . »            | 30    |       |
|          |                               |                                                                        |       |       |
| MARDI    | Soupe aux légumes.            | Pain, 5 kilog. à 0 fr. 38 le kilog. . .                                | 1 90  | 10 50 |
|          |                               | Beurre, 250 grammes à 3 fr. le kilog. »                                | 75    |       |
|          |                               | Graisse, 250 grammes à 1 fr. 60 le kil. »                              | 40    |       |
|          |                               | Légumes . . . . . »                                                    | 50    |       |
|          | Purée de Pommes de terre.     | Pommes de terre, 4 boisseaux à 0 fr. 75                                | 3 »   |       |
|          |                               | Beurre, 500 grammes à 3 fr. le kilog. »                                | 50    |       |
|          |                               | Graisse, 500 grammes à 1 fr. 60 le kil. »                              | 80    |       |
|          |                               | Lait . . . . . »                                                       | 20    |       |
|          |                               | Sel et poivre . . . . . »                                              | 10    |       |
|          |                               | Charbon, 9 kil. à 4 fr. 80 les 100 kil. »                              | 35    |       |
| MERCREDI | Soupe grasse. Bœuf.           | Pain, 6 kilog. à 0 fr. 38 le kilog. . .                                | 2 30  | 17 »  |
|          |                               | Viande (bœuf), 3 <sup>e</sup> catég. 8 kil. à 1 fr. 60                 | 12 80 |       |
|          |                               | Légumes . . . . . »                                                    | 50    |       |
|          |                               | Sel et poivre . . . . . »                                              | 5     |       |
|          |                               | Charbon, 7 kil. à 4 fr. 80 les 100 kil. »                              | 35    |       |
|          | Soupe aux légumes. Lentilles. | Pain, 5 kilog. à 0 fr. 38 le kilog. . .                                | 1 90  |       |
|          |                               | Beurre, 400 grammes à 3 fr. le kilog. »                                | 20    |       |
|          |                               | Légumes . . . . . »                                                    | 45    |       |
|          |                               | Lentilles, 8 litres à 0 fr. 60 le litre . .                            | 4 80  |       |
|          |                               | Beurre, 900 grammes à 3 fr. le kil. »                                  | 2 70  |       |
|          |                               | Sel et poivre . . . . . »                                              | 10    |       |
| VENDREDI | Soupe maigre.                 | Charbon, 7 kil. à 4 fr. 80 les 100 kil. »                              | 35    | 11 50 |
|          |                               | Pain, 5 kilog. à 0 fr. 38 le kilog. . .                                | 1 90  |       |
|          |                               | Beurre, 250 grammes à 3 fr. le kil. »                                  | 75    |       |
|          |                               | Graisse, 250 grammes à 1 fr. 60 le kil. »                              | 40    |       |
|          |                               | Légumes . . . . . »                                                    | 40    |       |
|          |                               | Viande (veau), 3 <sup>e</sup> catég. 8 kil. à 1 fr 60                  | 12 80 |       |
|          | Ragoût de Veau.               | Lard, 400 grammes à 1 fr. 50 le kil. »                                 | 60    |       |
|          |                               | Pommes de terre, 1 boisseau . . . . . »                                | 75    |       |
|          |                               | Sel et poivre . . . . . »                                              | 10    |       |
|          |                               | Charbon. 6 kil. 500 gr. à 4 fr. 80 les 100 kilog. . . . . »            | 30    |       |

TOTAL DE LA DÉPENSE PAR SEMAINE . . . . . 75 »

— — — — — PAR JOUR . . . . . 15 »

## PATRONAGES INDUSTRIELS.

### **Assistance paternelle aux enfants employés dans les fabriques de Fleurs et Plumes.**

Dans sa séance du 23 décembre, le Conseil d'administration de cette Assistance paternelle a eu le vif regret de recevoir la démission de son Président, l'honorable M. Ch. Petit, qui, depuis onze années, avait consacré tant de dévouement à l'œuvre créée par son initiative. Les exigences croissantes d'occupations personnelles ne permettent plus à M. Ch. Petit de conserver la direction de la Société, à laquelle, comme membre du Conseil, son concours reste d'ailleurs complètement acquis.

A l'unanimité le titre de *Président Fondateur* a été conféré à M. Ch. Petit.

M. Turney a été nommé Président, et M. Morin, Trésorier, pour l'année 1879.

— Le 14 janvier, le Conseil d'administration a eu l'honneur d'être reçu par M. Ch. Petit, Président Fondateur, et sa famille.

Après l'échange de quelques cordiales paroles de bienvenue, M. Turney, Président, s'est exprimé à peu près en ces termes :

« Cher Monsieur Petit,

Le Bureau de notre Conseil vous devait une visite de remerciements : nos collègues ont tenu à s'associer à ce témoignage de déférence.

C'est qu'en effet, nous vous aimons tous d'une vive affection ; nous admirons vos éminentes qualités, vos vertus privées et publiques ; nous déplorons enfin que, par une injustice du sort, elles ne vous aient pas valu, depuis longtemps, les distinctions honorifiques dont nul plus que vous n'était digne.

Voilà, cher Président, ce que nous voulions vous exprimer en toute sincérité, avec effusion de cœur ; et c'est pour vous le dire que nous sommes venus.

Après lecture par M. le Secrétaire Caillaux, et remise à M. CH. PETIT d'un exemplaire du procès-verbal de la séance extraordinaire où avait été votée la présentation d'une médaille d'or, avec cette inscription :

A M. CH. PETIT  
PRÉSIDENT-FONDATEUR  
L'ASSISTANCE PATERNELLE  
DES FLEURS ET PLUMES  
RECONNAISSANTE

M. *Turney* continue comme suit :

Monsieur le Président-Fondateur,

J'ai l'heureux privilège de remettre entre vos mains, au nom de notre Conseil, au nom de l'Assistance paternelle des Fleurs et Plumes, cette médaille, modeste souvenir qui n'a d'autre prétention que de perpétuer dans votre famille l'expression de nos sentiments. Vous y verrez, nous l'espérons, un gage de nos affectueuses sympathies ; c'est son seul mérite à nos yeux.

Vous restez des nôtres, et nous rendez par là un nouveau service ; car il n'y aura ainsi qu'un nom de changé, et votre salutaire influence continuera à présider à nos délibérations. Grâce à elle, nous verrons, sans nul doute, se maintenir parmi nous cet esprit de bonne harmonie et d'abnégation personnelle, qui, jusqu'à ce jour, ont fait notre force et notre succès. Nous serons ainsi vos obligés dans l'avenir comme nous l'avons été dans le passé.

En vous serrant la main, Monsieur le Président et ami, je regrette que cette cordiale étreinte ne puisse résumer qu'imparfaitement les vœux que nous faisons de cœur pour vous et pour ceux qui vous sont chers. »

A cette allocution, accueillie par d'unanimes marques d'assentiment, l'honorable M. *Ch. Petit* répond en quelques paroles émues. Profondément touché du témoignage d'affection que vient de lui donner le Conseil, il en remercie avec effusion la réunion et successivement tous les membres présents.

Puis, renouvelant l'assurance de son constant dévouement à l'œuvre commune, il déclare envisager avec une confiance absolue l'avenir de l'Assistance paternelle des Fleurs et Plumes, et invite tous ses collègues à boire avec lui à la prospérité de la Société, à la santé de son nouveau Président.

Enfin, M. *L. Marienval* porte un toast à M. *Ch. Petit* et à sa famille. Ce toast est accueilli avec acclamations.

Ainsi se termine une entrevue dont la sincère cordialité laissera un précieux et durable souvenir à tous ceux qui ont eu la borne fortune d'y prendre part. (*L'Union nationale*).

## CHAMBRES SYNDICALES

### Chambre de l'Ameublement.

Dans sa séance du 27 décembre 1878, M. le Président de la Chambre a donné lecture d'une lettre M. *H. Lemoine*, par laquelle il signale le grand succès obtenu à l'Exposition de 1878 par



l'ébénisterie parisienne, et réclame, pour le *Patronage des enfants de l'Ébénisterie*, une part du résultat obtenu par ses concours professionnels, qui excellent et stimulent des aptitudes versées plus tard dans l'industrie du meuble.

Il signale le concours qui vient de finir, démontrant les progrès obtenus et demandant notre bienveillance pour les jeunes gens, en leur continuant l'allocation annuelle que nous leur accordions précédemment. La Chambre consultée décide qu'une somme de 200 francs sera versée au Patronage pour être employée au mieux.

### **Chambre de la Bijouterie imitation.**

#### *Distribution des prix de l'École de Dessin.*

La Chambre syndicale de la Bijouterie imitation a procédé, le dimanche 13 décembre 1878, dans la salle des conférences de l'*Union nationale*, rue de Lancry, n° 40, à la distribution des prix décernés aux élèves de son école de dessin et de modelage.

Cette cérémonie était présidée par M. *Spuller*, député du III<sup>e</sup> arrondissement.

M. *Piel*, Président de la Chambre syndicale, MM. *Nicole*, Administrateur général de l'*Union nationale*, *Paillard Vandendorpel*, maire-adjoint du III<sup>e</sup> arrondissement, *Murat*, *Cléray*, *Darlot*, conseillers municipaux, *Topart*, Vice-Président de la Chambre syndicale, et *Lejolliot*, Président de la Commission de l'École de dessin, viennent prendre place au bureau.

Nous mentionnons aussi la présence très-flatteuse de MM. *Hié-lard*, Président du Syndicat général, *Alexis Muzet*, Secrétaire du Syndicat général, *Maurice*, Inspecteur de la loi sur le travail des enfants dans les manufactures.

M. *Havard*, Président de la Chambre syndicale de la Papeterie, s'est excusé par lettre de ne pouvoir assister à cette cérémonie.

La plupart des membres de la Chambre syndicale et un grand nombre d'adhérents, accompagnés de leur famille, assistent également à cette fête.

M. *Spuller*, en ouvrant la séance, constate que c'est la première distribution de prix qui se fait dans le local de l'*Union nationale*, et est heureux de voir l'intérêt que l'on porte à cette fondation par l'affluence des personnes présentes.

Il donne la parole à M. *Piel*, Président de la Chambre syndicale, qui a prononcé un discours dont nous reproduisons l'extrait suivant :

C'est un honneur pour nous et pour vous, mes chers élèves, et un grand encouragement pour ceux qui nous apportent leur concours et nous aident à développer en vous un des arts les plus agréables et aussi un des plus utiles, non-seulement au progrès de votre industrie, mais de toutes les industries.

Je vous demanderai aussi d'unir votre reconnaissance à la nôtre pour remercier, d'un commun accord, l'honorable M. Nicole, directeur de l'Union nationale. C'est grâce à son obligeance bien connue que nous avons à notre disposition cette charmante salle où nous sommes. M. Nicole, par ses encouragements de toutes sortes, doit être compté pour un des fermes soutiens de notre école, et un de ceux à qui vous devez le plus.

Je suis heureux de vous annoncer que la Commission chargée de juger vos œuvres a été agréablement surprise; elle a trouvé l'ensemble de vos travaux bien supérieur à ceux de l'année dernière. Chose d'autant plus remarquable que la majeure partie de la classe a été renouvelée cette année, sans quoi le résultat aurait été encore plus satisfaisant. Savez-vous ce que me disait M. Ninet, votre excellent professeur, à propos de ce renouvellement continu d'élèves? Les anciens s'en vont, me disait-il, avec un peu de tristesse, je n'ai que des nouveaux, et il me faut toujours recommencer l'*a, b, c, d*. Il le déplorait ainsi que nous, non-seulement pour son amour-propre de professeur, mais surtout parce que l'expérience prouve qu'un élève qui n'a suivi les cours que pendant quelques mois n'en sait pas assez pour continuer à étudier seul avec succès.

Déjà, l'année dernière, je vous conseillais de continuer vos études; je vous disais que quelques mois ne suffisaient pas; qu'il fallait des années, pas beaucoup, mais il en faut. Pourquoi, aussi, quand vient la fin de l'apprentissage, ne voit-on que bien rarement le jeune ouvrier revenir à l'école? C'est que son patron n'est plus là pour le forcer de s'y rendre. Il est libre, et s'empresse alors de mal profiter de sa liberté.

Croyez-moi, croyez-nous; reculez le plus possible le moment où vous ne pourrez plus suivre l'école du soir; profitez de votre jeunesse pour apprendre; poursuivez vos études afin que votre digne professeur puisse vous transmettre la plus grande partie de son savoir. Remerciez-le donc, chers élèves, de son abnégation, comme je le remercie devant vous, au nom de la Chambre, pour les progrès constatés cette année, et pour les soins éclairés qu'il vous a donnés.

Vos dessins ont figuré avec succès à l'Exposition universelle; nous

sommes heureux, pour notre jeune école, d'avoir obtenu une récompense. Nous en sommes heureux aussi pour le Conseil municipal qui nous a accordé une subvention, ainsi que pour les donateurs généreux qui nous ont soutenus et permis d'arriver à ce résultat.

Depuis quelques mois, beaucoup de discours ont été faits au sujet de l'enseignement du dessin. Un de M. le Ministre de l'Instruction publique, un de M. Charles Blanc, un à la Chambre syndicale de la Passementerie. Tous ces discours témoignent de l'immense intérêt qu'on attache aujourd'hui à l'étude du dessin. De plus, vous savez, Messieurs, qu'il a été pris une importante décision au sujet de cet enseignement; vous savez qu'il est aujourd'hui obligatoire dans les écoles primaires.....

En travaillant au progrès de vos industries, vous aurez, dans la mesure de vos forces, travaillé aussi à la prospérité du pays.

Après les discours de M. *Topart*, vice-président, de M. *Nicole* et de M. *Spuller*, il a été procédé à la distribution des prix (1).

#### **Chambre des Instruments et Appareils de l'Art médical.**

Les questions d'apprentissage et d'enseignement professionnelle figurent dans une large proportion dans la nomenclature des travaux de la Chambre. L'instruction dans le groupe de l'Art médical est plus indispensable que dans toute autre industrie. Les apprentis se rattachant à ce groupe, qui peuvent devenir un jour patrons, peuvent comme tels avoir besoin non-seulement de connaissances manuelles, mais encore de certaines notions scientifiques et médicales.

M. G. *Wickham*, président, dans le compte-rendu des travaux de la Chambre pendant l'année 1878, a rappelé que :

Dans la séance du 5 février, la Chambre s'est occupée de l'organisation de la Chambre syndicale mixte et de la question des apprentis. Cette dernière question est tout à fait à l'ordre du jour; le Conseil municipal de Paris, après une longue étude, a décidé la nomination d'un certain nombre d'inspecteurs et d'inspectrices, et la création d'un plus grand nombre de commissions locales. D'un autre côté, plusieurs Sociétés ont des projets divers : l'Orphelinat de la Seine s'est déjà mis à l'œuvre pour créer des garderies d'enfants, sortes d'Internats pour les apprentis que les patrons ne peuvent garder à coucher; ils trouveront là, en rentrant, le repas du soir, un bon gîte et la vie de famille. La Société pour l'instruction élémentaire songe

---

(1) Voir *l'Union nationale* du 20 janvier 1879.



à fonder des écoles manuelles d'apprentis. Nous ne pouvons que nous féliciter de tous ces efforts, car l'instruction et l'éducation seront donnés ainsi à ces jeunes gens et jeunes filles, en même temps que les connaissances pratiques pour le métier auquel on les destine.

Cette question des apprentis nous rappelle la présence parmi nous de M. Maurice, inspecteur divisionnaire du ministère de l'agriculture et du commerce ; vous vous rappelez, Messieurs, tout l'intérêt que nous avons eu à entendre les communications de M. l'Inspecteur ; de notre côté, nous lui avons fourni les renseignements que nous avons recueillis sur les apprentis se rattachant à notre groupe professionnel ; nous avons été heureux de constater que tous ces apprentis savaient lire, écrire et compter, et quelques-uns avaient même une instruction plus étendue. L'instruction dans notre groupe professionnel est plus indispensable que dans toute autre industrie ; ces apprentis peuvent devenir un jour patrons, et patrons dans un genre d'industrie qui réclame non-seulement des qualités manuelles, mais encore de certaines connaissances scientifiques et médicales ; il faut donc que ces enfants aient une forte instruction primaire, de manière qu'il leur soit facile d'apprendre davantage, et être dignes de la situation qu'ils peuvent être appelés à avoir, situation les mettant chaque jour en rapport avec les membres du corps médical, je veux dire avec des hommes de science.

#### **Chambre des Maîtres Tailleurs.**

« Plusieurs séances de cette Chambre, dit *l'Union nationale* du 20 janvier, ont été consacrées à l'étude de la question si importante de l'apprentissage.

» On sait que M. *Martin Nadaud*, député, a présenté un projet de loi relatif à la formation d'écoles manuelles pour les apprentis.

» L'initiative de la Chambre des Maîtres Tailleurs est donc particulièrement heureuse et nous voudrions que nos syndicats se livrassent sur cet intéressant sujet à des études, dont le résultat ne serait pas perdu pour la Commission parlementaire qui examinera le projet de M. Nadaud. »

#### **Chambre de la Maroquinerie et Gainerie.**

Dans la séance du 11 décembre 1878 de cette Chambre, présidée par M. *Brochard*.

M. Maurice, inspecteur divisionnaire du travail des enfants dans les manufactures, assiste à la réunion.

M. Maurice prend la parole pour faire à la Chambre une communication qui se résume en ceci :

Il prévient les membres de la Chambre, qu'il se met une dernière fois en rapport avec elle pour la prier de faire une circulaire dont le but serait d'informer tous les maroquiniers et gainiers qu'à partir du 1<sup>er</sup> janvier prochain, la loi sur le travail des enfants dans les manufactures sera rigoureusement appliquée.

M. Maurice fait part à la Chambre que, malgré son grand désir de ne pas sévir, il a été obligé de dresser procès-verbal dans une maison de notre corporation. M. Maurice dit avoir fait déjà à la Chambre plusieurs communications amicales, mais que dorénavant il dressera procès-verbal à toute infraction. Il prie donc la Chambre, en la personne de son Président, de vouloir bien rédiger la circulaire, et, si la Chambre le croit utile, de la lui soumettre, avant de l'envoyer à tous les membres de notre corporation.

M. Maurice demande ensuite la permission de se retirer.

#### **Chambre du Papier et des industries qui le transforment.**

Dans la séance du 3 janvier 1879, MM. *Pacon* et *Turquetil* font connaître à la Chambre que, par suite du décès de M. *Riottot*, le regretté Président du Patronage industriel des enfants du papier peint, cette Société est reconstituée sous la présidence de M. *Follot*.

Ont été nommés Vice-Présidents : MM. *Victor Pacon* et *Turquetil*.

M. *Isidore Thomas* a été nommé Trésorier, M. *Jung*, Secrétaire ; M. *de Bergue*, Secrétaire-Adjoint.

La distribution des récompenses, qui a lieu ordinairement à Noël, va être organisée pour le mois de février.

— Dans sa séance du 7 février 1879, présidée par M. *J.-L. Havard*, président, assisté de M. *Victor Pacon* et *A. Laroche-Joubert*, Vice-Présidents, la Chambre du Papier et des industries qui le transforment, cette Chambre a entendu le rapport de la Commission du concours des apprentis.

M. *A. Ramé* lit, au nom de cette Commission, le rapport suivant :

Messieurs,

Le rapport que j'ai à vous présenter aujourd'hui n'a d'autre objet que de vous proposer de fixer la date du concours à ouvrir entre les

apprentis de la Papeterie, et celle de la distribution des prix à décerner en suite de ce concours.

Vous vous rappelez que, par suite des préoccupations occasionnées par l'Exposition de 1878, il nous a paru prudent d'ajourner à la présente année le concours auquel nous avons le projet de procéder en 1878. Aujourd'hui que tout le monde est remis des travaux et des émotions de cette grande solennité, l'heure est venue de mettre un terme à cet ajournement, et de préciser les jours où nous allons de nouveau nous occuper sérieusement de nos enfants.

La Commission a fixé à ce sujet deux dates, que j'aurai l'honneur de soumettre tout à l'heure à votre approbation, mais auparavant, permettez-moi de profiter de la circonstance pour vous entretenir de notre œuvre, surtout dans ses résultats.

Personne n'a oublié notre dernière distribution, et chacun se souvient encore que la salle était trop petite pour contenir tout le monde qui assistait à cette touchante cérémonie. Eh bien, les diplômes et les médailles de la Chambre syndicale, qui ont été reçus en cette occasion, sont tous placés en évidence, dans la demeure des lauréats, qui s'en font gloire. Le prix qu'ils attribuent à ces récompenses allume dans l'esprit de leurs condisciples le désir ardent d'en mériter autant.

Ce fait doit nous encourager à développer notre œuvre; nous le pouvons du reste, puisqu'aujourd'hui nous sommes, j'oserai presque dire, assez riches, puisque nous avons un fond de réserve, ce qui n'existait pas à notre début, nous pouvons donc marcher plus largement et sans crainte.

De toutes parts, l'instruction se répand, et n'est pas loin le temps où elle sera donnée à quiconque en voudra, et tant qu'il en pourra prendre, il faut donc plus que jamais suivre l'œuvre d'encouragement par des concours, en leur donnant une longue et large publicité afin que nul ne puisse s'en tenir éloigné sous prétexte d'ignorance.

Les enfants trouveront toujours des protecteurs, et s'il en meurt un, c'est dix qui se présenteront pour combler le vide.

Je voulais depuis longtemps déjà vous dire ce qui a été fait à l'égard de la Chambre syndicale du Papier par la Société de protection des apprentis dans sa séance solennelle du 28 juillet dernier, tenue par cette Société.

Il a été décerné à des enfants recommandés par notre Chambre : un livret de Caisse d'épargne de 15 francs, deux mentions honorables, trois médailles de bronze, une médaille d'argent, une médaille de vermeil.

Enfin, les palmes d'officier d'académie ont été remises par le Ministre du Commerce, au nom du Ministre de l'Instruction publique, à M. Riottot, le digne Président de la Société de protection des enfants du Papier peint; son émotion était visible, et il ne songeait



certainement pas, ni personne ne pensait, qu'il dût les porter si peu de temps!

Vous le savez tous, Messieurs, M. Riottot était en train d'organiser la fête annuelle dans laquelle sont décernés les prix accordés aux plus méritants des enfants du Papier peint, lorsque la mort est venue le surprendre. Je ne veux vous entretenir des actes de cet homme de bien, qu'en ce qu'ils regardent l'enfance ouvrière.

En 1865, il fonda l'œuvre des Enfants du Papier peint, patronage qui avait pour but d'instruire et de moraliser les jeunes enfants employés dans les ateliers de cette industrie. Aidé de bienveillants concours, il fonda les cours du soir. La loi de 1848 tolérait l'emploi des enfants dès l'âge de dix ans; mais M. Riottot, toujours plein de sollicitude pour l'enfance, refusait d'admettre, dans ses ateliers, des enfants au-dessous de l'âge de douze ans, et leur imposait cette condition expresse qu'ils suivraient les cours du soir. Il entraîna par cet exemple beaucoup de ses confrères qui l'imitèrent.

Dans la douloureuse période de 1870-71, l'œuvre fut un peu délaissée; mais en 1872, le Patronage fut reconstitué, sur de nouvelles bases, avec l'aide de généreux confrères (sous le nom de *Société de protection des Enfants du Papier peint*), poursuivant toujours le même but. Chaque fabricant versait une cotisation annuelle en rapport avec le nombre d'enfants qu'il employait.

Il est même des membres de cette Société qui y ont versé de sommes très-fortes ou qui en font la rente.

Cette Société vient de reconstituer son Bureau, et notre très-honorable Vice-Président, M. V. Pacon, en a été nommé Vice-Président. La distribution annuelle aura lieu le mois prochain; que cet exemple d'un homme de bien qui fut des nôtres nous anime tous, Messieurs, d'un même zèle, que chacun de nous se fasse un devoir de l'imiter; nous pouvons plus encore, unissons-nous — l'union, c'est la force, — pour poursuivre sans relâche nos travaux, afin d'atteindre le but proposé; et ce but, quel est-il? toujours le même: l'instruction et l'éducation de l'enfance ouvrière, en vue de lui inspirer l'amour du travail, qui comprend l'amour du bien; car quoi qu'on en dise, quoi qu'on en fasse, en cette génération comme en celles qui suivront, le travail, source de tous biens, constituera toujours la véritable noblesse dans notre pays.

J'en ai terminé, Messieurs, avec ces considérations générales que vous me pardonnerez d'avoir rappelées ici, si vous y avez trouvé l'intérêt que j'ai désiré vous avoir inspiré, et je propose à la Chambre d'adopter le 13 avril prochain pour la clôture du concours, et le deuxième dimanche de mai pour la distribution des récompenses.

Après la lecture de ce rapport, le Président demande s'il y a

quelque objection aux propositions qui en forment les conclusions.

Les membres qui prennent la parole s'accordent tous à donner leur adhésion aux dates fixées pour la clôture du concours et la distribution des récompenses. En conséquence, M. le Président déclare que les conclusions du rapport sont adoptées, et il engage la Commission à prendre les mesures nécessaires pour que suite leur soit donnée.

M. V. Pacon demande à dire quelques mots au sujet du rapport, et il s'exprime ainsi :

Vous venez, Messieurs, d'entendre le rapport de notre collègue. Au nom de mes confrères et en mon nom personnel, je lui adresse de vifs remerciements pour l'éloge mérité qu'il a fait de mon regretté associé, vous assurant de nouveau que c'est au zèle infatigable de M. Riottot que nous devons les résultats satisfaisants dont profitent aujourd'hui les enfants employés dans nos ateliers.

Le Bureau de notre Société vient de se constituer à nouveau, tous ses efforts tendront à suivre les bonnes traditions laissées par leur ancien Président.

---

## ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL.

### L'ÉCOLE MUNICIPALE THÉORIQUE ET PRATIQUE D'HORLOGERIE.

Au moment où il est question de créer à Paris une École d'Horlogerie dans le genre de celle qui existe dans la ville de Besançon, il ne paraîtra peut-être pas sans intérêt que nous rappelions l'organisation de l'Ecole franc-comtoise (1) :

L'Ecole d'horlogerie de Besançon a pour but d'assurer l'éducation professionnelle des jeunes gens qui se destinent à l'horlogerie.

La ville de Besançon est le centre unique de la fabrication de l'horlogerie en France; c'est la fabrique de cette ville qui alimente à peu près exclusivement le marché français, puisque sa production de plus de mille montres par jour dépasse aujourd'hui les  $\frac{4}{5}$  du chiffre total de celles qui sont répandues dans le commerce.

L'Ecole d'horlogerie, en formant des ouvriers et des artistes capables de rehausser la qualité de cette production et la faire

---

(1) Nous devons la communication de ces renseignements, ainsi que celle du *Règlement* de cette Ecole, à l'obligeance de notre collègue dévoué, M. Isidore Roche, ingénieur civil.

apprécier au dehors, trouve dans de telles conditions d'incontestables éléments de vitalité et d'existence.

L'Ecole a surtout pour but de procurer aux familles les moyens de faire acquérir à leurs enfants des connaissances complètes et exactes de l'horlogerie; de suppléer, en un mot, à l'insuffisance notoire des apprentissages actuels. Car les apprentissages, si défectueux qu'ils soient aujourd'hui au point de vue purement pratique, sont en outre, pour la plupart, entièrement nuls sous le rapport théorique.

Offrir un enseignement tel qu'à toutes les phases de l'apprentissage, les jeunes horlogers puissent faire une étude et une comparaison constantes de la théorie et des résultats auxquels la pratique est arrivée, c'est le programme que l'Ecole est à même de remplir sur l'échelle la plus large.

La durée des cours de l'Ecole est de trois années. Néanmoins, cette durée n'est pas rigoureuse, si des aptitudes se révélaient chez l'élève pour lui faciliter l'apprentissage d'une branche spéciale, où il pourrait acquérir en moins de temps l'habileté nécessaire aujourd'hui à la prompte exécution du travail de fabrique.

Les services sont installés dans un vaste bâtiment appartenant à la ville. L'appropriation des locaux ne laisse absolument rien à désirer.

La gestion des services est confiée à un Directeur qui veille avec une sollicitude toute particulière à ce que les branches diverses de l'enseignement se maintiennent et se développent dans la voie du progrès réel.

L'enseignement comprend : l'exécution à la main des ébauches et finissages des divers calibres de montres à clef et à remontoir; le plantage des principaux échappements employés; le sertissage des pierres; le repassage, réglage et remontage des différents genres de montres; le développement des principes nécessaires à la bonne exécution et au rhabillage des travaux d'horlogerie. Il comprend en outre des leçons de langue française, d'arithmétique, d'algèbre, de géométrie, physique, chimie, mécanique et cosmographie dans leurs rapports avec l'horlogerie; le dessin des machines, principalement des pièces d'horlogerie, et la comptabilité commerciale.

Les outils sont à la charge des élèves, ainsi que les livres, plumes, papiers et objets nécessaires pour les cours théoriques et le dessin.



Les métaux, fournitures ou assortiments employés dans les cours pratiques, sont fournis par l'Ecole.

Les *conditions d'admission à l'Ecole* sont les suivantes :

L'Ecole d'horlogerie est gratuite pour les élèves de Besançon, ou pour ceux dont les parents étrangers habitent la commune depuis au moins trois ans.

Elle reçoit sans distinction de pays et de nationalité les jeunes gens qui ont satisfait à l'examen passé pour l'admission.

Cet examen porte sur les matières de l'enseignement primaire, notamment le français et les quatre règles d'arithmétique.

Les demandes d'inscription sont adressées à M. le Maire de Besançon par les parents ou tuteurs des candidats, avant les 15 mars et 31 août de chaque année. Elles doivent désigner leur intention sur la nature et la durée de l'apprentissage complet ou spécial qu'ils sollicitent.

La demande sera accompagnée des pièces justificatives suivantes :

1° L'acte de naissance du candidat, à l'effet de constater qu'il a au moins 13 ans ;

2° Un certificat de moralité délivré au père ou tuteur du candidat par le Maire du domicile ;

3° Un certificat du médecin constatant que le candidat a été vacciné avec succès ou qu'il a eu la petite vérole, et qu'il n'est atteint d'aucune affection susceptible de se transmettre ;

4° Les élèves ne jouissant pas de la gratuité devront en outre fournir l'engagement sur papier timbré de payer, par trimestre et d'avance, à la caisse du receveur municipal de Besançon, la rétribution scolaire fixée à 200 francs par an. (Cette pièce devra être visée par le Maire du domicile.)

Les parents des candidats étrangers ou non domiciliés devront constituer un correspondant chargé d'opérer les versements chez le receveur municipal.

Conformément à une décision de M. le Ministre de l'Instruction publique, à la date du 21 juillet 1865, un *Pensionnat* pour les élèves horlogers appartenant aux familles domiciliées au dehors, est installé dans les dépendances du lycée ; les jeunes gens qui y sont placés demeurent soumis à la même surveillance et ont le même régime alimentaire que les élèves de cet établissement.

Indépendamment des cours de l'Ecole d'horlogerie, les élèves

pensionnaires reçoivent, sous la direction de M. le Proviseur, des leçons particulières dont le programme comprend : l'enseignement religieux, les langues vivantes (allemand, anglais), la gymnastique, et les arts d'agrément, musique, dessin de la tête et d'ornementation.

Le prix de la pension est fixé à 780 francs pour l'année entière.

L'Ecole d'horlogerie prenant quinze jours de vacances en automne, il est fait déduction proportionnelle sur le prix de la pension lorsque les élèves passent ces vacances dans leur famille. Cette somme est payable en quatre termes et d'avance entre les mains de M. l'Économe du lycée.

Un trousseau, à la charge des parents, est obligatoire.

Les parents des candidats qui désirent profiter du bénéfice du Pensionnat dont il s'agit, doivent l'exprimer dans la demande d'admission, et joindre à leur engagement stipulé ci-dessus à l'article 4 des conditions d'admission, celui de payer, en quatre termes et d'avance, entre les mains de l'Économe du lycée, le taux de la pension annuelle (1).

---

## REVUE DE L'ÉTRANGER

ALLEMAGNE. — *Les Corporations*. — On parlait depuis quelque temps, dans le sud-est de l'Allemagne, du rétablissement des corporations comme remède à la triste situation de l'industrie. Des expériences se préparent à ce sujet. L'*Allgemeine Zeitung* annonce que dans le duché de Bade, à Pforzheim, les forgerons vont fonder une corporation, et qu'à Fribourg il en existe déjà deux : celle des menuisiers et celle des cordonniers. L'éducation des apprentis, l'établissement de meilleurs rapports entre les maîtres et les compagnons, ainsi que le développement de l'esprit corporatif, sont le but que les créateurs des nouvelles Sociétés veulent atteindre. — (*Journal des Débats*.)

---

(1) Les demandes d'explications et de renseignements doivent être adressées à M. le Directeur de l'Ecole d'horlogerie.

ANGLETERRE. — *Législation sur le travail dans les établissements industriels.*

M. Laneyrie, avocat au Conseil d'État et à la Cour de cassation, a analysé, dans le *Bulletin de la Société de Législation comparée* (1879, p. 104-113), les lois anglaises du 16 août 1878 (ayant pour objet de prévenir les accidents causés par les machines à battre le grain), et du 27 mai 1878 (sur le travail dans les établissements industriels). — Nous reproduisons ce travail avec l'autorisation de l'auteur.

Le Parlement anglais a voté, en 1878, deux lois ayant pour objet la protection des personnes employées aux travaux de l'industrie et de l'agriculture.

L'une de ces lois, celle du 16 août, se borne à prescrire les mesures nécessaires pour prévenir les accidents causés par les machines à battre les grains (*threshing machines*).

Elle donne aux *constables* le droit de pénétrer dans les établissements agricoles pour y constater les contraventions : elle permet à toute personne de poursuivre les contrevenants et de demander à être entendue comme témoin à charge. La pénalité qu'elle établit est une amende de 5 livres sterling au maximum.

Elle ne s'applique ni à l'Écosse ni à l'Irlande, et ne doit être mise en vigueur que le 1<sup>er</sup> août 1879.

La loi du 27 mai 1878, qui est applicable depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1879 dans tout le Royaume-Uni, est une loi générale sur la protection des ouvriers de l'industrie. Elle correspond à la loi française du 19 mai 1874, sur le travail des enfants et des filles mineures employés dans l'industrie. Elle remplace pour l'Angleterre toutes les lois antérieures sur la matière, lois qu'elle abroge, en reproduisant, dans un ordre méthodique les principales dispositions. Elle forme un véritable code du travail industriel.

Cette loi, comme la loi française, contient des règles de deux sortes ; les unes destinées à procurer la salubrité des usines et la sécurité de tous les ouvriers ; les autres spécialement relatives à la protection des enfants, des jeunes gens des deux sexes de 14 à 18 ans, et des femmes de tout âge.

Pour assurer la sécurité des ouvriers, elle prescrit, en termes généraux, l'établissement d'appareils de défense autour des pièces dangereuses des machines, volants, engrenages, courroies de transmission, etc., et des trappes, cuves et chaudières. Elle interdit de faire nettoyer par des femmes, des enfants ou des



jeunes gens les mécanismes en marche, et de les faire travailler dans le voisinage des parties mobiles des machines automates.

Elle autorise les inspecteurs spéciaux qu'elle institue à prescrire les mesures qu'ils jugent nécessaires pour préserver les ouvriers des dangers auxquels les expose le travail à proximité des machines. Mais si le chef d'industrie considère la mesure prescrite comme inutile ou impraticable, il peut soumettre le différend à des arbitres, et si la décision de ces arbitres lui est favorable, les frais de l'arbitrage sont mis à la charge de l'administration.

Les chefs d'établissements sont tenus sous peine d'une amende de 5 livres au plus, d'avertir sur-le-champ les inspecteurs de tous accidents, autres que ceux prévus par les *Explosive acts*, 1875, qui entraînent une incapacité de travail de 24 heures.

Si l'établissement où l'accident s'est produit, n'est pas en règle avec les dispositions de la loi sur les appareils de préservation, le patron est passible d'une amende de 100 livres au maximum, applicable en tout ou en partie, à indemniser les personnes lésées, s'il en existe, et à leur défaut, à tel usage qu'un secrétaire d'État détermine.

La loi veille à la salubrité des usines par des prescriptions minutieuses. Elle en ordonne la ventilation, en prohibe l'encombrement; elle veut que le nettoyage en soit fait périodiquement, à époques fixes.

Elle combine, pour assurer la salubrité de tout local où s'exécute un travail industriel, l'action des inspecteurs spéciaux avec celle des autorités sanitaires instituées par la loi sur la santé publique, de 1875 (*public Health act*, 38 et 39 Vict. c. 55). Les inspecteurs peuvent réclamer le concours de ces autorités et de leurs agents; ils doivent, de leur côté, leur signaler les infractions aux lois sur la santé publique qui ne tomberaient pas sous le coup de la nouvelle loi.

Des règles spéciales s'appliquent aux boulangeries dans les villes de plus de 5,000 âmes; il est interdit notamment d'y loger des ouvriers pendant la nuit.

Enfin la loi de 1875 sur la santé publique est déclarée applicable à tous ateliers sans exception, même à ceux où moins de 20 ouvriers seraient employés.

Telles sont les règles générales pour la protection des ouvriers de l'industrie, sans distinction de sexe ni d'âge.

Mais la protection des enfants, des jeunes gens ou adolescents, et des femmes est l'objet capital de la loi. Voici les principes qu'elle établit ou confirme.

Les enfants et les adolescents ne peuvent être employés comme ouvriers ou comme apprentis, que dans des conditions déterminées. Ils sont exclus de certains travaux dangereux ou trop pénibles, comme l'étamage au mercure des glaces, l'aiguillage ou le polissage à sec des métaux, du cristal, etc.

L'enfant ne peut être admis dans les usines ou ateliers avant l'âge de 10 ans. A partir de cet âge, il ne peut travailler que six heures et dans certains cas sept heures par jour, entre six ou sept heures du matin et six ou sept heures du soir. L'enfance se prolonge, on l'a vu, jusqu'à 14 ans.

L'adolescent, jusqu'à 16 ans ne peut être reçu dans les usines ou ateliers, s'il n'est porteur d'un certificat d'aptitude physique, délivré par un médecin commissionné de l'administration. Ce certificat peut être contrôlé et annulé par un inspecteur. Il ne peut d'ailleurs être refusé par le médecin sans motifs écrits. Sa délivrance donne lieu à un honoraire de 3 pence au plus, qui est payé par le chef d'industrie, et retenu par lui sur les salaires de l'enfant ou de l'adolescent.

Les enfants, les jeunes gens et les femmes ne peuvent être employés le dimanche: il fait exception à cette règle en faveur des Israélites qui emploient des ouvriers de la même religion. On sait que la loi française de 1874 n'a point admis cette exception.

Les enfants, les jeunes gens et les femmes reçoivent congé le jour de Noël et le Vendredi-Saint ou le lundi de Pâques, et en outre pendant huit demi-journées ou quatre journées entières par an. La loi veut que la moitié de ces congés soit donnée du 15 mars au 1<sup>er</sup> octobre; elle prend soin d'expliquer que l'interruption du travail n'est un congé que si elle a été annoncée par affiches au moins deux jours à l'avance. La sanction est une amende de 5 livres au maximum. Le samedi est un jour de demi-travail. Les femmes et les adolescents peuvent travailler la journée entière le samedi, mais à la condition que pendant la semaine, la durée journalière du travail n'ait jamais dépassé huit heures, et que cette dérogation à la règle générale ait été annoncée par voie d'affiches.

La détermination de la durée maximum du travail pour les jours ordinaires est l'objet des prescriptions les plus minutieuses :

c'est le point essentiel et dominant de toute loi sur la matière, et le législateur anglais pousse très-loin la sollicitude à cet égard : il va jusqu'à décider, et ce n'est pas la seule mesure qui trahisse sa défiance à l'endroit des chefs d'industrie, que les heures de travail seront réglées, si l'inspecteur l'ordonne, d'après une horloge publique spécialement désignée par ce fonctionnaire, et indiquée aux ouvriers par une affiche.

Les patrons sont tenus de faire connaître à leurs ouvriers par affiches et à l'inspecteur par avis écrit, le régime de travail qu'ils ont adopté, et ils ne peuvent modifier ce régime que tous les trois mois, à moins de permission par écrit de l'inspecteur.

On ne saurait exposer ici les détails de la réglementation des heures de travail ; en voici les traits principaux :

Dans toutes les usines, hormis celles que la loi désigne ou qu'elle laisse au secrétaire d'État chargé de son application le soin de désigner, les enfants ne peuvent travailler qu'une demi-journée par jour, de 7 heures ou de 6 heures du matin à 1 heure de l'après-midi, ou de 1 heure après-midi à 7 ou à 6 heures du soir, ou de deux jours l'un, pendant douze heures avec des repos de deux heures au moins. Dans tous les cas, l'enfant doit avoir un repos d'une demi-heure au moins après quatre heures et demie de travail continu. Le temps du repos est compris dans la journée de l'enfant : la durée du travail journalier ne peut donc excéder, pour lui, dix heures tous les deux jours ou 6 heures tous les jours.

La loi ajoute que, dans les filatures, l'enfant ne peut travailler le samedi lorsque la durée du travail les autres jours dépasse cinq heures et demie et qu'il ne peut travailler le samedi deux semaines de suite. Des dispositions moins importantes distinguent des autres usines les filatures, auxquelles s'appliquent les prescriptions les plus favorables aux jeunes ouvriers.

Les adolescents et les femmes travaillent chaque jour aussi longtemps que les enfants employés de deux jours l'un et aux mêmes heures.

Toutes les personnes protégées, enfants, jeunes gens et femmes, travaillant dans le même établissement, doivent prendre leur repas en même temps.

La loi défend de les admettre, pendant le temps du repas, dans les parties de l'établissement où le travail n'est pas arrêté.

Le travail de nuit, c'est-à-dire entre 9 heures du soir et



6 heures du matin, est absolument interdit aux enfants, aux filles adolescentes et aux femmes. Il n'est autorisé que pour les garçons de 14 ans accomplis, dans les usines métallurgiques, les imprimeries, les papeteries et les verreries, et pour les garçons de 16 ans, dans les imprimeries des journaux et dans les usines autres que les filatures désignées après enquête par un secrétaire d'État.

Dans tous les cas, les jeunes garçons ne peuvent travailler que sept nuits au plus par quinzaine, et un repos d'au moins douze heures doit succéder à tout travail de nuit.

La durée du travail de nuit ne peut d'ailleurs excéder dix heures, ni se prolonger sans interruption au delà de cinq heures.

La loi ne se borne pas à prohiber l'abus des forces physiques des futurs ouvriers et des femmes. Elle met aussi les enfants en demeure d'acquérir l'instruction convenable à leur état.

Elle donne, comme la loi française, une sorte de prime à l'enfant instruit, en l'admettant, dès l'âge de 13 ans, lorsqu'il est muni d'un diplôme analogue à notre certificat d'études primaires, à travailler aussi longtemps que s'il était déjà par son âge dans la catégorie des jeunes gens, c'est-à-dire que s'il avait 14 ans révolus.

Mais de plus, elle décide en principe, que l'enfant ne peut être employé dans les usines et ateliers s'il ne reçoit une instruction élémentaire. Ses parents sont tenus sous peine de 20 shillings au plus d'amende pour chaque contravention de veiller à ce qu'il suive les classes d'une école qualifiée. (La liste de ces écoles est publiée par l'*Education department*, et comprend les écoles publiques régies par les lois de 1870 et de 1873 sur l'éducation élémentaire, 33 et 34 Vict., c. 75; 36 et 37 Vict., c. 86, certaines écoles des *Work-houses*, et de plus les écoles autorisées par l'*Education department*, ou par les inspecteurs du travail).

Les patrons ne peuvent employer un enfant que sur un certificat de l'instituteur attestant qu'il a suivi les écoles obligatoires; ils doivent réclamer ce certificat dans les 8 jours de l'embauchage de l'enfant, le conserver pendant deux mois, et le représenter à l'inspecteur sur sa demande.

Lorsqu'un enfant manque une ou plusieurs classes obligatoires, il ne peut travailler dans le cours de la semaine suivante qu'à la condition de suivre, aux heures de travail, autant de classes obligatoires qu'il en a manqué. Les classes obligatoires ne com-

prennent que celles qui ont lieu entre huit heures du matin et 6 heures du soir : elles ne comprennent pas celles du samedi. Lorsqu'il n'y a pas d'écoles qualifiées dans un rayon de deux milles (environ 3 kilomètres et quart) du domicile de l'enfant, celui-ci peut suivre les classes d'une école non qualifiée désignée par l'inspecteur. Enfin, le chef d'industrie est tenu de payer à l'instituteur qui le demande la rétribution scolaire due par l'enfant qu'il emploie, et s'il est autorisé à se rembourser de son avance en retenant sur le salaire de l'enfant une somme qui ne peut dépasser le douzième de ce salaire, ni 3 pences au maximum.

Telles sont les règles générales de la loi de 1878 sur la protection des enfants, des jeunes gens et des femmes employées dans les usines et ateliers.

Cette loi ne pouvait manquer d'apporter à ses principes les tempéraments réclamés par les intérêts de l'industrie, mais elle n'a fait à ces intérêts que les concessions indispensables ; elle permet aux fabricants de dentelles mécaniques d'employer entre 4 heures du matin et 10 heures du soir, des garçons de plus de 16 ans ; mais, si le jeune ouvrier commence à travailler plus tôt que les femmes employées dans l'usine, il cessera en même temps qu'elles ; il ne pourra commencer le travail plus tôt que les femmes le lendemain du jour où il aura travaillé plus tard qu'elles ; enfin, la durée totale de son travail journalier ne pourra dépasser neuf heures, déduction faite du temps des repos.

Dans les boulangeries, le travail des garçons de plus de 16 ans, peut avoir lieu entre 5 heures du matin et 9 heures du soir, mais à des conditions analogues à celles qui viennent d'être indiquées pour les fabriques de dentelles mécaniques.

Enfin, le secrétaire d'État chargé de l'exécution de la loi a le pouvoir de dispenser un chef d'industrie de donner congé le même jour à toutes les personnes protégées qu'il emploie ; de l'autoriser à substituer, au samedi, un autre jour de la semaine, et même de permettre la suppression, dans les fabriques de tissus élastiques, de rubans et de passementeries, des repos d'une demi-heure, moyennant la réduction du temps du travail.

On voit que la loi ne détruit pas, par ces tempéraments, aucune des règles fondamentales qu'elle a posées. Elle n'autorise, de même, qu'avec des limitations protectrices, la prolongation du travail journalier en cas d'accidents aux machines ou de nécessité urgente, ou pour rangement de l'atelier. Elle n'admet que

pour les fabriques de conserves alimentaires l'emploi des femmes de plus de 18 ans durant quatorze heures par jour, moins deux heures de repos et cela pendant trois mois de l'année seulement.

Le législateur anglais ne se relâche de ses exigences qu'en faveur des ateliers domestiques.

Il n'y a d'atelier de cette espèce, que si le local sert d'habitation particulière, et si le travail y est exécuté à la main et par les personnes d'une même famille demeurant toutes dans ce local. Ces ateliers n'échappent pas d'ailleurs à la réglementation ni à la surveillance de l'autorité. Les adolescents y peuvent travailler de 6 heures du matin à 9 heures du soir, mais avec quatre heures et demie de repos, les enfants une demi-journée seulement avec un repos après cinq heures ou plus de travail.

Les dispositions de la loi relatives à la salubrité des usines ne sont pas applicables à ces ateliers, mais la loi de 1875 sur la santé publique les régit. Les patrons sont dispensés d'y apposer les affiches, de prévenir des accidents les inspecteurs, de donner le repos à tous les ouvriers en même temps, enfin de leur accorder des congés : mais là se bornent les privilèges de ces ateliers domestiques. Toutes les autres prescriptions de la nouvelle loi doivent y être observées, et les inspecteurs y peuvent pénétrer en tout temps, avec une autorisation écrite du secrétaire d'État, ou un mandat délivré par un juge de paix et valable pour un mois au plus.

Il reste, pour terminer cette analyse, à exposer les mesures prises par le législateur anglais pour assurer l'exécution de ses ordres.

Le soin d'appliquer la loi est conféré à l'un des cinq secrétaires d'État qui font partie du cabinet. Ce ministre est secondé par des inspecteurs et d'autres agents dont il fixe, de concert avec les commissaires du trésor, le nombre et les appointements, et qu'il nomme, révoque, paye et dirige dans l'accomplissement de leur mission. Il peut nommer un inspecteur en chef ayant sa résidence et ses bureaux à Londres. Il dispose d'un fonds spécial inscrit au budget de l'État. Il doit présenter au Parlement, chaque année, un rapport sur l'exécution de la loi. Les inspecteurs ne peuvent avoir d'intérêt dans aucune entreprise industrielle; ils sont dispensés de toute fonction municipale ou paroissiale.

Ils peuvent, en exhibant leur commission s'ils en sont requis, entrer de jour et de nuit, dans les usines, les ateliers et les écoles : on a vu qu'ils pénétrèrent jusque dans les ateliers domestiques ;



Se faire, au besoin, assister d'un constable, d'un agent des autorités sanitaires, d'un médecin commissionné, ou de telle autre personne qu'il leur convient de requérir ;

Examiner tous registres ou autres documents dont la tenue est prescrite par la loi et en prendre copie ;

Faire toute visite ou enquête qu'ils estiment nécessaire pour vérifier si la loi est observée, ainsi que les lois sur la santé publique ;

Interroger ou examiner toute personne qui est ou qui a été, depuis moins de deux mois, employée dans un établissement industriel. Ils ont enfin, en termes généraux, tous les pouvoirs nécessaires pour faire exécuter la loi.

Les chefs d'industrie sont obligés de faciliter aux inspecteurs l'accomplissement de leur mission. Quiconque met ou tente de mettre obstacle aux actes des inspecteurs est puni d'une amende ; si c'est dans une usine que l'inspecteur trouve résistance, le patron encourt une amende de 5 livres ou de 30 livres au plus, selon que l'inspecteur agissait de jour ou de nuit ; si c'est dans un atelier domestique, le maximum de l'amende est de 5 livres.

Celui qui contrefait ou altère une commission d'inspecteur, ou fait usage d'une commission contrefaite ou altérée, celui qui usurpe la qualité d'inspecteur, est puni d'une amende de 5 livres au plus, ou d'emprisonnement de trois mois, avec ou sans travail forcé (*hard labour*).

Les médecins dont le ministère est requis pour l'application de la loi sont désignés par les inspecteurs, sauf recours au secrétaire d'État, parmi les praticiens inscrits sur les listes officielles ou parmi les médecins des autorités sanitaires ; ils ne doivent avoir aucun intérêt dans une entreprise industrielle. Les règles concernant l'exercice de la mission des médecins sont tracées par des arrêtés du secrétaire d'État : la loi s'est contentée de fixer le tarif de leurs honoraires, qui sont minimes, comme on l'a vu par un exemple.

Les patrons, les parents des personnes protégées par la loi, sont soumis à des obligations spéciales dont quelques-unes ont déjà été indiquées.

Aucun établissement industriel ne peut être ouvert que l'inspecteur n'en ait été averti par écrit, avec les renseignements nécessaires, à peine de 5 livres d'amende.

Les patrons doivent inscrire sur un registre spécial les noms

des personnes protégées qu'ils emploient; ils doivent faire afficher dans leur établissement le nom et l'adresse de l'inspecteur et du médecin commissionné de la circonscription et les autres indications assez nombreuses comme on l'a vu, qu'ils sont tenus de donner à leur personnel; la sanction consiste en une amende qui peut s'élever à 40 shillings.

Ceux qui emploient des enfants, des adolescents ou des femmes contrairement aux prescriptions de la loi, sont passibles d'autant d'amendes de 3 à 5 livres, qu'ils ont ainsi employé de personnes protégées; l'amende est toutefois réduite à 1 ou 2 livres lorsqu'il s'agit d'un atelier domestique.

La falsification des registres tenus en exécution de la loi, la délivrance d'un faux certificat, entraînent condamnation à 20 livres d'amende ou à trois mois d'emprisonnement.

Les agents ou employés du chef d'industrie lorsqu'ils sont personnellement auteurs d'une contravention sont frappés de la même peine que le chef d'industrie lui-même.

Les parents qui laissent employer leurs enfants en contravention à la loi, ou négligent de leur faire suivre l'école, sont punis de 20 shillings au plus d'amende pour chaque contravention.

Enfin, à moins de disposition formelle, la sanction de la loi consiste en une amende de 10 livres au maximum.

Les contraventions successives ou cumulées ne donnent lieu qu'à l'application de la plus forte des peines édictées par la loi, excepté en cas de récidive, et lorsqu'il s'agit de l'emploi illégal de plusieurs enfants et adolescents. La poursuite doit être intentée dans les deux mois qui suivent le jour de l'infraction, ou dans les trois mois, s'il s'agit de contravention aux règles concernant les congés dus aux ouvriers.

La connaissance des infractions appartient aux *Courts of summary jurisdiction*, et en appel aux *Quarter sessions*; le délai d'appel est de dix jours. La Cour, en prononçant la condamnation à l'amende, ou au lieu de prononcer cette condamnation, peut ordonner toute mesure propre à assurer l'exécution de la loi, sous peine d'une amende de une livre sterling au maximum, par chaque jour de retard.

On voit qu'à part deux cas exceptionnels, où il s'agit de délits de droit commun, la loi de 1878 n'édicte d'autre peine que celle de l'amende. Il en est ainsi en France et chez la plupart des nations de l'Europe. On sait toutefois que la loi hollandaise du

19 septembre 1874 punit d'emprisonnement l'emploi, dans l'industrie, des enfants de moins de 12 ans.

Telle est, dans ses traits généraux la loi anglaise de 1878. Par la précision des ordres qu'elle émet ou renouvelle, en profitant des leçons d'une expérience déjà longue, par la sévérité des peines qu'elle inflige aux contrevenants, par la forte organisation du corps des inspecteurs qu'elle investit de pouvoirs étendus, mais qu'elle rend, d'autre part, effectivement responsables, cette loi, digne d'une grande nation industrielle, garantit, dans une large mesure, les droits de l'humanité et les intérêts de l'État; on doit ajouter que son application coûte à l'Angleterre moins d'un demi-million par an.

*Gains des classes laborieuses.* — L'*Economist* de Londres publie quelques détails intéressants sur les gains des classes laborieuses en Angleterre pendant l'année 1878, d'après des calculs basés sur les chiffres du recensement de 1871, augmentés de 7 0/0 à raison du nouvel accroissement de la population. Voici quels seraient, pour l'année dernière, le nombre des personnes vivant de leur travail, leur répartition entre les diverses industries et l'évaluation de leurs gains bruts :

Les occupations professionnelles (armée, marine, etc.) comprennent 282,000 individus qui ont gagné 14 millions de livres sterling; les occupations agricoles, 1,721,000 hommes qui ont gagné 57 millions de livres sterling, et 178,000 femmes dont les salaires se sont chiffrés par 4 millions de livres sterling. Dans l'industrie, on trouve 4,926,000 hommes qui ont gagné 279 millions de livres sterling, et 1,600,000 femmes avec 48 millions de livres sterling. Dans le commerce, 689,000 hommes avec 31 millions de livres sterling, et 61,000 femmes. Enfin la classe des domestiques fournit un total de 2,032,000 personnes ayant reçu 70 millions de livres sterling.

En additionnant ces chiffres, on obtient 11,509,000 personnes et 503 millions de livres sterling pour les salaires. En déduisant 10 0/0 pour les jours de chômage et 30 millions de livres sterling à cause de l'état de souffrance des industries textiles, minières et métallurgiques, on arrive à une estimation de 422,700,000 livres sterling (10,567,500,000 fr.) qui représentent les gains des classes ouvrières dans le Royaume-Uni en 1878.

Il est à remarquer, relativement au taux moyen des salaires, que, proportionnellement, les salaires des femmes ont plus augmenté que ceux des hommes; si maintenant on divise les gains entre 4,800,000 familles (à raison de cinq personnes par famille et de 24 millions de personnes), la part de chaque famille se trouve être de 94 livres sterling (2,350 fr.). — (*Journal des Débats*, 10 février 1879.)

---



## CHRONIQUE

---

— M. Dumoustier de Frédilly, directeur du commerce intérieur, admis à faire valoir ses droits à la retraite, est nommé Directeur honoraire au Ministère de l'agriculture et du commerce.

Par arrêté du 14 de ce mois, le conseiller d'État, secrétaire général du Ministère de l'agriculture et du commerce, est chargé de la direction du commerce intérieur.

L'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL. — Dans la séance du Sénat et de la Chambre des Députés du 16 janvier, le Gouvernement, par l'organe de M. Dufaure au Sénat et de M. de Marcère à la Chambre des Députés, a fait une importante communication sur ses actes et ses intentions.

Laissant de côté tout ce qui, dans ce document, concerne la politique, nous croyons utile d'en extraire ce qu'on peut appeler la partie relative aux affaires. Voici, sur ce point, comment s'est exprimé le Gouvernement :

« L'Exposition de 1878, en présentant le tableau des efforts qui se sont faits à l'étranger pour donner aux populations ouvrières les aptitudes si précieuses du goût, de la dextérité, des conceptions d'ensemble, correctif de l'extrême division du travail, a rendu plus frappante la nécessité de développer en France, sur une large échelle, l'enseignement professionnel.

» Nous inspirant de cette pensée, nous vous présenterons un projet destiné à compléter les Écoles industrielles que nous possédons déjà, et à provoquer l'organisation de l'Enseignement professionnel à tous les degrés dans les centres manufacturiers qui n'en sont pas encore pourvus. (*Très-bien!*)

» Comme complément de cette organisation, nous vous proposons d'appropriier à la création d'un Institut populaire technique une partie du palais du Champ-de-Mars et de doter ainsi notre enseignement d'une institution qui obtient, dans un pays voisin, un grand et légitime succès.

Dans l'énumération faite par le Gouvernement des divers projets de lois qu'il se propose de soumettre à l'approbation des Chambres, nous avons remarqué celui qui suit :

« Deux autres projets de lois vous seront présentés par le Ministre de l'Intérieur : l'un, sur l'organisation municipale et les attributions des conseils municipaux; l'autre, sur les Chambres syndicales, et destiné à régulariser l'existence de ces utiles associations. »

LE MUSÉE INDUSTRIEL. — Le 2 janvier, à deux heures, M. le Ministre de l'agriculture et du commerce, accompagné de son chef de cabinet, de M. Berger et de M. de La Charrière, s'est rendu au Champ-de-Mars pour y examiner et étudier l'emplacement du Musée industriel, ou, pour l'appeler par son vrai nom, de l'Institut professionnel industriel, commercial et agricole. Le projet reste toujours tel qu'il a été exposé.

L'autorité militaire redeviendrait possesseur de l'espace compris entre l'Ecole militaire et la porte Rapp, qui servirait, comme autrefois, de terrain de manœuvres; l'Institut occuperait le reste du terrain.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS. — *L'instruction obligatoire.* — Les points principaux du projet de loi ayant pour objet l'établissement de l'obligation de l'instruction primaire, sont les suivants : l'enseignement primaire est déclaré obligatoire pour les enfants de 6 à 13 ans; la surveillance des écoles est confiée dans chaque commune à une commission scolaire; deux sortes de sanctions, l'une morale, l'autre pénale, consistant en la privation pour une durée de un à cinq ans des droits politiques, atteindront le père de famille qui refusera de se soumettre à la loi; les conscrits illettrés feront de droit partie de la première portion du contingent; enfin la loi ne sera applicable qu'à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1881, afin de permettre de terminer la construction des écoles dans les communes qui en sont encore actuellement dépourvues.

EXPOSITION DES SCIENCES APPLIQUÉES A L'INDUSTRIE. — La Direction de l'*Exposition des sciences appliquées à l'industrie* étudie actuellement les meilleurs moyens de faire servir son œuvre à venir en aide aux écoles d'apprentis qui existent à Paris, ainsi qu'aux diverses institutions relatives à l'apprentissage; elle prépare dans ce but la formation d'un comité d'initiative composé de fabricants et d'hommes de science qui, sous le titre de *Comité d'assistance aux écoles d'apprentis et aux institutions relatives à l'apprentissage*, donnerait ses soins à la réalisation de cette louable pensée.

Nous n'avons pas besoin d'ajouter que ce projet rencontre beaucoup de sympathies dans le monde industriel et parmi les exposants de 1879. — (*Le Soleil*, 18 janvier 1879.)

LA CAISSE DES ÉCOLES. — Le *Journal officiel* du 24 janvier a publié un tableau de la situation de la Caisse des Écoles à la date du 1<sup>er</sup> juin dernier.

Les trois départements de l'Algérie compris, il se trouvait alors que, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1878, 1,247 communes avaient eu recours à la Caisse pour un total de 4,009,640 francs de subventions. Les

seuls départements des Alpes-Maritimes, de la Corse, du Gard, du Morbihan, de la Seine ne figurent sur ce tableau pour aucune allocation de subvention. Si les départements de l'Algérie y ont place c'est pour des secours accordés antérieurement à la loi du 1<sup>er</sup> juin que le tableau rappelle.

Au total, 1,493 communes ont demandé à bénéficier de la loi nouvelle : 297 pour construction, acquisition ou appropriation d'écoles mixtes et 169 pour réparation et agrandissement ; 300 pour construction, acquisition ou appropriation d'écoles de garçons et 226 pour réparation et agrandissement ; 177 pour construction, acquisition ou appropriation d'écoles de filles et 79 pour réparation et agrandissement ; 52 pour construction, acquisition ou appropriation de salles d'asile et 16 pour réparation et agrandissement ; 148 enfin pour construction, acquisition ou appropriation d'écoles de garçons et de filles réunies dans le même bâtiment et 55 pour réparation et agrandissement. En outre, 197 communes se sont adressées à la Caisse pour acquérir ou renouveler des mobiliers scolaires ou personnels d'instituteurs ou institutrices.

L'ensemble des dépenses de ces divers travaux et de ces acquisitions est de 23,331,468 francs à couvrir par 17,405,043 francs de ressources fournies par les communes, sous forme de contributions, par 997,405 francs de subventions des départements et 4,929,020 francs de subventions de l'État.

Les versements effectués par la Caisse des Écoles consistent en 1,431,143 francs de secours concédés par l'État antérieurement à la loi du 1<sup>er</sup> juin 1878 et en 164,210 francs de secours concédés postérieurement. Des emprunts montant à 2,572,700 francs ont été autorisés au profit de 178 communes.

Si l'on s'en souvient, la loi du 1<sup>er</sup> juin 1878 met deux sommes de 60 millions à la disposition du service de l'instruction primaire pour la construction des écoles. L'une doit être répartie par le Ministre à titre de subvention ; elle est payable en cinq annuités. L'autre également payable en cinq annuités à partir de 1878, est offerte en prêt aux communes dûment autorisées à emprunter, sous la condition de la production d'un certificat établissant que la commune a déjà fait emploi de ses propres ressources pour les bâtiments scolaires et que les travaux exécutés sont conformes aux plans et devis approuvés, et pourvu que les travaux qui sont le motif de la subvention soient mis à exécution dans un délai de moins de deux ans. Si, à l'expiration de ce délai, la commune n'a pas rempli ces conditions, la subvention est considérée comme non avenue.

En réalité, la loi qui a institué la Caisse des Ecoles et qui l'a dotée de 120 millions de ressources n'a pu recevoir encore qu'un commencement de mise à exécution.



## LISTE DES MEMBRES NOUVEAUX

ADMIS A FAIRE PARTIE DE LA SOCIÉTÉ.

### MEMBRES PERPÉTUELS :

| Noms des adhérents :                                                                                    | Présentateurs.                        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------|
|                                                                                                         | MM.                                   |
| MM. Feu <b>Baron</b> (Martin), décédé en décembre 1878, en exécution de ses dernières volontés. . . . . | M <sup>me</sup> V <sup>e</sup> Baron. |
| <b>Valenti</b> (Archino) à Paris, déjà membre ordinaire . . .                                           | Froger de Mauny.                      |

### MEMBRES ORDINAIRES :

|                                                                                                                          |                  |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------|
| MM. <b>Bolny</b> (E.), fabricant de claviers pour pianos, rue des Partants, 9 (impasse Routry, 7) . . . . .              | Roche.           |
| <b>Bouchet</b> (Ernest), banquier, rue du Vallot, 6, à Elbeuf.                                                           | Colombier, insp. |
| <b>Brenguier</b> , ingénieur civil, La Bouille (Seine-Inf.). . .                                                         | id.              |
| <b>Cerf</b> et fils, fabricant de toiles cirées, boul. Sébastopol, 59.                                                   | Mourceau.        |
| <b>Commission locale du travail des enfants</b> du V <sup>e</sup> arrondissement (Mairie, place du Panthéon).            |                  |
| <b>Commission locale du travail des enfants</b> du VIII <sup>e</sup> arrondissement, (Mairie, rue d'Anjou Saint-Honoré). |                  |
| <b>Corbran</b> , constructeur, aux Chartreux, Petit-Quévilly, près Rouen. . . . .                                        | Colombier, insp. |
| <b>Cosserat</b> fils et C <sup>ie</sup> , filateurs de lin, impasse des Cordeliers, 16, à Amiens. . . . .                | id.              |
| <b>Delacour</b> , entrepreneur de peinture, rue Fondary, 17 (Grenelle) . . . . .                                         | Marochetti.      |
| <b>Descat</b> , teinturier, rue de Bray, à Amiens . . . . .                                                              | Colombier, insp. |
| <b>Destailleur</b> et C <sup>ie</sup> , peigneur de laines, 20, rue de la Prairie, à Amiens. . . . .                     | id.              |
| <b>Doublet</b> , manufacturier, maire d'Elbeuf. . . . .                                                                  | id.              |
| <b>Faucon</b> (Joseph), château des Bruyères, à Rouen. . . .                                                             | id.              |
| <b>Foville</b> (le Dr), à Quatremares près Rouen. . . . .                                                                | id.              |
| <b>Hulme</b> , fabricant, rue des Cours, 16, à Rouen. . . . .                                                            | id.              |
| <b>Maillard</b> , gainier, rue Réaumur, 26. . . . .                                                                      | Marochetti.      |
| <b>Millet</b> et C <sup>ie</sup> , maîtres-verriers, à Masnières, arrond <sup>t</sup> de Cambrai. . . . .                | Nadeau, insp.    |
| <b>Prinvault</b> (Victor), fabricant, rue Henri, 33, à Elbeuf.                                                           | Colombier insp.  |
| <b>Pion</b> (Paul), teinturier, à Orival-lès-Elbeuf. . . . .                                                             | id.              |
| <b>Rainsart</b> fils, instituteur, à Deville-lès-Rouen. . . . .                                                          | Dutertre.        |
| <b>Sydenhain</b> (V.), filateur decoton, à Doullens (Somme).                                                             | Colombier, insp. |
| <b>Thézard</b> (A.), commissionnaire en draperies, à Elbeuf.                                                             | id.              |

# ACTES DE LA SOCIÉTÉ

## PROCÈS-VERBAUX

### DES SÉANCES DE LA SOCIÉTÉ

#### SÉANCE ORDINAIRE TRIMESTRIELLE

du Jeudi 3 avril 1879.

PRÉSIDENCE DE M. le D<sup>r</sup> MARJOLIN, l'un des vice-présidents de la Société.

La séance est ouverte à 8 heures.

— M. le Secrétaire communique les lettres d'excuse de MM. Ch. Robert, vice-président, Léon Lefébure, secrétaire général (retenu, dans le département de l'Orne, par les opérations du conseil de révision), L. Falize fils, comte Sérurier, empêchés d'assister à la séance.

— M. le Secrétaire dépouille la correspondance, parvenue à la Société depuis la séance du 9 janvier.

Il exprime, tout d'abord, au nom du Bureau, ses sentiments de regrets causés par le décès prématuré de M. Colombier, inspecteur divisionnaire du travail des enfants, à Rouen.

M. J. Périn communique une lettre de M. Boyer, qui fait remarquer que son titre officiel est celui d'*inspecteur principal*, auquel il a droit acquis en vertu de la commission qui l'a nommé. C'est donc par erreur que la dénomination d'*inspecteur spécial* lui a été donnée, dans la liste du personnel publiée au *Bulletin* (Voy. ci-dessus, p. 44). Elle convient à ses nouveaux collègues, nommés en vertu de la création récente; mais il demeure inspecteur principal, avec l'autorité afférente à cette qualité. La rectification demandée sera effectuée. (Voy. ci-après).

La Société a reçu une invitation à l'effet de prendre part à l'Exposition internationale et universelle des produits industriels, agricoles et des beaux-arts de Sydney (Australie), qui aura lieu le 1<sup>er</sup> octobre 1880.

Parmi les publications adressées à la Société, doivent être signalées : les intéressantes petites études d'économie sociale de M. Ch. Bonne, avoué à Bar-le-Duc, sur *les Lois fondamentales de la société, la Misère, les Machines, les Salaires, le Travail*, etc.;

ainsi que sa publication, intitulée : *Devoirs envers la Patrie et l'État* (librairie Ch. Delagrave). « Permettez-moi d'espérer, nous écrit M. Bonne, que vous les jugerez dignes d'être mises à la disposition des jeunes gens, dont vous vous occupez avec tant de sollicitude ».

Le compte-rendu des travaux, de l'année 1878, de l'*Association pour le placement en apprentissage et le patronage d'Orphelins des deux sexes* nous a été adressé par notre honorable collègue M. le Dr *Ducholet*, son président.

M. *Georges Wickham*, ancien président de la Chambre syndicale des appareils de chirurgie, officier d'académie, a bien voulu nous adresser sa brochure, sur les *Musées cantonaux* (Paris, rue des Écoles, 54), écrite dans le but de généraliser la création de ces utiles créations.

Un numéro du journal *la France*, du 24 mars 1879, a été remis à la Société par M. l'inspecteur *Maurice*, numéro contenant un article sur la situation de l'Inspectorat dans le département de la Seine, en même temps que quelques considérations sur le sort malheureux qui attend les enfants ayant eu le malheur d'être victimes d'accidents dans l'industrie.

M. le Secrétaire ajoute que l'échange du *Bulletin* de la Société s'est fait régulièrement avec les Sociétés qui sont dans l'usage d'user de cette réciprocité avec la nôtre.

M. *J. Périn* dépose, enfin, sur le Bureau la *Liste générale des Fabriques de sucre, raffineries et distilleries de France, Belgique, etc.* (1879); ce livret pourra fournir à l'agence de notre Société les noms d'industriels auxquels sera adressée la notice de la Société et qui, par ce moyen, pourront devenir ses adhérents.

COMITÉS DE LA SOCIÉTÉ (*Comptes rendus des travaux des*). — *Comité judiciaire*. — M. *Joret-Desclosières*, Secrétaire, résume les travaux du Comité. (Voy. ci-après).

*Comité des Institutrices de charité*. — M. l'inspecteur divisionnaire qui a lu (ci-dessus, p. 26), l'appel généreux que ne craignait pas de faire le Comité des Institutrices de charité, signale l'atelier de M<sup>me</sup> Triboulot, brunisseuse, passage Maurice, 21 (quartier de la Roquette), où cinq enfants auraient bien besoin des leçons de MM<sup>mes</sup> les Institutrices de charité.

Le Bureau s'empresse de répondre que l'intervention du Comité peut être considérée comme assurée.



*Comité des Accidents de fabrique.* — M. J. Périn signale quelques accidents récents, ayant atteint des apprentis ou des enfants employés dans les manufactures :

« *Taillerie de diamants*: Pouyet (Valentin), âgé de 12 ans, apprenti tailleur de diamants chez M. Kleinhoff, était habituellement chargé d'ouvrir l'atelier, qui était établi dans une usine (boulevard de Charonne, 132), dans laquelle divers ateliers étaient réunis pour utiliser en commun la force motrice.

Le 16 octobre, vers 7 heures du matin, la machine étant en mouvement, il se trouvait seul avec un sieur Henri Granderie, âgé de 16 ans, apprenti-ouvrier au service d'un s<sup>r</sup> Perels, autre tailleur de diamants, dont l'atelier était voisin de celui du sieur K.

H. G. prescrivit au jeune Pouyet, sur un ton de menace, paraît-il, de mettre la courroie sur la meule du moulin, où il devait travailler, bien que cette besogne fût étrangère au jeune apprenti. Ce dernier obéit, mais il fit mal la manœuvre ; son bras droit fut pris dans la courroie et broyé par l'engrenage : il fallut le désarticuler.

M. K. fut traduit devant la 11<sup>e</sup> chambre correctionnelle et condamné, le 24 décembre 1878, pour contravention à la loi du 19 mai 1874 et au décret du 13 mai 1875, à 50 fr. d'amende pour emploi d'un enfant de moins de 16 ans dans un atelier mettant en jeu des machines dangereuses, et à deux amendes de 16 francs chacune, pour n'avoir pas exigé des certificats d'instruction primaire et livrets prescrits.

Le père du jeune Pouyet a obtenu l'assistance judiciaire (le 8 février 1879), simultanément contre M. K., à raison de cette circonstance que l'enfant était souvent laissé seul sans surveillance, surtout le matin, et contre M. P., patron de H. G., recherché comme responsable du fait de son ouvrier. — Le Tribunal civil doit statuer prochainement sur cette affaire. »

M. Périn signale encore l'accident suivant, qui a atteint un apprenti emballleur :

« *Emballage*: Hier soir vers sept heures et demie, dans l'atelier du sieur R., fabricant de malles, rue Basfroï, 10, un apprenti nommé Jules V., âgé de 15 ans, s'est profondément brûlé les jambes et les mains, en faisant une addition d'essence à du goudron pendant l'ébullition de celui-ci, qui a enflammé celle-là. On a dû transporter d'urgence le pauvre garçon à l'hôpital Saint-Antoine. » (*La Patrie*, n° du 20 mars 1879.)

M. Maurice, inspecteur divisionnaire, rappelle que, malgré ses efforts personnels et ceux de M. Triard, président de la Chambre syndicale des emballeurs, cette industrie qui compte de 400 à

500 enfants, ne se soumet que très-lentement à l'observation de la loi du 19 mai 1874; aussi des procès-verbaux ont-ils dû être dressés et une exacte surveillance de cette industrie est-elle nécessaire.

M. l'Inspecteur ajoute qu'il lui faut apporter dans ses fonctions une grande patience; récemment encore, il était reçu de la façon la plus inconvenante par une dame de comptoir employée dans une maison d'emballage, à laquelle appartenait un enfant, qu'il avait vu, dans la rue, trainer une voiture à bras dans des conditions de surcharge illicite.

*Comité des Sociétés d'assistance paternelle.* — M. Charles Petit, président de ce Comité, demande à la Société la continuation de son allocation annuelle de 100 francs en faveur de l'Assistance paternelle des Fleurs et plumes, dont la distribution des récompenses doit avoir lieu prochainement. — Cette allocation est votée.

M. Charles Petit remercie la Société de sa libéralité et la prie de vouloir bien reporter son intérêt sur son successeur, M. Tureny, qui a été nommé Président de cette Association.

M. le Secrétaire de la Société fait connaître qu'il a été chargé par M. le Président de la Chambre syndicale de la Bijouterie, de la Joaillerie et de l'Orfèvrerie d'informer la Société que l'École professionnelle de la Chambre syndicale de la Bijouterie, de la Joaillerie et de l'Orfèvrerie a obtenu une médaille de bronze à l'Exposition universelle (classe VII).

Il dépose, à cette occasion, sur le bureau le compte-rendu de sa dernière distribution de prix, qui a été présidée par M. le Ministre de l'instruction publique, ainsi que le règlement de l'École de dessin fondée par cette Chambre.

La Chambre syndicale de la Bijouterie doit être félicitée, dit-il, de sa vive sollicitude pour les apprentis, sollicitude qui s'est manifestée par la création d'une École de dessin, par des concours professionnels et par les récompenses qu'elle décerne chaque année.

*Comité du Placement des apprentis.* — M. Roche, qui a communiqué à la Société le règlement de l'École d'horlogerie de Besançon (inséré dans le Bulletin précédent; voy. p. 79), demande qu'un exemplaire de ce Bulletin soit adressé au Directeur de cet Établissement, pour lui témoigner l'estime que l'on a fait de son envoi. — Accordé.

COMMISSION DES INTERNATS D'APPRENTIS. — M. Ern. Nusse donne lecture d'un Rapport présenté au nom de la Commission des Internats d'apprentis, et tendant à appuyer la proposition de M. Radiguet, président de la Chambre syndicale des Instruments de précision.

M. le Dr Perrin craint que la création des Internats ne devienne un moyen commode pour les parents de s'exonérer de leurs devoirs; aussi pense-t-il qu'il ne faut les demander que pour donner satisfaction à des cas exceptionnels. De l'agglomération d'enfants peuvent résulter des inconvénients très-graves, qui seraient évités si ces enfants étaient laissés dans leurs familles. Il n'y a pas qu'en France où l'on se montre aussi partisan des agglomérations d'enfants, de notre mode de lycées, par exemple.

M. Radiguet fait remarquer que les Internats ne pourront présenter qu'un très-petit nombre de places; il ajoute qu'il ne faut pas craindre les inconvénients appréhendés au point de vue de la moralisation; ils pourront être évités par la surveillance, qui sera exercée par le directeur et ses adjoints.

M. Nusse répond à l'objection très-sérieuse qui a été élevée par M. le Dr Perrin, que cette création ne peut avoir pour but, en effet, de soulager le père de famille d'un fardeau naturel et légal; que la règle, c'est la famille, et que la Commission n'a pas entendu empiéter sur son domaine.

Après une discussion, à laquelle prennent part MM. Radiguet, Bérard, Is. Roche, Gaillard et Nusse, la Société, sur la proposition de M. le Président, adopte les conclusions de ce rapport et en vote l'insertion au Bulletin (Voy. ci-après).

SERVICE DE L'INSPECTION ET COMMISSIONS LOCALES (*Communications diverses*). — M. J. Périn offre, pour la bibliothèque de la Société, une collection des fascicules adressés par la Préfecture de police à chaque Commission locale, et dont la réunion constitue le relevé officiel des enfants employés dans l'industrie, dans le département de la Seine.

5<sup>e</sup> FÊTE DE L'ENFANCE OUVRIÈRE. — M. le Secrétaire mentionne la présentation faite par notre gracieuse et dévouée collègue M<sup>lle</sup> Marie Delaporte et son frère M. Georges Delaporte, directeur de la fabrique des Fils de Fanien, à Lillers (Pas-de-Calais), de M. et M<sup>me</sup> Canon, qui dirigent, en commun, depuis vingt-deux ans, un atelier de piquage mécanique, faisant partie de la fabrique



de chaussures de MM. les Fils de Fanien, et comptant de nombreuses apprenties. — Renvoyé au Comité des récompenses pour la 5<sup>e</sup> Fête de l'Enfance ouvrière.

*Communications diverses.* — M. Is. Roche demande s'il n'y aurait pas lieu de créer un Comité de finances, chargé de préparer le vote d'emploi des fonds, en faisant une enquête sur les demandes de subsides ?

M. Marjolin fait remarquer que le Bureau remplit cette mission et que le rouage proposé serait inutile.

M. le Secrétaire présente à la Société M. Pierre-Ch. Hansen, de Flensburg, publiciste, qui est à Paris depuis une année, s'occupant activement de l'étude des questions sociales, sociétés coopératives, etc., et qui vient d'être nommé secrétaire de la Chambre de commerce de Kiel (Schleswig-Holstein). — M. Hansen lui a été adressé par M. le vice-président Engel-Dollfus.

M. Hansen, invité par M. le Président à faire à la Société telle communication qu'il croirait à propos, expose la situation économique de son pays. Sa province, dit-il, vient de subir, depuis 1869, où s'est installé le régime de liberté, une révolution semblable à celle qu'a accomplie Turgot au XVIII<sup>e</sup> siècle. Malgré les réclamations de la réaction, une société provinciale a réuni vingt-deux sociétés industrielles en ligue pour combattre en faveur de la liberté économique. Trois mille personnes ont adhéré depuis le 5 août 1870, et un grand élan est donné par l'institution d'expositions locales et provinciales.

M. Jean Richter, maître-tailleur à Tetschen-sur-Elbe (Autriche-Hongrie) (Voy. Bull., 1878, p. 581 ; 1879, p. 15), a adressé, par l'intermédiaire de M. Giraud, une lettre, dont notre collègue donne communication. (Voy. ci-après à la Correspondance.)

La lecture de cette lettre est entendue avec intérêt.

*Oeuvres et enfants patronés.* — Par une lettre adressée à M. le Président de la Société, notre collègue, M. le Dr Ducholet, président de l'Association pour le patronage d'orphelins des deux sexes, demande que l'allocation que la Société est dans l'usage de lui accorder lui soit maintenue.

M. le Secrétaire rappelle que la Société a voté, l'an passé, la somme de 100 francs en faveur de cette œuvre, et propose d'accorder celle de 200 francs pour 1879.

M. Is. Roche s'étant informé si cette demande était motivée par

un supplément de dépenses ou de besoins, *M. le Président* fait remarquer que l'honorable *M. Ducholet* va procéder à sa distribution des prix et que la recherche des éléments d'information réclamée par *M. Roche* pourrait empêcher le subside d'arriver en temps utile.

*M. Bérard*, trésorier, déclare que la Société a deux catégories de subventions, les unes de 100, les autres de 200 francs. Il s'agit uniquement de porter l'encouragement de la 2<sup>e</sup> à la 1<sup>re</sup> classe. Or l'établissement en question mérite cette faveur, et l'état financier de la Société permet de la lui accorder. — La subvention de 200 francs pour 1879, mise aux voix, est votée.

Sur la proposition de *M. le Secrétaire*, la Société vote un livret de 20 fr. à l'*Œuvre des petits ramoneurs*, pour être remis, au nom de la Société, dans la prochaine distribution de récompenses de cette œuvre excellente.

La séance est levée à 10 heures et 1/4.

*Le Secrétaire,*  
Jules PÉRIN.

---

### CORRESPONDANCE.

Nous avons reçu de *M. Jean Richter*, maître-tailleur, à Tettschen-sur-Elbe (Autriche-Hongrie), sous le couvert de notre collègue *M. Giraud*, la nouvelle lettre (*Voy. Bull.* 1878, p. 581) suivante :

« Monsieur et très-honoré collègue,

« Je vous remercie infiniment de votre aimable réponse. Cette lettre m'explique largement tout ce que je voulais savoir à ce sujet. C'est à peu près la même chose que chez nous ; les hommes qui font des sacrifices pour une chose humaine sont aussi rares en Autriche qu'en France.

Les lois, en Autriche, sont très-bien, pour les règlements entre les patrons et les apprentis ; mais on ne les exécute pas ; l'égoïsme est toujours dominant.

Ici, comme dans beaucoup de villes du nord-ouest de la Bohême, il s'est créé des unions professionnelles à peu près comme les chambres syndicales à Paris, où tous les artisans et commerçants sont réunis. Notre union, dont j'ai l'honneur d'être le Président, a fondé une École professionnelle, qui est fréquentée par tous les apprentis de n'importe quelle profession. C'est par cette École que nous trouvons une grande amélioration parmi les jeunes apprentis. Malgré cela, beaucoup de

patrons sont encore contre cet Institut. Chaque année, nous organisons une exposition des produits faits par les apprentis ; et nous leur donnons aussi des récompenses. Cela les encourage ; et en faisant de la propagande de cette manière, il faut espérer qu'à l'avenir on verra les bons fruits.

Permettez-moi, Monsieur, de vous dire que votre lettre m'a honoré doublement, et surtout que vous m'avez assuré votre cordiale amitié, j'espère avoir une relation de plus à Paris, où j'ai passé de beaux jours, il y a longtemps, hors les trois semaines, quand j'étais à l'Exposition, l'année dernière. Je fus à Lyon en 1843, à Marseille, en 1844, et à la fin de la même année je suis arrivé à Paris, où je suis resté jusqu'en 1848, à la fin du mois d'octobre. En arrivant à Paris, j'ai travaillé chez M. Huleck, qui a encore son établissement rue de Rivoli 226, hôtel Windsor, et le reste du temps, j'étais en condition chez M. Alexandre Maggi, successeur de M. Cior-Cury, rue Neuve-des-Petits-Champs, 31 ; mais je ne trouve plus cette maison. Vous pensez bien, Monsieur, que j'étais bien étonné du changement de Paris, que je n'avais plus vu depuis trente ans.

Si je vous dis, Monsieur, que j'ai d'autres relations à Paris, c'est que j'ai l'honneur d'être membre correspondant du Comité central des Chambres syndicales à Paris, et que je suis en outre possesseur de la croix de bronze de la Société de secours aux malades et blessés à Paris. Cette Société m'a envoyé cette distinction, pour avoir soigné les soldats français qui, pendant la guerre de 1870-71, s'étaient échappés de leur captivité en Allemagne, et avaient passé en Autriche.

Je vous prie d'une chose encore, si vous voulez avoir l'obligeance de m'envoyer les statuts de votre honorable Société.

Acceptez, en attendant, ma photographie, comme un petit signe de ma reconnaissance, et les salutations de

Votre très-dévoué collègue,

Johann RICHTER. »

---



COMMISSION  
DES  
INTERNATS D'APPRENTIS  

---

RAPPORT

*Ce que c'est que la Maison d'apprentis.*— La Maison d'apprentis comprend, sous une dénomination unique, deux institutions bien distinctes :

C'est un Internat où les enfants reçoivent tout à la fois l'Enseignement professionnel et primaire : en d'autres termes, c'est une École professionnelle d'internes.

C'est aussi un Internat d'où les élèves partent chaque matin pour aller chercher à l'atelier l'instruction professionnelle pratique, et revenir y prendre le soir la nourriture, l'enseignement élémentaire et le coucher.

La première de ces pensions est une variété de l'École professionnelle dont nous n'avons pas à nous occuper. La seconde est le trait d'union entre l'éducation morale et intellectuelle et l'apprentissage technique pour ceux qui n'ont pas de famille : elle seule fera l'objet de ce rapport.

*A quel besoin social nouveau répond la pension d'apprentis.*— La discipline est la base même de l'apprentissage : il exclut nettement le vagabondage, l'inexactitude, l'immoralité ; jusqu'ici cette discipline avait été fondée sur la surveillance du patron et de la famille ; il y a plus, le patronage était la continuation de celle-ci, dont les pouvoirs lui étaient conférés par une sorte de délégation.

Il n'en est plus ainsi : un luxe relatif, l'habitude de certaines distractions, telles que le café ou le théâtre, incompatibles avec des habitudes sédentaires, la cherté croissante des loyers et de la nourriture, le désir légitime de trouver à la table de famille les moments d'épanchement que gêne la présence de l'étranger, l'ingratitude de l'apprenti rompant trop souvent son contrat au moment où son travail devient productif et laissant sans compensation aucune les frais de son entretien dans le passé, tout a

détourné le patron de recevoir l'enfant dans des locaux devenus trop exigus.

Un récent et très-intéressant travail de M. Roche, notre dévoué et expérimenté collègue, a établi qu'il n'y avait plus que 26 0/0 de patrons consentant à coucher. — Encore, il faut bien le dire, ceux qui acceptent aujourd'hui cette obligation le font-ils surtout par spéculation : prenant les enfants dans les classes les plus pauvres, ils les logent dans des taudis, se débarrassent du souci de la nourriture en leur remettant une somme de 75 centimes à 1 franc par jour, n'exercent aucune surveillance sur les mœurs souvent déplorables, les laissent coucher dans le même lit que l'ouvrier et font incessamment produire des pièces ou des compartiments de pièces semblables, spécialisant ainsi l'enfant sans se préoccuper du devoir de faire apprendre un état manuel assurant le pain quotidien.

Ces causes réunies amènent le défaut de surveillance, et pour y suppléer sans institutions artificielles il faudrait une vive sollicitude et une constante vigilance de la part de la famille ouvrière.

Elle n'en a pas toujours la possibilité. Le père travaille à l'extérieur, la mère de famille, quand elle n'est pas employée dans une fabrique, vaque aux soins absorbants du ménage; la modicité du logement ne permet pas de coucher l'enfant; souvent il y a un remariage ou ce qui est pire les liens immoraux du concubinat, les mauvais traitements d'un beau-père, d'une belle-mère, le honteux et dur vasselage de l'intrus qui a usurpé dans la famille une place irrégulière; — d'autres fois le ménage n'existe pas, parce que le père et la mère sont occupés chacun de leur côté; ce sont eux qui initient l'enfant à l'existence de garni et de marchand de vins. — En un mot, s'il existe dans la famille bourgeoise bien des obstacles professionnels ou autres, qui forcent à substituer l'internat, c'est-à-dire l'éducation déléguée à l'éducation directe de l'externat dans un lycée, n'est-il pas évident qu'ils doivent être plus fréquents et plus nombreux encore dans la famille ouvrière?

*L'Internat ne sera qu'une institution secondgire et subsidiaire.* — Mais, si multipliées que soient ces circonstances, elles constituent heureusement l'exception. Or, partout où les parents sont dignes de ce nom et de leur mission, il n'est pas d'institution humaine qui puisse primer leur dévouement. A nos yeux rien ne sera plus désirable que la conduite par le père de l'enfant, soit à

l'atelier, soit à l'école professionnelle, où il travaillera le jour pour revenir le soir trouver les enseignements du foyer domestique. C'est là la vérité de l'enseignement technique. N'oublions pas que les grandes agglomérations d'enfants ont souvent de funestes conséquences sur leurs mœurs, et que la vigilance paternelle sera nécessairement moins en défaut que celle d'un maître.

Les institutions créées par l'homme imitent la nature sans pouvoir l'égaliser. Voilà pourquoi la pension d'apprentis doit être circonscrite dans les limites que nous avons tracées : elle doit suppléer les défaillances, mais non alléger les devoirs dont l'exécution est possible.

*A quels enfants s'appliquerait la Pension d'apprentis.* — D'après ces considérations la pension d'apprentis s'adresserait plus spécialement :

Aux enfants sans famille ou complètement abandonnés.

A ceux vis-à-vis desquels une circonstance impérieuse et de force majeure paralyse l'action de la famille, en sorte qu'ils doivent être de fait assimilés aux premiers.

*Du rôle industriel de la Pension d'apprentis.* — Nous avons déjà insisté sur cette idée que la pension d'apprentis proprement dite ne comporte aucun enseignement professionnel.

Elle impliquera seulement un cours de technologie ajouté à l'enseignement primaire et dans lequel on donnera à l'élève les notions élémentaires des principes scientifiques sur lesquels reposent les applications qu'il voit à l'atelier.

Elle ne vise donc pas d'une manière directe au recrutement de l'ouvrier. — Est-elle sur ce point inférieure à l'école professionnelle ? Cela dépend de l'opinion que l'on se fera sur ce genre d'écoles. On sait que de très-bons esprits, et en particulier des représentants très-autorités des Chambres syndicales estiment que si ces établissements peuvent avoir une influence heureuse sur la formation des contre-maitres, ils ne feront au contraire, jusqu'à ce qu'ils aient accompli un stage sérieux dans l'atelier, que des ouvriers médiocres, inférieurs momentanément à ceux qui se sont fait la main aux travaux plus sérieux et surtout plus pratiques de l'industrie militante.

Sans entrer dans cette controverse, il est certain que la pension d'apprentis envoyant son élève frapper à la porte même de l'atelier pourra embrasser la totalité des métiers et arts manuels sans cette grande objection de l'outillage et de l'installa-



tion qui est faite aux écoles professionnelles. — Elle sera utilisée dans toutes les professions où le tour de main domine, par conséquent dans les industries de l'article Paris. Elle aura l'avantage de ne point faire de son Directeur un négociant, puisqu'elle n'a aucuns produits à écouler.

Mais l'influence la plus directe de la pension d'apprentis sur l'industrie, ce sera la vulgarisation de l'esprit de discipline si rare de nos jours et cependant si nécessaire... Un de nos Vice-Présidents, l'honorable M. Charles Petit, nous disait un jour que les fabricants des fleurs et plumes ont dû renoncer à aller chercher des enfants dans des quartiers excentriques de Paris, à la Villette par exemple, parce que l'esprit d'insubordination les dérobaît à toute règle. — L'Assistance paternelle de ce groupe important fait une enquête sur la position de chaque famille avant de signer un contrat et ne veut accepter que des familles où règne un lien hiérarchique. — Or nous croyons fermement que l'industrie des fleurs et plumes pourrait prendre même des jeunes filles de la Villette disciplinées dans une pension d'apprenties.

Au moyen de cette institution, on trouve en effet : le respect du maître, l'impossibilité de la vie de garni et de cabaret, la stabilité et le maintien du contrat d'apprentissage, sa perpétuation sous forme de contrat libre de louage de service volontaire entre l'ancien apprenti devenu ouvrier et le patron ; c'est, à coup sûr, beaucoup si l'on songe que c'est là un mode accessible à toutes les industries, développant chez l'apprenti, non une instruction professionnelle de serre chaude, mais cette pratique de l'atelier qui fera de lui un excellent ouvrier, suffisamment instruit, mais ne sachant ni trop ni trop peu.

Il y a surtout à réfléchir dans l'intérêt des professions qui veulent un long noviciat : mécanique de précision, horlogerie ; à tout prix, il convient de leur éviter ces élèves de passage qui portent partout l'instabilité de leur caractère et la légèreté d'un esprit trop disposé à se jouer de la bonne foi des contrats.

L'exacte sévérité dans la direction fixe seule les bons sentiments des enfants trop souvent mobiles et volages jusqu'à ce que l'habitude les affermisce et les perpétue. Au fond, dans l'industrie comme dans le monde social, l'éducation prime l'instruction. Or, nous l'avons dit, la pension d'apprentis est avant tout un établissement d'éducation, et par excellence à défaut de famille,

celui de l'ouvrier. Elle l'excite au travail parce qu'elle le surveille et le moralise.

*Du fonctionnement disciplinaire de la Pension d'apprentis.* — A cet effet, le procédé est double : c'est, d'une part, la surveillance d'atelier; d'autre part, l'enseignement primaire donné largement. La surveillance résulte de l'impossibilité pour l'enfant de consacrer au vagabondage une portion du temps dû à l'atelier, de visites faites pendant le travail industriel et d'un rapport ou bulletin hebdomadaire du patron rendant compte du travail et de la conduite. Dans cet ordre d'idées, s'il n'est pas possible de faire accompagner l'élève chez le patron, on doit lui mesurer exactement le temps nécessaire pour ses allées et venues, régler d'une manière uniforme l'heure de la pension et celle de l'atelier et pointer exactement l'arrivée. Il sera utile de supprimer le retour à l'internat pour déjeuner, en donnant le matin à emporter des aliments qui puissent, surtout l'hiver, être facilement réchauffés. A cet effet, un bidon et un attirail semblables à celui du soldat figureront dans le matériel. Tout ceci est de discipline extérieure, il faut dire quelques mots de la discipline intérieure. Le matin, après lever qui s'effectue à 5 heures  $1/2$  l'été, et 6 heures l'hiver, les élèves de corvée donnent, comme dans une caserne, les soins de propreté générale. Chacun fait son lit et sa toilette sous l'inspection d'un surveillant. On mange la soupe et l'on emporte le déjeuner à l'atelier. Le soir, on revient sur les 7 heures et l'on dîne. Après une récréation hygiénique et les études primaires, le coucher s'effectue de 10 heures à 10 heures  $1/2$ , sous les yeux du surveillant qui passe la nuit au milieu des élèves.

*Études primaires.* — Il serait trop rigoureux d'exiger à l'entrée le certificat d'études primaires (1); d'un autre côté, on doit s'assurer que l'élève possède un fond de notions élémentaires qui lui permette de suivre l'enseignement donné dans la maison. De là, ce moyen terme qui consiste à faire subir un examen sur la capacité scolaire. Les matières enseignées sont celles de l'enseignement primaire. Elles sont ainsi repassées par ceux qui les possèdent déjà; acquises par les enfants qui n'en avaient fait qu'une étude incomplète. Nous ajouterions volontiers un cours de technologie analogue à ceux qui ont lieu dans les écoles professionnelles pour apprendre, à chaque apprenti, les principes

---

(1) Nous nous exprimons ici à titre transitoire.

scientifiques ou économiques dont l'application à l'atelier est une déduction.

*De l'Éducation.*— Nous n'avons garde d'oublier l'éducation. Elle résultera des habitudes d'ordre, de propreté, de méthode, inculquées à l'enfant. Ses devoirs religieux seront observés conformément aux vœux de sa famille et selon les lois impérieuses de la liberté de conscience; le langage, le costume seront réglés de manière à inspirer le sentiment de la dignité personnelle. Une sortie de quinzaine maintiendra les liens de famille que l'internat doit respecter. Le dimanche intermédiaire, la sortie sera comme dans les lycées la récompense des méritants. Pour ceux qui n'auraient pas obtenu cette faveur, le dimanche sera employé en promenades instructives et salutaires. N'oublions pas l'institution d'une caisse d'épargne scolaire, groupant tous les gains ou pourboires d'atelier, permettant de donner à titre de récompense exceptionnel quelque argent de poche et formant par avance une masse de sortie si utile lors de l'établissement.

*Système des récompenses et des punitions.* — L'enfant doit être excité au bien et détourné du mal. Nous citerons comme récompenses efficaces :

1° La délivrance de prix, consistant en objets utiles ou livres professionnels pratiques;

2° L'allocation de livrets de caisse d'épargne;

3° Les sorties de faveur et les sommes minimales données à titre d'avances sur la masse;

4° L'élection aux grades de caporaux et de sergents dont nous retrouverons l'utilité en traitant du personnel surveillant;

5° L'inscription sur un grand-livre tenu par doit et avoir des bonnes notes et des fautes (Nancy);

6° L'exposition permanente dans une vitrine des produits du travail manuel permettant par le groupement des objets exhibés de juger des progrès successivement réalisés;

7° Le tableau d'honneur.

A côté de punitions morales comme le *banc des mauvais apprentis* de Nancy, et le verdict hebdomadaire d'un jury composé d'élèves, il ne faut point négliger les répressions plus particulièrement coercitives : les corvées, la privation de sortie, l'exclusion.

*Personnel de la Maison d'apprentis.* — Outre le Directeur, il résulte de la nature même de l'organisation indiquée que la



pension d'apprentis doit avoir : 1° des inspecteurs d'atelier ; 2° des surveillants pouvant être assistés de caporaux ou sergents élèves ; 3° des employés d'économat, de cuisine et de lingerie.

Nous ne parlons pas du personnel enseignant qui variera suivant le nombre des élèves ; nous nous contenterons de faire remarquer qu'il pourra, à Paris et dans les grandes villes où existent des cours d'apprentis, être singulièrement réduit et même totalement suppléé : il suffira de faire conduire les élèves à ces cours spéciaux où ils recueilleront les leçons en même temps que les apprentis libres et externes. — S'il était indispensable d'avoir dans l'internat même des maîtres donnant l'enseignement sans déplacement, on trouverait de précieux éléments parmi les adjoints des écoles primaires. — C'est ce qui est pratiqué au Patronage des ouvriers et apprentis israélites de la rue des Rosiers, à Paris.

*Par qui doit être fondée la Maison d'apprentis.* — Nous arrivons à l'organisation financière et la première question qu'elle soulève est de savoir : quel doit être le fondateur de l'internat, s'il émanera de l'État, de la commune ou d'une réunion de personnes privées.

*Historique.* — Si l'on étudie l'histoire de ces établissements, on verra qu'ils proviennent pour la plupart de l'initiative d'Associations privées. Ce sont des sociétés particulières qui ont organisé les internats de Strasbourg, de Mulhouse, de Nancy, de Lyon, Nantes, Auxonne, Boulogne-sur-Mer, Metz, Versailles, de Marie-Auxiliatrice, des Apprentis protestants de la rue de Charonne, de la Providence-Sainte-Marie, de Saint-Ambroise-Popincourt, des Frères de la Doctrine chrétienne de la rue de Vaugirard ; quelquefois l'origine se trouve dans une fondation pieuse comme la maison Tonnellé de Tours. Souvent la souscription se combine avec une libéralité première : c'est ce qui a eu lieu pour la Maison des ouvriers et apprentis israélites de Paris, rue des Rosiers. — D'autrefois, un généreux donateur a sacrifié ses propres ressources à la création d'une institution de ce genre, comme M. Piver à Paris et l'abbé Halluin à Arras. Tel est encore l'internat de Notre-Dame de Nazareth soutenu et établi par les charités des élèves de l'école Bossuet.

La limite même de la vie humaine indique assez qu'une personne morale peut seule avoir la permanence nécessaire pour imprimer à des œuvres de cette nature la fixité et la durée sans lesquelles elles ne peuvent avoir de résultat social. Il y a

cependant là un écueil : isolés les uns des autres, partant chacun d'un système philosophique ou religieux différent, les internats ont jusqu'ici manqué d'homogénéité ; nous ajouterons que dérivant d'une pensée toute charitable, ils ont plutôt été organisés au point de vue de la bienfaisance que de l'industrie.

Et cependant pour les enfants sans famille si nombreux dans les grandes villes, ils doivent tenir leur place dans l'enseignement professionnel, soit qu'on les juxtapose près des écoles techniques, soit qu'on les combine comme on a fait jusqu'ici avec l'apprentissage dans l'atelier.

C'est donc avec raison que quelques-unes des Chambres syndicales de Paris ont songé à leur tour à la Maison d'apprentis, non plus seulement pour en faire un refuge, mais une auxiliaire de l'apprentissage industriel. L'initiative appartient, en 1873, à la Chambre de la Tabletterie (*Bull. Soc. prot.*, VI, [1873], p. 370), dont les vœux furent bientôt apostillés par celles du Papier peint et de la Chaussure qui y adhèrent. — Un certain mouvement se fit à cet égard dans la presse et plusieurs articles parurent pour préconiser le système. — (Voy. notamment *l'Union du Commerce et de l'Industrie* du 25 août 1874, *le Petit Journal* du 2 avril 1874, *l'Opinion nationale* du 31 mars 1874, *l'Événement* du 23 mars, *le Messager de Paris* du 5 juin 1874.)

Un projet de statuts fut élaboré ; les clauses principales étaient : la formation d'une société par la réunion de 500 adhérents souscrivant 12 francs par an, l'admission de l'enfant à 12 ans avec rétributions, savoir : de 0 fr. 50 c. par jour par les parents et de 1 franc la première année, 1 fr. 50 c. la seconde et 2 francs la troisième par les patrons ; le tout pour 50 élèves.

Malheureusement, le projet échoua et nous croyons qu'il en sera ainsi toutes les fois qu'on voudra altérer le caractère essentiel de la Maison d'apprentis en cherchant à l'établir pour des enfants pourvus de famille et par conséquent mieux placés chez leurs parents que chez des étrangers. Nous ajoutons qu'il nous paraît exorbitant de demander 0 fr. 50 c. aux familles pour un enfant duquel elles attendent non une charge, mais un profit.

En outre, dans une agglomération de souscripteurs, il y a un sentiment de défiance réciproque. Chacun se demande si le zèle qui anime l'association persévérera et si la chaleur des adhésions du premier moment aura un lendemain. A cet

égard, il nous semble indispensable que la bonne volonté des particuliers soit soutenue par les encouragements des grands corps publics : ils peuvent rester étrangers et indifférents à un établissement privé de charité ; ils se doivent à celui de l'enseignement technique.

Ainsi l'avaient compris les Conseils général et municipal de Strasbourg, qui allouaient un secours annuel à la Maison d'apprentis de cette ville. Ajoutons que l'État dispose tous les ans d'une somme importante en faveur de l'enseignement technique et que l'internat y a droit soit par son cours de technologie, soit par l'étroite alliance qu'il établit entre l'école et l'atelier.

*Budget d'une Maison d'apprentis parisienne pour 50 élèves.* — C'est à la lueur de ces principes que nous étudierons le budget d'une pension modèle déterminé dans un savant article de M. Hiéland, publié dans le Bulletin de la Société de protection en 1874. (*Bulletin* 1874, p. 333.)

Le point de départ de cet article était que l'internat pouvait rendre de grands services, à la condition de ne s'appliquer qu'à cinquante enfants appartenant autant que possible à la même industrie. Nous ne méconnaissions pas l'utilité de cette dernière restriction. Elle est à peu près indispensable pour l'enseignement technologique ; toutefois peut-être dans une installation d'essai pourrait-elle être moins absolue. Il nous semble qu'il y aurait moyen sans grand inconvénient d'admettre tout au moins les diverses industries dérivant des mêmes principes scientifiques, si les cours de cette nature ne pouvaient point être multipliés en trop grand nombre.

Quant à la délimitation du nombre maximum d'élèves à 50, de l'aveu des hommes compétents, c'est en effet le chiffre le plus élevé que l'on puisse atteindre, car les trop grandes agglomérations nuisent à la surveillance et par conséquent à l'assiduité aussi bien qu'à la moralité.

*Installation et entretien général annuel.* — Ceci dit, quel sera le prix de revient de l'installation et celui de l'entretien annuel de chaque élève ? Avec une autorité que nous sommes les premiers à proclamer, M. Hiéland fixait

|                                                                                       |           |
|---------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| L'achat de la literie, des ustensiles de classes, cuisine, meubles et gaz à . . . . . | Fr. 6.500 |
| Les frais annuels à . . . . .                                                         | 38.000    |



Nous prenons ces chiffres en nous contentant de renvoyer pour les détails à sa remarquable étude. En faisant face à ces dépenses au moyen des recettes composées des 500 souscriptions à 12 francs, des versements des patrons (1 franc la 1<sup>re</sup> année, 1 fr. 50 c. la 2<sup>e</sup> et 2 francs la 3<sup>e</sup>) et de celui des parents, 0 fr. 50 c. par jour, l'honorable M. Hiéland arrivait aux résultats suivants :

|                                                |     |        |
|------------------------------------------------|-----|--------|
| Recettes de la 1 <sup>re</sup> année . . . . . | Fr. | 33.375 |
| — 2 <sup>e</sup> — . . . . .                   |     | 42.500 |
| — 3 <sup>e</sup> — . . . . .                   |     | 51.625 |

Soit pour les trois ans : Fr. 127.500

En trois ans, les dépenses, y compris les frais d'installation, montent à 120,500 francs. — Il y a donc un excédant en recettes de 7,000 francs.

Nous avons dit par quelles raisons nous serions d'avis d'associer les efforts des particuliers et des grands corps publics. Il y a, dans l'institution qui nous occupe, un côté d'intérêt privé devant rester à la charge des industriels qui en tireront bénéfice, un côté d'intérêt public représenté par l'amélioration sociale de l'apprenti et le recrutement de l'industrie qui justifie l'intervention de la commune et de l'État dans les proportions à déterminer entre eux.

Nous serions d'avis de mettre à la charge de la commune et de l'État les 9,125 francs qui représentent dans le calcul de M. Hiéland la somme annuelle à percevoir des parents pour lesquels l'internat serait ainsi complètement gratuit. (En chiffres ronds 10,000 fr.). — Nous ajoutons que, dans notre pensée, la subvention ne serait acquise qu'après souscription effective des adhérents, les obligations respectives de l'État et des industriels marchant de pair et l'encouragement ne pouvant s'accorder qu'à une institution existante et non à un projet dont la vitalité n'est pas attestée.

*Prix de la dépense générale annuelle par élève.* — Il nous reste à indiquer la base du calcul de dépense annuelle par élève. — Voici à cet égard le résumé des opinions les plus autorisées. Ce total serait :

|                                                                 |           |
|-----------------------------------------------------------------|-----------|
| Suivant M. Hiélard de . . . . .                                 | Fr. 500   |
| — M. Canonge, directeur de la Tutelle. . . . .                  | 600       |
| — M. Reblaub, directeur du Patronage israélite. . . . .         | 721       |
| — M. Sajou . . . . .                                            | 475       |
| Dans un autre établissement parisien, on<br>a calculé . . . . . | 519       |
| Total. . . . .                                                  | Fr. 2.815 |
| Soit en moyenne . . . . .                                       | 563       |

L'excédant de 63 francs sur les données de M. Hiélard et qui représente en trois ans 9,450 francs serait, en adoptant le type de 563 francs, couvert 1° par les 7,000 francs de boni qui ont été précédemment mentionnés; 2° par les 875 francs de différence entre les 9,125 francs qui dans le projet de M. Hiélard seraient versés par les parents et les 10,000 francs qui suivant nous devraient former la subvention annuelle et remplacer la cotisation des familles. — Ces 875 francs en trois années donnent 2,615 francs.

*Conclusion sur la communication de la Chambre syndicale des Instruments de précision. — Avantages de l'Internat d'apprentis.*

— Il en résulte que la Chambre syndicale des Instruments de précision, d'optique et de pesage, en reprenant pour son compte les errements des Chambres de la Tabletterie et de la Chaussure, émet un vœu aussi juste que pratique. La pension d'apprentis réunit en effet les avantages suivants :

1° Elle supplée, le cas échéant, à la défaillance du patronat et de la famille ouvrière;

2° Elle se combine avec le système de l'école professionnelle à laquelle elle peut envoyer des élèves;

3° Dans l'état de controverse qui existe entre les meilleurs esprits sur le point de savoir si c'est à l'école professionnelle qu'il convient de demander désormais le recrutement des ouvriers ou si l'atelier doit être considéré comme la meilleure école technique, elle permet de faire une expérience décisive, salubre pour l'avenir de l'industrie et sans danger pour l'enfant;

4° Elle invoque des précédents historiques dont les résultats déjà manifestés et actuels justifient un essai officiel;

5° Elle conserve à l'industrie l'intervention si utile des « petites mains ».

*Vœux précédents de la Société de protection des apprentis, — Leur concordance avec le projet de vœux actuels. — C'est*

assez, suivant nous, pour que la Société de protection des apprentis ne néglige pas l'occasion qui lui est procurée d'affirmer une fois de plus ses doctrines. Le 2 mai 1872, elle estimait :

1<sup>o</sup> Que l'enseignement technique doit être donné surtout dans l'atelier industriel par l'initiative des patrons avec ou sans l'aide de subventions et de bourses allouées par les villes ou l'État, mais que néanmoins le projet d'organiser exceptionnellement dans certaines conditions des écoles municipales techniques peut être admis ;

2<sup>o</sup> Que dans ces circonstances et pour donner un caractère pratique à ces conclusions, il y aurait lieu de demander au Conseil municipal de Paris de réserver la plus grande partie du crédit dont il dispose aux ateliers modèles et aux patronages d'apprentis des deux sexes.

Nous proposons, conformément à cette doctrine :

1<sup>o</sup> D'encourager l'enseignement technique donné dans les ateliers industriels modèles désignés par les Chambres syndicales ;

2<sup>o</sup> De créer, à cet effet, pour mieux en assurer l'efficacité, un internat réservé aux enfants qui n'ont pas le bienfait de la famille, à titre exceptionnel et d'essai ;

3<sup>o</sup> De respecter l'initiative privée en se bornant à en fortifier et à en seconder les efforts par l'allocation d'une subvention gouvernementale et communale.

Nous croyons que dans l'état d'étude où est, à l'heure actuelle, la question de l'apprentissage, il convient de ne laisser dans l'ombre aucune des institutions qui peuvent amener à la progression dans la voie du succès. Sans être exclusifs, sans imposer en doctrine absolue la prédominance de l'école professionnelle, de l'internat, du contrat libre chez le patron, nous désirons que chaque besoin trouve sa satisfaction, chaque problème sa solution. Voilà pourquoi nous aimons la coexistence de plusieurs systèmes qui renfermant chacun des parcelles de vérité relative plus particulièrement applicables à certaines individualités répondent à la variété des faits et par conséquent à la devise de l'humanité qui est : Diversité dans l'unité.

*Le Rapporteur,*  
Ernest NUSSE.

---



**COMITÉS**  
DE LA  
**SOCIÉTÉ DE PROTECTION DES ENFANTS**  
EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES  
*(Comptes rendus de leurs travaux)*

---

**COMITÉ JUDICIAIRE**

*Séance du lundi 24 mars 1879.*

(Procès-verbal communiqué par M. Ern. Nusse, Secrétaire-adjoint.)

Présidence de M. *Faustin HÉLIE*, juge au Tribunal  
civil de la Seine.

La séance est ouverte à 2 heures.

Sont présents : MM. *Faustin Hélié*, président ; *Froger de Mauny*, ancien magistrat, vice-président ; *J. Périn*, secrétaire de la Société ; *Ch. Breul*, *Nusse*, *Tommy Martin*, avocats.

S'étaient excusés de ne pouvoir assister à la séance : MM. *Joret-Desclosières* et *Léon Lambert*, avocats.

— Le procès-verbal de la séance du 10 février est définitivement adopté, après lecture.

— M. *J. Périn*, secrétaire, présente au Comité une brochure de M. *J. Barret*, intitulée *Quelques réflexions sur la réglementation du travail des enfants et l'instruction obligatoire, considérée au point de vue religieux* (Le Puy, 1878).

Le Comité charge M. *Périn* du soin de faire un compte-rendu de cette publication.

— M. *J. Périn* communique ensuite différents documents judiciaires, relatifs aux accidents dont les enfants peuvent être victimes dans l'industrie, savoir :

1° Un jugement du Tribunal de Péronne, du 11 mai 1878, confirmé par arrêt d'Amiens du 14 août 1878 (accident dans une sucrerie) ;

2° Un arrêt de la 4<sup>e</sup> chambre de la Cour de Paris du 22 février 1878 (manœuvre d'aiguille sur un chantier de travaux publics) ;

3° Un jugement du 25 février 1879, de la 11<sup>e</sup> chambre du Tribunal correctionnel de la Seine (accident dans une bijouterie).

Le Comité, qui a pris intérêt à ces communications, décide leur insertion aux *annexes* du présent procès-verbal.

— L'ordre du jour appelle l'examen de la proposition de M. *Boulard*, membre de la Société, tendant à demander l'exclusion des jeunes gens de moins de 16 ans de tous les travaux dangereux.

M. *Froger de Mauny*, rapporteur, a la parole :

« Dans la séance ordinaire de notre Société du 7 novembre 1878, l'un de nos honorables collègues, M. *Boulard*, a émis le vœu, que les enfants de moins de 16 ans fussent exclus des travaux industriels présentant des éventualités d'accidents. Cette proposition a été renvoyée au Comité judiciaire.

» Honoré par la confiance du Comité judiciaire du soin de faire Rapport sur cette question, je sou mets ici mon opinion à vos lumières.

» Et, d'abord, entrons dans les sentiments qui ont inspiré M. *Boulard* : son cœur s'est ému à la vue des accidents, terribles et malheureusement trop fréquents, dont sont victimes les jeunes et intéressants travailleurs.

» Mais que demande-t-il ? Il réclame la modification de la loi du 19 mai 1874, et par cette demande même il lui fait le reproche de n'être pas assez prévoyante pour le jeune ouvrier, en le laissant à même de s'exposer à des accidents, à des dangers, que l'inexpérience et l'étourderie naturelle à son âge ne lui font pas soupçonner.

» Si l'on jette un coup d'œil sur l'ensemble de la loi de 1874, on peut dire avec elle, que l'âge de 12 ans constitue la majorité de l'enfant travaillant dans les manufactures, et l'habilité à prendre place dans l'atelier. En toutes choses, il faut un commencement, et les motifs qui ont fait adopter la douzième année de l'enfant pour son entrée dans la vie industrielle se montrent facilement lorsqu'on veut bien examiner ce qu'il est à cet âge, physiquement et moralement.

» Physiquement, il a franchi les phases les plus difficiles de sa jeune existence, la question de savoir s'il sera ou ne sera pas est vidée. Il est bien fragile encore, en butte aux dangers de la croissance et de la formation, mais enfin il est entré dans la période du développement.

» A douze ans, l'enfant est déjà les deux tiers d'un homme,

encore quelques années et le voilà soldat, électeur, éligible. . . à douze ans, il n'est pas sans doute bien fort, mais son concours n'en est pas moins précieux dans l'atelier; il complète l'ouvrier qui lui, s'il a la force, n'a pas sa souplesse et son agilité. Les petits doigts de l'enfant feront vite et bien ce que les gros doigts de l'homme fait ne pourraient essayer d'obtenir dans les ouvrages frais et délicats.

» L'enfant de 12 ans se fera donc d'autant plus facilement à la vie de l'atelier, comme l'allevin vient mieux dans le vivier que le gros poisson. Du moment qu'il est assez développé de corps et de santé pour être initié aux débuts de sa vie d'ouvrier, mieux vaut qu'il commence résolument. L'inaction aurait les plus graves dangers, et plus tard qui sait s'il acquerrait aussi facilement et aussi vite ce tour de main si précieux que possèdent presque naturellement certains ouvriers, et que rien ne peut remplacer.

» Quant au moral, l'âge de 12 ans est bien l'âge indiqué par la nature elle-même, et par l'état de culture intellectuelle que de sages prescriptions ont assuré au cœur et à l'esprit de l'enfant. A douze ans se sont évanouies les vagues terreurs du premier âge la réflexion a fait quelques apparitions dans ce jeune cerveau que la vue et peut-être même l'observation a doué d'une grande mémoire, engendrant une sorte de petite expérience relative, enfin, dès cet âge, certains sentiments commencent à poindre qui peuvent permettre de prédire ce que vaudra ou ne vaudra pas l'enfant.

» Remarquez bien d'ailleurs que l'enfant ouvrier est relativement aux autres enfants de son âge, plus avancé dans la vie, il a, pour ainsi dire plus vécu dans le même espace de temps. Car jusqu'à douze ans, il a fréquenté l'école primaire, acquis là des connaissances intellectuelles de première utilité et des notions de toutes choses qu'il aura probablement le désir d'étendre et de compléter un jour. — Il a puisé dans la préparation à sa première communion des connaissances religieuses, il a aussi dans sa fréquentation quotidienne de l'atelier et dans son labeur au milieu d'hommes faits, appris rudement, il est vrai, bien des choses de la vie réelle, dont l'initiation n'a pu profiter aux enfants placés dans d'autres conditions d'existence que celles où la force des choses l'a placé.

» A 12 ans, l'enfant de l'industrie étant ce que nous venons de



vous démontrer, il est facile de comprendre pourquoi la loi a adopté cet âge. Les accidents arrivent malheureusement dans l'atelier à tout âge de la vie, le vieil ouvrier n'en est pas plus exempt que le jeune; l'insouciance du danger que lui donne la vue habituelle des machines équivaut presque à l'étourderie inconsciente du jeune ouvrier.

« Nous avons dit que reculer jusqu'à l'âge de 16 ans les limites de l'âge auquel le jeune ouvrier pourrait être admis dans les ateliers à engins dangereux, ce serait attenter à la puissance paternelle; c'est qu'en effet il appartient selon nous au père de famille, et à lui seul, et par droit naturel et par droit d'affection, de disposer du travail de ses enfants et de savoir ce qu'il peut raisonnablement leur abandonner de confiance et de liberté. C'est lui qui est le meilleur juge de leur santé, de la direction à donner à leur cœur, à leur esprit, de leurs aptitudes diverses.

« La civilisation intervient parfois et sagement au point de vue humanitaire dans les diverses relations des éléments sociaux, mais il ne faut pas qu'elle dépasse certaines limites à peine d'exagérer sa bienfaisante mission. Ici l'âge de douze ans ne doit pas, sous peine d'abus, être dépassé, sans outrage pour les droits légitimes du père, chef de sa famille.

« Et puis, n'est-ce pas à lui qu'il appartient de régler le budget hebdomadaire de son foyer? Le salaire quelque minime qu'il soit de l'enfant n'est pas un appoint à dédaigner dans un petit ménage où tout est à compter, où « rien est plus loin de un que « un de mille ». De l'atelier où le travail engendre le salaire, le père peut ensuite conduire son fils à la caisse d'épargne.

« La liberté du travail industriel réclame en outre la présence du jeune enfant à l'atelier. Il est de notoriété certaine que l'état actuel de l'industrie exige qu'elle ne néglige aucune de ses ressources. Les gros ouvrages sont devenus les plus faciles par suite de l'application vulgarisée de la vapeur et ont cessé d'être pénibles même pour les faibles.

« L'enfant est précisément ce précieux élément que recherche l'industriel; il coûte peu, dépense peu et se prête merveilleusement à tout ce qu'on lui demande.

« Nous n'hésitons pas à dire que la suppression complète et instantanée des enfants de moins de 16 ans, dans les chantiers des manufactures et de l'industrie, amènerait une perturbation

incalculable. — Or, en diminuer le nombre, hors de raison, c'est un dommage bien moindre sans doute que celui résultant de leur disparition totale, mais c'est encore un dommage sérieux et dont il faut tenir grand compte.

« Le point important, auquel il faut tenir la main, celui qui donnera satisfaction à toute idée novatrice, c'est que les organes institués pour assurer l'exécution de la loi du 19 mai 1874, s'appliquent avec zèle aux fonctions de surveillance assidue et de répression qui leur sont confiées. C'est d'eux que dépendent tous les bienfaits que cette loi peut produire.

« En surveillant particulièrement la bonne organisation des chantiers de travail, la bonne disposition des ateliers, l'éloignement autant que possible, la séquestration pour ainsi dire des machines dangereuses, l'encastrement ou encorbeillement sous des grillages des agents moteurs, des engrenages, des courroies et autres engins dangereux, ils assurent la sécurité et des enfants et des ouvriers malgré eux, et ce sera là le *nec plus ultra* du but qu'on doit rechercher.

« Pour nous résumer, la loi nous semble parfaitement bonne, si bonne qu'il n'y a plus qu'à bien l'appliquer pour lui faire produire tous ses fruits. »

Après une discussion à laquelle prennent part MM. *Faustin Hélie, Tommy Martin, J. Périn, Ern. Nusse*, le Comité judiciaire décide qu'il n'y a pas lieu de prendre en considération la proposition de M. *Boulard*.

Le Comité judiciaire décide que le rapport de M. *Froger de Mauny* sera inséré dans le procès-verbal de la séance (ce qui vient d'être fait ci-dessus).

*Modifications à introduire dans la loi du 19 mai 1874.* — Le Comité s'occupe ensuite de la question des modifications à introduire dans la loi du 19 mai 1874, grave problème qui figure au nombre de ceux renvoyés à l'examen du Comité.

M. *Nusse*, rapporteur, prend la parole en ces termes :

« Le travail des enfants dans les manufactures est un sujet législatif tout moderne : Le *petit ouvrier* est né à la suite de la révolution économique opérée dans le monde industriel, à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, par l'application de la vapeur comme force motrice dans les usines. Dans la grande production, le rôle du travailleur adulte est changé : au lieu de l'œuvre personnelle de son tour de main, on ne lui demande plus que la direction régula-

trice des machines devenues créatrices. Mais pour certains détails soit que son agilité et la souplesse de ses doigts fussent considérées comme nécessaires, soit que son emploi moins coûteux vînt faciliter les luttes de la concurrence, l'enfant est dans la fabrique en qualité d'auxiliaire de l'homme fait. La famille ouvrière a facilement ratifié cet état de choses, sous l'influence de la misère et de la cherté toujours croissante de la vie; elle a préféré un travail ne formant à aucune profession, mais immédiatement rémunéré, à l'enseignement technique de l'apprentissage, longtemps improductif, mais bien plus fructueux dans l'avenir. Ceux qui ont vu de près l'acuité de ses souffrances diront si, en agissant ainsi, le père fut plus malheureux que coupable.

» Quoi qu'il en soit, l'absence à peu près générale d'enseignement professionnel digne de ce nom, dans l'usine, simplifie beaucoup ici l'œuvre du législateur. Il n'a qu'à réglementer l'industrie de manière à concilier ses intérêts avec la protection due à la personne physique et immatérielle de l'enfant.

» L'Angleterre, qui a la première subi les conséquences de l'introduction des moteurs à vapeur dans l'usine, a eu la glorieuse initiative de signaler ce nouveau terrain législatif aux peuples civilisés. Il serait impossible d'énumérer ici les innombrables *Factory acts* qui s'échelonnent de 1802 à 1874, et qui associent dans la marche progressive du temps les noms illustres de Robert Peel et de Wilberforce.

» L'Allemagne, par sa loi du 21 juin 1869, applicable à tout l'Empire, l'Autriche (lois du 20 décembre 1859 et du 14 mai 1869), certains États de la Confédération de l'Amérique du Nord, notamment le Massachusetts (acte du 1<sup>er</sup> janvier 1875), le New-York (acte du 11 mai 1874), la Russie (ukase de 1874), la Suisse (Loi fédérale du 3 décembre 1877), la Suède (loi du 22 décembre 1846), l'Espagne (loi du 24 juillet 1873), le Danemark (loi du 23 mai 1873), ont noblement suivi ces traces et payé leur dette à la cause commune de la civilisation.

» L'Italie, malgré les travaux d'une Commission officielle et les publications d'écrivains distingués, parmi lesquels se signalent MM. Moïse Amar et Luzzati, la Belgique, en dépit des efforts de certaines associations privées, comme celles de Verviers, de Saint-Nicolas, et des vœux du Congrès de Bruxelles de janvier 1877, n'ont pu aboutir à une loi. Le projet qui réglementait le travail



des enfants dans les mines, voté par la Chambre des députés, est venu récemment échouer au Sénat de Bruxelles. On comprend les difficultés soulevées par de pareilles propositions en des pays censitaires, dont le libéralisme constitutionnel concentre le pouvoir aux mains de la classe bourgeoise et manufacturière. Si défectueuse qu'ait été notre loi de 1841, c'est un grand honneur pour la classe moyenne, maîtresse du pouvoir pendant la durée du Gouvernement de Juillet, d'en avoir eu l'initiative. On sait d'ailleurs que la France a fait un pas signalé dans la voie du progrès par l'adoption de la loi du 19 mai 1874.

» Le nerf et la base de toutes les œuvres législatives modernes, toutes plus ou moins inspirées de l'expérience anglaise, c'est l'inspection *salarlée*, pratiquée dès 1834 dans la Grande-Bretagne, et depuis importée en Prusse, en Saxe, en Suède, en France et en Suisse. Il n'y a plus à en défendre le principe, mais à l'énoncer. L'inspection gratuite est une illusion faisant passer les lois les mieux intentionnées, comme celle de 1841, à l'état de lettre morte.

» Mais l'inspection rétribuée n'est efficace qu'à la condition d'être active, et cette activité repose sur l'organisation effective d'un personnel nombreux. En regard des 55 sous-inspecteurs anglais, la France n'a, sur un territoire plus étendu, que 15 inspecteurs divisionnaires chargés de surveiller huit, neuf et quelquefois dix départements.

» A la vérité, un texte permet aux Conseils généraux de nommer des inspecteurs départementaux salariés par le département et subordonnés hiérarchiquement à l'inspecteur divisionnaire. Mais les documents officiels constatent que, par une économie mal entendue, les Conseils généraux ont presque partout refusé de voter cette dépense. Il est rare que tous les cantons d'un département soient industriels; ce fait n'existe qu'à l'état d'exception. La majorité appartient donc presque partout aux représentants des intérêts agricoles, qui repoussent trop systématiquement l'extension d'une mesure dont le bénéfice profiterait à d'autres qu'à eux-mêmes. Ne conviendrait-il pas qu'une loi conférât à l'État le droit d'inscrire d'office au budget départemental les sommes nécessaires pour l'établissement d'un service local? La vérité ne serait-elle pas suffisamment démontrée, si l'utilité d'une semblable institution ressortait pour la Commission supérieure, souveraine appréciatrice des exigences du droit de l'enfance, d'une

triple enquête pratiquée par le préfet, l'inspecteur d'académie et surtout l'inspecteur divisionnaire du travail de l'enfant ?

« Le corps des inspecteurs a besoin, non-seulement de soldats, mais d'un général. Par un motif d'économie, on n'a pas institué d'inspecteurs généraux qui eussent centralisé l'exécution de la loi, comme le font les inspecteurs en chef d'Angleterre. Une direction venant du Ministre ou de son secrétaire général part de trop haut pour s'affirmer utilement, l'attention de ces deux personages étant distraite par des soins multiples et variés. Deux inspecteurs généraux, l'un pour le Nord, l'autre pour le Midi, tiendraient compte des besoins divers de ces deux régions et donneraient à l'action de la loi la forte impulsion d'ensemble qui lui manque.

« Cette création aurait une autre utilité : le contrôle souverain de l'inspection a été confié à la Commission supérieure. Ce corps collectif et délibérant ne saurait montrer à cet égard l'énergie qu'auraient certainement déployée des fonctionnaires responsables. Elle n'a d'autres éléments d'information que les rapports des Commissions locales, dont la nullité dans l'exécution constitue la plaie vive de la loi du 19 mai 1874. Ces Commissions dont on ne trouve l'équivalent en dehors de la France qu'en Espagne devaient surveiller l'action de la loi et contrôler le service des inspecteurs. En fait, sauf à Paris, où elles se sont énergiquement révélées, elles n'existent que sur le papier. Cependant, l'idée qui avait inspiré leur création semblait devoir être féconde. Imitation industrielle de la délégation cantonale scolaire, elles rendaient l'inspection permanente pendant les tournées des fonctionnaires rétribués en voyage. Malheureusement, on a ajouté à cette mission celle de contrôler l'inspection. On croyait ainsi combler la lacune résultant de la non-existence d'inspecteurs généraux, et l'on n'a établi qu'une éventualité de conflit avec les agents rétribués, et un fonctionnement irrégulier et défectueux. Les vices de cette organisation éclatent d'une manière manifeste : Un contrôle n'est sérieux qu'à la condition d'émaner d'un supérieur dirigeant, et les Commissions n'ont aucune prédominance sur l'inspecteur. De plus, un contrôle doit être inspiré par un système de critique un et homogène, et le ressort dans lequel rayonne l'inspecteur comprenant un grand nombre de circonscriptions de Commissions locales, il en résulte que le prétendu contrôle, s'il s'effectuait, ne procéderait d'aucun esprit

d'ensemble et se perdrait dans la diversité même de son exercice diffus et disséminé.

» C'est moins là, encore une fois, la défectuosité propre des Commissions locales que la funeste conséquence du faux système qui a voulu en faire des inspectrices générales au petit pied. Mais, à un autre point de vue, le rôle qui leur revenait essentiellement, la surveillance de l'exécution de la loi dans l'industrie, a été altéré par le mode fâcheux de leur composition et les défauts de leur recrutement.

» Leur personnel a été choisi parmi des hommes honorables, souvent étrangers à l'industrie, inconvénient qu'une pratique sérieuse eût rapidement fait disparaître, mais ayant cherché plutôt un titre ou une distinction honorifique qu'un sérieux emploi de leur activité. La forme de l'anonymat s'est merveilleusement prêtée à cette mollesse. L'indifférence de chacun s'est noyée dans l'apathie absolue de la commission. Le remède est donc à côté du mal : l'adjonction de pères de famille ouvriers, plus intéressés que qui que ce soit à la pratique d'une loi qui protège leurs enfants, stimulerait par l'émulation le bon vouloir de tous et réveillerait des zèles, nous aimons à le croire, plutôt assoupis qu'inexistants. L'alternance des visites émanant des membres ouvriers et non ouvriers empêcherait les partis pris passionnés ; les constatations contradictoires seraient élucidées par la révision collective de l'Assemblée. Ainsi se réaliserait une nouvelle application de cette organisation mixte qui a si bien réussi dans les Tribunaux de prud'hommes, et dont l'extension serait un gage d'apaisement social. Enfin, la responsabilité du membre de la Commission locale serait mise en relief si son pouvoir et ses devoirs dériveraient d'une mission personnelle, non d'un mandat de la Commission, en un mot s'il était *commissaire* plutôt que délégué d'une commission. Cette modification dans la nature des pouvoirs conférés n'empêcherait point d'ailleurs les réunions ou délibérations nécessaires du corps tout entier.

» Il ne suffit pas qu'un corps d'inspecteurs existe ; il faut encore qu'il sache où porter ses efforts. Cette tâche, aisée en dehors des villes, devient très-difficile dans les centres populeux. Assurément, les grands industriels arborent fièrement le drapeau du travail sur leurs usines et attendent le front haut des visites dont leur conscience est assurée de n'avoir rien à redouter.



Mais il y a l'atelier pour ainsi dire occulte et clandestin, improvisé dans quelque recoin obscur d'un quartier éloigné ; c'est là que certains patrons de la petite industrie, parfois des ouvriers travaillant chez eux à leurs pièces, exploitent la misère d'un enfant dont ils surmènent la faiblesse. La petitesse même de leurs établissements les garantit des recherches des agents de la loi en les dissimulant à tous les regards. Ne conviendrait-il pas mieux que toute personne employant des enfants fut tenue d'en faire sous les peines de droit la déclaration préalable ? En Danemark, en Allemagne, nous ne disons pas que ces sages prescriptions ne trouvent pas de récalcitrants, mais du moins la répression suit immédiatement la découverte, et le plus souvent la crainte du châtimement provoque des déclarations spontanées facilitant la formation de la liste des ateliers à visiter. Un statut de cette nature, combiné avec un relevé officiel administratif, toujours tenu au courant des établissements employant des enfants, est donc le préliminaire indispensable de toute mise à exécution d'une loi de protection.

» L'agent de la loi, ainsi éclairé, pénétrera partout où il y a de jeunes travailleurs occupés à des travaux industriels : dans les établissements de bienfaisance, dans les manufactures de l'État ou dans les prisons. La loi doit régir indistinctement tous les citoyens. A supposer qu'elle s'arrête devant le foyer de famille, où l'amour paternel combat l'esprit de spéculation, on n'assimilera pas à la famille l'ouvrier, l'orphelinat. La charité, justement fière de ses œuvres, ne peut méconnaître le droit dont les respects lui sont acquis : vertu divine, elle perd de son prestige en réclamant sur la terre des privilèges ou des immunités. Quant à l'État, si haut qu'il soit placé, il est dominé par la loi. Il doit donc donner aux citoyens l'exemple de l'obéissance. Ainsi l'entend la Couronne anglaise, qui assure aux agents l'accès de ses manufactures.

» En pénétrant dans l'atelier, nous insisterons sur sa sécurité, assurée par l'emploi des engins protecteurs de toute nature si ingénieusement groupés par *M. Engel-Dollfus* à l'Exposition universelle. Lorsque les précautions les plus minutieuses n'ont pu empêcher les accidents de fabrique, nous demandons, conformément à la pratique anglaise, allemande et suisse, que la plus large publicité soit donnée par les journaux officiels aux rapports qui les constatent. Ce serait une mesure d'administration bien mesquine que celle qui chercherait à tenir ces terribles événements

ignorés du public. Plus ils seront connus, plus l'esprit des inventeurs, spécialement des ouvriers habitués à soutenir le choc des engrenages de ces puissantes mais dangereuses machines, s'ingéniera à chercher des combinaisons qui restreignent de plus en plus le nombre des déplorables victimes que l'industrie prélève annuellement sur le producteur.

» Vous vous étonnerez peut-être que la question qui vous est soumise ne traite pas le travail des femmes, mais seulement celui des filles mineures. Cette restriction est, suivant nous, fondée. Tout en admirant l'Angleterre qui a fermé la manufacture à la femme par des considérations très-élevées, nous remarquons qu'elle n'a pris cette résolution qu'en 1844. Nous ne sommes pas certains, dans les conditions de la vie actuelle, que l'enfant en bas âge et la famille ouvrière ne souffrissent point beaucoup plus du défaut de salaire de la mère que de son absence du logis. Si l'âge inconscient de l'enfant nous autorise à réglementer chez lui la liberté du travail, nous ne voudrions pas porter atteinte à ce grand principe en la personne de la femme autorisée de son mari. Nous avons la conviction que son amour maternel lui tracera les bornes qu'elle ne doit pas excéder. Tout au plus pourrait-on, à l'exemple de la Suisse et de l'Autriche, lui fermer momentanément l'usine pendant les quelques semaines qui précèdent ou suivent l'accouchement. Durant cette période, il y a peut-être une situation physiologique qui donne au repos une importance d'ordre public. — Quant à la jeune fille mineure, la surveillance de sa moralité et la délicatesse de sa constitution justifient un supplément de protection législative qui, cessant pour l'homme à seize ans, se continue en faveur de l'adolescente jusqu'à vingt et un ans.

» Nous arrivons aux intéressantes questions de la police du travail : âge d'admission, durée du labeur quotidien, emploi de nuit ou les jours fériés, etc. — Ces questions, soulevées par tous les législateurs, reçoivent dans chaque pays des solutions différentes. La limite d'âge d'entrée à l'usine pour le jeune ouvrier se meut entre 8 et 14 ans. La protection, graduée suivant l'état de faiblesse physique, se divise en deux périodes : la première de 8 à 10, 10 ans à 12, 13 et 14 ans, la seconde de 12, 13, 14 à 15, 16, 18 ans. Pendant la première période, l'enfant est occupé de 6 h. à 6 h. 1/2 par jour, et pendant la seconde de 10 h. à 12 h. entrecoupées de repos. Tel est le tableau succinct des législations. —

La loi française de 1874 a fixé à 12 ans l'âge d'admission, avec journée complète de 12 h. Mais, dans quatorze industries qui jouissent du privilège d'occuper l'enfant de 10 à 12 ans, on consacre le système du demi-temps, qui donnant pour auxiliaires à une équipe d'ouvriers deux équipes d'enfants se relayant alternativement, partage heureusement la journée entre l'usine et l'école.

» En général, nous rencontrons absolue l'interdiction du travail de nuit et des jours fériés. La loi française du 19 mai 1874 édicte cette prohibition, en admettant toutefois deux exceptions limitées à six nuits par quinzaine, et portant sur le cas de chômage et les usines à feu continu.

» Vous savez que le législateur français, devançant partiellement la décision si attendue d'une loi sur l'obligation de l'enseignement primaire, a appliqué cette règle salubre aux enfants de l'industrie en rendant le patron pénalement responsable des infractions. L'école doit être fréquentée : 1<sup>o</sup> par les enfants de 10 à 12 ans admis dans les quatorze industries privilégiées ; 2<sup>o</sup> par ceux de moins de 15 ans qui ne sont pas porteurs du certificat primaire. A côté du principe, nous voudrions voir une sérieuse application. Vous vous associerez donc, peut-être, au vœu que nous formons de voir les écoles publiques de demi-temps s'ouvrir partout, et spécialement dans toutes les régions de la France industrielle, et y propager cette révolution scolaire, que lord Brougham a si éloquemment célébrée.

» Il est enfin deux propositions de modifications à la loi du 19 mai 1874 sur lesquelles vous avez déjà statué.

» A votre séance du 10 février dernier, vous avez décidé qu'il était nécessaire de demander au législateur une disposition rectificative de l'article 14, indiquant qu'il y a lieu de soumettre aux sanctions pénales les accidents causés par des machines mises en mouvement par des moteurs animés, spécialement la main de l'homme.

» Au commencement de cette séance, vous avez rejeté une proposition dont le but était d'interdire les travaux dangereux à tous les jeunes gens de moins de 16 ans.

» Enfin, de la comparaison des lois de 1851 et de 1874, pourront ultérieurement résulter des constatations d'autonomie justifiant d'autres propositions de modifications.

» C'est sous le bénéfice de ces réserves portant soit sur des déci-



sions acquises, soit sur des discussions à venir que le présent rapport est déposé devant vous.

Le Comité vote l'impression du rapport de M. Nusse.

Une discussion s'engage sur ce rapport.

M. *Tommy Martin* remarque que certaines des questions posées, si elles étaient résolues affirmativement, auraient pour conséquence d'aggraver le sort des industriels. Il ne croit pas que cette addition de réglementation soit désirable, et fait une contre-proposition générale tendant à exempter, au bout d'un certain délai, de la surveillance un peu tracassière des inspecteurs des manufactures, les manufacturiers reconnus par l'inspection comme imprimant à leurs établissements une bonne direction sous le rapport du travail des enfants, sauf à les replacer sous la surveillance légale, si des abus se manifestaient.

Il ajoute qu'il est absolument inutile d'étendre l'inspection aux manufactures de l'État, puisque les directeurs sont des fonctionnaires soumis à la stricte observation des règlements.

M. *J. Périn* n'admet pas que la bonne conduite dans le passé soit une garantie suffisante d'impeccabilité dans l'avenir.

M. *Ern. Nusse* ajoute qu'il ne peut y avoir d'exemption du droit commun, et que l'État manufacturier peut très-bien subir des inspections auxquelles est soumis l'État financier ou enseignant.

M. le Président *Faustin Hélie* fait ses réserves sur la proposition de M. *Tommy Martin* en ce qu'elle pourrait nuire au principe d'égalité des citoyens devant la loi.

L'heure avancée et la multiplicité des questions soulevées par le Rapport en font ajourner la discussion à la prochaine séance.

Toutefois M. le Président *Faustin Hélie* croit pouvoir résumer, dès à présent, le terrain du débat :

1° *Contre-proposition de M. Tommy Martin :*

Y a-t-il lieu de déclarer qu'après un stage d'une durée à déterminer, le manufacturier jugé irréprochable serait affranchi de la surveillance légale.

2° *Questions soulevées par le Rapport :*

A. Y a-t-il lieu de décider que l'État devrait avoir le droit d'inscrire au budget départemental d'office les sommes nécessaires

pour la création d'un service local d'inspection, sur l'avis conforme de la Commission supérieure après enquête du préfet, de l'inspecteur d'académie et de l'inspecteur du travail des enfants?

B. Y aurait-il lieu de créer un inspecteur général? En cas d'affirmative, conviendrait-il d'établir un ou deux fonctionnaires?

C. Les Commissions locales devraient-elles être modifiées : 1° dans leur composition par l'admission dans une certaine mesure de l'élément ouvrier? 2° dans l'essence du pouvoir de leurs membres devenu propre au lieu d'être l'émanation d'une assemblée?

D. La loi devrait-elle exiger la déclaration préalable par l'industriel de l'intention où il est d'employer des enfants ou des filles mineures? — Cette déclaration devrait-elle être combinée avec la rédaction d'un relevé administratif perpétuellement tenu à jour?

E. L'agent de la loi doit-il être autorisé à entrer partout où travaillent des enfants sauf dans la maison paternelle où l'enfant travaillerait seul sous les yeux du père? — Doit-il avoir entrée : 1° dans les manufactures de l'État; 2° dans les prisons; 3° dans les ouvroirs ou établissements de charité?

F. La publicité doit-elle être donnée par les journaux officiels aux accidents de fabrique?

G. Y a-t-il lieu d'étendre les écoles publiques de demi-temps dans toutes les régions industrielles de France?

— Le Comité décide que les élections des membres de son bureau auront lieu, comme par le passé, à la rentrée de l'année judiciaire.

La prochaine réunion aura lieu le lundi 5 mai 1879.

Dans cette séance, le Comité examinera, s'il en a le temps, l'étude des améliorations qui pourraient être introduites dans la loi de 1851 sur l'apprentissage. — M. Ern. Nusse, rapporteur.

La séance est levée à 4 heures 1/2.

---

#### *Séance du lundi 5 mai 1879.*

(Procès-verbal communiqué par M. G. JORET-DESCLOSIÈRES, secrétaire.)

Présidence de M. *Faustin HÉLIE*, juge au Tribunal civil de la Seine.

Sont présents : MM. *Milliot, Nusse, Tommy-Martin, Jules Périn, Joret-Desclosières*, secrétaire.

— Le procès-verbal de la séance précédente, rédigé et lu par M. Nusse, est adopté.

— M. J. Périn, secrétaire de la Société, communique la correspondance reçue depuis la dernière séance, notamment une demande d'avis adressée par un des membres de la Société relativement à l'exécution d'un contrat de louage d'ouvrage (1).

M. Nusse déclare que, d'accord avec M. le secrétaire J. Périn, il a été répondu à notre correspondant et collègue, en lui faisant connaître, notamment, que la Cour de cassation, 7 août 1877, a décidé : que la clause d'un règlement d'atelier, d'après laquelle les salaires des ouvriers doivent être réglés et payés à des époques déterminées, constitue, entre les intéressés, une convention qui a pour but d'assurer la régularité et l'exactitude des paiements, et qui n'a rien de contraire à l'ordre public ; elle doit donc être rigoureusement observée. (*Annales des Justices-de-paix*, 1879, p. 120.)

— M. J. Périn communique plusieurs documents de Jurisprudence relatifs à des accidents de fabrique (Voy. ci-après, aux *Annexes*).

— M. le Président, avant d'aborder l'ordre du jour de la séance, appelle l'attention du Comité sur deux points.

Le premier est relatif à la proposition de M. Martin Nadaud, député, concernant la création d'Écoles industrielles. Ce projet,

---

(1) Voici les termes de cette lettre :

Saillans (Drôme), 18 avril 1879.

Je suis un de vos sociétaires, et connaissant les conseils que vous avez donnés à plusieurs de mes collègues relativement à leurs difficultés avec leurs ouvriers, je viens vous prier de me venir en aide.

Je suis fabricant de soieries, et voici ce dont il s'agit.

Mon règlement affiché dit que : toute ouvrière ne pourra quitter l'usine, sans prévenir huit jours d'avance ; néanmoins si ces huit jours ne suffisent pas pour finir la pièce qu'elle a sur le métier, elle est tenue de la finir ou je ne la paye pas. Mon règlement ne fait-il pas loi ?

Une ouvrière prétend qu'elle ne doit me laisser que sa huitaine et non pas finir sa pièce. M. le Juge-de-paix dit qu'elle a raison, et me fait assigner. Ne pourriez-vous m'envoyer des renseignements sur lesquels je m'appuierais, des arrêts précédents, par exemple.

Comptant. Monsieur, sur votre bienveillance pour les industriels, je vous prie de me répondre le plus tôt possible, attendu que je suis assigné pour mardi.

Veuillez agréer, avec mes remerciements, l'assurance de mon dévouement le plus profond,

P.-A. MERLE, fabricant de soieries. »



très-modifié et réduit à la simple intervention de l'État pour soutenir par des subventions les écoles nées de l'initiative individuelle ou de délibérations prises par les assemblées départementales ou communales, a été voté par la Chambre des députés; il est maintenant devant le Sénat. *M. le Président* demande si le Comité croit devoir s'occuper à nouveau de cette question, qui avait fait l'objet d'un rapport étendu de *M. Nusse*. Le Comité estime que, dans les termes où la question se trouve aujourd'hui formulée, il n'y a rien de plus à ajouter aux critiques et observations qu'il avait précédemment proposées sur le projet primitif. Bien que le nouveau texte laisse prise encore à certaines critiques importantes, un grand nombre des inconvénients signalés ont disparu, et le Comité judiciaire de la Société de protection est heureux de voir que la Chambre des députés, en modifiant considérablement la rédaction proposée par *M. Nadaud*, a consacré des principes essentiels à la bonne administration de l'État et à la sage gestion des finances.

*M. Tommy Martin* propose de faire distribuer à la Commission du Sénat le rapport de *M. Nusse* et les discussions que ce travail avait fait naître dans le Comité judiciaire de la Société de protection. — Cette proposition est adoptée.

*M. le Président* passe au deuxième point de vue, dont il voulait entretenir le Comité. Un congrès a été tenu, récemment, à Paris sous le nom de réunion des *Cercles d'ouvriers de France*. Il y a eu six ou sept séances présidées par *M. de Mun* et auxquelles assistaient des délégués de tous les Cercles catholiques. Ce congrès a été clôturé, hier, par une cérémonie religieuse à Notre-Dame. On a traité, paraît-il, dans ce Congrès, diverses questions relatives à l'apprentissage, et les discussions devront être reproduites dans le journal spécial de l'Association.

*M. le Président* invite *M. le Secrétaire* de la Société à se renseigner à ce sujet et à fournir au Comité des indications sur les travaux de ce Congrès.

*M. Périn* répond qu'il déférera à ce désir.

— L'ordre du jour appelle la discussion de la contre-proposition formulée par *M. Tommy Martin* contre les conclusions du rapport de *M. Nusse* et ainsi conçue : « Y a-t-il lieu de déclarer qu'après un stage d'une durée à déterminer le manufacturier, jugé irréprochable, serait affranchi de la surveillance légale? »

M. *Tommy Martin* appuie sa proposition des considérations suivantes :

Le législateur s'est préoccupé de protéger l'enfance ouvrière, en empêchant que le jeune apprenti ne fût déformé au moral, et au physique par les conditions ou l'excès du travail dans l'atelier ou la manufacture. La preuve que le législateur n'a eu en vue que les excès commis par la cupidité privée et l'insouciance de certains industriels pour la faiblesse de l'enfant, c'est qu'il a dispensé de la surveillance tous les établissements agricoles où les excès sont moins à craindre et les établissements industriels réputés par leur organisation même à l'abri de tout soupçon, par exemple les manufactures de l'État, les prisons, les maisons de charité, laïques ou religieuses. Pourquoi vouloir persister à maintenir l'inspection là où il sera manifestement prouvé que cette surveillance n'est pas nécessaire ? L'application de la loi, il ne faut pas se le dissimuler, a rencontré une vive opposition. Il faut prendre garde de contrarier le résultat que le législateur a voulu obtenir. Les industriels troublés par une surveillance vexatoire pourraient renoncer à l'emploi des enfants dans leurs ateliers. Ce mal, on l'évitera, en faisant confiance aux manufacturiers vigilants et humains, et les dispensant de la surveillance légale, lorsqu'ils auront manifestement fait preuve de sollicitude pour leurs apprentis. Qu'une plainte s'élève, une enquête dira si la surveillance doit être reprise.

M. *le Président* répond que cette modification serait contraire aux règles générales de l'égalité des citoyens devant la loi. Nul ne peut être dispensé d'obéir aux prescriptions légales, ce serait ouvrir la porte à l'arbitraire administratif.

M. *Nusse* estime qu'en procédant par assimilation, en voulant étendre à l'industrie privée des exceptions admises pour des établissements qui bénéficient d'une prescription légale, notre collègue dépasserait le but cherché, qui a été de surveiller le travail de l'enfance ouvrière partout où peut s'introduire le danger d'une spéculation privée.

M. *Tommy Martin* insiste et dit que, la loi qui organise la surveillance des ateliers dans l'intérêt de l'enfance, étant une loi d'exception, elle doit, autant que possible, être limitée et restreinte aux exploitations qui, soumises aux nécessités impérieuses de la concurrence, sont réputées ne pas obéir aux sentiments humains ; en un mot, la loi vise les industries qui n'ont pas

d'âme. Notre honorable collègue M. Nusse a assimilé l'inspection du travail des enfants à l'inspection des Finances ou de l'Université; c'est un peu jouer sur les mots: les inspecteurs des Finances et de l'Université sont les supérieurs hiérarchiques de ceux qu'ils inspectent, tandis que les inspecteurs du travail des enfants sont, pour les patrons, de véritables commissaires de police, et les établissements mis en surveillance ressemblent quelque peu à ces condamnés soumis à la surveillance de la haute police.

La proposition de M. Tommy Martin, mise aux voix, n'est pas adoptée.

Passant aux questions soulevées par le rapport, le Comité décide, sur la question A, après discussion, qu'il n'y a pas lieu de proposer que l'État ait le droit d'inscrire d'office au budget départemental les sommes nécessaires pour la création d'un service d'inspection; que adopter la possibilité de l'inscription d'office, ce serait déroger à la loi de 1874, qui a entendu simplement ouvrir une faculté aux départements; qu'on ne doit pas leur forcer la main; si les Commissions locales ont le droit de surveillance, elles ne peuvent dresser des procès-verbaux, et, si elles reconnaissent la nécessité de recourir à ce moyen, elles peuvent réclamer l'intervention du commissaire de police; qu'on ne peut d'ailleurs perdre de vue que l'idée des inspecteurs départementaux facultatifs n'a été introduite dans la loi qu'en troisième lecture.

La question E est ensuite examinée. Elle est ainsi conçue : « L'agent de la loi doit-il être autorisé à pénétrer partout où travaillent des enfants. sauf dans la maison paternelle où l'enfant travaillerait seul sous les yeux du père? L'agent de la loi doit-il avoir entrée: 1° dans les manufactures de l'État; 2° dans les prisons; 3° dans les ouvroirs ou établissements de charité?

M. Tommy Martin est d'avis que l'inspection ne doit être étendue à aucun de ces cas. L'esprit de la loi est celui-ci : surveillance là où il y a présomption que le travail n'est pas exécuté dans des conditions protectrices pour l'enfant. Multiplier la surveillance, c'est décourager les bonnes dispositions qui existeraient en faveur de l'enfant ouvrier.

Or, dans les ateliers de l'État, la bonne organisation du service est une garantie; pour les ateliers de famille et les établissements



de charité, l'esprit même qui les inspire donne l'assurance qu'ils ne laisseront rien à désirer.

MM. J. Périn, Desclosières et Milliot ne partagent pas cet avis. La surveillance est indispensable partout où il y a emploi de machines; les nécessités de la production, les besoins du service, une certaine insouciance que la pratique de chaque jour engendre au milieu du travail même le plus périlleux, peuvent causer des omissions, des négligences très-regrettables. Soumis à une surveillance, les établissements dont s'agit seront plus vigilants. En ce qui concerne les ateliers de famille, M. le Président est d'avis de restreindre les dispositions au cas où le chef de famille emploierait, avec ses propres enfants, des enfants étrangers.

Sous le bénéfice de ces observations, la question E est résolue affirmativement à la majorité des membres du Comité.

— M. J. Périn signale au Comité que M. G. Maurice, inspecteur divisionnaire du département de la Seine, vient de publier un *Guide pratique de l'Inspecteur du travail des enfants et des filles mineures dans l'industrie*. C'est une 2<sup>e</sup> édition de celui préparé en 1873, en vue d'initier les inspecteurs divisionnaires aux nombreux détails de leur service; cette nouvelle édition, augmentée, a été faite pour être mise aux mains du nouveau personnel de l'inspection départementale de la Seine.

M. Périn met sous les yeux du Comité judiciaire une *Étude sur l'Instruction primaire obligatoire des enfants employés dans l'industrie*, d'après la loi du 19 mai 1874, par M. Dournel (extraite du Bulletin, de juillet 1878, de la Société industrielle d'Amiens).

M. Dournel, président du Comité d'économie politique et sociale de cette Société, a lu ce travail à son assemblée générale du 6 mai 1878 (1).

M. Périn se propose de revenir sur cette publication.

M. Périn ajoute qu'ayant appris que M. J. Barret avait publié une brochure intitulée : *Quelques réflexions sur la Réglementation du travail des enfants et sur l'instruction obligatoire au point de vue religieux* (Le Puy, imp. Marchesson; in-8°, 28 p.), il a écrit à l'auteur pour lui exprimer le désir de

---

(1) M. Dournel a bien voulu adresser deux exemplaires de son travail, l'un à M. J. Périn et l'autre à M. Nusse.

la recevoir et que M. Barret s'est empressé de la lui adresser ; selon le désir exprimé par le Comité (voy. ci-dessus), il est en mesure de l'analyser.

M. Barret rappelle que la loi du 22 mars 1842 ne trouva pas, dans les commissions instituées pour veiller à son application, l'appui qu'elle devait en attendre, mais il se montre confiant dans l'exécution de la loi du 19 mai 1874. Il énumère les avantages qui paraissent devoir ressortir des dispositions de cette dernière loi : désormais le père de famille qui voudra assurer du travail à son enfant se verra obligé de s'acquitter de l'obligation, corrélatrice de la paternité, de lui faire donner l'instruction nécessaire pour être admis dans l'atelier d'un patron. L'auteur examine la difficulté qui pourra résulter, pour certaines familles ouvrières, de leur état de gêne et souvent de misère absolu, de se passer du produit minime du labeur de leurs jeunes enfants ; car, dit-il, celles des villes n'ont pas les ressources qui s'offrent à celles des campagnes : d'occuper les enfants à de petits services domestiques, tels que la garde des bestiaux ; il craint que la charge de la famille, rendue ainsi plus lourde n'ait pour conséquence une diminution dans la population ouvrière de notre pays ; il signale aussi le danger que présentera le vagabondage de l'enfant jusqu'à l'âge où il pourra être admis à la manufacture. L'instruction obligatoire est préconisée comme un remède infaillible ; dans les villes, pendant l'intervalle des leçons de l'école, l'enseignement demi-professionnel paraît pouvoir retenir utilement l'enfant, ce qui est moins nécessaire dans les campagnes où l'enfant est généralement employé à ces soins dont nous venons de parler. A propos du programme de l'instruction primaire, l'auteur de la brochure que nous analysons se prononce en faveur de l'enseignement des principes religieux. La religion, base de toute morale, doit être, selon lui, comprise dans l'enseignement primaire ; point d'instruction sans éducation, pas d'éducation sans religion. Il s'appuie sur de nombreuses citations de philosophes : Voltaire, Mirabeau, Proud'hon, etc., qui ont reconnu cette vérité. L'impossibilité physique et morale, pour le père de famille ouvrier, de donner par lui-même l'instruction religieuse à son enfant est trop manifeste pour avoir besoin de démonstration.

M. Tommy Martin fait observer que M. Barret paraît commettre une erreur, lorsqu'il parle du projet de supprimer l'ins-

truction religieuse dans les écoles primaires. Il n'existe pas, à vrai dire, d'enseignement religieux spécial dans les écoles; il est donné à l'église par le curé ou à l'oratoire par le ministre protestant, l'instituteur n'enseigne pas la religion; il se borne le plus souvent à faire apprendre le catéchisme comme une leçon pour préparer les enfants aux exercices de la première communion; mais il s'agit alors d'une simple récitation et non d'un enseignement qui comporte explication et commentaire. M. T. Martin estime donc qu'au fond des ardentes discussions qui sont soulevées aujourd'hui, il y a beaucoup d'exagération et d'inexactitude.

M. Faustin Hélie interprète la loi de 1833 sur l'instruction primaire dans un sens très-différent en ce qui concerne l'enseignement religieux. Il pense que le but du législateur dans cette loi, ensuite confirmée par la loi de 1850, a été de faire donner l'instruction religieuse dans les écoles publiques, et il regrette que ces deux lois, dans un sujet aussi grave, aient été souvent exécutées avec mollesse.

M. J. Périn fait part au Comité de l'intérêt qu'il a trouvé dans la lecture de l'*Enquête décennale sur les institutions d'initiative privée destinées à favoriser l'amélioration de l'état matériel et moral de la population dans la Haute-Alsace*, 1878; publication qu'il a reçue de M. Fr. Engel-Dollfus.

— La prochaine séance est fixée au lundi 7 juillet.

L'ordre du jour comprendra la suite de la discussion sur la loi du 19 mai 1874 rapport de M. Nusse sur la loi relative à l'apprentissage.

### JURISPRUDENCE

TRAVAIL DE NUIT. — *Industrie non comprise dans celles spécifiées par le décret des 22-24 mai 1875. (Enfant blessé; responsabilité).*

Les dispositions de l'article 6 de la loi du 19 mai 1874 sur le travail des enfants dans l'industrie, qui, par exception à la prohibition édictée par l'article 4 de cette loi, autorise l'emploi à un travail de nuit des enfants de moins de seize ans, dans les usines à feu continu, ne sont applicables qu'à celles de ces usines qui sont spécifiées par le décret des 22-24 mai 1875 ayant pour objet de réglementer l'exécution des articles 4, 5 et 6 de ladite loi.



Ainsi les *soudières*, bien qu'elles constituent des usines à feu continu, n'étant pas comprises dans la nomenclature donnée par le décret précité, restent soumises à l'article 4 de la même loi, lequel défend d'employer à aucun travail de nuit les enfants n'ayant pas seize ans révolus.

Le maître qui, malgré la défense de l'article 4, a confié, dans une *soudière*, un travail de nuit à un enfant de moins de seize ans, est responsable, pour inobservation des règlements, des accidents dont cet enfant a été victime, encore que l'accident ne soit pas la suite du travail auquel l'enfant était proposé, mais bien celle de sa propre imprudence.

MM. Solway et C<sup>ie</sup> exploitent à Dombasle une fabrique de soude où était employé à un travail de nuit Joseph Huguet, enfant de quatorze ans. Ces industriels se servent d'un tonneau placé sur un train et tiré par un cheval pour amener dans leur usine l'eau destinée à abreuver leurs ouvriers. Dans la nuit du 17 janvier 1877, Joseph Huguet sortait de l'atelier où il était occupé pour remplir d'eau un bidon à ce tonneau placé dans la cour et maintenu horizontalement, en avant par une chambrière et en arrière par un tréteau : l'eau congelée dans le tonneau ne s'échappant pas par le robinet que Joseph Huguet avait ouvert, celui-ci, pour en provoquer l'écoulement, s'avisa, afin d'incliner le tonneau en arrière, d'enlever le tréteau qui le soutenait de ce côté. Dans cette manœuvre, il fut renversé, contusionné à la poitrine et eut la cuisse cassée.

A la demande en dommages-intérêts dirigée contre eux au nom du mineur Huguet, MM. Solway et C<sup>ie</sup> répondaient que le préjudice dont il avait souffert n'était le résultat d'aucune faute qui leur fût imputable.

Le Tribunal, pensant qu'il suffisait que la présence et l'emploi de Joseph Huguet dans leur usine pendant la nuit, ait eu lieu en contravention de la loi du 19 mai 1874, et du décret réglementaire du 24 mai 1875, pour que leur responsabilité fût engagée, a rendu le jugement suivant :

« Le Tribunal,

Vu les articles 4 et 6 de la loi du 19 mai 1874 lesquels sont ainsi conçus :

« Art. 4. Les enfants ne pourront être employés à aucun travail de nuit, jusqu'à l'âge de 16 ans révolus. »

« Art. 6. Néanmoins dans les usines à feu continu, les enfants pour-

ront être employés la nuit ... aux travaux indispensables : les travaux tolérés et le laps de temps pendant lequel ils devront être exécutés, seront déterminés par des règlements d'administration publique. »

Vu l'article 1<sup>er</sup> du décret des 22-24 mai 1875, portant règlement d'administration publique pour l'exécution des articles 4, 5 et 6 de la loi du 19 mai 1874, relative au travail des enfants dans les manufactures (travail de nuit), ledit article ainsi conçu : « Les enfants du sexe masculin de 12 à 16 ans peuvent être employés la nuit, dans les usines à feu continu dont la nomenclature suit : Papeteries, sucreries, verreries, usines métallurgiques » ;

Attendu que le rapport d'expertise déposé au greffe de ce siège, le 7 août 1878, constate : 1<sup>o</sup> que l'accident survenu au jeune Huguet, le 18 janvier 1877, s'est produit à une heure du matin ; 2<sup>o</sup> qu'à ce moment, la victime était de « service de nuit », avec mission de surveiller des niveaux d'eau ;

Attendu que la soudière de Varangevill-Dombasle constitue bien en fait une usine à feu continu ; mais que, n'étant pas comprise dans l'énumération que porte l'article 1<sup>er</sup> du décret des 22-24 mai 1875, elle ne pouvait admettre au travail de nuit aucun enfant au-dessous de l'âge de 16 ans révolus ;

Attendu que Joseph Huguet est né le 27 février 1863, ainsi que le constate son livret qui porte un certificat signé par Solway et C<sup>ie</sup>, et son acte de naissance ;

Attendu qu'au jour de l'accident (18 janvier 1877), ledit Huguet n'avait pas encore accompli sa quatorzième année ; que, par suite, cette violation manifeste de la loi engage à elle seule et indépendamment de toute autre faute légalement imputable, la responsabilité de la société défenderesse ;

Qu'il est donc superflu de rechercher si Solway et C<sup>ie</sup> n'auraient pas commis quelque imprudence ou négligence dans la disposition, soit des abords de la charrette sur laquelle était placé le tonneau, soit de ce que ce tonneau lui-même, qui était destiné à désaltérer les ouvriers, et qui, se trouvant dans la cour, à ciel ouvert, ne donnait pas d'eau par suite de la gelée ;

Qu'il est également inutile de rechercher si Huguet n'aurait pas, de son côté, commis quelque imprudence en enlevant le tréteau qui soutenait l'arrière de la charrette et en inclinant le châssis dans le but de provoquer l'écoulement de l'eau dans le robinet ;

Attendu que tous ces points secondaires sont dominés par l'infraction initiale que Solway et C<sup>ie</sup> ont commise en employant à un service de nuit un enfant au-dessous de l'âge de 16 ans révolus, qui ne devait, sous aucun prétexte, travailler à pareille heure dans leur usine ;

Attendu que l'accident a occasionné à Huguet une fracture de la

cuisse gauche et une violente contusion, avec épanchement pleurétique du côté droit; qu'à la date du 24 août 1878 un médecin constatait : 1<sup>o</sup> que la marche du blessé était pénible avec une certaine claudication et un léger raccourcissement du membre; 2<sup>o</sup> qu'un peu de frottement pleural et de voussure existent à gauche de la poitrine, accompagnés de douleurs de temps en temps; 3<sup>o</sup> que la santé générale était satisfaisante; que néanmoins l'accident a laissé des suites qui obligent Huguet à ne s'occuper que d'un travail peu fatigant, la marche et les efforts exaspérant l'incommodité dont il se plaint;

Attendu qu'il est certain que, dans l'avenir, le demandeur subira forcément une diminution sur le gain qu'il aurait pu retirer normalement de son travail; que la réparation civile qui lui est accordée aura précisément pour but et pour objet de compenser cette diminution;

Attendu qu'au lieu d'allouer un capital une fois versé, il paraît préférable d'accorder une pension viagère dont les arrérages, s'acquérant jour par jour, représenteront beaucoup mieux la portion de salaire quotidien dont Huguet se verra privé par suite de l'accident;

*Par ces motifs,*

Dit que Solway et C<sup>ie</sup> sont civilement responsables de l'accident survenu le 18 janvier 1877 à Huguet;

En conséquence, les condamne à payer audit Huguet une pension annuelle et viagère de 200 francs en rentes 3 pour 100 de la même somme inscrite, etc. » (Trib. civ. Nancy, 1<sup>re</sup> ch., 21 avril 1879, présidence de M. Demontzey : *Gaz. Trib.*, 23 avril 1879).

**BIJOUTERIE. — Laminoir. — Enfant blessé.**

Le laminoir paraît présenter peu de danger pour l'ouvrier qui le fait fonctionner, parce qu'il lui est toujours facile d'en arrêter le mouvement; mais l'événement que nous relatons ci-après ne prouve que trop que, lorsqu'on fait travailler des enfants à cette machine, il faut les surveiller attentivement.

Il est imprudent de les faire travailler à cette machine, lorsque à proximité se trouvent des engrenages non recouverts.

L'atelier de M. B., bijoutier à Paris, boulevard Sébastopol, renferme une dizaine de laminoirs, mis en mouvement par une machine à vapeur de la force de 3 chevaux.

Le jeune Barbelet (Albert), âgé de 14 ans, apprenti dans cette maison, y a été blessé le 13 décembre 1878, dans les circonstances suivantes : il était occupé à laminer un fil de cuivre, lorsque le fil se détacha des rouleaux; sans réfléchir que la machine était en mouvement, il avança la main gauche pour le ressaisir et le



ramener entre les coulisses. Dans ce mouvement, sa main fut entraînée par un des rayons de la roue d'engrenage, placée à dix centimètres du corps de la machine, et son avant-bras fut écorché. Sans la présence d'esprit de son patron, qui a jeté bas la courroie d'engrenage, il aurait eu le bras broyé.

L'engrenage et la courroie n'étaient pas recouverts d'un appareil protecteur.

Sur le rapport de M. l'inspecteur divisionnaire du travail des enfants, M. B. fut cité en police correctionnelle.

« Le Tribunal : Attendu qu'il résulte des documents de la cause et des débats, que le 13 décembre 1878, à Paris, le jeune Barbelet, apprenti au service de Bouchon, occupé à laminier un fil de métal a eu le bras pris dans une des roues du laminoir et a reçu des blessures d'une certaine gravité ;

Attendu que cet accident doit être imputé à Bouchon qui, contrairement aux règlements, a eu le tort de laisser un enfant au-dessous de 16 ans, travailler à une machine qu'il avait négligé de couvrir, dans ses parties dangereuses, de couvre-engrenages ou d'organes protecteurs ;

Qu'ainsi par négligence et inobservation des règlements, Bouchon a été la cause involontaire des blessures faites au jeune Barbelet et a commis le délit prévu et puni par l'article 320 du Code pénal ;

Attendu qu'il est également établi que, dans le courant du mois de décembre 1878, à Paris, Bouchon a contrevenu aux prescriptions de la loi relative au travail des enfants dans les manufactures : 1<sup>o</sup> en employant dans ses ateliers trois enfants âgés de moins de 13 ans accomplis, non pourvus d'un certificat d'instruction primaire élémentaire ; 2<sup>o</sup> en employant dans ses ateliers trois enfants dépourvus de livrets ; 3<sup>o</sup> en ne tenant pas de registre d'inscriptions ; 4<sup>o</sup> en employant des enfants au-dessous de 16 ans dans des ateliers qui mettent en jeu des machines, dont les parties dangereuses et pièces saillantes mobiles ne sont point couvertes de couvre-engrenages ou garde-mains ou autres protecteurs, infractions prévues et punies par les articles 9, 10, 14 et 25 de la loi du 19 mai 1874 et 2 du décret du 13 mai 1875 ; faisant application desdits articles 320 et 25, dont lecture a été donnée par le Président et qui sont ainsi conçus (ici le texte de l'art. 320 et de l'art. 25 de la loi du 19 mai 1874) ; vu l'article 29 de la loi précitée, ensemble l'article 463 du Code pénal ; modérant la peine quant à la contravention en raison des circonstances atténuantes ; Condamne Bouchon à 25 francs d'amende pour le délit, à 9 amendes de 5 francs chacune pour les contraventions et aux dépens liquidés à 14 fr. 25 c., plus 2 francs pour droit de poste ; fixe à 30 jours la durée de la con-

trainte par corps, s'il y a lieu de l'exercer pour le recouvrement des amendes et des dépens. (Trib. corr. Seine, 41<sup>e</sup> ch., 23 févr. 1879, présidence de M. Thirouin.)

**SUCRERIE.** (*Enfant employé à la vidange des sacs, blessé en graissant une bêche hydraulique.*) — *Défaut de surveillance de l'atelier.*

L'industriel qui emploie des enfants doit veiller, par lui-même ou par ses préposés, à ce que ces enfants, chargés d'un travail inoffensif, ne l'abandonnent pour se livrer à quelque autre dangereux.

La décision qui suit aurait dû être comprise dans l'étude que MM. Ernest Nusse et Jules Périn ont écrite sur le *Travail de l'enfant dans l'arrachage de la betterave, les sucreries agricoles et les accidents les plus fréquents dans ces industries* (Voy. Bull. Soc. prot. Appr., 1878, n<sup>o</sup> 671-684); mais la communication n'en a pu être obtenue et n'est parvenue que lorsque le bulletin de nov.-déc. 1878 était en cours de tirage. Le lecteur voudra bien faire le rapprochement que les auteurs n'ont pu opérer dans leur travail précité.

Le 17 février 1876, le jeune Thocquenue (né le 29 mars 1861), employé dans la fabrique de sucre de MM. Langoulême et C<sup>ie</sup>, à Chaulnes, y était victime d'un accident.

Son père actionna MM. Langoulême et C<sup>ie</sup> devant le Tribunal civil de Péronne, en paiement de la somme de 10,000 francs, à titre de dommages-intérêts.

Jugement du Tribunal civil de Péronne, du 31 août 1877 :

Le Tribunal, avant faire droit, au fond, autorise Thocquenue à prouver par témoins dans les formes et délais de la loi devant M. Delvincourt, juge, et, à son défaut, devant M. Marchandise, juge suppléant : 1<sup>o</sup> que c'est par l'ordre du contre-maître de l'usine que Thocquenue fils, abandonnant sa vidange de sacs, travail pour lequel il avait été loué, a été chargé de graisser la bêche hydraulique ; 2<sup>o</sup> que cette bêche se trouvait à une hauteur plus grande que la taille de l'enfant ; 3<sup>o</sup> que c'est pendant le graissage de cette bêche que l'accident est survenu ; 4<sup>o</sup> qu'au moment actuel, l'enfant est encore dans l'impossibilité de se servir de son bras.

Il fut procédé aux enquête et contre-enquête ordonnées par le jugement susdaté, les 20 novembre 1877 et 11 février 1878.

*Témoins de l'enquête* : M. Leroy (Ernest), médecin : « J'ai été appelé

le jour de l'accident, à six heures du matin : j'ai constaté que le sieur Thocquenne avait, du côté droit, une plaie à la partie supérieure du cou ; cette plaie s'étendait jusqu'au creux axillaire environ, il avait une fracture de la clavicule et de l'humérus, la compression des rameaux nerveux du plexus brachial a occasionné la paralysie et l'atrophie du membre droit ; cette paralysie, suivant moi, ne guérira pas : j'avais craint des complications, notamment du côté du poulmon, heureusement elles ne se sont pas produites. »

*Chatelain* (Honoré-Joseph), manouvrier : « Lorsque l'accident est survenu, Thocquenne était occupé à écumer les rigoles et à graisser la bêche hydraulique, je suppose qu'il aura été pris par un écrou de l'excentrique, en graissant : il fallait, pour atteindre l'endroit à graisser, qui était environ à 2 mètres de hauteur, que Thocquenne grimpât sur une barre transversale, et se maintint d'une main, pendant que l'autre était occupée ; il y avait plusieurs jours qu'il remplissait cette fonction qui, pour moi, ne présentait pas de danger exceptionnel. Je ne sais par qui il a été préposé à ce travail ; je crois toutefois que c'était par Béranger, qui était venu installer les presses dites Lalouette ; avant cela Thocquenne, habituellement, vidait des sacs, mais je ne sais si on l'avait loué pour un emploi spécial. »

*Bardoux* (Jules), manouvrier : « Suivant moi, il y a eu imprudence à confier à Thocquenne le graissage de la bêche, car il fallait pour remplir cette fonction qu'il grimpât sur une barre de fer, ce qui rendait sa situation périlleuse ; le témoin, précisant sa pensée, dit que l'enfant montait sur un petit mur, qui constitue la cage dans laquelle se meut le volant de la bêche, ce mur peut avoir environ une brique et demie de largeur. Je sais aussi, ajoute le témoin, que, lorsque je suis entré à la fabrique, Thocquenne vidait des sacs ; il n'y avait que cinq ou six jours qu'on l'avait mis à la bêche. Thocquenne m'a dit qu'il avait été préposé à ce dernier emploi par le machiniste Delaporte. »

*Vadurel* (Arsène), manouvrier : « J'ai été chargé, au moment de la fabrication par le contre-maître Kunsel, de dire aux enfants Thocquenne de venir à la fabrique pour vider des sacs ; je ne sais rien autre chose. »

*Hochedé* (Louis), charpentier : « C'est moi qui ai embauché, avec le contre-maître Kunsel, les trois enfants de Thocquenne pour secouer des sacs ; ayant quitté l'usine avant l'accident, je ne sais comment il s'est produit et je ne sais pas davantage si Thocquenne était préposé à ce moment à un autre emploi que celui que je viens d'indiquer. »

*Poix* (Jean-Baptiste), soldat au 8<sup>me</sup> régiment de dragons en garnison à Lunéville, domicilié à Lihons : « L'accident, dont a été victime le jeune Thocquenne, est survenu pendant qu'il graissait la bêche hydraulique. Je ne sais s'il avait été loué pour un autre emploi ; mais j'estime que, vu la taille de Thocquenne, il y avait danger à lui confier



le graissage de la machine: en effet, il était obligé de monter sur un mur et de s'accrocher d'une main, pendant que l'autre était occupée à graisser; la position du bras droit dans cette opération me paraissait présenter des dangers qu'elle n'aurait pas présentés pour un homme d'une taille supérieure à celle de Thocquenne; je ne sais pas pour quel emploi Thocquenne avait été loué. » — Sur interpellation de M<sup>e</sup> Q., le témoin dit que, lui, était presseur et que la fabrique marchait, au moment de l'accident.

*Témoins de la contre-enquête.* — *Laurent* (Joseph), ancien gendarme : « Il y a environ deux ans, j'ai été appelé, comme gendarme de la résidence de Chaulnes, pour procéder à une enquête au sujet de l'accident arrivé au jeune Thocquenne. Autant que je puis me rappeler aujourd'hui, le blessé a dit qu'il n'y avait de faute à imputer à personne. Il avait enroulé autour du bras un sac qui s'est pris dans l'engrenage. C'était une affaire parfaitement oubliée pour moi: je puis dire seulement que nous avons interrogé l'enfant; il était couché dans une pièce tenant à la cantine. Pour moi, il avait parfaitement sa lucidité d'esprit. »

*Béranger* (Léopold), contre-maître chez M. Lallouette : « J'avais quitté l'usine vers 10 ou 11 heures du soir, et l'accident, arrivé à Thocquenne, a eu lieu vers 2 ou 3 heures du matin. Je sais qu'il était chargé spécialement d'enlever les écumes de la rigole des presses, travail qui ne présentait aucun danger. Le graissage de la bêche hydraulique était fait par un nommé Laporte; je ne sais pourquoi Thocquenne a été chargé de ce service. Quant à moi, je n'ai donné aucun ordre à ce sujet avant mon départ; du reste, je n'étais chargé que du service des presses, et je n'avais pas d'ordre à donner dans la fabrique.

Je ne sais pas s'il y a eu un ordre donné à Thocquenne. Je ne suis rentré à l'usine que vers 7 heures du matin. C'est alors que j'ai appris l'accident arrivé à Thocquenne, mais je n'ai pas trop su comment. »

*Laporte* (Louis), manouvrier : « J'étais chargé, dans l'usine Langoulême, de graisser les excentriques des bâches et je n'avais chargé personne de faire ce service à ma place. Le jour de l'accident arrivé à Thocquenne, mes burettes à graisser étaient encore à leur place habituelle, lorsque je suis arrivé dégager Thocquenne, qui était pris dans les excentriques. Je suppose que l'accident lui est arrivé à cause d'un sac en laine qu'il avait autour du bras et qui a été pris dans les excentriques; son service était d'écumer les rigoles et je ne m'explique pas pourquoi il était là. » — Sur l'interpellation de M<sup>e</sup> D. : « Je n'avais pas dit à Thocquenne de graisser les excentriques à mon lieu et place; je n'avais aucun ordre à donner dans l'usine, seulement, quand le service n'était pas bien fait dans la râperie, j'en faisais mon

rapport au contre-maître. Thocquenne n'a jamais été commandé pour ce service, ni par moi, ni par Béranger, qui ne faisait jamais les nuits. La surveillance de nuit était faite tantôt par M. Dubilly, tantôt par M. Rousseau; c'est M. Dubilly qui était de service au moment de l'accident. La hauteur du mur d'appui jusqu'à l'endroit où on graisse les excentriques est d'environ 1<sup>m</sup>,50<sup>c</sup>. Pour moi, qui en avais l'habitude, ce travail ne présentait aucun danger, et, pour se faire prendre, il fallait de la bonne volonté; du reste, les deux pignons qui supportent les excentriques sont reliés entre eux par une barre de fer, sur laquelle on peut appuyer la main, pendant que l'on graisse. »

*Rousseau* (Bruno), contre-maître chez M. Langoulême : « Lorsque je suis entré dans l'usine de Chaulnes, Thocquenne était employé à vider les sacs de pulpes; je l'ai chargé ensuite d'écumer les rigoles des presses, dont la direction était confiée au contre-maître Béranger. J'étais couché, lorsque l'accident est arrivé et je n'ai pu savoir comment cela s'est passé exactement. J'avais un ouvrier chargé spécialement de graisser les excentriques, car les burettes à huile étaient à leur place habituelle au moment de l'accident. Je ne sais pas ce qu'il pouvait faire et pourquoi il était monté sur le mur et près des excentriques. Je ne puis m'expliquer non plus pourquoi il avait un sac enroulé autour du bras; ce sac n'était pas nécessaire pour son service d'écumeur. » — Sur interpellation de M<sup>e</sup> D., le témoin dit : « On ne peut se servir d'un sac pour essuyer les excentriques, il faut arrêter la machine pour cela; les excentriques doivent être graissés par le haut, et un enfant de la taille de Thocquenne ne pouvait y arriver, il fallait un homme pour y atteindre. Il suffit de graisser les excentriques en marche toutes les six heures. » — Sur interpellation de M. Q., le témoin ajoute : « Lorsque les gendarmes sont venus faire leur enquête environ deux heures après l'accident, Thocquenne a répondu à ces derniers qu'il n'avait été commandé par personne, et qu'il n'y avait de la faute de personne. Les gendarmes sont venus dès qu'il a fait jour; l'enfant était tellement blessé que nous avons craint qu'il n'en revienne pas, ne sachant pas quelle était la gravité de ses blessures. »

Sur les plaidoiries des avocats des parties, le Tribunal civil de Péronne a prononcé le jugement suivant :

« Le Tribunal : Attendu que, par jugement de ce siège du 31 août dernier, Thocquenne ès noms a été autorisé à prouver par témoins quatre faits de nature à établir que l'accident arrivé à son fils mineur était imputable à Langoulême et C<sup>ie</sup>;

Attendu que les enquête et contre-enquête ont été faites et rapportées régulièrement;

Attendu que de l'enquête il résulte que Thocquenue fils était embauché dans la sucrerie Langoulême pour la vidange des sacs ;

Que l'accident, dont la conséquence a privé pour toujours le jeune Thocquenue de son bras droit, lui est survenu en graissant une bâche, placée à une hauteur supérieure à sa taille ;

Attendu que le travail auquel se livrait Thocquenue fils était dangereux et ne rentrait pas dans ses attributions ; Qu'il devait lui être interdit d'une façon absolue d'y procéder ;

Attendu que si l'usine avait été surveillée, comme Langoulême et C<sup>ie</sup> étaient tenus de le faire, cet enfant n'aurait pas touché à cette bâche, tandis qu'il est prouvé que, pendant plusieurs jours, il l'a graissée ;

Attendu que c'est ce défaut de surveillance qui constitue l'imprudence dont Langoulême et C<sup>ie</sup> doivent être déclarés responsables ; Qu'en effet, il ne suffit pas de recommander à un ouvrier et surtout à un enfant de se renfermer dans un travail déterminé, qu'il faut encore veiller à ce qu'il n'en entreprenne pas un autre, alors surtout qu'il présente, comme dans l'espèce, des dangers sérieux et pour ainsi dire inévitables ;

Que Langoulême échapperait à cette responsabilité si la blessure avait été causée par un fait unique, qu'il était impossible d'empêcher et même de prévoir ; qu'il n'en est pas ainsi, puisque, comme il a été expliqué plus haut, Thocquenue a, pendant plusieurs jours, graissé la bâche en question ;

Attendu que les propos tenus par l'enfant au gendarme Laurent, qu'il n'y avait de faute à personne, ne peut dégager Langoulême et C<sup>ie</sup> ; que l'enfant ne savait pas et ne pouvait pas savoir que ses patrons étaient tenus de le protéger contre ses propres imprudences ;

Attendu que les autres dépositions de la contre-enquête sont empreintes des préoccupations des témoins, cherchant à échapper à une responsabilité quelconque ;

Attendu que le Tribunal a les éléments suffisants d'appréciation pour fixer le chiffre de l'indemnité ;

*Par ces motifs* : Condamne Langoulême et C<sup>ie</sup> à payer à Thocquenue fils une rente annuelle et viagère de 300 francs ; dit que, pour assurer le service de ladite rente, il sera pris un titre de rente de pareille somme 3 0/0 sur l'État français, immatriculé pour la nue-propriété au nom de Langoulême et C<sup>ie</sup> et, pour l'usufruit, au nom de Joseph Thocquenue ; Condamne Langoulême et C<sup>ie</sup> en tous les dépens. » (12 avril 1878, Présidence de M. Oudin.)

Appel ayant été interjeté par MM. Langoulême et C<sup>ie</sup>, ce jugement a été confirmé par arrêt de la Cour d'appel d'Amiens, du 14 août 1878 (présidence de M. Saubreuil, premier président) :



« La Cour : Adoptant les motifs qui ont déterminé les premiers juges ;

Considérant qu'il convient, ce qui a été omis par le Tribunal, de fixer l'époque à partir de laquelle devront courir les intérêts de la rente allouée ; Que cette époque en droit est celle de l'assignation ;

*Par ces motifs* : Met l'appellation au net ; Ordonne que le jugement dont est appel sortira son plein et entier effet ; Dit que les intérêts de la rente allouée courront du jour de la demande ; Condamne l'appelant à l'amende et aux dépens de la cause d'appel. »

**TERRASSEMENTS.** — *Enfant de 12 ans employé comme aiguilleur, sur une voie ferrée.*

Le jeune Louis-Marie Georgelin, âgé de 12 ans (né le 1<sup>er</sup> novembre 1863), était employé comme aiguilleur aux travaux du fort de Palaiseau, travaux auxquels son père était lui-même occupé, lorsque, le 3 août 1876, il a eu les jambes écrasées par un train ; il décéda, le 18 du même mois, des suites de cet accident, à l'hôpital du Val-de-Grâce.

Son père Louis Georgelin, logeur, demeurant à Palaiseau, forma contre M. Barthélemy Etienne, entrepreneur, une demande en paiement de 3,300 francs ; il articulait que :

1<sup>o</sup> Son fils remplissait, sur les travaux du fort de Palaiseau, les fonctions d'aiguilleur, attaché au service d'une voie ferrée, destinée au transport des terres et des matériaux ;

2<sup>o</sup> Sur l'ordre qui lui fut donné par le garde-frein Rebour, lequel s'était absenté momentanément et était descendu dans un contre-bas du remblai, le jeune Georgelin dut remplir les fonctions de garde-frein ;

3<sup>o</sup> C'était en s'acquittant de cet emploi et en essayant de décrocher le câble et de barrer les wagons à l'arrivée du train sur le chantier, travail qui était en dehors de ses aptitudes et au-dessus de ses forces physiques, que l'enfant tomba d'une manière si malheureuse que les wagons passèrent sur lui et lui broyèrent les deux jambes.

Le Tribunal ayant admis Georgelin père à prouver les faits par lui articulés, il résulta des dépositions de la contre-enquête que le jeune Georgelin, par amusement, avait quitté ses aiguilles pour sauter sur le train, puisque son poste l'obligeait à rester stationnaire à 40 mètres de l'endroit où est arrivé l'accident ; et que c'était, en sautant ainsi, qu'il était tombé et avait eu la jambe broyée.

Néanmoins Georgelin père (par l'organe de M<sup>e</sup> Lebel) ajoutait : que si la cause précise de l'accident survenu au jeune Georgelin et qui a entraîné sa mort n'est pas encore complètement connue, il était constant que c'était sur le chantier de M. Étienne et alors qu'il était employé par celui-ci, que cet enfant avait été mortellement blessé; qu'il était également constant qu'à cette date le jeune Georgelin était âgé de moins de 12 ans révolus; qu'ainsi la présence de cet enfant dans les chantiers du défendeur constituait une infraction à l'article 2 de la loi du 19 mai 1874; que cette contravention engage de la manière la plus grave la responsabilité du défendeur au point de vue civil, comme au point de vue pénal; qu'elle constitue non-seulement une faute lourde, mais encore un délit; que, sans la perpétration de ce délit par le défendeur, l'accident survenu au jeune Georgelin n'aurait pu se produire; qu'il appartenait donc au défendeur de réparer, au regard du demandeur, les conséquences du fait délictueux qui, d'après les termes de l'article 25 de la loi du 19 mai 1874, lui est personnellement et exclusivement imputable.

M. Étienne, entrepreneur (par l'organe de M<sup>e</sup> Regnault), répondait que Georgelin faisait les fonctions d'aiguilleur; que, s'il n'avait pas 12 ans, c'était un petit poste que peut remplir facilement un enfant de cet âge; que, quant à lui, il n'avait rien à se reprocher; qu'il avait pris toutes les précautions qui lui étaient commandées par l'intérêt qu'il porte aux ouvriers qu'il fait travailler (dans l'intérêt desquels il avait contracté une assurance contre les accidents); que le médecin de l'entreprise avait été appelé à donner au jeune Georgelin les premiers soins et qu'il a été de suite transporté au Val-de-Grâce. Il ajoutait que la loi sur le travail des enfants ne saurait recevoir d'application dans l'espèce.

« Le Tribunal : Attendu qu'il ne résulte pas de l'enquête, à laquelle a procédé Georgelin père, que l'accident arrivé à son fils, le 3 août 1876, dans le chantier de Barthélemy, et aux suites duquel il a succombé, soit dû à la faute d'un employé de celui-ci, ainsi qu'il était articulé par ledit Georgelin;

Attendu qu'en l'absence d'une faute justifiée à l'encontre de Barthélemy ou de son prédécesseur, Georgelin prétend que sa responsabilité civile n'en serait pas moins engagée, par le fait de l'admission dans son chantier du jeune Georgelin, alors âgé de moins de 12 ans, et cela contrairement aux prescriptions de l'article 2 de la loi du 19 mai 1874;

Mais, attendu que, si le fait, par Barthélemy, d'avoir enfreint la loi

susvisée, en employant le fils Georgelin, âgé de moins de 12 ans, constitue une contravention prévue et punie par la loi susvisée, l'existence de cette contravention ne saurait suffire, à elle seule, pour rendre Barthélemy responsable de tous les accidents quels qu'ils soient qui auraient pu arriver au jeune Georgelin sur le chantier dudit Barthélemy, en dehors d'aucune faute reprochable à celui-ci;

Que cette prétention est encore moins juridiquement soutenable, alors que, comme dans l'espèce, on ne prouve pas que l'accident est arrivé à Georgelin fils dans l'exécution du travail qui lui était confié, lequel aurait présenté par lui-même des dangers contre lesquels son jeune âge ne l'aurait pas suffisamment prémuni, alors, d'ailleurs, qu'un ouvrier moins jeune l'aurait facilement évité;

Attendu, enfin, qu'il résulte des documents produits au Tribunal que Georgelin père, pour faire admettre son fils dans le chantier de Barthélemy, a dissimulé l'âge véritable de celui-ci, qu'il a présenté comme ayant plus de 12 ans, et que, dans ce cas, l'article 25 de la loi du 19 mai 1874 décharge le patron de la pénalité par eux encourue, par suite de la contravention qu'ils ont ainsi commise;

Qu'il résulte de ce qui précède, que la demande de Georgelin père n'est justifiée à aucun titre;

*Par ces motifs* : Déclare Georgelin mal fondé dans sa demande, l'en déboute et le condamne aux dépens..... (Trib. civ. Seine, 4<sup>e</sup> ch., 22 février 1879, M. Cadet de Vaux, juge.)

---

## COMITÉ DE PLACEMENT DES APPRENTIS.

*Séance du vendredi 28 mars 1879.*

(Procès-verbal communiqué par M. MAROCHETTI, secrétaire).

Présidence de M. Roche, vice-président.

Sont présents : MM. *Isidore Roche*, vice-président, *Marochetti*, secrétaire, *Biays*, *Boulard*, *D<sup>r</sup> Ducholet*, et *de Montbrun*.

M. le Président rappelle que si depuis deux ans, les séances du Comité ont été très-peu nombreuses, c'est qu'il était à la connaissance de tous, que ce Comité se trouvait, pour ainsi dire, en permanence deux fois par semaine au siège de la Société (le lundi et le vendredi de 1 heure à 3 heures), et qu'il était possible à tous les membres du Comité de venir conférer avec leurs collègues du bureau et se joindre à eux.

Jusqu'à ce jour, le secrétaire du Comité se bornait à communiquer à chaque réunion de la Société le résultat général de ses travaux qui était inséré au bulletin suivant. Mais, à la réunion



du Comité du 3 janvier, quelques membres ayant exprimé le désir que le Comité se réunît régulièrement le vendredi précédant chaque séance de la Société, c'est pour déférer à ce vœu que le Comité était convoqué.

M. le *Président* regrette d'avoir à constater l'absence à cette réunion des membres du Comité qui avaient insisté pour obtenir ces séances supplémentaires.

M. le *Secrétaire* fait part au Comité du résultat des travaux depuis le commencement de l'exercice courant. Il a été signé 24 contrats d'apprentissage, 4 vont l'être d'ici peu de jours, 6 enfants sont acceptés à l'essai, 1 enfant a été placé sans contrat. Il a été fourni à 3 enfants des portions de literie dont le montant s'élève à 82 fr. 75 c. ;

Et des secours en nature à 6 enfants, dont le montant s'élève à 68 fr. 20 c.

M. le *Président* met sous les yeux du Comité les pièces relatives à ces fournitures et fait ressortir que pour régulariser les dépenses assez importantes que le Comité est amené à faire par suite du développement que prend l'œuvre du placement des apprentis, il est fait pour chacune d'elles un procès-verbal constatant 1<sup>o</sup> le nom de la personne ayant fait la demande de secours à la Société ; 2<sup>o</sup> le nom du membre du Comité ayant fait l'enquête à domicile du demandeur ; 3<sup>o</sup> la délibération du Comité accordant le secours demandé. Ces secours, toujours en nature, vêtements ou chaussures sont remboursés au patron qui en a fait l'avance, sur la présentation des factures acquittées. Quant aux objets de literie, ils sont fournis par un fournisseur approuvé par le Comité. Ils sont délivrés aux patrons contre un reçu détaillé portant mention que ces objets sont sous leur responsabilité personnelle, et doivent faire retour à la Société au départ de l'enfant.

Un livre spécial contient la mention détaillée de toutes ces fournitures ou dépenses, avec le numéro du contrat.

Chaque enfant secouru a un carton spécial dans lequel se trouvent toutes les pièces relatives à la fourniture des objets de literie ou à la fourniture des secours en chaussures et vêtements.

Le contrôle de ces dépenses peut donc être fait facilement en quelques minutes, par tout membre de la Société en dehors du Comité de placement.

Le Comité approuve la forme de cette comptabilité et en décide l'insertion dans le procès-verbal.

La Société avait accordé, à la fin de l'année 1878, sur la proposition du Comité de placement, des récompenses à 18 enfants.

A la séance du 9 janvier il a été distribué des livrets de caisse d'épargne à 4 d'entre eux, 2 de 15 francs et 2 de 10 francs. Il a été remis aux 14 autres par les soins du Comité des récompenses dont la valeur a varié entre 4 et 7 francs pour une somme totale de 55 fr. 80 c.;

Des boîtes de mathématiques et des modèles de dessin linéaire à 3 ;

Des outils de leur profession à 6 autres ;

Des outils et un livre à un.

Des livres à 4.

Le Président a le regret de faire part au Comité du renvoi de chez son patron du meilleur de nos apprentis jusqu'à ce jour.

Cet enfant avait mérité la première récompense, le livret de 25 francs à la fin de 1877, et était porté à nouveau pour une récompense à la fin de l'année 1878.

En quelques semaines, probablement perverti par de mauvaises fréquentations au dehors, cet enfant avait pris de telles habitudes d'ivrognerie, qu'il a été impossible à son patron de le conserver.

Les petits cahiers Godchaux, modèles d'écriture, de calcul, de dessin, continuent à être employés avec succès. Le Comité espère en présenter un certain nombre à la prochaine réunion.

Ces cahiers classés avec soin dans des cartons au nom de chacun des enfants, seront des éléments précieux, venant à l'appui des propositions de récompense faites pour quelques-uns d'entre eux.

A la fin de la séance, la parole est donnée à M. le Dr *Ducholet*. Notre honorable collègue fait au Comité une communication fort intéressante au sujet de certaines facilités avec lesquelles il fait entrer dans l'industrie des orphelins patronnés par l'association charitable dont il est le président, en faisant avec le patron un contrat qui assimile en quelque sorte ces orphelins à des enfants adoptés, ce qui permet de considérer le travail de l'atelier comme un travail de famille, pour ces enfants.

Le Comité remercie M. le Dr *Ducholet* de son intéressante communication.

La séance est levée à 5 heures 1/2.

---

## DOCUMENTS OFFICIELS

### SÉNAT

*Séance du 10 juin 1879.*

#### **La question des Tutelles.**

La question de la constitution et de l'administration des Tutelles avait été posée à la session dernière par M. Jules Favre. La proposition du sénateur du Rhône fut alors l'objet d'une prise en considération, et elle est revenue devant le Sénat sous la forme d'un projet de loi en 9 articles qui, à l'étonnement d'un certain nombre de sénateurs, ne traite point seulement de la constitution des tutelles des indigents, mais de la constitution des tutelles en général.

C'est cet étonnement qu'est venu exprimer à la tribune M. Clément qui d'ailleurs s'est associé pleinement aux sentiments d'humanité qui ont inspiré la proposition de M. Jules Favre. Il s'est demandé seulement s'il ne serait point possible d'obtenir le même résultat, sans faire une loi spéciale, sans intercaler dans le Code civil une page nouvelle qui risque d'en détruire l'harmonie.

M. Jules Favre a défendu sa proposition. Les considérations générales les plus élevées au point de vue de la protection due par la société à l'enfant privé de sa famille lui ont fourni un thème, hélas ! trop navrant, qu'appuyaient trop bien les données statistiques qu'il a fait connaître au Sénat et qui prouvent l'existence en France de 212,000 enfants dépourvus de tutelle. Il est donc absolument nécessaire de prendre immédiatement des mesures pour faire cesser un état de choses aussi regrettable.

M. Jules Favre insiste pour qu'une plus large part soit laissée à la surveillance de l'autorité publique en matière de tutelle ; après avoir indiqué les résultats de l'enquête ordonnée sur la matière par M. Dufaure, il ajoute que la chancellerie ne s'est pas bornée à constater le mal, mais a aussi indiqué le remède.

Ce remède n'est point une innovation, comme le supposait le précédent orateur ; ce n'est que le retour au passé, à une loi tombée en désuétude, un arrêté du 22 prairial an V, qui faisait aux maires l'obligation de signaler au juge de paix l'ouverture d'une minorité.

L'orateur fait ensuite observer que le projet, que le Ministre de la justice avait rédigé en 1876, diffère peu de celui dont la Commission propose l'adoption aujourd'hui et qui ne porte aucune atteinte aux droits des pères de familles.

L'auteur de la proposition de loi croit que le meilleur moyen pour arriver à une solution satisfaisante, est d'obliger les maires, sous peine d'une amende de 10 francs, à faire connaître au juge de paix du



canton, dans le mois qui suivra toute déclaration de décès, si le décédé laisse des enfants mineurs. Le juge de paix devra procéder d'office à la constitution de la tutelle s'il n'y a pas été pourvu autrement. L'assistance judiciaire sera donnée aux mineurs indigents pour tous les actes qu'entraîne la constitution de leur tutelle.

L'adversaire le plus dangereux que pouvait rencontrer M. Jules Favre est intervenu dans la discussion. C'est M. Denormandie, qui en quelques mots d'une précision et d'une clarté parfaites a montré au Sénat les inconvénients du vote d'une loi spéciale, lorsqu'il suffirait d'un mot introduit dans l'article 406 du Code civil, pour faire au juge de paix une obligation de ce qui jusqu'ici avait pu paraître n'être pour lui qu'une faculté. Pour procurer, d'autre part, le bénéfice de l'assistance judiciaire aux indigents, il n'y a qu'à modifier un article ou deux de la loi de 1851. Il pense que l'intervention du juge de paix est peut-être prématurée et qu'on ne laisse pas à la famille un temps suffisant pour agir. En terminant, l'orateur reconnaît, en principe, qu'il y a des modifications à faire à la loi, pour la bonne administration des tutelles.

Mais M. Denormandie ne s'est pas borné à ces indications, et il a fait comprendre au Sénat qu'une autre réforme non moins intéressante serait celle qui donnerait l'assistance judiciaire aux mineurs indigents, pour tous les actes de juridiction gracieuse.

M. Clément tient à constater que ni M. Denormandie, ni lui-même, n'ont pour la tutelle des indigents, d'autres intentions que celles qui animent l'honorable M. Jules Favre.

Les quatre premiers articles de la proposition de loi rompent l'unité de nos Codes, et c'est pour cela, dit l'orateur, qu'il les combat.

M. le garde des sceaux déclare qu'il serait le premier à défendre l'unité de notre législation si elle courait quelque danger, mais il n'en est pas ainsi; c'est pourquoi le gouvernement accepte la proposition de loi, sauf à discuter quelques dispositions particulières.

Le Sénat renvoie la proposition de loi à la commission.

## CHAMBRE DES DÉPUTÉS

*Séance du 15 février 1879.*

### **Discussion du projet de loi sur les Écoles d'apprentissage.**

A la suite du renvoi à la Commission, de la proposition de loi de M. Nadaud, prononcé le 10 décembre 1878 par la Chambre des Députés, M. Lorois, auteur d'un amendement important, s'est mis d'accord avec M. Nadaud sur la rédaction d'un projet définitif que M. le Président soumet à la Chambre.

**M. le Président.** — L'article 1<sup>er</sup>, par suite de l'adoption par la Commission de l'amendement de M. Lerois, est ainsi conçu :

« Art. 1<sup>er</sup>. — Des subventions peuvent être accordées par le Ministre de l'Agriculture et du Commerce aux Écoles d'apprentissage fondées par les départements, les communes, les chambres de commerce et les associations de patrons ou d'ouvriers. Elles peuvent être également accordées à des particuliers, après avis favorable du Conseil municipal.

« La loi de finances déterminera, chaque année, le crédit mis à cet effet à la disposition du Ministre. »

(L'article 1<sup>er</sup> est mis aux voix et adopté.)

« Art. 2. — Les subventions ne pourront être allouées par le Ministre que sur la proposition du Conseil général du département, qui dressera un tableau collectif de toutes les propositions, en les classant par ordre d'urgence.

« Art. 3. — Il sera pourvu par les fondateurs à la nomination à tous les degrés du personnel de l'établissement comme au choix des métiers à enseigner, des méthodes à suivre, et de la direction à donner au travail.

« Art. 4. — Les enfants ne pourront être reçus dans ces écoles avant l'âge de douze ans révolus; ils devront, en outre, justifier qu'ils savent lire et écrire.

« Art. 5. — Un règlement d'administration publique déterminera le mode d'inspection desdites écoles.

« Art. 6. — Chaque année, avant la présentation de la loi de finances, le Ministre soumettra aux Chambres les rapports de ses agents. »

(Les articles 2 à 6 du projet de loi sont successivement mis aux voix et adoptés.)

**M. le Président.** — Je rappelle à la Chambre que le projet de loi qui est en délibération a obtenu la déclaration d'urgence, et je la consulte sur l'ensemble du projet de loi.

(L'ensemble du projet de loi est mis aux voix et adopté.)

La Société de protection, qui avait transmis à la Commission chargée de l'élaboration du projet de la loi le Rapport présenté par M. Nusse au Comité judiciaire, se félicitera de constater que la rédaction votée par la Chambre des députés donne satisfaction sur bien des points à ses réclamations.

Un crédit est ouvert au Ministre du Commerce, chaque année, par la loi de finances. Sur la proposition du Conseil général, une subvention peut être allouée aux Écoles fondées par les Corps publics ou privés; c'est donc l'ordre dans les finances du pays qui ne sont plus livrées à un vote communal, mais souverainement réglées par la dispensation du Législateur.

L'article 4 empêche l'envahissement de l'École par l'atelier, puisqu'il n'admet l'enfant qu'à 12 ans révolus, après justification de notions élémentaires suffisantes.

L'inspection et par conséquent l'action de surveillance de l'État pénétrera dans ces Écoles, et un rapport annuel sera lu aux Chambres.

Sur tous ces points nous sommes heureux de voir triompher des idées que nous croyons justes.

Nous solliciterons l'attention sur deux points :

1<sup>o</sup> Par les motifs que nous avons déjà énoncés, notamment par cette considération capitale que l'apprentissage véritable ne peut se donner qu'à l'atelier, nous insisterons pour que la qualification d'Écoles *préparatoires à l'apprentissage* soit substituée à celle d'Écoles d'apprentissage dans le texte de la loi ;

2<sup>o</sup> Nous signalons comme dangereux l'article 3 qui laisse une omnipotence regrettable aux fondateurs sur le choix des Professeurs. Tout homme qui enseigne doit présenter les conditions d'aptitude et de garanties morales que nos lois d'Instruction publique exigent. Nous n'admettons pas qu'une seule volonté humaine fût-ce celle d'un philanthrope, égaré par des considérations passionnées puisse légalement imposer comme maître professionnel celui que la loi du Pays considérerait comme indigne d'être instituteur. De pareilles fantaisies, dira-t-on, seront rares chez les fondateurs. — Il est vrai, mais leur simple possibilité est une objection grave et la sagesse des Institutions doit remédier à la fragilité de l'homme. — *Ernest Nusse.*

---

## PRÉFECTURE DE POLICE

### INSPECTION DU TRAVAIL DES ENFANTS.

*Délivrance des livrets aux enfants employés dans les manufactures.*

#### AVIS

Par décision préfectorale en date du 26 avril, les livrets, dont les enfants employés dans l'industrie doivent être munis aux termes de l'article 10 de la loi du 19 mai 1874 et qui ont été, jusqu'au 1<sup>er</sup> mai, délivrés par la Préfecture de Police, sont aujourd'hui remis par les mairies d'arrondissement sur la seule présentation d'un bulletin de naissance.

---



SEINE. — M. l'inspecteur principal *Boyer* a adressé la lettre suivante à M. le Président de la Société de protection :

PRÉFECTURE DE POLICE

Paris, le 31 mars 1879.

—  
2<sup>e</sup> DIVISION

—  
(4<sup>e</sup> Bureau)  
—

Monsieur le Président,

Je lis dans le dernier n<sup>o</sup> du *Bulletin de la Société de protection*, page 43, une note sur l'inspection du travail des enfants.

Voulez-vous me permettre de vous faire observer que cette note, qui a paru dans un assez grand nombre de journaux, est inexacte et incomplète.

Inexacte parce qu'elle déclare que par décision du Conseil général de la Seine, en date du 26 décembre 1878, le service de l'Inspection, vient d'être augmenté par la nomination de sept inspecteurs; or le Conseil général, dans sa séance du 26 décembre 1878, n'avait pas à nommer sept inspecteurs départementaux, puisque j'étais nommé à ces fonctions en juin 1874; le Conseil général n'a donc nommé que six inspecteurs.

Incomplète, parce qu'elle ne mentionne en aucune façon l'existence de l'inspecteur principal du service; or dans sa séance du 8 juin 1878 et sur l'avis favorable de son rapporteur M. de Hérédia, le Conseil général a bien voulu m'honorer du titre d'Inspecteur principal.

Je n'ai adressé aucune demande en rectification aux journaux, mais en lisant la note en question dans un recueil qui peut, à bon droit, passer pour l'organe officiel de tout ce qui touche au travail des enfants dans les manufactures, je me devais à moi-même, je devais au Conseil général de la Seine de vous prier, Monsieur le Président, de vouloir bien faire faire les rectifications nécessaires dans le plus prochain n<sup>o</sup> du *Bulletin*.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de mes sentiments très-dévoués et très-respectueux.

*L'inspecteur principal,*

BOYER.

(59, rue de Vaurigard.)

---

## BULLETIN DES COMMISSIONS LOCALES

### SEINE

III<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT. — La Commission locale du III<sup>e</sup> arrondissement de la ville de Paris a présenté à M. le Préfet de Police le rapport suivant :

« Monsieur le Préfet de Police,

Conformément aux prescriptions de l'article 20 de la loi du 19 mai 1874, j'ai l'honneur de vous adresser le rapport de la troisième Commission sur le fonctionnement de cette Commission, pour le cours de l'année 1878.

Ce rapport ne témoigne pas, ainsi que nous l'aurions désiré, d'une activité bien grande, mise en œuvre par la troisième Commission.

Plusieurs causes ont concouru à produire le mince résultat dont témoigne le tableau qui termine ce rapport.

Nous plaçons en première ligne, l'exécution suspendue et reprise des travaux destinés à figurer à l'Exposition, ainsi que l'Exposition elle-même qui pendant bien des mois absorbait presque exclusivement le temps de la plupart des membres de la Commission, et dont d'autres ont été empêchés par l'absence ou la maladie, enfin par la démission de l'un d'entre eux, ce qui nous a privé d'auxiliaires qui nous eussent été précieux.

Quoi qu'il en soit, si les visites ont porté sur un petit nombre d'ateliers, elles ont permis des constatations de même nature que celles qui vous ont été signalées dans notre rapport sur l'année 1877, c'est-à-dire l'ignorance à peu près totale de la loi.

Les négligences que nous avons rencontrées de l'inexécution de ses prescriptions résultent bien plus de la routine contractée que de la mauvaise volonté à s'y soumettre; il faut donc reconnaître qu'un stimulant est nécessaire pour faire sortir de leur apathie bon nombre de petits et même de grands industriels, qui sont portés, même contre leurs intérêts, à stagner dans leurs habitudes empiriques à ce sujet.

Nous devons espérer que la nouvelle organisation adoptée par le Conseil général fera pénétrer dans l'esprit et dans les mœurs, l'utilité de cette loi qui protège aussi bien les patrons que leurs apprentis.

Sans doute, la multiplicité des Commissions locales sera un

grand bien, ainsi que les inspections instituées; mais ce qui serait absolument nécessaire, ce serait qu'au lieu d'une publicité par voie d'affiches, se perdant au milieu d'autres si nombreuses et de même couleur, il fût fait un envoi direct à tous les Industriels, qui alors ne seraient plus autorisés à produire, plus ou moins consciencieusement, le même argument,

La publication des tableaux statistiques, que nous avons reçus et distribués aux membres de notre Commission, rendront leur travail possible; il faut ajouter à ce perfectionnement un règlement d'administration qui détermine, d'une manière claire, les rapports nécessaires entre les Inspecteurs et les membres des Commissions locales, surtout leurs attributions respectives; qui dissipe enfin les obscurités de l'article 20 de la loi; en un mot, devons-nous avoir l'initiative des visites à faire? ou bien ne devons-nous faire que surveiller le fonctionnement de l'inspection?

.....  
.....  
.....

*Le Président de la Commission,*  
**FRÈRE.**

#### NOTE DU SECRÉTAIRE DE LA COMMISSION

150 visites ont été faites dans le III<sup>e</sup> arrondissement, mais la perte du carnet d'un de nos plus dévoués collègues nous prive des détails intéressants de 50 de ces visites et réduit ce nombre à 100, dont voici le détail :

34 professions exercées par 100 patrons employant comme apprentis, sous diverses conditions, 135 garçons et 70 filles.

La bijouterie or, argent, deuil et doré, 31 patrons, 59 garçons et 10 filles; quelques-uns des états qui concourent à sa fabrication sont représentés par 9 patrons, tels qu'émailleurs, guillocheurs, graveurs, polisseuses et brunisseuses, et emploient 25 garçons et 14 filles. Total, pour cette profession, 40 patrons, 84 garçons et 24 filles, soit 108 enfants.

Sauf une fabrique de boutons et une de montres d'enfants occupant de 35 à 50 jeunes filles, les 58 autres n'occupent guère qu'un enfant.

12 patrons sont en règle et occupent 35 enfants, dont 14 proviennent, savoir : 2 de la tutelle de M. Piver, 2 patronage Sainte-Rosalie, 3 orphelinat Dubail, 3<sup>e</sup> arrondissement, 7 orphelinat du 4<sup>e</sup> arrondissement M. Ducholet.



8 patrons sans registre ou affiche occupent 26 enfants.  
22 patrons avec livrets particuliers et carnet d'école occupent 65 enfants.  
58 ont promis de se conformer et occupent 79 enfants.  
Livrets délivrés par la préfecture, 37;  
Certificats d'instruction primaire, 42, dont 2 certificats d'études, 1 garçon, 1 fille;  
Carnets d'école bien et mal tenus, 62;  
Livrets particuliers des patrons, 72.

Ces livrets ne sont que des livrets d'ordre et ne servent à rien pour l'application de la loi.

---

VI<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT. — La Commission locale du VI<sup>e</sup> arrondissement de la ville de Paris a adressé le rapport suivant à M. le Préfet de Police, sur l'exercice de l'année 1878.

« MONSIEUR LE PRÉFET,

La Commission locale du VI<sup>e</sup> arrondissement a l'honneur de vous présenter, en conformité de l'article 20 de la loi du 19 mai 1874, le compte-rendu de ses travaux pour l'année 1878.

La Commission a continué à se réunir, le premier jeudi de chaque mois, à la mairie du VI<sup>e</sup> arrondissement.

A la suite de la séance du 7 mars 1878, la Commission vous a transmis, Monsieur le Préfet, un vœu tendant à la reprise des réunions générales des commissions ou tout au moins de leurs délégués.

Le 7 avril suivant, la Commission vous adressait, ainsi qu'au Président du Conseil général, des observations détaillées sur les propositions faites au Conseil général de la Seine, en ce qui concerne la réorganisation du service d'inspection. Elle donnait une entière adhésion au projet d'augmenter le nombre des inspecteurs du département, réclamait la délivrance des livrets dans les mairies, l'ouverture de cours du matin pour les apprentis non pourvus de leurs certificats, et, insistait une fois de plus sur la nécessité qui s'impose à l'Administration, de faciliter l'entente et l'uniformité d'action entre les différentes commissions.

La délibération prise par le Conseil général de la Seine, sur le rapport de M. de Hérédia, à la date du 8 juin 1878, a été discutée et examinée avec soin par la Commission. Elle a vu avec la plus grande satisfaction l'extension des cadres de l'inspection départementale. La création de six inspecteurs est une amélioration

notable qui fait honneur à l'initiative du Conseil général et permet de compter sur une application plus sérieuse de la loi.

La Commission espère qu'elle sera mise en rapports avec l'un des nouveaux inspecteurs, de façon à pouvoir s'assurer qu'il est tenu compte des observations qu'elle adresse sur la tenue de certains ateliers. Jusqu'à présent la Commission n'a pu constater si l'inspecteur divisionnaire et son adjoint avaient visité les ateliers où des violations de la loi avaient été relevées par les délégués de quartiers.

L'un des membres de la Commission a plusieurs fois exprimé le vœu, dans nos séances mensuelles, que les visites des inspecteurs fussent mentionnées sur un registre spécial laissé aux mains du patron et que les membres des Commissions pourraient consulter. Ce serait effectivement le meilleur moyen pratique d'organiser ce *contrôle* de l'inspection par les Commissions locales dont parle la loi du 19 mai, contrôle resté jusqu'ici absolument illusoire. Les inspecteurs ne pourront plus désormais alléguer qu'ils sont débordés par l'immensité de leur tâche. Le moment paraît donc venu de se conformer à la lettre et à l'esprit de la loi, en exigeant de ces fonctionnaires des justifications plus précises et en plaçant le contrôle où il doit être. Dans la plupart des quartiers, les membres des Commissions ont fait la besogne des inspecteurs; et, dans le VI<sup>e</sup> arrondissement notamment, la mission de ces derniers sera très-simplifiée. L'Administration peut exiger beaucoup; et les Commissions sont fondées à exercer leurs prérogatives avec plus de fermeté qu'autrefois. En ce qui touche la création des inspectrices, la Commission réserve son appréciation et croit devoir attendre, pour se prononcer sur un fait accompli, que la pratique ait mis en relief les avantages ou les inconvénients d'une innovation de cette nature.

La Commission a reçu communication de la statistique dressée avec tant d'activité par les soins de la Préfecture de police. Ayant remarqué que les tableaux contiennent un certain nombre d'industries ou de professions commerciales, par exemple celles des blanchisseuses, des couturières, des lingères, qui jusqu'ici n'ont pas été considérées comme tombant sous le coup de la loi, la Commission se demande si l'Administration a entendu interpréter la loi en ce sens qu'elle s'appliquerait aux branches d'industrie dont il s'agit, et si, en conséquence, elles seront surveillées par les nouveaux inspecteurs.

La Commission croit pouvoir dire que, dans le VI<sup>e</sup> arrondissement, la loi du 19 mai commence à être appliquée d'une manière relativement satisfaisante.

Dans le quartier *Notre-Dame-des-Champs*, par exemple, les 88 ateliers contenant des apprentis ont tous été visités par les délégués de la Commission; 30 de ces ateliers ont déjà fait l'objet d'une nouvelle visite. Cette seconde tournée, faite dans le courant de l'année 1878, a permis de constater que presque tous les patrons avaient tenu compte des instructions qui leur avaient été données, lors de la première visite. Les cas de mauvaise volonté sont extrêmement rares.

Pour le quartier *Saint-Germain-des-Prés*, le délégué a trouvé en règle la majorité des grands industriels. Mais dans les petits ateliers il y a encore beaucoup d'infractions à relever. Les enfants ne sont qu'exceptionnellement pourvus de certificats et de livrets. La répression de ces infractions ne peut être assurée que par l'inspection. Malheureusement il a été impossible, comme nous l'avons dit plus haut, de constater la suite donnée par l'Inspecteur divisionnaire aux indications transmises par la Commission. Nul doute que l'Inspecteur départemental avec lequel la Commission sera mise en rapport ne consente à nous informer des mesures prises par lui, en ce qui concerne les infractions signalées. Le délégué du même quartier renouvelle aussi un vœu que la Commission a déjà transmis au Président du Conseil général et à vous, Monsieur le Préfet, dans sa lettre du 7 avril 1878. Notre collègue estime que les classes destinées aux apprentis de 12 à 15 ans, non pourvus de leur certificat, doivent être ouvertes non pas le soir, mais le matin. Le soir, en effet, les enfants, fatigués par les longues heures du travail de l'atelier, ne sont pas en état de profiter de l'instruction qu'on leur donne.

Dans le quartier de l'*Odéon*, les industriels ont tenu compte en général des observations faites par les délégués. Ceux qui ne sont pas encore en règle, ce sont les patrons occupant un ou deux apprentis, les relieurs et les brocheurs notamment.

Dans le quartier de la *Monnaie*, 130 ateliers ont été visités depuis la constitution de la Commission. Les délégués attendent la reconstruction du boulevard Saint-Germain pour commencer une nouvelle série de visites. Ils constatent presque partout chez les patrons une grande bonne volonté pour exécuter la loi. Un peu de tact de la part des nouveaux inspecteurs dissipera aisément



ment les premières impressions désagréables causées par la mise en vigueur des prescriptions légales. L'un des délégués relève seulement deux cas de résistance aux observations conciliantes qui ont été faites par lui. Il sera peut-être nécessaire d'appeler ultérieurement sur ce point l'attention des inspecteurs.

La Commission a remarqué avec regret que les instituteurs délivrent trop souvent des certificats de complaisance aux jeunes apprentis. Beaucoup d'entre eux, qui, d'après leurs certificats, *savent parfaitement lire, écrire et compter*, ont de la peine à tracer leur nom quand on leur met une plume à la main. Les inspecteurs et les délégués des commissions ne peuvent rien contre cet abus; ils doivent s'incliner devant le certificat. Ce serait au Directeur de l'enseignement primaire à donner des instructions sévères aux Instituteurs.

La Commission appelle votre attention toute particulière, Monsieur le Préfet, sur la situation légale de l'établissement de Saint-Nicolas, rue de Vaugirard. Cet établissement, dirigé par les Frères, contient une douzaine d'ateliers (ciseleurs, brocheurs, relieurs, opticiens, instruments de précision, graveurs sur bois et sur pierres lithographiques, menuisiers, imprimeurs, etc.). Bien que ces enfants aient tous plus de douze ans, bien qu'ils semblent jouir tous d'une bonne santé et être traités avec douceur, il n'en n'est pas moins singulier que de véritables ateliers, où des contre-maitres envoyés par des patrons surveillent le travail de plus de deux cents apprentis, échappent à l'application d'une loi dont les directeurs de l'établissement ne paraissent pas soupçonner l'existence. *Lors de la visite faite*, aucune affiche n'était apposée dans les ateliers; les apprentis de 12 à 15 ans n'avaient ni livrets, ni certificats. Il importe aussi de noter que tel industriel de l'arrondissement qui prétendait n'occuper qu'un ou deux apprentis, a un atelier complet dans l'établissement Saint-Nicolas. Nous avons cru devoir signaler ce moyen de dérouter le contrôle, en attendant que le concours de l'inspection nous permette d'obtenir une surveillance plus sévère. Vous penserez donc sans doute, Monsieur le Préfet, qu'il y a lieu de mettre fin à l'irrégularité de cette situation. Il est du reste équitable de reconnaître que le directeur de l'établissement Saint-Nicolas n'a fait aucune difficulté pour introduire dans la maison les délégués de la Commission.

Telles sont, Monsieur le Préfet, les observations que la Commis-

sion locale du VI<sup>e</sup> arrondissement croit devoir signaler à votre haute attention.

Veillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de nos sentiments les plus respectueux.

*Le Président, membre de l'Institut,*  
FRIEDEL.

*Le Secrétaire-Rapporteur,*  
Paul ROBIQUET.

Le présent rapport a été approuvé par tous les membres de la Commission locale du VI<sup>e</sup> arrondissement, dans la séance du 9 janvier 1879.

---

IX<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT, — La Commission locale du IX<sup>e</sup> arrondissement, de la ville de Paris a présenté à M. le Préfet de police le Rapport suivant :

Monsieur le Préfet de police,

La IX<sup>e</sup> Commission locale a l'honneur de vous présenter son rapport annuel pour 1878.

La IX<sup>e</sup> Commission tient, avant tout, à adresser ses remerciements à l'Administration et au Conseil général de la Seine, d'avoir bien voulu prendre en considération les observations et les vœux qu'elle a formulés dans son dernier Rapport annuel.

En effet, peu de temps après l'envoi de ce Rapport, daté du 26 janvier 1878, la Commission, qui savait que plusieurs autres Commissions locales avaient, de leur côté, présenté des observations à peu près conformes aux siennes, apprenait avec la plus vive satisfaction que le Conseil général, d'accord avec M. le Préfet de police, se montrait disposé à en tenir compte dans une certaine mesure. La VIII<sup>e</sup> Commission du Conseil, qui a dans ses attributions l'examen de toutes les affaires concernant la Préfecture de police, avait été chargée d'étudier les diverses questions soulevées dans les Rapports des Commissions locales et, le 12 février, M. de Hérédia, rapporteur, soumettait au Conseil général des propositions destinées à assurer l'exécution de la loi et à faire disparaître les principales difficultés qui avaient été signalées.

L'application des mesures proposées se trouvait subordonnée toutefois à l'établissement d'une statistique de tous les ateliers du département employant des apprentis et des filles mineures. Cette statistique devait être fournie par M. le Préfet, à l'aide de ses nombreux agents, dans un délai d'un mois.

L'annonce aussi prochaine de ce document déterminait la IX<sup>e</sup> Commission à attendre qu'elle pût le consulter pour reprendre ses travaux.

Le 8 juin seulement M. de Hérédia, au nom de la VIII<sup>e</sup> Commission du Conseil général, et, s'appuyant sur les chiffres consignés dans la statistique qui avait été dressée, soumettait à l'approbation du Conseil un nouvel ensemble de propositions tendant à régulariser complètement le service de l'Inspection dans les ateliers, ainsi que le contrôle exercé par les Commissions locales.

Au lieu de donner un seul adjoint, sous le titre d'*Inspecteur spécial*, comme l'indique la loi, à l'Inspecteur divisionnaire, il s'agissait de partager les attributions de l'Inspecteur spécial entre quatorze personnes désignées par le Conseil général, sept hommes et sept dames, celles-ci devant être chargées spécialement de l'inspection des ateliers qui emploient des filles mineures. Ces quatorze personnes, rétribuées sur un crédit inscrit au budget départemental, devaient être nommées au concours par le Conseil. Enfin chaque Inspecteur ou Inspectrice devait avoir, dans son service, une zone déterminée comprenant les circonscriptions de plusieurs Commissions locales.

Quant aux Commissions locales, d'après le même principe, elles devaient être composées d'hommes et de dames, et le nombre devait en être porté à trent-huit au lieu de vingt-huit, — soit, pour l'intérieur de Paris, trente au lieu de vingt. — Enfin, chaque Commission devait disposer d'une somme de 300 francs pour frais de bureau.

Bien que notre Commission n'ait officiellement reçu de l'Administration aucun avis des mesures adoptées par le Conseil général, nous n'avons pas ignoré qu'il devait être procédé le plus prochainement possible à la formation du nouveau personnel de l'Inspection.

La IX<sup>e</sup> Commission elle-même, composée jusqu'alors de sept membres, devait, d'après le projet soumis au Conseil général, être remplacée par deux Commissions, les XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> de la nouvelle organisation, composées : l'une de quatre hommes et de trois dames, et l'autre de quatre hommes et de trois dames.

Quant à la statistique annoncée, elle ne nous avait pas encore été communiquée.

Dans cette situation, et deux de nos collègues s'étant retirés



sans avoir été remplacés, ce qui réduisait notre nombre à cinq, nous crûmes devoir ajourner la reprise de nos travaux jusqu'à nouvel ordre. D'ailleurs, les futurs Inspecteurs et Inspectrices n'étant pas désignés, nous nous trouvions en réalité dans l'impossibilité absolue de remplir le rôle qui nous est assigné par la loi et qui doit consister à contrôler le service de l'Inspection. Ce service ne fonctionnant pas, notre action était dépourvue de toute raison d'être.

Sauf les deux rapports présentés par M. de Hérédia au Conseil général, qui nous furent envoyés, nulle information ne nous avait été transmise par l'Administration, et cet état de choses se prolongea jusqu'au dernier mois de l'année, sans que nous reçussions aucune nouvelle officielle de ce qui avait été arrêté, soit par le Conseil général, soit par M. le Préfet de Police.

Nous apprîmes seulement par les journaux, dans le courant du mois de décembre, que les quatorze Inspecteurs et Inspectrices, dont la création avait été projetée, venaient d'être désignés par le Conseil général à la suite d'un concours ouvert à cet effet. En outre, quelques jours après, M. le Président de notre Commission recevait huit exemplaires imprimés de la statistique industrielle du IX<sup>e</sup> arrondissement. Mais cet envoi n'était accompagné d'aucune instruction, d'aucun avis concernant les nouvelles conditions dans lesquelles nous sommes destinés à fonctionner désormais et désignant notamment l'Inspecteur et l'Inspectrice avec qui nous devons entrer en relations.

Même à l'heure qu'il est, nous n'avons reçu aucun de ces renseignements et nous attendons toujours des instructions à suivre : nous en demandons avec instance.

Cet exposé des circonstances dans lesquelles nous nous sommes trouvés pendant toute l'année 1878 est de nature, pensons-nous, à justifier le peu d'activité de nos travaux durant cette période.

Notre Commission cependant n'a pas complètement cessé de se réunir, et, pour se mettre en mesure de reprendre immédiatement l'accomplissement de sa tâche légale, lorsqu'elle serait saisie des moyens nécessaires, dans le petit nombre de séances qu'elle a tenues, elle s'est attachée à étudier d'après les deux documents mis entre ses mains, les dispositions nouvelles proposées à l'approbation du Conseil général par M. le rapporteur de la VIII<sup>e</sup> Commission, d'accord avec M. le Préfet de Police.

Cette étude lui a suggéré quelques observations qu'elle croit

devoir consigner dans ce Rapport, en les rattachant à celles qu'elle a déjà présentées dans son Rapport précédent.

Nous demandions l'année dernière l'augmentation du personnel de l'Inspection : à cet égard nous ne pouvons qu'applaudir à ce qui a été fait par le Conseil général ; l'extension ainsi donnée à ce qui a été autorisé par le II<sup>e</sup> paragraphe de l'article 21 de la loi trouve sa justification complète dans des nécessités pratiques incontestables.

Nous demandions une statistique industrielle : cette statistique a été établie par quartiers. Dressée entre le mois de février et le mois de juin de l'année dernière, il est regrettable qu'elle n'ait pu être transmise aux Commissions locales que sept mois plus tard. Il serait à désirer, qu'à l'avenir, en pareil cas, le délai de transmission pût être abrégé. Lorsque ce document commencera à être utilisé, il se sera déjà produit bien des changements dans les petits ateliers, dont la surveillance est le plus nécessaire.

Quoi qu'il en soit, sur les deux points qui précèdent, notre Commission se félicite vivement de ce qui est acquis ; elle ne doute pas qu'il n'en résulte pour l'exécution de la loi des conditions infiniment plus favorables que celles qui existaient auparavant.

Sur un autre point, nous ne sommes pas disposés à approuver le projet qui a été soumis au Conseil général : c'est en ce qui concerne l'augmentation du nombre des Commissions locales. Le § 1<sup>er</sup> de l'article 21 de la loi confère, il est vrai, au Conseil général le pouvoir d'en fixer le nombre à raison d'une au moins par arrondissement, et, d'après cette disposition, il a été proposé d'établir trente Commissions locales dans Paris au lieu de vingt qui existaient. Le IX<sup>e</sup> arrondissement notamment se trouverait divisé en deux circonscriptions comprenant chacune deux quartiers.

Nous ne pensons pas que cette division puisse offrir aucun avantage et, d'après la connaissance que nous avons déjà acquise de l'arrondissement, nous estimons qu'il n'en résultera que des inconvénients, des complications et un surcroît inutile de travail et de dépenses.

Suivant notre appréciation, le texte de la loi, en ce qui touche à ce point, doit se rapporter exclusivement aux arrondissements de la province qui, par suite de leur étendue dans certains départements, pourraient difficilement être surveillés par une seule Commission. Dans ce cas, la division est nécessaire et elle peut

donner lieu à la création de plusieurs circonscriptions, dont chacune, avec un centre établi dans un chef-lieu de canton convenablement choisi, peut être avantageusement placée sous le contrôle d'une Commission.

Il n'en saurait être de même, croyons-nous, dans l'intérieur de Paris. L'arrondissement s'y trouve bien divisé en quatre quartiers ; mais il n'existe qu'une Mairie par arrondissement et le quartier ne possède pas sa *maison commune*, comme la possèdent le chef-lieu de canton, le bourg et le moindre village. Malgré la division en quartiers, l'arrondissement est, en réalité, à presque tous égards, l'unité municipale irréductible.

Il a été entendu que les réunions des Commissions locales se tiendraient dans les Mairies : il a été demandé, en outre, que chaque Commission eût un secrétariat dans un des bureaux et entre les mains d'un des employés de la Mairie, que ce secrétariat reçût le dépôt de tous les documents appartenant à la Commission, fût chargé des écritures courantes, de la copie des procès-verbaux des séances, de l'envoi des convocations, et notre Commission, en particulier, a été d'avis que l'établissement de ce secrétariat, si modeste fût-il, était une condition essentielle pour assurer le fonctionnement régulier des Commissions locales.

Si le IX<sup>e</sup> arrondissement avait deux Commissions locales, il en résulterait pour le bureau chargé à la Mairie du secrétariat dont il s'agit, un travail double et une double collection de documents, d'où bien des complications et des confusions.

Le projet de division proposé au Conseil général suppose que la IX<sup>e</sup> Commission actuelle serait remplacée par deux Commissions : l'une pour les quartiers du faubourg Montmartre et de la Chaussée-d'Antin, et l'autre pour les quartiers Rochechouart et Saint-Georges, et que ces deux Commissions seraient composées : la première de trois hommes et quatre dames, la deuxième de quatre hommes et trois dames. Mais, d'après la statistique que nous avons reçue, la première de ces deux Commissions aurait à visiter 414 ateliers, dans lesquels trois hommes devraient surveiller 282 apprentis, et quatre dames 881 filles mineures, — la deuxième Commission aurait à visiter 326 ateliers, dans lesquels quatre hommes surveilleraient 334 apprentis et trois dames 560 filles mineures. En considérant seulement le nombre d'ateliers à visiter, ce qui a été fait pour chercher dans quelles proportions les hommes et les dames devaient entrer dans chaque Commission,



es chiffres proposés ont pu paraître convenables. Mais si l'on considère les nombres de sujets à surveiller, on voit que dans les deux circonscriptions réunies, le nombre des filles (1,441) dépasse le double du nombre des garçons (616); que dans la première, le nombre des filles (881) dépasse le triple du nombre des garçons (282); qu'enfin dans la deuxième, le nombre des filles (560) est presque le double du nombre des garçons (334), de telle sorte que, d'après le nombre des apprentis et des filles mineures, la composition des Commissions n'est plus justifiée et il ne paraît plus exister de motifs pour la maintenir dans des proportions dont la régularité, plus apparente que réelle, perdrait encore de son importance si l'on voulait aussi tenir compte de la position des ateliers dans chaque quartier.

Il est évident que le seul moyen de diminuer l'effet de ces anomalies dans la pratique, serait de donner à la circonscription d'une Commission assez d'étendue, pour que la variété des conditions qui peuvent s'y rencontrer sur différents points, offrit aux membres dont elle se composerait la faculté de compenser les unes par les autres. L'arrondissement tout entier se prêterait mieux à ces arrangements que les divisions proposées.

Ce qui a dû suggérer ces propositions, c'est le texte de l'article 22 de la loi, en vertu duquel chaque Commission doit être composée de *cinq membres* au moins *sept* au plus. Sept membres ont été jugés insuffisants pour le nombre d'ateliers et de sujets à surveiller dans certains arrondissements, et, par respect pour le texte dont il s'agit, on a été amené à l'idée de deux Commissions de sept membres chacune.

N'était-ce pas ici, comme pour l'article 21, le cas de s'attacher à l'esprit et non à la lettre de la loi? Et les nécessités pratiques ne pourraient-elles suffire à justifier une extension donnée aux prescriptions écrites? Ce qui est reconnu nécessaire, c'est un nombre de commissaires approprié à l'importance du contrôle à exercer.

Dans un arrondissement comme le IX<sup>e</sup>, pour toutes les raisons que nous avons indiquées, une seule Commission de douze, treize ou quatorze membres, selon qu'on le jugerait utile, conviendrait infiniment mieux que deux Commissions de sept membres, sauf à permettre à cette Commission unique de se subdiviser, s'il y avait lieu, pour ses travaux de surveillance, en deux Sous-Commissions ne comprenant pas chacune plus de

sept membres, comme le comporte la loi. Nous avons la conviction qu'il en serait de même dans tous les arrondissements que l'on se dispose à diviser.

Nous insistons sur cette observation et nous prions instamment l'administration et le Conseil général de vouloir bien la prendre en considération.

L'année dernière, nous avons demandé l'établissement d'un secrétariat permanent de la Commission dans un des bureaux de la Mairie, secrétariat où « chaque intéressé, disions-nous, patron, père ou mère d'apprenti, Inspecteur et Commission locale pourraient en tout temps apporter des informations. » Le Conseil général, en réponse à cette demande, a voté pour chaque Commission, un crédit annuel de 300 francs pour couvrir les frais de bureaux, et, en exécution de ce vote, la Préfecture de Police a récemment invité notre président à lui indiquer un état des dépenses dont l'avance a été faite par les membres de la Commission pendant l'année 1878, évidemment pour en faire le remboursement sur les 300 francs formant le crédit accordé par le Conseil général.

Ce n'est pas ce que l'on entendait obtenir : mais peut-être est-ce tout ce que la Préfecture de Police est en mesure de faire, dans l'impossibilité où elle se trouve d'établir un service sous ses ordres, dans les Mairies, et surtout, d'avoir une comptabilité à elle entre les mains d'employés qui relèvent de la Préfecture de la Seine.

Lorsque nous demandions l'année dernière de voir notre service transporté de la Préfecture de police à la Préfecture de la Seine, nous n'obéissions pas aux puerils préjugés que l'on a pu supposer, mais à des considérations d'ordre purement administratif.

C'est pourquoi, nous appuyant maintenant sur l'expérience acquise, nous croyons devoir, en terminant ce Rapport, reproduire à cet égard les observations que nous avons formulées il y a un an.

« Dans le département de la Seine, où, contrairement à ce qui existe dans les autres départements, l'Administration préfectorale est partagée entre deux Préfectures distinctes, convenait-il de rattacher à la Préfecture de Police plutôt qu'à la Préfecture de la Seine l'Inspection et les Commissions locales instituées pour assurer l'exécution de la loi du 19 mai 1874 ?

» Au point de vue, tant du fonctionnement administratif que du classement des dépenses à inscrire au budget départemental, la question mérite d'être examinée.

» A Paris, le siège des Commissions ne saurait être ailleurs que dans les Mairies. Dans les Mairies également se trouvent des documents, des bureaux et des services propres à être utilisés par l'Inspection et par les Commissions.

» L'exécution de la loi notamment exige le concours de l'administration scolaire, dont le siège central est à la Préfecture de la Seine et qui a un bureau dans chaque Mairie. Là se trouvent les listes des élèves qui fréquentent les écoles de l'arrondissement et qui se destinent à l'apprentissage.

» Tous ces éléments seraient précieux à consulter pour les Commissions et de nature à favoriser partout l'observation de la loi. — Or, dans les conditions actuelles, ce sont là des avantages dont il n'est possible de profiter que par tolérance et en vertu du bon vouloir des Maires et de leurs bureaux.

» Il y a là une question qu'il appartiendrait à un règlement d'administration publique de résoudre.

» La IX<sup>e</sup> Commission estime, pour sa part, qu'étant rattachées à la Préfecture de la Seine au lieu de l'être à la Préfecture de Police, l'Inspection et les Commissions locales établies pour assurer l'exécution de la loi seraient placées dans des conditions beaucoup plus favorables, sous tous les rapports, à l'accomplissement de leur tâche.

» Dans l'intérêt de la bonne exécution d'une loi essentiellement morale et salubre, dont le texte n'a pas résolu cette question, nous n'hésitons pas à appeler sur ce point l'attention de M. le Préfet de Police. »

Le présent Rapport a été approuvé par la IX<sup>e</sup> Commission locale réunie en séance le 28 janvier 1879.

*Le Président de la IX<sup>e</sup> Commission,*  
A. CHAIX.

*Le Secrétaire-Rapporteur,*  
R. DE BAGNAUX.

---

XVII<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT. — La Commission locale du XVII<sup>e</sup> arrondissement de la ville de Paris a présenté à M. le Préfet de police le Rapport suivant :



Monsieur le Préfet de Police,

Dans le rapport qu'elle a eu l'honneur de vous adresser, il y a un an, sur le fonctionnement de la loi du 19 mai 1874, la dix-septième Commission locale vous a exposé les difficultés, pour mieux dire, les impossibilités qui s'étaient opposées à ce qu'elle remplît sa mission aussi complètement, aussi utilement qu'elle aurait souhaité de le faire.

Elle s'était d'abord heurtée à l'ignorance du public intéressé, de tous ou presque tous les petits patrons et d'un certain nombre même de patrons dont les ateliers ne manquent pas d'importance. Elle n'avait pas seulement eu à compter avec une ignorance plus ou moins sincère ou affectée des dispositions de la loi de 1874 ; elle avait dû, avec tristesse, constater que l'exécution de cette loi et sa mise en pratique sérieuse seraient entravées, au moins dans les premiers temps, par un mauvais vouloir mal dissimulé.

Il n'existait pas de statistique permettant aux Commissions locales de trouver facilement les petits ateliers, où l'emploi de mineurs appelait leur intervention.

Enfin, le personnel de l'Inspection était si peu nombreux, que l'exécution de la loi en devenait impossible, et que chaque atelier aurait dû attendre plusieurs années avant que les deux Inspecteurs en fonctions eussent visité, une fois seulement, les établissements soumis à leur surveillance.

Ces constatations douloureuses furent faites, au surplus, par toutes les Commissions locales, qui furent unanimes à déclarer que la loi de 1874, peu ou pas exécutée, ne tarderait pas à tomber en désuétude, si des moyens de la mettre en pratique n'étaient pas organisés à bref délai. Après une première mise en train et l'insuccès de leurs tentatives pour se passer de l'Inspection, qui est aussi indispensable au fonctionnement normal de la loi de 1874, que les Commissions locales elles-mêmes, ces dernières, convaincues de leur impuissance, avaient jeté un cri d'alarme.

Ce cri a été entendu.

Le Conseil général du département de la Seine a voté, sans marchander, les ressources nécessaires pour que la loi de 1874 passât du *Bulletin des lois*, où sans doute elle aurait tenu une place honorable, dans l'application et dans la pratique.

L'Administration a concouru à l'élaboration et à l'adoption des projets qu'a sanctionnés l'Assemblée départementale.

La statistique des établissements industriels, employant ou pouvant employer des garçons âgés de moins de seize ans, ou des filles mineures, a été dressée par arrondissements et par quartiers de la ville de Paris et du département de la Seine.

Le principe de l'augmentation du nombre des Commissions locales a été adopté; la création de nouvelles Commissions locales, dans les arrondissements qui comptent le plus d'ateliers, a pour but et aura pour effet de faciliter leur tâche, de la répartir plus également, et de rendre leur intervention plus fréquente et par tant plus efficace.

D'autre part, et en vue d'assurer aux ateliers où travaillent des filles mineures, des visites faites par des membres des Commissions locales ayant à la fois la compétence, la clairvoyance spéciale et la liberté d'allures et d'investigations que des hommes n'auraient peut-être pas au même degré, la composition des Commissions doit être modifiée et des femmes en feront partie. Affectés spécialement et exclusivement à visiter les ateliers où travaillent des filles mineures, elles seront plus à même que les hommes d'y exercer la surveillance prévue par la loi.

C'est, au surplus, une innovation, en France du moins, sur laquelle l'expérience sera intéressante à suivre, et qui paraîtra d'autant plus rationnelle que les ateliers employant des filles mineures seront désormais visités par des Inspectrices.

Le Conseil général a également accordé à chaque Commission locale une somme annuelle de 300 francs, destinée à faire face à des dépenses nécessaires, qui n'auraient pas été faites, où seraient restées à la charge des membres de ces Commissions.

Enfin, et ce sera sans doute, quant à présent, la mesure qui contribuera le plus à l'exécution de la loi de 1874, de nouvelles places d'Inspecteurs et des places d'Inspectrices ont été créées. Mises au concours à la fin de 1878, les titulaires en sont nommés. Les circonscriptions régionales où ils auront à exercer leurs fonctions, ont été tracées. D'après les calculs qui ont été faits, leur nombre est suffisant pour que chaque atelier soit visité environ deux fois par an. C'est ce nombre annuel de visites qui avait été considéré comme le minimum nécessaire.

L'espérance est donc désormais permise, et la loi de 1874 peut être considérée comme ayant commencé à fonctionner réellement, dans le département de la Seine du moins. Cette période

d'application pratique, dans laquelle elle va entrer, permettra de juger son efficacité.

Munie de tout l'organisme prévu par le législateur, il va lui être donné de faire sentir son influence sur nos jeunes générations de travailleurs. Il sera permis bientôt de porter sur elle un jugement, fondé sur la pratique et l'observation des faits. En principe et dès l'abord on peut dire que, même dans le département de la Seine où le terrain est le mieux préparé pour son rigoureux fonctionnement, elle vaudra d'autant plus et fera d'autant mieux que le personnel chargé de la faire exécuter, sera plus pénétré de zèle, d'intelligence, de conscience et de patriotique dévouement.

La dix-septième Commission exprime l'espérance que le nouveau personnel de l'Inspection, suffisant comme nombre, tiendra à honneur de contribuer à faire passer, dans les mœurs nationales, le respect de l'enfant qui est si véritablement l'espoir de l'avenir ; qu'il s'appliquera, avec une infatigable ardeur, à assurer aux jeunes générations, qu'il a charge de protéger, les bienfaits du développement intellectuel et physique dont les germes sont déposés dans la loi de 1874. Il faut que son action soit vigilante et tutélaire, et qu'il ne perde pas de vue, un seul jour, l'importance de sa mission, et combien il peut efficacement travailler, dans l'intérêt de notre société démocratique, à la grandeur morale et à la puissance de la Patrie.

## II

Ayant fait en 1877 l'expérience de son impuissance, la dix-septième Commission n'hésite pas à reconnaître qu'en 1878 elle a gardé une attitude quelque peu expectante. Elle aura eu cela de commun, sans doute, avec la plupart des autres Commissions locales du département de la Seine. Elle s'est néanmoins réunie un certain nombre de fois et a suivi attentivement les progrès de l'organisation nouvelle.

Plusieurs de ses membres ont continué à visiter des ateliers, et ont rendu compte des faits qu'il leur avait été donné d'observer, et des dispositions dans lesquelles il avaient trouvé les patrons.

Les constatations faites au cours de l'année 1877, et consignées dans le précédent Rapport de la Commission, ont démontré combien d'obstacles avait à vaincre la loi de 1874 avant que son



exécution pût être considérée comme satisfaisante. Les mêmes constatations ont été faites. Certes, il est facile de se contenter de peu, et la phraséologie officielle a toujours su, à toutes les époques, donner le change sur les situations les plus critiques, sur les faits les plus inquiétants. C'est là une tendance qui disparaîtra, il faut du moins l'espérer, à mesure que les notions et les mœurs viriles du libre gouvernement en pleine lumière, remplaceront les traditions administratives que nous a léguées le passé. Connaître la vérité est le plus sûr moyen de faire le bien. Il faut savoir l'envisager en face et préférer, aux formules banales d'un optimisme de commande, la conception nette du bien qui n'est pas accompli, la mesure exacte du chemin à parcourir.

Dans cet ordre d'idées, la dix-septième Commission pourrait se borner à répéter ce qu'elle avait consigné dans son précédent Rapport.

La loi est toujours, à de rares exceptions près, aussi ignorée en 1878 qu'elle l'était en 1877. C'est donc, d'abord, à combattre cette ignorance, que devront s'appliquer les nouveaux Inspecteurs. Les moyens que la Commission avait pris la liberté de recommander à l'attention de l'Administration : la diffusion par la voie de la presse, l'affichage réitéré de la loi de 1874, sont toujours de mise et paraissent susceptibles d'être employés avec fruit. Il est de plus en plus nécessaire, indispensable, qu'en ce pays de France, où nul n'est censé ignorer la loi, la connaissance de la loi devienne une réalité. Il ne s'agit pas de faire de chaque Français un légiste plus ou moins ergoteur. Mais il semble incontestable que le jour où l'instruction primaire pourra être et sera effectivement distribuée obligatoirement à tous les Français, le complément naturel, rationnel de l'éducation nationale, devra consister dans l'indication et l'explication élémentaire des lois dont la connaissance importe le plus pour l'exercice des droits, pour l'accomplissement des devoirs départis à tout citoyen.

La dix-septième Commission n'entend nullement développer les conséquences heureuses que ne manquera pas de produire, à tous les points de vue, la mise en pratique de cette réforme. Ce n'est pas la place ici. Il suffit actuellement, et pour se borner strictement aux questions spéciales qui sont la matière de ce Rapport, de constater que la loi de 1874, pour être appliquée, a besoin d'être universellement connue et qu'elle ne l'est que par exception. Les visites des Inspecteurs qui vont devenir assez fré-

quentes, sinon dans chaque atelier, du moins dans un certain nombre d'ateliers des mêmes quartiers, auront pour premier effet d'en vulgariser la connaissance et d'enlever aux patrons, qui n'en auront pas respecté les prescriptions, la possibilité d'invoquer avec vraisemblance, sinon avec bonne foi, l'ignorance où la plupart prétendent être demeurés jusqu'ici.

### III

Malheureusement, cette année, ce ne sont pas seulement des bonnes volontés plus ou moins latentes que l'ignorance seule pouvait être supposée avoir paralysées, qu'a rencontrées la dix-septième Commission. Elle a le douloureux devoir de ne pas reculer devant l'aveu d'une réalité autrement attristante. Dans bien des cas, l'exécution de la loi et sa mise en pratique sont entravées par le mauvais vouloir systématique de patrons, pour qui la loi de 1874 est une gêne, et constituera un joug impatientement supporté.

C'est là un état d'esprit lamentable contre lequel les Inspecteurs devront lutter énergiquement, et qui n'est pas une exception, il ne servirait à rien de se le dissimuler. Son origine est ancienne, et l'on peut dire qu'il remonte, à travers les âges, jusqu'aux conceptions primitives de l'autorité paternelle. Le patron, remplaçant le père, recevant de ce dernier une véritable et complète délégation. L'apprenti, placé comme en servage, pour un temps déterminé, chez le patron, et devenant, en quelque sorte, sa chose et l'instrument docile de ses volontés. Sous l'empire de ces habitudes traditionnelles, le patron, en échange des enseignements professionnels, qu'il donnait d'une façon plus ou moins complète, se tenait pour autorisé à se servir de l'enfant, qui lui était confié, sans restriction ni mesure. Que l'enfant fût plus ou moins jeune, plus ou moins fort, plus ou moins instruit, le patron ne se préoccupait que d'une chose, faire tourner le temps de l'apprentissage au plus grand profit du maître. Sans doute, il y avait des exceptions, sans doute aussi, et à l'époque présente, ces faits ne se produisaient pas toujours avec toutes les conséquences rigoureuses qu'il était permis d'en redouter.

Mais il n'en est pas moins vrai que, dans la plupart des cas, les pères et les patrons, jusqu'à la loi de 1841 tout au moins, n'auraient eu aucune raison de reculer devant l'usage, qui devait leur paraître légitime et naturel, poussé jusqu'à l'abus même, des

services de l'enfant, devant l'emploi déréglé et sans mesure de ses forces et de ses facultés non encore développées. Eux-mêmes avaient passé par là, plus ou moins, et rien ne devait leur sembler moins sujet à contestation, à discussion et à limitation que l'exercice d'une autorité, si universellement et depuis si longtemps établie, dévolue à l'homme sur l'enfant.

Ce n'était pas là, d'ailleurs, un état de choses particulier à la France, et partout, quand la société s'est préoccupée enfin d'assurer à l'enfance la protection dont elle avait manqué trop longtemps, les intérêts des patrons, qui se sont cru menacés, ont crié à la tyrannie. Reculer la limite de l'âge à partir duquel les enfants seraient admis dans les ateliers, diminuer successivement le nombre d'heures pendant lesquelles ils pourraient chaque jour y être occupés, leur réserver, pour le développement de leur instruction ou même, plus simplement, pour l'acquisition des connaissances les plus indispensables, un certain nombre d'heures qui devraient être consacrées à la fréquentation de l'école, toutes ces mesures, successivement prises, à la suite de l'Angleterre, par presque toutes les nations de l'Europe, ont été partout considérées comme oppressives, vexatoires et en définitive ruineuses par les patrons intéressés.

En Allemagne, en Angleterre, elles remontent assez loin déjà, les heureux effets qu'elles ont produits sont assez hors de contestation pour que personne ne songe plus à protester et à se plaindre. Il en sera de même en France, quand l'existence de la loi de 1874 sera plus ancienne, mais surtout quand son exécution sera devenue absolument générale.

En attendant qu'il en soit ainsi, la dix-septième Commission est convaincue que l'exécution stricte doit être exigée partout où un personnel suffisant d'Inspecteurs, partout où des Commissions locales assez actives et vigilantes pour remplir tout leur rôle légal, pourront être les agents efficaces d'un contrôle sérieux, et provoquer au besoin, et aussi souvent qu'il sera nécessaire, la plus rigoureuse application des pénalités prévues et édictées par le législateur, en cas d'infraction.

#### IV

Cette loi de 1874, insuffisante encore, mais qui n'en constitue pas moins un incontestable progrès, est à proprement parler une loi de salut national. L'indulgence serait coupable, qui croirait



pouvoir fermer les yeux sur les abus que l'Inspection ne manquera pas de constater. Il faut, dès le début, que tous les industriels soient bien pénétrés de cette idée : que toute infraction sera punie, que toute récidive entraînera de plus grandes conséquences en un mot, que les Inspecteurs et les Commissions locales seront assez obstinés, dans la poursuite des contraventions, pour avoir le plus tôt possible raison des plus récalcitrants.

La loi anglaise de 1844, antérieure à la nôtre de trente ans, et conçue néanmoins, au point de vue de la protection de l'enfance, dans un esprit plus libéral, a rencontré d'abord les mêmes difficultés que celles avec lesquelles est et demeurera aux prises, pendant un temps plus ou moins long, la loi de 1874.

Ce furent les mêmes plaintes de la part des patrons, la même insouciance de la part des parents, la même impuissance de la part d'une Inspection et de Commissions insuffisantes.

On tâtonna d'abord, et une certaine hésitation se produisit, qui risquait de compromettre l'avenir de la loi.

Cette période d'incertitude fut de courte durée.

Des Inspecteurs, des Sous-Inspecteurs, en nombre suffisant, furent chargés de veiller à l'exécution de la loi ; la publicité la plus large, puissant moyen d'action, à coup sûr, fut donnée à leurs travaux.

Mais le Gouvernement anglais ne s'en tint pas là. Averti par la longue impuissance des législations antérieures, il tint la main, de la façon la plus énergique, à l'exécution de la loi. Il eut recours, sans doute, sans hésiter, aux moyens répressifs qu'elle mettait à sa disposition ; et c'est ainsi que, en trois ans, plusieurs milliers de procès furent faits par contravention, et autant de condamnations prononcées.

Depuis cette époque, cette loi et toutes celles qui ont pour but de protéger l'enfance ont été exécutées sans que l'industrie anglaise en éprouvât le moindre dommage, et il n'est venu à l'esprit de personne, en Angleterre, de dire que la crise actuelle, dont elle souffre d'ailleurs si cruellement, ait la moindre corrélation avec l'entrée tardive des enfants dans les ateliers.

Il en sera de même en France. Déjà, sous l'empire des lois précédentes, qui avaient permis de réaliser dans des circonstances favorables spéciales, certains progrès, l'expérience avait pu être faite. Elle avait donné les mêmes résultats qu'en Angleterre. Ne permettre l'entrée des ateliers aux enfants que dans des condi-

tions d'âge et d'instruction déterminées, et réduire le nombre d'heures de travail à leur demander, avaient augmenté, amélioré les produits. L'industrie n'en avait pas souffert, et les enfants, c'est-à-dire les futurs citoyens, y avaient gagné.

Voilà pourquoi il est nécessaire que l'exécution de la loi de 1874 se généralise, en attendant que le moment vienne de la compléter.

A l'heure présente, les préjugés anciens, l'impatience de toute restriction au maintien des pratiques fâcheuses de tradition chez un grand nombre de patrons, une intelligence incomplète des exigences de la loi, le désir, enfin, d'éviter le risque attaché à des infractions plus ou moins aisées à commettre, compliquent de difficultés diverses le bon fonctionnement de la loi.

Certains patrons, dans différents quartiers, et la dix-septième Commission, pour sa part, pourrait citer deux industriels, et non des moins qualifiés, qui le lui ont déclaré, ont manifesté l'intention de ne plus admettre ni occuper dans leurs ateliers d'enfants au-dessous de seize ans.

La dix-septième Commission ne saurait trop énergiquement blâmer un pareil langage. Ne plus admettre de mineurs de seize ans dans les ateliers pour n'avoir pas à se préoccuper d'être en règle avec une loi tutélaire, ce serait vouloir rendre impossible, dans un avenir plus ou moins rapproché, le recrutement régulier du personnel de l'industrie nationale. Ce serait, en même temps, se rendre un compte bien inexact des lois économiques qui ne permettent pas de séparer l'intérêt du patron, de celui de l'apprenti, du futur ouvrier.

Il n'y a d'ailleurs pas à craindre de voir exécuter ces menaces, qui ne sont sans doute que des boutades d'une mauvaise humeur irréfléchie. Les intérêts qui se croient lésés n'ont jamais été modérés dans l'expression de leurs plaintes. Et il n'y a pas à douter que ceux-là même, qui s'élèvent le plus haut contre la loi de 1874, ne tarderont pas à changer d'avis, et à la mieux juger, quand ils le pourront faire après une expérience de quelque durée.

La dix-septième Commission espère, au contraire, que les idées ne tarderont pas à se modifier et un revirement à se produire dans les esprits actuellement le moins bien disposés. Il faut qu'il en soit ainsi. Il faut qu'un grand mouvement d'opinion se produise, et que l'application de la loi de 1874 tienne à cœur à tous

ceux qui ont quelque souci de l'avenir des générations nouvelles, de la grandeur et de la prospérité nationales.

L'intérêt bien entendu des patrons permet d'espérer qu'ils ne se borneront pas à subir les exigences de la loi, à laquelle ils se soumettraient contraints et forcés seulement, et pour éviter les pénalités auxquelles les exposera toute infraction qu'ils auraient commise. Ils comprendront, à coup sûr, que toute mesure qui contribue à assurer l'instruction du futur ouvrier, à développer ses forces physiques, assure également et par une conséquence nécessaire le meilleur recrutement de notre armée industrielle. Le jour où ils en seront bien persuadés, la loi de 1874 aura traversé la période la plus difficile, celle de la mise en pratique, de l'adoption par les intéressés les plus immédiats qui se croient aujourd'hui menacés, ou qui ne voient que des vexations inutiles dans des restrictions et des prescriptions, qui seraient déplaisantes, par cela seul qu'elles s'attaquent à des abus profondément enracinés. Les abus disparaîtront, le bien espéré s'accomplira, et les industriels seront les premiers à profiter du progrès réalisé.

## V

C'est ce but que les Inspecteurs et les Commissions locales, dans la sphère de leur rôle respectif, doivent poursuivre assidûment, avec un zèle infatigable, il faudrait dire avec une véritable passion. Leur besogne n'est pas de celles qui se font ou se peuvent faire mollement, ou comme une tâche que l'on dépêche, pour en avoir plus tôt fini. C'est un véritable apostolat civil et patriotique, dont les Inspecteurs ont brigué l'honneur, dont il faut souhaiter qu'ils aient l'ardeur. Il ne s'agit pas pour eux seulement de faire dans les ateliers de leur circonscription un certain nombre de visites journalières, et de croire leur devoir accompli par l'apposition de leur signature sur un registre, et par quelques constatations faites plus ou moins rapidement.

Ils devront apporter dans l'accomplissement de leur mission un esprit investigateur, bienveillant pour les enfants, passionné pour leur bien. Ils devront aimer l'enfance et ne pas perdre de vue qu'ils sont chargés de veiller à la conservation des forces organiques mêmes du pays, à l'amélioration physique, intellectuelle des jeunes générations, en assurant l'exécution de la loi.

De son côté, la dix-septième Commission est pénétrée de la nécessité de s'y associer, par un contrôle vigilant du travail de



l'Inspection dans l'arrondissement. Les membres qui la composent, nommés sur leur demande à ces fonctions, ont compris sans doute l'étendue des devoirs que leur imposait le fait de les avoir acceptées. Fonctions rétribuées ou fonctions gratuites, il n'a jamais manqué, il ne manquera jamais en France de candidats prêts à en accepter allégrement le fardeau ou l'honneur. Les unes et les autres entraînent avec elles des obligations. Celles qui incombent aux Commissions locales doivent être bien remplies et la dix-septième Commission prend l'engagement de contrôler sérieusement le travail des Inspecteurs de la circonscription. Quant à l'accomplissement par chacun de ses membres de la mission dont il a assumé la charge, la dix-septième Commission fera son devoir, et elle fera en sorte que l'on ne puisse dire d'elle, elle espère au surplus qu'on ne pourra dire d'aucun des membres d'aucune des Commissions locales, ce qui a été écrit des membres des Commissions qui ont fonctionné après 1844 :

« Ils remplissaient languissamment des fonctions non salariées. »

Tout membre qui, pour une cause quelconque, ne peut prendre sa part du travail de la Commission à laquelle il appartient, doit ne pas hésiter à laisser libre, pour un citoyen moins occupé peut-être, en tout cas plus zélé, une place qu'il détient sans en remplir les devoirs. Chacun doit se rendre bien compte qu'il ne s'agit pas seulement de faire nombre, et qu'il importe peu, pour le fonctionnement de la loi, que les Commissions soient complètes sur le papier, sans avoir réellement d'existence active. A l'heure présente où chacun est si porté à la revendication, légitime à coup sûr, de ses droits, la conception virile des devoirs corrélatifs devient une nécessité d'autant plus impérieuse, et réclame une place égale. Dans les pays libres il faut se résigner à parler au moins autant de ses devoirs que de ses droits, et à se montrer aussi jaloux de remplir les uns que de faire respecter les autres. Ces mœurs, à coup sûr, s'implanteront en France avec le temps, avec les progrès de l'instruction et la diffusion des lumières dans toutes les couches de la Société. Les citoyens comprendront de mieux en mieux que le scrupuleux respect de la loi honore un grand peuple, et qu'il n'y a pas de fonction plus utile, de devoir civique plus important que de s'associer activement à l'exécution de la loi destinée à protéger l'enfance.

Quant à la partie matérielle de l'organisation du service de

l'Inspection, la dix-septième Commission ne peut qu'approuver ce qu'elle en connaît.

La répartition des arrondissements du département de la Seine entre les Inspecteurs et les Inspectrices a été faite rationnellement, en tenant compte des distances à parcourir, et du nombre des ateliers à visiter. Le registre que l'Inspecteur devra signer dans chaque atelier qu'il visitera, les bulletins journaliers, contenant la liste des visites faites par lui, qu'il devra chaque jour envoyer au quatrième bureau de la deuxième division de la Préfecture de Police, chargé de centraliser ce service, enfin la tenue à jour du registre général des ateliers de sa circonscription qu'il gardera chez lui, où il inscrira les visites qu'il aura faites, leurs dates, ses observations, constituent des moyens de contrôler l'activité de l'Inspection, de la tenir en haleine, et deviendront rapidement la matière précieuse d'une statistique, qui sera certainement dressée, et contiendra des renseignements d'un haut intérêt.

Dans les premiers temps, pour se guider dans leurs visites chez les industriels de leurs circonscriptions, les Inspecteurs auront la statistique des industries recensées par les soins de la Préfecture de Police. En ce qui regarde le dix-septième arrondissement, et il est probable que les autres ne sont pas mieux partagés, cette statistique est des moins satisfaisantes. Elle a été dressée sans plan d'ensemble; ce n'est ni le groupement par nature d'industrie, ni celui par rues, ni celui par ordre alphabétique des noms des industriels. Les noms et les rues se succèdent, sans qu'il soit possible de découvrir pourquoi une rue est abandonnée, puis reprise pour faire place à une autre. Il semblerait que les noms ont été mis tous ensemble dans un sac, tirés au hasard et inscrits comme ils venaient. Ce désordre, qui n'est pas un effet de l'art, ne facilitera pas, au début, la tâche de ceux qui auront à s'en servir. Elles devront être revisées et complétées aussitôt que possible. Un plan rationnel de groupement par industries, puis par rues, enfin par ordre alphabétique, devra être adopté et suivi. Enfin une carte topographique du quartier devra être jointe à chaque exemplaire.

Les inexactitudes commises, les omissions nombreuses doivent être également réparées au plus vite. La statistique nécessaire n'est encore qu'à l'état d'ébauche imparfaite. Il est indispensable qu'elle atteigne au plus vite le point de précision où elle doit être portée et maintenue, pour être réellement utile.

Les Inspecteurs devront être invités à ne rien négliger pour en corriger les imperfections.

## VI

Il est bien évident que leur intervention ne devra pas se borner à des constatations plus ou moins sommaires du degré de respect que témoigneront pour les prescriptions de la loi, les industriels dont ils inspecteront les ateliers. Leur mission sera plus complexe; ils auront à faire œuvre de propagande. Ils devront s'efforcer de faire pénétrer dans les esprits la conviction que la loi est utile, et que son application, sa mise en pratique exacte ne seront pas moins favorables aux patrons qu'aux apprentis. Ils devront non-seulement se faire représenter le registre prescrit par l'article 10 de la loi, les livrets, les feuilles de présence aux écoles, les règlements intérieurs en vigueur dans les grands ateliers. Ces prescriptions, qui ont trait à l'exécution, en quelque sorte matérielle, de la loi, devront être évidemment observées à la lettre, aussi bien que celles relatives aux dangers que peuvent présenter les travaux auxquels seront occupés les apprentis, et aux causes d'insalubrité qu'il importera de faire cesser sans retard. Mais elles ne constitueront pas, tant s'en faut, les sujets exclusifs soumis à l'investigation scrupuleuse des Inspecteurs. Le champ de leur action sera autrement vaste. Ils devront procéder à une enquête toujours ouverte, toujours féconde en observations pleines d'intérêts, sur la situation matérielle, sur l'état intellectuel et moral du personnel des apprentis; ils devront se rendre compte des conditions hygiéniques dans lesquels ces derniers seront placés, du degré de développement physique, d'instruction où les enfants seront arrivés. Ils réuniront ainsi, puisés aux sources mêmes de l'information la plus sûre, des renseignements du plus haut intérêt sur la situation de ces jeunes ouvriers et même, en général, des classes ouvrières (pour employer l'expression la plus usitée) du département de la Seine.

La mise en pratique de la loi par toute la France permettra de généraliser cette enquête. Le bien qui existe sera mis en lumière et deviendra un encouragement à poursuivre le mieux; et le mal reconnu, constaté d'une manière irrécusable, pourra être signalé avec autorité, et efficacement combattu.



## VII

L'ennemi principal qu'a visé la loi de 1874 est l'ignorance, et, dans une certaine mesure, elle a voulu mettre obstacle à l'emploi abusif des enfants mineurs à des travaux trop durs pour leur âge ou dangereux; elle a voulu également limiter la durée du travail auquel il serait loisible de les astreindre.

La dix-septième Commission estime que ces prescriptions sont encore insuffisantes, et, à la fin de ce Rapport, elle exposera quelles réformes et quelles dispositions complémentaires lui paraissent solliciter l'intervention nouvelle du législateur.

Dès à présent il lui sera permis d'insister sur la nécessité d'imposer sans tarder, dans toutes les parties de la France, les mesures indispensables pour que l'exécution de la loi de 1874, assurée désormais, ou à peu près, dans le département de la Seine, ne reste pas, dans le reste de la France, sauf de trop rares exceptions, presque complètement lettre morte.

Certes, si, dès à présent, on pouvait espérer que bientôt les enfants ne pourront être pris par l'industrie, avant l'âge de douze ans révolus; si, dès à présent, ceux qui, par exception, pourront être admis dans les ateliers dès l'âge de dix ans, n'étaient jamais soumis à un travail journalier de plus de six heures; si l'obligation du certificat d'études, si la mesure qui prescrit la fréquentation de l'école, dans des circonstances déterminées, étaient scrupuleusement respectées, si, en un mot, sur toute l'étendue du territoire, il était possible d'espérer que la loi, votée depuis cinq ans déjà, non appliquée encore, va bientôt devenir la règle respectée de tous, un grand progrès, gage de progrès nouveaux et plus considérables encore, serait en voie de réalisation.

Il s'en faut qu'il en soit ainsi, et bien des obstacles s'opposent encore à l'accomplissement de cette réforme nécessaire.

Bien des Conseils généraux ont jusqu'ici fait la sourde oreille; les fonds indispensables n'ont pas été votés, les places d'Inspecteurs, dont la création n'est malheureusement que facultative, ne paraissent pas devoir être créées et occupées de sitôt. Enfin, les Commissions locales elles-mêmes, qui seraient au moins comme la pierre d'attente de l'édifice à construire, ne fonctionnent guère plus sérieusement qu'en Angleterre avant 1844.

Comment est-il possible, dès lors, d'espérer qu'on obtiendra,

dans des conditions semblables, que la loi soit sévèrement appliquée, que sa stricte observation passe dans nos mœurs?

« Rien n'énervé plus un pays que d'avoir des lois et de leur désobéir. »

Cette maxime ne serait pas à sa place seulement dans un Rapport sur l'exécution de la loi de 1874. Mais il faut qu'elle cesse d'être ici, comme ailleurs, l'expression d'une vérité lamentable. Il faut que la loi soit respectée, il faut que les départements, que les communes importantes se mettent en mesure d'en rendre l'exécution possible.

A défaut des départements et des communes, il faudrait que des associations s'organisassent en vue de réaliser ce que le pouvoir central, actuellement, ne put faire, ce qu'il n'est pas désirable même qu'il fasse jamais.

En France, où les habitudes du *self-government* sont si peu répandues, où la tradition des siècles passés a infusé dans le sang national l'habitude, le besoin, en quelque sorte, de l'abstention dans les choses qui ne sont pas du strict domaine de l'intérêt personnel, on s'est accoutumé à tout attendre du pouvoir, quand il s'agit de réaliser un progrès devant profiter à tous.

L'ancienne formule était: « Si le roi le savait! »

Aujourd'hui, le Gouvernement est tenu de savoir et de faire.

Quand il ne fait pas, on se plaint, on récrimine, mais il est bien rare que des activités, des bonnes volontés privées se consacrent à une œuvre d'intérêt général, sans avoir réclamé et obtenu l'estampille officielle.

Que l'État, du moins, use donc de l'influence qu'il possède pour provoquer, par tous les moyens en son pouvoir, la création, en France, des organes indispensables à l'exécution prompte, complète et définitivement permanente de la loi de 1874.

Réduite actuellement aux termes que l'on connaît, elle peut du moins contribuer à faire reculer l'ignorance, à répandre davantage, parmi nos concitoyens, l'instruction qui, même bornée strictement à ce qui paraît pratiquement et dès à présent réalisable, contribuera si puissamment à l'affranchissement intellectuel de nos jeunes générations.

Aujourd'hui que le suffrage universel a fait de chaque citoyen un électeur; que le service obligatoire fait de tout Français un soldat; en présence des progrès de l'industrie étrangère, que la récente Exposition universelle a permis de constater, il faut que

le bienfait de l'instruction soit largement dispensé à ceux dont le vote éclairé doit assurer la stabilité de nos institutions et l'affermissement de la liberté reconquise; aux défenseurs du territoire dans des guerres toujours possibles, où l'intelligence du combattant sera un si puissant élément de succès; à l'ouvrier, enfin, au soldat des luttes pacifiques, dont l'habileté professionnelle, dont les travaux sont le fondement le plus solide de la grandeur et de la prospérité du pays.

Cette instruction n'est pas moins indispensable à celles qui deviendront des épouses et des mères.

Le combat pour l'existence est chaque jour plus rude aux ignorants. Il faut donc, de toute nécessité, armer les enfants pour les luttes de la vie.

### VIII

Ces considérations conduisent directement à la conclusion suivante :

Que le Parlement se hâte de voter la loi en préparation, proclamant la gratuité absolue et l'obligation de l'instruction.

En 1878, la dix-septième Commission exprimait cette idée, que la loi de 1874 appelait, comme complément nécessaire, le vote d'une loi sur l'instruction primaire,

Elle a la confiance de pouvoir, dans le rapport de l'année prochaine, enregistrer le fait accompli.

La loi de 1874 protège les jeunes générations industrielles et doit empêcher que l'avenir ne soit sacrifié au profit, plus apparent d'ailleurs que réel, du présent.

L'obligation de l'instruction protégera, de son côté, les enfants des campagnes qui, ne travaillant pas dans des ateliers et restant le plus souvent dans leur famille, peuvent être tenus éloignés de l'école et privés irrémédiablement de toute culture intellectuelle, de tout moyen d'instruction.

Les deux lois, concourant au même but par des voies différentes, se compléteront l'une par l'autre.

Mais bientôt se manifesterà la nécessité de perfectionner la loi de 1874, de combler les lacunes qu'elle contient, de pousser plus loin les conséquences des dispositions dont elle établit le principe, en un mot de développer les germes féconds que le législateur y a déposés.

C'est ainsi que, si respectable que soit l'autorité paternelle,



comme celle-ci aura dû s'incliner devant la loi de l'instruction obligatoire, la distinction maintenue entre le patron étranger et le père, entre l'atelier du premier et celui du second, pourra et devra être supprimée.

Dès lors, l'admission de l'enfant dans l'atelier, même paternel, devra être subordonnée outre la condition d'avoir atteint un âge déterminé, à la fréquentation antérieure de l'école et à la production du certificat d'études.

Si, tout d'abord, la réforme paraissait trop hardie et était considérée comme présentant certaines difficultés dans la pratique, on pourra, pour commencer, s'arrêter sur le chemin, y faire une halte, et décider que l'interdiction s'appliquera seulement à l'atelier du patron patenté, que ce soit un étranger ou le père lui-même.

La distinction entre les industries où les enfants pourront être employés dès l'âge de dix ans révolus devra être supprimée. L'enfant de moins de douze ans, qui aura passé six heures à travailler dans un atelier, dans une manufacture, sera, le plus souvent, dans de mauvaises conditions pour fréquenter une école et profiter des enseignements qu'il y recevra.

Quant aux mineurs de plus de douze ans admis à travailler douze heures par jour, pas plus ! il est évident que cette journée de douze heures devra être diminuée.

En Angleterre, depuis 1844, le mineur de treize ans ne peut être employé chaque jour plus de six heures et demie.

Enfin l'obligation pour les patrons de ne pas faire travailler les mineurs de seize ans les dimanches et jours de fêtes légales devra être maintenue rigoureusement.

Ce sont là des réformes dont la nécessité s'imposera à bref délai. Mais ce n'est pas tout encore. La Société reconnaîtra tôt ou tard, qu'elle doit s'efforcer d'assurer à l'enfant la protection dont sa faiblesse ne peut se passer, et qui trop souvent lui fait défaut. La loi sur le travail des enfants dans les manufactures devra être rattachée à la loi sur l'apprentissage profondément modifiée. L'apprentissage régulier d'un métier véritable, qui est aujourd'hui l'exception, devra devenir la règle. Combien de patrons, peu scrupuleux, même quand ils sont liés par un contrat d'apprentissage, n'ont d'autre but que de tirer le plus grand profit possible du travail de leurs apprentis, et ne leur apprennent en réalité aucun métier.

L'enfant, qui n'a pas appris un métier, après un séjour de plusieurs années dans un atelier, devient trop souvent l'homme de peine qui n'a que ses bras, et ses bras ne sont pas robustes. Peut-être il eût été propre à devenir un ouvrier habile dans un métier demandant de l'adresse, du coup d'œil, de la légèreté de main ; il n'a rien appris, il ne sait réellement rien faire, et il aura les plus grandes difficultés à trouver un travail médiocrement payé.

Cette situation évidemment appelle une réforme nécessaire, et par la création d'écoles professionnelles pour le petit nombre, par une protection efficace accordée à la masse, en vue de faciliter au plus grand nombre l'acquisition du métier, la loi, une loi nouvelle, devra mettre le remède à côté du mal.

Il ne s'agit pas, dans la pensée de la dix-septième Commission, de substituer l'État au père de famille quand ce dernier a la volonté et les moyens de pourvoir ses enfants de l'indispensable gagne-pain. Mais combien d'enfants sont sans protection, combien vagabondent, combien de pères de familles n'exercent aucune surveillance sur le travail et la conduite de leurs enfants.

A qui n'est-il pas arrivé de rencontrer, dans les quartiers éloignés du centre de Paris, des troupes d'enfants de huit à treize ans, à l'heure où ils devraient être à l'école ou à l'atelier, se livrant à un véritable vagabondage ? A qui n'est-il pas arrivé de s'attrister en pensant à l'avenir qui attendait ces enfants déshérités de tout appui, errant à l'aventure et vivant au hasard ?

La loi de 1874 appelle, comme complément nécessaire, l'adoption de mesures destinées à mettre un terme à ces misères.

Mais il s'agit d'abord d'assurer le fonctionnement de la loi qui existe.

La dix-septième Commission n'a pas pensé qu'il lui fût interdit d'examiner, au point de vue de l'intérêt général, l'état actuel des choses.

Elle vous prie, Monsieur le Préfet, de voir, dans les considérations qui précèdent, une preuve de l'intérêt que lui inspire la loi de 1874. Convaincue qu'il est urgent de la compléter par des dispositions conçues dans un esprit plus énergiquement protecteur de l'enfance, elle n'oublie pas, pourtant, que sa mission consiste, avant tout, à contrôler le service de l'Inspection dans le dix-septième arrondissement de la ville de Paris.

Elle espère fermement qu'il lui sera donné, dans un an, de

vous adresser un Rapport qui contiendra sur l'état de service et l'exécution de la loi, mise enfin pour la première fois en pratique. des renseignements satisfaisants, et son ardent désir de voir le mieux se faire ne l'empêchera pas de rendre justice au bien déjà accompli.

Ce rapport a été lu et adopté par la dix-septième Commission dans la séance du 20 février 1879.

|                      |                                  |
|----------------------|----------------------------------|
| <i>Le Président,</i> | <i>Le Secrétaire-Rapporteur,</i> |
| S. DE HÉRÉDIA.       | SAINT-AGNAN.                     |

## L'ÉCOLE-ATELIER

### LA PROPOSITION DE LOI DE M. MARTIN NADAUD

Bien que la discussion à laquelle ce projet de loi a donné lieu (Voy. ci-dessus, t. XI, p. 589 et XII, p. 453), au sein du *Comité judiciaire*, ait été aussi complète que possible, nous croyons devoir reproduire, avec l'autorisation de son auteur, l'étude intéressante que notre collègue M. P. Robiquet vient de publier dans *l'Économiste français*.

Les économistes ont depuis longtemps constaté la situation déplorable de l'apprentissage dans les différentes branches de l'industrie française. Tous les patrons se plaignent de la difficulté de former des apprentis. Dans les ateliers et les usines, le niveau des connaissances pratiques s'abaisse de plus en plus. A la suite de la loi du 22 février 1851 sur le contrat d'apprentissage, le nombre des apprentis, au lieu d'augmenter, n'a fait que décroître. Il résulte de l'enquête ordonnée par la Chambre de commerce en 1860 que, sur 25,540 enfants composant à cette époque l'effectif des ateliers de Paris, 4,523 seulement étaient liés à leurs patrons par des contrats réguliers. Si l'on s'en rapporte à la statistique dressée tout récemment par les soins de la Préfecture de police, le nombre des enfants employés par l'industrie parisienne serait aujourd'hui d'environ 34,000; mais rien n'indique que la progression soit la même en ce qui concerne le nombre des contrats d'apprentissage. Loin de là, les hommes de cœur qui ont accepté la tâche ingrate de mettre en rapport les familles des enfants avec les patrons, s'accordent pour déplorer les exigences de ces familles qui presque invariablement demandent deux choses : 1° se débarrasser complètement de l'enfant, en



obtenant du patron qu'il le couche et le nourrisse; 2<sup>o</sup> procurer à l'enfant un gain immédiat. La misère de beaucoup de ménages d'ouvriers, celle des veuves chargées d'enfants, la difficulté de surveiller des gamins qu'ont corrompus, dans un grand nombre de cas, le vagabondage de la rue et les mauvaises fréquentations, expliquent et justifient, jusqu'à un certain point, le double désir des parents d'apprentis.

Ajoutons, qu'en général, les familles ouvrières n'insistent pas pour que les enfants passent des contrats réguliers avec les patrons qui les emploient. Pourvu que l'enfant touche un salaire variant de 1 à 2 francs par jour, sa famille ne s'inquiète pas de savoir s'il apprend véritablement un métier ou si, au contraire, on l'occupe constamment au même travail, comme une mécanique, au risque d'arrêter tout net l'essor naturel de son intelligence. Les rapports du *Comité de placement* qui fonctionne d'une manière si utile sous les auspices de la *Société de protection des apprentis*, nous apprennent — et cette indication est caractéristique — que, pour arriver à faire signer un contrat d'apprentissage, les membres du comité font en moyenne dix courses ou démarches!

D'autre part, il faut bien avouer que, si certains patrons s'occupent de leurs apprentis avec une sollicitude qui n'est pas invariablement payée de retour, on en trouve un trop grand nombre qui, ne se rendant pas compte de leurs devoirs, oubliant les prescriptions formelles de la loi de 1851, n'hésitent pas à faire de leurs apprentis de véritables domestiques, les font coucher pêle-mêle dans des soupentes infectes, les envoient s'empoisonner au physique et au moral dans des gargotes fréquentées d'une façon déplorable, et, la journée finie, les laissent vagabonder sur la voie publique, sans la moindre surveillance. Que dire des apprentis — et c'est le plus grand nombre — qui ne sont ni couchés, ni nourris par le patron! Nous nous arrêtons : l'étendue du mal n'a pas besoin d'être démontrée. Tout le monde est d'accord sur ce point qu'il devenait urgent de remédier à la décadence profonde de l'apprentissage, et d'étudier les mesures nécessaires pour relever le niveau de la production nationale, en donnant aux futurs ouvriers une instruction théorique et pratique appropriée aux besoins de chaque industrie.

Un honorable député, qui connaît les ouvriers puisqu'il est sorti de leurs rangs, a senti qu'une tentative de réforme, ayant

pour objet de multiplier les chefs d'atelier de mérite et les ouvriers capables, profiterait plus au pays qu'une guerre de tarifs avec les nations étrangères — ce rêve fatal des protectionnistes. — Usant du droit d'initiative parlementaire, M. Martin Nadaud a donc soumis à la Chambre des députés une proposition de loi dont il attend quatre grands résultats, savoir :

« 1<sup>o</sup> Accroissement du capital moral et intellectuel de nos populations; 2<sup>o</sup> moyens, par un surcroît d'habileté dans la main-d'œuvre, de lutter avec avantage contre la concurrence étrangère; 3<sup>o</sup> augmentation considérable et infaillible de la richesse publique; 4<sup>o</sup> diminution du paupérisme. »

Nous avons à examiner si les voies et moyens soumis au Parlement tant par le député de la Creuse que par la Commission parlementaire sont bien conçus et bien topiques, ou si au contraire ils ne présentent pas plus d'inconvénients que d'avantages.

Le projet primitif de M. Nadaud aboutissait aux trois innovations suivantes : 1<sup>o</sup> annexion aux écoles primaires *d'écoles manuelles d'apprentissage*, dans les communes où le conseil municipal le jugerait nécessaire; 2<sup>o</sup> choix et révocation des ouvriers-instructeurs par le conseil municipal; 3<sup>o</sup> mise à la charge de la commune, et subsidiairement de l'État, des dépenses qu'entraînerait cette organisation. (Un crédit spécial de un million devait, pour commencer, être inscrit au budget de l'instruction publique).

Sous cette forme, la proposition souleva immédiatement des objections très-vives. On fit remarquer, dans le sein même et en dehors du Parlement (1), que le système de M. Martin Nadaud n'abordait la question de l'apprentissage que par l'un de ses côtés et lui donnait une solution unique, exclusive et, sous certains rapports, pleine d'inconvénients. L'annexion de l'atelier à l'école primaire parut à d'excellents juges dangereuse pour l'enfant et pour l'instituteur, onéreuse pour la commune et pour l'État. En ce qui touche l'enfant, on fit observer que le principe essentiel qui résulte de la loi du 19 mai 1874 est la prohibition du travail manuel avant l'âge de 12 ans. Dans les quatorze industries où, par exception, la loi permet d'employer des enfants à partir de 10 ans, sous la condition qu'ils suivront les classes d'une école pendant le temps libre du travail, il a été constaté

---

(1) Voy. *Bull. Soc. prot.*, XI, 1878, p. 589.

que la fatigue et les distractions de l'atelier rendaient presque toujours négatifs les progrès scolaires des jeunes apprentis de demi-temps. Il est donc à craindre que l'élève de l'école-atelier n'en sorte avec une instruction primaire fort insuffisante, et cela sans avoir eu le temps d'acquérir une habileté de main qui le dispense de compléter ou plutôt de recommencer son apprentissage dans un véritable atelier.

Quant à l'instituteur, dont les fonctions sont déjà si laborieuses et la situation si difficile entre le maire et le curé, fera-t-il bon ménage avec le professeur-ouvrier qui viendrait s'installer à côté de lui, narguant peut-être les exercices de l'école et en détournant l'esprit mobile des enfants? La place de l'instituteur deviendrait intenable, neuf fois sur dix, d'autant plus que, d'après le projet de M. Nadaud, le professeur-ouvrier serait l'agent du conseil municipal auquel il devrait sa nomination. Ce serait un véritable bouleversement de toutes les notions de droit administratif, car un corps *délibérant* ne peut nommer les fonctionnaires sans usurper les droits du pouvoir exécutif et de ses représentants. Il faut de bien graves motifs pour déroger à cette règle.

Et puis, comment recruter le personnel nouveau? M. Nadaud, dans son rapport, trouve cela fort simple. « Les professeurs-ouvriers, écrit-il, sont prêts; ils abondent principalement dans les villes. Le travail de l'atelier ne devant durer que deux ou trois heures par jour, on appellera du dehors, pour ce laps de temps, de bons ouvriers patentés ou non et bien connus pour leur capacité et par leur moralité. La leçon terminée, ils retourneront à leur besogne. Ceux qui, après avoir été payés de leur temps, mériteront d'être récompensés, les communes, les bourgs, les villes ont mille moyens de se les attacher. N'y a-t-il pas toujours des travaux à faire? On les donnera aux éducateurs de la jeunesse. » M. Nadaud est si satisfait de son idée qu'il engage le Ministre de l'instruction publique à « organiser le travail (le travail *manuel* s'entend) dans *nos lycées* et dans tous nos établissements normaux ». Ce serait, à en croire l'honorable député de la Creuse, « le plus grand service que la République pourrait rendre au pays ». L'auteur du projet néglige de prouver que les industriels admettraient avec une satisfaction sans mélange ce va-et-vient quotidien de leurs meilleurs ouvriers ou contre-maitres entre la manufacture privée et l'école publique. Il oublie de nous apprendre comment le patron les remplacera pendant



leurs absences. Dans la pratique, nous sommes persuadés qu'il les remplacerait définitivement et à bon droit. Au reste, tout fait présumer que l'ouvrier-professeur ne serait plus bientôt que professeur. Il affirmerait sa qualité de fonctionnaire, laisserait là sa blouse d'ouvrier, s'érigerait en politicien de village, et qui sait?... s'inspirerait peut-être du rapport de M. Nadaud pour indiquer dans les feuilles locales les moyens infailibles « d'arracher nos populations de l'ornière qui les empêche d'avancer ».

Enfin, comme dernière et grave objection, on critiquait la gratuité de l'école d'apprentissage qui imposerait aux communes un nouveau surcroît de charges. Nous avons déjà la gratuité de l'instruction primaire, laquelle dérive, nous ne le contestons pas, des sentiments les plus généreux, les plus élevés. Mais, de bonne foi, ne fallait-il pas assigner des limites à cette tendance dangereuse qui conduit à recourir en toute circonstance à l'intervention de l'État, du département, de la commune ? Allait-on demander aux contribuables de la commune de donner à tous les enfants nés sur son territoire l'éducation manuelle et technique, en même temps que l'éducation scolaire ? De là à leur fournir gratuitement des outils, puis le coucher, puis la nourriture, il n'y avait qu'un pas. Allait-on exproprier la charité privée, la bienfaisance volontaire et spontanée, et imposer à toute la jeunesse ouvrière le bienfait gratuit, obligatoire et laïque de l'enseignement en partie double rêvé par M. Nadaud ?

La Commission législative comprit que le projet de loi ne pouvait se passer de remaniements. Lorsque l'ordre du jour appela la discussion de la proposition de M. Martin Nadaud (séance du 9 décembre 1878), l'article 1<sup>er</sup> reparut sous la forme qui suit : « Un crédit, dont le chiffre sera ultérieurement fixé, sera ouvert au Ministre de l'agriculture et du commerce pour être employé en subventions aux écoles d'apprentissage fondées par les villes, les départements et les communes, soit par les *Chambres syndicales* de patrons et d'ouvriers, soit par les particuliers. » M. Lorois, qui avait demandé la parole contre la première rédaction, déclara que la seconde était préférable, mais qu'elle laissait encore à désirer, pour plusieurs raisons qu'il indiqua. Les mots *villes* et *communes* faisaient double emploi ; on pouvait croire, en lisant le projet, qu'il ne s'agissait que du vote d'un crédit pour une année, et non pas de crédits devant se succéder indéfiniment ; on avait oublié de parler des chambres de commerce, etc. Par ces

divers motifs, M. Lorois proposait la formule ci-dessous : Des subventions pourront être accordées par le Ministre de l'agriculture et du commerce aux écoles d'apprentissage fondées par les départements, les communes, les chambres de commerce, les chambres syndicales de patrons et d'ouvriers ou les particuliers. La loi de finances déterminera chaque année le crédit mis à cet effet à la disposition du ministre. »

Mais l'opinion de la Chambre n'était pas faite. On sentait le besoin de remettre encore à l'étude les *écoles manuelles*. M. Tirard fit remarquer, avec beaucoup de raison, que l'on ne pouvait voter en poste (car l'urgence avait été déclarée), un projet aussi important qui engageait les finances de l'État et permettait à l'autorité publique de s'immiscer dans les écoles professionnelles fondées par les particuliers. L'honorable député demanda spirituellement à M. Nadaud quelle idée il se faisait d'une *Chambre syndicale*. « Il m'est arrivé, dit-il, d'en voir, et j'en vois tous les jours qui sont en rivalité. Quatre ou cinq patrons se réunissent entre eux et s'intitulent chambre syndicale. Il s'agit de savoir ce qu'on entend par Chambres syndicales, puisqu'on veut que l'État soit appelé à les subventionner. » L'orateur faisait, en outre, observer que l'article 3 (nouvelle rédaction) portait bien que, dans les écoles communales, les *ouvriers instructeurs* seraient nommés par le maire, sur une liste de trois noms présentée par le conseil municipal; mais qu'en ce qui concerne les établissements dont la fondation serait due aux départements ou aux chambres syndicales, le mode de nomination des instituteurs et professeurs n'était nullement indiqué. Rappelant les trois ou quatre transformations déjà subies par le projet, M. Tirard exprimait cette opinion que « les lois improvisées à la tribune ne sont pas généralement des lois bien faites »; il demandait le retrait de la déclaration d'urgence, afin de donner à la Commission la possibilité de refaire non-seulement l'article 1<sup>er</sup> mais l'article 3, et de soumettre cette grosse question des écoles d'apprentissage à l'épreuve de deux délibérations.

M. Nadaud, sans expliquer ce qu'il faut entendre par une *Chambre syndicale*, s'opposa d'abord au retrait de l'urgence. M. Laroche-Joubert, venant à l'aide du rapporteur, s'écria, non sans une plaintive ironie: « Du moment que cela intéresse le plus grand nombre, ce n'est pas pressé! » Mais la Chambre était frappée des sages observations de M. Tirard. M. Nadaud,

lui-même se résigna en déclarant qu'il ne voulait pas faire une loi de surprise; et comme on ne pouvait pas revenir sur la déclaration d'urgence parce que la discussion des articles avait été entamée, on renvoya le projet tout entier à la Commission. *Requiescat in pace!*

Toutefois, que les honorables auteurs de la proposition de loi ne nous fassent pas l'injure de nous croire systématiquement hostiles à une réforme de l'apprentissage. Nous reconnaissons qu'il est urgent de s'occuper des conditions déplorables au milieu desquelles s'étiolent et se corrompent les générations d'apprentis. Quand l'honorable rapporteur écrit « qu'elles ne forment pas l'ouvrier et que trop souvent elles dépravent l'homme », il ne risque pas de trouver en nous un contradicteur. Mais où est le remède? voilà la question.

M. Nadaud, pour démontrer que l'enseignement primaire peut marcher de front avec l'apprentissage, invoque l'expérience tentée avec succès à l'Ecole du boulevard de la Villette et à celle de la rue Tournefort. A l'Ecole municipale d'apprentis de la Villette, aucun élève n'est admis avant l'âge de 13 ans révolus, et s'il n'a subi d'une manière satisfaisante un examen équivalent à un certificat d'études. C'est vers 12 ans que les enfants entrent à l'atelier de la rue Tournefort. Il n'y a donc pas, dans ces deux établissements, réunion de l'enseignement *primaire* et des travaux manuels, puisque l'éducation primaire de l'enfant est achevée. D'ailleurs les deux fondations dont il s'agit ne paraissent pas, pour beaucoup de raisons, susceptibles de généralisation. Signalons seulement la raison financière. Un apprenti-élève de l'école de la rue Tournefort coûte 135 francs; celui de l'école de la Villette revient à 250 francs. En appliquant le premier chiffre à la population scolaire de Paris, qui est de 89,517 enfants, d'après le mémoire de M. Gréard pour 1878, on obtient une dépense de plus de 12 millions! L'état de nos finances permet-il d'étendre à toute la France une expérience aussi coûteuse?

M. Nadaud n'attend pas sans doute que nous préjugions les décisions de la Commission législative. Ce serait de notre part une trop grande prétention: Il nous sera cependant permis de faire un reproche aux auteurs du projet: c'est de ne pas assez compter sur l'initiative individuelle et d'évoquer trop souvent l'intervention des *collectivités*, pour employer un mot à la mode. Assurément elles ont du bon, ainsi que les mystérieux syndicats;



mais les simples particuliers ont bien fait de leur côté quelques efforts pour former de bons apprentis. Sans parler des internats comme celui de M. Piver qui, par leur nature même, ne s'adressent qu'à un petit nombre d'enfants, sans parler des fondations municipales qui, comme l'École d'horlogerie de Besançon, ont pour but d'assurer une pépinière de bons ouvriers à une grande industrie locale ; ou de ces utiles *Patronages*, comme ceux qui existent à Paris pour l'Ebénisterie, le Papier peint, les Fleurs et plumes, l'Imprimerie et la librairie, la Bijouterie, l'Emballage, etc..... Ignore-t-on, dans les sphères législatives, l'accroissement remarquable des écoles privées, annexées aux fabriques et aux grands ateliers par des patrons intelligents et humains ? N'a-t-on pas entendu parler des écoles ouvertes dans leurs établissements respectifs par MM. Chaix, Lemaire, Savard, Leclaire, Hamelin, Claye, Hayem et tant d'autres ? Pour la province, ne sait-on pas que, d'après le rapport de M. Dumas, président de la Commission supérieure du travail des enfants, le nombre des *écoles privées*, dites de *fabrique*, qui, au 1<sup>er</sup> février 1877, était d'environ 150, s'élevait dans le courant de la même année, à 237 écoles fréquentées par 9,000 enfants ?

De pareils résultats sont encourageants ; et peut-être agirait-on avec sagesse si l'on se bornait à subventionner toutes les fondations particulières qui ont pour but le relèvement de l'apprentissage, au lieu de caresser le projet d'annexer un *atelier manuel* à chaque école communale. Vouloir substituer l'école publique d'apprentissage à l'atelier privé, c'est, croyons-nous, une décevante et dangereuse chimère : car, ainsi que l'a écrit M. Jules Simon, « l'ouvrier proprement dit doit se former dans l'atelier... et jamais les écoles professionnelles, ni les écoles d'apprentissage ne dispenseront les ouvriers, et surtout les ouvriers pauvres, de s'engager dans un atelier pour y apprendre un état. »

Paul ROBQUET.

---

## INSTITUTIONS CRÉÉES DANS L'INTÉRÊT MORAL ET MATÉRIEL DES APPRENTIS

ET DES ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES

---

### PATRONAGES INDUSTRIELS

#### **Assistance paternelle des Fleurs et plumes.**

##### *Distribution des Prix.*

Le dimanche 2 mai, il nous a été donné d'assister à une fête des plus joyeuses et des plus touchantes qui a pleinement confirmé toute notre confiance dans le sens pratique de nos industriels parisiens. C'était au théâtre du Châtelet, une matinée musicale et littéraire donnée à l'occasion de la distribution des récompenses aux enfants patronnés par l'Assistance paternelle des fleurs et plumes. La salle immense du Châtelet était plus que comble, elle était bourrée, et pas plus sur la scène que dans la salle même on n'eût trouvé une place vide. La solennité était présidée par M. Jules Simon, assisté de M. Camille Sée, député de la Seine.

Autour d'eux on remarquait M. Hiéland, président de la Chambre syndicale des fleurs, M. Ch. Petit, fondateur de l'Assistance paternelle des fleurs et plumes, président honoraire; M. Turney, président actuel du Conseil d'administration; MM. Baillié et Desmarets, membres de la Chambre de commerce; MM. Deshayes, J. Savoy, président du Syndicat général de l'Union; Marienval, président du Conseil des Prud'hommes; Jules Périn, secrétaire de la Société de protection des apprentis. Dans une loge d'avant-scène M. Andrieux, préfet de police, et dans la salle, nombre de notabilités parisiennes assistaient à la fête.

M. Turney a rappelé la naissance de l'Assistance paternelle, il y a onze années, ses brillants débuts, l'instruction professionnelle libéralement donnée à plus de trois cents apprenties; les progrès constants de cette belle institution, encouragée par le Ministère de l'instruction publique et la Ville de Paris. Plus d'une apprentie, depuis onze ans, est devenue maîtresse de maison, et l'une d'elles, aujourd'hui, siège au Conseil d'administration. L'Assistance a recueilli comme pupilles des orphelines et des dés-

héritées de la grande famille industrielle en bon nombre. Enfin, tout en soignant avec une sollicitude particulière l'instruction professionnelle, elle s'est efforcée de distribuer à ses élèves les plus indispensables éléments de l'instruction primaire.

Ayant si vivement progressé, il faut que l'Assistance élargisse maintenant le cercle de son action et de sa bienfaisance. Si nous voulons conserver sur les marchés du monde notre supériorité jusqu'à ce jour incontestée, mais déjà très-disputée, il faut que nous perfectionnions incessamment notre apprentissage. Et parce que la distribution des récompenses exerce sur le perfectionnement désiré une évidente et notable influence, on a dû, pour donner aux récompenses toute leur valeur efficace, organiser puissamment les concours et entourer les jugements de tous les contrôles et de toutes les garanties imaginables. Ces contrôles et ces garanties, M. *Turney* les a soigneusement et clairement énumérés et si quelques doutes ou méfiances subsistaient encore chez certains industriels, assurément il les a dissipés pour toujours.

Faisant appel aux maisons de monture, il leur a annoncé la fondation, par M. *J. Vachère*, de trois prix spéciaux pour élèves monteuses, « à la condition que le nombre des concurrentes soit de trois au moins dans chaque année ». Enfin, retraçant, en quelques paroles émues, les longs et désintéressés services rendus par M. *Ch. Petit* à la chose publique et à l'Assistance paternelle, M. *Turney* a terminé son éloquente allocution par ces paroles aussitôt couvertes d'applaudissements prolongés :

« Puisse bientôt une distinction digne de lui venir le trouver dans sa retraite, consacrant ainsi, dans la personne de notre cher Président-Fondateur, ces sentiments de sincère philanthropie et de confraternité professionnelle, qui sont le principe de notre Association, la condition expresse de prospérité ! »

M. *Jules Simon* prend la parole, au milieu d'une véritable ovation.

Aux applaudissements chaleureux et incessants de l'auditoire, il prononça, selon son habitude, un discours d'une touchante et supérieure éloquence, tour à tour familière et entraînant. Il retraça à grands traits l'histoire de ces associations pour l'enseignement, de plus en plus nombreuses et prospères, telles que cette Association philotechnique dont les cours sont aujourd'hui suivis par douze mille ouvriers et plus. Il insista sur la nécessité



où est la France de fonder chez elle l'enseignement technique, jusqu'à nos jours si incomplet et si inefficace, et il donna à l'assemblée la bonne nouvelle de la création d'une École spéciale d'horlogerie, si longtemps réclamée et si indispensable. Il développa avec un rare bonheur d'expressions cette idée que le plus grand service que les patrons puissent se rendre les uns aux autres, c'est le service par eux rendu à l'ouvrier. Il n'est que temps, grand temps d'instruire la femme, et d'apprendre à l'homme qu'en ménage un esprit de femme cultivé vaut cent fois mieux qu'une dot.

Ces belles et bonnes idées présentées dans le langage simple et élevé dont l'illustre orateur a le secret ont été accueillies avec faveur.

Hâtons-nous d'ajouter que le programme de la fête était des plus brillants et prouvait toute la sympathie qui entoure cette excellente institution des Écoles patronnées par l'Assistance paternelle des fleurs et plumes.

A la fin de cette belle et imposante cérémonie qui a laissé dans tous les cœurs un souvenir si profond et si durable, M. Jules Simon et M. Camille Sée ont visité au foyer du théâtre la ravissante exposition des meilleurs travaux des élèves de l'Association et leur admiration s'est manifestée par les éloges les plus sincères et les plus motivés.

Peut-être, comme le disait M. Jules Simon, le Châtelet ne sera-t-il plus assez vaste l'an prochain, pour la fraternelle assemblée.

#### **Chambre du Papier et des industries qui le transforment.**

##### *Concours d'apprentis.*

Le dimanche 11 mai, a eu lieu dans la salle des fêtes de la mairie du IV<sup>e</sup> arrondissement, et sous la présidence de M. Tresca, membre de l'Institut, la distribution des prix décernés par la Chambre syndicale du Papier et des industries qui le transforment aux apprentis de la papeterie et du cartonnage.

28 récompenses, consistant en livrets de la Caisse d'épargne, en boîtes d'outils et en livres, ont été distribuées à la suite d'un concours et sur la décision d'un Jury composé de trois membres de la Chambre syndicale des patrons et de trois membres de la Chambre syndicale des ouvriers. Ce Jury avait à juger non-seulement le travail manuel de l'ouvrage qui lui était soumis, mais encore la description écrite des procédés de fabrication, et à

désigner l'ordre dans lequel devaient être classés les concurrents, en tenant compte du mérite que chacun avait montré dans les deux genres de composition.

Sur l'estrade, l'honorable Président était assisté de *M. Person*, Président du Comité central des Chambres syndicales ; de *M. Savoy*, Président du Syndicat général de l'Union nationale, et de *M. Gonthier-Dreyfus*, Président de la Société de secours mutuels de la Papeterie ; de *M. J. Laudner*, Président de la Commission du concours, de *M. J.-L. Havard*, Président de la Chambre syndicale du Papier, de *M. Jules Périn*, secrétaire de la Société de protection des apprentis, etc. Autour du bureau, on remarquait plusieurs membres de la Chambre et du Tribunal de commerce, des Présidents et membres des Chambres syndicales, des Présidents et membres des Associations de protection des apprentis et d'autres notabilités commerciales. Dans la salle, qui était comble, assistaient, avec les familles des lauréats, les adhérents de la Chambre syndicale du Papier, qui y étaient venus avec leurs familles ou des amis.

A l'ouverture de la séance, l'honorable Président, *M. Tresca*, a donné lecture d'une lettre par laquelle *M. le Préfet de la Seine* fait exprimer le regret de ne pouvoir assister à la réunion : *M. le Président* ajoute que le bureau et l'assemblée regrettent de leur côté bien vivement d'être privés de la présence de l'honorable magistrat.

Dans une éloquente allocution, *M. Tresca* a approuvé les Chambres syndicales qui, ainsi que la Chambre du Papier s'occupent de développer chez l'apprenti l'amour de son métier ; puis il a abordé la grave question de l'Enseignement professionnel, parlé de l'organisation des Écoles d'arts et métiers, enfin, démontré quel rôle important la mécanique a pris dans l'industrie et les avantages considérables qu'elle procure à l'homme, puisque c'est par elle qu'il parvient à s'affranchir de plus en plus du travail corporel, ce qui lui permet de se consacrer davantage à la culture de son esprit et à perfectionner l'habileté de sa main, c'est-à-dire à activer les progrès de l'industrie. Or, il ne faut pas oublier qu'à l'avancement de l'industrie est liée étroitement la prospérité de chaque pays.

*MM. Person* et *Savoy*, qui ont ensuite pris la parole, ont, l'un et l'autre, après avoir félicité les Chambres syndicales de leurs œuvres de patronage, adressé aux jeunes enfants de la Chambre

du Papier des paroles d'une bienveillance paternelle propres à ajouter, aux récompenses qu'ils allaient recevoir, pour les encourager à persévérer dans leurs bonnes dispositions : « Continuez, leur a dit en terminant l'honorable M. Savoy, et vous deviendrez, j'en suis sûr, des artisans habiles, des hommes éclairés et de bons citoyens. Dans notre société française, où le travail a conquis toutes ses lettres de noblesse, je cherche, messieurs, une destinée plus enviable. »

« Oui, mes amis, leur a dit M. *Person*, vous pouvez tous avoir une existence facile et satisfaite, il ne faut pour cela qu'une bonne conduite, du goût pour le travail, pour le devoir et pour l'épargne, et lorsque ces qualités vous auront amené au but, vous devez alors vous souvenir des services que la Chambre du Papier vous a rendus... Vous n'oublierez pas qu'en développant vos aptitudes par l'attrait des récompenses, par l'émulation. elle aura fait de vous de bons et estimables travailleurs, de bons citoyens. »

M. *Laudner*, Président de la Commission du concours, a donné lecture du rapport de cette commission, puis il a fait l'appel des récompenses. Chaque lauréat est venu à son tour recevoir les prix qui lui ont été décernés ; plusieurs jeunes filles, apprenties dans le patronage, ont figuré parmi les récompensés.

Cette première partie du programme remplie. on est passé à la partie musicale et littéraire (1).

---

## CHAMBRES SYNDICALES

S'il est une question qui offre un intérêt à peu près égal pour toutes les branches de l'industrie et du commerce parisien, c'est bien celle de l'apprentissage.

Aussi, plusieurs Chambres de l'*Union nationale du Commerce et de l'Industrie* l'ont-elles compris et, par leur soins, des institutions ont été créées où l'on prend en pension de jeunes

---

(1) M<sup>me</sup> Brunet-Lafleur, qui ne refuse jamais son brillant concours aux bonnes œuvres et aux œuvres utiles, avait eu la bienveillance, non-seulement de promettre de prendre part au concert, mais elle a consenti à donner ses avis sur sa composition ; et c'est grâce à son intervention sympathique que la Commission a obtenu le concours généreux des artistes distingués qui se sont joints à elle.



orphelins ou des enfants que leurs familles ne peuvent diriger. Ils y reçoivent, à certaines heures, l'instruction scolaire ; puis ils s'y forment peu à peu aux divers travaux de l'industrie parisienne et deviennent ainsi des ouvriers capables, honnêtes et laborieux.

La Chambre syndicale du Papier a complété ce réseau de fondations bienfaisantes, en instituant, depuis quelques années, un concours entre les apprentis de la Papeterie,

La Chambre des Maîtres-Tailleurs avait, il y a un an, chargé une Commission de préparer un projet relatif à la création d'une École d'apprentis tailleurs.

M. *Ducher*, nommé rapporteur de la Commission, rédigea un excellent travail sur cette question,

De tous les moyens proposés pour la réalisation de cet intéressant projet, un seul a retenu l'attention de la Commission.

Ce moyen consiste dans la fondation d'une École d'apprentis qui accepterait gratuitement des élèves français ou étrangers, mais de préférence des fils d'ouvriers tailleurs, avec un engagement dont la durée serait de quatre ans au moins.

Cette institution serait fondée par une Société anonyme au capital de 250,000 francs. Un Conseil d'administration, dont les membres indéfiniment rééligibles seraient nommés pour une année, aurait pleins pouvoirs pour gérer et administrer la Société.

Telle est à grands traits l'économie de ce projet dont la conception honore ses auteurs et qui est un acheminement considérable vers la solution d'une question dont on ne saurait contester l'importance.

Nous ne pouvons que nous féliciter de ce résultat, qui témoigne de l'intérêt que le monde commercial et industriel attache à la question de l'apprentissage, dont M. *Ducarre*, rapporteur de la Commission chargée d'étudier les conditions du travail en France, a apprécié ainsi l'importance :

« L'apprentissage est la première étape de la vie de l'ouvrier, qui en fera un homme intelligent ou un incapable, suivant qu'il sera bien ou mal guidé en commençant. »

#### **Chambre des Maîtres-Tailleurs.**

Dans sa séance du 2 mars 1879, sous la présidence de M. *Morland*, Vice-Président, a été examinée la question relative à la création d'une École d'apprentis tailleurs.

En peu de mots, M. Morland rappelle que cette question a déjà été discutée à la Chambre syndicale des Marchands-Tailleurs : qu'à la séance du 18 février 1878 (1), où cette question était à l'ordre du jour, la Chambre syndicale avait prorogé les pouvoirs de la Commission chargée précédemment par elle d'étudier cette question si intéressante à tous points de vue ; que cette Commission s'est adjointe à celle nommée pour le même objet par la Société philanthropique des Marchands-Tailleurs ; et qu'enfin les deux Commissions s'étant réunies avaient nommé rapporteur M. Ducher, Secrétaire de la Société philanthropique.

La parole est ensuite donnée à M. Ducher pour donner lecture de son rapport, déjà lu à la dernière séance de la Société philanthropique.

M. Ducher s'exprime en ces termes :

Messieurs,

Ainsi que j'ai eu l'honneur de le faire lors de la dernière séance de la Société philanthropique des Marchands-Tailleurs, je viens vous présenter le rapport sur les travaux de la Commission des Apprentis tailleurs.

Cette Commission, ainsi que j'ai eu l'honneur de vous le dire, a étudié la question de fonder une école d'apprentis tailleurs, sous toutes ses formes et de tous les projets soumis et discutés, un seul lui a paru pratique et a retenu toute son attention, d'autant cependant, que les capitaux nécessaires seraient assurés, car il n'y a pas, à notre avis, possibilité de créer une école d'apprentissage restreinte, c'est-à-dire limitée à un petit nombre d'élèves ; il n'y a pas non plus possibilité de créer une école où les élèves, comme cela se pratique dans plusieurs industries, puissent venir suivre un cours d'une ou deux heures le soir ; notre genre d'industrie se prête mal à cela.

Pour plusieurs raisons aussi, nous avons dû éloigner le patronage des apprentis, dont la principale, qui peut nous servir d'exemple, est qu'en 1869-1870, vous vous en souvenez, de généreux confrères n'ont pu y réussir malgré tous leurs efforts, de ce chef, il n'y a pas lieu d'y revenir aujourd'hui.

Il a donc semblé à votre Commission que le seul procédé pratique était de fonder une institution dans un quartier bien aéré, à proximité des moyens de communication avec le centre de Paris et en dehors des fortifications si cela est possible. Levallois-Champerret, par exemple, paraît être un endroit convenable.

---

(1) Voy. *Bull. Soc. prot. Appr.*, 1878, p. 252.

Acheter ou louer une maison à deux ou trois étages avec terrain ou grande cour l'entourant.

Le prix d'achat ne dépassant pas 25 ou 30,000 francs, ou celui de la location 4,000 francs. — On emploierait le terrain pour y faire construire de beaux ateliers très-clairs que l'on diviserait suivant les besoins.

Au rez-de-chaussée seraient le réfectoire et les bureaux. Au premier, l'appartement du Directeur, et les chambres des élèves internes. Au deuxième, d'autres chambres d'élèves internes et un grand dortoir. Au troisième, la lingerie et chambres de domestiques. Dans le sous-sol, les cuisines, les caves, etc.

Cette institution serait fondée par une Société anonyme dont le capital devrait être de 250,000 francs répartis en 1,000 parts d'intérêt de 250 francs, payables : 50 francs en souscrivant, 50 francs aussitôt que la Société serait constituée et après décision prise en assemblée générale; les 150 francs restant dûs seraient payables à des époques déterminées par le Conseil d'administration.

L'école accepterait :

1° Des élèves français ou étrangers gratuitement et à l'externat; les élèves n'ayant pas le moyen de payer, et plus particulièrement les fils d'ouvriers tailleurs, avec un engagement de quatre ans au moins sans rémunération aucune de la part de la Société;

2° Des élèves internes ou externes payant une pension basée sur la durée de l'engagement du temps à passer dans l'institution.

Les parents, ou à défaut les tuteurs ou correspondants signeraient un contrat d'apprentissage passé devant le Secrétariat du Conseil des prud'hommes.

Aucun élève ne serait admis : 1° que s'il est âgé de plus de 12 ans et s'il est présenté par un parent ou à défaut tuteur ou correspondant; 2° que s'il est en parfaite santé; 3° s'il sait lire et écrire.

Ceci posé, deux modes se présentent à l'esprit pour l'exécution des travaux par école : le premier, qui est celui que votre Commission a adopté, consiste à faire de l'école une entreprise de travaux à façon fournis par les actionnaires. Le Directeur, ainsi qu'il est dit plus loin, choisirait lui-même les ouvriers professeurs, auxquels seraient adjoints des apprentis; le surveillant distribuerait le travail avec les recommandations nécessaires. Ce mode de direction nécessiterait un tarif général auquel les ouvriers et les patrons devraient se conformer.

Ce tarif serait fait par un Conseil de surveillance et de telle façon qu'il permît d'obtenir le travail le plus parfait possible.

Le second, sur lequel la Commission s'est arrêtée longuement, a été appuyé par l'honorable M. Versini; ce mode donnait le droit aux actionnaires de placer à l'école un ou plusieurs ouvriers à eux pour y exécuter leurs travaux avec le concours des apprentis; mais elle a



dû abandonner ce système parce qu'il offrait réellement trop de difficultés dans la pratique, bien qu'il ait été défendu par son auteur avec une rare conviction.

Au reste, je cite les intéressantes raisons données par un jurisconsulte en cette matière, vous y verrez que poser la question, c'est presque la résoudre.

L'honorable M. Corroy disait ceci : « Le système proposé par M. Versini, qui consiste à donner le droit aux actionnaires d'envoyer à l'école un ou plusieurs ouvriers à eux, pour exécuter leurs travaux avec le concours des apprentis de l'école, paraît offrir des difficultés dans la pratique.

» En effet, ces ouvriers devront s'engager à démontrer aux apprentis, et lorsque cet apprenti sera de première année, ne demanderont-ils pas un supplément de salaire ? Et lorsque cet apprenti sera de troisième année, consentiront-ils à payer à l'école, sur le prix de façon qu'ils recevront de leur patron, la valeur du travail fait par l'apprenti ? Il est à craindre que ces débats d'intérêts ne soulèvent des difficultés entre ces ouvriers et le Directeur de l'école.

» D'autre part, si les patrons changent souvent d'ouvriers, les apprentis seront exposés à changer souvent de professeurs, ce qui nuira à leur instruction.

» Enfin, ces ouvriers qui traiteront directement avec leur patron, échapperont à la surveillance du Directeur ; ils prétendront être indépendants, et viendront à l'atelier selon leur convenance ; s'il leur plaît de chômer le lundi, le Directeur ne pourra les contraindre à venir travailler, et s'il leur convient de perdre une demi-journée après la livraison du travail, le Directeur n'aura pas le droit de faire des observations. »

Tout cela, messieurs, serait un mauvais exemple pour les apprentis, leur ferait perdre du temps et retarderait leur instruction ; c'est pourquoi nous avons dû abandonner ce projet et nous rallier sans réserve à celui cité plus haut.

Voici maintenant jeté un peu au hasard, un aperçu de cette institution :

*Conseil d'administration et de surveillance.*

Le Conseil dit d'administration et de surveillance serait nommé, aussitôt le nombre des actions souscrit et la Société définitivement constituée, par les actionnaires réunis en assemblée générale.

Le Conseil serait nommé pour une année et ses membres rééligibles ; il aurait pleins pouvoirs pour gérer, faire gérer et administrer la Société.

Il choisirait le Directeur, le Caissier-Économe et le Professeur-Ouvrier chargé de la surveillance des ateliers et de la bonne exécution du travail.

Il ferait un règlement intérieur pour l'école.

Il déléguerait mensuellement et à tour de rôle un membre pour surveiller la direction générale de l'école, contrôler les dépenses et les recettes; recevoir enfin et trancher toutes demandes ou difficultés au-dessus de la compétence du Directeur.

Il fixerait le tarif des prix à payer pour les façons des vêtements confectionnés dans l'établissement, le salaire à payer aux ouvriers, les appointements des employés, la gratification à accorder aux élèves après chaque année d'exercice et le montant des récompenses à leur distribuer.

#### *Organisation intérieure.*

Le personnel de l'Institution se composerait de :

- 1 Directeur,
- 1 Caissier ou Économe,
- 1 Surveillant,

et un nombre suffisant de domestiques, hommes et femmes, pour assurer l'entretien de l'Institution et la livraison du travail dans les maisons y faisant confectionner;

Un docteur-médecin serait attaché à l'établissement à des conditions à débattre.

Les attributions du Directeur comporteraient ;

L'administration de l'école, sous la surveillance du Conseil d'administration, du choix des ouvriers-professeurs, qui seraient pris plus particulièrement chez MM. les actionnaires, et des domestiques.

Celles du Caissier-Économe :

La perception de toutes recettes avec inscription sur un livre à ce destiné, et le paiement de toutes dépenses autorisées par le Directeur : le salaire des ouvriers, ouvrières et du personnel.

Celles du Surveillant :

Vérifier le travail avant sa sortie des ateliers, afin qu'il soit exempt de tous reproches à la livraison, surveiller le travail des élèves, et donner au jour le jour des notes sur leur conduite et leur aptitude au Directeur, qui en prendra copie sur un livre spécial.

Pour cet emploi, comme pour celui du Directeur, il est indispensable de connaître à fond le métier.

Les titulaires de ces deux emplois, ainsi que celui du Caissier-Comptable, et de Professeur de coupe lorsqu'il y en aura, ainsi que celui du médecin, seront choisis par le Conseil d'administration.

Les frais généraux comprendraient :

- Le loyer;
- Les impositions;
- Le chauffage;
- L'éclairage;
- Traitement du personnel;

Traitement du Médecin ;

— du Professeur de coupe et de dessin ;

Intérêts aux actionnaires.

La main-d'œuvre et les marchandises employées seraient portées au débit du compte de marchandises.

Tous les ans un inventaire serait fait sous la surveillance d'au moins trois délégués du Conseil d'administration. Communication de cet inventaire en serait donnée au Conseil ainsi qu'à tous les actionnaires réunis en assemblée générale qui fixeraient les dividendes.

Sur les bénéfices, un sixième serait prélevé pour le fonds de réserve, et un autre sixième pour récompenses à accorder aux élèves.

Pour la première année, où les élèves coûteront le plus, puisqu'ils ne produiront pas encore, peut-être même pour la seconde, et jusqu'à ce que l'école fonctionne tout à fait bien, il n'y aura pas lieu d'espérer de grosses recettes, et par suite de gros intérêts aux actionnaires ; mais là ne doit pas être la difficulté de fonder cette institution, car, pour le bien de toute une industrie, chacun peut faire le sacrifice de quelques francs d'intérêt.

Ce n'est donc, ainsi que le faisait justement remarquer M. Corroy, que vers la fin de la seconde année que l'on pourra espérer des recettes fructueuses, si je puis m'exprimer ainsi. Mais cependant, comme il faudra pendant les deux premières années couvrir les frais généraux, l'utilité de placer le capital versé en rentes sur l'État s'imposera tout naturellement ; le revenu nous aiderait à couvrir les frais qui ne le seraient pas par les recettes ; à cela il y aura aussi tout lieu d'ajouter ce que la Société philanthropique, dans sa générosité, voudra bien voter annuellement comme subvention en faveur de l'école, puisqu'elle a un article du règlement qui l'autorise à aider toute œuvre créée dans le bien de son industrie.

Telle est, messieurs, l'idée sommaire de ce que des confrères animés des meilleurs sentiments pour tout ce qui touche à l'apprentissage, ont le désir de fonder. Nous ne doutons pas que vous n'y arrétiez sérieusement votre pensée, cette œuvre le mérite, et c'est à vous qu'il appartient de prononcer.

Je ne dis pas que notre projet ne soit pas critiquable.

Au contraire, critiquez-le, discutez-le, et après l'avoir remanié à votre idée, autorisez-en l'exécution, et de quelque manière que vous l'ayez arrangé, il sera toujours un premier pas vers l'avenir.

A vous donc maintenant, messieurs, le soin de mener à bien cette œuvre, et, si nous y réussissons, nous aurons ainsi contribué, dans la mesure de nos moyens, à régénérer une industrie que nous ne devons pas craindre, par les services qu'elle rend aux consommateurs comme aux producteurs, de placer à la tête de l'industrie française.



### **Chambre du Papier et des industries qui le transforment.**

Dans la séance du 4 avril 1879, présidée par M. J.-L. Havard, assisté de MM. A. Laroche-Joubert et Victor Pacon, vice-présidents; Ramé et Paul Fano, secrétaires; et Valdampierre, secrétaire-trésorier, M. Ramé, secrétaire-rapporteur, a présenté le Rapport de la *Commission de concours et d'encouragements aux apprentis*:

Messieurs,

Il ne nous appartient pas encore de vous annoncer un succès, cependant j'espère que la Chambre sera de l'avis de la Commission en constatant que les résultats obtenus sont certainement faits pour inspirer une grande confiance dans l'avenir des concours, non-seulement de celui organisé par la Chambre syndicale du Papier, mais encore de ceux que voudront organiser toutes les Chambres syndicales.

Nous espérons même, et le rapporteur en est convaincu, arriver à des résultats plus brillants, dans deux ans, en faisant participer à notre concours les apprentis de tous les Comités de la Chambre, et cela par le système qui a été employé cette année.

La Commission a tenu, depuis le commencement de ce mois, une séance par semaine, et chacun y a apporté sa part de dévouement, ce qui nous a permis d'obtenir les présentations de trente candidats.

Ces trente présentations se décomposent en trois catégories.

1<sup>o</sup> *Cartonnage*, cinq apprentis, dont deux jeunes garçons et trois jeunes filles;

2<sup>o</sup> *Régleurs*, trois apprentis;

3<sup>o</sup> *Papetiers*, vingt-deux apprentis dont six de première année parmi lesquels une apprentie; huit de deuxième année; huit de troisième année; ces seize derniers peuvent concourir chacun dans leur section.

Notification a été adressée à tous les intéressés dès le 31 mars et, à l'heure présente, les concurrents sont à l'œuvre.

Je n'examinerai pas aujourd'hui les diverses qualités des candidats; quoique certains aient des notes bien intéressantes, je crois devoir réserver cela pour la prochaine séance. Quant à ce qui regarde la caisse, les cotisations atteignent aujourd'hui près de 1,000 francs; avec le fonds de caisse et les médailles en réserve, nous pouvons compter sur un fonds de 1,600 francs.

— Dans sa séance du 2 mai, M. Ramé, secrétaire-rapporteur, s'est exprimé ainsi :

Messieurs,

Le 30 janvier 1870, la Chambre syndicale du Papier, sous la présidence de M. Ambroise-Firmin Didot, faisait sa première distribution de prix aux apprentis de la Papeterie.

Dans cette fête de famille, des livrets de caisse d'épargne furent décernés à sept apprentis et, si j'ai bonne mémoire, M. Firmin Didot disait : « Aimez votre profession et souvenez-vous que pour réussir dans une carrière, il faut y entrer convaincu qu'elle est la plus belle de toutes. » Et il ajoutait : « La vôtre est de ce nombre. » Pendant la même année, le 1<sup>er</sup> juillet, la *Société de protection des apprentis*, sur le rapport de M. le baron J. de Rothschild, décernait une médaille d'argent à la Chambre syndicale du Papier.

Un intervalle involontairement trop long et marqué par les désastres que vous connaissez a éloigné jusqu'en mai 1874, la seconde distribution qui fut plus brillante que la première. C'est lors de cette seconde distribution que fut fondé le *Prix Havard*, base sympathique de l'œuvre qui nous occupe. Tout le monde se rappelle comment M<sup>me</sup> Havard, la digne épouse de notre honorable Président, fut victime d'un accident; ayant à recevoir des dommages et intérêts, elle n'accepta qu'à la condition qu'une grande partie serait consacrée à notre œuvre et fit remettre à cet effet à la commission la somme de 500 francs.

Déjà, à cette époque, germait l'idée du concours, et un jeune enfant de quinze ans présentait un travail entièrement fait par lui. Cette seconde distribution comprenait dix apprentis, et M. J.-L. Havard terminait la séance en disant : « Dans cette œuvre des apprentis, nous sommes bien résolus à ne pas ménager nos forces, nous irons résolument jusqu'au bout. »

Aussi, le 29 octobre 1876, la Chambre syndicale du Papier, fidèle à ses inspirations, se réunissait une troisième fois pour fêter la distribution des prix décernés à la suite d'un concours, et aussi des prix d'encouragement à dix-huit apprentis papetiers, régleurs et cartonniers.

Je passerai rapidement sur ce dernier concours afin de vous donner les détails qu'exige la présentation de trente apprentis pour le concours actuel.

N'ayant pu se mettre à l'œuvre qu'au mois de février, la Commission n'a pas perdu un instant et chacun de ses membres a rivalisé de zèle à qui obtiendrait le plus beau résultat. Notre collègue M. Bouchez, en nous mettant à même de donner à cette fête de famille un plus brillant éclat par le concours d'une grande artiste, nous a ouvert une voie nouvelle, et de toutes parts nous sont venues des offres; malheureusement il nous a été impossible de les accepter toutes; mais nous n'en devons pas moins nos remerciements aux membres qui nous les ont procurées, j'ai nommé MM. Acker et Piquant. M. Vollée, membre de la Commission, nous a présenté le choral Gallin-Paris-Chevé, qui a promis son excellent concours; à lui aussi nos bien vifs remerciements.

Maintenant, Messieurs, avant de parler des prix à distribuer, occupons-nous du fonds des souscriptions.

Nous avons en caisse à ce jour une somme de 2,000 francs que j'ai tout espoir de voir se grossir encore.

Parmi les donateurs, il me sera permis de citer aujourd'hui exceptionnellement M. le Ministre de l'Agriculture et du Commerce, qui a bien voulu accorder à notre œuvre une subvention de 200 francs, et M. le sénateur Préfet de la Seine qui nous a adressé deux beaux ouvrages.

En attendant que la Chambre syndicale adresse officiellement à tous les généreux donateurs qui nous ont secondé dans notre entreprise les justes remerciements qu'elle leur doit, la Commission a cru devoir consigner dans ce Rapport le témoignage de sa profonde gratitude à leur égard, car en nous aidant à encourager nos apprentis par des récompenses, ils nous permettent d'entretenir l'émulation dans l'atelier, ce qui est le meilleur moyen, nous en avons l'expérience, de développer le goût du travail, qui fait l'homme indépendant, en même temps que digne de la liberté.

Sur les 30 apprentis qui nous ont été présentés par vingt-deux patrons, nous avons vingt-huit lauréats.

23 appartenant au second Comité (papeterie, reliure);

5 appartenant au 5<sup>e</sup> Comité (cartonnages).

Sur ces 28 lauréats, 25 sont nés dans le département de la Seine, dont vingt-deux à Paris, deux sont nés en province et un en Italie de parents français. Enfin, détail intéressant, sept de ces enfants ont déjà des livrets de caisse d'épargne.

La Commission du concours présente à la sanction de la Chambre le classement des prix qui comprend :

9 diplômes d'honneur aux membres du Jury.

3 livrets de caisse d'épargne de 50 francs.

1 — — — 40 —

1 — — — 30 —

11 — — — 25 —

6 — — — 20 —

3 — — — 15 —

1 livret de caisse de retraite pour la vieillesse 25 —

2 grandes médailles de vermeil.

1 — — d'argent.

1 — — de bronze.

1 médaille de vermeil.

2 — d'argent.

6 — de bronze.

2 boîtes d'outils.

9 volumes, dont 5 offerts par de généreux donateurs.



Enfin, Messieurs, la Commission émet le vœu que tous les membres de la Chambre assistent à une solennité qui se présente sous de si beaux auspices.

S'il est vrai, comme le disait en 1870 M. Firmin-Didot, que notre profession soit une des plus belles, tenons haut et ferme le drapeau autour duquel nous nous rangeons tous, ne faisons mentir personne; allons résolument jusqu'au bout, et que les lauréats, pour qui nous tressons aujourd'hui des couronnes, puissent dire plus tard hautement : la Chambre syndicale du Papier nous a guidés dans le bon chemin, nous a fait devenir de bons citoyens, elle l'a voulu et elle est arrivée à son but, par sa persévérance et son amour du bien.

Que la Chambre syndicale, fidèle à ses inspirations continue donc sans relâche à suivre la voie dans laquelle elle est entrée, ce sera le seul moyen de démontrer que notre industrie tient véritablement et sait conserver le rang honorable qui lui a été attribué.

La Chambre consultée donne son entière approbation aux sentiments qu'il exprime et aux mesures qu'il indique.

M. le Président donne lecture d'une lettre de M. Piquant, membre de la Commission de concours et d'encouragement aux apprentis, renfermant deux propositions, dont la première a pour but d'encourager à l'avenir les patrons à présenter des candidats au concours, en honorant d'un diplôme d'honneur ceux dont les apprentis auraient obtenu un premier prix, et la deuxième proposition serait de fonder un prix d'honneur qui serait spécialement décerné au nom de la Chambre et fondé par elle au moyen d'un tronc en permanence à chaque séance.

Ce prix serait réservé pour le concours de même que le prix Havard est réservé à l'encouragement.

La discussion de ces propositions est remise à la prochaine séance.

#### **Chambre des Pâtisseries.**

Dans sa séance du 23 avril 1879, où cette Chambre a été constituée, M. Félix Petit a présenté les observations suivantes :

« Nous pensons avec vous tous, Messieurs, que plus nous serons forts mieux les réclamations que nous pourrions avoir à formuler seront écoutées.

Nous ne pourrions être atteints par un règlement de police ou d'administration, par une loi qui nous gêne dans notre travail, par exemple la loi du 19 mai 1874, qui interdit le travail des enfants au-dessous de seize ans après huit heures du soir ; vous savez tous

comme moi, Messieurs, combien cette loi nous était préjudiciable. Une Commission s'est formée sous la direction de notre honorable collègue M. Jullien Narcisse, et par les soins de cette Commission et après de nombreuses démarches faites par elle et en particulier par M. Jullien, nous avons pu obtenir ce que vous savez.

La peine inouïe que s'est donnée cette Commission pour arriver à ce résultat, eût été bien moindre si nous avions possédé alors une Chambre syndicale. . . »

## LES ÉCOLES PROFESSIONNELLES

### L'ÉCOLE PROFESSIONNELLE DES FILLES DE NANCY (1)

Dans la séance du 19 février 1879, du Comité dirigeant l'école professionnelle de filles de Nancy, le compte-rendu annuel a été présenté aux dames fondatrices; nous en détachons les passages principaux.

Depuis notre dernière réunion en date du 26 janvier 1878, nous n'avons eu à faire aucune modification dans notre personnel enseignant.

Nos maîtresses professionnelles ont rempli leurs fonctions avec une grande exactitude, et nous n'avons qu'à nous louer de la manière dont elles s'appliquent à l'éducation des élèves.

Nous ne parlons pas en détail du dévouement soutenu de nos maîtresses de classes, car il nous serait difficile de l'apprécier justement sans nous étendre au delà des limites d'un simple compte-rendu.

Plusieurs élèves ont terminé leur apprentissage dans le courant de l'année dernière.

Au mois de février Marie Labriet a quitté l'école pour entrer comme ouvrière chez une maîtresse tailleur, nous lui avons donné de bons certificats de sortie.

Marie Jacob a été placée comme femme de chambre chez M<sup>me</sup> Simonin; elle n'avait passé que huit mois à l'École, nous n'avons pas eu occasion de nous occuper d'elle après sa sortie.

Amélie Trousson est entrée au mois d'avril chez M<sup>lle</sup> Gault, lingère pour enfants, comme ouvrière et demoiselle de magasin; elle avait terminé son apprentissage à l'École, et nous n'avons eu qu'à nous louer de son caractère et de son application au travail.

Émilie Lagarde a été engagée chez M<sup>me</sup> Grignon, tailleur, où nous avons déjà trouvé à placer convenablement plusieurs de nos jeunes filles.

---

(1) Voy. Bull. Soc. prot. apprentis, 1878, p. 54-545.

Ces comptes rendus nous ont été communiqués par M<sup>me</sup> Léonce Plassiard (et non par la personne mentionnée, par erreur, t. XI, p. 542).

A la fin de l'année scolaire, Louise Copin a été engagée comme ouvrière chez une tailleur; nous avons conservé avec elle de fréquentes relations, et dans un moment de chômage nous lui avons offert de rentrer à l'École, en attendant des jours meilleurs.

Marie Vagner, placée comme demoiselle de magasin à sa sortie de l'École, a dû renoncer à cette place pour cause de santé; elle aussi revient fréquemment à l'École, où nous sommes heureuses de la revoir.

Mathilde Retourné a été engagée par nos soins comme ouvrière tailleur, chez M<sup>me</sup> Grignon; nous espérons qu'elle continuera à se bien conduire.

Nous avons gardé à l'École Mathilde et Marguerite Lambert dont nous avons besoin comme sous-maîtresses tailleur et comme surveillante adjointe de notre classe préparatoire.

Deux de nos élèves que nous avons jugées aptes à l'enseignement, et dont l'une nous restera attachée comme sous-maîtresse de classes, se préparent en ce moment à leurs examens l'une à l'Assomption, l'autre chez M<sup>lle</sup> Mersey; elles sont tout à fait en mesure de suivre les cours de ces établissements de premier ordre, ce qui prouve que chez nous les études classiques élémentaires n'ont point à souffrir du temps consacré au travail manuel des ateliers.

Nous avons dû renvoyer deux élèves dont le mauvais esprit aurait pu avoir une fâcheuse influence sur leurs compagnes.

Une autre a quitté l'École sans que nous la jugions digne d'un certificat de sortie.

A notre rentrée d'octobre nous avons inscrit 60 élèves tant anciennes que nouvelles.

Parmi elles 20 ont été admises absolument gratuitement, parce que des circonstances particulières ne permettaient pas aux familles de faire le moindre sacrifice pour l'éducation de leurs enfants.

8 de nos jeunes filles jouissent du bénéfice des bourses dont M<sup>lle</sup> Mersey, M<sup>me</sup> Blanc, M<sup>me</sup> Marcot, M<sup>lle</sup> Bellieni, M. Barbault, M. Martin font tous les frais.

Nous espérons, Mesdames, que vous voudrez bien approuver les nombreuses admissions gratuites que nous avons cru devoir accorder cette année sans toutefois les considérer comme une règle engageant l'avenir.

Nous devons, ce nous semble, offrir dès maintenant aux familles honnêtes qui désirent nous confier leurs enfants sans pouvoir faire aucun sacrifice pécuniaire, les mêmes avantages que ceux qui doivent être proposés à l'École professionnelle de la Ville, dotée par M. Drouot. Cette École que nous savons à la veille de s'établir sur les bases d'une gratuité absolue et pour tous, doit être fondée dans un tout autre esprit que la nôtre puisque, aux termes du testament, tout enseignement religieux en doit être exclu.



Nous avons pu apprécier dès cette année les avantages de la classe préparatoire, que nous avons organisée dans une salle séparée. Nous préparons ainsi un bon recrutement pour l'avenir, en accoutumant ces jeunes enfants à notre méthode d'enseignement et surtout en leur donnant la direction religieuse et morale par laquelle nous espérons en faire de chrétiennes et honnêtes ouvrières.

Pendant le cours de cette année nos ateliers ont été à peu près suffisamment pourvus de travail ; toutefois, nous avons accepté beaucoup d'ouvrage gratuit destiné à servir d'exercice à nos jeunes apprenties.

L'œuvre des Dames de Charité et celle des Crèches y trouvent leur avantage, et nous sommes heureuses de pouvoir leur rendre ce service.

Nous avons aussi obtenu de l'ouvrage de l'œuvre des Salles d'asiles pour lequel nous recevons une légère rétribution.

Au point de vue financier, notre dette principale sur le prix de l'immeuble n'est plus que de 9,000 francs depuis le 26 janvier dernier 1878. Ces 9,000 francs ne sont point exigibles à époque fixe et nous avons toute facilité d'en échelonner le remboursement comme vous le jugerez convenable, car tout en désirant nous libérer le plus tôt possible, nous craignons d'abuser de votre bienveillance en vous demandant encore d'aussi importants sacrifices annuels. L'engagement que vous avez bien voulu prendre pour 5 années expire l'année prochaine ; il ne nous restera plus en ce moment que 5,000 francs de dettes sur un immeuble qu'on peut estimer à la valeur de 25,000 francs et nous pourrions dès maintenant modifier le mode de versements annuels que vous aviez accepté, si vous le préféreriez.

Lors de notre dernière réunion nous devions en outre de ces 9,000 francs sur l'immeuble, 1,500 francs chez le banquier auquel nous avons dû avoir recours pour suppléer à l'insuffisance de nos recettes annuelles pendant les cinq premières années. Nous avons pu rembourser 1,000 francs sur ce compte au moyen d'une somme égale que les héritiers de M. de Gisancourt ont bien voulu nous attribuer sur des fonds laissés à leur libre disposition.

Nous avons en outre de nos souscriptions fixes de membres sociétaires et honoraires qui se sont montées au chiffre de 1,350 francs, reçu quelques dons particuliers qui nous ont permis de ne pas faire de nouveaux emprunts pour solder nos comptes de fin d'année.

Nous croyons avoir fait tous les efforts possibles pour associer à notre œuvre de nombreux souscripteurs annuels, afin d'alléger d'autant plus les sacrifices des personnes, qui comme vous, Mesdames, nous ont soutenues dès le début.

Nous avons trouvé bon accueil près d'un certain nombre de personnes, mais le temps nous manque absolument pour étendre nos

relations anciennes, et par conséquent pour faire connaître notre œuvre et le but que nous nous proposons, autrement que par des circulaires qui ne peuvent être assez détaillées pour en faire apprécier l'importance et l'utilité.

Nous vous demandons, Mesdames, de vouloir bien nous aider à affermir encore l'œuvre que vous nous avez aidées à fonder, et, nous vous remercions pour le passé, et par avance pour l'avenir, de ce que vous avez fait et de ce que vous voudrez bien faire encore pour l'éducation morale et professionnelle des jeunes filles confiées à nos soins.

*Patronages du Dimanche.* — Nous ne voulons pas terminer ce compte-rendu sans vous parler de nos patronages.

Celui de Sainte-Anne qui se tient à l'Ecole professionnelle compte en ce moment 90 jeunes filles, les demandes d'admissions nouvelles nous sont faites presque chaque semaine, mais nous devons les restreindre, n'ayant pas à notre disposition un assez grand nombre de dames patronnesses pour la surveillance extérieure que nous ne pouvons confier à nos jeunes maîtresses.

Parmi les jeunes filles inscrites comme membres du Patronage nous en avons de très-fidèles à nos réunions du dimanche; leur bonne conduite et leur exactitude se soutiennent depuis plusieurs années.

Un certain nombre d'entre elles ont déserté, entraînées par les mauvais courants et par les mauvaises influences des grands ateliers, où elles sont forcées de vivre pendant toute la semaine, sans qu'il soit matériellement possible de les y soustraire.

Quelques-unes ont traversé des crises dangereuses, mais, nous espérons les sauvegarder, aidées que nous sommes vis-à-vis d'elles, par des parents honnêtes et vigilants qui ne reculent devant aucun sacrifice, ni devant aucun effort pour préserver leurs filles.

La plupart suivent avec exactitude et un intérêt marqué le cours d'instruction religieuse pratique qui leur est fait chaque dimanche, s'appliquant en général aux leçons de français et de calcul élémentaire qui leur sont données, et reçoivent à la bibliothèque des livres choisis qu'elles emportent dans leurs familles.

Le Patronage Saint-Pierre a dû être dissous faute d'un local convenable pour les réunions. La Directrice M<sup>lle</sup> Duré qui, pendant plusieurs années, avait lutté courageusement contre des difficultés de tous genres, a dû quitter Nancy; dès lors, les élèves de ce patronage ont été dispersées; les unes ont trouvé asile chez les sœurs de Saint-Charles (Maison Saint-Mathieu) qui ont bien voulu les adjoindre aux anciennes élèves de leurs classes qu'elles réunissent le dimanche. Les autres ont été reçues par nous, malgré la distance qui les sépare de notre quartier; en attendant que des circonstances plus favorables nous permettent de réorganiser au faubourg

Saint-Pierre ces réunions qui y étaient appréciées et régulièrement établies.

Le Patronage Saint-Léon marche paisiblement et régulièrement sous la direction de M<sup>me</sup> Faivre, grâce à la bienveillance de M. le Curé et des frères des Écoles chrétiennes qui ont laissé à sa disposition les salles de classes de l'École paroissiale de Saint-Léon.

M<sup>lle</sup> Boucher d'Épinal qui a fondé sur le modèle des nôtres un patronage nombreux, nous en donne plusieurs fois par an des nouvelles détaillées et qui nous paraissent répondre, comme résultats obtenus, au but que nous nous proposons d'atteindre.

Nous avons récemment vivement encouragé la fondation d'un patronage de jeunes filles à Saint-Dié. M<sup>lle</sup> Ferry et M<sup>lle</sup> de Bazelaire qui en ont pris la direction sont venues étudier nos méthodes et ont adopté nos règlements avec les modifications nécessaires aux habitudes et aux urgences locales.

Nous espérons que ces demoiselles réussiront et que nous pourrons là encore constater l'utilité pratique de nos patronages du Dimanche.

---

## HOPITAUX, MAISONS ET PATRONAGES

### DE CONVALESCENCE

#### SOCIÉTÉ DE PATRONAGE DES ENFANTS CONVALESCENTS

ET MAISON DE CONVALESCENCE (rue de Sèvres, 67).

La Maison de Convalescence a pour but :

De recueillir les enfants qui sortent des hôpitaux, afin de leur donner les soins encore nécessaires au rétablissement de leur santé, et en même temps de les préserver des maladies nouvelles qu'ils seraient exposés à contracter dans les salles mêmes de l'hôpital s'ils y passaient le temps de leur convalescence;

De prendre en pension des orphelins pendant un ou plusieurs mois;

De leur donner une instruction religieuse et élémentaire et de les préparer à leur première Communion s'ils sont en âge de la faire;

De leur procurer de bons apprentissages quand ils ont repris leurs forces et sont habitués au travail;

De les patronner après leur sortie de la maison, pour les secourir dans leurs besoins, et pour entretenir chez eux les bons principes qu'on a cherché à leur inspirer.



Le soin des enfants, pendant leur séjour dans la Maison de Convalescence, est confié à des sœurs de Saint-Vincent de Paul; ils sont régulièrement visités par un médecin des hôpitaux (1).

## LA MAISON HOSPITALIÈRE DE CAUTERETS

(HAUTES-PYRÉNÉES).

Déjà, en 1876 (voy. *Bull.* 1876, p. 523-524), M. le Secrétaire de la Société signalait la *Maison hospitalière de Cauterets*, destinée aux malades indigents, maison qu'il avait eu l'occasion de visiter.

La Société vient de recevoir le compte-rendu de la saison thermale de 1879 de cette œuvre charitable.

On disait vulgairement que la phthisie était une maladie des riches. A eux seuls était réservée la consolation suprême d'adoucir les derniers moments d'un malade aimé, par la vue d'un ciel plus clément, l'espoir de combattre le mal naissant par des eaux et un climat salubres, la joie d'arracher à la mort ces jeunes vieillards qui attendent, en de cruelles angoisses, la chute des feuilles d'automne. Quant aux pauvres, si par aventure ils étaient atteints de cette cruelle maladie, ils mouraient sans phrases, privés des soins spéciaux qui peuvent parfois la vaincre.

Ce n'est pas qu'ils en fussent exempts : les maux de larynx et de poitrine font annuellement d'horribles ravages dans la population ouvrière des grandes villes. Pris à temps, ils peuvent être guéris quand ils proviennent non d'un vice constitutionnel, mais des fatigues, des émanations, des poussières malsaines de l'atelier. On disait bien à l'ouvrier qu'il y a au loin des pays où le soleil plus chaud ranime le sang appauvri, où des sources bienfaisantes renouvellent l'organisme dans leurs flots sulfureux ou arsénicaux ; mais le moyen de s'y rendre, quand en dehors des frais de déplacement, le moindre séjour demande 2 ou 300 francs ! La tombe était moins coûteuse.

Mais, voilà qu'une maison hospitalière pour les malades indigents, fondée par la plus noble philanthropie, s'est ouverte à Cauterets (Hautes-Pyrénées), par les soins de la Société hospita-

---

(1) Le Conseil d'administration vient d'être autorisé à recourir à une *Loterie*, avec l'autorisation du Gouvernement, sous le patronage de M<sup>me</sup> de la Rochefoucauld, duchesse de Bisaccia.

(On peut voir les lots chez M. Ravaut, bijoutier, rue de la Paix, 15, où ils sont exposés.)

lière de Cauterets, dont notre honoré collègue, M. Alicot, avocat, ancien député, est le Président.

Pour 50 francs, le malade est installé dans un charmant chalet en bon air, tout près des sources, avec un aménagement confortable, les soins médicaux et le traitement gratuits. Pendant la saison qui est de 21 à 25 jours, le régime alimentaire comporte deux repas par jour, comprenant potage, légumes, viande et vin. Tout cela est fait au nom de la Charité qui ne demande à ses hôtes, ni leur culte, ni leur nationalité, mais uniquement leurs souffrances.

Cinquante francs, direz-vous, c'est encore une somme importante pour des pauvres ! Oui, certes, et les fondateurs le savent si bien, qu'ils font tous leurs efforts pour arriver à la gratuité absolue. Mais la bienfaisance des grands Industriels ne fera-t-elle pas cette avance ? Au certificat de médecin, à celui du maire constatant l'indigence, ne joindront-ils pas le billet de banque nécessaire pour retrouver la santé ? Nous les connaissons trop pour en douter. Grâce à leurs efforts combinés avec ceux de la Société de Cauterets, l'ouvrier phthisique va voir bientôt qu'il est plus cher de mourir que de vivre. Mais qu'il se hâte : il n'y a encore que quarante lits. Grâce aux lecteurs du *Bulletin*, je gage qu'il y en aura quatre-vingts l'an prochain. — *Ern. Nusse.*

---

## REVUE DE L'ÉTRANGER

ALLEMAGNE, — *L'atelier annexé à l'école.* — Des essais d'introduction dans les écoles d'adultes du travail manuel tel qu'il se pratique en Suède et en Danemark ont lieu actuellement en Allemagne. Une Société qui compte dans son sein des personnes influentes a été fondée dernièrement à Berlin pour cet objet ; elle se propose d'établir dans l'éducation moderne l'harmonie parfaite entre le travail matériel et le travail intellectuel. C'est l'extension du Jardin d'enfants de Frœbel à l'âge adulte.

La Société fait enseigner les matières suivantes : la confection des ustensiles en paille tressée et en osier, le découpage du bois et de la corne, le maniement du tour, la menuiserie. Il paraît que l'instruction intellectuelle de ceux qui suivent ces cours de métier manuel ne souffre aucunement de cette innovation. En quelques semaines les individus les plus intelligents parmi les adultes acquièrent assez d'habileté dans certains travaux manuels pour pouvoir même les enseigner aux autres. — (*Journal des Débats*, 26 mai 1879.)

---

ANGLETERRE.

## Acte législatif

concernant les Manufactures et les Ateliers,

du 27 mai 1878

TRADUIT

par M. Jules PÉRIN, Avocat, Secrétaire de la *Société de protection des apprentis et des enfants employés dans les manufactures* (1).

Le motif qui nous a engagé à donner une traduction du texte même de l'Acte anglais du 27 mai 1878, est celui-ci : nous avons pensé qu'il pouvait paraître intéressant, aux Industriels français, et en particulier à nos collègues de la *Société de protection des apprentis et enfants employés dans les manufactures*, d'en connaître toutes les dispositions.

Cette loi récente constitue, en effet, pour nos voisins, un code spécial du travail dans les établissements industriels.

En elle ont été refondus, unifiés et améliorés les *Acts* précédents et nombreux qui avaient réglementé la matière (2).

On sait que le législateur anglais a toujours été l'initiateur de la législation ayant pour but d'assurer la santé et la sécurité des ouvriers, femmes et enfants. Peut-être faut-il chercher la raison de cette sollicitude dans la situation des coopérateurs de l'industrie anglaise, parvenue à ce degré de développement où commencent les abus?

Cette situation devait soulever les plaintes légitimes des philanthropes.

---

(1) L'auteur de cette traduction de l'*Act* anglais du 27 mai 1878 l'avait entreprise, à la demande de manufacturiers, membres de la SOCIÉTÉ DE PROTECTION DES APPRENTIS ET DES ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES (Voir la Lettre, dont il a été donné communication au Comité judiciaire de la Société, dans sa séance du 11 novemb. 1878 : *Bull. Soc. prot.* 1878, p. 586) et terminée en décembre 1878. — Mais il ne fut pas possible de comprendre ce travail dans le premier cahier du *Bulletin* de l'année 1879, ce qui en a retardé la publication.

— Depuis, M. Laneyrie, avocat au Conseil d'État et à la Cour de cassation, a analysé les principales dispositions de cette loi anglaise dans le *Bulletin de la Société de Législation comparée* (1879, p. 104-113); et son étude a été reproduite dans le *Bull. Soc. de protection des Apprentis et enfants employés dans les manufactures*, 1879 (p. 83-92). — Le lecteur pourra donc se reporter, également, à ces intéressantes observations sur la loi anglaise du 27 mai 1878.

(2) Voy., notamment, le résumé de l'état de la législation du Royaume-Uni, dans le rapport de M. de Freycinet, qui avait été chargé de faire cette étude par le gouvernement français (dans le recueil de documents sur la *Législation sur le travail des enfants dans les manufactures*, par MM. Eug. Tallon et Gust. Maurice; 1875, p. 511-527).



Bientôt le service de l'Inspection proposait des mesures efficaces propres à modifier cet état de choses, et la vigilance de ce service amena des améliorations progressives dans la législation spéciale.

Un *sommaire*, placé en tête de la loi de 1878, permet d'en embrasser toute l'économie

Elle se divise en 4 parties :

La I<sup>re</sup> intitulée : LOI GÉNÉRALE CONCERNANT LES MANUFACTURES ET ATELIERS, comprend une série de mesures dont l'observation est prescrite dans tous les ateliers sans exception, mesures relatives à la santé, à la sécurité, à l'emploi du temps et heures des repas, aux jours fériés, à l'éducation des enfants, aux certificats d'aptitude aux emplois et aux accidents.

La II<sup>e</sup> intitulée : DISPOSITIONS SPÉCIALES APPLICABLES A DES CATÉGORIES PARTICULIÈRES DE MANUFACTURES ET ATELIERS, indique les *précautions spéciales d'hygiène pour certaines manufactures et ateliers*; les *restrictions spéciales concernant l'emploi des enfants, les repas et les certificats d'aptitude*, les *exceptions particulières atténuant la loi générale dans certaines manufactures et ateliers, les heures des repas, le travail supplémentaire, le travail de nuit, l'exception particulière aux manufactures ou ateliers domestiques et à certains autres*; les *dispositions supplémentaires relatives à des mesures spéciales*.

La III<sup>e</sup> partie intitulée : ADMINISTRATION, PÉNALITÉS ET PROCÉDURE LÉGALE, embrasse les dispositions relatives au service de l'Inspection, des *médecins accrédités*, les *mesures d'ordre à observer par le manufacturier*, les *amendes, la procédure légale*.

La IV<sup>e</sup> partie intitulée : DÉFINITIONS, RÉSERVES, APPLICATION A L'ÉCOSSE ET À L'IRLANDE ET ABROGATIONS, comprend quelques *définitions d'expressions employées dans la loi, l'exemption spéciale de certaines industries, des réserves, l'application de la loi à l'Écosse et à l'Irlande*, et enfin l'*abrogation des Actes antérieurs*.

Enfin, cette loi est suivie de 6 ANNEXES, contenant la 1<sup>re</sup> des *Dispositions spéciales d'hygiène* (Manufactures et ateliers, dans lesquels l'emploi des adultes et des enfants est restreint), la 2<sup>e</sup> des *Restrictions spéciales* (Lieux interdits pour les repas); la 3<sup>e</sup> des *Exceptions spéciales* (Période d'emploi; heures des repas; heures supplémentaires; demi-heure additionnelle, heures supplémentaires pour articles sujets à détérioration; travail de nuit; travaux alternatifs); la 4<sup>e</sup> la *Liste des manufactures et ateliers* (Manufactures et ateliers non textiles); la 5<sup>e</sup> des *Exemptions spéciales* et enfin la 6<sup>e</sup> l'*énumération des Lois abrogées*.

L'*hygiène et la sécurité de l'atelier* ont été l'objet de la plus vive sollicitude du législateur anglais.

Il a prescrit les plus sages mesures pour rendre inoffensive l'approche des engins mécaniques qui se meuvent dans l'atelier; des appareils

protecteurs en doivent envelopper toutes les parties dangereuses. Le nettoyage des machines pendant la marche est absolument interdit aux femmes et aux enfants.

Parmi les dispositions relatives à la sécurité de l'ouvrier dans le voisinage des machines, nous ferons remarquer celle, très-libérale, relative au droit pour l'industriel de soumettre à un arbitrage toute mesure de modification de l'agencement prescrite par l'inspecteur, arbitrage dont les frais, toutefois resteront à sa charge, si la mesure est maintenue par les arbitres.

L'obligation de révéler au service de l'inspection tout *accident* qui atteint un travailleur, dès que cet accident doit entraîner une incapacité de travail de plus de 24 heures, empêche les manufacturiers de se soustraire à la responsabilité pénale et civile des sinistres plus graves que ceux-ci.

Une amende élevée frappe l'industriel qui a exposé cet ouvrier à un travail reconnu dangereux, par suite du défaut d'appareils protecteurs; et un prélèvement est fait, sur cette amende, pour indemniser la partie lésée.

La *salubrité* de l'atelier est entourée de recommandations minutieuses relatives à la ventilation, à l'espace nécessaire à la circulation de l'air, au non encombrement de l'atelier et au nettoyage régulier.

Le service sanitaire cumule, du reste, avec celui de l'inspection, la surveillance afférente à ces conditions du milieu dans lequel les ouvriers sont appelés à travailler. Inspecteurs et médecins exercent simultanément leur action bienfaisante. (La loi de 1875 sur la santé publique reste, d'ailleurs, applicable à tout atelier).

Le législateur de 1878 s'est particulièrement préoccupé, ensuite, de la protection des enfants, des adolescents ou adultes et de femmes employés dans l'industrie.

L'enfant et l'adulte sont exclus de certains travaux ou pénibles ou dangereux.

L'enfant ne peut être *admis* dans l'atelier qu'à l'âge de 10 ans révolus.

A partir de l'âge de 10 ans, il ne peut être occupé que pendant 6 heures et, dans quelques cas exceptionnels, 7 heures par jour, entre 6 ou 7 heures du matin et 6 ou 7 heures du soir.

L'enfant devient adulte à 14 ans; et, jusqu'à 16 ans, il ne peut être admis dans un atelier sans produire un certificat médical constatant son aptitude physique.

Le *travail du dimanche* est interdit pour les enfants, les adultes et les femmes (sauf exception pour les ouvriers israélites). Il leur est également donné congé de l'atelier à certaines grandes fêtes de l'année.

La *durée de la journée* de travail a été réglementée avec le plus

grand soin par le législateur anglais, qui semble avoir apporté une attention toute particulière à cette fixation.

La durée normale est d'une demi-journée pour les enfants (de 6 ou de 7 heures du matin à 1 heure de l'après-midi, et de 1 heure de l'après-midi à 6 ou 7 heures du soir), ou de deux jours l'un, pendant 12 heures, avec des repos de 2 heures au moins. L'enfant doit, dans tous les cas, avoir un repos d'une demi-heure au moins, après 4 heures et demie de travail continu. La durée de son travail journalier ne peut donc dépasser 10 heures tous les deux jours ou 6 heures tous les jours.

Les adultes et les femmes peuvent être employés, chaque jour, aussi longtemps que les enfants, de deux jours l'un, et aux mêmes heures.

Les enfants, adultes et femmes doivent prendre leurs repas en même temps et en dehors des parties de l'établissement où le travail est continué.

La loi interdit d'employer des enfants, des adultes et des femmes, au *travail de nuit* (sauf, pour les garçons de 14 ans, dans les métallurgies, imprimeries, papeteries et verreries; et, pour ceux de 16 ans, dans les imprimeries des journaux et dans les usines autres que les filatures, désignées par un secrétaire d'État, après enquête préalable; — et ce travail ne peut avoir lieu que pendant 7 nuits au plus par quinzaine; à chaque nuit passée au travail doit succéder un repos d'au moins 12 heures.

Le législateur anglais s'est sérieusement préoccupé des moyens propres à favoriser l'*instruction* de l'enfant employé dans les manufactures.

Cet enfant doit fréquenter une école « certifiée », c'est-à-dire reconnue officiellement comme devant recevoir ces enfants.

L'obligation pour le patron de se faire remettre le certificat de l'instituteur, attestant que l'enfant a suivi le cours obligatoire, apporte une garantie à l'obligation pour l'enfant d'acquérir l'instruction primaire.

Toute absence de l'école est réparée au moyen d'un temps correspondant, pris sur les heures du travail.

Les parents sont frappés d'amende pour toute contravention à l'obligation de la fréquentation de l'école.

L'industriel qui acquitte la rétribution scolaire entre les mains de l'instituteur, en retient le montant sur le modique salaire qu'il paye à l'enfant.

Cette loi du 27 mai 1878 a reconnu la nécessité de favoriser certaines industries de concessions particulières; toutefois, ces concessions ne leur ont été accordées qu'en se renfermant dans la mesure la plus limitée qu'il a été possible. — Ces *exceptions* à la règle générale profitent aux fabriques de dentelles, boulangeries, etc.



La faculté de remplacer les repos d'une demi-heure, en réduisant le temps du travail, est laissée aux fabricants de tissus élastiques, de rubans et de passementeries.

Si un accident se produit aux machines, s'il devient nécessaire de les réparer, ou si toute autre nécessité urgente se présente, la journée de travail peut être prolongée au delà de l'heure habituelle.

Les *ateliers domestiques*, c'est-à-dire ceux où le local sert d'habitation particulière, où le travail est exécuté manuellement par les membres d'une même famille, ne sont pas soumis à toute la rigueur de la réglementation que nous venons d'analyser.

Dans ces ateliers, les enfants peuvent travailler une demi-journée seulement avec un repos, après cinq heures ou plus de travail ; et les adultes peuvent travailler de 6 heures du matin à 9 heures du soir, mais avec un intervalle de 4 heures et demie de repos.

L'exécution de la loi concernant les manufactures et ateliers est assurée par les mesures suivantes :

Un ministre, secrétaire d'État, est chargé de veiller à son exacte application dans toutes les parties du Royaume.

Sous ses ordres, est placé le service de l'Inspection.

Ces inspecteurs, revêtus d'une commission spéciale, jouissent du droit de pénétrer, à toute heure du jour et de la nuit, dans les manufactures, ateliers et même ateliers domestiques ; ils peuvent entrer de même dans les écoles.

Les droits afférents au service de l'inspecteur sont réglés de manière à ce qu'ils puissent remplir leur mandat et faire lever tout obstacle qui serait apporté au plein exercice de leurs fonctions.

Les infractions à la loi, commises dans l'emploi d'enfants ; d'adultes ou de femmes, sont sanctionnées par la pénalité d'amendes.

Le patron est passible d'autant d'amendes de 3 à 5 livres, qu'il a contrevenu aux prescriptions légales.

Le cumul des contraventions et leur récidive entraînent l'application de condamnations plus sévères.

La poursuite des contraventions se fait devant la *Court of summary jurisdiction*.

L'appel est porté devant les *Quarter Sessions*.

La loi anglaise réglementant le travail industriel aurait pu donner lieu, de notre part, à d'intéressants rapprochements avec la loi française du 19 mai 1874 ; mais nous avons cru préférable de laisser au lecteur le soin de faire lui-même cette étude comparative (1).

---

(1) Voir notre COMMENTAIRE DE LA LOI SUR LE TRAVAIL DES ENFANTS (du 19 mai 1874), en collaboration avec notre confrère M. Ern. Nusse, avocat ; 1878, au siège de la *Société de protection*.

## DISPOSITION DES SECTIONS.

### Section. I. Préliminaires.

1. Court intitulé.
  2. Mise en vigueur de l'Acte.
- 

## PREMIÈRE PARTIE.

### LOI GÉNÉRALE CONCERNANT LES MANUFACTURES ET ATELIERS.

#### (1) *Mesures sanitaires.*

3. Conditions sanitaires de la manufacture et de l'atelier.
4. Avis par l'inspecteur à l'autorité sanitaire du manque de salubrité de la manufacture ou de l'atelier.

#### (2) *Mesures de sécurité.*

5. Entourage de certaines machines.
6. Entourage d'autres machines dangereuses dont avis est donné par l'inspecteur.
7. Entourage de cuves ou constructions dangereuses, dont avis est donné par l'inspecteur.
8. Fixation des pierres meulières et remplacement de la pierre défectueuse, quand l'avis en est donné par l'inspecteur.
9. Restriction au sujet du nettoyage de la machine en mouvement, ou du travail entre les pièces d'une machine automotrice.

#### (3) *Emploi du temps et heures des repas.*

10. Période d'emploi des enfants, adultes et femmes.
11. Période d'emploi, etc., pour adultes et femmes dans une manufacture textile.
12. Période d'emploi des enfants dans une manufacture textile.

13. Période d'emploi, etc., pour adultes et femmes dans une manufacture non textile et pour adultes dans un atelier.
14. Période d'emploi pour enfants dans une manufacture non textile et dans un atelier.
15. Période d'emploi, heures des repas et durée de l'occupation continue des femmes dans un atelier.
16. Période d'emploi et heures des repas pour enfants et adultes dans un atelier domestique.
17. Les heures des repas doivent être simultanées et l'emploi pendant ce temps est interdit.
18. Règlements de la période d'emploi, le samedi, des adultes ou femmes occupés seulement huit heures par jour.
19. Notice fixant la période d'emploi, les heures de repas et le mode d'occupation des enfants.
20. Défense d'employer des enfants au-dessous de dix ans.
21. Défense d'employer des enfants, des adultes et des femmes le dimanche.

#### (4) *Jours fériés.*

22. Jours devant être considérés comme fériés, et demi-journées accordées dans les manufactures et ateliers.

#### (5) *Éducation des enfants.*

23. Présence à l'école des enfants employés dans une manufacture ou un atelier.
24. L'occupant de la manufacture ou de l'atelier doit se faire délivrer un certificat de présence à l'école.
25. Paiement par l'occupant de la somme à appliquer à l'écolage de l'enfant, et déduction de cette somme du montant des salaires.
26. Emploi comme mineur d'un enfant de treize ans, sur l'obtention d'un certificat d'étude.

#### (6) *Certificats d'aptitude aux emplois.*

27. Certificat d'aptitude pour l'emploi des enfants et adultes au-dessous de seize ans dans les manufactures.
28. Certificat d'aptitude pour l'emploi des enfants et adultes au-dessous de seize ans dans les ateliers.



29. Pouvoir de l'inspecteur de réclamer le certificat médical de capacité de l'enfant ou adulte au-dessous de seize ans.
30. Dispositions supplémentaires concernant les certificats d'aptitude aux emplois.

(7) *Accidents.*

31. Avis des accidents déterminant la mort ou des blessures.
32. Enquête et rapport sur les accidents par le médecin accrédité.

---

DEUXIÈME PARTIE.

DISPOSITIONS SPÉCIALES RELATIVES A DES CATÉGORIES PARTICULIÈRES  
DE MANUFACTURES ET ATELIERS.

(1) *Précautions spéciales d'hygiène pour certaines manufactures et ateliers.*

33. Blanchiment à la chaux et lavage de l'intérieur des manufactures et ateliers.
34. Blanchiment à la chaux, peinture et lavage de l'intérieur des fournils.
35. Précautions relatives aux chambres à coucher situées près des fournils.
36. Précautions relatives à la ventilation, au moyen d'ailes, dans les manufactures et ateliers.
37. Protection des travailleurs dans les filatures humides.

(2) *Restrictions spéciales concernant l'emploi des enfants, les repas et les certificats d'aptitude.*

38. Défense d'employer des enfants et des adultes dans certaines manufactures et ateliers.
39. Défense de prendre les repas dans certaines parties des manufactures et ateliers.
40. Période d'emploi et durée des repas dans les ateliers d'impression sur étoffes, de blanchisserie et de teinturerie.
41. Pouvoir de requérir les certificats d'aptitude pour l'emploi des enfants et adultes au-dessous de seize ans dans certains ateliers.

(3) *Exceptions particulières atténuant la loi générale dans certaines manufactures et ateliers.*

(a) *Période d'emploi.*

42. Période d'emploi entre huit heures du matin et huit heures du soir dans certains cas.

43. Pouvoir du Secrétaire d'État d'accorder la durée de la journée de travail de 9 heures du matin à 9 heures du soir dans certaines circonstances.
44. Pouvoir de faire travailler des adultes du sexe masculin au-dessus de seize ans dans les manufactures de dentelle.
45. Pouvoir de faire travailler des adultes du sexe masculin au-dessus de seize ans dans les boulangeries.
46. Remplacement par le Secrétaire d'État de la demi-journée du samedi par une autre demi-journée de congé.
47. Le samedi, les ouvrages de teinture en rouge de Turquie doivent cesser à 4 heures 1/2.
48. Emploi continu des enfants, adultes et femmes dans certains cas.
49. Demi-journées et journées de congé accordées à différentes époques à plusieurs catégories d'enfants, d'adultes et de femmes.
50. Emploi des adultes et de femmes par des occupants juifs de manufactures ou ateliers.
51. Emploi de juifs par des juifs le dimanche.

(b) *Heures de repas.*

52. Exception relative aux heures des repas simultanées et à l'emploi ou au séjour à l'atelier, dans lequel se continue la fabrication durant les heures de repas.

(c) *Travail supplémentaire.*

53. Pouvoir d'employer des adultes et des femmes pendant quatorze heures par jour.
54. Pouvoir d'employer pendant une demi-heure après la fin de la journée, quand un travail est resté dans un état incomplet.
55. Emploi des adultes, etc., dans la teinture en rouge de Turquie et dans le blanchissage en plein air.
56. Emploi des femmes durant quatorze heures par jour, dans le but de préserver des articles sujets à détérioration.
57. Exception pour les manufactures se servant de l'eau comme force motrice.

(d) *Travail de nuit.*

58. Emploi d'adultes du sexe masculin pendant la nuit.
59. Emploi la nuit dans certains ouvrages typographiques d'adultes du sexe masculin de seize ans.
60. Emploi d'adultes du sexe masculin dans les verreries.

(4) *Exception particulière aux manufactures ou ateliers domestiques et à certains autres.*

- 61. Exception de certains articles de la loi, en faveur des manufactures ou ateliers domestiques et de quelques autres ateliers.
- 62. Exception de certaines dispositions de la loi en faveur de quelques fabriques pour le teillage du lin.

(5) *Dispositions supplémentaires relatives à des mesures spéciales.*

- 63. Exigence de précautions sanitaires comme condition aux exceptions spéciales.
  - 64. Pouvoir d'annuler un ordre accordant ou étendant l'exception.
  - 65. Dispositions relatives aux ordres émanant du Secrétaire d'État.
  - 66. Dispositions relatives à l'occupant profitant d'exceptions spéciales et enregistrement du travail sous l'empire de ces dispositions.
- 

### TROISIÈME PARTIE.

#### ADMINISTRATION, PÉNALITÉS ET PROCÉDURE LÉGALE.

(1) *Inspection.*

- 67. Nomination, paiement, etc., des inspecteurs de manufactures, et des commis et aides.
- 68. Pouvoirs des inspecteurs.
- 69. Restriction concernant l'entrée de l'inspecteur dans les habitations.
- 70. Certificats de nomination des inspecteurs.

(2) *Médecins accrédités.*

- 71. Les médecins des pauvres doivent exercer, quand il n'y a pas de médecin accrédité dans le rayon de trois milles de distance.
- 72. Nomination de médecins accrédités.
- 73. Règles pour la délivrance des certificats d'aptitude.
- 74. Honoraires des médecins accrédités pour l'examen des enfants et adultes.

(3) *Divers.*

- 75. Avis de fabrication donné à l'inspecteur.
- 76. Règlement des heures d'après une horloge publique.



- 77. Registres à tenir dans une manufacture ou un atelier.
- 78. Affichage dans la manufacture ou l'atelier d'un extrait de la loi et des avis.
- 79. Imprimés ou écritures et notification des avis et documents, etc.
- 80. Inspection des poids et mesures usités dans les manufactures et ateliers.

(4) *Amendes.*

- 81. Amende pour n'avoir pas tenu la manufacture ou l'atelier conformément à la loi.
- 82. Compensation légale accordée à toute personne blessée par suite du défaut de barrière autour des machines, etc.
- 83. Amende pour l'emploi des enfants, des adultes et des femmes contrairement à la loi.
- 84. Amende pour les parents permettant à un enfant ou adulte d'être employés contrairement à la loi, ou négligeant de le faire aller à l'école.
- 85. Certificats faux, fausses entrées et déclarations.
- 86. Amende pour l'employé commettant un délit dont l'occupant est responsable.
- 87. Droit de l'occupant de se libérer lui-même de l'amende sur la conviction du délinquant actuel.
- 88. Restrictions concernant les amendes accumulées.

(5) *Procédure légale.*

- 89. Poursuite des délinquants. Recouvrement et application des amendes.
- 90. Appel aux sessions trimestrielles.
- 91. Limite du temps de la procédure sommaire et dispositions générales à ce sujet.
- 92. Preuves admises au cours de la procédure sommaire.

---

QUATRIÈME PARTIE.

DÉFINITIONS, RÉSERVES, APPLICATION A L'ÉCOSSE ET A L'IRLANDE, ET  
ABROGATION.

(1) *Définitions.*

- 93. Manufactures et ateliers auxquels la loi s'applique.
- 94. Définition de l'emploi et du travail à gages.

95. Définition de « école certifiée efficace » et de « école reconnue efficace ».
96. Définitions générales : « Enfant », « Adulte », « Femme », « Parent », « Trésorerie », « Secrétaire d'État », « Département d'éducation », « Autorité sanitaire », « Personne », « Semaine », « Nuit », « Prescrit », « Actes de juridiction sommaire », « Tribunal de juridiction sommaire », « Mouvement à engrenages ».

*Exemption spéciale de certaines industries.*

97. Exemption de métiers (cinquième annexe) dans les habitations privées.
98. Exemption de certains travaux d'intérieur.

(2) *Réserves.*

99. Réserve au sujet de la responsabilité du loueur de la machine, quand il n'est pas l'occupant.
100. Réserve au sujet des personnes employées aux réparations de machines, de fabriques ou d'ateliers, ou pendant la salaison du poisson.
101. Application aux manufactures et ateliers de l'Acte 38 et 39 Vict., c. 55.
102. Interprétation des actes législatifs, etc., se rapportant aux lois abrogées.

(3) *Application de la loi à l'Écosse et à l'Irlande.*

103. Réserve temporaire pour l'emploi des enfants au-dessous de dix ans et des enfants au-dessus de treize ans en Écosse et en Irlande.
104. Certificats de naissance pour les besoins de la loi.
105. Application de la loi à l'Écosse.
106. Application de la loi à l'Irlande.

(4) *Abrogation.*

107. Abrogation de lois.
-

## ANNEXES.

---

### PREMIÈRE ANNEXE.

#### DISPOSITIONS SPÉCIALES D'HYGIÈNE.

*Manufactures et ateliers dans lesquels l'emploi des adultes et des enfants est restreint.*

1. Restriction concernant l'emploi des adultes et des enfants.
2. Des enfants, etc., dans les verreries.
3. Des filles au-dessous de seize ans dans certains emplois.
4. Des enfants dans le polissage du métal et le trempage des allumettes chimiques.
5. De l'enfant au-dessous de onze ans dans le polissage à sec, etc.

### DEUXIÈME ANNEXE.

#### RESTRICTIONS SPÉCIALES.

*Lieux interdits pour les repas.*

Parties des manufactures ou ateliers dans lesquelles il est interdit aux enfants, adultes et femmes de prendre leurs repas.

### TROISIÈME ANNEXE.

#### EXCEPTIONS SPÉCIALES.

##### PREMIÈRE PARTIE.

*Période d'emploi.*

Emploi des enfants, adultes et femmes de huit heures du matin à huit heures du soir dans certaines industries.

##### DEUXIÈME PARTIE.

*Heures des repas.*

Cas dans lesquels les dispositions relatives aux heures des repas ne sont pas applicables.



TROISIÈME PARTIE.

*Heures supplémentaires.*

Manufactures et ateliers dans lesquels les adultes et les femmes peuvent être autorisés à travailler quatorze heures par jour sous certaines restrictions.

QUATRIÈME PARTIE.

*Demi-heure additionnelle.*

Manufactures dans lesquelles un enfant, un adulte ou une femme peuvent être employés une demi-heure de plus.

CINQUIÈME PARTIE.

*Heures supplémentaires pour articles sujets à détérioration.*

Manufactures et ateliers dans lesquels les femmes peuvent être employées quatorze heures par jour.

SEXIÈME PARTIE.

*Travail de nuit.*

Manufactures dans lesquelles les adultes du sexe masculin peuvent être employés la nuit.

SEPTIÈME PARTIE.

*Travaux alternatifs.*

Emploi non interrompu des enfants, adultes et femmes pendant cinq heures dans certaines manufactures textiles durant les mois d'hiver.

QUATRIÈME ANNEXE.

*Liste de manufactures et ateliers.*

PREMIÈRE PARTIE.

*Manufactures non textiles.*

« Ateliers d'impression sur étoffes. » « Ateliers de blanchisserie et de teinture. » « Ateliers de poterie. »  
« Fabriques d'allumettes chimiques. » « Capsulerie. »  
« Cartoucherie. » « Fabriques de papier peint. » « Ateliers de futaine défilée. » « Hauts fourneaux. » « Usines

de cuivre. » « Usines de fer. » « Fonderies. » « Fabriques de métal et gomme élastique. » « Fabriques de papier. » « Verreries. » « Manufactures de tabacs. » « Imprimerie en caractères. » « Ateliers de reliure. » « Fabriques pour le teillage du lin. »

DEUXIÈME PARTIE.

*Manufactures et ateliers non textiles.*

« Chapelleries. » « Corderies. » « Boulangeries. » « Magasins de dentelle. » « Chantiers de construction de navires. » « Carrières. » « Ateliers au bord des mines. »

CINQUIÈME ANNEXE.

*Exemptions spéciales.*

« Tresseur de paille. » « Dentelle au fuseau. » « Gantier. »

SIXIÈME ANNEXE.

*Lois abrogées.*

---

## Chapitre 16.

Acte législatif destiné à unifier et à amender la loi relative aux manufactures et ateliers (27 mai 1878).

Décrété, comme suit, par Sa Très-Excellente Majesté la Reine, par et avec l'avis et le consentement des Lords Spirituels et Temporels, et des Communes, actuellement assemblés en Parlement et par l'autorité des mêmes :

*Preliminaires.*

- intitulé.
1. Cette loi portera le titre de : Acte de 1878 relatif aux manufactures et ateliers.
  2. Cette loi sera mise en vigueur à partir du premier jour de janvier mil huit cent soixante-dix-neuf, lequel jour est regardé comme le commencement de l'Acte. Des dispositions seront
- en vigueur  
loi.

prises afin que dès que la loi aura cours, nulle entrave ne soit apportée à son exécution en ce qui concerne les nominations, règlements, ordonnances, avis, prescriptions et décisions qui peuvent paraître nécessaires au Secrétaire d'État.

## PREMIÈRE PARTIE.

### LOI GÉNÉRALE RELATIVE AUX MANUFACTURES ET ATELIERS.

#### (1) *Mesures sanitaires.*

3. Une manufacture et un atelier doivent être tenus en état de propreté et délivrés de toute émanation provenant d'un fossé, de lieux privés ou de toute autre cause insalubre.

*Condition sanitaire de la manufacture et de l'atelier.*

Une manufacture ou un atelier ne doit pas être rempli de monde, pendant les heures de travail, au point de nuire à la santé des employés, et doit être aéré de façon à rendre inoffensifs, autant que possible, tous les gaz, vapeurs, poussière et autres impuretés engendrées par la fabrication des produits ou la main-d'œuvre.

Toute manufacture ou tout atelier qui contreviendront aux dispositions de cette section seront considérés comme n'étant pas tenus conformément à cette loi.

4. Lorsqu'il vient à la connaissance de l'inspecteur qu'il a été commis dans la manufacture ou l'atelier un acte de négligence, ou qu'il existe un défaut dans la tenue des fossés, water-closets, enclos, communs, cendriers, puits ou tout autre délit dont il n'est pas parlé dans l'Acte, mais qui est passible de la loi sur la salubrité publique, l'inspecteur donnera avis par écrit de l'acte de négligence ou du manquement à l'autorité sanitaire du district dans lequel est situé la manufacture ou l'atelier, et l'autorité sanitaire aura pour devoir de faire telle enquête que l'avis comportera et de prendre telle décision qu'elle jugera propre à atteindre le but de la loi.

*Avis par l'inspecteur à l'autorité sanitaire des défauts de salubrité dans la manufacture ou l'atelier.*

L'inspecteur peut, pour les besoins de cette section, prendre avec lui dans l'intérieur de la manufacture ou de l'atelier un officier médical de santé, un inspecteur de salubrité, ou tout autre agent de l'autorité sanitaire.

#### (2) *Mesures de sécurité.*

5. Au sujet des entourages des engins dans les manufactures, les précautions suivantes devront être prises :

*Entourage de certaines machines*



- (1) Tout ascenseur ou treuil auprès duquel une personne est obligée de passer ou de travailler, tout volant mis en mouvement directement par la vapeur, l'eau, ou autre force motrice, et toute partie de la machine à vapeur et de la roue à eau, doivent être entourés de barrières ou de clôtures;
- (2) Tout chemin de roue non autrement garanti sera entouré d'une barrière jusqu'au bout de sa course;
- (3) Toute partie des engrenages sera ou entourée ou disposée de telle façon que les employés de la manufacture seront aussi bien préservés de son atteinte que si elle était entourée;
- (4) Toute clôture devra être constamment maintenue en parfait état, tant que les parties indiquées pour être entourées, seront en mouvement ou serviront à la fabrication des produits.

La manufacture dans laquelle on relèvera des contraventions à cette section sera considérée comme ne se conformant pas aux dispositions du présent Acte.

6. Quand un inspecteur juge que dans une fabrique une partie quelconque d'une machine de quelque nature qu'elle soit mue par la vapeur, l'eau ou autre force motrice auxquelles les dispositions précédentes du présent Acte à l'égard de l'entourage des machines, ne s'appliquent pas, manque de la clôture préservatrice et est assez dangereuse pour provoquer des blessures aux employés de la fabrique, les dispositions suivantes serviront de règles pour l'érection de barrières autour de telle machine :

- (1) L'inspecteur remettra au propriétaire de la fabrique un avis lui enjoignant de clôturer la partie de la machine qu'il juge dangereuse.
- (2) L'occupant, dans les sept jours qui suivront la réception de l'avis, peut présenter à l'inspecteur une requête tendant à déférer le cas à un arbitrage. Le cas sera alors déféré à un arbitrage, et deux arbitres compétents seront désignés, l'un par l'inspecteur, l'autre par l'occupant. Conformément aux dispositions de l'Acte de 1845 pour la consolidation des clauses de compagnies, relativement au règlement des différends par arbitrage, et conformément aux dispositions expresses de cette section, les arbitres ou leur tiers devront donner leur décision dans les vingt et un jours, ou, dans le cas d'un tiers

*ourage de toute  
e machine  
gereuse dont  
est donné par  
pecteur.*

*9 Vict.  
: 6.*

*"  
le*

arbitre désigné par les parties, dans un laps de temps dont l'inspecteur et l'occupant détermineront la durée par écrit. Si la décision n'est pas rendue dans les délais ainsi prescrits, le cas sera déféré à l'arbitrage d'un tiers arbitre désigné par le juge du comté, dont la juridiction s'étend à la fabrique.

(3) Si les arbitres ou leur tiers décident qu'il est inutile ou impossible d'entourer la machine désignée dans le rapport comme dangereuse, l'avis sera annulé, et l'occupant ne pourra plus être requis de placer une clôture, et les dépenses nécessitées par l'arbitrage seront soldées comme les dépenses des inspecteurs.

(4) Si l'occupant ne notifie pas à l'inspecteur, dans les sept jours, la demande de déférer le cas à l'arbitrage, ou s'il ne désigne pas un arbitre dans les sept jours qui suivront la notification de cette requête, ou si les arbitres ou le tiers arbitre ne décident pas qu'il est inutile ou impossible d'entourer la machine indiquée dans l'avis comme dangereuse, l'occupant devra entourer ladite machine d'une barrière protectrice en concordance avec l'avis, ou suivant la sentence des arbitres ou du tiers arbitre, si cette sentence modifie l'avis. Dans ce cas, les dépenses de l'arbitrage seront supportées par l'occupant, contre lequel l'inspecteur aura recours devant le tribunal du comté.

(5) Si l'occupant manque de se conformer dans un laps de temps raisonnable, suivant les prescriptions de cette section, aux conclusions de l'avis ou de l'arbitrage, ou manque d'entourer ladite machine comme il a été décidé, ou bien manque de tenir la barrière en bon état, tant que la machine désignée est en mouvement pour servir à la fabrication des produits, la manufacture sera jugée comme n'étant pas tenue en conformité du présent Acte.

(6) Pour les besoins de cette section et des dispositions du présent Acte qui s'y rapportent, on considérera comme « machine » tout engin muni d'une courroie ou bande de transmission quelconque.

7. Lorsqu'un inspecteur juge que, dans une fabrique ou un atelier, une cuve, un cuvier, ou autre construction en usage pour la fabrication ou la main-d'œuvre dans une telle manufacture ou

*Barrière autour  
des cuiviers ou  
constructions*

*agereuses, dont  
s'est donné par  
specteur.*

un tel atelier, et auprès de laquelle les enfants et adultes sont susceptibles de passer, est assez dangereuse par le liquide brûlant, métal en fusion ou autre produit qui pourrait s'en échapper, pour occasionner des blessures aux enfants et adultes, cet inspecteur en avisera l'occupant par écrit réclamant une barrière autour de la cuve, du cuvier, ou autre construction.

Les dispositions du présent Acte, concernant l'entourage des machines que l'inspecteur juge dangereuses par suite de leur manque de protection, seront appliquées de la même façon que si ces engins étaient désignés dans cette section, seulement on substituera le mot de cuve, cuvier, etc., à celui de machine, avec l'addition d'atelier, et si l'occupant manque constamment de maintenir en bon état l'entourage de la cuve, ou du cuvier ou autre construction, pendant le temps qu'un liquide dangereux y est en ébullition, la manufacture ou l'atelier seront jugés comme ne se conformant pas aux prescriptions du présent Acte.

*ajettissement  
pierres  
lières et  
placement de la  
re défectueuse,  
avis est donné  
l'inspecteur.*

8. Quand un inspecteur remarque dans une fabrique qu'une pierre meulière mise en mouvement par la vapeur, l'eau ou toute autre force motrice, est défectueuse ou mal assujettie, de façon à pouvoir occasionner des blessures à l'ouvrier qui s'en sert, il en donne avis à l'occupant de la manufacture en le requérant de la remplacer ou de rectifier le défaut d'assujettissement.

Les prescriptions du présent Acte en ce qui concerne l'entourage des machines considérées comme dangereuses par l'inspecteur doivent être appliquées dans le cas actuel, comme s'il en était fait mention dans la section, en modifiant seulement la désignation des pièces visées.

Si l'occupant manque de tenir en tel état qu'elle ne puisse offrir de danger, la pierre meulière désignée dans l'avis ou la sentence des arbitres, la fabrique sera considérée comme n'étant pas tenue en conformité du présent Acte.

9. On ne doit pas confier à un enfant le nettoyage d'aucune pièce des engins dans une fabrique, quand cette pièce est en mouvement par le moyen de la vapeur, de l'eau, ou toute autre force mécanique.

Un adulte ou une femme ne peuvent être employés au nettoyage d'une pièce des engins dans une fabrique, telle qu'un engrenage, quand ils sont en mouvement pour donner l'impulsion aux machines manufacturières.

Un enfant, un adulte ou une femme ne doivent pas travailler

*ction au  
du nettoyage  
machine en  
ement ou du  
il entre les  
de cette  
ine.*



entre les pièces fixes et à pivot d'une machine automotrice lorsque cette machine est en mouvement par l'action de la vapeur, de l'eau, ou tout autre moteur mécanique.

Un enfant, un adulte ou une femme qui seront employés contrairement aux prescriptions contenues dans cette section, seront considérés comme étant employés contrairement aux prescriptions du présent Acte.

(3) *Emploi et heures des repas.*

**10.** Un enfant, un adulte ou une femme ne peuvent être employés dans une manufacture ou un atelier, en dehors de la période d'emploi ci-après déterminée :

*Période d'emploi des enfants, adultes et femmes.*

**11.** Au sujet de l'emploi des adultes et des femmes dans une manufacture textile, les règles suivantes seront observées :

*Période d'emploi etc., pour adultes et femmes dans une manufacture textile.*

(1) Le journée de travail, excepté le samedi, commencera à 6 heures du matin pour se terminer à 6 heures du soir, ou commencera à 6 heures du matin pour se terminer à 7 heures du soir.

(2) La journée commencera, le samedi, à 6 heures ou 7 heures du matin.

(3) Quand la journée du samedi commencera à 6 heures du matin,

(a) S'il n'est pas accordé moins d'une heure pour les repas, elle se terminera à une heure de l'après-midi, pour les ouvrages en cours de fabrication, et à une heure et demie de l'après-midi pour tous les autres emplois.

(b) S'il est accordé moins d'une heure pour les repas, la journée se terminera à midi et demi pour les ouvrages en cours de fabrication et à une heure de l'après-midi pour tous les autres ouvrages.

(4) Quand la journée du samedi commencera à 7 heures du matin, elle se terminera à une heure et demie de l'après-midi pour tous les ouvrages en cours de fabrication, et à 2 heures de l'après-midi pour tous les autres ouvrages.

(5) La durée des repas sera réglée de la façon suivante dans les fabriques :

(a) On n'accordera pas moins, sauf le samedi, de deux

heures, dont une heure au moins soit en une fois, soit en différentes fois, avant 3 heures de l'après-midi.

(b) Le samedi, on n'accordera pas moins d'une demi-heure.

- (6) Un adulte ou une femme ne devront pas être occupés continuellement plus de quatre heures et demie, sans un intervalle d'au moins une demi-heure pour le repas.

*période d'emploi  
s enfants dans  
e manufacture  
rtile.*

**12.** Au sujet de l'emploi des enfants dans une manufacture textile, les règles suivantes seront observées :

- (1) Les enfants ne pourront être employés que selon le système de travail par brigades de matin et d'après-midi, ou celui des jours alternés.
- (2) La période d'emploi pour un enfant, dans la brigade du matin, commencera, excepté le samedi, à la même heure que s'il était un adulte, et se terminera à une heure de l'après-midi, ou au moment fixé pour le dîner, si le dîner a lieu avant une heure.
- (3) La période d'emploi pour les enfants, dans la brigade de l'après-midi commencera, excepté le samedi, à une heure de l'après-midi, ou à l'heure à laquelle le dîner finit; elle se terminera à la même heure que pour l'adulte.
- (4) La période d'emploi pour tout enfant, le samedi, commencera et finira à la même heure que si l'enfant était un adulte.
- (5) Dans la brigade du matin ou dans celle de l'après-midi un enfant ne pourra être employé pendant deux périodes successives de sept jours; il ne pourra être employé deux samedis consécutifs, ni le samedi de la semaine dont une des journées de travail aura dépassé cinq heures et demie.
- (6) Quand un enfant est employé d'après le système des jours alternés, la période d'emploi et le temps accordé pour les repas seront les mêmes que pour l'adulte, mais l'enfant ne pourra alors être employé deux jours successifs ni le même jour de la semaine pendant deux semaines consécutives.
- (7) Un enfant ne pourra, suivant tout autre système, être employé d'une manière continue pendant une période plus longue que s'il était un adulte, sans un intervalle d'au moins une demi-heure pour un repas.

**13.** Au sujet de l'emploi des adultes et des femmes dans une manufacture non textile, et des adultes dans un atelier, les règles suivantes seront observées :

*Période d'emp  
etc., pour les  
adultes et les  
femmes dans l  
manufactures  
non textiles e  
pour les adult  
dans les atelier*

(1) La période d'emploi, hormis le samedi, sera (sauf les exceptions spéciales indiquées dans le présent Acte) soit de six heures du matin à six heures du soir ou de sept heures du matin à sept heures du soir.

(2) La période d'emploi, le samedi (sauf les exceptions spéciales indiquées dans le présent Acte) commencera à six heures ou à sept heures du matin et finira à deux heures de l'après-midi.

(3) Il sera accordé, pour les repas, durant ladite période d'emploi, dans les manufactures ou ateliers :

(a) Pas moins d'une heure et demie, tous les jours, excepté le samedi; sur ce temps, une heure au moins sera accordée en une fois ou en différentes fois, avant trois heures de l'après-midi.

(b) Le samedi, on n'accordera pas moins d'une demi-heure.

(4) L'adulte ou la femme dans une manufacture non textile et l'adulte dans un atelier ne pourront être employés d'une manière continue pendant plus de cinq heures sans un intervalle d'au moins une demi-heure pour un repas.

**14.** Au sujet de l'emploi des enfants dans une manufacture non textile ou dans un atelier, les règles suivantes devront être observées :

*Période d'emp  
pour les enf  
dans les  
manufactures  
non textiles e  
ateliers.*

(1) Les enfants ne pourront être employés que d'après les systèmes du travail par brigades de matin et d'après-midi ou d'après le système des jours alternés dans les manufactures ou ateliers qui n'accordent pas moins de deux heures pour les repas quotidiens, sauf le samedi.

(2) La période d'emploi pour un enfant dans la brigade du matin, y compris le samedi, commencera à six ou à sept heures du matin et finira à une heure de l'après-midi ou au commencement du dîner, si le dîner a lieu avant une heure.

(3) La période d'emploi pour un enfant dans la brigade de l'après-midi, y compris le samedi, commencera à une heure de l'après-midi ou après midi et demi, heure à laquelle le dîner est achevé. Elle se terminera, le samedi,



à deux heures de l'après-midi et, tous les autres jours, à six ou à sept heures du soir, suivant que la période d'emploi des enfants, dans la brigade du matin, commence à six ou à sept heures du matin.

(4) Un enfant ne pourra être employé durant deux périodes consécutives de sept jours, soit dans une brigade du matin, dans une brigade de l'après-midi; il ne pourra non plus être employé le samedi dans la même brigade dans laquelle il a travaillé pendant les autres jours de la même semaine.

(5) Quand un enfant est employé d'après le système des jours alternés,

(a) La période d'emploi de cet enfant commencera, sauf le samedi, à six ou à sept heures du matin et se terminera à six ou à sept heures du soir.

(b) Le samedi, la journée de l'enfant commencera à six ou à sept heures du matin pour finir à deux heures de l'après-midi.

(c) Il lui sera accordé, pendant ladite période d'emploi, au moins deux heures pour les repas, sauf le samedi où il aura au moins une demi-heure.

(d) En aucune manière l'enfant ne pourra être employé deux jours successifs, ni le même jour de la semaine pendant deux semaines successives.

(6) Dans n'importe quel système, un enfant ne pourra être employé d'une manière continue pendant plus de cinq heures, sans un intervalle d'au moins une demi-heure pour un repas.

**15.** L'emploi des femmes dans les ateliers sera ainsi réglé :

(1) Dans un atelier qui emploie des enfants et des adultes ou les uns ou les autres, une femme ne pourra être employée que durant la même période, et bénéficiera des mêmes restrictions que l'adulte; de plus, les prescriptions du présent Acte au sujet de l'emploi d'adultes dans un atelier seront applicables à l'emploi de femmes dans cet atelier.

(2) Dans un atelier qui n'emploie pas d'enfants ou d'adultes,

(a) La journée de travail d'une femme commencera, excepté le samedi, à six heures du matin pour finir à neuf heures du soir. Le samedi, elle

*ode d'emploi,  
e des repas et  
e de l'emploi  
nu pour les  
es dans les  
ers.*

commencera à six heures du matin et se terminera à quatre heures de l'après-midi.

- (b) Il sera accordé à la femme pour repas et absence de l'atelier, durant la période d'emploi, au moins de quatre heures et demie par jour, sauf le samedi, où on lui accordera au moins deux heures et demie.

Un atelier sera considéré comme employant des enfants ou des adultes, jusqu'à ce que l'occupant ait donné à un inspecteur avis qu'il ne se sert pas d'eux.

**16.** Dans les travaux d'intérieur, c'est-à-dire dans les habitations privées, chambres, etc., qui, tout en étant des domiciles particuliers, se rapportent par leur genre d'occupation à la manufacture ou à l'atelier désignés dans le présent Acte, qui n'utilisent ni eau, ni vapeur, ni autre moteur mécanique pour la manufacture de leurs produits, et dont les employés font partie de la famille qui y habite, les prescriptions de l'Acte, en ce qui concerne le travail des enfants et adultes, ne seront pas appliquées. On les remplacera par le règlement suivant :

*Période d'emploi  
heure des repas  
pour les enfants  
et adultes dans les  
ouvrages  
domestiques.*

- (1) L'enfant ou l'adulte ne pourront être occupés dans l'atelier ou la manufacture que durant la période d'emploi ci-après indiquée :
- (2) La journée de travail de l'adulte commencera, sauf le samedi, à six heures du matin pour finir à neuf heures du soir. Le samedi, elle ira de six heures du matin à quatre heures de l'après-midi.
- (3) Il ne sera pas accordé à l'adulte, pour les repas et l'absence du travail, moins de quatre heures et demie par jour, sauf le samedi, où on lui accordera au moins deux heures et demie.
- (4) La période d'emploi pour l'enfant, commencera chaque jour à six heures du matin et finira à une heure de l'après-midi, ou commencera à une heure de l'après-midi pour finir à huit heures du soir. Le samedi, elle se terminera à quatre heures. Et pour se conformer aux prescriptions du présent Acte touchant l'éducation, l'enfant sera supposé, suivant les circonstances, être employé d'après le système des matinées ou celui des après-midi.
- (5) Un enfant ne pourra être employé ni avant une heure de l'après-midi, ni après cette heure pendant deux

périodes successives de sept jours. Le samedi, il ne pourra être employé avant ou après une heure de l'après-midi ; si, un autre jour de la même semaine, il a été employé avant ou après cette heure.

- (6) Un enfant ne pourra être employé d'une manière continue pendant plus de cinq heures, sans un intervalle d'au moins une demi-heure pour le repas.

**17.** Au sujet des repas (sauf les exceptions spécialement indiquées dans le présent Acte), les règles suivantes seront observées dans les manufactures et ateliers.

- (1) Tous les enfants, adultes et femmes doivent prendre leurs repas à la même heure du jour.

- (2) Un enfant, un adulte ou une femme ne pourront sous aucun prétexte travailler pendant les heures de repas, ni même rester à l'atelier où se fabriquent les produits.

**18.** La période d'emploi, le samedi, pour un adulte ou une femme, dans une manufacture non textile ou un atelier, peut avoir la même durée qu'un autre jour si la période d'emploi du mineur ou de la femme n'a pas excédé huit heures un autre jour de la semaine, et si l'avis en a été affiché dans la manufacture ou l'atelier, et notifié à l'inspecteur.

**19.** L'occupant d'une manufacture ou d'un atelier peut, de temps en temps, dans les limites accordées par le présent Acte et suivant les exceptions qui y sont désignées, fixer et spécifier, par un avis affiché dans la manufacture ou l'atelier, la période d'emploi, les heures des repas, et si les enfants sont employés d'après le système des matinées et des après-midi ou celui des jours alternés.

La période d'emploi et le temps accordé pour les repas seront considérés comme étant spécifiés sur l'avis affiché dans la manufacture ou l'atelier, et tous les enfants seront employés d'après les systèmes des matinées et des après-midi ou des jours alternés, conformément au système indiqué dans cet avis.

Pourvu qu'aucun changement à la période d'emploi, aux heures ou au système de travail, ne soit fait avant que l'occupant n'en ait averti l'inspecteur et n'ait affiché dans son atelier l'intention qu'il a de faire ce changement, qui n'aura pas lieu, du reste, plus d'une fois par trimestre, à moins que l'inspecteur ne le permette, par écrit, pour une cause particulière.

**20.** Un enfant au-dessous de dix ans ne pourra être employé dans une manufacture ou un atelier.



**21.** Un enfant, un adulte ou une femme ne pourront être employés le dimanche dans les manufactures ou ateliers (sauf dans les cas spécialement mentionnés dans le présent Acte).

*Défense d'employer les enfants, adultes et femmes le dimanche.*

**(4) Jours de congé.**

**22.** L'occupant d'une manufacture ou d'un atelier accordera (sauf les exceptions indiquées dans le présent Acte) à chaque enfant, adulte et femme qui y est employé, les congés suivants, à savoir :

*Jours regardés comme fériés : demi-journées de congé accordées dans les manufactures et ateliers.*

(1) La journée entière de Noël et la journée entière du Vendredi Saint ou, si la chose est spécifiée par l'occupant sur l'avis affiché dans la manufacture ou atelier, de la plus proche fête publique fixée par la loi de 1875 concernant les jours fériés.

*38 et 39 Vict.*

(2) Huit demi-journées de congé par an ; cependant une journée entière peut remplacer deux demi-journées.

(3) Au moins la moitié des dites demi-journées ou journées entières sera accordée entre le 15 mai et le 1<sup>er</sup> octobre de chaque année.

(4) La cessation de travail ne sera pas considérée comme une journée ou une demi-journée de congé, à moins qu'un avis affiché dans la manufacture ou l'atelier, durant toute la journée de l'avant-veille, n'en ait prévenu les intéressés.

(5) Une demi-journée comprendra au moins la moitié de la période de travail des adultes et des femmes, pendant un jour quelconque autre que le samedi.

Un enfant, un adulte ou une femme qui est employé :

(a) pendant tout un jour de congé fixé par cette section,

(b) ou pendant une demi-journée désignée également dans cette section,

sera considéré comme étant employé contrairement aux prescriptions du présent Acte.

Dans le cas où un occupant ne se conformerait pas aux règlements concernant les journées et demi-journées de congé, il sera passible d'une amende qui n'excédera pas cinq livres sterling.

**(5) Éducation des enfants.**

**23.** Le parent de l'enfant employé dans une manufacture ou un atelier l'obligera à fréquenter une école reconnue efficace (laquelle école pourra être choisie par le parent), savoir :

*Assiduité à l'école des enfants employés dans les manufactures et ateliers.*

- (1) L'enfant, quand il est employé dans une brigade du matin ou dans une brigade de l'après-midi, doit aller à l'école au moins une fois par jour de travail;
- (2) L'enfant employé d'après le système des jours alternés devra, le jour où il ne sera pas occupé, être envoyé au moins deux fois à l'école;
- (3) Les heures d'école, pour se conformer à l'esprit de cette section, seront fixées par le Secrétaire d'État, avec l'approbation du département de l'éducation, et prendront place entre huit heures du matin et six heures du soir.

Il est entendu que :

- (a) L'enfant n'est pas obligé par le présent Acte d'assister à l'école la samedi, ou les jours et demi-jours de congé accordés, suivant cet Acte, dans la manufacture ou l'atelier dans lesquels l'enfant est employé.
- (b) La non-fréquentation de l'école sera excusable, toutes les fois que l'enfant obtiendra du maître de l'école un certificat de maladie ou d'absence inévitable, ainsi que pour cause de fermeture de l'école pendant les vacances, ou par suite d'une cause passagère.
- (c) Quand il y aura plus de deux milles — mesurés suivant la route la plus proche — de la résidence de l'enfant à l'école reconnue efficace, la fréquentation d'une école temporairement approuvée, par écrit, par un inspecteur, pourra être regardée comme fréquentation d'une école reconnue efficace, jusqu'à l'époque où une telle école sera établie, et l'inspecteur en fera rapport au département d'éducation, chaque fois qu'il aura approuvé une école dans le cas prévu par cette section.

Un enfant qui, pendant une semaine quelconque, n'aura pas assisté à l'école dans les conditions prescrites par cette section, ne devra pas être employé durant la semaine suivante, jusqu'à ce qu'il ait remplacé ses manquements par un nombre égal d'heures d'étude.

Le département de l'éducation devra, de temps en temps, par la publication de listes, d'avis ou tout autre moyen,

faire connaître aux personnes intéressées, les écoles qui sont reconnues efficaces dans le district scolaire.

**24.** L'occupant de la manufacture ou de l'atelier dans lequel l'enfant est employé devra, le lundi de chaque semaine (après la première semaine d'emploi de l'enfant) ou tout autre jour désigné à cet effet par un inspecteur, se faire délivrer par le maître un certificat de présence de l'enfant à l'école, dans les formes prescrites par cet Acte.

*Obtention par l'industriel du certificat d'assiduité à l'école*

L'emploi de l'enfant sans obtention du certificat requis par cette section, sera regardé comme contraire aux prescriptions du présent Acte.

L'occupant devra conserver ledit certificat pendant deux mois, après la date de sa délivrance, si l'enfant continue à être employé tout ce temps chez lui, et il sera obligé de le produire à la réquisition d'un inspecteur.

**25.** L'autorité scolaire ou le directeur de l'école reconnue efficace que fréquente l'enfant employé dans une manufacture ou un atelier, ou toute personne autre déléguée à cet effet, invite l'occupant d'une manufacture ou atelier à payer la somme hebdomadaire spécifiée, laquelle ne doit pas excéder trente centimes ou le douzième des gages de l'enfant. L'occupant, tant que l'enfant fréquentera l'école, sera obligé de payer cette somme hebdomadaire, qui sera recouvrable comme une dette; il peut la déduire des gages de l'enfant.

*Paiement par le fabricant des frais d'écolage dont déduira le montant du salaire*

**26.** Quand un enfant de treize ans a obtenu d'une personne autorisée par le département d'éducation l'attestation qu'il est arrivé à un degré suffisant d'instruction dans la lecture, l'écriture et l'arithmétique, ou qu'il a antérieurement suivi d'une manière profitable les cours d'une école reconnue efficace, ainsi qu'il est dit ci-après, cet enfant sera considéré comme un adulte pour les besoins de cet Acte.

*Emploi comme adulte d'un enfant de 13 ans sur l'obtention d'un certificat d'instruction*

Le degré d'instruction et la durée de fréquentation requis par cette section seront, de temps à autre, pour les besoins de cet Acte, fixés par le Secrétaire d'État avec le consentement du département de l'éducation et publiés dans la *London Gazette*, et ne pourront avoir effet, avant l'expiration des six mois qui suivront la publication.

La fréquentation d'une école professionnelle de jour reconnue sera considérée, pour les besoins de cette section, au même titre que la fréquentation d'une école reconnue efficace.



(6) *Certificats d'aptitude aux emplois.*

*certificats d'aptitude pour l'emploi dans les manufactures des enfants adultes au-dessous de 16 ans.*

**27.** Dans une manufacture un enfant ou un adulte au-dessous de 16 ans ne pourront être employés pendant plus de sept jours de travail ou pendant plus de treize, si le médecin du district réside à plus de trois milles de la manufacture, à moins que l'occupant n'ait obtenu, dans la forme prescrite, un certificat d'aptitude de l'enfant ou de l'adulte pour un emploi dans cette manufacture.

Un certificat d'aptitude pour le travail sera délivré par le médecin du district, qui se fera produire l'acte de naissance ou autre preuve évidente indiquant que la personne examinée a l'âge spécifié. Le médecin en fera mention dans le certificat et déclarera que l'enfant a été examiné et qu'il n'est atteint d'aucune maladie ou infirmité susceptibles de l'empêcher de travailler, pendant le temps qu'il doit être employé dans la manufacture désignée.

*certificat d'aptitude pour l'emploi des enfants et des adultes au-dessous de 16 ans dans les ateliers.*

**28.** Dans le but de permettre aux occupants d'ateliers de mieux observer les prescriptions du présent Acte et de prévenir l'emploi dans leurs ateliers, d'enfants et d'adultes ayant moins de seize ans qui sont incapables de remplir cet emploi, un occupant est autorisé à réclamer, s'il le juge convenable, du médecin du district le certificat d'aptitude de l'enfant ou de l'adulte âgé de moins de seize ans, de la même manière que si l'atelier était une manufacture. En ce cas, le médecin accrédité devra examiner l'enfant ou l'adulte et délivrer un certificat conforme.

*devoir de l'inspecteur de réclamer le certificat d'aptitude de l'enfant ou l'adulte au-dessous de 16 ans.*

**29.** Quand un inspecteur est d'avis qu'un enfant ou un adulte âgé de moins de seize ans est incapable, par maladie ou infirmité, d'un travail quotidien pendant le temps légal de son emploi dans la manufacture, il doit en prévenir l'occupant, par écrit, en lui enjoignant de cesser d'occuper l'enfant ou l'adulte. L'occupant se conformera à l'injonction un jour au moins et sept jours au plus après l'avoir reçue. Il ne pourra ensuite occuper cet enfant ou cet adulte (malgré le certificat d'aptitude délivré antérieurement), à moins que le médecin, après examen, ne déclare que l'enfant ou le mineur n'est pas aussi incapable qu'il est dit sur l'avis de l'inspecteur.

*lois supplémentaires relatives aux certificats d'aptitude aux emplois.*

**30.** Tous ateliers et manufactures dépendant du même occupant et situés dans le district du même médecin soit quelques-uns d'entre eux, peuvent être désignés sur le certi-

ficat d'aptitude pour le travail, si le médecin croit pouvoir en toute sincérité délivrer ledit certificat pour y être employé.

Le certificat de naissance (qui sera produit au médecin) sera, soit une copie attestée de l'inscription sur le registre des naissances, tenu suivant les lois relatives à ce sujet (copie qu'on obtiendra selon la loi de 1876 sur l'instruction élémentaire ou autrement), soit un certificat de l'autorité locale conforme à la loi indiquée ci-dessus, d'après lequel il résultera que, suivant la déclaration de l'enregistreur des naissances et décès, l'enfant est bien né à la date portée sur le certificat. 39 et 40 Vict.  
c. 79.

Quand un certificat d'aptitude porte que le médecin s'est rendu compte de l'âge de l'enfant ou de l'adulte, par un autre moyen que la production de l'acte de naissance, un inspecteur peut, par avis écrit, annuler le certificat médical, s'il a un motif plausible de croire que l'âge réel de l'enfant ou du mineur désigné est moindre que celui porté sur le certificat. Dès lors le certificat ne sera d'aucune valeur pour les besoins du présent Acte.

Quand un enfant devient adulte, le renouvellement de son certificat d'aptitude doit être exigé.

L'occupant devra, quand il en sera requis, produire à l'inspecteur le certificat d'aptitude de l'enfant qu'il emploie.

### (7) *Accidents.*

**31.** Quand il se produit des accidents dans une manufacture ou un atelier,

*Avis des accidents déterminant la mort ou des blessures.*

- (a) soit qu'ils occasionnent la mort d'un employé;
- (b) ou qu'ils occasionnent des blessures à un employé et cela, par la faute d'une machine mue par la vapeur, l'eau ou autre force mécanique, ou d'une cuve, bassine, ou autre engin rempli de liquide brûlant, de métal en fusion ou autre substance, ou par une explosion, ou par une fuite de gaz, de vapeur, de métal, etc., qui peuvent empêcher l'ouvrier de reprendre son travail dans les 48 heures qui suivent l'accident;

un avis écrit de l'accident doit être envoyé sur-le-champ à l'inspecteur et au médecin du district, avis indiquant la résidence de l'employé tué ou blessé ou l'endroit où il a été transporté. Si cet avis n'est pas envoyé par l'occupant, celui-ci sera passible d'une amende qui n'excédera pas cinq livres sterling (125 francs).

Si un accident arrive à un employé de forges, de hauts-fourneaux ou autre manufacture ou atelier, dont l'occupant n'est pas le patron réel de l'ouvrier tué ou blessé, le patron réel doit envoyer immédiatement avis de l'accident à l'occupant, à défaut de quoi il sera passible d'une amende qui n'excédera pas cinq livres.

Un avis d'accident, — lequel est requis par la section 63 de l'Acte de 1875 sur les explosions, — est envoyé à un inspecteur du gouvernement. Il n'est pas besoin de l'envoyer au médecin accrédité.

**32.** Quand un médecin accrédité reçoit, conformément au présent Acte, avis d'un accident dans une manufacture ou un atelier, il doit se transporter le plus tôt possible à cette manufacture ou cet atelier, s'y livrer à une enquête approfondie sur la nature et les causes qui ont provoqué la mort ou la blessure, et envoyer son rapport à l'inspecteur dans les vingt-quatre heures qui suivent.

Le médecin accrédité aura, dans ce cas et pour les besoins de l'enquête, les mêmes pouvoirs qu'un inspecteur. Il pourra notamment entrer dans n'importe quelle chambre où l'employé tué ou blessé aura été transporté.

Ledit médecin recevra pour son enquête des honoraires qui n'excéderont pas dix schellings (12 francs), mais qui ne seront pas moindres que trois schellings (3 fr. 60 c.) selon l'appréciation du Secrétaire d'État. Ces honoraires seront payés sur les dépenses du Secrétaire d'État, encourues dans l'exécution du présent Acte.

## DEUXIÈME PARTIE.

### DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES A DES CATÉGORIES SPÉCIALES DE MANUFACTURES ET ATELIERS.

#### (1) *Dispositions particulières relatives à l'Hygiène dans certaines Manufactures et certains Ateliers.*

**33.** Dans le but d'assurer l'exécution du présent Acte concernant la propreté des ateliers ou manufactures, tous les murs intérieurs et tous les plafonds ou toits (que ces murs, plafonds ou toits soient plâtrés ou non), ainsi que les couloirs et escaliers, s'ils n'ont pas été peints à l'huile ou vernis au moins une fois tous les sept ans, seront blanchis à la chaux une fois au moins tous les quatorze mois, et s'ils ont été peints à l'huile ou vernis,



ils seront lavés à l'eau chaude avec du savon une fois au moins tous les quatorze mois.

La manufacture ou l'atelier qui contreviendront aux prescriptions de cet article, seront considérés comme n'étant pas tenus en conformité du présent Acte.

Quand il semble au Secrétaire d'État que dans une catégorie quelconque de manufactures ou d'ateliers, les règlements concernant le nettoyage ne peuvent être appliqués conformément à l'esprit de la loi ou ne sont pas applicables, par suite de circonstances particulières, il aura le droit, s'il le juge convenable, par une ordonnance rendue conformément à cet article, d'accorder une exception spéciale auxdits règlements.

**34.** Quand une boulangerie est située dans une cité, ville ou lieu quelconque contenant, d'après le dernier recensement publié, une population de plus de cinq mille âmes, tous les murs intérieurs, tous les plafonds ou voûtes (qu'ils soient plâtrés ou non), ainsi que tous les couloirs et escaliers de ladite boulangerie seront entièrement ou partiellement peints à l'huile, ou vernis, ou blanchis à la chaux. Si l'on emploie la peinture à l'huile ou le vernis, il en faudra trois couches que l'on renouvellera au moins une fois tous les sept ans et que l'on nettoiera avec de l'eau chaude et du savon au moins tous les six mois; quand on emploiera le blanchiment à la chaux, on le renouvellera au moins une fois tous les six mois.

*Blanchiment  
chaux, peinture,  
nettoyage de  
intérieur des bou-  
langeries.*

Une boulangerie qui contreviendra aux prescriptions de cette section, sera considérée comme n'étant pas tenue en conformité du présent Acte.

**35.** Quand une boulangerie est située dans une cité, ville ou lieu contenant, selon le dernier recensement, une population de plus de cinq mille âmes, tout local de plain-pied avec le fournil et faisant partie de la même construction ne pourra être utilisé comme dortoir, à moins qu'il soit établi dans les conditions suivantes :

*Mesures relatives  
aux dortoirs  
près des four-*

S'il est efficacement séparé du fournil par une cloison allant du plancher au plafond;

S'il possède un vitrage extérieur d'au moins neuf pieds carrés en superficie, ce vitrage ayant une ouverture mobile d'au moins quatre pieds et demi pour la ventilation.

Toute personne qui louera, occupera ou laissera occuper en connaissance de cause un local en contravention des prescriptions

de cette section, sera passible d'une amende n'excédant pas vingt schellings (24 fr.) pour la première infraction et cinq livres sterlings (125 fr.) pour les infractions suivantes.

**36.** Si dans une manufacture ou un atelier, on aiguisé, vernit, ou polit à la meule, ou l'on y fait une industrie qui engendre de la poussière malsaine pour les ouvriers, et s'il semble à un inspecteur qu'une telle inhalation peut être combattue jusqu'à un certain point par l'usage d'un ventilateur à ailes ou autre moyen mécanique, cet inspecteur ordonnera que l'établissement du ventilateur ait lieu dans un temps raisonnable, et si ce ventilateur n'est pas fourni, entretenu et employé, la manufacture ou l'atelier sera considéré comme ne se conformant pas au présent Acte.

**37.** Un enfant, un adulte ou une femme ne peuvent être employés dans aucune partie de la manufacture où se fait la filature humide, à moins que des mesures suffisantes soient prises pour protéger les travailleurs contre l'humidité et, dans le cas d'emploi de l'eau chaude, pour les préserver des fuites de vapeur dans la pièce qu'ils occupent.

Une manufacture qui contreviendra à ces prescriptions sera considérée comme n'étant pas tenue, conformément au présent Acte.

*(2) Restrictions particulières aux Emplois, Repas et Certificats d'aptitude.*

**38.** Un enfant ou un adulte ne pourront, selon les cas mentionnés dans la première annexe du présent Acte, être employés dans les manufactures, ateliers ou leurs dépendances désignés dans ladite annexe.

Avis de l'interdiction sera affiché dans la manufacture ou l'atelier auxquels cette interdiction s'applique.

**39.** Un enfant, un adulte ou une femme ne pourront prendre leurs repas ou séjourner pendant le temps accordé pour les repas, dans certains locaux de la manufacture ou de l'atelier auxquels la présente section s'applique. Un enfant, un adulte ou une femme qui contreviendront à cette règle seront considérés comme étant employés contrairement aux prescriptions du présent Acte.

Avis de l'interdiction sera affiché dans la manufacture ou l'atelier auxquels elle s'applique.

Cette section s'applique aux dépendances des manufactures et ateliers désignés dans la seconde annexe du présent Acte.

Quand il semble au Secrétaire d'État que, par suite de la nature de la fabrication, dans une catégorie quelconque de manufactures, d'ateliers ou de leurs dépendances, on ne peut prendre les repas sans qu'il en résulte des inconvénients pour la santé, il peut, s'il le juge convenable, rendre une ordonnance conforme au présent Acte, par laquelle l'interdiction contenue dans cette section est étendue à ces manufactures ou ateliers ou dépendances.

Si le Secrétaire d'État reconnaît qu'il n'est pas nécessaire à la santé des enfants, adultes et femmes, de prolonger l'interdiction qu'il a ordonnée, il peut, par une nouvelle ordonnance conforme au présent Acte, retirer la première, sans pour cela qu'il ne puisse à l'avenir la remettre en vigueur, si besoin est.

**40.** Dans les ateliers d'impression sur étoffes, de blanchiment et de teinture, la période d'emploi pour un enfant, un adulte et une femme, ainsi que le temps accordé pour les repas seront les mêmes que dans une manufacture textile, et les dispositions du présent Acte au sujet de l'emploi des enfants, des adultes et des femmes leur seront appliquées comme si ces ateliers étaient des manufactures textiles, sauf que rien n'empêchera l'emploi continu de l'enfant, de l'adulte ou de la femme, sans un intervalle d'une demi-heure pour le repas, pendant la période accordée par le présent Acte dans des manufactures non textiles.

**41.** Quand il semble au Secrétaire d'État que, par suite de circonstances spéciales afférentes à certaines catégories d'ateliers, il est nécessaire à la santé des enfants et des adultes au-dessous de seize ans qui y sont employés, d'étendre à ces ateliers l'interdiction mentionnée dans la présente section, il peut, par une ordonnance en conformité de cette partie de la loi, interdire dans lesdits ateliers l'emploi des enfants et des adultes au-dessous de seize ans sans un certificat d'aptitude aux emplois, et dès lors les dispositions du présent Acte touchant les certificats d'aptitude seront appliquées aux catégories d'ateliers désignées dans l'ordonnance de la même manière que pour les manufactures.

S'il est démontré au Secrétaire d'État qu'il n'est pas nécessaire à la santé des enfants et des adultes au-dessous de seize ans, de prolonger l'interdiction qu'il a ordonnée dans une catégorie quelconque d'ateliers, il peut, par une nouvelle ordonnance conforme à cette section, annuler l'ancienne, sans préjudice des autres mesures qu'il jugera à propos de prendre ultérieurement.

*Période d'emploi, temps accordé pour les repas dans les manufactures d'impression, de blanchiment et de teinture.*

*Pouvoir de rendre les certificats d'aptitude pour l'emploi des enfants et des adultes au-dessous de seize ans dans certaines catégories d'ateliers.*



(3) *Exceptions spéciales adoucissant la loi générale dans certaines Manufactures et certains Ateliers.*

(a) *Période d'emploi.*

**42.** Dans les manufactures et ateliers ou leurs dépendances auxquels cette exception s'applique, la période d'emploi pour adultes et femmes, si elle est fixée par l'occupant et spécifiée dans l'avis, peut, sauf le samedi, commencer à huit heures du matin et finir à huit heures du soir, et, le samedi, commencer à huit heures du matin, pour finir à quatre heures de l'après-midi, ou commencer le même jour à sept heures du matin pour finir à trois heures de l'après-midi. La période d'emploi pour l'enfant peut commencer à la même heure le matin et finir à la même heure le soir, soit que l'enfant travaille dans la brigade du matin ou dans celle de l'après-midi.

Cette exception s'applique aux manufactures et ateliers et à leurs dépendances spécifiés dans la première partie de la troisième annexe du présent Acte.

Quand il est démontré au Secrétaire d'État que les habitudes et les exigences du métier, dans une catégorie quelconque de manufactures non textiles, d'ateliers ou de leurs dépendances, que ces exigences soient générales ou locales, requièrent l'extension de l'exception, il peut étendre l'exception à ces manufactures et ateliers, s'il est reconnu qu'elle ne sera pas préjudiciable à la santé des enfants, des adultes et des femmes ; il rendra alors une ordonnance accordant ladite exception, conformément à l'esprit du présent Acte.

**43.** Quand il est démontré au Secrétaire d'État que les coutumes ou nécessités du métier dans les manufactures non textiles, les ateliers ou leurs dépendances, soit d'une manière générale, soit pour causes locales, exigent l'exception spéciale mentionnée dans cette section, sans qu'il puisse en résulter un préjudice pour la santé des enfants, des adultes et des femmes, le Secrétaire d'État peut, par une ordonnance conçue selon le présent Acte, permettre que la période d'emploi des adultes et des femmes (si elle est ainsi fixée par l'occupant et spécifiée sur l'avis) commence, sauf le samedi, à neuf heures du matin et finisse à neuf heures du soir, et que la période d'emploi de l'enfant commence à neuf heures du matin pour la brigade du matin, et finisse à huit heures du soir pour la brigade de l'après-midi.

44. Les prescriptions du présent Acte, touchant l'emploi des adultes dans les manufactures textiles, n'empêcheront pas dans la partie d'une manufacture textile où l'on fabrique de la dentelle à l'aide de la vapeur, de l'eau, ou de toute autre force mécanique, l'emploi d'un adulte du sexe masculin au-dessus de seize ans, entre quatre heures du matin et dix heures du soir, s'il est employé d'après les conditions suivantes, savoir :

*Pouvoir d'employer les adultes au-dessus de 16 ans dans les manufactures de dentelle.*

- (a) Quand un adulte est employé un jour quelconque avant le commencement ou après la fin de la période ordinaire de travail dans la manufacture, on ne lui accordera pas moins de neuf heures pour repas et absence du travail, entre les quatre heures du matin et les dix heures du soir mentionnées plus haut.
- (b) Quand un adulte est occupé un jour quelconque avant la période habituelle d'emploi dans une manufacture, il ne peut l'être le même jour après ladite période.
- (c) Quand un adulte est occupé un jour quelconque après la fin de la période habituelle d'emploi, il ne peut être employé le lendemain matin avant le commencement de la période ordinaire d'emploi.

Pour les besoins de cette exception, la période ordinaire d'emploi dans la manufacture, signifie période d'emploi des adultes au-dessous de seize ans ou des femmes dans la manufacture, ou, si aucun d'eux n'est employé, signifie telle période qu'il peut être fixé d'après cet Acte pour leur emploi; en ce cas, l'avis déterminant cette période sera affiché dans la manufacture.

45. Les prescriptions du présent Acte, touchant le travail des adultes dans les manufactures non textiles ou les ateliers, n'empêchent pas l'emploi dans la partie d'une boulangerie, où l'on procède à la manutention et à la cuisson du pain, de tout adulte au-dessus de seize ans entre cinq heures du matin et neuf heures du soir, pourvu que son travail soit réglé de la façon suivante :

*Pouvoir de faire travailler les adultes du sexe masculin au-dessus de 16 ans dans les boulangeries.*

- (a) Quand cet adulte sera employé un jour quelconque avant le commencement ou après la fin de la période ordinaire d'emploi, dans une boulangerie, on lui accordera au moins sept heures

pour repas et absence du travail entre cinq heures du matin et neuf heures du soir.

(b) Quand cet adulte est employé un jour quelconque avant le commencement de la période habituelle d'emploi dans la boulangerie, il ne sera pas employé le même jour après la fin de cette période.

(c) Quand cet adulte est employé un jour quelconque après la fin de la période habituelle d'emploi dans une boulangerie, il ne le sera pas le lendemain avant le commencement de cette période.

Pour répondre au but de cette exception, la période habituelle d'emploi dans les boulangeries signifie la période d'emploi des adultes au-dessous de l'âge de seize ans ou des femmes dans la boulangerie, ou si aucun d'eux n'y est employé, la période qui peut être fixée d'après le présent Acte; et avis de cette période sera affiché dans la boulangerie.

Quand il est démontré au Secrétaire d'État que les nécessités du travail dans les boulangeries, soit d'une manière générale, soit dans des cas particuliers, exigent le bénéfice de l'exception mentionnée dans la présente section, et que cette exception ne peut être nuisible à la santé des adultes du sexe masculin, il peut, par une ordonnance conforme à cet Acte, accorder auxdites boulangeries une exemption spéciale autorisant l'emploi de ces adultes de seize ans et au-dessus.

**46.** Quand il est démontré au Secrétaire d'État que les nécessités ou coutumes du travail dans une catégorie quelconque de manufactures non-textiles ou d'ateliers, soit d'une manière générale, soit pour des causes locales, exigent qu'on accorde une demi-journée de congé autre que celle du samedi pour les enfants, adultes et femmes, il peut, par une ordonnance conforme au présent Acte, accorder à cette catégorie de manufactures ou d'ateliers une exception spéciale, autorisant l'occupant à substituer, par un avis affiché dans la manufacture ou l'atelier, quelque autre jour au samedi. En ce cas, les prescriptions du présent Acte seront appliquées comme si ce jour de congé était un samedi et, réciproquement, comme si le samedi était un jour de travail ordinaire.]

**47.** Dans les ouvrages de teinture en rouge de Turquie, rien dans la première partie du présent Acte n'empêche l'emploi des adultes et des femmes le samedi, jusqu'à quatre heures et demie de l'après-midi, mais ce nombre supplémentaire d'heures sera

titution par  
crétaire d'Etat  
e autre demi-  
née de congé  
du samedi.

loi jusqu'à  
30 m. du soir,  
nedi, dans les  
iges de tein-  
en rouge de  
nie.



compté comme faisant partie du travail de la semaine, dont la durée ne doit, en aucun cas, être dépassée.

**48.** Dans une manufacture textile quelconque à laquelle s'applique la présente exception, si la période d'emploi des adultes et des femmes, comme il est fixé par l'occupant et spécifié dans l'avis, commence à sept heures du matin et si tout le temps compris entre cette heure et huit heures est accordé pour les repas, les prescriptions du présent Acte au sujet de l'emploi des enfants, des mineurs et des femmes, n'empêchent pas l'enfant, le mineur ou la femme d'être employés d'une manière continue, du 1<sup>er</sup> novembre au 31 mars suivant, sans un intervalle d'au moins une demi-heure pour le repas, comme si la manufacture était non textile.

*Emploi continu des enfants, adultes et des femmes dans certains cas.*

Cette exception s'applique aux manufactures textiles spécifiées dans la septième partie de la troisième annexe du présent Acte.

Quand il est démontré au Secrétaire d'État que, dans une catégorie quelconque de manufactures textiles, soit d'une manière générale, soit pour des particularités locales, les habitudes des ouvriers requièrent l'extension de l'exception, il peut, s'il reconnaît que la fabrication des produits n'est pas nuisible à la santé des enfants, mineurs et femmes, et que l'extension peut être accordée sans qu'il en résulte des inconvénients hygiéniques, par une ordonnance conforme au présent Acte, étendre l'exception en conséquence.

**49.** Quand il est démontré au Secrétaire d'État que les coutumes ou nécessités du travail dans une catégorie quelconque de manufactures non textiles ou d'ateliers, soit d'une manière générale ou pour des causes locales, exigent l'exception spéciale mentionnée ci-après dans cette section, il peut, par une ordonnance conforme au présent Acte, accorder à cette catégorie de manufactures ou d'ateliers une exception spéciale autorisant l'occupant à donner des jours de congé ou de demi-congé autres que les jours indiqués, aux enfants, adultes et femmes, employés par lui.

*Demi-journées ou journées de travail accordées aux enfants, adultes et femmes dans différentes catégories d'ateliers.*

**50.** Quand l'occupant d'une manufacture ou d'un atelier appartient à la religion juive, les prescriptions du présent Acte, touchant l'emploi des adultes et des femmes, ne lui seront pas applicables :

*Emploi des enfants, adultes et des femmes dans les manufactures ou ateliers appartenant à des occupants israélites.*

- (1) S'il tient ses ateliers fermés le samedi jusqu'au coucher du soleil, pour employer ensuite les adultes et les femmes à partir de ce moment jusqu'à neuf heures du soir ;
- (2) S'il tient ses ateliers fermés le samedi, avant et après le coucher du soleil, il pourra employer les adultes et les femmes tout autre jour de la semaine (sauf le dimanche)

pendant une heure supplémentaire qui viendra s'ajouter aux heures accordées par le présent Acte. Dès lors, cette heure sera prise au commencement ou à la fin de la période d'emploi, mais non avant six heures du matin ni après neuf heures du soir ;

- (3) Si tous les enfants, adultes et femmes de la manufacture ou de l'atelier appartiennent à la religion juive, ils auront droit, si cela est spécifié dans un avis affiché dans la fabrique selon le présent Acte, à deux jours quelconques de congé, d'après la loi de 1875 sur les fêtes, en remplacement du jour de Noël et du Vendredi-Saint. En ce cas, la manufacture ou l'atelier ne pourront être ouverts au trafic ni le jour de Noël ni le Vendredi-Saint.

**51.** Aucune pénalité ne sera encourue, au sujet du travail, le dimanche, dans une manufacture ou un atelier par un adulte ou une femme appartenant à la religion juive, conformément aux règles suivantes :

- (1) L'occupant de la manufacture ou de l'atelier appartiendra à la religion juive ;  
(2) La manufacture ou l'atelier sera fermé le samedi et ne pourra être ouvert le dimanche pour le trafic ;  
(3) L'occupant ne se prévaut pas de l'exception autorisant l'emploi de jeunes ouvriers et femmes le samedi soir, ou pour une heure supplémentaire à tout autre jour de la semaine.

Quand l'occupant profitera de cette exception, le présent Acte sera applicable, dans la manufacture ou le magasin, de la même manière que si, dans les prescriptions de l'Acte touchant le dimanche, le mot samedi était substitué à celui de dimanche et réciproquement, ou, suivant que l'occupant l'a spécifié dans l'avis, comme si le mot vendredi était substitué à samedi.

(b) *Heures des repas.*

**52.** Les prescriptions du présent Acte qui exigent que tous les enfants, adultes et femmes employés dans une manufacture ou un atelier, prennent leurs repas en même temps, ne s'appliquent pas aux cas mentionnés dans la seconde partie de la troisième annexe de cet Acte.

Les prescriptions du présent Acte qui exigent qu'un enfant, un

39 Vict. c. 13.

loi des israél-  
par des israél-  
le dimanche.

ption relative  
heures des  
simultanés  
l'emploi ou  
jour dans  
Ateliers de fa-  
nation durant  
gures de  
er.  
u

adulte et une femme ne soient pas employés durant les heures de repas ni autorisés à rester dans la pièce où se fabriquent les produits pendant lesdits repas, ne s'appliquent pas dans les cas mentionnés à la deuxième partie de la troisième annexe.

Quand il est démontré au Secrétaire d'État que dans une catégorie quelconque de manufactures ou d'ateliers, il est nécessaire, à cause de l'impossibilité d'interrompre les manipulations ou par suite de circonstances spéciales, de leur étendre les bénéfices des exceptions contenues dans cette section, et que cette extension ne peut être nuisible à la santé des enfants, des adultes et des femmes employés, le Secrétaire d'État peut, par une ordonnance conforme au présent Acte, accorder ladite extension.

(c) *Heures supplémentaires.*

**53.** Les prescriptions de cet Acte, touchant l'emploi des adultes et des femmes, n'empêchent pas l'emploi, dans les manufactures et ateliers auxquels la présente exception s'applique, des adultes et des femmes de six heures du matin à huit heures du soir, ou de huit heures du matin à dix heures du soir, pourvu que le travail soit réglé de la façon suivante :

*Pouvoir d'employer les adultes et les femmes pendant 14 heures par jour.*

- (1) Il ne sera pas accordé aux adultes et aux femmes pour les repas moins de deux heures dont une demi-heure après cinq heures du soir;
- (2) Aucun adulte ou aucune femme ne pourra être employé au total plus de cinq jours par semaine ni plus de quarante-huit jours durant l'année, dans les conditions exceptionnelles ci-dessus.

Cette exception s'applique aux manufactures et ateliers et à leurs dépendances spécifiées dans la troisième partie de la troisième annexe du présent Acte.

Quand il est démontré au Secrétaire d'État que dans une classe quelconque de manufactures non textiles ou d'ateliers, il est nécessaire, pour empêcher la détérioration des substances servant à la fabrication, ou par suite de presse de l'ouvrage à certaines saisons de l'année, ou à cause de la recrudescence de travail provenant de commandes imprévues, — d'employer des adultes et des femmes de la façon autorisée par cette exception, et que cet emploi n'est pas nuisible à la santé des adultes et des femmes employés, le Secrétaire d'État peut, par une ordonnance



conforme à cet Acte étendre l'exception auxdits ateliers ou manufactures.

54. Si dans une manufacture ou un atelier auxquels cette exception s'applique, l'opération que font l'enfant, l'adulte ou la femme est restée dans un état incomplet à la fin de la journée, les prescriptions du présent Acte n'empêcheront pas qu'ils soient employés supplémentaires, mais pendant une période qui n'excédera pas trente minutes.

Pourvu que cette période supplémentaire soit ajoutée au nombre total des heures d'emploi dans la semaine, et n'excède pas au total le nombre alloué d'autre part dans le présent Acte.

Quand il est démontré au Secrétaire d'État que, dans une catégorie quelconque de manufactures ou d'ateliers, le temps accordé pour l'achèvement de l'opération ne peut être exactement fixé, et que la présente exception peut être étendue à ces manufactures ou ateliers, sans préjudice pour la santé des enfants, adultes et femmes employés, le Secrétaire d'État peut, par une ordonnance conforme au présent Acte, accorder ladite exception.

55. Rien dans le présent Acte n'empêche l'emploi des adultes et des femmes, autant qu'il est nécessaire pour prévenir le dommage qui résulterait d'une combustion spontanée dans le cours de la teinture en rouge de Turquie, ou d'une influence atmosphérique extraordinaire sur l'opération du blanchissage en plein air.

56. Les prescriptions du présent Acte touchant l'emploi des adultes et des femmes n'empêchent pas l'emploi des femmes dans les manufactures et ateliers auxquels cette exception s'applique, durant une période commençant à six ou à sept heures du matin et finissant à huit ou à neuf heures du soir, si elles sont employées conformément aux règles suivantes :

- (1) Il ne sera pas accordé à ces femmes pendant la période d'emploi moins de deux heures pour les repas, dont une demi-heure après cinq heures du soir;
- (2) Aucune de ces femmes ne sera employée au total plus de cinq jours par semaine, ni plus de quatre-vingt-seize jours par an, dans les conditions exceptionnelles ci-dessus.

Cette exception s'applique aux manufactures et ateliers désignés dans la cinquième partie de la troisième annexe du présent Acte.

Quand il est démontré au Secrétaire d'État que, dans une catégorie quelconque de manufactures non textiles ou d'ateliers, il est nécessaire, à cause de la détérioration possible des articles ou

des matériaux, d'employer les femmes de la façon autorisée par cette exception, sans qu'il en résulte des inconvénients pour la santé de ces femmes, le Secrétaire d'État pourra par une ordonnance conforme au présent Acte étendre cette exception auxdits ateliers ou manufactures.

57. Quand il semble au Secrétaire d'État que les manufactures utilisant l'eau comme force motrice sont susceptibles d'être arrêtées par la sécheresse ou l'inondation, il peut, par une ordonnance conforme au présent Acte, accorder à ces manufactures une exception spéciale permettant l'emploi des adultes et des femmes durant une période de six heures du matin à sept heures du soir, selon telles conditions qu'il jugera convenables, mais aussi de façon à ce que personne ne soit privé des heures de repas prescrits par cet Acte, ni employé le samedi, et que, en ce qui concerne les manufactures susceptibles d'être arrêtées par la sécheresse, l'exception spéciale ne s'étende pas à plus de quatre-vingt-seize jours dans une période de travail de douze mois, et qu'en ce qui concerne les manufactures susceptibles d'être arrêtées par l'inondation, cette exception spéciale ne s'étende pas à plus de quarante-huit jours dans une période de douze mois. Ce temps supplémentaire ne s'étendra, dans aucun cas, au delà du temps déjà perdu durant les douze mois antérieurs.

*Exception relative aux manufactures servant de force motrice.*

(d) *Travail de nuit.*

58. Rien dans le présent Acte n'empêche l'emploi dans les manufactures et ateliers auxquels cette exception s'applique, des adultes du sexe masculin durant la nuit, s'ils sont employés conformément aux règles suivantes:

*Emploi des adultes pendant la nuit.*

- (1) La période d'emploi n'excédera pas douze heures consécutives; elle commencera et finira aux heures indiquées dans l'avis dont cet Acte fait mention.
- (2) Les prescriptions du présent Acte touchant le temps accordé pour les repas aux adultes durant la période d'emploi seront observées avec les modifications nécessitées par l'heure à laquelle les repas sont fixés.
- (3) Un adulte du sexe masculin employé pendant une partie quelconque de la nuit ne sera pas occupé durant une fraction quelconque des douze heures qui précéderont ou suivront la période d'emploi.
- (4) Un adulte du sexe masculin ne pourra être employé plus

de six nuits toutes les deux semaines ou plus de sept nuits dans les hauts fourneaux et les papeteries.

Les dispositions du présent Acte touchant la période d'emploi le samedi et les huit demi-journées de congé ou les journées entières accordées à leur place chaque année, ne s'appliquent pas à l'adulte du sexe masculin employé le jour et la nuit à tour de rôle suivant l'exception actuelle.

Cette exception s'applique aux manufactures et ateliers désignés dans la sixième partie de la troisième annexe du présent Acte.

Quand il est démontré au Secrétaire d'État que, dans une catégorie quelconque de manufactures non textiles ou d'ateliers, il est nécessaire, par suite de la nature de la fabrication qui exige de passer la nuit entière, d'employer les adultes du sexe masculin âgés de seize ans ou au-dessus pendant la nuit, sans que cet emploi soit nuisible à la santé des jeunes gens, il peut, par une ordonnance conforme au présent Acte, accorder ladite exemption dans toute son extension en ce qui concerne les adultes de seize ans et au-dessus.

59. Dans les manufactures ou ateliers où l'on imprime les journaux, lorsqu'on ne fait pas travailler plus de deux nuits par semaine, rien dans le présent Acte n'empêche l'emploi pendant la nuit de l'adulte du sexe masculin de seize ans et au-dessus comme s'il n'était plus un adulte.

60. Dans les verreries, aucune prescription du présent Acte n'empêche l'adulte du sexe masculin de travailler aux heures accoutumées de l'établissement, pourvu qu'il soit soumis aux règles suivantes :

- (1) Le nombre total des heures de travail ne peut excéder soixante par semaine.
- (2) Les périodes d'emploi pour ces adultes n'excéderont pas quatorze heures en quatre tours séparés par semaine, ou douze heures en cinq tours séparés, ou dix heures en six tours séparés, ou un nombre quelconque d'heures suivant le nombre accoutumé des tours séparés par semaine, le nombre de ces tours n'excédant pas neuf.
- (3) L'adulte ne travaillera dans aucun tour sans un intervalle d'au moins un tour plein,
- (4) Il lui sera accordé durant chaque tour (autant que cela sera praticable) le même temps pour les repas, comme il est requis par cet Acte à l'égard d'une manufacture non textile ou d'un atelier.



(4) *Exception spéciale relative aux ateliers ou manufactures domestiques et à certains autres.*

**61.** Les prescriptions de cet Acte relatives à :

*Exception relative aux travaux d'intérieur et certains autres ateliers ou manufactures désignés dans présent Acte.*

(1) La propreté (y compris le blanchiment à la chaux, la peinture, le vernissage et le lavage) ou au dégagement des miasmes, ou à l'agglomération excessive d'ouvriers, ou à la ventilation;

(2) Aux enfants, adultes et femmes employés dans l'atelier ou la manufacture prenant leurs repas à la même heure du jour, ou travaillant ou restant à l'atelier pendant ces repas;

(3) A l'affichage de tout avis ou extrait dans une manufacture ou un atelier, ou spécifiant quoi que ce soit dans l'avis ainsi affiché ;

(4) Aux congés accordés aux enfants, adultes et femmes;

(5) A l'envoi des avis d'accidents,

ne seront pas applicables ;

(a) Quand les personnes sont employées à la maison, c'est-à-dire dans une habitation privée, une chambre ou un lieu quelconque habité, que leur travail ne peut être classé dans celui qui est attribué par le présent Acte aux manufactures et ateliers, et qu'on n'y utilise ni l'eau, ni la vapeur, ni aucun autre moyen mécanique comme force motrice, et lorsque les personnes employées sont tous membres de la famille habitant la maison;

(b) A un atelier dirigé d'après le système de travail sans enfants ou adultes, et dont l'occupant a prévenu un inspecteur qu'il se dispenserait d'employer ces derniers.

Les prescriptions du présent Acte touchant le certificat d'aptitude à l'emploi seront applicables à toute habitation privée, chambre ou local, ainsi qu'il est dit plus haut, lesquels, par la nature de l'ouvrage qui s'y fait, peuvent être assimilés à des manufactures, mais comme si c'étaient des ateliers selon le présent Acte et non des manufactures.

Quand l'occupant d'un atelier a avisé un inspecteur de son intention de ne pas employer d'enfants ou d'adultes, l'atelier est considéré, pour tous les besoins du présent Acte, comme étant dirigé suivant ledit système, jusqu'à ce que l'occupant change d'avis. Mais aucun changement ne pourra être fait avant que le

l'occupant n'en ait averti l'inspecteur, et jusque-là l'emploi d'un enfant ou d'un adulte sera considéré comme contraire aux prescriptions du présent Acte. Tout changement dans le système ne pourra être effectué plus d'une fois par trimestre, à moins qu'une cause spéciale ne nécessite une dispense que l'inspecteur accordera par écrit.

Rien dans cette section n'exemptera une boulangerie des prescriptions du présent Acte relatives à la propreté (y compris le blanchiment à la chaux, la peinture, le vernissage et le lavage) ou à l'expulsion des miasmes.

*ption relative à  
ques fabriques  
le teillage du*

**62.** Les règlements du présent Acte au sujet de l'emploi des femmes ne seront pas applicables aux fabriques pour le teillage mécanique du lin qui sont dirigées sans l'emploi des enfants ou des adultes, où le travail est intermittent et dont les périodes actives n'excèdent pas six mois de l'année. Une fabrique pour le teillage mécanique du lin ne sera pas considérée comme étant dirigée sans l'emploi d'enfants ou d'adultes tant que l'occupant n'aura pas averti un inspecteur qu'il a l'intention de travailler d'après ce système.

*(5) Additions aux Dispositions spéciales.*

*gence des  
utions  
biaires pour  
rair les  
ctions spéciales.*

**63.** Quand il semble à un Secrétaire d'État que l'adoption de quelque moyen spécial pour la salubrité ou la ventilation d'une manufacture ou d'un atelier est nécessaire à la santé des femmes, adultes ou enfants employés, conformément à l'exception indiquée dans cette partie de l'Acte, soit pour une plus longue période qu'il est accordée d'autre part, soit la nuit, le Secrétaire d'État peut par une ordonnance conforme au présent Acte décider que l'adoption de tels moyens sera une condition de tel emploi. Et, s'il lui semble que l'adoption de tels moyens n'est pas plus nécessaire ou est considérée comme inutile eu égard à toutes les circonstances, il peut, par une ordonnance, annuler sa première décision, sans préjudice des autres ordonnances ultérieures.

*voir d'annuler  
ordonnance  
dant ou  
lant  
ption.*

**64.** Lorsqu'une exception a été accordée ou étendue, d'après cette partie du présent Acte, par une ordonnance du Secrétaire d'État, et qu'il semble à ce Secrétaire d'État que ladite exception est nuisible à la santé des enfants, adultes ou femmes, ou qu'elle n'est pas plus nécessaire aux catégories de manufactures ou d'ateliers auxquels l'exception est accordée ou étendue, il peut, par une ordonnance, annuler l'extension, sans préjudice des ordonnances ultérieures.

**65.** Dans tous les cas où un Secrétaire d'État a le pouvoir de rendre une ordonnance conforme au présent Acte, les dispositions suivantes sont applicables à cette ordonnance.

*Dispositions  
relatives à  
l'ordonnance du  
Secrétaire d'État*

- (1) L'ordonnance sera sous la signature du Secrétaire d'État, et sera publiée dans la *London Gazette*, elle sera exécutoire du jour de sa publication dans la *London Gazette*, ou à la date mentionnée dans l'ordonnance.
- (2) L'ordonnance peut être temporaire ou permanente, conditionnelle ou non conditionnelle, et soit qu'elle concerne une défense, une exception, l'adoption de moyens particuliers, l'annulation d'une ordonnance antérieure ou toute autre chose, elle peut être faite pour une partie seulement ou pour le tout.
- (3) L'ordonnance sera déposée aussitôt que possible devant les Chambres, et si l'une d'elles, dans les quarante jours qui suivront le dépôt dans son sein, décide que l'ordonnance doit être annulée, celle-ci ne sera d'aucun effet à partir de la date de cette décision, sans préjudice de la validation de toute mesure prise dans l'intervalle ou d'une nouvelle ordonnance.
- (4) L'ordonnance rendue exécutoire sera, si rien dans ses termes ne s'y oppose, applicable de la même façon qu'un acte législatif qui accorderait ou interdirait ce qu'elle accorde ou interdit.

**66.** L'occupant d'une manufacture ou d'un atelier devra, sept jours au moins avant de bénéficier d'une exception spéciale, en avertir l'inspecteur et (sauf dans le cas d'une manufacture ou d'un atelier auxquels les dispositions de cet Acte concernant l'affichage des avis ne s'appliquent pas) afficher dans sa manufacture ou son atelier l'avis de son intention de bénéficier de l'exception. Il devra tenir cet avis affiché aussi longtemps qu'il profitera de l'exception.

*Dispositions  
relatives au pa-  
trons  
bénéficiant  
d'exceptions  
spéciales et  
enregistrement  
travail d'après el*

Avant la notification de l'avis à l'inspecteur, l'exception spéciale ne sera pas considérée comme étant applicable à la manufacture ou à l'atelier et après la notification de l'avis il ne sera pas permis à l'occupant, s'il s'attire des poursuites d'après le présent Acte, de prouver que cet avis ne s'applique pas à sa fabrique.

L'avis ainsi notifié et affiché spécifiera les heures du commencement et de la fin de la période d'emploi ainsi que le temps



accordé pour les repas à tout enfant, adulte et femme, quand ces heures différeront des heures habituelles.

L'occupant d'une manufacture ou d'un atelier inscrira sur le registre prescrit et donnera à un inspecteur tous les détails prescrits concernant l'emploi d'un enfant, adulte ou femme selon une exception, mais l'inscription et le rapport à l'inspecteur seront inutiles dans le cas d'une manufacture ou d'un atelier auxquels les prévisions du présent Acte sur l'affichage des avis ne s'appliquent pas, sauf en ce qui sera prescrit de temps à autre par le Secrétaire d'État.

Quand l'occupant d'une manufacture ou d'un magasin bénéficie d'une exception conformément à cette partie du présent Acte et qu'une des conditions attachées au privilège n'est pas observée (qu'elle soit spécifiée dans cette partie de l'Acte ou dans une ordonnance du Secrétaire d'État), alors

- (1) Si cette condition est relative à la propreté, à la ventilation ou à l'agglomération de trop d'ouvriers dans une manufacture ou atelier, la manufacture ou l'atelier sera considéré comme n'étant pas tenu d'une manière conforme à cet Acte ;
- (2) Dans tout autre cas, un enfant, un adulte ou une femme, employé dans la manufacture ou l'atelier sous le prétexte de ladite exception, sera considéré comme étant employé contrairement aux prescriptions du présent Acte.

### TROISIÈME PARTIE.

#### ADMINISTRATION, PÉNALITÉ ET PROCÉDURE LÉGALE.

##### (1) *Inspection.*

**67.** De temps en temps, un Secrétaire d'État peut, avec l'approbation du Trésor relativement aux effectifs et aux salaires, nommer tels inspecteurs (en fixant de temps à autre leur qualité), clerks et aides qu'il juge nécessaires à l'exécution de cette loi. Il peut leur assigner leurs devoirs et fixer le taux de leurs salaires. Il a le droit d'instituer un inspecteur principal ayant un bureau à Londres, et de régler les cas et la forme dans lesquels les inspecteurs doivent se conformer aux prescriptions du présent Acte. Il peut enfin destituer les inspecteurs, clerks et aides.

minations,  
ement, etc., des  
pecteurs de  
onufactures, des  
ormis et aides.

Les salaires des inspecteurs, clerks et aides, ainsi que les dépenses faites à leur sujet par le Secrétaire d'État en exécution du présent Acte, seront payés sur les fonds votés par le Parlement.

Avis de la nomination de chaque inspecteur sera publié dans la *London Gazette*.

Toute personne occupant une manufacture ou un atelier, ou qui y est directement ou indirectement intéressée, ou qui y a des produits en cours de fabrication ou qui y est liée par un brevet, ou qui y est employée, ne pourra remplir les fonctions d'inspecteur tel qu'il est entendu par le présent Acte.

Un inspecteur n'est pas apte à remplir un emploi municipal ou paroissial.

Le rapport annuel des procès-verbaux des inspecteurs, suivant ce qu'en décidera de temps à autre le Secrétaire d'État, sera déposé devant les deux Chambres.

Toute allusion à un inspecteur (dans le présent Acte) s'adresse, à moins qu'il ne soit autrement dit, à un inspecteur nommé suivant cette section. Les avis ou autres documents requis par l'Acte comme devant être envoyés à un inspecteur, le seront dans la forme indiquée de temps à autre par le Secrétaire d'État, soit par déclaration publiée dans la *London Gazette* ou tout autre moyen qu'il jugera convenable pour prévenir les intéressés.

**68.** Un inspecteur, d'après le présent Acte, aura les pouvoirs suivants: *Pouvoir des inspecteurs.*

- (1) D'entrer, d'inspecter et d'examiner à toute heure convenable du jour ou de la nuit, une manufacture ou un atelier, quand il a un motif valable de croire qu'une personne quelconque y est employée, et d'entrer le jour en tout endroit qu'il juge être une manufacture ou un atelier;
- (2) De prendre avec lui un constable pour pénétrer dans la manufacture, toutes les fois qu'il a un motif raisonnable de craindre des obstacles sérieux à l'exécution de son mandat;
- (3) D'exiger la production des registres, certificats, avis et documents réclamés par le présent Acte, et de les inspecter, de les examiner et d'en prendre copie;
- (4) De se livrer à tel examen ou enquête qu'il jugera nécessaire pour s'assurer de l'exécution des règlements du présent Acte concernant les heures et l'hygiène, en tant

qu'il s'agit d'une manufacture, d'un atelier ou des personnes qui y sont occupées;

- (5) D'entrer à l'école dans laquelle il a motif de croire que les enfants de la manufacture ou de l'atelier sont instruits;
- (6) D'examiner soit seul, soit en présence d'une autre personne quand il le juge convenable pour l'exécution du présent Acte, tout individu qu'il trouve dans la manufacture ou l'atelier ou telle école comme il est dit plus haut, ou toute personne qu'il juge sur cause valable avoir été employée dans la manufacture ou l'atelier pendant les deux mois précédents, et d'exiger de cette personne qu'elle subisse un interrogatoire et qu'elle signe sa déclaration comme étant l'expression de la vérité;
- (7) D'user de tels autres pouvoirs qu'il est nécessaire à la bonne exécution du présent Acte.

L'occupant de toute manufacture ou de tout atelier, ses agents et aides devront procurer à l'inspecteur les moyens qu'il requiert pour l'entrée, l'inspection, l'examen, l'enquête ou l'exercice des droits que lui confère le présent Acte.

Tout individu qui retardera à dessein un inspecteur dans l'exercice de son autorité ou qui manquera de se soumettre à la réquisition d'un inspecteur agissant suivant le présent Acte, ou de produire un certificat ou document quelconque requis par le présent, ou qui empêchera ou essayera d'empêcher un enfant, un adulte ou une femme de comparaître ou d'être examiné par l'inspecteur, sera considéré comme mettant obstacle à l'exercice des fonctions de cet inspecteur, pourvu toutefois que les gens requis conformément à cet Acte n'aient pas à répondre à des questions ou à faire des dépositions tendant à s'incriminer eux-mêmes.

L'individu qui gênera un inspecteur dans l'exercice de ses fonctions sera passible d'une amende qui n'excédera pas cinq livres sterling; quant à l'occupant de la manufacture ou de l'atelier où l'inspecteur est entravé, il sera passible également d'une amende n'excédant pas cinq livres, à moins que le délit soit commis la nuit; en ce cas, son amende pourra être portée à vingt livres. Lorsque l'inspecteur sera entravé dans les fonctions qui lui sont prescrites par la section seize du présent Acte, l'occupant sera passible d'une amende n'excédant pas



une livre sterling ou cinq livres si le délit est commis pendant la nuit.

69. Avant de pénétrer dans un endroit ou chambre servant d'habitation privée en même temps que de manufacture ou d'atelier, conformément aux pouvoirs qui lui sont conférés par le présent Acte, sans le consentement de l'occupant, l'inspecteur devra, sur un affidavit ou déclaration légale des faits et motifs, obtenir par écrit, du Secrétaire d'État l'autorisation d'agir, ou de la justice de paix un mandat comme il est indiqué ci-après.

*Restriction relative à l'entrée de l'inspecteur dans les habitations privées.*

L'affidavit ou déclaration légale ci-dessus mentionné peut être utilisé pour établir la preuve au même titre qu'un témoignage ou serment judiciaire.

Un juge-de-peace, s'il est convaincu par le témoignage sous serment qu'il y a un motif de croire que les règlements du présent Acte ne sont pas observés dans l'habitation privée dont il est parlé plus haut, peut à sa discrétion accorder un mandat écrit de sa main autorisant l'inspecteur, pendant une période qui n'excédera pas un mois à partir de la date du mandat, à entrer dans tout lieu indiqué sur ledit mandat, et à y exercer les pouvoirs d'inspection et d'examen qui lui sont conférés par cet Acte, dont les dispositions relatives aux amendes résultant des obstacles apportés à l'inspecteur seront appliquées en conséquence.

70. Tout inspecteur sera porteur du certificat de sa nomination et lorsqu'il se présentera à la manufacture ou à l'atelier, l'occupant pourra exiger qu'il le produise.

*Certificats de nomination des inspecteurs.*

Toute personne qui falsifie ou contrefait un certificat de ce genre ou fait usage d'un certificat falsifié, faux ou contrefait, ou prend la place de l'inspecteur désigné sur ledit certificat ou prétend faussement être l'inspecteur désigné par le présent Acte, sera passible d'un emprisonnement de trois mois au plus avec ou sans travaux pénibles.

## (2) Médecins accrédités.

71. Quand il n'y a pas de médecin accrédité résidant à moins de trois milles de la manufacture ou de l'atelier, on s'adressera au médecin des pauvres qui remplacera dans ladite manufacture ou ledit atelier le médecin accrédité.

*Droit d'agir des médecins des pauvres, quand il n'y a pas de médecin accrédité dans un rayon de 3 milles.*

*nomination du  
médecin accrédité.*

**72.** Suivant les règlements qui peuvent être faits de temps à autre par le Secrétaire d'État, l'inspecteur peut aussi, de temps à autre, désigner un nombre suffisant de praticiens médicaux dûment immatriculés, pour remplir les fonctions de médecins accrédités pour les besoins du présent Acte. Il peut aussi les révoquer de leurs fonctions.

Toute nomination et révocation d'un médecin accrédité peuvent être annulées par le Secrétaire d'État sur appel qui lui est fait dans ce but.

Un médecin qui est l'occupant d'une manufacture ou d'un atelier, ou qui y est directement ou indirectement intéressé, soit dans l'industrie qui s'y fait soit dans un brevet y relatif, ne peut être considéré comme un médecin pour cette manufacture ou cet atelier.

Le Secrétaire d'État peut, de temps en temps, prescrire les règlements qui doivent guider les médecins accrédités et qui concernent leurs visites et la forme des certificats ou autres documents employés par eux.

*les concernant  
délivrance des  
certificats  
d'aptitude.*

**73.** Un certificat d'aptitude à l'emploi ne peut être accordé pour les besoins du présent Acte que sur l'examen réel de la personne qui y est mentionnée.

Un médecin accrédité ne pourra examiner un enfant ou un adulte, pour le but visé par le certificat d'aptitude, ou signer ledit certificat autre part que dans la manufacture ou l'atelier où l'examiné est ou doit être employé, à moins que le nombre des enfants et adultes employés dans cette manufacture ou cet atelier soit moindre que cinq, ou qu'il y ait quelque autre raison spéciale motivée par écrit par l'inspecteur.

Si un médecin accrédité refuse d'accorder à une personne quelconque examinée par lui, le certificat d'aptitude, il devra, quand il en sera requis, donner par écrit et signer les motifs de son refus.

*honoraires du  
médecin accrédité  
pour l'examen des  
enfants et adultes.*

**74.** Au sujet des honoraires alloués aux médecins accrédités pour l'examen et la délivrance des certificats d'aptitude pour l'emploi des enfants et adultes dans les manufactures et ateliers, les règles suivantes seront observées :

(1) L'occupant peut s'entendre avec le médecin accrédité au sujet du montant des honoraires.

(2) En l'absence d'un accord à ce sujet, les honoraires seront ainsi fixés :

Quand l'examen se fait dans la manufacture ou l'atelier à moins d'un mille de la résidence du médecin, } 2 schellings 6 deniers (environ 3 francs) pour chaque visite. Et 6 deniers (0 fr. 60 c.) par chaque personne examinée après les cinq premiers dans la même visite.

Quand l'examen a lieu dans une manufacture ou un atelier situé à plus d'un mille de la résidence du médecin, } Les honoraires ci-dessus plus 6 deniers par chaque demi-mille en sus du mille accordé.

Quand l'examen n'a pas lieu dans la manufacture ou l'atelier, mais au domicile du médecin à tel endroit qu'il désigne, sous condition que cet endroit soit porté à la connaissance du public de la manière prescrite, } 6 deniers par chaque personne examinée.

(3) L'occupant payera les honoraires après l'accomplissement de l'examen, ou à la délivrance des certificats, ou à tel moment qu'indiquera l'inspecteur.

(4) L'occupant peut déduire les honoraires, sans que la somme puisse dépasser trente centimes, du salaire des personnes aux noms desquelles les certificats sont délivrés.

(5) Le Secrétaire d'État peut de temps à autre, quand il le juge convenable, modifier les honoraires fixés par cette section.

### (3) Divers.

75. Toute personne devra, dans le mois qui suivra l'occupation de la manufacture, remettre à un inspecteur un avis écrit contenant le titre de la manufacture, le lieu où elle est située, l'adresse à laquelle l'occupant désire recevoir ses lettres, la nature du travail, la nature et la puissance de la force motrice et la raison sociale sous laquelle les affaires de la manufacture sont gérées. A défaut de quoi, l'occupant sera passible d'une amende qui n'excédera pas cinq livres sterling.

*Avis devant être notifié à l'inspecteur.*



onglement des  
idures par une  
rologe publique.

**76.** Quand un inspecteur, par avis écrit, désigne une horloge publique ou telle autre horloge placée en vue du public dans le but de régler la période d'emploi dans la manufacture ou l'atelier, la période d'emploi et le temps accordé pour repas aux enfants, adultes et femmes dans ladite manufacture ou atelier, seront réglés par cette horloge, ainsi qu'il sera expliqué sur l'avis affiché dans la manufacture ou l'atelier.

gistres  
ligatoires dans  
manufactures  
ateliers.

**77.** L'occupant de toute manufacture ou tout atelier, auxquels cette section s'applique, devra tenir dans la forme prescrite et selon les détails indiqués, un registre des enfants et adultes employés dans cette manufacture ou cet atelier ainsi que de leur emploi et des autres sujets spécifiés dans le présent Acte.

L'occupant de la manufacture ou de l'atelier enverra à un inspecteur tels extraits de n'importe quel registre tenu conformément au présent Acte, que l'inspecteur peut requérir de temps à autre pour l'exécution de ses fonctions selon cette loi.

Cette section s'applique à tout atelier ou à toute manufacture dans lesquels un enfant ou un adulte au-dessous de seize ans ne peut être employé sans un certificat d'aptitude à l'emploi.

le  
lé  
ij  
ot

Quand, par suite du nombre des enfants et adultes employés dans une manufacture ou un atelier auxquels cette section ne s'applique pas, il semble utile à un Secrétaire d'État d'en agir ainsi, il pourra donner l'ordre à l'occupant de cette manufacture ou de cet atelier de tenir un registre conforme à la présente section, tout en conservant la faculté d'annuler cet ordre. Mais pendant qu'il a force de loi, cette section s'applique à la manufacture ou à l'atelier.

L'occupant qui contreviendra à cette section sera passible d'une amende qui n'excédera pas quarante schellings (48 francs).

ichage dans la  
nufacture ou  
elier d'un  
rait de l'Acte et  
avis.

**78.** Cet affichage aura lieu à l'entrée de la manufacture ou de l'atelier et dans tel endroit que désignera l'inspecteur et sera constamment conservé dans la forme prescrite, de telle sorte que les affiches puissent être facilement lues par les personnes employées dans la manufacture ou l'atelier, à savoir :

- (1) L'extrait prescrit de cet Acte;
- (2) Un avis indiquant le nom et l'adresse de l'inspecteur.
- (3) Un avis indiquant le nom et l'adresse du médecin accrédité pour le district;
- (4) Un avis indiquant l'horloge qui doit régler la période d'emploi et les heures de repas dans la manufacture ou l'atelier;

oi  
3c  
ni

(5) Tout avis et document dont l'affichage est exigé par le présent Acte.

L'occupant qui contreviendra aux prescriptions de cette section sera passible d'une amende qui n'excédera pas quarante schellings (48 francs).

79. Tout avis, ordre, réquisition, sommation et document exigé par le présent Acte, peut être écrit ou imprimé, ou partie écrit et partie imprimé.

*Imprimés ou écrits et notification avis et documents etc.*

Tout avis, ordre, réquisition, sommation et document exigé ou autorisé par le présent à être notifié ou envoyé pour les besoins de cet Acte, devra être délivré à la personne ou à la résidence de la personne à qui il est destiné, ou, lorsque le destinataire est l'occupant de la manufacture, à son représentant par la délivrance d'une copie conforme. Il peut être aussi notifié ou envoyé par lettre affranchie; dans ce cas, il sera considéré comme ayant été reçu à l'heure habituelle et dans les limites ordinaires de la translation postale; l'indication de l'heure à laquelle la lettre sera remise à la poste prouvera suffisamment qu'elle a été reçue par le destinataire dans le cours ordinaire de la poste; et quand il est requis de la notifier ou envoyer à un occupant de manufacture ou d'atelier, on considérera la lettre comme étant proprement adressée si elle est adressée à l'occupant avec l'addition de l'adresse postale, sans nommer la personne qui en est l'occupant.

80. Tout Acte en vigueur relativement aux poids et mesures s'étendra aux poids, mesures, plateaux, balances, romaines et bascules usités dans une manufacture ou un atelier, pour contrôler ou déterminer les gages de toute personne qui y sera employée, de la même façon que s'ils servaient à la vente des marchandises et comme si la manufacture ou l'atelier étaient des magasins. Cet Acte sera appliqué en conséquence, et tout inspecteur ou toute personne autorisée à examiner les poids et mesures, plateaux, balances, etc., inspectera, timbrera, marquera, recherchera, examinera lesdits poids et mesures, balances, etc., en conséquence, et dans ce but aura les mêmes pouvoirs et devoirs que s'il s'agissait de poids, mesures, balances, etc., usités dans la vente des marchandises.

*Inspection des poids et mesures usage dans les manufactures ateliers.*

#### (4) Amendes.

81. Si une manufacture ou un atelier n'est pas tenu en conformité du présent Acte, l'occupant est passible d'une amende n'excédant pas dix livres sterling.

*Amende pour ne pas tenir une manufacture ou atelier en*

Le tribunal de juridiction sommaire peut, au lieu d'infliger l'amende, ordonner l'adoption par l'occupant de certaines mesures dans un laps de temps déterminé, afin de faire ramener sa manufacture ou son atelier dans les règles prescrites par le présent Acte; le Tribunal peut aussi, sur demande, augmenter la durée de ce laps de temps, mais si, après l'expiration de la période accordée, l'occupant ne se conforme pas à l'ordonnance, il sera passible d'une amende n'excédant pas une livre pour chaque jour de manquement.

**82.** Si une personne quelconque est tuée ou blessée parce que l'occupant d'une manufacture a négligé de se conformer aux règlements de cet Acte sur l'entourage des machines, cuves, etc., ou a négligé de maintenir l'entourage en bon état, l'occupant sera passible d'une amende n'excédant pas cent livres sterling, dont tout ou partie sera attribué soit à la personne blessée, soit à sa famille, soit à tel autre usage que le Secrétaire d'État déterminera.

Il est entendu que l'occupant d'une manufacture ne sera point passible de l'amende, si une dénonciation portée contre lui à propos du manque d'entourage a été entendue et reconnue non fondée avant l'époque où l'accident ayant occasionné la mort ou une blessure a eu lieu.

**83.** Quand un enfant, un adulte ou une femme est employé dans une manufacture contrairement aux prévisions du présent Acte, l'occupant est passible d'une amende n'excédant pas trois livres sterling, ou si le délit a été commis pendant la nuit, n'excédant pas cinq livres par chaque enfant, adulte ou femme ainsi employé. Et lorsqu'un enfant, un adulte ou une femme est employé de la sorte, dans le sens de la section seize de cet Acte, l'occupant est passible d'une amende n'excédant pas une livre, ou si le délit a été commis durant la nuit, deux livres par chaque enfant, adulte ou femme employé.

Tout enfant, adulte ou femme à qui les prescriptions du présent Acte ne sont pas appliquées concernant les heures des repas, l'absence du travail ou le séjour à l'atelier pendant les repas, sera considéré comme étant employé contrairement à la loi.

**84.** Le parent de l'enfant ou de l'adulte sera :

- (1) Si l'enfant ou l'adulte est employé dans une manufacture ou un atelier contrairement aux prescriptions du présent Acte, passible d'une amende n'excédant pas vingt schellings, à moins qu'il apparaisse au Tribunal que le délit



a été commis sans le consentement, la connivence ou la mauvaise volonté du parent.

- (2) S'il néglige d'envoyer l'enfant à l'école, conformément au présent Acte, passible d'une amende n'excédant pas vingt schellings pour chaque contravention.

*contrairement  
présent Acte  
qui néglige de  
l'envoyer à  
l'école.*

**85.** Tout individu qui falsifie ou contrefait un certificat quelconque prescrit par le présent Acte (faux ou contrefaçon contre lequel il n'y a pas d'autre peine prévue) ou qui donne ou signe un certificat sachant qu'il est faux, ou qui, en connaissance de cause, le fait circuler ou en fait usage en faveur d'une personne à laquelle il ne s'applique pas ou qui se donne pour la personne désignée dans le certificat, ou qui à dessein concourt au faux, à la contrefaçon, à la délivrance, à la signature, à la mise en circulation, à l'usage ou à la substitution de personne, comme il est dit plus haut, est passible d'une amende n'excédant pas vingt livres sterlings, ou à l'emprisonnement pour une période n'excédant pas trois mois, avec ou sans travaux pénibles.

*Falsification  
certificats, fa-  
entrées et fau-  
déclarations.*

Tout individu qui, à dessein, fait un faux sur un registre d'entrées, un avis, un certificat ou un document exigé par le présent Acte, ou qui, à dessein, fait ou signe une fausse déclaration, ou qui, en connaissance de cause, fait usage de cette fausse entrée ou déclaration, est passible d'une amende n'excédant pas vingt livres sterlings, ou d'un emprisonnement n'excédant pas trois mois, avec ou sans travaux pénibles.

**86.** Quand un délit pour lequel l'occupant d'une manufacture ou d'un atelier est passible d'une amende, a, en fait, été commis par un agent, un aide, un ouvrier ou toute autre personne, cet agent, aide, etc., est passible de la même amende que s'il était l'occupant.

*Amende infligée  
une personne  
mettant un  
dont l'occupant  
responsable.*

**87.** Quand l'occupant d'une manufacture ou d'un atelier est accusé d'un délit d'après cet Acte, il a le droit, après une dénonciation dûment notifiée par lui, d'appeler en justice tout individu qu'il accuse lui-même de ce délit, dans les délais prescrits pour l'entendre. Et si, après la comparution du délinquant qu'il accuse, l'occupant prouve à la satisfaction du tribunal qu'il a usé de diligence pour donner force à l'exécution de l'Acte, et que le délit a bien été commis en dehors de sa connaissance, consentement ou connivence, ledit délinquant sera convaincu sommairement du délit et l'occupant sera exempté de l'amende.

*Droit de l'oc-  
de s'exempter  
l'amende apr-  
conviction d-  
linquant.*

Quand il paraît certain à un inspecteur, au moment de la

constatation du délit, que l'occupant de la manufacture ou de l'atelier a usé de toute diligence pour donner force à l'exécution de la loi, quand il connaît l'auteur du délit et quand il sait que ce délit a été commis en dehors de la connaissance, du consentement ou de la connivence de l'occupant et en contravention à ses ordres, l'inspecteur poursuivra alors en première instance la personne qu'il croira coupable, sans procédure préalable contre l'occupant.

**88.** Une personne ne sera passible, au sujet de la répétition journalière de la même sorte de délit, d'une plus forte somme d'amendes que l'amende la plus élevée fixée par le présent Acte pour le délit, excepté :

(a) Quand la répétition du délit survient après la dénonciation de la première contravention.

(b) Quand le délit consiste dans l'emploi de deux ou plusieurs enfants, adultes ou femmes contrairement aux prescriptions du présent Acte.

(5) *Procédure légale.*

**89.** Toutes les contraventions à cet Acte doivent être poursuivies et toutes les amendes qu'il prescrit doivent être recouvrées sur conviction sommaire, selon le mode indiqué par les lois de juridiction sommaire.

Un jugement sommaire peut être rendu aux fins du présent Acte par un Tribunal de juridiction sommaire, selon le mode indiqué par les lois de juridiction sommaire.

Toutes les amendes imposées par le présent Acte doivent être payées au Trésor, sauf dans les cas expressément prévus par l'Acte.

La cour de juridiction sommaire, quand elle connaît et qu'elle décide d'un cas ressortissant de cet Acte, devra se composer de deux ou de plusieurs juges de paix siégeant à quelque Tribunal ou place publique où les juges ont coutume de s'assembler pour tenir les petites sessions, ou bien devra se composer d'un magistrat ou officier siégeant seul ou avec d'autres à quelque Tribunal ou autre place désignée pour l'administration publique de la justice, ce magistrat ou officier ayant légalement plus de pouvoir qu'un seul juge de paix.

Quand une procédure est suivie devant une Cour de juridiction sommaire pour contravention au présent Acte, en ce qui concerne

une manufacture ou un atelier, l'occupant de cette manufacture ou de cet atelier, et le père, le fils ou le frère de l'occupant n'aura pas qualité pour siéger comme membre du Tribunal.

**90.** Toute personne qui se sent lésée par la décision d'un Tribunal de juridiction sommaire pour tout ce qui concerne le présent Acte, a le droit d'en appeler en se soumettant aux conditions et règles suivantes à observer en Angleterre :

*Appel aux sessions trimestrielles.*

- (1) L'appel sera fait au plus prochain Tribunal assemblé en session générale ou session générale trimestrielle, ayant juridiction dans le comté ou lieu où la décision a été prise, au moins vingt et un jours après le jour du prononcé de la décision.
- (2) L'appelant devra, dans les dix jours après le prononcé de la décision, donner avis à l'autre partie et au greffier du Tribunal de juridiction sommaire de son intention d'appeler et des éléments généraux de cet appel.
- (3) Dans les trois jours qui suivront la notification de cet avis, l'appelant devra prouver sa solvabilité devant le Tribunal de juridiction sommaire, assisté ou non d'une caution selon que le Tribunal en décidera, à condition de comparaître devant les sessions indiquées, de soutenir l'appel et de se soumettre au jugement d'appel, et de payer tels frais que la Cour pourra adjuger. L'appelant peut, si le Tribunal de juridiction sommaire le juge plus expéditif, déposer telle caution en argent entre les mains du greffier que le Tribunal estimera suffisante.
- (4) Quand l'appelant est en prison, le Tribunal de juridiction sommaire peut, s'il le juge convenable, le faire élargir après preuve de sa solvabilité ou dépôt de caution comme il est dit plus haut.
- (5) La cour d'appel peut ajourner l'audition de l'appel et, après l'avoir entendu, peut confirmer, infirmer, modifier la décision du Tribunal de juridiction sommaire ou renvoyer l'affaire devant ce Tribunal, en exprimant son avis sur la matière ou prendre telle autre décision qu'elle croit juste.
- (6) La Cour d'appel peut aussi ordonner le paiement des frais par l'une ou l'autre des parties, selon qu'elle le juge équitable.
- (7) Quand une décision est infirmée par la Cour d'appel, le



greffier doit ajouter à la pièce à conviction une note indiquant l'annulation, et quand une copie de cette pièce est faite, la copie de ladite note doit toujours y être annexée, car elle prouve d'une manière suffisante que la décision première a été annulée dans tous les cas où la pièce elle-même serait d'une évidence suffisante.

- (8) Tout avis écrit réclamé dans cette section, comme devant être donné par l'appelant, peut être signé par lui ou par son agent en son nom et peut être envoyé par la poste, dans une lettre chargée. En ce cas, il sera considéré comme ayant été délivré dans les délais ordinaires de la poste.

**91.** Les prescriptions suivantes auront leur effet au sujet des procédures sommaires sur les délits et amendes indiqués dans le présent Acte.

- (1) La dénonciation devra être faite dans les deux mois ou, — quand le délit est punissable à discrétion d'emprisonnement ou consiste en une violation des dispositions de cet Acte concernant les jours de congé, — dans les trois mois qui suivront le délit.
- (2) Le signalement d'un délit dans les termes du présent Acte ou dans des termes similaires, est suffisant en justice.
- (3) Toute exception, exemption, clause conditionnelle, excuse ou qualification, qu'elle accompagne ou non le signalement du délit, peut être prouvée par le défendeur, mais on n'a pas besoin de la spécifier ou de la nier dans la dénonciation, et si elle est niée ou spécifiée, aucune preuve à l'égard des choses ainsi spécifiées ou niées ne sera requise de la part du dénonciateur.
- (4) Il sera suffisant d'alléguer qu'une manufacture ou un magasin est une manufacture ou un magasin régi d'après cet Acte, sans plus.
- (5) Il sera suffisant de donner le nom de l'occupant ostensible de la manufacture ou de l'atelier, ou la raison sociale usuellement connue de la maison dans laquelle l'occupant emploie des ouvriers.
- (6) Une déclaration de culpabilité ou jugement rendu dans toute affaire dépendant du présent Acte, soit en première

*ite de temps et  
ositions gènes  
s au sujet des  
édures som-  
res.*

*u  
et  
n.*

*2  
p.  
0.  
2  
l*

instance, soit en appel, ne pourra être infirmé pour vice de forme, et une déclaration ou jugement rendu par un Tribunal de juridiction sommaire, contre lequel une personne est autorisée par cet Acte à appeler, ne pourra être renvoyé ni par certiorari ni autrement, soit à la requête de la Couronne soit à la requête d'un particulier, devant un Tribunal supérieur, excepté pour l'audition et la détermination d'un cas spécial.

92. Si quelqu'un est trouvé dans une manufacture, excepté aux heures des repas ou pendant que toutes les machines sont arrêtées ou dans l'unique but d'apporter de la nourriture aux ouvriers, entre quatre et cinq heures de l'après-midi, cette personne sera, jusqu'à preuve du contraire, considérée comme ayant été employée dans ladite manufacture selon les règles du présent Acte.

*Des preuves d  
les procédures s  
maires.*

Il est entendu que les cours, jardins de récréation et lieux ouverts au public, les chambres d'école, les salles d'attente et autres locaux dépendant de la manufacture, dans lesquels aucune machine n'est employée ni aucun produit fabriqué, ne seront pas considérés comme tombant sous le coup de la présente règle. Cette règle ne s'appliquera pas non plus à la manufacture ou à l'atelier que ne concernent pas les prescriptions du présent Acte relatives à l'affichage des avis.

Quand un enfant ou un adulte est, dans l'opinion du Tribunal, en apparence de l'âge indiqué par le dénonciateur, il sera permis au défendeur de prouver que l'enfant ou l'adulte n'est pas de cet âge.

Une déclaration écrite du médecin accrédité pour le district faisant connaître qu'il a personnellement examiné une personne employée dans une manufacture ou un atelier de ce district et qu'il croit que cette personne n'a pas l'âge indiqué dans la déclaration, sera admise comme preuve évidente. Une copie de la déclaration de culpabilité, pour un délit commis selon cet Acte, pourvu qu'elle soit certifiée de la main du greffier de la justice de paix ayant droit de délivrer une copie conforme de ladite déclaration, sera recevable comme preuve évidente, et tout greffier ainsi désigné devra, sur demande écrite d'un inspecteur et paiement d'un honoraire de un schelling, lui délivrer copie de la déclaration de culpabilité ainsi certifiée.

---

## QUATRIÈME PARTIE

### DÉFINITIONS, RÉSERVES, APPLICATION A L'ÉCOSSE ET A L'IRLANDE, ET ABROGATION.

#### (1) Définitions.

manufactures et  
lieries auxquels le  
présent Acte s'ap-  
plique.

**93.** L'expression « manufacture textile » usitée dans le présent Acte signifie tous lieux dans lesquels ou dans l'enceinte et dépendances desquels, la vapeur, l'eau ou autre force mécanique est employée soit comme moteur soit comme propulseur d'une machine destinée à la préparation, manufacture, achèvement, etc., d'un produit quelconque de coton, laine, crin, soie, lin, chanvre, jute, filasse, china-grass, fibre de noix de cacao, ou autres, soit séparément, soit mélangés ensemble, soit mêlés à d'autres matériaux.

Il est entendu que les ateliers d'impression sur étoffes, de blanchissage, de teinture, les magasins de dentelle, les papeteries, le teillage mécanique du lin, les corderies et les chapelleries ne sont pas considérés comme des manufactures textiles.

L'expression « manufacture non textile » signifie :

- (1) toutes usines, magasins, fourneaux, forges, fonderies ou locaux désignés dans la quatrième annexe du présent Acte.
- (2) toutes constructions désignées dans la seconde partie de ladite annexe dans lesquels ou dans l'enceinte desquels la vapeur, l'eau ou autre force mécanique est employée pour seconder la manufacture des produits,
- (3) ou toutes constructions dans lesquelles, ou dans l'enceinte desquelles, le travail manuel est employé dans un but de négoce, de gain, ou accidentellement dans les différents buts dont le détail suit :

(a) la fabrication d'un article ou portion d'article quelconque ;

(b) le changement, la réparation, l'ornement ou l'achèvement d'un article quelconque ;

(c) l'adaptation à la vente de tout article ;

et dans lesquelles ou dans l'enceinte desquelles la vapeur, l'eau ou autre force mécanique est employée pour seconder la manufacture des produits.

L'expression « manufacture » signifie manufacture textile et manufacture non textile ou l'une ou l'autre de ces fabriques.



L'expression « atelier » signifie :

- (1) tout local désigné dans la seconde partie de la quatrième annexe du présent Acte, et qui n'est pas une manufacture suivant cet Acte ;
  - (2) tout local, chambre ou lieu n'étant pas une manufacture selon cet Acte, et dans lequel le travail manuel est employé dans un but de négoce, de gain, ou dans les buts suivants, soit accidentellement soit par habitude :
    - (a) la fabrication d'un article ou d'une portion d'article ;
    - (b) le changement, la réparation, l'ornementation ou l'achèvement d'un article quelconque ;
    - (c) l'adaptation à la vente d'un article quelconque ;
- local, chambre ou lieu dans lequel le patron qui emploie les personnes y travaillant a droit d'accès ou de contrôle.

Une partie de la manufacture ou de l'atelier peut, pour les besoins du présent Acte, être considérée comme une manufacture ou un atelier séparé. Un local, usité exclusivement comme habitation privée, ne peut être pris pour une partie de la manufacture ou de l'atelier dans le sens du présent Acte.

Quand un local situé dans l'enceinte ou sur le terrain d'une manufacture ou d'un atelier sert à tout autre usage qu'à la fabrication des produits ou à l'industrie exercée dans la manufacture ou l'atelier, ce local n'est pas considéré comme formant une partie de cette manufacture ou de cet atelier dans le sens du présent Acte, mais s'il devait être usité comme manufacture ou atelier, il serait considéré comme portion de manufacture ou d'atelier et réglementé en conséquence.

Un local quelconque ne devra pas être exclu de la définition donnée à la manufacture ou à l'atelier par la seule raison que ce local est à ciel ouvert.

Le présent Acte ne s'applique pas aux ateliers, autres que les boulangeries, qui n'emploient pas d'enfants, d'adultes ou de femmes, sauf, comme il est dit plus haut, à toutes les manufactures et à tous les ateliers appartenant à la Couronne. Il est entendu que dans le cas d'événement public, un Secrétaire d'État peut exempter des prescriptions de cet Acte une manufacture ou un atelier dépendant de la Couronne, pendant la période qu'il désignera.

L'exercice d'un enfant ou d'un adulte à tout travail manuel dans une école reconnue efficace et pendant les heures d'école

dans le but d'instruire cet enfant ou cet adulte dans un art ou une industrie quelconque, ne sera pas considéré comme un exercice de travail manuel destiné à apporter profit se on le sens du présent Acte.

tion d'emploi  
travail sala-

**94.** Un enfant, un adulte, ou une femme qui assiste dans une manufacture ou un atelier, et qui est employé à gages ou non, soit dans la fabrication des produits, ou dans l'industrie soit à l'entretien d'une partie quelconque de la manufacture servant à la confection des produits ou aux travaux mécaniques, soit au nettoyage ou au huilage d'une portion quelconque de la machine, soit à toute autre sorte de travail qu'il ait une relation accidentelle ou réelle avec les articles manufacturés, sera, sauf dans le cas prévu par le présent Acte, considéré comme étant employé dans le sens de cet Acte.

Pour les besoins du présent Acte, un apprenti sera considéré comme étant salarié.

tion de l'ex-  
on « école  
tée efficace ».

**95.** L'expression « école certifiée efficace » employée dans le présent Acte signifie toute école publique élémentaire dans l'esprit des Actes sur l'éducation élémentaire (1870 et 1873), toute école d'apprentissage en Angleterre certifiée efficace par la commission locale du gouvernement, toute école élémentaire qui n'est pas dirigée dans un but de bénéfices privés, qui est ouverte à des époques convenables aux inspecteurs scolaires de Sa Majesté, qui exige la même assiduité de la part de ses élèves qu'une école publique élémentaire et qui est certifiée par le département de l'éducation comme étant une école efficace.

tion de « école  
reue efficace ».

L'expression « école reconnue efficace » signifie d'abord une école certifiée efficace comme il est dit ci-dessus, puis toute école que le département de l'éducation n'a pas refusé de prendre en considération selon l'Acte sur l'éducation élémentaire de 1870, comme une école donnant une éducation élémentaire efficace et profitable aux enfants du district scolaire, et celle qui est reconnue par un inspecteur comme donnant pour le temps présent une éducation élémentaire efficace; en ce dernier cas, l'inspecteur devra immédiatement faire connaître au département de l'instruction toute école reconnue comme telle par lui.

ions géné-

**96.** Dans le présent Acte, à moins que le contexte ne l'exige autrement :

L'expression « enfant » signifie une personne au-dessous de l'âge de quatorze ans.

L'expression « adultes » signifie une personne âgée de plus de quatorze ans et de moins de dix-huit. *Adulte.*

L'expression « femme » signifie une femme de dix-huit ans et au-dessus. *Femme.*

L'expression « parent » signifie le père, la mère, ou le tuteur de l'enfant ou de l'adulte, ou une personne ayant la garde légale de l'enfant ou de l'adulte, ou ayant contrôle sur eux ou bénéficiant de leur salaire. *Parent.*

L'expression « trésor » signifie les commissaires du Trésor de Sa Majesté. *Trésor.*

L'expression « Secrétaire d'État » signifie l'un des principaux Secrétaires d'État de Sa Majesté. *Secrétaire d'État.*

L'expression « département d'éducation » signifie les lords du comité du Conseil privé de l'éducation. *Département d'éducation.*

L'expression « autorité sanitaire » signifie une autorité sanitaire urbaine ou rurale selon l'Acte de santé publique de 1875, ainsi que toute commission, comité ou conseil de fabrique de la métropole ayant les mêmes pouvoirs qu'une autorité sanitaire urbaine. *Autorité sanitaire.*

L'expression « personne » implique un groupe d'individus érigé ou non en corporation. *Personne.*

L'expression « semaine » signifie la période comprise entre le milieu de la nuit d'un samedi et le milieu de la nuit du samedi suivant de minuit à minuit. *Semaine.*

L'expression « nuit » signifie la période comprise entre neuf heures du soir à six heures du matin. *Nuit.*

L'expression « prescrit » signifie prescrit pour le temps présent par un Secrétaire d'État. *Prescrit.*

L'expression « Actes de juridiction sommaire » signifie l'Acte de la session de la 11<sup>e</sup> et 12<sup>e</sup> année du règne de Sa Majesté actuelle, chapitre 43, intitulé « Acte pour faciliter l'accomplissement des devoirs des juges de paix, en dehors des sessions, en Angleterre et dans les Galles, au sujet des jugements sommaires et ordres, ainsi que tous les Actes modifiant le susdit. » *Actes de juridiction sommaire.*

L'expression « Tribunal de juridiction sommaire » signifie tout juge de paix, magistrat de la police métropolitaine, salarié ou non, ou officier, de quelque titre qu'on le désigne, à qui pouvoir judiciaire est donné par les Actes de juridiction sommaire ou tout Acte qui s'y rapporte. *Tribunal de juridiction sommaire.*

L'expression « système d'engrenages » comprend tout arbre, qu'il soit vertical, oblique ou horizontal, toute roue, tout tam- *Système d'engrenages.*



bour, toute poulie qui donne l'impulsion première à la machine servant à la manufacture des produits.

Les manufactures et ateliers désignés dans cet Acte sont ceux nommés dans la quatrième annexe du présent Acte.

*Exemption spéciale de certaines Industries.*

Exemption des travaux manuels (cinquième annexe) dans les habitations privées.

**97.** Dans une habitation ou chambre privée, l'accomplissement par la famille qui y réside ou par les siens, de travaux manuels dans un but de commerce ou de gain accidentellement ou non selon les règles spécifiées dans la cinquième annexe du présent Acte, ne constituera point par lui-même ladite maison ou chambre en atelier dans le sens de cet Acte.

Quand il est démontré à la satisfaction du Secrétaire d'État qu'en raison du caractère peu pénible des travaux manuels exécutés dans une habitation particulière ou local privé par les membres de la famille qui y résident, il est bon d'étendre le bénéfice de la présente section à ces travaux, il peut prendre une décision en conséquence.

La décision sera prise conformément à la seconde annexe de cet Acte, et cette annexe sera applicable aussi longtemps que les circonstances le permettront, comme si la décision était un ordre étendant l'exception.

Exemption de certains travaux d'intérieur.

**98.** L'exercice du travail manuel dans une habitation privée par la famille y résidant ou par ses membres, dans un but lucratif ou accidentellement, dans le but désigné par les passages de cet Acte qui traitent de la question, n'impliquera pas par lui-même que l'habitation est un atelier, quand le travail manuel y sera exécuté à des intervalles irréguliers et quand ce travail ne procurera pas toutes les ressources ou les principales ressources de la famille.

*(2) Réserves.*

Réserve au sujet de la responsabilité du loueur de la machine en l'absence d'occupant.

**99.** Quand, dans une manufacture, le propriétaire ou loueur de la machine ou de l'outillage mû par la vapeur, l'eau, ou autre force mécanique, dans laquelle des enfants, adultes ou femmes sont employés, est une personne autre que l'occupant de la manufacture, et lorsque ces enfants, adultes et femmes sont payés par le propriétaire ou le loueur de ladite machine, ce propriétaire ou loueur est dans tous les cas de délits prévus par cet Acte, en ce qui concerne les enfants, adultes et femmes, considéré comme étant l'occupant de la manufacture.

**100.** Rien dans cet Acte ne s'applique :

- (1) A un adulte quelconque qui est mécanicien, artisan ou manoeuvre, quand il travaille seulement à la réparation soit de la machine soit à une partie quelconque de la manufacture ou de l'atelier.
- (2) Au vidage, à la salaison et empaquetage du poisson immédiatement après son arrivée dans les bateaux de pêche.

*Réserve au su  
adultes emp  
aux réparat  
d'une machi  
d'une man  
ou d'un ateli  
dans la sala  
du poisson.*

**101.** Les prescriptions de la section 91 de l'Acte de santé publique de 1875 au sujet des manufactures, ateliers ou lieux de travail qui ne sont pas conservés en état de propreté, de ventilation ou qui sont trop peuplés, ne seront pas applicables à une manufacture ou à un atelier sujet aux prescriptions du présent Acte relatives à la propreté, à la ventilation et à l'agglomération des ouvriers, mais s'appliqueront à toute autre manufacture, atelier ou lieu de travail.

*Application  
manufacture  
ateliers des  
39 Vict. c.*

Il est entendu que l'Acte de santé publique de 1875, s'appliquera aux bâtiments dans lesquels des personnes sont employées, quel que soit leur nombre, de la même manière qu'il s'applique aux bâtiments qui comptent plus de vingt employés.

**102.** Tout Acte législatif ou document se rapportant aux lois abrogées par la présente sera interprété d'après la présente et l'Acte législatif correspondant.

*Interprétati  
d'actes légis  
etc., se rap  
aux lois ab*

*(3) Application de la loi à l'Écosse et à l'Irlande.*

**103.** Les prescriptions de la présente loi seront, pour les manufactures ou ateliers d'Écosse ou d'Irlande, dans lesquels des enfants au-dessous de dix ans peuvent être légalement employés, modifiées comme suit :

*Réserve tem  
au sujet de  
ploi des enf  
au-dessous  
ans et au-d  
de 13 en É  
en Irlande.*

- (1) Elles seront applicables pendant douze mois après la mise à exécution de l'Acte, aux enfants de l'âge de neuf ans et au-dessus, comme s'ils étaient de l'âge de dix ans.
- (2) Elles n'empêcheront pas un enfant qui, avant la mise à exécution de cet Acte, sera légalement employé dans une manufacture ou un atelier comme enfant de l'âge de neuf ans, ou un enfant qui, durant les douze mois qui suivront la mise à exécution de cet Acte, sera légalement employé dans une manufacture ou atelier quelconque comme enfant au-dessous de l'âge de dix ans, de continuer à être employé dans ladite manufacture ou ledit atelier de la

même manière que si c'était un enfant au-dessus de l'âge de dix ans.

- (3) Elles seront applicables pendant douze mois après la mise à exécution de cet Acte aux enfants de l'âge de treize ans et plus, comme si c'étaient des adultes;
- (4) Et elles n'empêcheront pas un enfant qui, avant l'expiration de douze mois après la mise à exécution de cet Acte, est légalement engagé dans une manufacture ou un atelier, comme adulte, de continuer à travailler dans une manufacture ou un atelier comme adulte.

*écats de nais-  
pour les  
s de cet Acte.*

**104.** Quand il sera requis de certifier ou de prouver l'âge d'un enfant quelconque pour les besoins de cet Acte, ou pour un but ayant trait à l'éducation élémentaire ou au travail manuel, toute personne, en présentant une réquisition écrite selon la forme et les détails qui peuvent être prescrits de temps à autre par un Secrétaire d'État et en payant un droit qui n'excédera pas un schelling, aura le droit de réclamer :

- (1) En Écosse, d'après l'Acte des 47<sup>e</sup> et 48<sup>e</sup> années de Sa Majesté actuelle, chapitre 80, et tous les Actes qui modifient le susdit, un extrait signé par le greffier de l'inscription portée sur le registre tenu à cet effet.
- (2) En Irlande, d'après l'Acte sur l'enregistrement des naissances et des décès (Irlande), une copie certifiée signée par le greffier ou le greffier en chef, de l'inscription portée sur le registre, de la naissance de l'enfant désigné dans la réquisition.

*27 Viet.*

*ation de la  
l'Écosse.*

**105.** Dans l'application de cette loi à l'Écosse :

- (1) L'expression « école certifiée efficace » signifie une école publique ou élémentaire soumise à l'inspection du gouvernement.
- (2) Au lieu du jour de Noël, du Vendredi Saint ou le plus proche congé accordé par la loi de 1875, sur l'extension des congés il sera alloué comme congé à tout enfant, adulte et femme employés dans la manufacture ou l'atelier, la totalité de deux jours séparés par un intervalle de trois mois au moins, et l'un de ces jours sera réservé par l'Église d'Écosse pour l'observation de la fête sacramentelle de la paroisse dans laquelle la manufacture ou l'atelier est situé; ou un autre jour pourra être substitué

*39 Viet.*



à celui-là par l'occupant, qui le spécifiera alors sur un avis affiché dans la manufacture ou l'atelier. 30 et 31 Vict.  
c. 101.

(3) L'expression « autorité sanitaire » signifie l'autorité locale instituée d'après l'Acte de 1867 sur la santé publique (Écosse).

(4) L'expression « officier médical de santé » signifie l'officier médical institué par l'Acte de 1867 sur la santé publique (Écosse), ou quand cet officier n'a pas été désigné, l'officier médical indiqué par le Conseil paroissial.

L'expression « médecin des pauvres » signifie l'officier médical désigné par le Conseil paroissial.

(5) L'expression « Acte de réunion des clauses relatives aux sociétés, 1845 » signifie Acte de 1845 (pour l'Écosse) sur la réunion des clauses relatives aux sociétés. 8 et 9 Vict.  
c. 16 et 17.

(6) L'expression « Actes de juridiction sommaire » signifie l'Acte de procédure sommaire de 1864 et tous les Actes qui le modifient. 27 et 28 Vict.  
c. 53.

(7) L'expression « Tribunal de juridiction sommaire » signifie le shériff du comté ou l'un de ses substituts.

(8) L'expression « Département de l'Éducation » signifie les Lords du Comité du Conseil privé désignés par Sa Majesté pour l'Éducation en Écosse.

(9) L'expression « Tribunal du Comté » signifie le Tribunal du shériff.

(10) Tout ce qui est requis par le présent Acte pour être publié dans la *London Gazette*, sera (si la chose concerne exclusivement l'Écosse) publié dans la *Gazette d'Édimbourg* au lieu de la *London Gazette*.

(11) L'expression « dénonciation » signifie pétition ou plainte.

(12) L'expression « dénonciateur » signifie pétitionnaire, pour-suivant ou plaignant.

(13) L'expression « défendeur » signifie avocat ou répondant.

(14) L'expression « greffier de la justice de paix » signifie greffier du shériff.

(15) Toute contravention au présent Acte sera poursuivie et toutes les amendes encourues d'après cet Acte seront recouvrées suivant les prescriptions des Actes de juridiction sommaire sur l'instance d'un procureur fiscal ou d'un inspecteur désigné par le présent.

(16) Le Tribunal peut prendre et peut aussi modifier ou varier

des décisions sommaires d'après cet Acte sur demande du procureur fiscal ou de l'inspecteur présentée dans la forme ordinaire.

- (17) Toutes les amendes en défaut de paiement et toutes les décisions non exécutées seront renforcées par l'emprisonnement pour un terme spécifié dans la décision ou la déclaration de culpabilité, mais n'excédant pas trois mois.
- (18) Un inspecteur pourra paraître comme témoin dans la poursuite d'un délit commis selon le présent Acte, sans qu'on puisse se prévaloir de ce que la poursuite a eu lieu à sa requête.
- (19) Toute personne convaincue d'une contravention au présent Acte sera passible des frais et chargés raisonnables de cette conviction.
- (20) Toutes les amendes imposées et recouvrées d'après cet Acte, seront payées au greffier du tribunal qui en remettra le montant au Secrétaire du Lord Trésorier, au profit du Trésor de Sa Majesté. La somme sera ensuite convertie en fonds consolidés.
- (21) Toute juridiction, tout pouvoir et toute autorité nécessaires aux besoins de cette section sont conférés aux shériffs et à leurs substituts.
- (22) Toute personne peut faire appel devant la Cour de justice d'Édimbourg, selon les termes de l'Acte de 1875 concernant les appels de poursuites sommaires (pour l'Écosse), d'une décision ou déclaration de culpabilité, suivant les termes de l'Acte de la 31<sup>e</sup> année du règne de Sa Majesté le roi Charles II, chapitre 43, ou suivant les Actes législatifs qui modifient le susdit, en ce qui touche les appels, ou suivant les termes de l'Acte de 1875 sur l'appel des poursuites sommaires.

**106.** Dans l'application la présente loi en Irlande :

- (1) L'expression « école certifiée efficace » signifie toute école nationale reconnue par le Lord Lieutenant et le Conseil privé, comme offrant des moyens suffisants d'éducation littéraire pour les besoins de cet Acte.
- (2) Au lieu des deux demi-journées de congé accordées selon les prescriptions du paragraphe 2 de la section 22 du présent Acte, il sera alloué comme congé, à tout enfant, adulte ou femme, employé dans une

39 Viet.

ication de  
e en Irlande.

manufacture ou un atelier, la journée du 17 mars. Il est entendu que lorsque le 17 mars tombe un dimanche ce paragraphe n'a aucun effet à l'égard de cette date.

(3) L'expression « autorité sanitaire » signifie l'autorité sanitaire urbaine ou rurale, dans l'esprit de l'Acte de 1874 sur la santé publique et de tout Acte le modifiant.

(4) L'expression « officier médical de santé » signifie l'officier médical de santé du district sanitaire. *37 et 38 Vict.  
c. 93.*

L'expression « médecin des pauvres » signifie le docteur du dispensaire.

(5) Tout acte nécessitant l'autorisation ou la permission du département d'éducation selon la présente loi sera autorisé ou permis par le Lord Lieutenant ou les Lords Juges d'Irlande, agissant par et avec l'autorité du Conseil privé d'Irlande.

(6) L'expression « Tribunal du comté » signifie le Tribunal civil des requêtes.

(7) L'expression « actes de juridiction sommaire » signifie dans le district de police de la métropole de Dublin, les actes déterminant les pouvoirs et devoirs des juges de paix pour ce district, et, dans les autres parties de l'Irlande, l'Acte de 1851 sur les petites sessions en Irlande ainsi que tout Acte amendant ce dernier. *14 et 15 Vict.  
c. 93.*

(8) Un Tribunal de juridiction sommaire, quand il entend une dénonciation ou plainte dérivant du présent Acte et qu'il est appelé à statuer sur elle, dans le district de la police métropolitaine de Dublin, devra se composer de l'un des juges divisionnaires de ce district, siégeant au tribunal de police du district, et dans les autres parties de l'Irlande, d'un magistrat salarié siégeant seul ou avec d'autres, ou de deux ou plusieurs juges de paix siégeant en petites sessions au lieu désigné pour tenir lesdites sessions.

(9) Les appels d'un Tribunal de juridiction sommaire seront assujettis, dans leur forme et leur objet, aux conditions et règles prescrites par la 24<sup>e</sup> section de l'Acte de 1851 sur les petites sessions en Irlande et par tout Acte modifiant ce dernier. *14 et 15 Vict.  
c. 93.*

(10) Toutes les amendes imposées d'après le présent Acte, sauf les exceptions expressément prévues par l'Acte, seront



et 45 Vict.  
90.

applicables suivant les prescriptions de l'Acte de 1851, sur les amendes en Irlande et tout Acte le modifiant.

- (11) Les dispositions de la section 19 de l'Acte de 1866 sur la santé publique, ou de tout Acte législatif substitué à cette section en ce qui touche les manufactures, ateliers, lieux de travail non maintenus en état de propreté, non ventilés ou trop peuplés, ne s'appliqueront pas aux manufactures et ateliers sujets aux prescriptions du présent Acte, pour ce qui concerne la propreté, la ventilation et l'agglomération des ouvriers, mais s'appliqueront à toute autre manufacture, atelier et lieu de travail.

et 39 Vict.  
93.

Il est entendu que les Actes sanitaires, selon l'esprit de l'Acte de 1874 sur la santé publique en Irlande, seront applicables aux bâtiments dans lesquels des personnes sont employées, quel que soit leur nombre, de la même manière qu'ils s'appliquent aux bâtiments contenant plus de vingt employés.

- (12) Tout ce qui est requis par le présent Acte comme devant être publié dans la *London Gazette*, sera publié dans la *Dublin Gazette*, si l'objet concerne exclusivement l'Irlande.

#### (4) Abrogation.

rogation  
ctes.

**107.** Les Actes désignés dans la sixième annexe du présent Acte sont abrogés, à partir de la mise à exécution de cet Acte, comme il est indiqué dans la troisième colonne de cette annexe.

Il est entendu que :

- (1) Tous les avis affichés dans une manufacture, suivant les Actes ici abrogés, seront, autant qu'ils seront en concordance avec les dispositions de cet Acte, considérés comme étant affichés en conformité du présent.
- (2) Tous les inspecteurs, sous-inspecteurs, agents, commis et aides, nommés en conséquence des Actes ici abrogés, seront maintenus dans leur emploi; ils seront sujets au renvoi et auront les mêmes pouvoirs et devoirs que s'ils étaient nommés en conformité du présent.
- (3) Tout médecin accrédité en conséquence des Actes ici abrogés, sera considéré comme ayant été nommé en conformité du présent.
- (4) Tous les certificats médicaux délivrés conformément aux

Actes ici abrogés, auront leur effet comme certificats d'aptitude aux emplois désignés dans le présent, et tous les registres tenus en conséquence des Actes ici abrogés seront, jusqu'à ce qu'il en soit décidé autrement par un Secrétaire d'État, considérés comme registres requis par le présent.

- (5) Toute décision prise par un Secrétaire d'État en conformité d'un Acte ici abrogé pour la délivrance d'une permission quelconque aux manufactures ou ateliers, peut, si le Secrétaire d'État en juge ainsi, continuer à avoir force pendant une période n'excédant pas trois mois à partir de la mise à exécution du présent.
- (6) Le degré d'instruction fixé par le département d'éducation en conformité de tout Acte ici abrogé, sera considéré comme ayant été fixé conformément au présent.
- (7) Un enfant exempté par la section 8 de l'Acte de 1876 sur l'éducation élémentaire, des prescriptions de la section 12 de l'Acte de 1874 sur les manufactures par la raison qu'il a atteint l'âge de onze ans avant le 1<sup>er</sup> janvier 1877, sera, quand il atteindra l'âge de treize ans, considéré comme adulte selon l'esprit du présent Acte. *39 et 40 Vict. c. 7.*  
*37 et 38 Vict. c. 44.*
- (8) Cette abrogation ne concerne pas :
  - (a) Toute chose dûment faite ou soufferte selon l'un des Actes ici abrogés;
  - (b) Toute obligation ou responsabilité encourue d'après l'un des Actes ici abrogés;
  - (c) Toute amende ou punition encourue au sujet d'une contravention à l'un des Actes ici abrogés;
  - (d) Toute procédure légale concernant de telles obligations, responsabilités, amendes ou punitions, et une telle procédure légale sera poursuivie comme si le présent Acte n'était pas sorti.

## ANNEXES.

### PREMIÈRE SÉRIE.

#### DISPOSITIONS SPÉCIALES A L'HYGIÈNE.

*Manufactures et ateliers dans lesquels l'Emploi des adultes et des enfants est restreint.*

**1.** Dans la partie d'une manufacture ou d'un atelier, dans lequel on s'occupe :

De l'étamage des miroirs par le mercure ;

De la fabrication de la céruse ;

on ne pourra employer ni adulte ni enfant.

**2.** Dans la partie d'une manufacture où il est procédé à la fusion ou à la recuisson du verre, l'enfant et la jeune fille ne peuvent être employés.

**3.** Une jeune fille au-dessous de l'âge de seize ans ne peut être employée dans une manufacture ou un atelier dans laquelle ou lequel il est procédé à :

(a) La fabrication des briques ou tuiles autres que pour l'ornementation ;

(b) A la préparation et le raffinement du sel.

**4.** Un enfant ne pourra être employé dans la partie d'une manufacture ou d'un atelier, dans laquelle il est procédé :

(a) A l'aiguisage et au polissage à sec des métaux ;

(b) Au trempage des allumettes chimiques.

**5.** Un enfant au-dessous de l'âge de onze ans ne pourra être employé dans n'importe quels travaux de polissage des métaux autres que le polissage à sec et dans la dépilation de la futaine.

### SECONDE ANNEXE.

#### RESTRICTIONS SPÉCIALES.

#### *Lieux interdits pour les Repas.*

L'interdiction à l'enfant, l'adulte et la femme de prendre leurs repas ou de rester durant les heures des repas dans certaines parties des manufactures ou ateliers s'applique aux parties suivantes :



- (1) Dans le cas des verreries, à tout lieu dans lequel la matière est mélangée ;
- (2) Dans les fabriques de verre de cristal, à tout lieu dans lequel le cristal est taillé, coupé ou poli ;
- (3) A toutes les parties où l'on fabrique les allumettes chimiques sauf dans le découpage du bois ;
- (4) Dans les poteries, à tous les locaux servant aux plongeurs, sécheurs ou à l'écurage de la porcelaine de Chine.

*adultes et femmes ne doivent pas prendre leurs*

### TROISIÈME ANNEXE.

#### EXCEPTIONS SPÉCIALES.

##### PREMIÈRE PARTIE.

##### *Période d'emploi.*

L'exception relative à l'emploi des enfants, adultes et femmes entre 8 heures du matin et 8 heures du soir, et le samedi entre 7 ou 8 heures du matin et 3 ou 4 heures de l'après-midi, s'applique aux manufactures, ateliers et dépendances, dans lesquels il est procédé aux travaux suivants :

*Emploi des enfants, adultes et femmes entre 8 heures du matin et 8 heures du soir dans les manufactures industrielles*

- (a) Impression lithographique ;
- (b) Teinture en rouge de Turquie ;
- (c) Fabrication d'articles d'habillement ;
- (d) Fabrication de tentures pour ameublement ;
- (e) Fabrication de fleurs artificielles ;
- (f) Fabrication de bonbons et de cadeaux de Noël ;
- (g) Fabrication de billets de la Saint-Valentin ;
- (h) Fabrication de coffrets de fantaisie ;
- (i) Fabrication d'enveloppes ;
- (k) Fabrication d'almanachs ;
- (l) Fabrication de cartes à jouer ;
- (m) Réglure à la machine ;
- (n) Fabrication du biscuit ;
- (o) Coupage du bois à brûler ;
- (p) Teinture de détail ;
- (q) Fabrication d'eaux gazeuses ;
- (r) Reliure de livres ;
- (s) Impression typographique.
- (t) L'exception s'applique aussi aux endroits de la ma-

nufacture ou de l'atelier qui servent seulement de magasins et où les employés travaillent seulement à nettoyer, envelopper et emballer les marchandises.

on 52.

DEUXIÈME PARTIE.

*Heures des Repas.*

dans lesquels  
prescriptions  
rnanant les  
s des repas  
nt pas appli-  
s.

Les cas auxquels les prescriptions du présent Acte relatives aux heures accordées pour les repas simultanés ne sont pas applicables, sont :

- (1) Quand les enfants, adultes et femmes sont employés dans les manufactures suivantes :

Hauts-fourneaux ;  
Usines de fer ou forges ;  
Papeteries ;  
Verreries ;  
Imprimeries typographiques.

- (2) Quand les mineurs mâles sont employés dans les travaux d'impression sur étoffes, de blanchiment et de teinture en plein air.

Les cas auxquels les prescriptions du présent Acte relatives à l'emploi ou au séjour dans l'atelier des enfants, adultes et femmes pendant les heures accordées pour les repas ne sont pas applicables, sont :

- (1) Lorsque les enfants, adultes et femmes sont employés dans les manufactures suivantes :

Usines de fer ;  
Papeteries ;  
Verreries (sauf les exceptions prévues par le présent Acte) ;  
Imprimeries typographiques.

- (2) Quand un adulte du sexe masculin est employé dans les travaux d'impression sur étoffes, de blanchiment ou de teinture en plein air, de telle sorte que lesdites prescriptions ne l'empêchent pas de travailler ou de rester au lieu de travail pendant les heures des repas accordées aux autres enfants, adultes et femmes, et que ces prescriptions n'empêchent pas non plus ces derniers de travailler ou de rester au lieu de travail pendant les heures de repas accordées à l'adulte du sexe masculin lui-même.

TROISIÈME PARTIE.

Section 53.

*Travail supplémentaire.*

L'exception relative à l'emploi des adultes et femmes pendant quarante-huit jours dans une période de douze mois commençant à six, sept ou huit heures du matin, et finissant à huit, neuf ou dix heures du soir, s'applique à chacune des manufactures, ateliers et leurs dépendances qui suivent :

*Manufactures  
ateliers dans  
quels les adul  
les femmes p  
être autorisés  
travailler 14  
heures par jo  
sous certaine  
réserves.*

(1) Quand la matière qui sert à la fabrication est sujette à être détériorée par un temps défavorable, savoir :

- (a) Le teillage à la mécanique du lin ;
- (b) Manufactures ou ateliers dans lesquels on fabrique les briques ou les tuiles n'étant pas des tuiles d'ornementation ;
- (c) Corderies en plein air ;
- (d) La partie des ateliers de blanchiment et de teinture, dans lesquels on blanchit et on teint en rouge de Turquie en plein air ;
- (e) Manufacture, atelier ou dépendance dans lesquels on fabrique de la colle.

(2) Quand la presse du travail survient à certaines saisons de l'année, savoir :

- (f) Dans les travaux d'impression typographique ;
- (g) La reliure ;
- (h) Les travaux d'impression lithographique ;
- (i) La réglure à la machine ;
- (k) Le découpage du bois à brûler ;
- (l) La fabrication de bonbons et cadeaux de Noël ;
- (m) La fabrication d'almanachs ;
- (n) La fabrication de billets de la Saint-Valentin.
- (o) La fabrication des enveloppes ;
- (p) Les fabriques d'eaux gazeuses ;
- (q) Les fabriques de cartes à jouer.

(3) Quand la fabrication est sujette à une presse subite ou à des commandes pouvant être provoquées par des événements imprévus, par exemple dans :

- (r) La fabrication d'articles pour vêtements ;
- (s) La confection de tenture d'ameublement ;
- (t) La fabrication de fleurs artificielles ;
- (u) La fabrication de boîtes de fantaisie ;



- (v) La fabrication de biscuits ;
- (w) Les teintureries de détail ;
- (x) Une partie de manufacture ou d'atelier usitée uniquement comme magasin, où l'on ne fabrique rien et où les employés sont occupés seulement au polissage, nettoyage, paquetage et emballage des marchandises.

Il est entendu que ladite exception ne s'applique pas :

- (a) Quand les personnes employées dans la maison, c'est-à-dire dans la demeure privée qui est assimilée malgré son caractère privé, à une manufacture à cause de la nature du travail, sont membres de la famille habitant ladite maison, pourvu que ni la vapeur ni l'eau n'y soient usitées comme force mécanique ;
- (b) Quand l'atelier est dirigé d'après le système du non-emploi des enfants ou des mineurs.

n 54.

#### QUATRIÈME PARTIE.

##### *Demi-heure additionnelle.*

factures dans  
les les  
s, adultes et  
s peuvent  
employés une  
heure de plus.

L'exception relative à l'emploi des enfants, adultes et femmes, pendant une demi-heure supplémentaire (trente minutes) quand le produit fabriqué est dans un état incomplet, s'applique aux manufactures suivantes :

- (a) Fabriques de teinture et de blanchiment ;
- (b) Fabriques d'impression sur étoffes ;
- (c) Forges dans lesquelles les adultes du sexe masculin ne sont pas employés durant une partie de la nuit ;
- (d) Fonderies dans lesquelles les adultes du sexe masculin ne sont pas employés pendant une partie de la nuit ;
- (e) Papeteries dans lesquelles les adultes du sexe masculin ne sont pas employés pendant une partie de la nuit.

56.

#### CINQUIÈME PARTIE.

##### *Heures supplémentaires pour les articles sujets à détérioration.*

ctures et  
dans les-

L'exception relative à l'emploi des femmes pendant quatre-vingt-seize jours dans une période de douze mois, durant laquelle

la journée commencera à six ou à sept heures du matin et finit à huit ou à neuf heures du soir, s'applique aux manufactures et ateliers ou dépendances dans lesquels le travail concerne :

Les confitures de fruits ;

Les conserves de poisson ou le poisson salé ou fumé ;

Le lait concentré.

quels les femmes peuvent être employées 14 heures par jour.

#### SIXIÈME PARTIE.

Section 58.

##### *Travail de nuit.*

L'exception relative à l'emploi des adultes du sexe masculin durant la nuit s'applique aux manufactures suivantes :

- (a) Hauts fourneaux ;
- (b) Forges ;
- (c) Ateliers d'impression typographique ;
- (d) Papeteries.

Manufactures dans lesquelles les adultes du sexe masculin peuvent être employés la nuit.

#### SEPTIÈME PARTIE.

Section 48.

##### *Emploi alternatif.*

L'exception relative à l'emploi continu durant la saison d'hiver, dans certaines manufactures textiles, des enfants, adultes et femmes sans un intervalle d'au moins une demi-heure pour le repas, pendant la même période que dans une manufacture non textile, s'applique aux manufactures textiles qui fabriquent seulement :

Emploi continu des enfants, adultes et femmes pendant cinq heures dans certaines manufactures textiles durant la saison d'hiver.

Les tissus élastiques ;

Le ruban ;

Les garnitures.

### QUATRIÈME ANNEXE.

#### LISTE DE MANUFACTURES ET ATELIERS.

##### PREMIÈRE PARTIE.

Sections 93, 94

##### *Manufactures non textiles.*

- (1) « Ateliers d'impression sur étoffes » signifie tout lieu dans lequel les personnes employées impriment des figures, des modèles, ou dessins sur fil de coton, toile, laine, ou de soie, ou sur étoffes tissées ou feutrées, n'étant pas du papier.
- (2) « Ateliers de blanchiment et de teinture » signifie tout lieu dans lequel on procède au blanchiment, à la teinture, au calandrage, au pliage, au paquetage de fil ou d'étoffes quelconques, ou à l'arrangement ou à l'apprê-

Ateliers d'impression sur étoffes

Ateliers de blanchiment et de teinture.

tage de la dentelle, ou à des travaux d'un caractère analogue, ou à d'autres travaux accessoires relatifs au même métier.

riques.

- (3) « Poteries » signifie tout lieu dans lequel des employés à gages travaillent à la fabrication, achèvent ou aident à achever les objets de poterie de toute espèce, excepté les briques et tuiles ne devant pas servir à l'ornementation.

riques d'allu-  
es chimiques.

- (4) « Fabriques d'allumettes chimiques » signifie tout lieu dans lequel des personnes travaillent à gages à la confection des allumettes chimiques, ou au mélange et à la préparation des produits chimiques nécessaires aux allumettes, ou à tout produit s'y rattachant, sauf le découpage du bois.

iques de cap-

- (5) « Fabriques de capsules » signifie tout lieu dans lequel des employés travaillent à gages à la fabrication des capsules, ou au mélange et à la préparation des produits chimiques nécessaires aux capsules ou à tout produit qui s'y rattache.

iques de car-  
tes.

- (6) « Fabriques de cartouches » signifie tout lieu dans lequel des employés travaillent à gages à la fabrication des cartouches, ou à tout produit servant incidemment aux cartouches, sauf la fabrication du papier et autre matière servant à faire les étuis.

iques de  
r peint.

- (7) « Fabriques de papier peint » signifie tout lieu dans lequel des employés travaillent à gages dans l'impression des dessins en couleur sur feuilles de papier, soit au moyen de blocs à la main soit au moyen de rouleaux mis en mouvement par l'eau, la vapeur ou autre force mécanique.

tion de la  
e.

- (8) « Ateliers pour la dépilation de la futaine » signifie tout lieu dans lequel des employés travaillent à gages à la dépilation de la futaine.

-fourneaux.

- (9) « Hauts-fourneaux » signifie un haut-fourneau ou autre fourneau, ou un lieu dans lequel on procède à la fonte ou à toute autre façon d'obtenir du métal au moyen du minerai.

de cuivre.

- (10) « Forges de cuivre ».

de fer.

- (11) « Forges de fer » signifie toute usine, forge ou autre lieu dans lequel il est procédé à la transformation du fer brut



en fer malléable, acier ou fer-blanc ou à toute manière de fabriquer ou de transformer l'acier.

- (12) « Fonderies » signifie fonderies de fer, de cuivre, de laiton, et autres lieux dans lesquels il est procédé à la fonte ou au moulage du métal, sauf les lieux dans lesquels il n'y a pas plus de cinq personnes employées à la susdite fabrication et, comme auxiliaires, à la réparation ou au finissage d'autres articles. *Fonderies.*
- (13) « Ateliers de métal et gomme élastique » signifie tous les lieux dans lesquels l'eau, la vapeur ou autre force mécanique servent à mettre en mouvement les engins employés dans la construction de machines ou dans la fabrication de tous autres articles en métal n'étant pas des machines, ou dans la fabrication de la gomme élastique et de la gutta-percha, ou d'articles entièrement ou partiellement faits de gomme élastique ou de gutta-percha. *Ateliers de métal et gomme élastique.*
- (14) « Papeteries » signifie tout lieu dans lequel on procède à la fabrication du papier. *Papeteries.*
- (15) « Verreries » signifie tout lieu où l'on travaille à la fabrication du verre. *Verreries.*
- (16) « Manufactures de tabacs » signifie tout lieu dans lequel on travaille à la préparation du tabac. *Manufacture de tabacs.*
- (17) « Ateliers d'impression typographique » signifie tout lieu dans lequel on procède à des travaux d'impression typographique. *Ateliers d'impression typographique.*
- (18) « Ateliers de reliure » signifie tout lieu où l'on travaille à la reliure de livres. *Ateliers de reliure.*
- (19) « Teillage à la mécanique du lin ». *Teillage à la mécanique du lin.*

## DEUXIÈME PARTIE.

### *Manufactures non textiles et ateliers.*

- (20) « Ateliers de chapellerie » signifie tout lieu dans lequel il est procédé à la fabrication des chapeaux ou de tout autre article se rattachant incidemment à cette fabrication. *Chapellerie.*
- (21) « Corderies » signifie tout local utilisé comme corderie dans lequel il est procédé à la tension, à la torsion ou à tout autre mode de préparation ou d'achèvement du fil, de la ficelle ou de la corde, et dans lequel une machine mue par la vapeur, l'eau ou autre force mé-

canique n'est pas usitée pour le tirage ou le filage des fibres du lin, du chanvre, de la jute ou de la filasse, à condition aussi que ce local n'ait pas d'autre communication intérieure avec des bâtiments servant à une manufacture textile que celle qui est nécessaire pour la transmission de la force.

Boulangerie.

(22) « Boulangeries » signifie tout lieu dans lequel on procède à la cuisson du pain, du biscuit ou des pâtisseries, dont il est tiré profit par la vente.

Magasins de dentelle.

(23) « Magasins de dentelle » signifie tout local ou chambre non compris dans les ateliers de teinture et de blanchiment ci-dessus définis, dans lequel des personnes sont employées à une manufacture ou industrie quelconque relative à la dentelle après la fabrication de la dentelle sur des métiers mus par la vapeur, l'eau ou autre force mécanique.

Ateliers de construction de navires.

(24) « Chantiers de construction de navires » signifie tous lieux où les navires, bateaux ou vaisseaux employés pour la navigation sont construits, complétés ou réparés.

Carrières.

(25) « Carrières » signifie tout lieu autre qu'une mine où des personnes travaillent à l'extraction de l'ardoise, de la pierre, des coprolites ou autres minéraux.

Ateliers au bord des mines.

(26) « Ateliers au bord des mines » signifie tout local situé à la surface du terrain touchant au puits d'extraction d'une mine, dans lequel l'emploi des femmes n'est pas réglé par l'Acte de 1872 sur les mines de houille ou par l'Acte de 1872 sur les mines métallurgiques, que ce local fasse ou ne fasse pas partie de la mine conformément aux Actes susdits.

---

## CINQUIÈME ANNEXE.

### EXEMPTIONS SPÉCIALES.

Fabrication de :

La paille tressée ;

La dentelle au fuseau ;

Des gants.

---

SIXIÈME ANNEXE.

Section 10 .

*Actes abrogés :*

| Session et chapitre     | Titre de l'Acte                                                                                                                                                | Étendue de l'abrogation                                                                                                                                                               |
|-------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 42 Géo. 3, C. 73. . .   | Acte pour la préservation de la santé et des mœurs des apprentis et autres employés dans le coton et autres filatures et dans le coton et autres manufactures. | Tout l'Acte.                                                                                                                                                                          |
| 3 et 4 Will. 4, C. 103. | Acte pour régler le travail des enfants et des adultes dans les filatures et manufactures du Royaume-Uni.                                                      | Tout l'Acte.                                                                                                                                                                          |
| 7 et 8 Vict. C. 15 . .  | Acte amendant les lois relatives au travail dans les manufactures.                                                                                             | Tout l'Acte.                                                                                                                                                                          |
| 9 et 10 Vict. C. 40. .  | Acte déterminant certains travaux de corderie qui ne sont pas compris dans les Actes sur les manufactures.                                                     | Tout l'Acte.                                                                                                                                                                          |
| 13 et 14 Vict. C. 54 .  | Acte amendant les Actes relatifs au travail dans les manufactures.                                                                                             | Tout l'Acte.                                                                                                                                                                          |
| 16 et 17 Vict. C. 104.  | Nouvel Acte réglant l'emploi des enfants dans les manufactures.                                                                                                | Tout l'Acte                                                                                                                                                                           |
| 19 et 20 Vict. C. 38 .  | Acte de 1856 sur les manufactures.                                                                                                                             | Tout l'Acte.                                                                                                                                                                          |
| 24 et 25 Vict. C. 117.  | Acte définissant l'emploi des femmes, adultes, et enfants dans les manufactures de dentelle d'après les Actes sur les manufactures.                            | Tout l'Acte.                                                                                                                                                                          |
| 26 et 27 Vict. C. 40 .  | Acte de 1863 sur la boulangerie.                                                                                                                               | Tout l'Acte.                                                                                                                                                                          |
| 27 et 28 Vict. C. 48 .  | Acte de 1864 étendant les                                                                                                                                      | Tout l'Acte.                                                                                                                                                                          |
| 29 et 30 Vict. C. 90 .  | Actes sur les manufactures.<br>Acte sanitaire de 1866.                                                                                                         | Les mots suivants autant qu'ils sont en vigueur dans la section dix-neuf :<br>« Non déjà sous l'action de tout Acte général quelconque concernant les manufactures ou boulangeries. » |



| Session et chapitre    | Titre de l'Acte                                                                                                                                                | Étendue de l'abrogation                                                                                                                                                                                                                    |
|------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 30 et 31 Vict. C. 103. | Acte de 1867 étendant les Actes relatifs aux manufactures.                                                                                                     | Tout l'Acte.                                                                                                                                                                                                                               |
| 30 et 31 Vict. C. 146. | Acte de 1867 concernant les ateliers.                                                                                                                          | Tout l'Acte.                                                                                                                                                                                                                               |
| 33 et 34 Vict. C. 62 . | Acte de 1870 sur les manufactures et ateliers.                                                                                                                 | Tout l'Acte.                                                                                                                                                                                                                               |
| 34 et 35 Vict. C. 19 . | Acte exemptant les personnes professant la religion juive des pénalités relatives aux adultes et femmes professant ladite religion et travaillant le dimanche. | Tout l'Acte.                                                                                                                                                                                                                               |
| 34 et 35 Vict. C. 104. | Acte de 1871 sur les ateliers et manufactures.                                                                                                                 | Tout l'Acte.                                                                                                                                                                                                                               |
| 37 et 38 Vict. C. 44 . | Acte de 1874 sur les manufactures.                                                                                                                             | Tout l'Acte.                                                                                                                                                                                                                               |
| 38 et 39 Vict. C. 55 . | Acte de 1875 sur la santé publique.                                                                                                                            | Les mots suivants dans la section quatre : « plus que vingt », les mots « en une fois » et dans la section 91, les mots suivants : « non déjà sous l'action de tout Acte général concernant les manufactures et boulangeries. »            |
| 39 et 40 Vict. C. 79 . | Acte de 1876 sur l'éducation élémentaire.                                                                                                                      | Section huit et les mots suivants dans la section 48 : « Les Actes de 1833 à 1874 sur les manufactures comme étant amendés par le présent, y compris les Actes de 1867 à 1871 sur les ateliers comme étant amendés aussi par le présent. » |

ANGLETERRE. — Des troubles ayant éclaté à Belfast, à l'occasion de la procession de la fête de Saint-Patrick, les meutiers jetèrent des pierres sur la police et dépavèrent la rue pour se procurer des projectiles. Le magistrat ordonna à la police à cheval de charger la foule, ce qui fut fait à deux et trois reprises, au milieu d'une grêle de pierres qui blessèrent grièvement plusieurs agents; mais la foule ne se dispersant pas, ordre fut donné à l'officier qui commandait la police de faire tirer, et l'on fit trois décharges. La populace s'enfuit alors.

Le *Northern Wight* dit que la plupart des projectiles ont été lancés par les femmes et les filles des manufactures qui se trouvaient libres par suite du congé accordé en vertu de la dernière loi sur les fabriques; ce journal blâme le gouvernement conservateur d'avoir rendu obligatoire pour les manufacturiers de laisser leurs ouvriers oisifs le jour de Saint-Patrick et il ajoute :

« Le caractère misérable de la procession d'hier prouve qu'elle avait été organisée par des étrangers et qu'elle n'avait les sympathies d'aucun catholique respectable de Belfast; des actions de grâces cordiales sont dues, à tous les points de vue, au très-révérant docteur Derrian et à son clergé pour les efforts qu'ils ont faits afin d'empêcher la manifestation. » — (*Journal des Débats*, 21 mars 1879.)

---

## BIBLIOGRAPHIE.

BULLETIN DE LA PARTICIPATION AUX BÉNÉFICES publié par la Société formée pour faciliter l'étude pratique des diverses méthodes de participation du personnel dans les bénéfices de l'entreprise. Paris, A. Chaix et C<sup>ie</sup>, 1879.

La livraison dont le titre précède nous a été adressée par une Société nouvelle, qui vient de se constituer pour étudier, spécialement et d'une manière tout à fait pratique, les diverses formes de la participation du personnel dans les bénéfices. C'est là une question délicate et complexe entre toutes, où, à cause de la variété infinie des conditions particulières de chaque industrie et de chaque usine, les affirmations et les négations les plus opposées peuvent avoir ensemble leur raison d'être. Rien ne serait plus dangereux, en pareille matière, que la tendance à généraliser témérairement. Ajouter une formule abstraite de plus à celles des théoriciens qui veulent improviser les réformes serait

introduire dans l'industrie un nouvel élément de trouble au lieu d'offrir au capital et au travail un moyen de conciliation et de paix. La méthode expérimentale seule doit être employée ici; seule, elle peut montrer dans quelle mesure, au point de vue de la participation, il faut distinguer entre les usines à grand capital et les maisons où la main-d'œuvre est absolument prépondérante; seule aussi, la méthode expérimentale peut indiquer la manière de faire participer les employés et ouvriers, soit pour augmenter leur bien-être dans le présent, soit pour assurer leur avenir par des institutions de prévoyance et d'épargne.

Pénétrés de cette vérité essentielle, les fondateurs de la Société parmi lesquels nous trouvons les noms de deux de nos vice-présidents, MM. Charles Robert et Engel-Dollfus et celui d'un de nos censeurs, M. A. Chaix, ont décidé qu'elle ne se recrutera que parmi les personnes investies par leur profession de la responsabilité attachée à la direction d'un personnel d'employés ou d'ouvriers. Aux termes de l'article 3 du programme, peuvent seuls devenir membres fondateurs (en payant 100 francs pendant trois ans) ou souscripteurs (20 francs par an), « les patrons, chefs d'établissements, directeurs ou administrateurs de sociétés anonymes ». Il ne s'agit pas là d'une coalition de patrons ligüés contre le progrès, mais au contraire d'une réunion d'hommes qui dirigent eux-mêmes des établissements industriels ou financiers, étudient sans cesse les moyens d'améliorer la situation de leur personnel et veulent mettre en commun, sans parti pris, les résultats de leur expérience et de leurs efforts. La Société, en même temps qu'elle publie un bulletin qui formera chaque année un volume d'environ 200 pages, fonde une bibliothèque dans un local mis à sa disposition par M. Chaix, 20, rue Bergère. Elle y rassemble tous les documents, tous les ouvrages relatifs à la participation. Règlements et statuts adoptés, comptes rendus, rapports, enquêtes, toutes les sources d'informations se trouveront réunies et classées dans cette collection originale. Le Catalogue dressé d'avance est publié *in extenso* dans la première livraison du *Bulletin*. Nous ne saurions trop recommander à nos lecteurs cette œuvre si utile. Bien souvent, un chef d'industrie n'hésite à introduire la participation dans son usine que par la crainte d'agir à l'aventure : la bibliothèque en voie de formation lui fournira tous les éléments possibles de solution.

Le bureau de la Société est composé de la manière suivante :



MM. Charles Robert, directeur de la compagnie *L'Union* (vie), président ; A. Chaix, imprimeur, *secrétaire-bibliothécaire* ; Éd. Goffinon, entrepreneur de travaux publics, trésorier ; H. Fourdinois, fabricant de meubles d'art, et Aug. Godchaux, imprimeur. (Les lettres, communications et souscriptions doivent être adressées à M. le Secrétaire de la Société, 20, rue Bergère.)

M. ANTHOINE. — L'INSTRUCTION PRIMAIRE DANS LE DÉPARTEMENT DU NORD.

M. Gréard a présenté à l'Académie des sciences morales et politiques (séance du 17 mai), de la part de M. Anthoine, inspecteur d'académie à Lille, un *Mémoire sur l'Instruction primaire dans le département du Nord*, de 1868 à 1877.

L'auteur indique les progrès qui ont été accomplis dans les écoles pendant cette période tant au point de vue de l'organisation matérielle que des méthodes. Les quatre dernières années qui appartiennent en propre à l'administration de M. Anthoine, n'ont pas été les moins fécondes.

Dans ces considérations, présentées avec talent, l'auteur insiste sur les causes qui ont contre-balancé jusqu'ici les efforts faits pour assurer la fréquentation régulière des écoles. « Ce qui dispute l'enfant à l'école, dit-il, c'est l'atelier ; dès que l'industrie a saisi sa proie, elle ne la lâche plus. Elle l'emporte dans un mouvement continu, précipité, haletant, comme celui des machines. Les parents sont pressés d'y jeter leurs fils ou leurs filles. La vie est chère, les besoins sont grands, la famille est nombreuse ; un salaire nouveau, quelque faible qu'il soit, sera toujours un soulagement. . . . » M. Anthoine ne désespère pas pourtant d'éclairer les familles sur leurs véritables intérêts, et les résultats qu'il signale et qui lui font grand honneur témoignent que sa peine n'est pas perdue.

---

## CHRONIQUE.

MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE. — Par arrêté du Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, il a été établi près du Ministère de l'Instruction publique (direction de l'enseignement primaire) une Commission spéciale pour l'étude des questions relatives aux bâtiments et au matériel scolaires.

Cette Commission est chargée :

1<sup>o</sup> D'élaborer et de soumettre au Ministre une instruction générale sur les conditions que doit remplir une installation scolaire (emplacement, construction, ventilation, chauffage, aménagement, mobilier de l'école primaire et de l'école normale) ;

2<sup>o</sup> De réunir une collection des plans d'écoles et des modèles de mobilier qu'elle jugera répondre le mieux aux divers besoins des établissements scolaires urbains, et ruraux, mixtes et spéciaux, des diverses régions de la France ;

3<sup>o</sup> D'examiner, soit dans les cas particuliers qui lui seront soumis par l'administration, soit d'une manière théorique et générale, les améliorations de toute sorte que l'État pourrait recommander aux communes et aux départements qui lui soumettent des projets de construction ou d'appropriation.

Cette Commission, dite des bâtiments et mobiliers scolaires, est composée ainsi qu'il suit :

MM. le Ministre, président ; le vice-recteur de l'Académie de Paris, vice-président ; le chef du cabinet du Ministre ; de Bagnaux, administrateur de l'école Monge ; Berger, inspecteur primaire de Paris ; Boutan, inspecteur général de l'instruction publique, directeur honoraire de l'enseignement primaire ; Brouard, inspecteur général de l'enseignement primaire ; Buisson, inspecteur général de l'instruction publique, directeur de l'enseignement primaire ; Cadet, inspecteur primaire de Paris ; Cardot, ingénieur ; Carriot, inspecteur d'académie, directeur de l'enseignement primaire de la Seine ; Cocheris, inspecteur général de l'enseignement primaire ; Delas, chef du cabinet du directeur général de la caisse des dépôts et consignations ; Dethomas, membre du conseil général de Seine-et-Marne ; Faure-Dujaric, architecte ; Stanislas Lebourgeois, chef de bureau à la direction de l'enseignement primaire ; Narjoux, architecte de la Ville de Paris, auteur d'ouvrages sur l'architecture scolaire ; Parrot, professeur à la Faculté de Médecine de Paris ; Riant, docteur en médecine, professeur d'hygiène à l'École normale d'instituteurs de la Seine ; Théophile Roussel, membre de l'académie de Médecine ; Salleron, ancien architecte en chef de la Ville de Paris ; Trélat, directeur de l'École d'architecture ; Vaudremer, architecte de la Ville de Paris ; Viollet-le-Duc, architecte, membre du conseil municipal de Paris ; Zidler, chef du 3<sup>e</sup> bureau (maisons d'école) de la direction de l'enseignement primaire ; Mayeur, chef de bureau honoraire, secrétaire.

— *Musée pédagogique et Bibliothèque centrale de l'Enseignement primaire.* — Par décret en date du 13 mai, sur le rapport du Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts.

Il est créé, au Ministère de l'Instruction publique, un Musée péda-

gogique et une Bibliothèque centrale de l'enseignement primaire, comprenant des collections diverses de matériel scolaire, des documents historiques et statistiques et des livres de classe provenant de la France et de l'étranger.

La direction en sera confiée à un inspecteur général de l'enseignement primaire (hors cadre).

CONSEIL GÉNÉRAL. — *Service médical des Écoles communales et Salles d'asile.* — Le Conseil général de la Seine a adopté le projet de délibération suivant :

• Il sera institué à partir du 1<sup>er</sup> avril 1879 un service médical dans les écoles communales et dans les salles d'asile. Le traitement affecté aux fonctions de médecin-inspecteur sera de 600 francs par an. Il est créé 114 places de médecins-inspecteurs dans le département, soit 83 pour les circonscriptions de Paris et 29 pour les circonscriptions suburbaines. Toute école ou salle d'asile devra recevoir deux fois par mois la visite du médecin-inspecteur. Il est ouvert au budget de 1879, pour subvenir aux frais de ce service un crédit de 53,000 francs. »

CONSEIL MUNICIPAL DE PARIS (séance du 20 mai). — M. *Hovelacque* a présenté un rapport sur une proposition déposée par lui pour que les enfants des écoles communales soient autorisés à sortir pour aller prendre leur déjeuner. — Adopté après modification conforme aux observations de M. le directeur de l'Enseignement primaire.

(Séance du 12 juin). — M. *Morin* dépose un projet de vœu pour qu'il soit fondé à Paris une École d'Arts et Métiers.

VILLE DE PARIS. — *Gymnases municipaux.* — Cinq vastes gymnases municipaux vont être créés par la Ville dans divers arrondissements de Paris.

Leur installation se fera dans des conditions aussi économiques que possible, à l'aide de la charpente en fer de la galerie des machines du Champ-de-Mars, dont le conseil municipal a fait l'acquisition. — (*Journal des Débats*, 24 mars 1879.)

L'ŒUVRE D'HOSPITALITÉ DE NUIT POUR FEMMES ET ENFANTS. — Le 20 mai a été inaugurée l'œuvre d'hospitalité de nuit pour femmes et enfants. La Société Philanthropique, si connue par ses fourneaux, ouvrait son asile rue Saint-Jacques, 253 et 255.

Rien de plus intéressant que la visite que nous venons d'y faire, Voici en peu de mots en quoi consiste cette œuvre essentiellement humanitaire, et qui fait enfin revivre en faveur des femmes l'antique coutume de l'asile donné jadis dans chaque établissement religieux :

Toute femme, toute mère de famille accidentellement dépourvue de domicile et de gîte se présente, à partir de sept heures du soir,



rue Saint-Jacques, 253. Elle reçoit sous le vestibule un numéro qui lui donne droit à un lit, puis deux jetons de soupe : l'un avant son coucher, l'autre à son lever. N'a-t-elle aucun papier, aucune référence à fournir, la méfiance est de droit. A cette catégorie correspond un dortoir spécial dit de lits de camp. On y couche tout habillé, avec traversin et couverture. Nulle n'y est admise une deuxième nuit.

Une femme, au contraire, présente-t-elle des références ; sait-on d'où elle vient ; quel malheur, quelle misère la laisse sans gîte, alors s'ouvre pour elle un autre dortoir avec lit complet assuré pendant au moins trois nuits, ce qui lui procure le précieux bénéfice de trois journées consacrées à la recherche d'une occupation d'un travail quelconque. Chaque jour, les deux soupes réglementaires lui sont distribuées.

Avant le coucher et la soupe, chaque nouvelle arrivée passe à une piscine obligatoire ; puis, le matin, un lavabo achève la propreté hygiénique qui certes n'est pas de luxe, mais prépare déjà à la malheureuse sans emploi une meilleure réception lorsqu'elle se présentera pour obtenir du travail. Un dortoir spécial avec lits et berceaux est réservé aux mères de famille.

Ajoutons un dernier détail : deux petites chambres séparées des autres dortoirs, et comme entrée et comme vue, offrent quatre lits à de grandes misères qui viendraient subitement frapper des personnes habituées aux douceurs de l'existence. L'exemple s'en est malheureusement rencontré assez souvent ; et, faute d'un asile temporaire, bien des pauvres créatures ont payé du repos de toute leur vie un instant de trouble ou d'égarement.

Qu'avons-nous besoin d'ajouter encore pour exprimer et faire partager à nos lecteurs, à nos lectrices surtout, toute la sympathie qu'on éprouve en visitant l'asile de nuit de la rue Saint-Jacques ? La charité qu'on l'appelle bienfaisance, philanthropie, fraternité, tous mots différents pour lesquels les hommes ont versé bien du sang, et qui expriment cependant la même chose, la charité se respire au seuil de cet asile ; en voyant ces bons lits on songe à la femme qui, l'hiver, par le froid, le givre, la neige, dépourvue d'asile, se débat contre la double perte corporelle et morale ! Le cœur vous dit de tendre la main à la pauvre affolée ; l'esprit, de son côté, ne songe-t-il pas à toutes ces non-valeurs sociales, exposées à la débauche et au crime qui, si on ne leur procure pas une petite place au soleil, se retournent contre la société elle-même et lui déclarent une guerre implacable.

Allez, chers lecteurs, comme nous y sommes allés nous-mêmes, visiter la maison de la rue Saint-Jacques, 253. Il y a là des dortoirs à compléter, un fourneau à alimenter ; et le brave directeur, un ancien militaire, vous dira à quel prix minime vous pourrez, après avoir vu et vous être convaincus comme nous de la bonté de l'Œuvre,

assurer à de pauvres créatures, qui n'ont souvent rien à se reprocher, un abri passager contre la misère et une sauvegarde contre ses funestes suggestions! — (*Journ. des Débats*, 23 mai 1879.)

— Le 12 juin, à 4 heures, a eu lieu, boulevard de Vaugirard, 14, l'inauguration de la seconde Maison fondée par l'Œuvre de l'hospitalité de nuit, et dont la création est due à la générosité de M. de Lamaze, ancien notaire, qui a permis à l'Œuvre d'établir ce nouveau refuge.

La cérémonie était présidée par M. le curé de Notre-Dames-des-Champs qui dans une chaleureuse improvisation a salué l'inauguration de la maison qui vient de s'ouvrir dans son quartier.

M. le baron de Livois a pris ensuite la parole et a remercié toutes les personnes qui par leur présence ou leurs aumônes contribuent à faire vivre et à propager l'Œuvre de l'hospitalité.

— On n'a pas arrêté la nuit dernière moins de vingt et un vagabonds, tous sans asile ni moyens d'existence.

C'est principalement à la pointe Saint-Eustache, rues Pierre-Lescot et Berger, dit la *Gazette des Tribunaux* (du 12 juin 1879), qu'ont été opérées ces arrestations.

EXPOSITION D'ART CONTEMPORAIN. — L'exposition d'art contemporain au Musée des Arts décoratifs, ouverte tous les jours au pavillon de Flore de dix heures à cinq heures, et qui devait être terminée à la fin du mois de mars, sera prolongée jusqu'à la fin du mois de juin. Le succès croissant qu'obtient cette exposition à mesure que le public la connaît mieux a déterminé cette mesure.

Afin de montrer dès le début le caractère libéral de la nouvelle institution, la direction du Musée a accordé l'entrée gratuite à tous les élèves des Écoles spéciales des beaux-arts, aux élèves des lycées et collèges quand ils sont accompagnés par leurs professeurs, aux ouvriers et artistes industriels, etc. A cet effet, des cartes sont déposées au secrétariat du Musée des Arts décoratifs. Les personnes qui désirent en obtenir n'ont qu'à en faire la demande, en justifiant de leur titre à cette faveur.

— Le nouveau Musée des Arts décoratifs, qui s'organise au pavillon de Flore, se complète de jour en jour par des dons de toute nature. Cette institution, qui doit fournir aux artistes de l'industrie les moyens de perfectionner leur goût, reçoit chaque jour de tous les points de la France les plus précieuses marques d'adhésion.

La Chambre de commerce de Lyon a souscrit pour une somme de 1,000 francs à l'œuvre du Musée; dans diverses villes de province on a suivi cet exemple.

A son tour, la Chambre de commerce de Paris, pour manifester aux directeurs de cet établissement combien elle comprend l'utilité de leur œuvre, vient de leur faire connaître qu'en considération de l'intérêt tout particulier que présente la fondation du Musée des Arts décoratifs, elle a pris la décision de souscrire à cette œuvre, contrairement à ses usages, pour la somme de 1,000 francs.

LE MUSÉE CANTONAL. — *Le Mobilier scolaire.* — Dans la séance du 3 décembre 1878 de la Chambre syndicale des instruments et appareils de l'art médical, notre collègue M. Georges Wickam, président de cette Chambre, a fait connaître le résultat de ses observations dans des visites à l'Exposition, observations dont nous reproduisons les suivantes :

« Un mot sur une exposition dans la section anglaise: « La science à la portée de tous ». Il s'agit du Musée économique de M. Twining de Twickenham. Ce musée semble avoir beaucoup de rapprochement avec le musée cantonal tel que le concevait M<sup>me</sup> Hippolyte Meunier; cette dame en a même créé plusieurs en collaboration avec M. Bardoux, Ministre de l'Instruction publique, et nous croyons savoir que notre honorable Ministre donnera une grande extension à l'œuvre si bien commencée. Dans ces musées, il y a un côté qui rentre tout à fait dans nos études, la question d'hygiène des travailleurs, c'est-à-dire mettre à leur portée les connaissances scientifiques pour leur assurer la santé et le bien-être. M. Twining, dans son musée, s'est occupé de cela tout particulièrement. En parcourant les objets qui y sont exposés, l'ouvrier intelligent peut y apprendre les lois hygiéniques qui, dans une habitation quelconque, procurent la santé; il connaîtra les étoffes auxquelles il convient de donner la préférence comme vêtement, selon le climat où il vit; il ne tardera pas à connaître les aliments les plus sains et la manière d'en tirer le meilleur parti; il se mettra en garde contre la falsification. Ce musée comprend aussi les appareils se rapportant à l'assainissement des habitations et des ateliers; mais il faut bien reconnaître que pour retirer tous les avantages désirables de ces sortes de musées pour l'instruction du peuple, la simple exposition ne suffit pas; il faudra qu'il y soit fait des conférences ou explications sur les objets exposés. A ce sujet, dès 1866, M. Twining faisait faire des conférences au moyen d'un système nouveau, nommé le système binaire, parce qu'il consiste à faire agir conjointement un lecteur et un démonstrateur. Un grand nombre de tableaux illustrés peuvent garnir les murs de ces musées. Nous entrevoyons tous les excellents conseils d'hygiène qu'il y aurait à donner ainsi à nos populations. M. Twining, en Angleterre, M<sup>me</sup> Hippolyte Meunier, en France, ont fait appel aux philanthropes de tous les pays, afin que, travaillant d'un commun accord, ils s'efforcent



d'assurer la santé et le bien-être de l'ouvrier sur cette base : « La science à la portée de tous. »

Nous avons aussi à nous occuper de la santé, de l'hygiène de nos enfants à l'école et de la salubrité de ces écoles. Nous ne manquons donc pas, à ce point de vue, d'arrêter notre attention sur tout mobilier scolaire que nous rencontrons. Les maisons Colman et Hammer nous montrent des bancs d'école très-bien compris ; les uns sont à dossiers pleins presque perpendiculaires au siège, légèrement inclinés ; les autres n'ont comme dossiers qu'une sorte de plaque ovale en bois faisant en quelque sorte plaque de dos orthopédique, et il y a un vide entre cette plaque et le siège. Il y a naturellement à observer la hauteur des sièges et des pupitres ; on voit par les spécimens exposés que tous les peuples travaillent à cette grave question.

Dans le Luxembourg, il y a une école type avec six bancs et six pupitres de différentes hauteurs selon la taille des enfants. Les bancs et les pupitres exposés sont généralement disposés pour recevoir deux enfants. Au Canada, toutefois, chaque enfant a son siège et son pupitre.

EXPOSITION SCOLAIRE, à *Lausanne*. — A l'occasion du Congrès scolaire des instituteurs de la Suisse romande qui aura lieu à Lausanne, les 14 et 15 juillet 1879, le Comité directeur organise une exposition scolaire qui sera ouverte dans le nouveau bâtiment des écoles primaires (chemin Saint-Roch), du 14 au 20 juillet.

Tous les départements de l'instruction publique de la Suisse ou des autres pays, les établissements d'éducation, écoles enfantines, jardins d'enfants, écoles complémentaires, sociétés industrielles ou commerciales qui font donner des cours aux ouvriers et apprentis, les écoles de discipline, les asiles d'aveugles et de sourds-muets, les écoles agricoles, les écoles professionnelles sont invités à y prendre part.

Les travaux suivants figureront à cette exposition :

1° Les plans de bâtimens ou de salles d'école, les dessins de mobilier, l'ameublement et le matériel des écoles ;

2° Les manuels d'enseignement ;

3° Les objets et collections d'enseignement de toute nature.

Les travaux d'élèves ne seront pas admis. La commission prend à sa charge les dépenses d'installation et de surveillance ; elle répond également des risques d'incendie pendant toute la durée de l'Exposition. Le dernier terme pour l'envoi des objets est fixé au 1<sup>er</sup> juillet 1879. On s'adresse pour les renseignements à M. Paul Vulliet, président de la Commission de l'exposition, rue Bel-Air, 11, Lausanne (Suisse).

EXPOSITION de *Sydney (Australie)*. — D'après des lettres de Sydney (Australie), qui vont jusqu'au 28 mars, les préparatifs pour l'Exposition universelle qui doit avoir lieu en cette ville se poursuivent

dans des proportions de plus en plus grandioses, surtout depuis les nouvelles parvenues de tous les points du globe et faisant prévoir que la participation des États étrangers sera très-active.

Depuis que le monde existe, c'est la première Exposition qui se fait aux antipodes, dit la *Gazette d'Augsbourg* ; jusqu'à présent, sous le rapport économique, le continent australien dépendait de la mère-patrie ; or aujourd'hui, par cette Exposition, il espère entrer pour sa propre part dans le commerce général.

Les travaux sont, paraît-il, poussés avec beaucoup d'énergie pour que les vastes bâtiments soient prêts à l'époque voulue. La nuit, près de 1,000 ouvriers travaillent à la lumière électrique, absolument comme on l'a fait à Paris.

La construction du chemin de fer allant à Victoria est également accélérée autant qu'il est possible ; on espère le livrer à la circulation en octobre prochain.

Quant à Melbourne, on vient seulement d'y commencer les travaux de construction pour l'édifice destiné à l'Exposition. Suivant le même journal, les colonies australiennes ont résolu d'annexer à la solennité de Melbourne un Congrès économique auquel les principales Sociétés économiques et industrielles d'Europe seraient invitées.

— La *Société des Études historiques* met au concours pour 1881, avec 1<sup>er</sup> prix de 1,500 francs et 2<sup>e</sup> prix de 500 francs, l'*Histoire des Institutions de prévoyance en France*.

NÉCROLOGIE. — M. Colombier (Benjamin), inspecteur divisionnaire du travail des enfants dans les manufactures, est décédé à Rouen, le 1<sup>er</sup> mars 1879.

M. Colombier n'était âgé que de 43 ans.

On remarquait dans le cortège, dit le *Nouvelliste de Rouen* (numéro du 5 mars) MM. Limbourg, préfet de la Seine-Inférieure ; le général d'Ornant, Lizot, ancien préfet ; Besselièvre, conseiller général ; Reynaud, avocat général ; Lemonnier, ancien procureur de la République ; Jubé, inspecteur d'académie honoraire ; Dutertre, inspecteur départemental de la Seine-Inférieure ; Wallet, inspecteur départemental de l'Oise ; des industriels et beaucoup d'autres personnes qui avaient tenu à rendre les derniers devoirs à cet honorable fonctionnaire.

Le deuil était conduit par les enfants et les frères du défunt, dont la douleur était véritablement poignante.

Au cimetière, M. Dutertre, inspecteur départemental, voulant rendre un dernier témoignage d'affection et de reconnaissance à la mémoire de M. Colombier, a prononcé les paroles suivantes :

Messieurs,

Un devoir bien pénible m'incombe aujourd'hui.

Je conduis à sa dernière demeure celui qui fut mon chef, en même

temps mon meilleur ami. Avant que ce triste cercueil disparaisse pour jamais de nos yeux, permettez-moi, messieurs, de jeter sur cette tombe, prématurément ouverte, quelques paroles de regrets et d'adieux.

Oui, nous le pleurons, l'homme de bien dont la vie consacrée au travail peut nous servir de modèle à tous; nous pleurons aussi le fonctionnaire qui, dans l'exercice d'un pouvoir délicat, sut toujours se concilier les sympathies des nombreux industriels dont il était appelé à visiter les établissements.

Plein d'activité, toujours ardent à sa tâche, il voulait tout voir de ses yeux, et rien n'échappait à une surveillance aussi juste qu'indulgente.

De plus, Colombier était un vrai citoyen, aimant sa patrie de tout son cœur.

Dans l'année fatale de 1870, la première nouvelle des désastres de nos armées brisa un cœur aussi généreux.

L'ennemi envahissait notre pays.

Suivant l'impulsion de ses sentiments patriotiques, Colombier dit adieu aux siens et, le fusil sur l'épaule, part comme simple volontaire.

Il assiste à tous les combats des bords de la Loire : il est partout, et toujours il fait son devoir.

Mais à côté des qualités qui faisaient estimer le fonctionnaire et honorer l'homme public, Colombier avait toutes les précieuses vertus qui font aimer le père de famille.

A ses enfants qui le chérissaient, et dont il lègue l'éducation à la plus affligée des mères, il laisse comme un précieux héritage l'exemple du devoir, compris dans la plus haute acception et pratiqué sans défaillance.

Tel est, en quelques mots, messieurs, le caractère de l'homme dont nous déplorons la perte. Hier, heureux au milieu des siens, aujourd'hui glacé dans la tombe, enlevé à leur affection.

Au nom de ceux qui vous ont aimé, de ceux qui vous ont approché et apprécié, au nom de tous vos amis, adieu! cher et regretté Colombier, encore une fois, adieu!

Le Bureau de la Société de protection, qui entretenait avec M. Colombier des rapports suivis et qui, récemment encore, le remerciait du concours dévoué qu'il voulait bien prêter à notre œuvre, chaque fois que l'accomplissement de ses fonctions lui en fournissait l'occasion, a transmis à M<sup>me</sup> V<sup>e</sup> Colombier l'expression particulière de ses regrets.

— M. Elihu Burritt. — L'apôtre américain de la paix, M. Elihu Burritt, vient de mourir aux États-Unis, à l'âge de 68 ans. Simple apprenti forgeron, il s'était instruit lui-même, avait appris les mathématiques, les langues anciennes et modernes, et après être venu prêcher en Angleterre les doctrines de « la Ligue de la fraternité universelle », il publiait en 1848 *les Etincelles sur l'enclume*, puis *les Feuilles d'olivier*, qui ont été traduites en plusieurs langues. Nommé consul des États-Unis à Birmingham en 1868, M. Elihu Burritt fit paraître son ouvrage le plus étendu : *Promenades dans le comté Noir* (Birmingham et ses environs), où il étudie les questions de l'éducation et du travail. — (*Journ. des Débats*, 20 mars 1879.)

---



## LISTE DES MEMBRES NOUVEAUX

ADMIS A FAIRE PARTIE DE LA SOCIÉTÉ.

### MEMBRES PERPÉTUELS :

| Noms des adhérents :                                                                                                      | Présentateurs.<br>MM.      |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------|
| MM. <b>Commission locale du travail des enfants</b> du VI <sup>e</sup> arrondissement (Mairie de Saint-Sulpice) . . . . . | P. Robiquet.               |
| <b>Delaporte</b> (Georges), directeur de la fabrique des fils de Fanien, à Lillers (Pas-de-Calais) . . . . .              | M <sup>lle</sup> Delaporte |
| <b>Follot</b> (Félix), fabricant de papiers peints, président du Patronage industriel du Papier peint, 10, rue Beccaria.  |                            |

### MEMBRES ORDINAIRES :

|                                                                                                                                    |                |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------|
| MM. <b>Bernier</b> , directeur-gérant de la papeterie d'Écharion, par Mennecy (Seine-et-Oise) . . . . .                            | Linarès, insp. |
| <b>Brault</b> , manufacturier, à Chartres (Eure-et-Loir) . . . . .                                                                 | —              |
| <b>Coquais</b> , joaillier, 14, rue Chabanaïs . . . . .                                                                            | Marochetti.    |
| <b>Dambricourt</b> (frères), fabricants de papiers à Hallines, arrondissement de Saint-Omer (Pas-de-Calais) . . . . .              | Nadeau, insp.  |
| <b>Dugour</b> , fabricant de boutons, 162, rue du Faubourg-Saint-Martin . . . . .                                                  | Giraud.        |
| <b>Dujoncquoy, Jaquemet et Bigot</b> , manufacturiers, à Pussay (Seine-et-Oise) . . . . .                                          | Linarès, insp. |
| <b>Fachette</b> , bijoux dorés, 10, rue Saint-Anastase . . . . .                                                                   | Marochetti.    |
| <b>Fanien</b> , manufacturier, fabricant de chaussures, maire à Lillers . . . . .                                                  | Nadeau, insp.  |
| <b>Fliche</b> (Louis), avocat à la Cour d'appel (président du Patronage Saint-Pierre de Ménilmontant), 32, rue de Madame . . . . . | J. Périn.      |
| <b>Flipo et Parent</b> , fabricants à Tourcoing, et rue du Sentier, 15, Paris . . . . .                                            | Mourceau.      |
| <b>Gallien</b> , manufacturier, à Lonjumeau (id.) . . . . .                                                                        | Linarès, insp. |
| <b>Hache</b> , manufacturier, à Vierzon (Cher) . . . . .                                                                           | —              |
| <b>Hallé</b> (Louis), 157, rue du Faubourg-Saint-Honoré . . . . .                                                                  | Isid. Roche.   |
| <b>Hamel</b> , tapissier, rue Godot-de-Mauroy, 34 . . . . .                                                                        | Marochetti.    |
| <b>Jay</b> (Raoul), avocat à la Cour d'appel, 12, rue de Seine . . . . .                                                           | J. Périn.      |
| <b>Julien</b> (le Général), 60, rue de Provence . . . . .                                                                          | Giraud.        |
| <b>Silvestre</b> (L.), fils, manufacturier, à la Ferté-Alais (Seine-et-Oise) . . . . .                                             | Linarès, insp. |
| <b>Vermeesch</b> (V <sup>e</sup> ), verrier à bouteilles, à Arques, près Saint-Omer . . . . .                                      | Nadeau, insp.  |

# ACTES DE LA SOCIÉTÉ

## PROCÈS-VERBAUX

### DES SÉANCES DE LA SOCIÉTÉ

#### SÉANCE ORDINAIRE TRIMESTRIELLE

du Jeudi 3 juillet 1879.

PRÉSIDENCE DE M. le Dr MARJOLIN, l'un des vice-présidents de la Société.

La séance est ouverte à 8 heures.

S'étaient excusés de ne pouvoir assister à la dernière séance, MM. A. Chaix, Félix Follot, Faustin Hélie, Ern. Nusse et Bobiquet.

— Plusieurs membres nouveaux sont présentés, et M. le Président les déclare admis au nombre des membres de la Société (Voy. la *Liste des membres nouveaux*, à la fin de ce Bulletin).

— M. le Président a la douleur d'annoncer la mort de l'honorable M. Dumoustier de Frédilly, Directeur honoraire au Ministère du commerce, vice-président du Conseil d'honneur de la Société de protection.

La Société s'associe aux regrets exprimés par M. le Président, regrets qui seront portés à la connaissance de sa famille.

M. le Secrétaire propose de consacrer le souvenir de M. Dumoustier de Frédilly par une notice nécrologique, insérée dans le prochain n° du *Bulletin*, et de charger du soin de la rédiger M. P. Bérard, qui, en sa qualité de secrétaire du Comité consultatif des arts et manufactures, se tenait en rapports suivis avec notre regretté vice-président.

M. Bérard accepte de déférer à ce désir et de satisfaire à ce devoir de la Société.

— M. le Secrétaire dépouille la correspondance, parvenue à la Société depuis la séance du 3 avril dernier.

Plusieurs lettres sont relatives à des allocations sollicitées de la Société, demandes sur lesquelles il sera statué à la fin de la séance.

Il communique, ensuite, la liste des diverses publications qui ont été adressées à la Société ou échangées avec elle pendant le trimestre précédent.

— M. le Président dit que les membres présents, qui ont pu parcourir le dernier Bulletin, ont dû se rendre compte de la richesse de ce fascicule, où sont reproduits, notamment, des extraits, très intéressants, des discours qui ont été prononcés dans divers Patronages industriels.

M. le Président ajoute qu'il y a lieu de remercier spécialement M. le secrétaire J. Périn, pour sa traduction de l'*Acte anglais de 1878 sur les manufactures et ateliers*. (Voy. ci-dessus, p. 218-300.)

Les membres présents s'associent, unanimement, à ce témoignage de satisfaction.

RAPPORT DE MM. LES CENSEURS DE LA SOCIÉTÉ *sur l'exercice de 1878*. — M. Alph. Piver, l'un des censeurs de la Société, présente le Rapport sur la Comptabilité de M. le Trésorier pendant l'année 1878. (Voy. ce document financier, ci-après.)

M. le Président demande si quelqu'un des membres présents a des observations à présenter sur la situation financière de la Société?

Ce Rapport est approuvé à l'unanimité.

M. Roche se déclare partisan d'un compte détaillé de l'emploi des fonds, attribués tant aux comités qu'aux œuvres et enfants patronés.

M. le Trésorier donne des détails sur l'application des sommes attribuées à Mesdames les Institutrices de charité.

M. le Président ajoute que la Société a toujours été des plus satisfaite du concours si dévoué de Mesdames les Institutrices.

M. le Président remercie M. Piver et MM. les Censeurs du rapport net et précis qu'ils ont présenté à la Société.

COMITÉS DE LA SOCIÉTÉ (*Comptes-rendus des Travaux des*).

— Comité judiciaire. — M. Joret-Desclosières, secrétaire, dit que les membres de la Société ont été mis à même de se rendre compte des travaux de la Société par la publication des procès-verbaux de ses séances (Voy. ci-dessus, p. 147-149.)

— Comité des Sociétés d'Assistance paternelle. — M. H. Turney, Président de l'Assistance paternelle aux enfants des Fleurs et Plumes, signale à la Société de protection une pratique abusive des fabricants de fleurs et plumes de la capitale, des plus funestes pour la santé et la moralité des apprentis et apprenties, consistant à envoyer, dès avant l'aube, à la porte des commissionnaires, à l'époque de l'échantillonnage, des enfants, même des jeunes filles, afin qu'ils prennent rang pour leur patron.



M. le Président invite M. Turney à saisir la Société d'une communication écrite, afin qu'elle avise aux moyens de remédier à cette pratique, certainement contraire aux dispositions de la loi sur le travail des enfants. (Voir, ci-après, cette communication aux *Patronages industriels*.)

— *Comité des Institutrices de charité*. — A la suite d'une communication faite par Mesdames les Institutrices de charité à M. le Président, relativement à l'avis qui leur avait été donné par M. l'Inspecteur divisionnaire du travail des enfants qu'il était inutile de continuer leurs cours dans l'un des ateliers où elles le faisaient, M. Turney s'étonne que cette observation : que les enfants sont suffisamment instruits et qu'il n'y a plus besoin d'institutrices, soit venue de l'Inspection.

M. Périn propose de communiquer cette lettre à M. l'Inspecteur, lui-même, pour vider ce qui ne peut être qu'un malentendu.

— *Comité des Accidents de fabrique*. — M. le Secrétaire donne lecture de la lettre suivante, qui a été adressée au bureau de la Société par M. Lemaitre, l'un de ses membres :

« Paris, le 2 juillet 1879.

« Monsieur le Secrétaire,

Dans le commencement du Bulletin qui a paru hier (voy. ci-dessus, p. 99), vous relatez l'accident arrivé, le 16 octobre dernier, au jeune Valentin Pouyet, dans une taillerie de diamants. Je viens compléter les renseignements relatifs à la situation du jeune mutilé, qui mérite intérêt.

Depuis qu'il est rétabli, cet enfant va à l'École chrétienne (1, rue Vitruve) et écrit passablement de sa main gauche. Le jeudi et le dimanche, il assiste au Patronage Sainte-Anne (6, rue Planchat).

Il est considéré comme ayant un caractère docile et se conduisant bien.

Son père est un bon ouvrier, chauffeur chez M. Toufflin, propriétaire de l'usine même où est arrivé l'accident de son fils. La mère s'occupe du ménage.

Ce ménage possède sept enfants dont :

- |                                              |                                             |
|----------------------------------------------|---------------------------------------------|
| 1 <sup>o</sup> Une fille de 20 ans           | } travaillant dans la mercerie et broderie. |
| 2 <sup>o</sup> d <sup>o</sup> 19 ans         |                                             |
| 3 <sup>o</sup> d <sup>o</sup> 18 ans         |                                             |
| 4 <sup>o</sup> Un garçon, le jeune Valentin. |                                             |
| 5 <sup>o</sup> Une fille de 10 ans           | } à entretenir.                             |
| 6 <sup>o</sup> Un garçon de 7 ans            |                                             |
| 7 <sup>o</sup> Une fille de 4 ans            |                                             |

Cette famille jouit d'une bonne réputation dans son quartier.

Ne serait-il point possible et n'y aurait-il point lieu que notre Société de protection s'intéressât à ce jeune mutilé, à l'effet de lui procurer un emploi, tel que, par exemple, dans les bureaux télégraphiques où on emploie tant de ces jeunes enfants.

Ne pourrait-on pas, aussi, lui procurer un bras mécanique ? ce serait une bien faible dépense.

J'ai pensé qu'il serait intéressant pour la Société de voir ce pauvre enfant. J'ai donc prié son père de l'amener à la réunion de ce soir.

Veillez agréer, etc., A. LEMAITRE. »

M. Lemaître présente le jeune Valentin Pouyet.

M. le Président veut bien promettre de s'entremettre pour faire obtenir à cet enfant un bras artificiel ou mécanique de l'Association en faveur des mutilés, et il ajoute qu'ensuite la Société pourra s'occuper de lui, pour veiller à ce que son instruction soit complétée.

— Comité des Accidents de fabrique. — M. J. Périn signale à ce Comité quelques accidents récents, ayant atteint des apprentis ou des enfants employés dans les manufactures, dont voici l'un :

*Atelier de mécanicien : machine à percer.* — La machine à percer sert, comme son nom l'indique, à pratiquer des trous dans les métaux. L'outil ou *foret* est adapté à l'extrémité d'une tige cylindrique appelée *porte-foret*, qui peut tourner entre des guides et se déplacer verticalement. Le mouvement est communiqué par des engrenages, mus à la vapeur ou à la main.

L'ouvrier chargé de percer un trou dans une pièce de fer, la place sur la table de la machine et il agit de la main gauche sur une vis, qui fait descendre le foret à hauteur convenable, puis il le met en mouvement et, à mesure que le trou se perce, il fait descendre l'outil.

Le jeune Vilain (Eugène), âgé de 12 ans, fut blessé, le 19 juin 1879, dans des circonstances, qu'il faisait connaître en ces termes à M. le Commissaire de police du quartier de Folie-Popincourt :

« Depuis trois semaines, je travaille, comme apprenti mécanicien, chez le sr Aubin, mécanicien, rue Oberkampf.

» Ce soir, entre 3 h. et demie et 4 heures, je tournais seul la manivelle d'une machine à percer de la main droite.

» Abandonnant cette manivelle, je me dirigeai vers la bouteille d'huile qui se trouvait derrière la machine, à environ 50 centimètres, pour graisser le foret, qui commençait à s'échauffer.

» Ne faisant point attention que la machine était encore en mouvement, j'appuyai, par mégarde, ma main droite sur les engrenages.

» L'annulaire de cette main fut alors saisi par ces engrenages, qui me broyèrent la première phalange de ce doigt.

» C'était la première fois que je travaillais seul à cette machine, d'après l'ordre de mon patron.

» Il y a quelque temps les engrenages de cette machine étaient couverts au moyen de tôle; s'ils l'avaient encore été, cet accident ne me serait pas arrivé. »

M. A., entendu par le Commissaire de police, fit la déclaration suivante :

« Depuis trois semaines, j'ai à mon service, en qualité d'apprenti-mécanicien, le jeune Vilain (Eugène).

» A plusieurs reprises, il avait tourné la manivelle de la machine à percer, où il s'est fait prendre aujourd'hui, mais il était aidé par moi ou par un ouvrier, parce que l'ouvrage était trop difficile pour lui.

» Aujourd'hui, pour la première fois, je le laissais travailler seul à cette machine, parce que le travail qu'il avait à faire était facile: il avait à percer une plaque de fer d'un centimètre d'épaisseur.

» S'il s'est fait prendre dans les engrenages, c'est de sa faute, car, pour graisser le foret, il n'avait besoin de se servir que de la main gauche, sans même abandonner la manivelle de la main droite.

» La tôle qui couvrait ces engrenages s'est brisée, il y a environ huit jours, et je n'ai pas eu le temps de la faire réparer. »

M. A. ajouta : « Quant à la machine à percer, je croyais que cet outil n'étant pas mis en mouvement par la vapeur, je n'étais pas obligé d'en recouvrir les engrenages qui y sont adaptés. »

M. le Commissaire de police, qui se rendit sur les lieux, y fit les constatations suivantes :

« A environ un mètre du mur, qui se trouve en face la porte d'entrée, il y a une machine à percer, que le jeune Vilain nous désigne pour être celle où il s'est blessé au doigt.

» A environ 50 cent. de cette machine, se trouve une table adossée au mur.

» Le jeune Vilain nous dit que c'est en prenant la boîte d'huile qui se trouvait sur cette table, qu'il a appuyé la main droite sur l'engrenage et s'y est fait prendre le doigt.

» Les nommés Perchon (Jules), âgé de 15 ans, et Scheid (Louis), âgé de 21 ans, ouvriers du sieur A., qui se trouvaient présents au moment de l'accident, déclarent qu'à ce moment, il y avait de l'huile sur la plaque de fer que perçait Vilain et que, par conséquent, il n'avait pas dû prendre sur la table la boîte d'huile; qu'elle devait se trouver près de la machine. »



Poursuivi pour infraction aux articles 9, 10 et 11 de la loi du 19 mai 1874 et 2 du règlement du 13 mai 1875, M. A. fut condamné par le Tribunal correctionnel de la Seine, 11<sup>e</sup> ch., 29 juillet 1879, à 4 amendes de 5 francs.

En outre, le père de la victime a sollicité le bénéfice de l'Assistance judiciaire, afin d'actionner M. A. devant le Tribunal civil en réparation du préjudice causé par l'accident dont son fils avait été victime.

— *Comité du Placement des apprentis.* — M. Marochetti, secrétaire de ce Comité, donne lecture, en son nom, du Rapport présentant l'état des travaux du Comité, pendant le premier semestre de 1879.

Ce Rapport est écouté avec intérêt (Voy., ci-après, aux *Comptes rendus des travaux des Comités : Comité de placement*).

M. Turney signale au Comité de placement que des apprentis sont demandés à l'Assistance paternelle des Fleurs et Plumes pour ces industries.

M. Roche prend note de cette indication, pour en faire part au Comité.

M. le Président remercie le Comité de placement des soins et de la persévérance qu'il apporte dans sa mission, souvent difficile, car les apprentis ne répondent pas toujours à ses bienfaits. « Il faut, ajoute M. le Président, renforcer le Comité du placement des apprentis, trop peu nombreux encore ; aussi fais-je appel au dévouement des membres présents et de tous nos collègues, qui voudraient bien prêter leur concours aux membres du Comité.

INSPECTION DU TRAVAIL DES ENFANTS. — COMMISSIONS LOCALES. (*Communications diverses*). — M. le Secrétaire informe les membres de la Société que l'avis suivant a été communiqué à la Société :

« L'appel adressé, au moins d'avril dernier, aux personnes désireuses de faire partie des Commissions chargées d'assurer, dans le département de la Seine, l'application de la loi sur le travail des enfants et des filles mineures employées dans l'industrie, a été entendu. Ces Commissions vont être organisées et entreront bientôt en fonctions.

Toutefois la création, décidée par le Conseil général dans sa séance du 3 mai dernier, de 38 nouvelles Commissions, composées *exclusivement* de dames, auxquelles sera confiée la surveillance des ateliers de filles, rend nécessaire la présentation d'un nombre de candidats plus

considérable, principalement pour les II<sup>e</sup>, III<sup>e</sup>, IV<sup>e</sup>, VIII<sup>e</sup>, XI<sup>e</sup>, XIII<sup>e</sup>, XV<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> arrondissements et les cantons de Pantin et de Villejuif.

L'Administration et le Conseil général font donc de nouveau appel à tous les dévouements.

Les demandes pourront être adressées par la poste au Président du Conseil général de la Seine (au Palais du Luxembourg.)

M. le Préfet de police nommera, sur une liste de présentation dressée par le Conseil général. »

ALLOCATIONS ET SECOURS A DES OEUVRES DIVERSES EN FAVEUR DE L'ENFANCE OUVRIÈRE. — *Enfants recommandés.* — M. le Secrétaire rappelle que, dans la correspondance dépouillée au début de cette séance, figurent plusieurs demandes d'allocation, sur lesquelles la Société est appelée à se prononcer :

1<sup>o</sup> Une demande de M<sup>me</sup> *Lekime van den Ost*, dont la vie bienfaisante a été très agitée (Voy. *Bull.* 1870, p. 26, 124 et V, 261), en faveur de sa maison nouvelle de Bordeaux. — Sur la proposition de M. le Trésorier, cette demande est renvoyée à une Commission, composée de MM. Charles *Petit*, vice-président, *Bérard*, trésorier, D<sup>r</sup> *Perrin* et Isid. *Roche*, commission qui fera son rapport à la prochaine séance de la Société;

2<sup>o</sup> Une demande de 2 livrets de 25 francs chacun par notre collègue M. Al. *Legentil*, président de la Maison de Patronage de Saint-Charles, en faveur des enfants de ce Patronage, à l'occasion de sa distribution des prix, laquelle aura lieu le 3 août prochain.

« Nos ressources, écrit M. *Legentil*, ne sont pas plus abondantes cette année que les années précédentes et nos besoins sont plus impérieux. La misère est grande et la propagande du mal se fait avec une activité, un cynisme éhonté et, faut-il le dire ? un succès qui rend la tâche des OEuvres de Patronage fort difficiles. »

Cette allocation de 2 livrets de 25 francs à décerner au nom de la Société, qui, du reste, était déjà portée au budget, est votée;

3<sup>o</sup> Une demande de M<sup>me</sup> *Plasiard*, dame patronnesse de l'École professionnelle Saint-Anne de Nancy, en faveur de cette école, dirigée par M<sup>lles</sup> *de Metz* et *Gardeil* (Voy. ci-dessus, p. 211). — Une allocation de 200 francs est votée.

M. le Président trouve qu'il serait bon de se rendre compte du chiffre des allocations votées pendant l'année 1878 au profit d'OEuvres habituellement gratifiées ou d'enfants ou apprentis patronnés, afin de prévoir, au budget de cette année, le montant

de ce chapitre de dépenses et de connaître le chiffre dont on peut disposer.

M. le *Trésorier* répond que le chiffre moyen, ainsi qu'il ressort de l'état des dépenses dont il a été donné connaissance à la Société, est de 750 francs seulement, et que ce chiffre ne paraît pas devoir être dépassé par les allocations à imputer sur l'année 1879.

*Exposition des Sciences appliquées à l'industrie.* — M. Turney formule le vœu que les différents Patronages qui se rattachent à la Société de protection se réunissent pour une Exposition collective. Celui des Fleurs et Plumes est décidé à prendre part à cette Exposition.

M. le *Président* invite M. Turney à s'entendre à cet égard avec MM. les *Présidents* des divers Patronages industriels.

*Le secrétaire,*

Jules PÉRIN.

*Avis.* — La Société de protection, désirant que son *Bulletin* soit collectionné dans les bibliothèques publiques industrielles, dans celles des Patronages et dans celles particulières des manufactures et ateliers, a décidé de mettre à leur disposition quelques-unes de ses dernières années, au prix réduit de 5 francs par volume.



## RAPPORT DE MM. LES CENSEURS

DE LA SOCIÉTÉ DE PROTECTION DES APPRENTIS  
SUR LA COMPTABILITÉ DE L'ANNÉE 1878.

Messieurs,

Nous venons vous présenter les résultats des opérations de la Société pendant l'exercice de l'année 1878 ; toutes pièces, parafées par l'un de nous, ainsi que toutes les additions, ont été vérifiées et reconnues parfaitement exactes et, à ce sujet, nous vous prions de vous joindre à nous pour adresser à notre Trésorier, M. *Bérard*, nos félicitations, justifiées par la régularité et la clarté de ses comptes.

|                                                   |           |
|---------------------------------------------------|-----------|
| Les recettes diverses se sont élevées à . . . fr. | 25.093 57 |
| Les dépenses — — — — — à . . . . .                | 21.975 20 |

|                          |          |
|--------------------------|----------|
| Reste en caisse. . . fr. | 3.118 37 |
|--------------------------|----------|

|                                                                                  |          |
|----------------------------------------------------------------------------------|----------|
| Ajoutant à cette somme ce qui est dû par le<br>Comptoir d'escompte . . . . . fr. | 3.342 60 |
|----------------------------------------------------------------------------------|----------|

|                                         |          |
|-----------------------------------------|----------|
| Notre avoir disponible est de . . . . . | 6.460 97 |
|-----------------------------------------|----------|

somme insuffisante pour couvrir ce que nous devons ; savoir :

|                                                             |         |
|-------------------------------------------------------------|---------|
| A divers, pour comptes non réglés,<br>environ . . . . . fr. | 6.000 » |
|-------------------------------------------------------------|---------|

|                                       |          |
|---------------------------------------|----------|
| Au Comité des Accidents de fabrique . | 2.610 85 |
|---------------------------------------|----------|

|                     |          |
|---------------------|----------|
| Total . . . . . fr. | 8.610 85 |
|---------------------|----------|

soit à payer 2,149 fr. 88 c. de plus que nous n'avons de disponible. Il faut attribuer ce déficit aux dépenses exceptionnelles de l'année : dont 725 fr. 50 c. pour frais d'emplacement et installation d'une vitrine à l'Exposition universelle, classe VI, et 4,206 fr. 85 c. pour frais de la 4<sup>me</sup> Fête que nous avons donnée à l'Enfance ouvrière ; on peut, aussi, en attribuer une partie au surcroît de dépenses que nous imposent certains services : tels que le Comité de placement des apprentis : 980 francs, et le Comité des Institutrices de charité : 1,010 francs.

Comme la Société compte 267 membres perpétuels ayant versé, chacun, 100 francs, soit 26,700 francs, qui, aux termes des

statuts, doivent être placés pour former son capital, et que le capital, dont elle dispose, dépasse le chiffre de 50,000 francs, nous avons décidé, en raison de sa situation prospère, d'employer, pour arriver à combler le déficit de 1878, la somme de 1,000 francs qu'elle a touchée, provenant de la sortie au tirage de deux obligations du Chemin de fer de Lyon.

Nous nous empressons de vous faire part d'une augmentation sensible pour les souscriptions perpétuelles qui se sont élevées à 1,500 francs, tandis qu'en 1877, elles n'ont produit que 300 francs. Il s'ensuit que nous avons à procéder au placement d'une somme de 1,800 francs pour 18 souscriptions perpétuelles, dont 3 de l'année 1877 et 15 de l'année 1878, comme d'usage, par l'achat d'obligations au mieux des intérêts de la Société.

Nous avons pensé qu'il y a lieu d'augmenter la valeur des obligations de l'Est et de Lyon, entrées en compte aux prix d'achat jusqu'à ce jour. En nous basant sur le cours de la Bourse, où elles sont cotées actuellement à plus de 380 francs, nous croyons pouvoir les porter à 350 francs.

#### SITUATION GÉNÉRALE DES FINANCES DE LA SOCIÉTÉ.

|                                               |               |
|-----------------------------------------------|---------------|
| 118 obligations de Lyon à fr. 350. . . . .    | fr. 41.300 »  |
| 70 — — de l'Est à fr. 350 . . . . .           | 24.500 »      |
| Balance au Comptoir d'escompte. . . . .       | 3.342 60      |
| Espèces en caisse . . . . .                   | 3.418 37      |
| Total . . . . .                               | fr. 72.260 97 |
| Nous devons à divers. . . . .                 | fr. 6.000 »   |
| Au Comité des Accidents de fabrique . . . . . | 2.610 85      |
| Ensemble . . . . .                            | fr. 8.610 85  |
| Il reste donc à notre avoir : . . . . .       | fr. 63.650 12 |
| L'an dernier nous avions. . . . .             | 58.687 97     |
| Différence en plus . . . . .                  | fr. 4.962 15  |

Mais, il est à remarquer que cette différence favorable ne s'est produite que par suite de la plus-value des obligations qui est de 10,421 francs; car autrement nous aurions eu à vous signaler une différence en moins de 5,458 fr. 25 c.

Dans le but de rendre plus commode et plus prompt l'encaissement des intérêts des 188 obligations qui nous restent, — ayant toute garantie puisqu'elles sont nominatives, — nous portons à

votre connaissance que nous avons l'intention de les déposer au Comptoir d'escompte, avec lequel la Société est en compte courant.

Paris, le 2 juillet 1879.

|             |             |
|-------------|-------------|
| Approuvé :  | Approuvé :  |
| Alp. PIVER. | H. LEMOINE. |
| Approuvé :  | Approuvé :  |
| GROULT.     | F. FOLLOT.  |

# MOUVEMENT DE LA CAISSE EN 1878.

## RECETTES :

|                                                                              |              |                       |
|------------------------------------------------------------------------------|--------------|-----------------------|
| En caisse au 1 <sup>er</sup> janvier 1878 . . . . .                          | fr.          | 99 42                 |
| Pour 1,041 cotisations ordinaires . . . . .                                  | fr. 10.410 » |                       |
| — — — — — arriérées. . . . .                                                 | 222 70       |                       |
|                                                                              |              | <hr/> 10.632 70       |
| Pour 15 souscriptions perpétuelles. . . . .                                  | 1.500 »      |                       |
| Dons gracieux :                                                              |              |                       |
| Du Lycée Louis-le-Grand . . . . .                                            | fr. 400 »    |                       |
| De M. le Ministre de l'instruction publique. . . . .                         | 500 »        |                       |
| Du Lycée Fontanes. . . . .                                                   | 200 »        |                       |
| De M. Aubert . . . . .                                                       | 100 »        |                       |
| De M. le Ministre de l'intérieur . . . . .                                   | 200 »        |                       |
| De la Ville de Paris . . . . .                                               | 1.000 »      |                       |
| Le total des dons gracieux est de . . . . .                                  |              | <hr/> 2.400 »         |
| Arrérages des obligations. . . . .                                           | fr. 873 »    |                       |
| Intérêts des obligations de Lyon, 1 <sup>er</sup> semestre. . . . .          | 416 40       |                       |
| Intérêts des obligations de l'Est, 1 <sup>er</sup> semestre . . . . .        | 509 25       |                       |
| Intérêts des obligations de Lyon, 2 <sup>e</sup> sem. . . . .                | 742 05       |                       |
| — — — — — de l'Est, 2 <sup>e</sup> sem. . . . .                              | 509 25       |                       |
| Remboursement de deux obligations de Lyon . . . . .                          | 1.000 »      |                       |
| Total des intérêts, y compris le remboursement de deux obligations . . . . . |              | <hr/> 3.749 95        |
| Ventes de livres. . . . .                                                    |              | 197 50                |
| Prélèvements au Comptoir d'escompte. . . . .                                 |              | 6.514 »               |
| Total . . . . .                                                              | fr.          | <hr/> <hr/> 25.093 57 |



DÉPENSES :

Subventions à des Oeuvres diverses :

|                                                                         |                  |  |
|-------------------------------------------------------------------------|------------------|--|
| Patronage des ramoneurs. . . . .                                        | fr. 220 »        |  |
| — de l'ébénisterie. . . . .                                             | 200 »            |  |
| — de Saint-Vincent-de-Paul ..                                           | 100 »            |  |
| — des Orphelins des deux sexes.                                         | 150 »            |  |
| — de Saint-Charles . . . . .                                            | 50 »             |  |
| Soit. . . . .                                                           | fr. 720 »        |  |
| Subventions aux Institutrices de charité . . . . .                      | 1.010 »          |  |
| Frais de recouvrements . . . . .                                        | 514 »            |  |
| Dépenses du Comité de placement des apprentis . .                       | 980 20           |  |
| — administratives . . . . .                                             | 1.345 50         |  |
| Frais d'Exposition, classe VI . . . . .                                 | 705 »            |  |
| Frais de la 4 <sup>e</sup> Fête de l'Enfance ouvrière. . . . .          | 2.903 »          |  |
| Réparation du coin de la médaille de la Société. . .                    | 200 »            |  |
| Emoluments à l'agent de la Société . . . . .                            | 800 »            |  |
| Entretien d'un apprenti, placé à Arras . . . . .                        | 227 50           |  |
| Loyer de la Société . . . . .                                           | 800 »            |  |
| Dons de livrets de Caisse d'épargne. . . . .                            | 176 »            |  |
| Impression de Bulletins et autres publications et<br>imprimés . . . . . | 6.594 »          |  |
| Versements au Comptoir d'escompte . . . . .                             | 5.000 »          |  |
|                                                                         | <u>21.975 20</u> |  |

MOUVEMENT DE COMPTE AU COMPTOIR D'ESCOMPTE.

|                                    | Doit.               | Avoir.          |
|------------------------------------|---------------------|-----------------|
| Solde du 31 décembre 1877. . . . . | fr. 4.794 55        |                 |
| Montant de nos versements. . . . . | 5.000 »             |                 |
| — des intérêts . . . . .           | 64 55               |                 |
| — de nos prélèvements . . . . .    |                     | 6.514 »         |
| Pour 25 reçus timbrés. . . . .     |                     | 2 50            |
| Balance en notre faveur . . . . .  |                     | 3.342 60        |
|                                    | <u>Fr. 9.859 10</u> | <u>9.859 10</u> |

Notre avoir au Comptoir d'escompte est de 3,342 fr. 60 c., au 1<sup>er</sup> janvier 1879.

*Exposition universelle.*

|                                                   |               |
|---------------------------------------------------|---------------|
| Versements au Comité d'installation . . . . . fr. | 605 »         |
| Pour la vitrine . . . . .                         | 100 »         |
| Imprimés et reliure . . . . .                     | 20 50         |
| Total . . . . fr.                                 | <u>725 50</u> |

*4<sup>e</sup> Fête de l'Enfance ouvrière.*

|                                                      |                 |
|------------------------------------------------------|-----------------|
| Diplômes et calligraphie . . . . . fr.               | 54 »            |
| Insignes . . . . .                                   | 9 60            |
| Médailles . . . . .                                  | 839 65          |
| Gravure des médailles . . . . .                      | 304 15          |
| Livrets de Caisse d'épargne . . . . .                | 887 10          |
| Service de la salle . . . . .                        | 107 »           |
| Rafraîchissements . . . . .                          | 114 50          |
| Ornementation de la salle . . . . .                  | 157 »           |
| Port pour l'envoi des médailles en province . . . .  | 57 85           |
| Imprimés divers, réclame, lettres, billets . . . . . | 4.303 85        |
| Frais divers. . . . .                                | 372 15          |
| Total des frais de la Fête . . . . fr.               | <u>4.206 85</u> |

## COMITÉS

DE LA

# SOCIÉTÉ DE PROTECTION DES ENFANTS

EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES

(*Comptes rendus de leurs travaux*).

---

### COMITÉ JUDICIAIRE

Séance du lundi 7 juillet 1879.

(Procès-verbal communiqué par M. Ern. Nusse, Secrétaire-adjoint.)

Présidence de M. Faustin HÉLIE, juge au Tribunal civil de la Seine.

Sont présents : MM. Faustin Hélie, président; Froger de Mauny, vice-président; J. Périn, secrétaire de la Société; Joret-Desclosières, Paul Roche, Ch. Breul et Ern. Nusse.

M. Tommy Martin absent s'excuse par lettre de ne pouvoir assister à la séance.

Le procès-verbal de la séance du 5 mai est lu et adopté.

*Jurisprudence.* — M. J. Périn communique, notamment, au Comité un arrêt de la Cour de Montpellier, en date du 9 juin 1879, qui a statué sur l'application de l'article 1 § 2 et de l'article 4 de la loi des 7-20 décembre 1874; il en résulte que la nécessité de représenter l'acte de naissance de la part de celui qui emploie un enfant dont il se prétend le père, dans des exercices acrobatiques, ne souffre pas d'équipollent. (Voir, ci-après, à l'Annexe.)

*Des réformations à apporter à la Loi sur le travail des enfants.* — L'ordre du jour appelle la suite de la discussion sur l'étude des réformations dont la loi du 19 mai 1874 peut être susceptible. (Voy. ci-dessus, p. 135.)

(Question B.) Y aurait-il lieu de créer un Inspecteur général? En cas d'affirmation, conviendrait-il d'établir un ou deux de ces fonctionnaires?

M. Ern. Nusse rappelle que le projet de loi portait création d'un Inspecteur général. Ce projet, chaudement soutenu par M. Lefébure à l'Assemblée nationale, fut combattu par la triple raison : 1° que ce fonctionnaire pouvait être remplacé par le ministre lui-même; 2° que les finances de l'État après nos désastres



voulaient l'application de la plus stricte économie; 3<sup>e</sup> qu'enfin les Commissions locales chargées du contrôle joueraient gratuitement le rôle d'inspectrices générales.

M. le Président *Faustin Hélie* fait remarquer que la question posée implique au préalable l'examen de celle-ci : Le contrôle de l'inspection doit-il être laissé à la Commission locale? Il pense que sur ce point la loi de 1874 a introduit un principe contraire aux règles générales de notre droit public.

M. *Ern. Nusse* répond qu'il entendrait faire passer le contrôle des mains des Commissions locales à celles de l'Inspecteur général. En province les Commissions locales ne fonctionnent guère; donc le contrôle de la loi n'existe pas; à Paris elles ont une grande vitalité, mais, comme elles ne sont pas les supérieures hiérarchiques de l'Inspecteur divisionnaire, elles ne peuvent avoir d'autorité sur lui. Or, le contrôle suppose la subordination. En outre, ces Commissions étant très nombreuses dans la circonscription de l'Inspecteur divisionnaire, on ne voit pas comment elles pourront s'entendre pour avoir des idées homogènes et une vue identique pour exercer le contrôle.

Sur la question soulevée par M. le Président, le Comité judiciaire estime que le contrôle de l'inspection ne devrait pas être attribué aux Commissions locales.

Sur le point de savoir s'il devrait être confié à un inspecteur général créé *ad hoc*, M. *Joret-Desclosières* conclut pour l'affirmative. Vainement dirait-on que, dans d'autres services, il n'y a pas d'Inspecteurs généraux. En général, les inspections de l'État ne sont point cantonnées dans une région territoriale. Au contraire, l'Inspecteur divisionnaire a une circonscription géographique immuable. Voyant constamment les mêmes industriels, il pourrait inconsciemment arriver à concevoir sur un personnel qui ne varie guère des opinions favorables ou défavorables. En outre, la loi est nouvelle et comporte des tempéraments d'exécution, dont le niveau doit être maintenu par un chef unique, à peine de voir la pratique détruire des principes, dont l'application est un bienfait social.

M. *Ern. Nusse* ajoute qu'il est indispensable de vider les conflits qui peuvent surgir entre les Inspecteurs et les Commissions, que cette mission reviendrait à un Inspecteur général; qu'enfin, le Ministre du commerce et son secrétaire général sont trop haut placés et absorbés par des soins trop multiples pour diriger et

contrôler efficacement le corps de l'Inspection ; que, du reste, l'unité d'exécution exclut la pluralité d'Inspecteurs généraux.

La question B est mise aux voix, et le Comité décide que la création d'un Inspecteur général est désirable.

Le Comité aborde ensuite l'examen de la question C, qui se divise en deux branches.

1° Les Commissions locales devraient-elles être modifiées dans leur composition par l'admission dans une certaine mesure de l'élément ouvrier ?

Après une discussion à laquelle prennent part MM. *Faustin Hélie, Joret-Desclosières, J. Périn, Ernest Nusse*, le Comité considère :

Que l'admission de l'élément ouvrier pourrait présenter certains avantages, notamment celui d'adjoindre des capacités spéciales ; que le danger des appréciations passionnées pourrait être conjuré par la pratique actuelle des commissions locales, dont les membres font leurs visites deux par deux ; que, cependant, la grande difficulté se trouverait dans l'impossibilité de soustraire l'ouvrier à l'atelier et au travail pendant la journée où se font les visites ; que l'introduction d'une rémunération modifierait complètement l'essence et le but de la Commission locale, qui a été proposée comme un moyen économique de suppléer à l'Inspection. En conséquence, le Comité estime que la question n'a point atteint un degré de maturité qui permette de la résoudre.

(2° Branche de la question C.) — Y a-t-il lieu de modifier les Commissions locales dans l'essence de leur pouvoir, devenu propre, au lieu d'être une émanation de l'Assemblée ?

M. *Nusse* examine la nature du pouvoir des Commissions locales. Il n'est pas individuel et n'est qu'une émanation du corps collectif auxquels ils appartiennent. Toutes les dispositions de la loi sur ce point sont incontestables. Les membres des Commissions ne peuvent donc agir qu'en vertu d'une délégation de pouvoirs et la justification peut donner lieu à des difficultés.

M. *Joret-Desclosières* pense qu'il faut imiter la pratique des délégations cantonales, à l'image desquelles est faite la Commission locale.

Dans le sein de chaque Commission, il serait bon de partager les usines ou établissements à visiter, de manière que chaque membre se trouvât avoir sa circonscription, dans laquelle il serait suffisamment connu.

M. J. *Périn* constate que, pour éviter les désagréments des justifications à produire et se donner une autorité plus grande, les membres des Commissions locales se réunissent, en général, par deux, pour faire les visites.

M. le Président *Faustin Hélie* estime qu'il serait opportun de fixer, dans un texte légal, le pouvoir de délégation de la Commission à ses membres, qui jusqu'ici ne repose que sur les inductions de l'interprétation.

Le Comité judiciaire exprime le vœu qu'une loi confère expressément aux Commissions locales le droit de déléguer leurs pouvoirs à un ou plusieurs de leurs membres.

(Question D, 1<sup>re</sup> partie.) La loi devrait-elle exiger la déclaration préalable par l'industriel de l'intention où il est d'employer des enfants ou des filles mineures?

Après un échange d'idées entre les membres présents, le Comité estime, unanimement, que le système de la déclaration préalable qui sert de base aux visites est le préliminaire indispensable de toute législation protectrice du travail industriel des enfants, et que la sanction doit être la peine édictée par l'article 25 de la loi de 1874.

La question D comporte une seconde partie, ainsi conçue : « Cette déclaration devrait-elle être combinée avec la rédaction d'un relevé administratif, perpétuellement tenu à jour? »

Après une discussion à laquelle prennent part MM. *Faustin Hélie*, *Breul*, *Joret-Desclosières*, *Périn* et *Nusse*, le Comité pense qu'il serait impraticable de confier à l'Administration préfectorale le soin de faire un relevé de cette nature, qui coûterait fort cher et changerait à chaque instant de base.

Ce soin paraît rentrer dans les attributions des Commissions locales, qui ont la surveillance de l'exécution de la loi. En conséquence, le Comité désirerait qu'un texte exprès portât que les Commissions locales « devront signaler à la fois aux inspecteurs du service et aux commissaires de police les ateliers employant des enfants, qui ne seraient pas portés sur la liste de déclaration émanant des industriels ».

La question E ayant été traitée dans la séance du 5 mai 1879 (Voy. ci-dessus, p. 134), le Comité passe à l'examen de la question F. La publicité doit-elle être donnée, par les journaux officiels, aux accidents de fabrique?

Le Comité constate, sur ce point, l'unanimité de vues de ses



membres; il ne verrait qu'un seul avantage éventuel à l'innovation indiquée, celui d'exciter les inventeurs à multiplier les engins de protection par la relation des faits d'accidents. Mais, outre que le résultat n'est pas certain, il serait compensé et au delà par le grand inconvénient de porter un préjudice considérable aux établissements industriels où les accidents se seraient produits et de rendre ainsi l'action de la loi impopulaire.

G. Y a-t-il lieu d'étendre les écoles publiques de demi-temps dans toutes les régions industrielles de la France ?

Le Comité émet un vœu affirmatif, mais sans aller jusqu'à désirer la promulgation d'un texte de loi impératif au sujet de la création de cette classe d'écoles, qui ne doivent être que le complément d'un système d'instruction publique déjà parfaitement organisé.

— M. J. Périn, secrétaire de la Société, demande que, dans le cas où M. le Président du Comité jugera utile la communication *en manuscrit* du procès-verbal de chaque séance du Comité judiciaire aux membres qui auront développé leur opinion dans une discussion, le soin de faire cette communication incombe au secrétaire du Comité, la communication *en épreuves* qui s'est faite quelquefois pouvant retarder la publication du Bulletin. Les rectifications faites en manuscrit par les intéressés rendront ainsi la forme du procès-verbal à peu près définitive, sauf le droit de réclamation à la séance ultérieure. — Cette motion d'ordre est adoptée.

— M. Périn propose, également, que, désormais, lorsqu'un membre admis à faire partie de la Société demandera à être inscrit au nombre des membres du Comité judiciaire, son admission soit votée, sur la présentation du secrétaire de la Société ou de deux membres du Comité. — Cette proposition ayant été adoptée, le Comité statue sur la présentation, faite par M. J. Périn, de MM. Humann, Jay (Raoul) et Fliche, avocats à la Cour d'appel, qui sont admis à l'unanimité.

— Le Comité se réunira le 17 novembre 1879.

Les questions à l'ordre du jour de cette séance sont :

1° *L'étude des modifications possibles à la loi de 1851 sur l'Apprentissage;*

2° *L'étude sur la possibilité de concilier les lois de 1851 et de 1874, dans les hypothèses où elles font antinomie. (Ces deux questions sont renvoyées par la Société.)*

3° *L'étude des moyens à employer pour réprimer le vagabondage des enfants et les abus de la puissance paternelle.*

## ANNEXE

### Jurisprudence.

ASSURANCE CONTRE LES ACCIDENTS. — *Contravention aux dispositions de la loi du 19 mai 1874, emportant déchéance de la garantie de l'assurance.* — La jurisprudence que nous avons rapportée précédemment, en la caractérisant de sanction à la loi protectrice de l'Enfance ouvrière, jurisprudence qui exclut du bénéfice de la garantie mutuelle les accidents survenus par suite d'infraction à la loi sur le travail des enfants dans les manufactures, vient d'être confirmée par un jugement récent.

Le Tribunal civil de Lyon avait jugé, on se le rappelle, que, alors même que, en cas pareil, la Compagnie d'assurances, n'ayant pas été complètement renseignée sur les circonstances de l'accident qui avait atteint un jeune ouvrier, et ignorant qu'il était âgé de moins de 16 ans, aurait versé aux mains du sinistré le montant des condamnations prononcées contre son patron, reconnu civilement responsable, cette Compagnie serait fondée à se faire rembourser les sommes par elle ainsi avancées. (Voy. *Le Droit*, 27 avril 1879 et *Bull. Société de prot. Appr.*, 1878, p. 335-336.)

Le Tribunal civil de la Seine a été appelé à statuer sur une affaire, présentant une complète analogie avec celle que nous venons de rappeler.

A la suite d'un accident arrivé à son fils, âgé de moins de 15 ans, dans la chambre à vapeur d'une sucrerie, à Chaulnes (Somme), le sieur Tocquenue avait obtenu contre MM. Langouleme et C<sup>ie</sup>, une condamnation au paiement d'une rente annuelle et viagère de 300 francs. (Voir la relation de cet accident, ainsi que les jugement et arrêt qui ont statué sur la responsabilité, ci-dessus, p. 142-147), MM. L., qui avaient contracté une police d'assurance avec la Société d'assurances mutuelles *La Préservatrice*, assignèrent cette Société, en la personne de son Directeur, pour s'entendre condamner : 1° à les garantir des condamnations prononcées contre eux par les jugement et arrêt susmentionnés ; 2° à leur rembourser toutes les sommes déboursées par eux

dans cette circonstance, prétendant : « que l'article 9 des statuts de *La Préservatrice* (aux termes duquel sont exclus de la garantie mutuelle les accidents survenus à la suite d'infraction aux lois, règlements et ordonnances de police), n'avait aucune application dans la cause; que si, en effet, le jeune Tocquenue avait été blessé, en graissant une bêche, à une hauteur supérieure à sa taille, le jugement constatait que ce travail ne rentrait pas dans ses attributions et que la responsabilité de MM. L. et C<sup>ie</sup> résultait, uniquement, d'un défaut de surveillance; que c'était donc à tort que la C<sup>ie</sup> *La Préservatrice* leur opposait l'article 1<sup>er</sup> du décret du 13 mai 1875, rendu en exécution et pour l'application de la loi du 19 mai 1874, sur le travail des enfants dans les manufactures; que, eux, au contraire, exerçaient un droit légitime, en poursuivant contre cette Société l'exécution du contrat d'assurance ».

La Société d'assurances mutuelles *La Préservatrice* concluait à ce que MM. L. soient déclarés non recevables en leur demande, par les motifs suivants : que les demandeurs avaient commis une contravention à l'article 1<sup>er</sup> du décret du 13 mai 1875, rendu en exécution et par application de l'article 12 de la loi du 19 mai 1874, sur le travail des enfants employés dans l'industrie, en employant un enfant, âgé de moins de 16 ans, dans une usine où fonctionnaient des machines dangereuses; que, dans les sucreries, aux termes du décret du 22 mai 1875, « les enfants sont admis à coopérer seulement aux travaux de râperie suivants : alimenter le lavoir, secouer les sacs de pulpe, porter les sacs vides, présenter les sacs et les claies; ils peuvent être chargés, enfin, de la manœuvre des robinets à jus et à eau »; que MM. L. étaient donc déchus du bénéfice de l'assurance, à raison de la contravention commise par eux; qu'une situation semblable ne saurait être couverte par aucune assurance; que, vainement, MM. L. alléguaient, pour essayer d'échapper à la déchéance de la garantie mutuelle qu'ils ont encourue, un moyen qu'il importe de réfuter; qu'il résulte des circonstances de l'accident, telles qu'elles ont été retenues par le jugement du Tribunal de Péronne, confirmé par arrêt de la Cour d'Amiens, du 14 août 1878, que MM. L. ont contrevenu aux loi et règlement sur le travail des enfants employés dans l'industrie; qu'ils se trouvent ainsi dans l'un des cas d'exclusions prévus en leur contrat ou police, par laquelle ils ont adhéré aux statuts sociaux; que la déchéance



doit donc leur être appliquée; que MM. L. ne peuvent prétendre, comme ils le font, que : si, en effet, le nommé Tocquenne, alors âgé de moins de 15 ans (étant né le 29 mars 1861, et l'accident s'étant produit le 17 février 1876), a été blessé, en graissant une bêche à une hauteur supérieure à sa taille, le jugement constaterait que leur responsabilité résulterait, uniquement, d'un défaut de surveillance; qu'en effet ledit jugement est beaucoup plus explicite; que, loin de constater que le travail de graissage de la bêche hydraulique ne rentrait pas dans les attributions du jeune Tocquenne, il a relevé, par deux fois, à la charge des demandeurs, qu'il avait été prouvé par les dépositions des témoins, que, pendant plusieurs jours, il avait graissé la bêche en question; que, en conséquence, les demandeurs ne peuvent exciper du moyen que leur surveillance aurait été *surprise*; que le travail de graissage paraît même avoir été confié et commandé à la victime par un de leurs préposés; que, tout au moins, MM. L., soit par eux-mêmes, soit par leurs préposés, ont toléré que Tocquenne se livrât à ce travail éminemment dangereux pour un enfant et un enfant de sa taille; qu'il importe de faire remarquer que, alors même que ce travail n'aurait pas été confié à Tocquenne, mais que MM. L. auraient seulement toléré qu'il l'effectuât, cette tolérance équivaldrait, au point de vue de la faute commise, à la mise en œuvre pour l'exécution d'un travail normal; qu'en admettant le système de MM. L., les patrons, qui ne voudraient se soumettre aux prescriptions légales, pourraient toujours tolérer le travail des enfants dans des conditions illicites, puis se retrancher derrière de prétendues surprises de leur surveillance; que, dans l'espèce, la surprise de MM. L. aurait duré plusieurs jours, ce qui ne saurait être soutenu sérieusement!

Le Tribunal : Attendu que le jugement du Tribunal de Péronne, confirmé par arrêt de la Cour d'appel d'Amiens, qui a condamné Langoulême et C<sup>ie</sup> à des dommages-intérêts envers Tocquenne, a constaté que Tocquenne fils avait été blessé dans la sucrerie, en graissant une bêche, et que, pendant plusieurs jours avant l'accident, il avait graissé cette bêche;

Attendu que Tocquenne fils avait moins de 16 ans;

Attendu que le décret réglementaire du 13 mai 1873, rendu pour l'exécution de la loi du 19 mai 1874 sur le travail des enfants dans les manufactures, interdit d'employer les mineurs de 16 ans au travail dans lequel Tocquenne fils a été blessé;

Attendu qu'il importe peu que Tocquenue fils ait directement reçu l'ordre de faire ce travail, ou que son emploi dans ce travail ait été seulement toléré;

Attendu que, dans les deux hypothèses, il y a également de la faute de Langoulême et C<sup>ie</sup>, et que l'une ou l'autre faute a été également commise en contravention dudit décret réglementaire;

Attendu que, dans le contrat d'assurance du 4 août 1875, enregistré, les demandeurs ont déclaré adhérer aux statuts de *La Préservatrice* de 1868, et que l'article 9 de ces statuts exclut de la garantie tous les accidents survenus à la suite d'infractions aux lois, règlements et ordonnances de police;

Attendu que cette stipulation n'a rien d'illicite, ni d'immoral;

Attendu qu'il suit de là que *La Préservatrice* refuse à bon droit de garantir Langoulême et C<sup>ie</sup> de la condamnation obtenue contre ceux-ci par Tocquenue;

*Par ces motifs,*

Déboute Langoulême et C<sup>ie</sup> de leur demande, et les condamne aux dépens, dont distraction. (Trib. civ. Seine, 4<sup>e</sup> ch., 16 juillet 1879, président de M. Grattery, — sur les plaidoiries de M<sup>e</sup> Lalle, avocat de MM. Langoulême et C<sup>ie</sup>, et de M<sup>e</sup> Jules Périn, avocat de la Société d'assurances mutuelles *La Préservatrice* : *Gaz. Trib.*, 25 octobre 1879.)

ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES PROFESSIONS AMBULANTES DE SALTIMBANQUES, AROBATES, ETC. (1). — *Exercices de dislocation par un enfant de moins de seize ans. — Responsabilité. — Défaut de représentation de l'acte de naissance de l'enfant; pas d'équivalent.*

Au cas d'exercices de dislocation par un enfant de moins de seize ans, le directeur de la troupe et le père de l'enfant qui fait exécuter les exercices, sont passibles des peines portées par l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 7 décembre 1874. La représentation de l'acte de naissance de l'enfant est obligatoire et il ne peut y être suppléé par de simples présomptions.

Cette question, nouvelle en jurisprudence, a été ainsi résolue, sur les réquisitions conformes de M. de Labroquère, avocat général, dans l'espèce suivante :

Le 9 mars 1879, le commissaire de police de Carcassonne constatait, par un procès-verbal régulier, que, dans une

---

(1) Voy. MM. Ern. Nusse et Jules Périn, COMMENTAIRE DE LA LOI DES 7-20 DÉCEMBRE 1874 (*De l'emploi des enfants dans les professions ambulantes de saltimbanques, acrobates, etc.*); Paris, au siège de la Société de protection (rue de Rennes, 44), 1878; et *Bull.* 1878, p. 187 et suiv.

baraque établie sur le champ de foire par le sieur Paul Cassouly, un enfant de sept ans environ, se livrait, sous la direction d'un individu se disant son père, à des exercices de dislocation. Il faisait le grand écart; puis se renversait en arrière de manière à ce que sa tête allait presque toucher ses talons.

Cassouly, le directeur de la baraque, et Louis Giavelle, se disant le père de l'enfant, furent assignés devant le Tribunal correctionnel de Carcassonne pour contravention à l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 7 décembre 1874 et, en outre, Giavelle était inculpé de violation de l'article 4, car il ne put présenter l'acte de naissance de son prétendu fils.

Le Tribunal de Carcassonne relaxa Giavelle sur le second chef de prévention, parce que, était-il dit dans le jugement, tout tendait à prouver qu'il était bien le père de l'enfant; il écarta, en outre, le fait de dislocation en déclarant Giavelle coupable d'avoir employé un enfant de moins de douze ans à des exercices non prohibés et le condamne à la peine de 5 francs d'amende et aux dépens.

Quant à Cassouly, il le relaxa des poursuites dirigées contre lui, parce que la responsabilité de l'emploi de l'enfant doit retomber exclusivement sur le père, sous la protection et la surveillance duquel il est placé.

Le ministère public a relevé appel de cette décision pour fausse application de l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 7 décembre 1874, et violation formelle de l'article 4, qui exige la production de l'acte de naissance de l'enfant et ne permet pas de remplacer ce document par des équivalents.

Devant la Cour d'appel de Montpellier, ch. correc., 9 juin 1879 (présidence de M. Saddé), arrêt par défaut a été rendu, les prévenus n'ayant pu être retrouvés et ayant dû être assignés dans les conditions prévues par l'article 69 du Code de procédure civile.

« Attendu, dit l'arrêt, qu'il résulte de l'information et de la procédure en première instance, que, dans le courant du mois de mars dernier, à Carcassonne, Cassouly et Giavelle père, le premier directeur, le second acteur dans une troupe d'acrobates, ont fait exécuter par le jeune Giavelle fils, âgé de moins de seize ans, des tours de force périlleux ou des exercices de dislocation;

» Qu'il résulte encore de la procédure que Giavelle père, exerçant,



avec son fils, la profession d'acrobate, n'était pas porteur de l'acte de naissance de celui-ci ;

» Vu les articles 1<sup>er</sup> et 4 de la loi du 7 décembre 1874 ;

» Condamne Giavelle et Cassouly, chacun, à 16 francs d'amende. »  
(*Gaz. trib.*, 23 juin 1879.)

---

### COMITÉ DES INSTITUTRICES DE CHARITÉ

(Extrait des procès-verbaux communiqués par M<sup>lle</sup> LANGLOIS, *secrétaire*.)

Le Comité des Institutrices de charité s'est occupé, pendant l'année 1878-79, de six ateliers renfermant en tout une centaine d'enfants ; mais il n'y en a guère que soixante, qui participent aux leçons données par MM<sup>mes</sup> les Institutrices. Ces ateliers sont ceux de M<sup>mes</sup> Wemyller, Gilles, Guyot, Corbières, Rollin, Triboulot.

Les enfants des ateliers de M<sup>me</sup> Rollin et de M<sup>lle</sup> Guyot donnent une satisfaction, aussi bonne que possible, par leur travail et leur application.

Depuis le mois de mai on ne donne plus de leçons dans l'atelier de M<sup>me</sup> Gilles, n'ayant plus, dans cet atelier, qu'une enfant soumise à la loi.

Il en est de même de l'atelier de M<sup>me</sup> Corbières qui, transféré à Montrouge, n'a conservé à la classe que quelques enfants, sur près de vingt qui la fréquentaient, lorsque l'atelier était dans le faubourg Saint-Martin. L'institutrice leur a délivré des certificats attestant qu'elles avaient les connaissances primaires nécessaires.

Le nouvel atelier de M<sup>me</sup> Triboulot n'a que six enfants ; elles travaillent bien.

Tels sont les résultats de l'année scolaire qui vient de s'écouler, le Comité des Institutrices de charité se réserve pour quelques demandes qu'il fera aux membres de la Société à la prochaine réunion du mois de novembre ; MM<sup>mes</sup> les Institutrices espèrent continuer leurs travaux avec un résultat sérieux pour l'instruction primaire et morale de leurs élèves.

---

COMITÉ DE PLACEMENT DES APPRENTIS

(Procès-verbal communiqué par M. MAROCHETTI, secrétaire).

*Séance du vendredi 20 juin 1879.*

La séance est ouverte à 3 h. 3/4.

Sont présents :

MM. le D<sup>r</sup> Graugnard, Président, Is. Roche, vice-président, Marochetti, secrétaire, Bérard, trésorier de la Société. MM. Biays, de Bellay, D<sup>r</sup> Ducholet, Lemaître.

Le Secrétaire donne lecture du procès-verbal de la dernière séance, qui est adopté.

L'ordre du jour indique la lecture du Rapport des travaux du Comité, pendant le premier semestre.

Le Secrétaire donne lecture de ce Rapport. (Voy. ci-dessous.)

Le Comité remercie le Secrétaire de sa communication, et décide que ce rapport sera lu à la séance de la Société au 3 juillet.

M. le D<sup>r</sup> Ducholet donne des détails très intéressants sur la fête que la Société dont il est le Président a donné le 11 mai.

M. Roche demande si la Société ne pourrait pas s'attacher d'une manière plus intime certains promoteurs ou chercheurs d'idées ayant rapport à la protection de l'enfant apprenti et qui pourraient être à l'avenir d'un grand secours pour la prospérité de la Société?

La séance est levée à 5 heures.

RAPPORT

*sur l'exercice du 1<sup>er</sup> semestre de 1879.*

Messieurs,

Nous avons à vous communiquer le résultat de nos travaux pendant le premier semestre de l'année 1879.

Votre Comité a continué à fonctionner comme d'habitude sans interruption.

Nous vous ferons remarquer que malgré le mauvais état des affaires commerciales, qui a occasionné un arrêt dans les demandes de plusieurs patrons, qui nous avaient demandé des apprentis, et qui ont dû suspendre leur ordre, nous sommes encore arrivés à un résultat assez satisfaisant.

Nous avons inscrit 115 demandes de patrons, dont 21 faites par des patrons s'étant déjà adressés à nous et 94 par de nouveaux patrons.

Nous avons inscrit seulement 80 demandes d'enfants.

Il nous en est venu davantage, mais comme nous vous l'avons dit dans un précédent rapport, nous n'inscrivons que les enfants parfaitement en règle avec la loi du 19 mai 1874.

D'ailleurs nous avons toujours beaucoup plus de demandes dans la seconde moitié de l'année que dans la première, parce que nous avons l'appoint fourni par les enfants que l'on ne place en apprentissage qu'après leur première communion, ou après leur année de classe à l'école terminée. — On rachète quelquefois le nombre par la qualité. — Nous en avons la preuve par les résultats obtenus dans le premier semestre, en tenant compte de la proportion entre les enfants inscrits et ceux placés.

Sur les 80 enfants inscrits, nous en avons placé 38 avec contrats, ce qui fait bien près de 50 0/0.

Nous en avons encore une quinzaine à l'essai, mais nous ne vous les donnons pas comme acquis, parce que dans le nombre des contrats signés se trouvent des enfants qui étaient dans ces mêmes conditions d'essai fin décembre dernier.

Sur ces 38 contrats nous en avons 31 de garçons et 7 de filles.

Nous constatons toujours avec regret cette absence de demandes de jeunes filles, car nous avons à leur donner des places très avantageuses, dans des métiers pouvant leur assurer un avenir lucratif.

Nous avons eu 16 demandes de filles et sur ces 16 filles nous en avons placé 7 et 2 sont à l'essai.

Nous avons eu 2 contrats libérés et 14 contrats résiliés.

Dans ce nombre un seul a occasionné à l'enfant la poursuite de son patron avec condamnation du Conseil des prud'hommes à 150 francs de dommages. — Nous aurions pu intervenir et obtenir probablement la résiliation à l'amiable, d'autant plus que l'enfant n'était que depuis dix-huit mois chez son patron, couché et nourri, et qu'il ne partait que pour se faire domestique. Le patron s'en serait sûrement débarrassé, quand il en aurait trouvé l'occasion, car il s'était butté après lui et nous donnait sur son compte des notes de moins en moins satisfaisantes. Mais, la mère ayant agi d'elle-même et sans nous prévenir, ayant de plus retiré l'enfant, après avoir demandé à son patron un congé, sous un prétexte mensonger, et étant venue annoncer en même temps le départ de l'enfant et son nouveau placement, nous avons dû nous abstenir et laisser faire, notre intervention ayant pu paraître au patron une complicité avec la mère.



Nous devons faire prévaloir dans toutes les occasions notre titre de protecteurs de l'enfant, mais nous ne pouvons pas le faire d'une manière déloyale, sans risquer de nous voir fermer les portes des ateliers.

Il nous reste à surveiller 416 enfants avec contrats. Dans le nombre nous avons d'excellents sujets, et d'autres nous donnent beaucoup de mal. Parmi ces derniers, quelques-uns n'arriveront à la fin de leur apprentissage que grâce à la patience et à la bonté de leurs patrons, qui tolèrent l'enfant par pitié pour les parents. Vous voyez, Messieurs, que le travail de votre Comité a porté ses fruits et est entré dans la sphère d'un travail régulier.

Messieurs, le 11 mai de cette année, M. Roche et moi avons reçu, comme représentants de votre Comité, une double invitation pour assister à la Distribution des récompenses aux apprentis orphelins placés par les bons soins et sous le patronage de notre honorable collègue, M. le Dr *Ducholet*, et à celle des apprentis de la papeterie.

Nous hésitions à qui nous devions donner la préférence, lorsque par suite d'une indiscretion bien permise, nous avons dû opter pour la Distribution aux apprentis de la papeterie.

Nous avons appris que plusieurs des enfants placés et surveillés par nous, étaient lauréats du Concours établi par le groupe syndical du Papier et des industries qui le transforment. Il était juste que nous encouragions par notre présence et par nos bravos, les succès de ces jeunes enfants. Il fallait voir avec quelle fierté, après la séance, ceux qui étaient lauréats du concours pratique, nous faisaient voir l'objet primé.

Je suis allé demander quelques renseignements sur ce concours à notre honorable collègue M. *Ramé*, secrétaire et le promoteur ardent et infatigable de ces concours. Il s'est mis à ma disposition avec la plus grande courtoisie et je m'empresse de l'en remercier ici. Nous ne saurions trop louer le zèle qu'il déploie à améliorer son œuvre d'année en année et à exciter l'émulation des jeunes apprentis du travail du papier. — J'ai pu constater le soin avec lequel ce Concours a été exécuté, et les garanties dont se sont entourés les membres du jury pour assurer aux travaux des concurrents l'examen et le jugement les plus désintéressés et les plus impartiaux. Il y avait 31 concurrents et il y a eu 28 récompensés.

Quatre de nos protégés étaient de ce nombre. Le premier prix de cartonnage de première année, avec un travail très apprécié par le jury.

Le premier prix de cartonnage de deuxième année, avec un travail, noté travail parfait.

Deux apprentis papetiers récompensés par deux mentions honorables avec livrets de caisse d'épargne, pour d'excellentes notes de travail et de conduite chez leur patron, mais n'ayant pu terminer leur concours pratique, par suite d'une erreur.

Nous vous ferons remarquer que ces quatre apprentis sont placés chez trois patrons membres de la Société, depuis que nous leur avons procuré des apprentis.

Devant de tels résultats vous apprécierez, Messieurs, le bon côté de la surveillance incessante, que nous exerçons sur nos protégés, et nous sommes certains de pouvoir obtenir des résultats analogues dans la plupart des différentes branches d'industrie, où nous avons des enfants placés.

Ce n'est pas le moment de nous arrêter. Plus nous obtiendrons de bons résultats, plus nous devrons faire d'efforts pour ne pas laisser périliter notre œuvre.

Je terminerai, Messieurs, en faisant un nouvel appel à la bonne volonté de nos collègues, le nombre de nos apprentis augmente tous les jours; le travail des surveillants devient de plus en plus pénible et fatigant, le temps presse, nous ne pourrions pas suffire à la tâche sans la négliger, si quelques-uns d'entre vous ne venaient pas à notre aide d'une manière plus efficace.

Avant la fin de l'année, et au commencement de l'année prochaine, plusieurs de nos enfants vont avoir terminé leur apprentissage, devons-nous considérer notre tâche comme terminée à leur égard? je ne le crois pas.

Vous aurez donc à examiner, Messieurs, et à étudier pour la prochaine séance, ce qu'il y aurait à faire pour pouvoir faciliter à ces enfants leur entrée dans la vie d'ouvrier.

Il faudra trouver un moyen de faire savoir aux patrons chez qui ils se présenteront, qu'ils ont été les protégés de notre Société, au besoin leur chercher des places chez différents patrons, de nos amis, ou membres de la Société, ce sera l'objet de projets à discuter dans la prochaine séance du Comité, afin de pouvoir en soumettre les résultats à l'approbation de la prochaine assemblée de la Société.

---

## DOCUMENTS OFFICIELS

### MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DU COMMERCE

M. le Ministre de l'Agriculture et du Commerce a adressé la circulaire suivante à MM. les Préfets :

Paris, le 4 juillet 1879.

MINISTÈRE  
DE L'AGRICULTURE  
ET  
DU COMMERCE

DIRECTION  
du  
COMMERCE INTÉRIEUR

BUREAU  
DE L'ENSEIGNEMENT  
PROFESSIONNEL  
ET DU  
TRAVAIL DES ENFANTS  
DANS LES  
MANUFACTURES

Travail des enfants et  
des filles mineures  
dans l'industrie.

Envoi d'un rapport  
du Président de la  
Commission supé-  
rieure.

CIRCULAIRE N° 386

Monsieur le Préfet, le Président de la Commission supérieure du travail des enfants et des filles mineures, instituée près de mon Ministère, vient d'adresser, conformément aux prescriptions de l'article 24 de la loi du 19 mai 1874, à M. le Président de la République, un rapport général sur l'application de cette loi pendant l'année 1878.

J'ai fait faire un tirage spécial de ce rapport, qui a été inséré au *Journal officiel* du 15 juin 1879, et j'ai l'honneur de vous en adresser huit exemplaires que je vous prierai de répartir entre vos bureaux, le Conseil général de votre département et les Commissions locales.

J'appelle particulièrement votre attention sur les vœux émis par la Commission supérieure touchant les Inspecteurs départementaux et les Commissions locales. Je vous prie de prendre les dispositions nécessaires pour qu'il soit donné satisfaction à ces vœux le plus tôt possible.

Recevez, Monsieur le Préfet, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

Le Ministre de l'Agriculture et du Commerce,  
P. TIRARD.



Paris, le 30 mai 1879.

## RAPPORT

*Présenté au Président de la République par le Président de la Commission supérieure du travail des enfants et des filles mineures employés dans l'industrie.*

Monsieur le Président,

Une loi votée par l'Assemblée nationale, dans sa session de 1874, a déterminé les conditions dans lesquelles les jeunes garçons au-dessous de seize ans et les filles mineures pourraient être employés dans les usines, manufactures et ateliers de l'industrie.

La surveillance organisée par cette loi a été confiée à un corps de quinze inspecteurs placés sous la direction immédiate de M. le Ministre de l'agriculture et du commerce, entre lesquels on a partagé les différentes régions du territoire.

« Une Commission supérieure (1) veille à l'application uniforme et vigilante de toutes les dispositions de la loi et donne son avis sur les règlements d'administration publique.

« Chaque année, le Président de cette Commission adresse au Président de la République un rapport général sur les faits relatifs à l'exécution de la loi. »

C'est pour satisfaire à cette dernière disposition que j'ai l'honneur, selon l'usage, de vous rendre compte, Monsieur le Président, des résultats obtenus pendant l'année 1878.

La situation générale que je signalais dans mon dernier rapport, ne s'est pas sensiblement modifiée.

Les prescriptions de la loi qui n'avaient pas suscité d'objections de principe, continuent à être observées.

Quant à celles dont l'application soulevait des difficultés, si les progrès sont lents, l'entière exécution de la loi se réalisera néanmoins dans un avenir peu éloigné, grâce au concours éclairé

---

(1) Cette Commission est ainsi composée :

MM. Dumas, de l'Académie française, ancien Ministre de l'agriculture et du commerce, *Président*; les sénateurs Corbon et Dauphinot; les députés Brelay, Léon Renault et Waddington; Tallon, avocat général à Lyon; le secrétaire général du Ministère; le Directeur du commerce intérieur.

(*Journal offic.*, 15 juin 1879.)

des uns, aux sacrifices des autres et à l'usage opportun des armes données par le législateur.

La présence des enfants au-dessous de douze ans devient de plus en plus rare, même dans les établissements dans lesquels leur admission est autorisée.

Les limites fixées pour la durée du travail sont observées, même dans les petits ateliers de plusieurs circonscriptions. A peine constate-t-on quelques infractions à cette disposition de la loi.

Le travail de nuit a presque entièrement cessé dans les ateliers où il n'est pas autorisé.

Quant au règlement qui détermine les heures de repos du dimanche, il a reçu sa complète exécution, si ce n'est dans un grand nombre de verreries à bouteilles. La question soulevée à ce sujet par les industriels qu'elle concerne est, de nouveau, soumise à la Commission supérieure, après avoir été l'objet d'une enquête minutieuse.

Les observations présentées dans mon rapport de l'année dernière relativement à l'exécution du règlement qui a fixé à huit heures par jour, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1878, la durée du travail dans les exploitations souterraines ont été écoutées dans la plupart des circonscriptions et notamment dans celle qui renferme les mines les plus nombreuses.

Dans certains cas, cependant, on a continué à employer les enfants pendant dix heures, en se fondant sur ce que les fréquents repos de la journée ramènent leur travail effectif à la durée réglementaire. La Commission supérieure voit dans cette pratique une fausse interprétation de la loi; le but du législateur a été, en effet, de réduire à un maximum de huit heures, non seulement la durée du travail effectif mais celle du séjour des enfants dans les travaux souterrains où ils vivent dans un air confiné et privés de lumière. A moins de favoriser une concurrence illégitime, la règle doit être obligatoire pour tous.

L'instruction des enfants employés dans l'industrie continue à donner les résultats les plus satisfaisants.

Le nombre des écoles privées installées dans les fabriques, qui n'était que de 150 au 1<sup>er</sup> janvier 1877, qui s'élevait au 1<sup>er</sup> janvier suivant à 237, a atteint, au 1<sup>er</sup> janvier 1879, le chiffre de 451, auquel il convient d'ajouter des cours spéciaux établis par quel-

ques municipalités. L'ensemble des enfants qui devront à l'action directe de la loi de 1874 le bénéfice de l'instruction est aujourd'hui de 17,000 environ. Il convient d'ajouter que certains industriels n'acceptant dans leurs ateliers que les jeunes ouvriers munis du certificat d'études, les parents qui désirent faire travailler leurs enfants à journée entière, leur font acquérir de bonne heure, dans les écoles publiques, les connaissances qui leur sont nécessaires. Le nombre des écoles de fabrique en est diminué dans une forte proportion, tandis que le nombre des enfants à qui la loi procure le bienfait de l'instruction augmente beaucoup.

En effet, dans quelques circonscriptions, les inspecteurs d'académie constatent une augmentation notable des élèves fréquentant les écoles publiques, et ils n'hésitent pas à attribuer ce résultat à la loi qui rendra peu à peu, en agissant sur les mœurs, l'instruction primaire obligatoire, sans que le législateur ait besoin d'exercer sur les familles d'autre moyen de coercition.

A cette occasion, je signale les principales communes de la banlieue parisienne comme ayant installé des écoles de demi-temps, dont l'organisation semble devoir s'étendre aux différents arrondissements de Paris.

En outre, on constate de toute part que des chefs d'établissements comprenant leur devoir et se conduisant en véritables pères de famille envers leurs ouvriers, entretiennent, à côté de leurs ateliers, des centres scolaires où les enfants protégés par la loi ainsi que les adultes peuvent compléter leur instruction.

Le sentiment élevé qui dirige ces honorables industriels puise sa source dans un respect de la nature humaine et dans un esprit de charité qui trouve sa récompense en lui-même.

On aime à constater, cependant, que, dans les usines ainsi désignées, la main-d'œuvre gagne en perfection, les ateliers en bonne tenue et le travail en régularité. Les ouvriers s'attachent, d'ailleurs, à ces maisons dans lesquelles leurs enfants trouvent une protection morale et des soins intellectuels qui ont manqué à leur propre jeunesse et leur demeurent fidèles.

Les règlements des 14 mai 1875 et 3 mars 1877 ayant paru incomplets, l'Administration a jugé nécessaire de remanier les tableaux qui déterminent les catégories d'usines dans lesquelles l'admission des enfants est interdite ou autorisée seulement sous certaines conditions.



Le Comité consultatif des arts et manufactures a émis l'avis que cette interdiction ou admission sous condition devaient être étendues à un certain nombre d'industries nouvelles dans lesquelles on manipule des substances inflammables, explosibles, vénéneuses ou dangereuses.

On ne doit pas permettre que l'enfant soit exposé à manipuler les matières vénéneuses, à respirer des poussières, des gaz ou des vapeurs de nature à compromettre sa santé ou même à menacer sa vie.

Quant au maniement de matières facilement inflammables ou explosibles, il ne s'agissait pas seulement d'assurer à l'enfant la protection due à la faiblesse de son intelligence, à son imprévoyance et à sa légèreté; son intérêt n'était pas seul en jeu, et il fallait encore mettre, autour de lui, les personnes et leurs biens à l'abri des suites de ses imprudences.

En conséquence, la Commission supérieure a donné son approbation à ces nouvelles dispositions qui vont être soumises à la sanction du Conseil d'État.

Des demandes avaient été adressées au Ministre de l'agriculture et du commerce dans le but de faire disparaître de la liste des établissements insalubres et dangereux certaines industries qui emploient des enfants. La Commission supérieure, sur l'avis conforme du Comité consultatif, pense qu'elles ne doivent pas être accueillies. La surveillance de l'inspection, après avoir régularisé la marche des grandes usines, commence à pénétrer dans les petits ateliers; on doit s'attendre à y rencontrer plus d'une difficulté, aussi faut-il éviter de créer, pour chaque industrie particulière, des faveurs qui anéantiraient, en détail, les bénéfices de la protection d'ensemble garantie à l'enfance ouvrière par la loi.

L'institution des Commissions locales, prévues par l'article 20, n'a pas fait de progrès bien sensibles. Si quelques-unes d'entre elles prêtent à l'Inspection un concours dévoué, le plus grand nombre continue à ne pas donner signe de vie; dans quelques centres industriels, elles ne sont même pas encore constituées.

Le nombre des Inspecteurs départementaux nommés jusqu'à ce jour, en dehors du département de la Seine, est à peine de vingt.

Cette fâcheuse situation sur laquelle la Commission supérieure

n'a cessé d'appeler l'attention, nuit au bon fonctionnement de la loi.

Dans certaines circonscriptions, l'industrie des petits ateliers est tellement disséminée que les visites qu'elle comporte réclameraient bien plus de temps que l'Inspecteur divisionnaire ne peut leur en consacrer. Pour parer à cette insuffisance, le législateur avait prévu la collaboration d'Inspecteurs départementaux, et il est regrettable que tous les conseils généraux n'aient pas satisfait à ce vœu de la loi. Espérons que les sentiments dont elle s'est faite l'interprète étant mieux compris, on arrivera partout à la conviction qu'une protection sérieuse est due à l'enfance ouvrière.

Les devoirs du maître envers l'apprenti, ceux des chefs des petits ateliers envers leurs jeunes auxiliaires sont souvent méconnus, et les oublis de ce genre échappent plus facilement à l'attention publique et à la vigilance des Inspecteurs divisionnaires qu'une infraction commise dans une grande usine, sur laquelle tous les yeux sont ouverts.

Le Conseil général de la Seine, fidèle à d'anciennes traditions, a pris des mesures dignes de servir d'exemple. Il a porté le nombre des Commissions locales de 28 à 38, et il a créé un corps de quatorze inspecteurs ou inspectrices pour la surveillance des ateliers qui emploient des garçons et des filles.

Ce service départemental fonctionne aujourd'hui sous la direction de l'Inspecteur divisionnaire de l'État. On appréciera bientôt l'influence salubre que son intervention discrète, mais permanente, doit exercer sur les mœurs de l'atelier. Mieux traité, l'enfant sera moins enclin à l'esprit de vagabondage : les parents disposés à abuser de ses jeunes forces, seront rappelés à leur devoir. Le maître apprendra, de son côté, qu'une bienveillance, qui n'exclut pas la fermeté, assure un travail que n'obtiendrait pas toujours la sévérité. Ce serait une utopie, sans doute, que d'attribuer à une complète exécution de la loi le pouvoir de faire disparaître tous les mauvais instincts de l'enfant et de corriger toutes les natures vicieuses. Il n'y a pas à espérer de pareils miracles. Mais, quiconque a vu de près et en détail les ateliers si nombreux et si variés de la petite industrie, ne mettra pas en doute que de grandes améliorations s'y réaliseront, lorsque les parents et les maîtres y seront rappelés au respect de la loi et que l'enfant profitera des garanties qu'elle crée en sa faveur.

Après quatre années de mise en pratique et alors que les grands ateliers ont été l'objet de plusieurs visites, nul de leurs chefs ne serait fondé à arguer d'ignorance lorsqu'il a contrevenu à quelques-unes des dispositions de la loi.

Cependant, animés des sentiments que leur inspire l'Administration centrale, les Inspecteurs divisionnaires ne se sont décidés à sévir qu'après plusieurs avertissements restés infructueux.

Le nombre des procès-verbaux dressés dans le courant de l'année 1878 s'élève à 205 : ceux qui ont reçu une solution judiciaire ont tous été suivis de condamnations ; les cas de récidive ont été très rares, ce qui semble indiquer que la répression, quoique toujours légère, a porté ses fruits.

Une jurisprudence constante tend à s'établir partout, grâce aux instructions que M. le Garde des sceaux, sur la demande de M. le Ministre du commerce, a bien voulu adresser à MM. les Chefs de parquet, et toute cause de conflit entre l'autorité judiciaire et l'autorité administrative se trouve ainsi écartée.

Si tout le bien que la loi peut produire n'est pas encore réalisé, il faut reconnaître cependant que, malgré les répugnances de la grande industrie à se voir assujettie à la surveillance de l'État, malgré les objections d'une partie de la magistrature qui contestait aux inspecteurs le droit de verbaliser, malgré les difficultés résultant du trop petit nombre d'écoles primaires ou de leur éloignement des usines, malgré la résistance des familles à qui le travail prématuré du petit ouvrier procure une ressource souvent indispensable, la loi fonctionne avec ensemble et régularité dans toute la partie de son domaine qui concerne la grande industrie. Il y a d'autant plus lieu de s'en féliciter, qu'elle a rencontré d'abord moins d'alliés que d'indifférents ou d'adversaires.

L'État a donc rempli sa tâche.

Les petits ateliers, les ateliers de famille souvent nomades, qui, dans les grandes villes industrielles, se comptent par milliers, ne sont pas directement de son ressort ; ils ne peuvent être surveillés que par les Commissions locales. L'intervention de l'inspecteur de l'État témoignerait souvent d'une ignorance des faits trop facile à comprendre et parfois serait l'occasion de sévérités frappant mal à propos. Il faut, pour apprécier exactement la situation de ces



populations laborieuses, vivre de leur vie, au milieu d'elles et en connaître tous les éléments par une longue familiarité. La loi a pourvu à ces nécessités municipales en instituant à la fois des inspecteurs divisionnaires, des inspecteurs de département et des commissions locales. L'État a dégagé en partie sa responsabilité par la création et le fonctionnement de ses propres inspecteurs; mais son rôle de tuteur de l'enfant ouvrier lui fait un devoir de poursuivre la nomination des inspecteurs de département et d'assurer le service régulier des Commissions locales.

La Commission supérieure, décidée à marcher jusqu'au bout dans cette voie, réunit en ce moment tous les éléments d'un tableau qui sera mis sous vos yeux l'année prochaine, et qui vous fera connaître, par département, les résultats obtenus, tant par la surveillance des inspecteurs départementaux que par celle des Commissions locales.

Ce n'est que par le concours de ces trois forces : Commissions locales, Inspections de départements, Inspections divisionnaires, qu'en présence de ces intérêts multiples et divers qui touchent à tant de jeunes existences, on fera pénétrer dans tous les ateliers et dans toutes les familles ouvrières la connaissance de la loi et qu'on assurera l'obéissance à ses prescriptions, tout en respectant, par de sages ménagements, les droits des parents et la liberté de l'industrie.

J'ai l'honneur d'être avec respect,

Monsieur le Président,

*Le Président de la Commission supérieure du travail des  
enfants et des filles mineures employés dans l'industrie,*

J. DUMAS,

de l'Académie Française.

---

*Décret interdisant le travail des enfants dans les établissements dénommés au tableau A, et l'autorisant dans ceux dénommés au tableau B. (22 septembre 1879.)*

MINISTÈRE  
DE L'AGRICULTURE  
ET  
DU COMMERCE

DIRECTION  
DU  
COMMERCE  
INTÉRIEUR  
—  
BUREAU  
DE L'ENSEIGNEMENT  
PROFESSIONNEL  
et du  
TRAVAIL DES ENFANTS  
dans les  
MANUFACTURES

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre de l'agriculture et du commerce;

Vu l'article 13 de la loi du 19 mai 1874;

Vu le décret du 7 mai 1878 contenant une nomenclature supplémentaire des établissements dangereux, incommodes ou insalubres;

Vu l'avis du Comité consultatif des arts et manufactures;

Vu l'avis de la Commission supérieure instituée par l'article 23 de la loi du 19 mai 1874;

Le Conseil d'État entendu,

~~~~~  
DÉCRÈTE :

ART. 1<sup>er</sup>. — Le travail des enfants est interdit dans les établissements dénommés au tableau A additionnel annexé au présent décret.

ART. 2. — Le travail des enfants est autorisé dans les établissements dénommés au tableau B additionnel ci-après, mais seulement sous les conditions spécifiées audit tableau.

ART. 3. — Sont en conséquence rapportées celles des dispositions du décret du 14 mai 1875 et des mentions des tableaux A et B primitifs y annexés, qui sont contraires au présent décret.

ART. 4. — Le Ministre de l'agriculture et du commerce est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Mont-sous-Vaudrey, le 22 septembre 1879.

Jules GRÉVY,

Par le Président de la République :

*Le Ministre de l'Agriculture et du Commerce.*

P. TIRARD.

# TABLEAU A ADDITIONNEL

ANNEXÉ AU DÉCRET DU 22 SEPTEMBRE 1879

*Établissements dans lesquels l'emploi des enfants est interdit.*

| DÉSIGNATION DES INDUSTRIES                                                                              | RAISONS<br>DE L'INTERDICTION                 |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------|
| Allumettes chimiques (Dépôts d'), sans distinction de classe.                                           | Danger de brûlures et d'incendie.            |
| Aniline. ( <i>Voir</i> Nitrobenzine au tableau A annexé au décret du 14 mai 1875.)                      |                                              |
| Benzine. ( <i>Voir</i> Nitrobenzine au tableau A annexé au décret du 14 mai 1875.)                      |                                              |
| Chiffons (Traitement des) par la vapeur de l'acide chlorhydrique, sans distinction de classe.           | Émanations corrosives.                       |
| Collodion (Fabrique de) . . . . .                                                                       | Danger d'explosion ou de brûlures.           |
| Déchets de laine (Dégraissage des). ( <i>Voir</i> Peaux.)                                               |                                              |
| Étoffes (Dégraissage des). ( <i>Voir</i> Peaux.)                                                        |                                              |
| Fer (Dérochage du). . . . .                                                                             | Vapeurs délétères.                           |
| Fer (Galvanisation du) . . . . .                                                                        | <i>Idem.</i>                                 |
| Matières colorantes (Fabrication des) au moyen de l'aniline et de la nitrobenzine.                      | Émanations nuisibles.<br>Danger d'explosion. |
| Nitrate de méthyle (Fabrique de) . . . . .                                                              | Danger d'explosion.                          |
| Peaux, étoffes et déchets de laine (Dégraissage des) par les huiles de pétrole et autres hydrocarbures. | Danger de brûlures.                          |
| Sinapismes (Fabrication des) à l'aide des hydrocarbures, sans distinction de classe.                    | Danger de brûlures.                          |
| Sulfure d'arsenic (Fabrication du). . . . .                                                             | Danger d'empoisonnement.                     |
| Sulfure de sodium (Fabrication du) . . . . .                                                            | Émanations nuisibles.                        |



TABLEAU B ADDITIONNEL

ANNEXÉ AU DÉCRET DU 22 SEPTEMBRE 1879

*Établissements dans lesquels l'emploi des enfants est autorisé  
sous certaines conditions.*

| DÉSIGNATION DES INDUSTRIES                                                                                        | CONDITIONS                                                                                                                                                                                                                              |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Allumettes chimiques (Fabrication des) . . . . .                                                                  | Interdiction dans les locaux où l'on fond la pâte, où l'on trempe, où l'on met en paquets ou en boîtes les allumettes. Dans les autres locaux faisant partie de ces fabriques, emploi autorisé, mais pendant 6 heures seulement sur 24. |
| Blanchiment des fils et tissus de laine et de soie par l'acide sulfureux en dissolution dans l'eau.               | Interdiction dans les locaux où se dégage l'acide sulfureux.                                                                                                                                                                            |
| Étoupe (Transformation en) des cordages hors de service, goudronnés ou non.                                       | Interdiction dans les locaux où se dégagent des poussières.                                                                                                                                                                             |
| Peaux (Lustrage et apprêtage). . . . .                                                                            | Interdiction dans les ateliers où se dégagent des poussières.                                                                                                                                                                           |
| Réfrigération (Appareils de) par l'acide sulfureux.                                                               | Interdiction dans les locaux où se dégage l'acide sulfureux.                                                                                                                                                                            |
| Vessies nettoyées et débarrassées de toute substance membraneuse (Ateliers pour le gonflement et le séchage des). | Interdiction du travail des enfants pour le soufflage. Danger d'affections pulmonaires.                                                                                                                                                 |

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

*Circulaire prescrivant la communication aux Inspecteurs divisionnaires des procès-verbaux relatifs aux accidents ayant atteint des enfants (14 juin 1879).*

Paris, le 14 juin 1879.

MINISTÈRE  
DE  
A JUSTICE

DIRECTION  
des  
AFFAIRES CRIMINELLES  
et  
DES GRÂCES  
—  
BUREAU

Appeler ce numéro en  
charge de la réponse.

CIRCULAIRE

Travail des enfants  
dans les manufactures.

Monsieur le Procureur général, aux termes de la Circulaire d'un de mes prédécesseurs, en date du 1<sup>er</sup> mars 1866, les magistrats qui ont à diriger des enquêtes en matière d'accidents survenus à des enfants ou à des filles mineures employés dans l'industrie doivent recourir, pour l'instruction de ces affaires, à l'expérience et aux connaissances spéciales des Inspecteurs divisionnaires institués par la loi du 19 mai 1874.

Cependant M. le Ministre de l'Agriculture et du Commerce me fait connaître que MM. les inspecteurs ne sont pas toujours consultés, que souvent même on les laisse dans l'ignorance des accidents dont il s'agit.

Je dois donc insister sur l'intérêt qu'il y a pour la justice à ce que ces Agents soient appelés à intervenir, tant au point de vue du fait à réprimer qu'à celui des mesures à prendre pour en prévenir le retour.

Je vous prie, en conséquence, Monsieur le Procureur général, d'inviter vos substituts à se conformer plus exactement à l'avenir aux instructions précitées, dont vous pourrez vous-même surveiller l'exécution en prescrivant de mentionner, sur la notice hebdomadaire, la communication à l'inspecteur.

Vous voudrez bien m'accuser réception de la présente circulaire.

Recevez, Monsieur le Procureur général, l'assurance de ma considération très distinguée.

*Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice.*

Par autorisation :

LE CONSEILLER D'ÉTAT,

*Directeur des Affaires Criminelles et des Grâces.*

SEINE

PRÉFECTURE DE POLICE

COMMISSION SUPÉRIEURE DÉPARTEMENTALE DU TRAVAIL DES ENFANTS  
ET DES FILLES MINEURES EMPLOYÉS DANS L'INDUSTRIE

RAPPORT D'ENSEMBLE

*Sur l'application de la loi du 19 mai 1874,  
depuis sa promulgation (5 juin 1875), jusqu'au 31 décembre 1878.*

Paris, le 21 juillet 1879.

MONSIEUR LE PRÉFET,

La délibération du Conseil général du département, du 8 juin 1878, relative à la réorganisation du service d'inspection du travail des enfants et des filles mineures employés dans l'industrie, porte, article 1<sup>er</sup> :

« Le Préfet de Police est invité à instituer près de lui une Commission départementale supérieure pour l'assister dans la préparation des arrêtés préfectoraux qui devront réglementer le service de l'inspection et celui des Commissions locales ainsi que dans l'étude de toutes les réformes jugées utiles.

.....  
« Cette Commission rédigera tous les ans un rapport d'ensemble sur le service; elle y signalera d'une façon toute spéciale les membres les plus dévoués et les plus distingués des Commissions locales. Ce rapport sera imprimé, distribué au Conseil général et transmis au Ministre. »

La Commission a été établie par arrêté de votre prédécesseur, en date du 19 août 1878.

Elle vient, pour la première fois, vous présenter son rapport général.

Le service réorganisé n'a pu fonctionner régulièrement que dans le quatrième mois de la présente année.

Ce premier compte rendu sera donc moins la constatation des résultats acquis, que l'historique des efforts faits par l'Administration et le Conseil général du département dans le but de constituer un service ayant l'ampleur et la force nécessaires pour assurer efficacement l'exécution d'une loi protectrice de l'enfance laborieuse. L'Administration et le Conseil général ont tout de suite compris qu'il y avait là un intérêt de premier ordre puisqu'il ne s'agissait de rien moins, comme l'a dit excel-



lemment M. de Herédia, dans son rapport au Conseil général, que de concilier deux choses jugées jusqu'ici inconciliables : l'intérêt brutal, mais considérable de l'industrie nationale surexcité par la concurrence, et le droit au développement physique et intellectuel des jeunes générations de travailleurs.

Vous savez, Monsieur le Préfet, que la loi du 19 mai 1874 n'a été mise en vigueur qu'à partir du mois de juin 1875, un an après sa promulgation.

Au début, un inspecteur départemental fut nommé et 7 Commissions locales, dont : 5 pour Paris et 2 pour la banlieue furent instituées.

L'inspection, exercée par un seul inspecteur départemental sous la direction de l'Inspecteur divisionnaire, fonctionnaire de l'État, ne pouvait évidemment suffire à sa tâche.

Après une étude des besoins, et, spécialement, une discussion attentive de l'opportunité de la création d'emplois d'Inspectrices, pour la surveillance des ateliers composés exclusivement d'ouvrières, le Conseil général a, dans sa séance du 8 juin 1878, décidé la création d'un personnel de 6 Inspecteurs en outre de celui déjà en service et de 7 Inspectrices, personnel devant être ainsi divisé :

- |                           |                              |
|---------------------------|------------------------------|
| 1 Inspecteur principal.   |                              |
| 1 Inspectrice principale. |                              |
| 6 Inspecteurs             | } de 1 <sup>re</sup> classe. |
| et                        |                              |
| 6 Inspectrices            | } de 2 <sup>me</sup> classe. |
| 6 Inspecteurs             |                              |
| et                        |                              |
| 6 Inspectrices            |                              |

Provisoirement le grade d'Inspecteur principal a seul été attribué. C'est l'Inspecteur départemental nommé au début du service qui en est titulaire.

Il a été procédé aux nominations du personnel dont il s'agit dans la séance du Conseil général du 26 décembre 1878 à la suite d'examens subis devant la Commission supérieure départementale et auxquels s'étaient présentés 245 candidats des deux sexes, savoir 116 hommes et 129 femmes.

Les Inspecteurs et les Inspectrices n'ont pu prêter le serment professionnel qui leur donne le droit de dresser des procès-ver-

baux que le 16 avril 1879, à cause de certaines difficultés de doctrine qu'il a fallu résoudre préalablement. Mais ils ont mis à profit le temps qui s'est écoulé entre leur nomination et l'accomplissement de cette formalité nécessaire, pour se mettre au courant de leurs nouvelles fonctions; et les visites qu'ils ont faites dans les ateliers à cette époque sont loin d'avoir été stériles.

En résumé, c'est depuis le 16 avril 1879 que le service fonctionne régulièrement.

La Commission supérieure départementale l'a constaté par l'examen des états mensuels sur lesquels chacun des Inspecteurs et Inspectrices inscrit, jour par jour, le nombre et le résultat de ses visites.

Enfin, Monsieur le Préfet, pour parer aux inconvénients qui pourraient résulter de l'absence momentanée d'inspecteurs ou d'inspectrices, le Conseil général a, dans sa séance du 3 mai 1879, adjoint au personnel du service, 2 inspecteurs suppléants et 2 inspectrices suppléantes qui ont été eux-mêmes admis à la prestation du serment.

Parallèlement à cette réorganisation du personnel de l'Inspection, le Conseil général a décidé la réorganisation des Commissions locales.

Le 23 novembre 1873, 7 Commissions avaient été instituées pour l'ensemble du département de la Seine, mais on ne tarda pas à s'apercevoir que le nombre de ces Commissions devait être augmenté dans une large proportion. Le 28 novembre 1876, le Conseil général résolut d'établir une Commission dans chacun des arrondissements de Paris et dans chacun des cantons des arrondissements de Sceaux et Saint-Denis, soit au total 28 Commissions, ce qui portait, à raison de 7 membres par Commission, à 196 le nombre de personnes appelées à concourir à titre gratuit à l'application de la loi. — Le 1<sup>er</sup> mai 1877 toutes ces Commissions étaient organisées et prêtes à fonctionner.

A l'exception de 3, toutes ont remis suivant les prescriptions de la loi, un résumé de leurs travaux à la Préfecture de Police dans les premiers mois de 1878.

Cependant une statistique aussi complète que possible des ateliers occupant des enfants de l'un et de l'autre sexe venait d'être faite et en présence des données de cette statistique il avait été

reconnu que certaines Commissions locales étaient encore chargées d'une tâche trop lourde. Dans la séance du 8 juin 1878, le Conseil général décida en conséquence de porter le nombre des Commissions locales de 28 à 38. Enfin le 3 mai 1879, il a complété la réorganisation de cette partie du service en statuant que désormais il y aurait des Commissions locales composées uniquement de dames en nombre égal (38) à celui des Commissions locales d'hommes.

Ces nouvelles Commissions surveilleront exclusivement les ateliers de filles. Elles exerceront, dans chaque circonscription, concurremment avec les Commissions d'hommes.

Les nominations à ces nouvelles Commissions sont à l'étude. Elles seront faites dans un bref délai.

Dans sa séance du 14 février 1878, le Conseil général avait émis le vœu qu'un recensement complet des ateliers occupant ou susceptibles d'occuper des enfants des deux sexes fût fait par les soins de la Préfecture de police. Ce travail considérable fut ordonné sans retard et, dans le courant du mois de décembre suivant, chacun des inspecteurs et inspectrices et chacun des membres des Commissions locales ont reçu un exemplaire imprimé.

D'après cette statistique, il existait, à la fin de l'année 1878, dans le département de la Seine, 16,121 ateliers occupant ou susceptibles d'occuper des enfants et des filles mineurs, savoir :

|                                          |        |
|------------------------------------------|--------|
| Dans Paris. . . . .                      | 13.510 |
| Dans l'arrondissement de Saint-Denis . . | 4.096  |
| Dans l'arrondissement de Sceaux . . . .  | 1.515  |

Le nombre des enfants et filles mineurs travaillant au moment de l'enquête dans ces établissements était de 42,715, savoir :

|                                          |        |
|------------------------------------------|--------|
| Dans Paris. . . . .                      | 34.359 |
| Dans l'arrondissement de Saint-Denis . . | 4.398  |
| Dans l'arrondissement de Sceaux . . . .  | 3.958  |

Sans doute il a pu se glisser dans ce travail quelques erreurs, et les indications portées dans les tableaux nominatifs n'ont pas conservé longtemps leur exactitude puisque l'importance et même l'existence des ateliers est variable de jour à jour. Néanmoins il faut constater que les Commissions locales et l'inspection ont



trouvé dans ce recensement un guide qui facilite singulièrement leur tâche. Plusieurs Commissions locales avaient fait remarquer avec raison, que, sans ces indications, il leur fallait souvent faire de longues recherches et des courses inutiles pour découvrir les ateliers qu'il convenait de surveiller, surtout les petits ateliers, c'est-à-dire ceux où l'expérience a démontré qu'il était le plus nécessaire de pénétrer.

Afin encore de faciliter l'application de la loi, les mesures nécessaires ont été prises pour que les livrets d'enfants qu'il fallait venir chercher à la préfecture de police fussent délivrés désormais dans chaque mairie de Paris. Il n'est pas douteux que cette mesure qui évitera aux enfants des pertes de temps fâcheuses à tous les points de vue fasse augmenter la demande des livrets dans une proportion considérable. L'accroissement du personnel d'inspection et du nombre des Commissions locales contribuera aussi à ce résultat.

Le nombre des livrets délivrés dans le département de la Seine, depuis l'application de la loi jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier dernier, s'élève au chiffre de 37,391 qui se décompose ainsi qu'il suit :

|                                           | 1875<br>à partir<br>du 3 juin | 1876  | 1877  | 1878  | TOTAL  |
|-------------------------------------------|-------------------------------|-------|-------|-------|--------|
| Paris. . . . .                            | 2.488                         | 5.296 | 4.978 | 5.441 | 18.203 |
| Arrondissements de Sceaux et Saint-Denis. | 5.382                         |       | 6.974 | 6.832 | 19.188 |

La Commission supérieure regrette de ne pouvoir donner quant à présent les indications qu'il serait très intéressant de connaître concernant l'application des articles de la loi du 19 mai, relatives à l'instruction des enfants. Quelques écoles de demi-temps ont été instituées, quelques industriels ont établi chez eux des cours, mais il serait impossible de dire que le nombre des certificats d'instruction délivrés aux enfants âgés de moins de 15 ans qui veulent être admis à travailler plus de 6 heures par jour, a augmenté dans une proportion importante. Aussi vous avez récemment, Monsieur le Préfet, envoyé des instructions à MM. les Maires pour leur recommander de prendre note de tous les certificats d'instruction qui aux termes de l'article 9 de la loi doivent être soumis à leur visa.

Cette statistique permettra à la Commission supérieure de

fournir désormais à cet égard des renseignements intéressants.

Le nombre des procès-verbaux dressés depuis le mois de juin 1875 a été relativement peu important. — Cela se comprend au début de l'application d'une loi qu'il fallait avant tout faire entrer dans les mœurs sans froisser les susceptibilités des industriels. Il a donc été procédé surtout par voie d'avertissements, et à cet égard l'Administration a trouvé un concours efficace dans les Commissions locales et dans les Chambres syndicales. Ce n'est qu'en cas de mauvaise volonté évidente qu'il a été verbalisé ou bien lorsqu'il s'agissait d'accidents de personnes, ou encore pour surcharges de poids imposés aux enfants.

Il a paru intéressant à la Commission supérieure d'indiquer dans des tableaux synoptiques le relevé des procès-verbaux dressés depuis le 3 juin 1875 jusqu'au 31 décembre dernier, par nature d'industries, et par espèces d'infractions.

Une troisième colonne donne le nombre des accidents arrivés aux enfants pendant la même période et dont l'Administration a été informée par les Commissaires de Police :

## ÉTAT

*Des Procès-verbaux dressés annuellement depuis le 3 juin 1875 jusqu'au 31 décembre 1878 pour inexécution de la loi et surcharge d'enfants*

et

### STATISTIQUE DES ACCIDENTS.

| ANNÉES                             | INEXÉCUTION | SURCHARGES | ACCIDENTS |
|------------------------------------|-------------|------------|-----------|
| 1875<br>(du 3 juin au 31 décembre) | 13          | »          | 1         |
| 1876                               | 39          | 49         | 10        |
| 1877                               | 36          | 80         | 11        |
| 1878                               | 63          | 84         | 42        |
|                                    | 151         | 213        | 64        |

ÉTAT

Par nature d'industrie des Procès-verbaux dressés depuis le  
3 juin 1875 jusqu'au 31 décembre 1878

et

STATISTIQUE DES ACCIDENTS

| INDUSTRIE                                            | INEXÉCUTION<br>DE LA LOI | SURCHARGES | NOMBRE<br>DES ACCIDENTS | INDUSTRIE                                 | INEXÉCUTION<br>DE LA LOI | SURCHARGES | NOMBRE<br>DES ACCIDENTS |
|------------------------------------------------------|--------------------------|------------|-------------------------|-------------------------------------------|--------------------------|------------|-------------------------|
| Imprimeurs lithographes et<br>typographes . . . . .  | 20                       | 5          | 22                      | <i>Report.</i> . . . .                    | 45                       | 47         | 34                      |
| Imprimeurs sur tissus                                | 1                        |            |                         | Fab <sup>as</sup> de ferronnerie.         |                          | 1          |                         |
| Forges, forgerons. .                                 | 1                        |            |                         | Appareils à gaz. . .                      |                          | 1          |                         |
| Fondeurs de métaux.                                  | 3                        | 1          | 2                       | Fabricants de lampes                      |                          | 2          |                         |
| Fabricants de boulons                                | 1                        |            | 1                       | Charrons. . . . .                         |                          |            | 1                       |
| Lamineurs en cuivre et plomb.                        | 1                        |            |                         | Fab <sup>as</sup> de balances . .         |                          | 2          |                         |
| Mécaniciens. . . . .                                 | 1                        | 3          |                         | Capsulerie militaire.                     |                          |            | 1                       |
| Serruriers . . . . .                                 | 5                        | 13         | 4                       | Brocheurs . . . . .                       | 3                        |            | 2                       |
| Polisseurs d'acier. .                                | 1                        |            | 1                       | Relieurs . . . . .                        | 6                        | 10         | 1                       |
| Polisseurs de cuivre.                                |                          | 1          |                         | Cartonniers. . . . .                      | 10                       | 16         | 3                       |
| Polisseurs de couverts                               |                          |            | 1                       | Régleurs de papiers.                      | 4                        | 2          |                         |
| Polisseurs en écaille.                               |                          |            | 1                       | Doreurs . . . . .                         | 2                        | 8          |                         |
| Fab <sup>as</sup> de fermoirs. . .                   | 2                        |            |                         | Encadreur. . . . .                        | 1                        | 1          |                         |
| Fabricants d'épingles<br>à cheveux . . . . .         | 2                        |            | 1                       | Fab <sup>as</sup> de portefeuilles        |                          | 2          |                         |
| Fabricants de douilles                               | 1                        |            |                         | Maroquiniers. . . . .                     | 1                        |            |                         |
| Ferblantiers . . . . .                               | 1                        | 6          |                         | Fab <sup>as</sup> de cuir factice.        |                          |            | 1                       |
| Batteurs d'or. . . . .                               | 1                        |            |                         | Cambreurs . . . . .                       |                          | 1          |                         |
| Quincaillers, marchands de fer                       | 2                        | 2          | 1                       | Corroyeurs . . . . .                      |                          | 1          |                         |
| Fabricants de clous .                                | 1                        |            |                         | Fab <sup>as</sup> de chaussure . .        | 2                        |            | 1                       |
| — de bronze                                          | 1                        | 1          |                         | Papetiers. . . . .                        | 1                        | 1          |                         |
| Tailleurs de limes .                                 |                          | 1          |                         | Fab <sup>as</sup> de papiers de fantaisie | 4                        |            |                         |
| Monteurs en bronze.                                  |                          | 1          |                         | — depapiers peints                        | 2                        | 3          |                         |
| Tôliers. . . . .                                     |                          | 2          |                         | — de papier dentelle. .                   |                          | 1          |                         |
| Tourneurs en cuivre.                                 |                          | 2          |                         | Marchand de papiers                       |                          | 1          |                         |
| Brunisseurs. . . . .                                 |                          | 1          |                         | Fab <sup>as</sup> de sacs en papier       | 1                        |            | 1                       |
| Chaudronniers . . . .                                |                          | 4          |                         | — de produits chimiques                   | 1                        | 1          |                         |
| Entrep <sup>as</sup> de couver-<br>ture, plombiers . |                          | 1          |                         | — de cirage . . . .                       | 1                        |            |                         |
| Fab <sup>as</sup> d'outillages en fer. .             |                          | 1          |                         | — de tripoli . . . .                      |                          | 1          |                         |
| Fabricants d'instru-<br>ments d'optique .            |                          | 2          |                         | — de gélatine . . .                       | 1                        |            |                         |
|                                                      |                          |            |                         | — d'allumettes . . .                      | 2                        |            |                         |
|                                                      |                          |            |                         | — d'objets en caoutchouc                  | 2                        |            |                         |
|                                                      |                          |            |                         | Fab <sup>as</sup> de camphre. . .         | 1                        |            |                         |
|                                                      |                          |            |                         | — de colle . . . . .                      | 1                        |            |                         |
| <i>A reporter.</i>                                   | 45                       | 47         | 34                      | <i>A reporter.</i>                        | 91                       | 102        | 45                      |



| INDUSTRIE                                               | INEXÉCUTION<br>DE LA LOI | SURCHARGES | NOMBRE<br>DES ACCIDENTS | INDUSTRIE                           | INEXÉCUTION<br>DE LA LOI | SURCHARGES | NOMBRE<br>DES ACCIDENTS |
|---------------------------------------------------------|--------------------------|------------|-------------------------|-------------------------------------|--------------------------|------------|-------------------------|
| <i>Report. . .</i>                                      | 91                       | 102        | 45                      | <i>Report. . .</i>                  | 115                      | 150        | 51                      |
| Teinturiers sur étoffe                                  | 1                        |            | 1                       | Blanchisseuses . . .                |                          | 2          |                         |
| Apprêteurs sur étoffe                                   | 2                        | 1          |                         | Feuillagistes . . . .               | 2                        |            |                         |
| Teinturiers en fleurs                                   |                          |            | 1                       | Fleurs porcelaines .                | 1                        |            |                         |
| Décorateurs en céramique                                | 1                        |            |                         | Fab <sup>rs</sup> de bijouterie .   | 2                        | 1          | 2                       |
| Entrep <sup>ts</sup> de peinture,<br>décoration . . . . | 1                        | 5          |                         | Graveurs . . . . .                  | 1                        | 1          |                         |
| Sculpteurs sur bois .                                   | 1                        | 1          |                         | Ciseleurs . . . . .                 |                          | 1          |                         |
| Tourneurs sur bois .                                    | 1                        | 8          |                         | Taillleurs de diamants              |                          |            | 1                       |
| Marchand de bois . .                                    |                          | 1          |                         | Abattoirs, échaudeurs .             | 4                        |            |                         |
| Menuisiers . . . . .                                    |                          | 4          |                         | Marchands bouchers .                | 1                        | 6          |                         |
| Ebéniste . . . . .                                      |                          | 2          |                         | Fab <sup>rs</sup> de boutons . . .  | 2                        | 1          | 2                       |
| Scierie . . . . .                                       | 3                        |            | 3                       | Miroitiers . . . . .                |                          | 1          |                         |
| Charpentiers . . . .                                    |                          | 1          |                         | Fab <sup>rs</sup> de briques . . .  | 3                        |            | 1                       |
| Fab <sup>rs</sup> de malles . . . .                     | 1                        | 1          |                         | — de plâtre . . . .                 |                          |            | 1                       |
| — d'articles de voyage.                                 |                          | 2          |                         | Fumistes . . . . .                  | 3                        | 19         | 1                       |
| — de boîtes . . . .                                     | 1                        |            |                         | Verriers . . . . .                  | 8                        |            |                         |
| — de chaises . . . .                                    |                          | 5          |                         | Fab <sup>rs</sup> de cordes . . . . | 5                        | 1          | 2                       |
| Canneleurs . . . . .                                    |                          | 1          |                         | — d'orgues . . . . .                |                          |            | 1                       |
| Emballeurs-layetiers                                    |                          | 9          |                         | — de jouets d'enfants .             |                          | 1          |                         |
| Tonneliers . . . . .                                    |                          | 1          |                         | Bandagistes . . . . .               |                          | 1          |                         |
| Fab <sup>rs</sup> de cannes . . . .                     | 1                        | 1          |                         | Ecole municipale d'apprentis .      |                          |            | 1                       |
| Marchands de galoches .                                 |                          | 1          |                         | Carrossiers . . . . .               | 1                        | 1          | 1                       |
| Fab <sup>rs</sup> d'objets en plumes .                  | 2                        |            |                         | Loueurs de voitures                 |                          | 1          |                         |
| — de paillassons . .                                    | 1                        |            |                         | Jardiniers . . . . .                |                          | 2          |                         |
| — de brosses . . . .                                    |                          | 1          |                         | Porteurs de journaux                |                          | 1          |                         |
| Passementiers . . . .                                   | 3                        | 1          |                         | Brocanteurs . . . . .               |                          | 1          |                         |
| Tapissiers . . . . .                                    | 1                        | 2          |                         | Marchands épiciers .                |                          | 3          |                         |
| Fab <sup>rs</sup> de broderies . . .                    | 2                        |            |                         | — de volailles . . . .              |                          | 1          |                         |
| — de plissés . . . .                                    | 1                        |            |                         | — fruitiers . . . . .               |                          | 3          |                         |
| Filateurs . . . . .                                     | 1                        |            | 1                       | Pâtissiers . . . . .                | 3                        | 9          |                         |
|                                                         |                          |            |                         | Charcutiers . . . . .               |                          | 6          |                         |
| <i>A reporter.</i>                                      | 115                      | 150        | 51                      | <i>TOTAL. . . . .</i>               | 151                      | 213        | 64                      |

En matière de surcharge les procès-verbaux ont été jusqu'ici dressés par le commissaire de police ; l'augmentation du personnel de l'Inspection permet maintenant de les faire dresser par le service spécial auquel sont transmis en conséquence les rapports des gardiens de la paix témoins de la contravention.

Enfin, Monsieur le Préfet, la Commission départementale

supérieure a le devoir de signaler les Commissions locales dont les membres se sont le plus distingués par leur zèle et leur dévouement. Après avoir pris connaissance avec un soin scrupuleux des rapports qui vous ont été adressés, elle croit pouvoir appeler votre attention sur les Commissions dont suit l'énumération :

|                                               |                         |   |   |                            |
|-----------------------------------------------|-------------------------|---|---|----------------------------|
| COMMISSION DU III <sup>e</sup> ARRONDISSEMENT |                         |   | { | Président : MM. Frère.     |
|                                               |                         |   |   | Secrétaire : de Bellay.    |
| —                                             | VI <sup>e</sup>         | — | { | Président : Friédel.       |
|                                               |                         |   |   | Secrétaire : Robiquet.     |
| —                                             | VIII <sup>e</sup>       | — | { | Président : Champion.      |
|                                               |                         |   |   | Secrétaire : Marochetti.   |
| —                                             | IX <sup>e</sup>         | — | { | Président : Chaix.         |
|                                               |                         |   |   | Secrétaire : de Bagnaux.   |
| —                                             | XI <sup>e</sup>         | — | { | Président : Reynoard.      |
|                                               |                         |   |   | Secrétaire : Rocaché.      |
| —                                             | XIV <sup>e</sup>        | — | { | Président : Le Nain.       |
|                                               |                         |   |   | Secrétaire : Ott.          |
| —                                             | XVII <sup>e</sup>       | — | { | Président : de Herédia.    |
|                                               |                         |   |   | Secrétaire : Saint-Aignan. |
| —                                             | DU CANTON DE SCEAUX     |   | { | Président : Rolland.       |
|                                               |                         |   |   | Secrétaire : Demogeot.     |
| —                                             | DU CANTON DE COURBEVOIE |   | { | Président : Gagna.         |
|                                               |                         |   |   | Secrétaire : Roquancourt.  |

Comme vous le voyez, Monsieur le Préfet, le service ne fait que sortir de la période d'expérimentation, et il n'est pas possible de dire si les ateliers dans lesquels la loi est scrupuleusement exécutée sont en majorité.

Mais, si l'on tient compte des difficultés inhérentes à toute organisation de service public, notamment en ce qui concerne ici les Commissions locales pour lesquelles il a fallu trouver un nombre considérable de personnes des deux sexes consentant à mettre leur dévouement à la disposition de la Préfecture; on ne doit pas regretter le temps qui a été employé à constituer notre service d'Inspection dans les conditions solides où il se trouve actuellement.

Grâce aux efforts de tout le monde, la période d'organisation

est terminée, l'Inspection fait un service régulier, les Commissions locales qui seront bientôt toutes installées vont prêter leur concours dévoué. Il est donc permis de compter que l'année prochaine à pareille époque la Commission départementale supérieure pourra vous faire connaître que les résultats obtenus sont en rapport avec les sacrifices faits par le Conseil général.

Et à cet égard qu'il soit permis à la Commission de constater, en terminant ce travail, que, dans le dernier rapport annuel qui a été présenté au Président de la République par le Président de la Commission supérieure instituée au Ministère du Commerce — rapport qui a été publié dans le numéro du *Journal Officiel* du 15 juin dernier — le département de la Seine est cité comme un modèle que devraient suivre les autres départements pour l'organisation de leur service d'inspection.

L'honneur de ce résultat revient tout entier au Conseil général qui, — dit dans son rapport M. le Président Dumas, — fidèle à d'anciennes traditions, a pris des mesures dignes de servir d'exemple.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet de Police, l'hommage de notre profond respect.

*Les Membres de la Commission départementale supérieure,*

|                                     |                       |
|-------------------------------------|-----------------------|
| DE HEREDIA, <i>vice-président</i> , | VILLENEUVE,           |
| CUSSET,                             | LEVRAULT,             |
| MATHÉ,                              | GUIBAL,               |
| GERMER,                             | CARRIOT,              |
| BAILLIÈRE,                          | DELPECH,              |
| BLANCHE,                            | MEUNIER,              |
| CLERAY,                             | DUJARRIER,            |
| François COMBES,                    | Charles LESTIBOUDOIS. |



## BULLETIN DES COMMISSIONS LOCALES

PRÉFECTURE

de

POLICE

PRÉFECTURE DE POLICE

Paris, le 30 juin 1879.

2<sup>e</sup> DIVISION.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

1<sup>er</sup> BUREAU.

Mon Administration a dû réclamer, tout récemment, à plusieurs Commissions locales, un complément de justification de leurs dépenses, d'où il est résulté quelque retard dans le remboursement des avances qu'elles avaient faites.

TRAVAIL DES ENFANTS  
et  
DES FILLES MINEURES  
employées  
dans l'industrie  
loi du 19 mai 1874.

Je crois devoir, pour éviter à l'avenir ces difficultés, vous indiquer dans une note ci-jointe, quelles sont les pièces et les indications que vous avez à produire, conformément aux règlements sur la comptabilité publique.

DÉPENSES

des

commissions locales.

Quelque complète que soit cette note, il serait encore possible que des irrégularités de détail se produisissent dans les pièces de dépenses dont vous réclameriez le remboursement.

Pour obvier d'une façon absolue à tout ennui de ce genre, je crois que le meilleur moyen serait de laisser à mon administration le soin de liquider directement toutes les dépenses, et de vous réserver exclusivement l'établissement des états de remboursement des dépenses dont vous êtes obligés de faire personnellement l'avance, telles que : *frais de voitures, affranchissement de lettres*, etc. Je laisse d'ailleurs, Monsieur le Président, à chaque Commission le loisir de suivre, sur ce point, le mode de procéder qui lui paraîtra préférable.

Je profite de cette occasion, Monsieur le Président, pour vous faire connaître que, dans sa dernière session, le Conseil général de la Seine a réduit à 200 francs la somme mise annuellement à la disposition de chaque Commission.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma considération très distinguée.

POUR LE DÉPUTÉ, PRÉFET DE POLICE,  
et par délégation,

*Le Secrétaire général,*  
Jules CAMBON.

PRÉFECTURE

de  
POLICE

2<sup>e</sup> DIVISION

4<sup>e</sup> BUREAU

TRAVAIL DES ENFANTS  
et  
5 FILLES MINEURES  
employés  
dans l'industrie  
oi du 19 mai 1874.)

## NOTE

### CONCERNANT LES DÉPENSES DES COMMISSIONS LOCALES

Les fournitures pour le service des Commissions locales s'élevant à des sommes trop peu importantes pour donner lieu à une adjudication ou à un marché, peuvent être exécutées sur simple mémoire.

Les mémoires doivent être produits en double expédition, dont une sur papier au timbre de dimension.

Ils doivent contenir le détail des fournitures en quantités, les prix d'unité, la date des livraisons et la somme à payer, et être accompagnés d'un certificat, ou revêtus d'une mention constatant l'exécution des fournitures et leur prise en charge par qui de droit, ou indiquant le numéro d'inscription sur l'inventaire ou le catalogue des objets qui en sont susceptibles.

A défaut du règlement fait par un vérificateur et qui devrait être accepté par le fournisseur, il est nécessaire que le Président ou l'un des membres de la Commission, certifie que les fournitures ont été faites d'urgence, à *prix débattus et convenus* (mod. n° 1).

Les mémoires doivent être dûment certifiés par les fournisseurs.

S'il s'agit d'associés, les mémoires doivent porter la signature de chacun d'eux.

Dans le cas où la signature serait donnée par un seul, sous la raison sociale, il serait nécessaire qu'une copie authentique de l'acte constitutif de la société fût produit à l'appui du mémoire, à moins, cependant, que les fournisseurs ne pussent justifier que la production de cette pièce a déjà été faite au payeur du Trésor.

Pour les dépenses inférieures à 10 francs, on pourra éviter la dépense du timbre de dimension, en établissant les factures sous la forme d'une quittance, conformément au modèle ci-joint (mod. n° 2).

Le coût du timbre de dimension est à la charge du fournisseur et ne peut figurer sur le mémoire.

Pour les abonnements à des journaux, à des publications, etc., une simple quittance sera suffisante. Si la dépense est supérieure à 10 francs, cette quittance sera nécessairement revêtue du timbre de 10 centimes.

Toutes les quittances, sans exception, ne peuvent être données que par les ayants droit. On ne pourrait accepter, au lieu de l'acquit du fournisseur et du caissier ou du directeur d'une publication, l'acquit de leur femme ou celui d'un de leurs employés.

Les gratifications ou indemnités accordées à des employés ou

à des gagistes devront être justifiées par la quittance de l'ayant droit, par émargement ou séparée.

S'il s'agissait de salaires, l'état devrait indiquer les dates et le nombre des journées, le prix fixé et la somme à payer.

Les états porteront une mention du président ou d'un membre de la Commission attestant l'émargement des employés y dénommés (mod. n° 3).

Les notes produites, pour les frais des voitures employées par les membres des Commissions, devront indiquer les dates des dépenses, les tournées faites et les sommes payées aux cochers (mod. n° 4).

Pour les dépenses d'affranchissement de lettres, d'imprimés, etc., il ne paraît pas possible d'exiger un détail complet de l'emploi des timbres; il suffira d'indiquer sur l'état de remboursement le nombre et la valeur de ces timbres (mod. n° 5).

### MÉMOIRE

des fournitures faites par M.

demeurant rue

pour le

service de la Commission locale du (1)

| DATES<br>DES FOURNITURES | QUANTITÉS | DÉSIGNATION DES FOURNITURES | PRIX            | SOMMES |   |
|--------------------------|-----------|-----------------------------|-----------------|--------|---|
| 13 janvier 48            | 450       | Exemplaires de _____        | 10 f. le cent.  | 45     | » |
| 2 février »              | 1.000     | _____                       | 12 f. le mille. | 12     | » |
| 7 mars »                 | 50        | _____                       | 2 f. le cent.   | 1      | » |
| 18 avril »               | 100       | _____                       | 3 f. le cent.   | 3      | » |
| TOTAL. . . . .           |           |                             |                 | 61     | » |

Certifié valable le présent mémoire montant à la somme de *soixante et un francs*.

Paris, le

48

(2)

Certifié la prise en charge des fournitures indiquées au présent mémoire qui ont été faites d'urgence à prix débattus et convenus.

(3) LE

DE LA COMMISSION LOCALE

(4) DU

Pour acquit de la somme de *soixante et un francs*.

Paris, le

48

(4)



(1) Arrondissement, quartier ou canton.

(2) Signature du Fournisseur.

(3) Signature du Président ou du Membre de la Commission locale.

(4) Signature du Fournisseur.

Timbre de Quittance







ÉTAT

*des Frais de Voitures faits pour le service de la Commission locale du (1) par M. (2) pendant l'année 18*

| DATES        | DÉSIGNATION DES DÉPENSES                                         | SOMMES |    |
|--------------|------------------------------------------------------------------|--------|----|
| 7 Janvier 18 | Voiture employée pour visiter les ateliers de la rue d . . . . . | 8      | 50 |
| 14 » »       | Id. Id. des rues d . . . . .                                     | 10     | »  |
| 2 Février »  | Id. Id. de la rue d . . . . .                                    | 12     | 25 |
| 8 Mars »     | Id. Id. du faubourg d . . . . .                                  | 7      | 50 |
| TOTAL. . . . |                                                                  | 38     | 25 |

(1) Arrondissement, quartier ou canton.

(2) Le Président ou le Membre de la Commission.

Certifié le présent état montant à la somme de *trente-huit francs vingt-cinq centimes* que j'ai déboursée et dont je réclame le remboursement.

Paris, le 18

(3) — Id. —

(4) — Id.

(3) LE DE LA COMMISSION LOCALE  
(4) DU

Pour acquit de la somme de *trente-huit francs vingt-cinq centimes*.

Paris, le 18

(4) LE DE LA COMMISSION LOCALE  
(4) DU

ÉTAT

*des Sommes déboursées pour affranchissement de lettres, imprimés, etc., etc., pour le service de la Commission locale du (1) pendant l'année 18*

|                                        |           |
|----------------------------------------|-----------|
| 300 Timbres poste à 0 fr. 15 . . . . . | 45 fr. »  |
| 140 Id. à 0 fr. 04 . . . . .           | 5 fr. 60  |
| Total. . . .                           | 50 fr. 60 |

(1) Arrondissement, quartier ou canton.

(2) Signature du Président ou du Membre de la Commission locale.

Certifié le présent état montant à la somme de *cinquante francs soixante centimes* que j'ai déboursée et dont je réclame le remboursement.

Paris, le 18

(2) LE DE LA COMMISSION LOCALE  
(3) DU

(3) — Id. —

Pour acquit de la somme de *cinquante francs soixante centimes*.

Pour acquit :

Paris, le 18

(3) LE DE LA COMMISSION LOCALE  
(4) DU

## LES OUVRIERS MEULIERS

### DE LA FERTÉ-SOUS-JOUARRE

PAR

M. ERNEST NUSSE

Docteur en droit, Avocat à la Cour d'appel de Paris.

C'est une vérité banale que la vie humaine n'est point dans le commerce : on l'énonce avec complaisance, sauf à en omettre les déductions logiques, quand elles deviennent gênantes pour la raison. Qu'un médecin, qu'un État, représentant une association de citoyens, offrent un prix à un individu pour expérimenter sur lui un mode de traitement susceptible de mettre l'existence en danger, on se récriera avec raison contre l'immoralité d'un semblable marché. — Mais, si une industrie voue fatalement à une mort anticipée l'ouvrier qu'elle emploie, on trouvera une foule d'arguments pour justifier un pareil état de choses, et l'on invoquera les nécessités de la civilisation, la surpaye convenue et la liberté des contrats.

Nous ne croyons pas qu'un tel ordre de considérations puisse supporter un examen sérieux. — Faite pour une collectivité d'hommes, la société ne peut sacrifier un homme; toute thèse contraire ne mènerait à rien moins qu'à lui reconnaître sur la personne de chacun de ses membres un droit d'expropriation pour cause d'utilité publique. — Un pareil principe n'a jamais été proclamé et les nations primitives qui, dépourvues de notions économiques, ne savaient utiliser leur excédant de population, demandaient à la guerre ou à leurs religions des prétextes pour les décimations qu'elles croyaient utiles, sans ériger en dogme politique des actes cruels et barbares. Nous n'entendons pas bien entendu exclure les dévouements : le peuple qui en bénéficie ne souille point son honneur par le profit qu'il en tire; les Decius s'inspirent de leur initiative personnelle, non du lucre à retirer d'un contrat. Ils donnent et ne vendent pas leurs services. L'histoire recueille leurs noms et leur écrit une page glorieuse dans les Annales du monde. Mais le salaire débattu et fixé est incompatible avec l'idée qu'on se fait d'un sacrifice individuel. Dès lors ce serait un sophisme de vouloir créer volontairement une confusion entre le sacrifice et le contrat.



Cependant l'homme, libre de diriger ses efforts physiques ou intellectuels vers tel but d'activité qu'il lui convient, ne peut-il volontairement accepter un travail périlleux et même mortel? Nous répondons négativement sans hésiter : notre entité, notre idiosyncrasie, cet ensemble de forces qui, pour employer le célèbre mot de Bichat, résiste, chez chacun de nous, à la mort ne peut être l'objet d'aucune convention et il n'appartient à aucun de nous de diminuer à prix d'argent les chances de durée de sa vie ; ce que nous disions du marché intervenu entre un médecin et un patient pour une expérience périlleuse immédiate est aussi vrai du labeur quotidien qui, sans détruire subitement la source de la vitalité, la diminue d'une manière si profonde que la longévité humaine se trouve réduite dans des proportions considérables. En d'autres termes, un contrat immoral et contraire à l'ordre public est aussi condamnable, quand les conséquences de son exécution sont reportées à un délai plus ou moins éloigné mais fatal, que quand elles ne sont pas différées.

Fille de la science, l'industrie doit se rappeler que, si la Société lui prête le travail de l'homme, c'est-à-dire le plus magnifique instrument qui soit dans le monde, c'est à la charge de s'en servir sans fausser les fins de la nature, par des emplois qui contrarient ou altèrent ses voies. — Le producteur et le consommateur étant tous deux des hommes, il y aurait retour à la servitude ou tout au moins exploitation criminelle, si le premier était sacrifié au second. — Quand un produit est tout à la fois nécessaire et dangereux à créer, c'est à la chimie, à la physique, à la médecine, à la mécanique de modifier les conditions de sa fabrication pour les rendre innocentes. Jusque-là ce produit peut être excellent ; il n'est pas légitime.

Si l'on méconnaît ces principes, on arrive aux résultats sociaux les plus regrettables : l'industrie qui n'est qu'un des aspects d'une société civilisée ne peut méconnaître les lois morales de celle-ci, sans amener des perturbations profondes qui frappent l'homme immatériel et physique. — Les ouvriers meuliers de la Ferté-sous-Jouarre en sont un frappant exemple.

Ce serait, pour cette ville, une véritable richesse que l'exploitation de la pierre meulière dont le pays d'alentour est si heureusement doté, si cette exploitation cessait d'être meurtrière pour les hommes qui y sont occupés. On sait que cette pierre essentielle à la confection des meules ne se trouve que dans de

très rares contrées. Il s'agit donc d'une importante exportation à l'intérieur et d'un commerce très étendu à l'extérieur. — Il en résulte que la plus grande partie de la population virile y est employée.

Quand on façonne la pierre meulière, il se dégage des poussières dangereuses pour la santé du travailleur : elles s'infiltrant dans les organes de la respiration et déterminent dans un espace de temps qui n'excède pas douze années, la phthisie caséeuse. Il est sans exemple qu'un homme ait résisté à son atteinte, quelque robuste que soit sa constitution au moins lorsqu'il vaque aux occupations plus particulièrement périlleuses que nous signalerons. La maladie dure de 18 mois à deux ans ; chronique plutôt qu'aiguë, elle a une intensité progressive et l'incapacité de travail commence dans les six derniers mois seulement. Cet état de choses a les conséquences les plus déplorables. L'enfant, contrairement au décret du 3 mars 1877, à l'exécution duquel il serait désirable que l'inspection tint la main, a débuté à 13, 14, 15 ans ; le germe fatal est donc en lui quand il devient père de famille. Si, originairement les lésions du poumon n'ont été que traumatiques chez ses ancêtres, peu à peu la succession d'êtres descendant les uns des autres et ajoutant au principe du vice transmis son développement professionnel, a amené un état morbide constitutionnel : la phthisie est un mal répandu dans les classes ouvrières de la Ferté-sous-Jouarre. — Et souvent elle devance l'époque où les inhalations de poussière la devraient faire éclater. Ainsi le côté physique de ce tableau se résume dans la dégénérescence de l'espèce humaine. — C'est assez faire pressentir la décadence morale que nous allons signaler. La santé, ce merveilleux équilibre du fonctionnement des organes, est la base matérielle de l'ordre et de la régularité de leur jeu. Bien souvent une perturbation dans l'organisme entraîne une aberration dans les facultés intellectuelles. Le premier des biens est la vie et celui qui la sent menacée en lui sera prodigue du reste comme d'elle-même. Quand nos jours sont comptés, nous ne combattons la mélancolie engendrée par la conscience de cette situation qu'au moyen des consolations de la philosophie, si nous sommes assez cultivés pour les goûter, ou des débordements du flot passionnel, si l'ignorance nous a laissés à l'état d'êtres physiques. Ainsi en est-il des meuliers de la Ferté-sous-Jouarre : c'est un trait caractéristique de leurs mœurs, que tous se jettent avidement dans l'ivrognerie. —

Et comme les vins de pays ne leur semblent pas suffisamment corsés en tanin et en alcool, c'est à ceux du midi et à l'eau-de-vie qu'ils demandent l'excitation fébrile devenue pour eux une nécessité. — De l'économie, du souci de l'avenir, il ne faut pas leur en demander; ils dépensent leur paie jusqu'au dernier centime. Cependant, à travers l'ardeur de leurs travaux et les hallucinations de leur ivresse, le fantôme de la mort les poursuit; l'idée des horribles souffrances qui leur sont réservées, la misère qui les attend, quand la maladie aura fermé le chantier, leur a fait former une Société de secours mutuels, dans la Caisse de laquelle ils versent 1 fr. 50 c. par mois. Ainsi sont assurés, quand l'heure fatale vient à sonner, les secours du médecin et du pharmacien et une indemnité de 0 fr. 95 c. par jour, pendant un délai maximum de 9 mois.

À côté des simples, il y a toujours des esprits plus fins; comme les salaires d'une portion notable des meuliers sont très élevés, en proportion du péril qu'ils courent, cette circonstance a excité des convoitises de la part d'autres travailleurs étrangers à leur profession; ils ont décidé la Caisse de secours à s'ériger en Caisse de retraites pour délivrer des pensions de 50 francs, après un maximum de temps de participation que le meulier n'atteint jamais; ainsi par la vertu de la tontine profitent-ils de la mortalité qui frappe sur leurs camarades, et c'est un exemple de plus du *sic vos non vobis* de Virgile.

Nous n'avons parlé que de l'ouvrier, il est indispensable d'examiner comment cet état de choses réfléchit sur l'ouvrière. Les femmes de la Ferté-sous-Jouarre ont pour industrie la fabrication du corset. C'est un travail mal rémunéré, comme le sont en général les travaux féminins. Elles sont, on le comprend, attirées par les gains considérables des meuliers et leur ambition est d'arriver par le mariage ou même par le concubinage à les partager. Amoindries par le dégradant contact de l'ivrogne, elles voient les forces de l'ouvrier décliner au moment où l'enfant arrive à la puberté. Aussi s'empressent-elles de l'envoyer à l'atelier pour ajouter aux ressources du ménage ou suppléer aux paies successivement amoindries de l'homme.

Le jeune débutant rapporte assez fidèlement l'argent gagné, jusqu'au jour où son égoïsme lui fait rompre le lien de famille et absorber son salaire dans l'intérêt de ses passions personnelles. — Quand le père est mort, après avoir dévoré le maigre secours



que lui fait la Société dont nous avons parlé, la femme ainsi abandonnée de tous, cherche, si elle a conservé quelques moyens de séduction, à s'attacher à un autre ouvrier, sinon elle se jette dans cette route si encombrée, qui a pour première étape la prostitution et pour seconde la misère et l'hôpital.

Comment assainir ces corps, moraliser ces esprits, conjurer ces désastres économiques, qui font passer l'argent de l'épargne, l'avenir de la famille en débauches dégradantes, insalubres et coûteuses ? Quels agents de civilisation seront utilement employés pour arracher à leurs vices et à leurs travaux homicides ces égarés, plus victimes encore que coupables.

On avait pensé à l'instituteur et au médecin.

Un important groupe scolaire a été créé ; il réunit un nombre assez considérable d'écoliers, mais l'instruction ne peut corriger les défauts d'une éducation donnée, dans le triste milieu que nous avons dépeint. D'ailleurs, à son entrée à l'atelier, le jeune homme succombe bien vite aux habitudes d'ivresse qu'il voit souverainement régner autour de lui. Comme l'a fort bien dit M. Martin Nadaud, député de la Creuse, dans le rapport présenté à la Chambre des députés sur le projet de loi tendant à encourager les Écoles manuelles d'apprentissage, « *la gloriole du vice qui pousse les jeunes gens à écouter les incitations malsaines de certains hommes est une source de démoralisation dangereuse...* »

— C'est cette contagion de l'exemple qui perd tous les ouvriers meuliers, même ceux qui n'ont point, à un aussi haut degré que les autres, l'excuse d'exposer leur existence et de la compromettre par le travail d'atelier.

Nous devons en effet, ici, préciser les diverses phases par lesquelles passera la meule avant d'être terminée et indiquer celles qui sont le plus particulièrement funestes pour l'ouvrier. — Après son extraction, qui ruine la santé du carrier, la pierre meulière arrive au chantier. Il s'agit de la dégrossir par un travail analogue à celui qui a lieu chez les sculpteurs : c'est le rôle de l'épaneur. — Le fabricant prend la pierre, ainsi préparée, et dispose le centre en l'adaptant sur une charpente en bois d'où part le compas qui indique le périmètre du rayonnement. Les pierres sont unies par lui au moyen du ciment de Portland. C'est donc une sorte d'ajusteur réunissant les différentes pièces pour en composer un tout. Une fois la circonférence formée, le tour en est garni d'un cercle de fer semblable à celui qui enveloppe les roues de voiture. En

cet état la meule ressemble assez à une boîte ronde à moitié remplie; elle n'est en effet compacte que du côté qui servira plus tard à la pression. — Le dresseur l'aplanit à l'endroit et pratique sur la surface les rayons qui serviront d'écoulement à la matière broyée. — Puis le *rechargeur* complète l'envers de la meule au moyen d'un enduit en ciment et pierre de manière que les deux plans soient égaux pour l'œil. — Reste l'opération mécanique de la mise en moulage: elle a lieu sur un tour usant au diamant les aspérités de la pierre qui nuiraient à un usage pratique.

Ces ouvriers, spécialement le *fabricant* et le *dresseur*, ont à chaque instant à jouer du marteau pour effacer des rugosités ou assujettir les matériaux dans une position donnée; c'est alors que la poussière se dégage et, pénétrant dans le poumon, amène insensiblement la lésion qui déterminera la mort.

La première pensée qui s'offre à l'esprit comme moyen préventif, c'est d'isoler de cette action moléculaire les organes de la respiration chez le travailleur. Avant même l'invention du respirateur du Dr Guéneau de Mussy, un industriel de la Ferté-sous-Jouarre, M. Poisel avait imaginé un masque à réservoir d'eau noyant les parcelles de pierre et s'opposant ainsi à leur funeste introduction. Le professeur Tardieu, qui en parle dans son savant livre sur les industries dangereuses, mentionne également le marteau muni d'un récipient d'eau, qui sort, goutte à goutte, sous l'impulsion donnée et réduit en boue les petits éclats de pierre détachés.

Mais, ces louables essais n'ont pas abouti; ils ont tous deux l'inconvénient de déranger l'ouvrier de son œuvre pour le renouvellement de la provision d'eau, et c'est un grave obstacle à leur vulgarisation, quand il travaille à ses pièces comme le meulier. D'ailleurs, il faut bien peu connaître l'atelier pour savoir qu'il y règne un faux point d'honneur consistant à braver inutilement le danger et à dédaigner toute mesure de précaution pour ne pas s'exposer aux plaisanteries des camarades.

Nous estimons donc que, pour sauver cette malheureuse population, il faut, au lieu d'engins préservatifs individuels, inutiles, peu pratiques ou dédaignés par le préjugé, une modification complète des conditions de la fabrication, une substitution de l'action mécanique à celle de l'homme.

Ce vœu, nous l'espérons, ne tardera pas à être exaucé. MM. Bailly et C<sup>ie</sup>, fabricants de meules à moulins à la Ferté-sous-Jouarre, avaient remarqué à l'Exposition universelle, dans l'an-

nexe agricole anglaise (classe 50), un mécanisme sorti de chez MM. Brunton et Rier. Ils sont entrés en relations avec M. Brunton et ils ont traité de cette machine qui procède à l'instar d'un tour des plus puissants. Déjà la réussite que l'on pourrait appeler scientifique et de laboratoire est complète; encore quelques efforts et l'application industrielle atteindra son plein succès. Alors finiront les misères de l'épateur, du fabricant, du dresseur, car, en dehors de quelques coupures de détail trop peu importantes pour s'opérer à la machine, les actions diverses que doit subir la meule avant sa livraison auront lieu mécaniquement.

Restera la question de transition. Que deviendront ces hommes, quand leur gagne-pain leur aura ainsi échappé? C'est le problème qui se pose à chaque transformation industrielle et il n'est certes pas difficile à résoudre. Nous nous souvenons encore des esprits naïfs qui demandaient, à la création des chemins de fer, quel emploi on ferait des chevaux jusque-là utilisés dans les entreprises de transport. Ce n'est un secret pour personne que la consommation s'accroît à raison des facilités mêmes de la production et de la diminution de prix qui en résulte. Réduits au rôle de comparses ou de régulateurs de machines, les ouvriers meuliers seront peut-être moins payés qu'aujourd'hui; mais ils seront employés en aussi grand nombre à raison même du développement que prendra la fabrication. D'ailleurs, le premier des biens, l'existence, leur sera assuré.

Comme on le voit, la science, qui ajoute chaque jour aux richesses de l'homme, amoindrit également les conditions parfois dangereuses de leur acquisition. On parle souvent des périls amenés par les machines, et l'on a raison de s'en préoccuper pour les prévenir, mais si l'on faisait à leur égard une statistique comparée semblable aux tables des accidents de route avant et depuis l'établissement des chemins de fer, on arriverait à démontrer que leur intervention dans l'industrie, en supprimant des manipulations ou tours de mains funestes à la santé de l'homme, a délivré plus de victimes qu'elle n'en fait.

Ainsi s'enchaînent et se relient, dans une solidarité nécessaire à la grandeur et à la moralité de l'industrie, le bon marché et l'accroissement de la fabrication, la sécurité du travail, enfin, la santé de l'ouvrier, qui est un premier pas vers sa régénération physique et intellectuelle.

---



## INSTITUTIONS CRÉÉES DANS L'INTÉRÊT MORAL ET MATÉRIEL DES APPRENTIS

ET DES ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES

### PATRONAGES INDUSTRIELS

#### Assistance paternelle aux enfants des Fleurs et Plumes.

Notre collègue M. H. Turney a adressé la lettre suivante à M. le Dr Marjolin, vice-président de la Société :

« Monsieur le Vice-Président,

Le 3 de ce mois, j'ai eu l'honneur d'appeler l'attention de la *Société de protection* sur la fâcheuse pratique par laquelle certains de nos fabricants se mettent en contravention avec le texte et l'esprit de la loi, au grand détriment de la santé physique et morale des enfants.

A différentes époques de l'année, notamment lors de l'*échantillonnage* qui concorde avec les renouvellements de saison, mais surtout aux mois de novembre et de décembre, on peut voir, bien avant le jour, les trottoirs de certaines rues envahis par une foule de patrons ou de commis, qui ne reculent pas devant plusieurs heures de faction pour arriver à soumettre leurs modèles aux principaux acheteurs. Le remède à un pareil état de choses ne serait assurément pas difficile à trouver, pourvu que les maisons, que l'on vient ainsi solliciter, voulassent bien prendre la peine de le chercher, ou plutôt, de l'appliquer ; et nous ne nous croirions pas qualifiés pour intervenir, si des hommes faits étaient les seules victimes d'une manière de procéder qui semble entrer de plus en plus dans les mœurs de nos industries.

Mais, ce qui nous touche profondément, c'est de voir mêlés à ces groupes des apprentis, et surtout, des petites filles, que l'on envoie prendre et conserver le *tour* sur les listes dressées par les premiers arrivés. Quels enseignements ces pauvres enfants peuvent-ils puiser dans une telle promiscuité ? Est-ce ainsi que l'on sauvegardera le respect, la *maxima reverentia* auxquels la jeunesse a des droits imprescriptibles ?

Nous sommes, depuis longtemps, affligés de ce spectacle, et la Chambre syndicale des Fleurs et Plumes partage nos sentiments à cet égard, comme il ressort de l'extrait ci-inclus du rapport présenté le 29 novembre 1878 par le soussigné, alors Secrétaire de la Chambre.

Le patron qui signe un contrat d'apprentissage s'engage, par cela même, à traiter l'enfant comme un élève auquel il enseignera un état,

et non comme un mercenaire destiné à des corvées dans la rue. Aussi ne saurions-nous, en aucune façon, approuver les fabricants qui emploient des jeunes apprentis à les accompagner pour porter leurs boîtes par la ville alors qu'ils font la *place*, soit chez les commissionnaires, soit chez les marchands; et nous déplorons tout particulièrement l'imprévoyance de ceux qui envoient ces enfants, de nuit, sans même les accompagner et leur fournir la protection de leur présence, quelle que puisse être d'ailleurs la valeur de cette protection.

Notre titre d'*Assistance paternelle* nous crée des obligations, auxquelles nous ne devons pas faillir; nous faisons donc appel à votre concours pour donner à nos observations tout le poids qu'elles devront à l'autorité de la Société et à la publicité dont elle dispose.

Un jour ou l'autre, les fabricants qui pêchent ainsi par ignorance ou par irréflexion seraient inévitablement passibles de peines correctionnelles, puisqu'ils agissent contrairement à la loi. C'est, par conséquent, leur rendre un service de bonne confraternité que de les avertir en temps utile, tout en contribuant à faire disparaître un abus si nuisible aux plus précieux intérêts de l'enfance ouvrière.

Veuillez agréer, Monsieur le Vice-Président, l'assurance de ma haute considération.

R. TURNEY,

*Président de l'Association paternelle des Fleurs et Plumes. »*

Il serait à souhaiter que les grandes Maisons de cette industrie, par exemple, au moyen de numéros distribués à l'avance, ou par toute autre mesure d'ordre, nous évitent le lamentable spectacle de cette foule qui, bien avant le jour, exposée à toutes les intempéries, assiège leurs portes pour se faire inscrire sur des listes, souvent illusoires; que tous les fabricants, de leur côté, s'abstiennent religieusement d'envoyer prendre et garder leur tour par des enfants, des jeunes filles surtout, dont la place est au foyer ou à l'établi, et non pas dans la rue, au milieu des brocards et des quolibets de rassemblements bigarrés. Les abus disparaissent, on le sait, sous l'influence des bons exemples.

Nous espérons que la voix de la Société d'Assistance paternelle des enfants de cette industrie sera entendue en cette circonstance, comme elle l'a été au sujet des surcharges de boîtes, naguère imposées à de jeunes apprenties, abus que nous sommes heureux de voir disparaître de jour en jour.

---

## CHAMBRES SYNDICALES

### **Chambre des Doreurs, Mirolitiers et Ornementalistes.**

Les deux lettres ci-dessous concernant la création d'une École de dessin pour les apprentis de la corporation, ont été adressées à M. Carpentier, Président de cette Chambre syndicale :

« Monsieur le Président,

J'ai reçu votre lettre dans laquelle vous me demandez au nom de la Chambre syndicale, si l'on peut compter sur mon concours comme professeur d'art décoratif, ayant pour but de compléter l'éducation des apprentis des industries qui s'y rattachent.

Monsieur le Président, la tâche est lourde, mais pensant être aidé, vis-à-vis des élèves, par votre Chambre syndicale, j'accepte gratuitement et j'espère les entraîner dans la voie des arts appliqués à l'industrie, dont bon nombre de métiers font aujourd'hui le soutien et la fierté de notre pays.

J'accepte, Monsieur le Président, voyant dans votre création l'intérêt de notre patrie et celui des générations futures.

Agréez, Monsieur le Président, l'expression de ma très haute considération.

G. DUBUISSON,

Premier grand prix d'Art décoratif, 1876.

12 récompenses,

(30, rue Marie-Antoinette). »

« Monsieur le Président,

D'après les intentions que vous m'avez communiquées au sujet d'une école de dessin pour les apprentis de votre corporation, j'ai l'honneur de vous annoncer que je serai tout disposé à donner, gratuitement, mes conseils, comme professeur, tous les dimanches de huit à onze heures.

Mon enseignement comprendra le dessin de figure, ornements et fleurs d'après le modèle ou la bosse.

Veuillez avoir l'obligeance de donner connaissance de cette lettre à qui de droit.

Agréez l'assurance de ma considération,

M. COSMANN,

Artiste peintre,

Ancien professeur suppléant au lycée Fontanes.

Médailles aux expositions

(64, rue de La Rochefoucauld). »



**Chambre des Fleurs, Plumes et Modes.**

Dans la séance du 13 juin, présidée par M. Léon *Hiéland*, M. *Turney*, vice-président, a fait la communication suivante sur l'Assistance paternelle :

Messieurs,

L'*Assistance paternelle* est la cheville ouvrière de notre industrie; ceux d'entre vous qui ont assisté à la fête du 4 mai dernier, ont déjà pu apprécier l'utilité de cette œuvre; permettez-moi, cependant, de donner à ceux qui ne la connaissent pas quelques explications que j'abrègerai pour vous éviter toute fatigue.

Il y a onze ans, quelques personnes se sont groupées autour de M. Ch. Petit, fondateur de l'Œuvre qui nous occupe. Elles ont recueilli des adhésions nombreuses, un capital s'est formé, et, depuis cette époque, plus de 300 enfants ont pu bénéficier des résultats obtenus au prix d'efforts aussi nobles que désintéressés.

Les tendances de l'Assistance paternelle peuvent se résumer en trois points : progrès professionnels, progrès intellectuels et progrès moraux.

Je dis progrès professionnels, car former le goût de nos élèves, déceupler leur habileté est notre principale préoccupation. Pour constater les résultats obtenus et stimuler le zèle général, des concours annuels, des récompenses composées de livrets de 25 à 150 francs, et de volumes choisis avec soin, tels sont les moyens dont nous avons pu vérifier l'efficacité.

Au point de vue intellectuel, notre sollicitude a particulièrement déployé toutes ses ressources. A une époque où les écoles se multiplient chaque jour, les efforts de la Ville de Paris, et les travaux entrepris par le ministère de l'instruction publique, nous dictent le devoir de contribuer fortement à l'instruction de nos enfants. De leur côté, les parents ont, de tout le poids de leur autorité, assuré l'effet de nos moyens d'action qui sont les suivants :

1<sup>o</sup> Distribution de cahiers aux enfants, cahiers dont l'emploi est contrôlé; 2<sup>o</sup> compositions annuelles sur la lecture, l'écriture, l'arithmétique, etc. Ces compositions motivent des récompenses.

Pour stimuler encore davantage le zèle de nos enfants, nous décernons des prix spéciaux de progrès, progrès que nous constatons en comparant entre eux les cahiers des diverses années, progrès enfin qu'il importe avant tout de bien récompenser.

Le côté moral n'est point négligé, car le zèle, l'exactitude et la bonne conduite de nos élèves trouvent également auprès de nous, encouragements et récompenses. Nous le disons hautement, Messieurs, c'est ainsi que nous élargissons chaque jour, pour l'enfant

confié à nos soins, les portes de l'avenir et que, pleins d'une juste satisfaction en face des résultats obtenus, nous recevons les chaleureux remerciements de ceux qui ont accepté notre intervention.

Mais il ne suffit pas que notre OEuvre soit bonne, il faut aussi que son action s'étende, et je dois le dire, en présence du grand nombre de personnes qui se rendent à nos fêtes, nous sommes étonnés que chacune d'elles ne tienne pas à honneur de s'unir à nous. La cotisation de 12 francs par an n'est sans doute pas ce qui les arrête; quels sont donc les obstacles? A-t-on trouvé extraordinaire que les récompenses aillent toujours aux mêmes maisons? Peut-il en être autrement, Messieurs, puisque ce sont toujours les mêmes maisons qui envoient leurs enfants au concours? A-t-on cru que nos récompenses sont exclusivement réservées aux articles fins? C'est encore là une grosse erreur, car il est évident que plus nombreux seront les adhérents, plus nombreuses aussi seront les divisions des récompenses.

Vous devez nous aider à réfuter ces objections. Éclairez-vous donc en lisant notre brochure. Sachez bien que nous ne venons pas vous demander de l'argent, mais solliciter votre participation à l'œuvre, que nous voulons voir grandir, et obtenir vos élèves que nous voulons rendre meilleurs si c'est possible. Croyez-moi, Messieurs, en vous unissant à nous, vous rendrez à la fois service à l'élève et au patron, en un mot à l'industrie tout entière.

Les paroles de M. Turney sont sympathiquement accueillies par tous les membres présents, qui reçoivent des mains de M. le Vice-Président les brochures de l'Assistance paternelle.

#### **Chambre du Papier et des Industries qui le transforment.**

Dans sa séance du 6 juin, sous la présidence de M. J.-L. *Havard*, M. *Ramé* a présenté au nom de la Commission du concours des apprentis, le rapport suivant :

Messieurs,

De la distribution des récompenses qui a couronné le dernier concours de son merveilleux succès, je ne vous dirai rien qui n'ait déjà été dit et que vous ne connaissiez tous; quel talent d'ailleurs demanderait la description de tout ce qui mériterait ici d'être décrit, et la peinture fidèle de toutes les joies, de toutes les satisfactions, en un mot, de tout le contentement qui a été le partage de plus d'un millier de personnes pendant cette fête de famille que le soleil du 11 mai a daigné éclairer de ses rayons! Ce talent, je ne me le reconnaiss pas, et vous me permettrez de m'abstenir.

Je préfère, Messieurs et chers collègues, me borner à vous retracer

les joies intimes qui sont venues me trouver et que je suis heureux de vous faire partager.

Des patrons, des parents, sont venus me remercier de ce que nous avons fait pour leurs enfants, des apprentis, naturellement, sont également venus me remercier aussi des prix qu'ils avaient obtenus, me promettant d'en mériter d'autres au prochain concours. Je pourrais vous en citer un grand nombre, parmi les vingt-huit lauréats, qui ont quitté leur travail pour m'apporter, disaient-ils, l'expression de leur reconnaissance.

Il y a plus, Messieurs, une délégation conduite par les deux prix d'honneur s'est présentée chez moi en habits de fête, il y a quelques jours (le mercredi 28 mai), afin de témoigner leur gratitude pour toute la peine que j'avais prise, et m'adresser, eux aussi, leurs remerciements pour les récompenses qu'ils avaient obtenues. J'aurais manqué à mon devoir en ne recevant pas ces enfants, mais je n'ai accepté l'expression de leurs sentiments, Messieurs, qu'en votre nom à tous.

J'ai montré aux enfants les preuves que leur mérite seul avait été leur titre aux récompenses obtenues, et je leur ai fait comprendre qu'ils les devaient aux bons soins de ceux qui ont eu la peine de les former et de les instruire dans leur métier.

Après les avoir remerciés de leurs démarches, je leur ai dit :

« Chers enfants, je suis très sensible au sentiment qui vous a guidé et je vous remercie vous et ceux qui ont dicté votre louable conduite, mais je dois vous dire, après ce que vous venez de voir des travaux du Jury et l'impartialité avec laquelle toutes les récompenses ont été distribuées, que je ne puis accepter pour moi personnellement ni votre démarche, ni vos remerciements ; je les accepte comme Secrétaire de la Commission du concours et en son nom, pour elle et pour toute la Chambre syndicale fondatrice de l'œuvre qui me procure aujourd'hui le plaisir de vous recevoir. Si vous croyez avoir contracté une dette envers la Chambre syndicale, je vous offre le moyen de vous acquitter : travaillez tous avec cœur, aimez et aidez votre patron, souvenez-vous que l'honnête homme trouve toujours à faire son chemin, n'oubliez jamais ce qu'a écrit La Fontaine :

Travaillez, prenez de la peine,  
C'est le fonds qui manque le moins.

« Enfin, soyez toujours convaincus que le travail est le plus grand de tous les biens, car c'est par le travail que l'homme s'affranchit, c'est par le travail seul qu'il est véritablement libre. Cette vérité, vous saurez plus tard l'apprécier, lorsque votre tour viendra, et alors rappelez-vous ce qui a été fait pour vous en le faisant pour les autres ; c'est le meilleur moyen de prouver votre reconnaissance. »



Chers collègues,

Je ne vous entretiendrai pas plus longtemps des douces joies que j'ai ressenties de ces sympathiques manifestations, elles me prouvent que l'idée que je vous ai soumise pouvait porter des fruits; et la preuve d'ailleurs en était faite pour moi du jour où vous l'avez adoptée.

Voici le deuxième concours terminé et aussi nos comptes liquidés; nous avons reçu environ 2,500 francs; nous n'avons pas tout dépensé; y compris le solde du compte de l'exposition, il nous reste encore des fonds en caisse pour le prochain Concours (3 à 400 francs). Avant de finir ces quelques explications, peut-être un peu trop personnelles, j'ai deux propositions à vous présenter.

La première, j'en suis convaincu, trouvera parmi vous un écho retentissant; voici ce que je vous demande de voter :

« La Chambre tout entière adresse ses remerciements et ses félicitations à M. Laudner, Président de la Commission du concours, pour les soins et le zèle qu'il a apportés à conduire à bonne fin l'œuvre du concours, et à M. Valdampierre, l'infatigable Trésorier qui, laissant ses affaires, n'a rien négligé pour remplir avec tact et succès la tâche délicate qu'il a acceptée.

» La Chambre adresse également à l'unanimité des remerciements à la Commission musicale, qui a si heureusement rempli la mission qui lui a été confiée, et à MM. les Commissaires qui ont consenti à prêter leur concours à l'organisation de la solennité du 11 mai. »

Ma deuxième proposition est la révision du règlement, qui, je le pense, ne rencontrera que votre approbation. De cette façon, le travail étant tout prêt, nous gagnerons du temps la prochaine fois.

Enfin, Messieurs, et c'est par quoi peut-être j'eusse dû commencer, je propose à la Chambre d'adresser aux souscripteurs et aux donateurs qui ont bien voulu s'associer à notre œuvre, une lettre particulière leur portant nos remerciements.

M. le *Président* dit qu'il ne lui paraît pas nécessaire de mettre aux voix les propositions de M. Ramé, relatives aux remerciements et félicitations à adresser à nos collègues.

Elles sont assurément adoptées à l'unanimité.

M. Valdampierre propose d'adresser des remerciements et des félicitations, non moins vives, à M. Ramé qui, par son intelligente initiative et son incessante activité, a contribué, pour une si grande part, au succès du Concours et de la Fête qui l'a couronné.

Cette proposition est adoptée chaleureusement et à l'unanimité.

M. le *Président* fait observer que, pour les personnes étrangères

à la Chambre et qui lui ont apporté leur concours, il est convenable qu'une délibération soit prise à cet égard.

Partageant la pensée de son Président, LA CHAMBRE DU PAPIER ET DES INDUSTRIES QUI LE TRANSFORMENT,

« Considérant que la séance solennelle de distribution de prix, qu'elle a tenue le 11 mai dernier, n'a dû le caractère plein d'intérêt et de charme dont elle a été marquée qu'au généreux et bienveillant concours qu'ont bien voulu y apporter les notabilités scientifiques et commerciales, qui l'ont présidée ou y ont assisté, les artistes distingués qui l'ont animée, en y produisant avec cœur tous les dons du talent, les nombreux donateurs et souscripteurs qui ont si largement contribué par leurs généreuses offrandes aux récompenses décernées, enfin, les autorités municipales du IV<sup>e</sup> arrondissement qui ont ouvert, à cette fête de famille, les portes d'une salle magnifique,

» Déclare voter à l'unanimité les remerciements les plus chaleureux à toutes les personnes qui se sont, à un des titres susdits, associées à l'Œuvre qu'elle a fondée en faveur de ses apprentis.

» Et décide que des lettres spéciales, signées de son Président et du Président et du Secrétaire de la Commission, seront adressées aux personnes suivantes :

- » M. le MINISTRE de l'Agriculture et du Commerce ;
- » M. le PRÉFET du département de la Seine ;
- » M. le MAIRE du IV<sup>e</sup> arrondissement de Paris ;
- » La CHAMBRE SYNDICALE des Négociants-Commissionnaires ;
- » La SOCIÉTÉ DE PROTECTION des apprentis ;
- » M. TRESCA, membre de l'Institut ;
- » M. PERSON, Président de la Chambre de commerce d'exportation ;
- » M. SAVOY, Président du Syndicat général de l'Union nationale du commerce et de l'industrie ;
- » M. GONTHIER-DREYFUS, Président de la Société de secours mutuels et de prévoyance de la papeterie ;
- » M<sup>me</sup> BRUNET-LAFLEUR. »

La Chambre décide ensuite que, voulant continuer la mesure prise précédemment pour assurer la permanence de son patronage aux jeunes enfants récompensés, elle désignera, dans une prochaine séance, parmi les membres de la Chambre et, parmi ses adhérents, un parrain pour chacun des lauréats.

La Chambre renvoie, également, à une prochaine séance l'examen du projet de règlement du concours que, d'ici là, M. Ramé est chargé de soumettre à la Commission du concours.

— Dans sa séance du 4 juillet 1879, présidée par M. J.-L. Havard,

assisté de M. *Victor Pacon*, vice-Président, a été remis à chacun des membres de la Chambre un exemplaire du Règlement présenté par la Commission du Concours des apprentis, afin de réfléchir aux changements que chacun croirait devoir y proposer au moment de la discussion qui aura lieu après les vacances de la Chambre.

Le Président propose que ladite Commission profite de la première réunion pour étudier la question du parainage des enfants récompensés et examiner s'il y a lieu d'admettre, en principe, de répartir ce parainage entre tous les membres de la Chambre. Le Président fait, ensuite, ressortir l'intérêt moral que peut trouver chaque enfant dans ses rapports avec une personne désignée pour lui donner les conseils et l'appui dont il peut avoir besoin; il ajoute que c'est un lien qui rattache davantage les apprentis à la Chambre syndicale.

Cette proposition est adoptée à l'unanimité.

#### **Chambre des Pâtisseries.**

Dans sa séance du 6 août 1879, M. le Président *Félix Petit* a soumis à l'assemblée une proposition ayant pour but de relever la partie artistique de la Pâtisserie par l'envoi de jeunes apprentis à l'École de dessin.

Cette proposition est prise en considération; elle sera examinée par les membres adhérents de la Chambre et sera mise à l'ordre du jour de la prochaine assemblée générale.

---

## **LES COLONIES AGRICOLES.**

### **LA COLONIE AGRICOLE DE SAINTE-FOY <sup>(1)</sup>**

(DORDOGNE)

Nous avons reçu les deux documents suivants : Le 4<sup>e</sup> *Rapport* (exercice 1877-1878), *présenté au Conseil d'administration de la colonie Sainte-Foy*, par son excellent directeur, M. le pasteur *L. Rey* et le *Rapport médical sur la situation sanitaire de la Colonie*.

La Colonie agricole de Sainte-Foy, fondée en 1842 (et reconnue

---

(1) Agence (M. Gresse), à Paris, rue Tronchet, 2.



comme établissement d'utilité publique, par décret du 15 avril 1863), est un établissement à la fois répressif et préventif.

« *Régime éducationnel.* — J'ai hâte d'arriver, dit M. le pasteur Rey, dans son Rapport, à la partie essentielle de notre Œuvre. Soigner les maladies du corps et administrer avec prudence les intérêts matériels et financiers, ce n'est pas chose indifférente. Mais prendre des créatures immortelles, prématurément déformées et flétries; combattre, par une lutte de tous les jours, des instincts dépravés, des habitudes détestables; déposer dans ce sol ingrat et faire croître, par une culture intensive, le germe de la vie morale et divine; façonner et tremper des caractères, convertir et sauver des âmes..., qui est suffisant pour ces choses? Et pourtant, c'est là la tâche. Heureusement, ce qui est impossible à l'homme est possible à Dieu, et il aime à déployer sa force dans l'infirmité de ses serviteurs.

#### TRAVAIL

Le travail est la première condition d'amendement, la première leçon qu'ont à apprendre nos enfants, vagabonds et mendiants pour la plupart, c'est-à-dire essentiellement paresseux. La leçon est assez vite apprise, et les punitions pour paresse fort rares.

J'ai exposé déjà le système de récompenses par lequel nous honorons et stimulons le travail. C'est le travail agricole qui est à la base de notre éducation; le travail industriel a pourtant sa bonne part. Voici, d'ailleurs, à ce point de vue, la répartition des colons :

|                                 |    |
|---------------------------------|----|
| Atelier des tailleurs . . . . . | 15 |
| — de menuiserie . . . . .       | 2  |
| — de cordonnerie . . . . .      | 1  |
| Service intérieur. . . . .      | 3  |
| Soin du bétail. . . . .         | 2  |
| Culture maraîchère . . . . .    | 10 |
| Agriculture . . . . .           | 33 |
| Sans apprentissage. . . . .     | 33 |

Ce dernier chiffre se compose d'enfants nouvellement arrivés ou trop petits pour apprendre un métier. Ils sont employés aux travaux de propreté, à l'épluchage des légumes, aux menues occupations agricoles, etc. Des 33 qui se livrent à l'agriculture, 20 environ sont d'origine rurale. Des 13 qui restent, 5 ou 6 n'ont plus de famille qui les attire à la ville. Ils se résignent à vivre à la campagne ou s'engagent dans l'armée. Les autres ont trouvé dans le travail des champs des conditions d'amendement que ne leur eût pas offertes la vie sédentaire de l'atelier. Notre organisation pourrait d'ailleurs fort bien se prêter à l'extension du travail industriel ou de la culture maraîchère, de plus en plus appréciée dans les villes, si le besoin s'en faisait sentir.

## INSTRUCTION

L'école n'a subi aucune modification. La famille des petits reçoit toujours une plus large part d'enseignement que les autres familles. Elle a en moyenne quatre heures de classe par jour, à divers intervalles. Les deux premières familles reçoivent l'instruction à la rentrée du travail, jusqu'à sept heures et demie du soir. En hiver, la classe atteint trois heures; en été, elle descend à une heure. Elle n'est jamais complètement suspendue; mais durant la saison des vendanges, elle est remplacée par des exercices de chant.

Des 28 colons entrés dans l'année, 9 savaient peu de chose, 14 très peu, 5 absolument rien.

Les 22 libérés présentaient une grande diversité d'instruction. Il n'en est aucun qui ne possédât en nous quittant ces éléments de lecture, d'écriture, de calcul, qui semblent peu de chose à l'homme cultivé, mais qui n'en tracent pas moins un abîme entre celui qui les possède et celui qui les ignore.

Au programme de l'instruction primaire que nous enseignons, viennent s'ajouter quelques leçons spéciales. Nos enfants apprennent les éléments de la botanique, la greffe, la taille. Un ami dévoué de la colonie, M. le professeur Pellis, vient chaque semaine les initier aux sciences naturelles, chimie, physique, météorologie. Cette leçon est écoutée avec un vif intérêt. Les élèves ne sont pas seulement attentifs, ils sont reconnaissants des soins patients et désintéressés de leur vénérable maître. Il y a chez quelques-uns de nos colons un grand désir d'apprendre. Ils demanderaient des leçons spéciales, un enseignement plus relevé. Sans décourager ces aspirations, j'y répons avec une grande prudence. Je mets cependant volontiers à leur disposition les livres de ma bibliothèque.

Celle de l'Etablissement leur est ouverte tous les dimanches. Elle compte 450 volumes, mais tous ne sont pas intéressants. 35 en moyenne sont mis en lecture chaque semaine. Nous recevons de loin en loin quelques volumes offerts par des amis. Il serait à désirer que ces envois fussent plus fréquents, car la pénurie de nos ressources ne nous laisse rien à dépenser pour cet objet.

Nos colons sont abonnés aux petits journaux religieux illustrés. Il n'en est guère parmi eux qui ne reçoive sa feuille, avec son adresse sur la bande. Quand le journal est trop cher pour leur bourse, comme le *Magasin pittoresque*, la *Famille*, etc., la difficulté est résolue par une association, et l'adresse est collective.

De temps à autre, le dimanche soir, nous faisons une conférence ou une lecture. Nous mettons à contribution nos grands poètes contemporains, nos conteurs simples et charmants. M<sup>me</sup> la comtesse de Gasparin, entre autres livres dont nous la remercions ici, nous a

envoyé un ouvrage traduit de l'anglais, trop bien traduit pour que le traducteur ait eu besoin de signer son œuvre : *la Grande armée des Misérables*. Les récits qu'il contient ont profondément remué nos enfants, réveillé le souvenir d'expériences et de souffrances personnelles, et excité encore de salutaires émotions.

La correspondance est l'objet de notre sollicitude. Elle a lieu tous les premiers dimanches du mois, et chaque fois, surtout aux anniversaires de famille ou au renouvellement de l'année, les enfants sont rendus attentifs à leur devoir épistolaire. D'une manière générale, cette correspondance fait du bien, parce qu'elle maintient vivant dans le cœur tout un ordre de sentiments délicats et sacrés. Cependant elle n'est pas sans danger. Ces enfants se font de leur famille une idée à laquelle ne répond pas toujours la réalité et sont portés à chercher en elle un point d'appui qu'il leur vaudrait mieux chercher ailleurs. Les lettres des parents ne sont pas toujours raisonnables. Parfois le bon sens, parfois l'honnêteté fait défaut. En général, ceux-ci ne s'inquiètent guère de leur enfant quand il est en bas âge ; mais dès qu'il est devenu grand, fort, capable d'être exploité sur le marché, nous assistons à des explosions de tendresse. Dès lors, ils parlent comme si, avec cette tendresse intéressée, ils avaient retrouvé la plénitude de la puissance paternelle. Ils lui annoncent qu'ils vont le reprendre, qu'il n'a plus que peu de temps à attendre ; s'ils daignent se souvenir qu'il y a une administration investie de la tutelle, ils ne doutent pas qu'elle ne les rende à la première réquisition. Ce langage trouble l'enfant, excite en lui de chimériques espérances et l'empêche de se livrer sans arrière-pensée à l'influence de ses éducateurs. A cet égard, je suis appelé souvent à ramener les familles au sentiment de la réalité et du devoir. Parfois, rarement pourtant, la correspondance est immorale, haineuse, impie ; vous ne vous étonnerez pas que nous ne la laissions pas arriver à son adresse.

La correspondance s'inscrit au départ et à l'arrivée. Les colons écrivent plus de lettres qu'ils n'en reçoivent. 20 à 25 0/0 restent sans réponse chaque mois, ce qui prouve que l'affection de la famille ne répond pas à la leur.

Il y a un certain nombre d'enfants qui n'ont plus de parents ou à qui les parents ne donnent plus signe de vie. C'est un crève-cœur pour eux, les jours de correspondance, de voir leurs camarades entrer en relation avec des êtres qu'ils aiment et dont ils sont aimés, tandis qu'eux se sentent seuls et abandonnés. On les trouve parfois baignés de larmes. Pour répondre à ce besoin du cœur et leur voiler quelque peu la tristesse de leur situation, nous leur avons demandé de nous écrire. Leurs lettres nous sont remises en même temps que les autres, et nous leur répondons avec l'accent paternel ou maternel.

J'en aurai fini avec l'instruction, si je mentionne la place considé-



nable que nous faisons au chant, au chant sacré et au chant profane, et le goût avec lequel s'y portent la plupart de nos colons. C'est même pour nous un diagnostic à peu près sûr de leurs dispositions intérieures. L'enfant ne chante pas, n'aime pas à chanter, aussi longtemps qu'il y a en lui le désordre et la révolte. Dès que le chant vient sur ses lèvres, c'est que l'harmonie a commencé dans son cœur.

#### RELIGION

Nous touchons ici à l'âme même de notre pédagogie. Dans cette lutte de tous les jours contre les mauvaises habitudes, les mauvaises paroles, les mauvais penchants, contre le péché acte et principe, sous ses formes si multiples, l'Evangile est notre force. La victoire n'est définitivement gagnée que quand l'enfant a fait cette confession : j'ai péché contre le ciel et contre toi ; quand il a pris cette résolution : je me lèverai et j'irai vers mon père ; quand il a cherché ce refuge : la croix du Sauveur. Il n'y a de moralité solide que celle qui s'appuie sur une piété vivante. Nos colons, à cet égard, peuvent se diviser en trois catégories. Les uns (c'est le plus grand nombre), vivent dans la médiocrité morale, indifférents, mais respectueux des choses saintes, ayant une certaine naïveté d'impressions religieuses et vivant dans une certaine mesure de la foi traditionnelle. D'autres sentent les saintes importunités de la grâce, mais ils regimbent contre ses aiguillons. Il y a encore une lutte sourde, qui ne leur laisse point de paix et dans laquelle leurs mauvais sentiments s'exaltent. Nous en suivons avec angoisse les péripéties et travaillons, sans y réussir toujours, à amener une heureuse issue. D'autres enfin s'ouvrent à l'influence du Seigneur et au souffle de son esprit. Ils ont choisi la bonne part. Ils nous réjouissent et nous réconfortent par leurs bons sentiments. Leur piété est sans doute une plante encore frêle et délicate, elle craint la chaleur et la froidure, elle a besoin d'être protégée contre les railleries du dehors, contre les retours du dedans ; mais elle est bien là, garantie de la vie présente et germe de la vie éternelle.

Les manifestations de notre vie religieuse sont toujours les mêmes : culte domestique matin et soir ; — école du dimanche, où nous sommes secondés par une pléiade de moniteurs préalablement préparés à leur tâche ; — catéchuménat, qui initie ces enfants arrivés à l'âge de raison aux grandes doctrines de la révélation, et les place face à face avec le Sauveur ; — communions aux grandes fêtes, où nous accueillons à la table du Père de famille ceux qui ne s'en sont exclus ni par leur conduite, ni par leur propre décision ; — cultes du dimanche, où nous aimons à nous mêler à nos frères du dehors, soit que nous les accueillions dans notre temple, soit qu'aux beaux jours nous allions nous asseoir dans les leurs.

*Régime disciplinaire.* — Notre discipline, dans une organisation complexe, embrasse toute la vie du colon et fait appel à tous les mobiles pour le pousser sur le chemin du relèvement. Notre système de punitions et de récompenses vous est connu. Il a pour base l'appréciation journalière du travail et de la conduite par de bons ou de mauvais points.

Nous avons besoin, surtout en commençant, de faire une part à la répression et à la crainte. La loi, avec ses sanctions inévitables, est toujours le rude pédagogue qui prépare le chemin à la grâce. Il faut rétablir dans ces consciences délabrées ou rudimentaires les éléments de la vie morale. Mais nous tendons à restreindre le plus possible ces mobiles négatifs et à développer les mobiles plus nobles et plus féconds d'espérance, de devoir et d'amour, sans oublier le mobile de l'intérêt bien entendu, qui, en réalité, se confond avec les précédents. Nous voulons autant que possible gouverner par la force morale des créatures morales. Aussi usons-nous peu des punitions. Les punitions graves surtout sont devenues très rares. Dans le cours du dernier exercice nous avons eu 8 cas de piquet, 27 cas de cellule embrassant 45 jours, pas tout à fait une moyenne de deux jours par cas.

Par une conséquence toute naturelle, les journées sans punitions se multiplient. Nous avons eu cette joie de voir notre première famille traverser toute une semaine sans broncher, vierge de mauvais points, et les deux autres n'avoir en tout que cinq punitions fort légères. Il est vrai que le dimanche qui terminait cette semaine était l'anniversaire de ma naissance. Ces enfants avaient senti qu'une conduite irréprochable était le compliment que j'apprécierais le plus, et ils avaient voulu m'offrir ce bouquet d'un charme, en effet, tout particulier pour moi. Ainsi les événements de famille sont pour nous des occasions d'égayer l'austérité de la règle et de resserrer les liens d'affection qui nous unissent. Nous avons nos plaisirs et nos fêtes. La vie n'est pas triste à la colonie. On ne s'y trouve pas trop mal; on y revient et même on y reste volontiers. Nous n'avons pas eu une seule tentative d'évasion.

Les récompenses, calculées d'après les notes de chaque jour, se sont progressivement élevées et ont atteint un chiffre considérable pour notre budget. En diminuer le taux n'est pas possible, mais nous les calculons avec une implacable rigueur et nous ne donnons aux bons points une valeur en argent que quand l'enfant a atteint la cinquième classe, c'est-à-dire après un séjour de cinq ou six mois. Voici quel est le chiffre du pécule :

|                                  |                     |
|----------------------------------|---------------------|
| En caisse à la colonie. . . . .  | Fr. 475 20          |
| A la Caisse d'épargne . . . . .  | 2.364 46            |
| Avoir total des colons . . . . . | <u>Fr. 2.839 65</u> |

Nous comptons 64 livrets de Caisse d'épargne et le plus fort livret est de 91 fr. 75 c.

Vous savez que nos colons abandonnent le dixième de leurs bénéfices pour alimenter une caisse de charité. Sur cette caisse ils donnent une première mise de fonds de 2 francs à leurs camarades qui arrivent sans ressources et ils votent des subventions aux établissements de bienfaisance du voisinage et aux grandes sociétés de leur Eglise. Voici le compte de la caisse des charités pour le dernier exercice :

|                                                  |     |                   |
|--------------------------------------------------|-----|-------------------|
| <i>Recettes</i> . . . . .                        | Fr. | 294 30            |
| <i>Dépenses :</i>                                |     |                   |
| Premier fonds aux arrivants . . . . .            | Fr. | 31 15             |
| Aux établissements de Laforce . . . . .          |     | 50 »              |
| Aux blessés turco-russes . . . . .               |     | 50 »              |
| Asile de vieillards de Port-Sainte-Foy . . . . . |     | 30 »              |
| Étrennes . . . . .                               |     | 30 »              |
| Société évangélique de France . . . . .          |     | 50 »              |
|                                                  |     | <hr/>             |
|                                                  |     | 241 15            |
| Solde en caisse au 31 mars 1878. . . . .         | Fr. | <hr/> 53 45 <hr/> |

#### RÉSUMÉ

Permettez-moi de terminer ce rapport par un court résumé qui mette en regard nos sujets de satisfaction et nos sujets d'inquiétude ou de tristesse, l'ombre et la lumière.

*Régime sanitaire.* — Peu de malades, point de maladies graves, point de décès... mais nécessité d'une installation de bains plus complète, et d'un séjour au bord de la mer pour nos anémiques, nos lymphatiques, nos scrofuleux, etc.

*Régime économique.* — Point d'aggravation financière, mais un état de crise qu'on ne conjure que par des palliatifs, et qui demande impérieusement une solution.

*Régime éducationnel et disciplinaire.* — Peu de punitions, très peu de cellules, point d'évasions, large application de la libération anticipée; mais quel champ infini de progrès à faire dans ce domaine, avant que, par le travail, par l'instruction, par la discipline, par l'éducation, nous ayons transformé, assimilé, conquis à l'humanité en les conquérant à l'Evangile, ces éléments désordonnés, anarchiques et pervers!

Une sollicitude particulière est due aux plus petits, car leur nature est plus malléable et plus flexible, et leur âme plus susceptible d'oublier les leçons détestables du passé, et de s'ouvrir aux influences bienfaisantes de l'avenir. Eh bien, l'appel que contenait le dernier rapport, pour bâtir un quartier spécial à cette intéressante famille, et le mettre sous la direction d'une femme, est resté sans réponse. Ce



ne serait pourtant là que le commencement d'une application nouvelle de la charité, destinée à prendre une grande extension dans notre patrie. On se demande, en présence de la criminalité croissante de l'enfance, s'il n'y a pas à créer quelque institution préventive de la colonie, comme celle-ci est préventive de la prison. L'Angleterre depuis longtemps a résolu le problème. Aux écoles de réforme qui reçoivent les jeunes condamnés, elle a ajouté, pour les enfants plus jeunes ou moins coupables, un magnifique réseau d'écoles industrielles. Elle vient de faire un pas de plus dans la voie préventive, par la création des externats industriels. Les mêmes besoins demandent en France les mêmes remèdes. Notre Eglise en particulier est appelée à compléter ses institutions correctionnelles. Pourquoi ne les grouperait-elle pas autour de sa vieille colonie, d'un côté l'école préventive ou professionnelle, pour les enfants des classes misérables; de l'autre, pour les enfants des familles aisées, le collège répressif. Sera-ce en vain que cette perspective se sera ouverte devant la philanthropie chrétienne de notre génération, et n'entendra-t-elle pas l'appel de Celui qui, au jour de sa chair, aima d'une tendresse particulière les enfants, d'une compassion spéciale les gens de mauvaise vie, et qui a légué à ses disciples comme leur premier devoir, le soin de chercher et de sauver ce qui était perdu ?

---

## REVUE DE L'ÉTRANGER

**BELGIQUE.** — *Ecole d'Art décoratif.* — Le gouvernement belge vient d'instituer une commission chargée de préparer l'établissement d'une École d'art décoratif, annexée à l'Académie des Beaux-Arts de Bruxelles.

**CHINE.** — *Jeunes gens envoyés en France et en Angleterre.* — « La mission qui a pour but de diriger l'éducation scientifique d'un certain nombre de jeunes Chinois, venus chez nous pour recevoir une instruction qu'il leur serait impossible d'obtenir des professeurs de leur pays, est une continuation de l'œuvre de deux de nos compatriotes, les lieutenants de vaisseau d'Aiguebelle et Giquel, dans l'arsenal de Fou-tcheou, créé, en 1867, dans la province de Fo-kien. En même temps que dans cet établissement on construisait des vaisseaux de guerre, on y fondait des écoles pour former des officiers capables d'en prendre le commandement, et des ingénieurs qui pourraient un jour donner eux-mêmes de nouveaux types de bâtiments. Toutefois, il était nécessaire, pour que l'éducation de ces officiers fût complète, qu'ils vinssent passer trois années en Europe, afin d'étudier sur place les travaux de nos arsenaux, de nos usines et de nos écoles; de là l'organisation d'une mission chinoise en Europe à la tête de laquelle

furent placés le directeur de l'arsenal de Fou-tcheou, M. Prosper Giquel, et un haut fonctionnaire chinois, Li Fong-pao, aujourd'hui, ministre à Berlin. Cette mission, composée de trente-deux jeunes gens auxquels cinq autres furent adjoints plus tard, arriva à Marseille en mai 1877. Douze d'entre eux furent immédiatement dirigés sur l'Angleterre; les autres restèrent en France.

Ces derniers, distribués dans des établissements tels que ceux de la Société nouvelle des Forges et Chantiers de la Méditerranée à la Seyne, de MM. Schneider et C<sup>ie</sup> au Creusot, de MM. Pétin et Gaudet à Saint-Chamond, ne pouvaient manquer de faire de rapides progrès qui leur permirent de suivre les cours de nos écoles supérieures; c'est maintenant à l'École de Maistrance de Brest, à l'École des Arts et Métiers de Châlons-sur-Marne, à l'École du Génie maritime de Cherbourg, à l'École des Mines de Paris, qu'ils poursuivent des études qui, lorsqu'elles seront terminées, fourniront à la Chine un noyau d'ingénieurs, de contre-maîtres et de maîtres charpentiers capables de dessiner et de construire des bâtiments de guerre de toutes les classes et de tous les types.

Leurs collègues d'Angleterre, après des études à Portsmouth et au *Royal Naval College* de Greenwich, ont été embarqués sur des navires de la marine britannique, et ils complètent leur éducation théorique par une pratique qui les prépare à prendre le commandement de la flotte de leur pays.

Il est facile de comprendre l'importance de cette entreprise qui fait connaître notre pays dans le plus vaste empire de l'Extrême-Orient. Certes, le nom de la France était grand en Chine, par l'œuvre civilisatrice du missionnaire; mais son industrie, son commerce, ses ressources ne sont pas appréciés à leur valeur sur les marchés envahis par l'Angleterre, l'Amérique et l'Allemagne. Ce sera le devoir de ces officiers, et un devoir facile à remplir, quand ils auront reçu chez nous leur éducation, de rappeler à leurs compatriotes cette terre de France si hospitalières aux étrangers.

D'ailleurs, si nous sommes bien renseignés, ces officiers occupent un rang fort honorable dans les écoles où ils sont placés. Le génie chinois saisit facilement les sciences exactes; lorsque le raisonnement, de préférence à la mémoire, sera la faculté cultivée chez les jeunes lettrés, ils ne tarderont pas à reconquérir une supériorité scientifique perdue depuis des siècles. Cette facilité pour comprendre les sciences exactes n'est pas moins grande pour l'étude des autres sciences. On a remarqué dernièrement une thèse pour la licence en droit par Ua-Kié-Tchong, bachelier ès lettres et bachelier ès sciences de la Faculté de Paris, en Chine, intendant de circuit (Tao-tai). Revêtu de la robe de l'avocat, M. Ua a parlé de la société pendant une heure devant un jury qui, nous dit-on, a reçu le candidat avec

trois suffrages : « *très-bien* » et un « *bien* ». On cite également une carte du monde, gravée par un nommé Yang après quatre mois d'apprentissage dans l'établissement d'Erhard, le célèbre géographe de la rue Duguay-Trouin.

Préparons-nous longtemps à l'avance un ami dans ce peuple, qui sera peut-être un jour un des éléments considérables du Nouveau-Monde ; ne jugeons plus les Chinois par les magots et les potiches ou d'après les récits fantaisistes des voyageurs en chambre. — (*Journal des Débats*, 14 août 1879.)

ITALIE. — *Opinion des Économistes sur l'intervention du législateur pour la réglementation du Travail des enfants.* — M. Michel Chevalier a présenté à l'Académie des sciences morales et politiques, séance du 24 mai 1879, de la part de M. Lampertico, sénateur du royaume d'Italie, un *Traité d'économie politique* (quatre volumes). L'auteur de ce traité semble se rallier à cette nuance d'opinion, assez répandue en Allemagne, qui est connue maintenant sous le nom de « socialisme de la chaire ». Il ne cite guère les économistes français ou anglais ; il essaie néanmoins quelquefois des comparaisons entre eux et les Allemands. Il prétend que l'école classique ne fait pas à l'État une place assez large ; pourtant les économistes n'ont jamais méconnu les droits de l'État ; ils ont applaudi, par exemple, à la *surveillance exercée sur le travail des femmes et des enfants*, mais ils ne veulent pas qu'il intervienne à tout propos, et surtout qu'il ne fabrique pas lui-même, si ce n'est des armes ou des navires de guerre, et cela par des raisons que tout le monde comprend. M. Michel Chevalier est, du reste, heureux de rendre hommage à la modération, à la science et au talent de l'auteur.

PRUSSE. — *L'Inspection du travail des enfants dans les manufactures.* — En Prusse, il a été, comme chez nous, créé, depuis quelques années, un corps d'Inspecteurs chargés de surveiller le travail des enfants dans les manufactures et les usines, de veiller à la santé et au bien-être des ouvriers, et de faire observer les règlements sur la matière. Ces inspecteurs, qui portent le titre de conseillers pour les métiers (*Gewerberäthe*), ont à rendre compte, chaque année, de leurs opérations qui consistent en des tournées de révision afin d'examiner si les prescriptions concernant les femmes et les travailleurs non adultes, ainsi que sur l'hygiène des ateliers, sont bien exécutées par les patrons.

Ces rapports annuels, adressés au Ministère du commerce, y sont recueillis, remaniés et livrés à l'impression. Le second volume de ces Rapports vient de paraître, sous le titre de : « *Comptes-rendus annuels des Inspecteurs de fabriques pour l'année 1878, publiés par ordre du Ministère du commerce et de l'industrie.* »



L'inspecteur de la circonscription de Berlin y constate la diminution du nombre des travailleurs non adultes ; il se demande si les désagréments qui résultent pour les patrons des prescriptions légales sur la restriction dans l'emploi des enfants comme ouvriers, n'en sont pas la cause. D'autres inspecteurs constatent le même fait, qu'ils attribuent en partie au contrôle rigoureux qu'on exerce actuellement.

L'un de ces rapports signale de nombreuses contraventions à la loi ; ainsi, en Poméranie, dans 13 briqueteries on a trouvé 28 enfants au-dessous de douze ans, employés dans les travaux.

Dans les fabriques de blanc de céruse on signale le fait suivant : on a remarqué qu'en beaucoup de districts les opérations les plus dangereuses de cette industrie sont confiées à des ouvriers de passage, des compagnons sans ouvrage pour le moment ; puis, ces opérations accomplies, on les renvoie, en sorte que les ouvriers atteints de coliques de plomb ne tombent pas à la charge des caisses de secours pour maladies, établies dans ces fabriques. On voit combien les tournées d'inspection sont nécessaires, afin de remédier aux abus dès qu'ils se présentent.

Quelques inspecteurs ont trouvé des enfants employés à des travaux nuisibles pour la santé, dans des fabriques de phosphore, d'allumettes, de cigares, de papier, etc. Dans deux fabriques d'allumettes phosphoriques, il n'y avait pas moins de 21 enfants.

D'après une ordonnance ministérielle de 1878, les inspecteurs doivent être sur-le-champ informés des accidents, s'il s'en produit dans les établissements industriels de leur ressort. C'est à la police qu'incombe ce devoir. Si cette prescription était suivie, on éviterait bien des malheurs. Ainsi, l'un des rapporteurs fait observer qu'il a toujours trouvé les fabricants prêts à prendre les mesures de sûreté nécessaires, dès que l'inspecteur leur signalait les accidents qui s'étaient produits ailleurs.

Il n'en est pas, il est vrai, de même partout. Certains fabricants se refusent à faire des changements après un accident, précisément parce que les ouvriers verraient par là qu'on n'avait pas pris auparavant toutes les précautions nécessaires.

En Westphalie, le nombre des accidents causés par le contact des machines en mouvement a été si considérable que l'inspecteur réclame un règlement spécial pour l'isolement des machines et pour la protection des ouvriers.

En général, presque tous ces rapports s'accordent sur un point : c'est que la ventilation des ateliers est défectueuse. Ils insistent, en outre, pour que des règlements de police prescrivent l'éclairage des cours, escaliers et autres dépendances des fabriques. Dans l'obscurité, les ouvriers peuvent être saisis par les machines, tomber dans des trappes, etc.

La *Gazette d'Augsbourg* se félicite de ce que tous ces faits et d'autres semblables soient ainsi portés à la connaissance des autorités et du public.

« C'est là, dit-elle, un des avantages les plus visibles du service des inspecteurs, dont l'institution ne peut que gagner en importance, s'ils dévoilent ainsi les abus qui se passent dans l'intérieur des usines. » — (*Journal des Débats*, 28 octobre 1879.)

SCHLESWIG-HOLSTEIN. — *L'Apprentissage*. — M. Pierre-Ch. Hansen, de Flensburg, publiciste, qui, étant à Paris, pour étudier notre économie politique et sociale, avait été mis par M. le vice-président Engel-Dollfus en rapport avec M. le secrétaire de la Société, et assistait à la séance de la Société du 3 avril 1879 (Voy. ci-dessus, p. 102), est aujourd'hui secrétaire de la Chambre de commerce de Kiel; il a bien voulu nous adresser, ainsi qu'il nous l'avait promis, une intéressante note sur l'organisation relative à l'apprentissage dans le Schleswig-Holstein, note que nous reproduisons telle qu'il nous l'a écrite :

« Par la loi, dite le « *Gewerbe-Ordnung* », du 21 juin 1869, la liberté industrielle était introduite dans la Confédération de l'Allemagne du Nord. Par cet Acte il n'était créé aucun nouveau principe. Dans le royaume de Saxe existait la liberté du travail, avec quelques restrictions, depuis 1862. La Prusse, de son côté, où la suppression des jurandes ou corporations anciennes a été, deux fois, en 1810 et 1843, décrétée, — lois qui ont pourtant subi de grandes modifications en 1849 — avait fait un grand pas vers ce but. La plupart des autres États allemands avaient également suivi, plus ou moins, la même trace. La loi de 1869 formait seulement la conclusion de l'entier, et aplanissait les différences dans les divers pays, provinces et villes. Moyennant cela, l'Allemagne entra dans la même position que la France, l'Angleterre et les États-Unis (car, bientôt après, cette loi fut appliquée dans l'Empire entier).

Par des raisons que nous ne voulons pas développer à présent, le nouvel ordre de choses avait eu à combattre avec la résistance d'une grande partie des intéressés directs, c'est-à-dire des artisans ou des petits industriels. L'opposition était faite sans motifs sérieux, parce que les circonstances existantes, selon le jugement général, ne pouvaient pas être conservées et parce que les artisans ne savaient un meilleur moyen pour l'amélioration de la situation, pour la transformation au temps moderne de l'ancien ordre créé dans une époque avec d'autres besoins. Donc il restait une issue : l'introduction de la liberté, qui donnait à chacun le droit et le devoir de travailler sans entraves pour ses intérêts, d'après les nécessités du temps courant. En première ligne, le

chemin libre était ouvert à chaque organisation coopérative et corporative.

Pendant les premières deux ou trois années l'opposition restait passive, à cause de la prospérité dans tous les domaines économiques. Mais, lorsque suivit le contre-coup, c'était surtout le « Gewerbe-Ordnung » ou le Gewerbe-Freiheit » (liberté industrielle) qui était regardée comme la cause de toutes les calamités. Alors, il se produisit un mouvement, comme en France en 1776, après l'Édit de Turgot. Le mouvement, borné d'abord par des artisans, sortit bientôt de ce cadre pour devenir un moyen d'agitation politique dans un sens réactionnaire. La politique rétrograde, poursuivie par Louis XVI, à son grand malheur, et ce que fit aussi la Prusse en 1849, l'Empire allemand, nouveau créé, ne l'acceptait pas. A l'orage de l'agitation, le Reichstag (Chambre des députés) et le Gouvernement opposèrent que les causes de la misère des artisans n'émanaient point de la liberté industrielle, et qu'on n'a aucune preuve pour démontrer que ces droits importants, donnés à la classe des artisans, ne soient pas propres à donner des secours au profit de ces derniers; et que l'accroissement de la prospérité de notre vie économique exige d'autres formes que celles qui existent depuis des siècles.

Les artisans n'avaient que mettre leurs mains au travail. L'Etat ne manquera à leur accorder une certaine autorité et certaines compétences officielles. Ce point de vue très important, comme il nous semble, a été observé par le Gouvernement jusqu'à nos jours. A ce grand mouvement suivit alors un arrêt. Enfin on commença à reconnaître l'infructuosité, même les dangers de l'un et de l'autre système. Nous devons penser nous-mêmes « à nos intérêts. » voilà le mot d'ordre qui retentissait partout, simultanément, dans toutes les parties de l'Empire. Ce fut seulement en 1878 que cet avis trouva une application générale dans la province de Schleswig-Holstein, qui, jusqu'alors, avait mis toutes les espérances dans l'Etat. A l'occasion d'une Exposition industrielle provinciale, on a tenu une réunion des artisans qui amena, en vérité, à une forte union qui devait amener une amélioration de la situation de ces industriels. Nous ne voulons pas entrer dans les détails de cette organisation qui, par son essence, a une ressemblance avec les Chambres syndicales de Paris. Elle se compose : 1° de *communautés* ou de corps de métier (Innung) comme des représentations de chaque industrie; 2° de *société locale* (Ortsverein ou Handwerkerverein) comme la liaison des communautés d'une ville; cette société a à traiter toutes les questions d'un caractère général; 3° d'*union provinciale des métiers* (Provincial-Gewerbe-Verband) qui est la représentation de toutes unions locales et, avec cela, de l'organisation toute entière.

La formation des Innungen se développe encore jusqu'à nos jours,



On peut dire, en général, que la sphère d'activité de cette organisation s'élargira encore. Les derniers chiffres que nous avons nous apprennent que l'Union provinciale des métiers possède 27 unions locales, 71 communautés avec 2,800 membres. Les tâches qui intéressent surtout les membres de la « Société de protection des apprentis et des enfants employés dans les manufactures à Paris », notamment la charge de soin pour les apprentis des artisans, tombe sur les unions locales, et, là seulement où les sociétés spéciales, les communautés, possèdent un nombre suffisant de membres à celles-ci. Avec chacune de ces unions est ou sera liée une *commission pour les apprentis*.

Cette Commission se composera de trois ou cinq membres du corps de métiers les plus consciencieux et les plus influents, qui seront élus pour deux ans et qui seront rééligibles. La Commission formera la véritable tutelle du jeune apprenti. Elle veillera tout d'abord à ce que le contrat d'apprentissage s'accomplisse selon les conditions convenues et que ce contrat règle spécialement le temps d'épreuve. Elle introduira l'apprenti dans le cercle de ses compagnons de métier devant l'assemblée de la communauté. A cette occasion le contrat sera relu à haute voix. Le maître en promettra solennellement l'exécution exacte, en touchant dans la main, et adressera à l'apprenti, aux parents, ainsi qu'au maître, quelques paroles relatives à la circonstance. S'il résulte que, pendant le temps d'épreuve, les parties ne soient pas satisfaites l'une de l'autre, la Commission cherchera à placer l'apprenti chez un autre maître, dans la même branche ou dans une autre, si toutefois il s'en est montré digne. La Commission a le même devoir envers les apprentis, dont le maître viendrait à mourir : un devoir, dont le § 128 de la Gewerbe-Ordnung ne pourra le dégager, selon lequel le contrat d'apprentissage est cassé par la mort du maître, si on fait valoir l'abolissement dans les quatre semaines suivantes. Si l'apprenti venait à perdre son tuteur naturel ou ses parents pendant la durée de son apprentissage, le comité se chargera, en tout que possible, de la surveillance nécessaire de l'apprenti. Un des membres sera chargé de rendre une visite, de temps à autre, à l'apprenti qui se trouverait à l'hôpital, à cause d'une maladie. Si l'apprenti croit devoir élever une plainte contre son maître, la Commission sera l'autorité compétente, qui s'informera des choses avec impartialité et remédiera à la plainte en tout ce qu'elle sera fondée. La Commission recommandera au maître d'employer une discipline sévère envers ses apprentis. Aussi on ne devrait pas souffrir que des individus qui n'ont pas encore atteint l'âge de dix-huit ans, se permettent de fumer ou de fréquenter les bals et les cabarets. Bref, on doit faire tout son possible pour réprimer de si funestes habitudes. Il est aussi à charge de la Commission de veiller à ce que chaque apprenti fréquente le cours des

adultes jusqu'à dix-huit ans accomplis ou jusqu'à ce qu'il se soit approprié certaines connaissances. Pour les apprentis des membres d'une communauté ou d'une association les cours d'adultes seront obligatoires. Le contrôle exercé par la Commission s'étendra non seulement sur les apprentis, mais aussi sur leurs maîtres de métier. On ne dispensera les apprentis de la fréquentation des cours d'adultes que par exception. L'association locale veillera à ce que l'enseignement réponde véritablement aux besoins urgents de la communauté et qu'il ne prenne seulement un caractère théorique. C'est pour cela qu'il est nécessaire de gagner une influence immédiate sur la direction de l'enseignement, soit par des propositions faites à l'école, soit par une représentation directe de la classe des artisans dans la direction. On devrait à toutes forces tâcher de mettre le principe en vigueur : l'union la plus intime de l'enseignement professionnel avec l'atelier. Les maîtres les plus intelligents devraient mettre leur honneur à être en même temps les précepteurs d'un cercle plus étendu de cette jeune génération. Chaque année, un examen des élèves aura lieu, auquel les membres de la Commission seront obligés d'assister et dans lequel les autres membres de la communauté devraient aussi être présents. Au jour de cet examen, il y aura une sorte de fête de famille pour tous les apprentis de l'Association à laquelle les maîtres, peut-être aussi les ouvriers, prendront part.

L'apprentissage fini, l'apprenti subira un examen (la communauté ou l'union locale fera quelques dispositions pour les détails de cet examen), le résultat de cet examen sera jugé par le comité et par le corps de métier ou par une Commission composée des membres de corps de métier. Le président de la communauté et les membres de la Commission signeront, ainsi que le maître, la lettre d'apprentissage. A la sortie d'apprentissage, il aura lieu un acte solennel, comme à la réception. A cette occasion, les deux ou trois premiers apprentis (même dans les associations les plus étendues, leur nombre devra être très restreint) qui se seront distingués par leur aptitude, leur bonne conduite et leurs succès à l'atelier comme à l'école, recevront une récompense, soit un outil, soit une somme d'argent, qui pourra peut-être leur servir pour faire un voyage. Les comités d'apprentis de chaque communauté feront les propositions relatives. La direction du corps de métier aura la décision. Les sommes nécessaires pour ces primes se composeront d'une rétribution de 10 pfennigs, que chaque maître donnera, par semaine, pour chaque apprenti qu'il occupe. En outre, l'association se donnera toutes les peines possibles pour recommander à l'État ou à l'administration locale les jeunes gens qui auront des talents et du goût, mais qui n'ont pas de ressources, afin qu'ils puissent fréquenter une École des arts et métiers ou une École professionnelle.

Les détails précédents, qui sont tirés du *Bulletin de la Société provinciale*, ont été approuvés dans une séance de l'Union, il y a peu de temps.

Quant au règlement organique, il sera créé, à une prochaine occasion, où seront réunies diverses expériences.

Ce sera, pour nous, un grand plaisir de faire, plus tard, encore, un rapport sur les résultats de nos travaux. — Nous sommes heureux de pouvoir apprendre quelque chose de la pratique de votre Société de protection des apprentis. »

---

## CHRONIQUE

VILLE DE PARIS. — *Enseignement du dessin.* — Nous avons assisté, avec un vif intérêt, le dimanche 25 mai, dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne, à la séance de distribution des prix des Concours de Dessin d'Art, ouverts annuellement entre les élèves des cours d'adultes, entre les élèves des écoles de dessin subventionnées, et entre les élèves des écoles communales de garçons et de jeunes filles de la Ville de Paris.

Cette séance était présidée par notre honoré collègue M. *Martial Bernard*, membre du Conseil municipal et membre de la Commission de surveillance pour l'enseignement du dessin, qui a prononcé un discours, souvent interrompu par les applaudissements, dans lequel il a fait ressortir les merveilleux résultats, auxquels on arrive, de nos jours, avec le concours mutuel de l'art et de l'industrie.

« Tandis que l'artiste, dit M. Bernard, doit se familiariser avec la technique industrielle, et savoir ce qu'on peut obtenir des matériaux à mettre en œuvre, l'ouvrier doit, de son côté, se mettre en état de lire et d'interpréter les dessins de l'artiste.

» Et, comme conséquence de ce double principe, un praticien qui pousse aussi loin que possible l'étude du dessin se met en situation de créer par lui-même des ouvrages d'une plus grande perfection; connaissant toutes les difficultés comme toutes les ressources de la mise en œuvre, les causes d'accident et les moyens d'y remédier, il devient en même temps un ouvrier complet et un artiste supérieur; car, maître de ses outils et de sa matière, il sait associer à son travail la puissance du goût et de l'imagination.

» Chaque industrie devrait pouvoir former ses propres artistes *au sein de l'atelier*. En effet, dans la pratique, l'artiste ne doit jamais perdre de vue la destination de l'objet d'abord, puis la matière à employer et les procédés d'exécution. Une composition, charmante pour un écran, deviendrait ridicule au fronton d'une bibliothèque; et même la décoration d'une porte ne peut convenir à une autre porte



dans un milieu différent. D'autre part, un dessin qui comporterait des reliefs fortement accusés, destinés à être pris en plein bois, dans un meuble, serait inexécutable pour l'orfèvre, astreint à ménager la matière précieuse, et pourvu par suite d'un outillage plus délicat. Une simple fleur doit être exprimée diversement par des dessinateurs en meubles, en étoffes, ou en broderie, les moyens d'exécution étant essentiellement différents... »

Nous signalerons à nos lecteurs que ce discours a été reproduit *in extenso* dans le *Bulletin de l'Instruction primaire du département de la Seine* (1879, p. 549, et suiv.). — J. P.

**ÉCOLES ET MUSÉES D'ART INDUSTRIEL.** — Parmi les propositions émanées de l'initiative de nos députés, nous avons remarqué un projet de création d'Ecoles et Musées d'art industriel; c'est à M. Antonin Proust que revient l'honneur de cette idée utile, née d'un véritable sentiment patriotique.

Sans entrer dans l'examen détaillé du projet de loi tel qu'il est formulé par son auteur, qu'il nous suffise de dire que ce projet comprend quatorze articles sous les huit titres suivants :

I. Des écoles de dessin. — II. Des musées industriels. — III. Du conseil supérieur de l'enseignement du dessin. — IV. Des conseils de surveillance départementaux. — V. De l'enseignement. — VI. Des professeurs. — VII. Du concours. — VIII. Des subventions.

On pourra ainsi donner à l'art industriel tout ensemble, l'élévation qu'il comporte et la vitalité suffisante pour assurer le bien-être d'un nombre considérable de citoyens.

Notre devoir est de nous associer aux efforts tentés dans un pareil but : tout ce qui doit améliorer l'art de l'industrie, rendre leur union plus intime, les vivifier, obtiendra toujours notre adhésion.

Nous trouvons dans le rapport sommaire fait au nom de la Commission d'initiative parlementaire chargée de l'examen de ce projet, l'énumération des principales écoles et de plusieurs musées d'art organisés à l'étranger. Le rapport cite notamment :

« Le musée de Kensington, à Londres, avec ses utiles et importantes adjonctions, conservatoire des arts et métiers, école normale pour les professeurs de dessin, riche bibliothèque d'ouvrages sur les arts, expositions ambulantes, magasins de fournitures pour les beaux-arts.

Le musée national bavarois fondé à Munich en 1853, et contenant des collections considérables.

Le musée d'art industriel que Nuremberg a joint en 1852 à ses excellentes écoles de dessin et qui renferme des spécimens de toutes les productions ayant contribué au progrès artistique de l'Allemagne.

Le musée de Berlin qui doit à notre Exposition universelle de 1867, ayant été fondé cette année-là, de nombreux échantillons des industries diverses figurant à côté des produits de l'industrie nationale.

Le musée industriel de Vienne, fondé en 1863.

Les écoles de dessin et de modelage établies de tous côtés en Suisse, à Genève, à Berne, à Fribourg.

Le musée d'art et d'industrie créé à Moscou en 1868, où les artisans trouvent, comme à l'Institut technologique de Saint-Petersbourg, les modèles nécessaires à leur instruction professionnelle.

Enfin, plus récemment établi, le musée de Boston, digne complément de l'enseignement industriel, chez ce peuple d'Amérique où le dessin fait partie du programme appliqué à ses 200,000 écoles primaires. »

Rivalisons donc de zèle avec les étrangers, et n'oublions pas que, dans cette lutte pacifique notre intérêt se trouve complètement d'accord avec notre patriotisme. Que d'œuvres importantes n'ont pu voir le jour faute d'une science professionnelle suffisante pour en reproduire, par le dessin, la pensée exacte et précise ! L'imagination les avait créées, mais, à peine écloses, elles se sont évanouies parce que les notions indispensables pour les exprimer faisaient défaut. D'autre part, combien de productions ne semblent avoir eu d'autre guide que le caprice, sans profit, sans utilité, parce que la comparaison a manqué.

Avec des Écoles et des Musées permanents, la science s'affermir, le goût se développe, mais non pas au détriment de l'utilité ; et, si l'art progresse, on ne lui sacrifie pas le nécessaire : au point de vue intellectuel, il saisit, il charme, il entraîne, au point de vue matériel, il donne le bien-être, et de cette double satisfaction naît la satisfaction intime, la satisfaction morale, but suprême de la vie.

EXPOSITION DES SCIENCES APPLIQUÉES A L'INDUSTRIE. — Le 24 juillet, a eu lieu l'inauguration de l'Exposition des sciences appliquées à l'industrie. On sait que cette Exposition a été organisée par les soins de M. Nicole, qui a obtenu la concession du Palais de l'Industrie, par lettre de M. le Ministre des travaux publics, du 12 février 1878.

Cette exposition est comme un corollaire de celle de 1878 au Champ-de-Mars. Le programme présente une méthode de classement qui concorde parfaitement avec son titre, comme avec ses procédés et son but. Ainsi chaque branche industrielle, au lieu d'être classée au hasard, comme dans la plupart des programmes, est rattachée à la science dont elle est tributaire. Les industries du chauffage et de l'éclairage, par exemple, ont été rangées dans le groupe de la *physique appliquée* ; la parfumerie, les papiers peints, les cuirs, etc., ont pris place dans le groupe de la *chimie appliquée*. Il suffit de ces exemples pour faire apprécier l'originalité de ce classement, qu'on a étendu à toutes les industries, et qui se détache d'une façon intéressante sur le fond des programmes habituels.

Il a fallu des prodiges d'activité pour remettre en état les galeries du Palais. Rien, il est vrai, n'est encore terminé, mais les exposants auront bientôt fini leur installation. Rien de pittoresque comme la nef de la grande galerie vitrée, où les industries les plus variées sont

installées dans de petits kiosques très coquettement aménagés. C'est, en somme, un peu comme à la dernière Exposition de l'Union centrale des beaux-arts en 1876. Au milieu est une estrade, sur laquelle a pris place la musique du 113<sup>e</sup> de ligne ; au fond est un escalier monumental en bois, d'une ordonnance architecturale très convenable, mais dont la charpente, non encore revêtue de décorations, paraît un peu maigre.

A deux heures précises, M. Jules Simon a fait son entrée. Aussitôt une oriflamme a été hissée jusqu'au sommet de la nef, et la musique, au milieu des sifflets des machines, a entamé l'air de *Fatinitza*, de F. de Suppé. M. Jules Simon, président de la Commission supérieure de patronage de l'Exposition, a été reçu dans le vestibule d'entrée, du côté des Champs-Élysées, par M. Nicole, M. Hiélard, l'ambassadeur de Suède, décoré de tous ses insignes, et tous les commissaires. Une foule, qu'on peut évaluer à trois ou quatre mille personnes, se pressait à ce moment dans le palais.

M. Nicole a adressé quelques paroles de bienvenue à M. Jules Simon et, s'excusant de présenter une œuvre si incomplète encore, il a dit qu'on avait songé à retarder la date de l'ouverture précédemment fixée, mais qu'on y a renoncé, se croyant engagé par la promesse faite à tous. M. Nicole a terminé en remerciant l'architecte, le secrétaire général et les commissaires de l'exposition qui ont prêté à l'œuvre un concours des plus dévoués.

A ce discours, M. Hiélard, président du Comité des Œuvres d'apprentissage et de l'enseignement professionnel, a répondu en faisant ressortir l'intérêt qu'une exposition de cette sorte pouvait présenter au point de vue spécial qu'il poursuivait.

M. Jules Simon à son tour a pris la parole. « Je voudrais, a-t-il dit, répondre au discours de M. Nicole, en lui adressant des compliments sur son exposition. Mais, comme je suis arrivé à un âge d'expérience, j'attendrai pour le complimenter d'avoir vu son exposition. Aujourd'hui un compliment ne serait qu'une banale politesse. Mais je puis le féliciter de son courage et de sa ponctualité. De son courage, parce qu'il en a fallu pour oser tenter une entreprise comme celle-ci au lendemain de la formidable Exposition de 1878, pour venir, l'année suivante, lui, simple citoyen, soutenu par l'initiative privée de grands industriels parisiens, entreprendre une œuvre aussi considérable. Sa ponctualité aussi est une louable vertu. Il faut, en toute matière, respecter sa parole et, à ce propos, il rappelait qu'étant président du Conseil des ministres, comme on l'avait conduit au Champ-de-Mars lui faire voir tout le désordre qui y régnait, les tas de boue qui y trônaient, quand tout le monde autour de lui semblait découragé et que chacun redoutait l'exécution de la parole engagée, il répondit : la date est donnée, la France a donné rendez-



vous à l'Europe, elle sera prête à l'heure dite à recevoir ceux qu'elle a conviés. M. Nicole a eu raison d'être ponctuel, comme il a bien fait d'être audacieux. Et, à ce propos, un souvenir de voyage permettait à l'orateur de rendre sa pensée plus frappante : il nous parlait de Florence, du Palais Pitti. Là, que de chefs-d'œuvre ! c'est Raphaël, c'est Michel-Ange, c'est Titien ; on est comme troublé, on ne se sent pas assez de sève poétique pour dépenser en un jour toute l'admiration que réclament de pareils chefs-d'œuvre ; on voudrait pouvoir en emporter un, rien qu'un seul et s'en aller en égoïste l'admirer isolément. C'est à ce besoin que répond l'Exposition présente. Cette branche isolée de la science industrielle, on va l'étudier avec d'autant plus de fruit et de jouissance que l'on pourra se concentrer dans un même ordre d'idées et ne pas être distrait par des sollicitations d'autre genre. »

M. Jules Simon a terminé cette allocution, souvent interrompue par les applaudissements, par l'éloge le plus ému de l'œuvre entreprise par M. Nicole. Travailler à l'instruction populaire, c'est rendre service à la République. « Nous sommes, a-t-il dit avec une charmante bonhomie, une vingtaine de métaphysiciens et de rêveurs qui cherchons perpétuellement à améliorer notre organisation politique et qui pouvons, par grand hasard, faire une rencontre heureuse et une réforme utile ; mais le travail, lui, est toujours fécond, et ceux qui le rendent facile à tous et qui élèvent à la fois le niveau de l'œuvre et l'intelligence de l'artisan sont les bienfaiteurs de l'humanité. »

Aussitôt que M. Jules Simon a eu terminé son allocution, le cortège officiel s'est formé. La musique a fait entendre un morceau de la *Dame Blanche*, et l'on a commencé la visite à travers les galeries.

A partir de trois heures, les portes du Palais ont été ouvertes au public.

Le soir, à sept heures et demie, il y a eu un grand banquet d'inauguration à l'Hôtel Continental. M. Jules Simon a porté un toast au Président de la République. Puis, dans une improvisation pleine d'esprit et de goût, il a fait l'éloge du travail et de l'industrie.

Pendant un quart d'heure, l'orateur a fait ce tour de force de tenir en suspens, captivé et muet, un auditoire légitimement absorbé dans les langueurs finales d'un aimable festin. Mêlant le grave au doux, les anecdotes aux piquantes allusions, il a pris prétexte d'un paradoxe du philosophe Fourier pour servir en guise de dessert, aux convives enthousiasmés, une leçon de morale humanitaire, qui a eu le plus vif succès.

LES CAISSES DES ÉCOLES. — II<sup>e</sup> Arrondissement. — On nous communique l'avis suivant :

« La Caisse des écoles du II<sup>e</sup> arrondissement, fondée en 1849, vient de se constituer sous le régime de ses nouveaux statuts.

» Ces statuts, approuvés par le conseil municipal de Paris et par M. le préfet de la Seine, confèrent à la Caisse des écoles l'existence civile.

» A dater d'aujourd'hui, elle a, comme les établissements reconnus d'utilité publique, capacité pour recevoir des dons et des legs.

» La Caisse des écoles, c'est le budget de l'assistance scolaire, budget volontaire, mais auquel ont le devoir de contribuer tous les citoyens dévoués à l'enseignement primaire.

» L'école, même gratuite, est inabordable à l'enfant qui manque du nécessaire; il faut lui procurer, en hiver surtout, quelques vêtements, même des aliments. Aider ainsi les familles pauvres, c'est faire œuvre de fraternité véritable.

» Il ne faut pas oublier que tous ces enfants seront un jour des citoyens, et qu'il importe de les préparer par une instruction solide, par une éducation morale, à aimer la patrie, à servir la République.

» Chacun voudra tenir à honneur de s'inscrire parmi les souscripteurs de la Caisse des écoles. Déjà, grâce à la propagande généreuse faite depuis l'origine de l'Œuvre par ses dignes fondateurs, la liste est nombreuse de ces bienfaiteurs de l'enfance; et bientôt, si le progrès continue, on pourra voir presque tous les habitants de l'arrondissement participer au budget de l'assistance scolaire.

» Les souscriptions sont reçues à la mairie, 8, rue de la Banque.

» Paris, le 5 juin 1879.

» Le maire,

» Président de la Caisse des écoles,  
H. CARCENAC.

» Les adjoints,

» Vice-présidents de la Caisse des écoles,

» VAVASSEUR, GEORGES WICKHAM, LEVALLOIS. »

L'ÉCOLE PROFESSIONNELLE DE JEUNES TYPOGRAPHES de l'Imprimerie centrale des Chemins de fer. — Le dimanche 14 septembre 1879, a eu lieu la distribution des prix aux jeunes élèves de l'École professionnelle de l'Imprimerie centrale des chemins de fer. Les parents des apprentis, les membres participants de la Caisse de retraite de la Maison, et quelques invités, parmi lesquels se trouvaient M. Charles Robert et M. le D<sup>r</sup> Marjolin, tous les deux vice-présidents de la Société de protection des apprentis, M. Noblet, président de la Chambre des Imprimeurs de Paris, M. Calmann Lévy, éditeur, etc., avaient pris place autour de M. Chaix, au centre du grand atelier, décoré pour la circonstance, de fleurs, de tentures et de drapeaux. Les élèves de la classe de musique vocale, récemment instituée dans l'établissement,

ont fait, à cette occasion, leurs premiers débuts en public, en exécutant plusieurs chœurs à la vive satisfaction de l'auditoire.

Après une touchante allocution de M. *Chaiæ*, que l'auditoire a écoutée avec le plus vif intérêt, la parole a été donnée à M. *Trombert*, l'un des professeurs, qui a rendu compte des travaux de l'année et de la situation des institutions de prévoyance et d'émulation fondées en faveur des apprentis.

Les noms des lauréats ont ensuite été proclamés par M. *G. Berger*, l'un des professeurs de l'École professionnelle; puis M. *Charles Robert* a prononcé un remarquable discours, dans lequel il a rendu un juste hommage à l'organisation de l'École technique des apprentis de la maison Chaiæ.

L'ÉTABLISSEMENT DE SAINT-NICOLAS. — Le 19 août, a eu lieu, sous la présidence de M. de Sacy, conseiller référendaire à la Cour des comptes, la distribution des prix aux élèves des classes supérieures et aux apprentis de l'établissement de Saint-Nicolas. Des morceaux de musique exécutés par les élèves ont précédé la proclamation des lauréats. Une foule nombreuse se pressait à cette intéressante fête de famille.

LA CHAMBRE SYNDICALE DES ENTREPRENEURS DE BATIMENTS DE LILLE. — La Chambre syndicale des entrepreneurs de Lille a tenu son assemblée générale le 20 mars dernier, et elle lui a donné le caractère d'une imposante cérémonie par la distribution des récompenses décernées, au nom de la Chambre, aux ouvriers les plus méritants.

M. Laurence, président, a fait d'abord un chaleureux éloge de ces ouvriers, « qui ont conservé ces vieilles traditions d'ordre et d'honnêteté dans le travail, que l'on rencontre encore aujourd'hui dans la ville de Lille, où l'on voit si souvent ce spectacle si édifiant d'ouvriers ayant pour l'atelier un attachement aussi vif que celui que l'on éprouve pour une seconde famille. »

Il a rappelé ensuite les obligations réciproques du maître et de l'ouvrier. — (*La Réforme du Bâtiment*, 17 août 1879.)

LES ACCIDENTS. — *Le Compte rendu de l'administration de la Justice criminelle, pendant l'année 1877* (publié dans la *Gazette des Tribunaux*, n° 29 août 1879), contient les renseignements statistiques suivants :

*Morts accidentelles.* — Le ministère public a reçu, pendant l'année du compte, 13,080 procès-verbaux constatant, soit des morts accidentelles, soit des morts subites naturelles survenues sur la voie publique. Les victimes de ces accidents étaient 10,628 hommes et 2,452 femmes. En 1876, ce dernier chiffre avait été un peu plus faible (2,422), et celui des hommes plus élevé (11,452).



C'est toujours l'immersion qui est le genre de mort accidentelle le plus fréquent, 4,130 ou 40 0/0; après viennent la chute d'un lieu élevé, 1,515, celle sous des chevaux ou voitures, 1,089; les éboulements de terrains ou de constructions, 688; l'asphyxie par le feu, 602; l'abus des liqueurs alcooliques, 467 ou 5 0/0. La diminution qui avait été signalée de 1872 à 1874 à l'égard de cette dernière cause de mort ne s'est malheureusement pas soutenue, et de 385 en 1874, le chiffre est monté à 410 en 1875, à 419 en 1876 et à 467 en 1877. »

— La Société française de sauvetage (secours aux inondés, incendiés, asphyxiés, épidémies et accidents de toute nature) a décidé de prendre une part très active à l'Exposition des sciences appliquées à l'industrie, qui va avoir lieu au palais des Champs-Élysées, de juillet à novembre. Cette Société, présidée par M. Turquet, Sous-secrétaire d'État au Ministère des Beaux-Arts, a nommé une délégation chargée de s'occuper de cette partie de l'exposition et qui forme le Comité d'organisation de la section de sauvetage. La Société française de sauvetage s'occupant en ce moment du choix et de la formation d'un matériel de secours applicables aux divers accidents, se propose d'organiser, pendant la durée de l'exposition, des expériences et des concours qui auront naturellement pour résultat de mettre en relief les procédés et instruments les plus efficaces.

UN APPRENTI MALTRAITÉ. — « Un médecin du XIX<sup>e</sup> arrondissement était chargé d'aller constater le décès d'un enfant de dix ans, nommé Antoine Hir, apprenti passementier, demeurant avec ses parents, rue de Meaux, 84.

Le médecin, ayant trouvé que la mort de cet enfant ne paraissait pas naturelle, se rendit au bureau du commissaire de police du quartier auquel il fit part de ses soupçons.

Ce magistrat, se faisant assister d'un autre médecin, se rendit aussitôt rue de Meaux, pour y faire les constatations légales. Il fut reconnu que cet enfant avait succombé aux suites d'une péritonite, déterminée par un coup de pied reçu dans le bas ventre.

Une enquête fut commencée séance tenante, et l'on apprit que le 25 août dernier, le nommé M..., âgé de vingt-trois ans, passementier et patron du jeune Hir, lui avait effectivement donné un coup de pied dans le bas ventre, et que de ce jour l'enfant était resté malade.

M... avait plusieurs fois menacé son apprenti de le pendre.

Interrogé sur les motifs qui l'avaient poussé à commettre cette brutalité et à faire à cet enfant de pareilles menaces, M... a répondu que son apprenti était enclin à un vice honteux, et que, par les menaces et les coups, il avait espéré pouvoir le corriger.

M... a été arrêté et conduit au Dépôt de la Préfecture. » — (*Gaz. Trib.* 5 sept. 1879.)

CONSEIL SUPÉRIEUR DES PRISONS. — Le *Journal officiel* et la *Gazette des Tribunaux* publient la note suivante :

« Le Conseil supérieur des prisons a tenu sa seconde session de l'année 1879, du 16 au 21 juin.

M. le Ministre de l'intérieur n'a présidé que la seconde séance et s'est excusé de n'avoir pu assister à la première qui, en son absence, a été ouverte par M. *Martin-Feuillée*, sous-secrétaire d'État.

Dans son allocution d'ouverture, M. le sous-secrétaire d'État, avant de tracer l'ordre des travaux du conseil pour la session, a tenu à rendre hommage à la mémoire de M. *Mettetal*, membre du Conseil supérieur, décédé depuis le mois de janvier dernier ; il a rappelé, surtout, la part éminente que cet ancien chef de division de la Préfecture de police, devenu membre de l'Assemblée nationale, avait prise aux travaux de la Commission d'enquête parlementaire sur le Régime pénitentiaire ; il a constaté avec quelle expérience il avait présidé cette commission et quelles lumières il avait apportées, depuis lors, dans les discussions du Conseil.

Il a souhaité ensuite la bienvenue à MM. *Bertauld*, procureur général à la Cour de cassation ; *Andrieux*, préfet de police, et *Sevestre*, directeur des affaires criminelles et des grâces, siégeant, pour la première fois, au Conseil, en vertu de leurs fonctions.

M. le sous-secrétaire d'État s'est ensuite attaché à faire ressortir que, dans leur dernière session du mois d'avril, les conseils généraux s'étaient montrés plus disposés que jamais à exécuter sur une large échelle les prescriptions de la loi du 5 juin 1875, dont les bienfaits ne rencontrent plus que de bien rares contestations. Il a fait connaître d'une manière générale la situation des différentes branches du service pénitentiaire et a donné, comme un indice heureux de l'état du pays, la diminution toujours constante, depuis près de trois ans, de la population des prisons.

Le Conseil supérieur a entendu dans cette session des rapports du chef de l'administration pénitentiaire et de M. le Préfet de police sur l'exécution de la loi de 1875 dans les départements et à Paris, et de MM. *Léon Lefébure* et *Desportes*, sur le Congrès pénitentiaire de Stockholm.

Il a approuvé les différents projets qui lui étaient soumis par l'administration et a terminé sa session en renouvelant son bureau et renommant son vice-président pour trois ans, M. *Béranger* (de la Drôme), sénateur. »

*TOMBOLA en faveur de l'Apprentissage et de l'Enseignement professionnel.*  
— Nous avons reçu l'avis suivant :

COMITÉ  
DE L'APPRENTISSAGE  
et de  
L'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL

PALAIS DE L'INDUSTRIE

Exposition de 1879

PORTE IV

Paris, le 4<sup>er</sup> octobre 1879.

Monsieur,

Dans sa dernière réunion le Comité de l'*Apprentissage* et de l'*Enseignement professionnel* a décidé qu'une Tombola serait organisée en faveur de cette œuvre.

La Tombola sera constituée au moyen de dons offerts par MM. les Exposants et par tous ceux qui s'intéressent aux efforts de la Commission.

Nous venons donc respectueusement vous prier de bien vouloir prendre part à cette œuvre philanthropique en nous faisant connaître les objets que vous voudrez bien nous offrir.

Il vous serait alors remis une pancarte indiquant les objets offerts et le nom du donateur.

De plus, la liste des dons sera publiée chaque jour dans le *Bulletin officiel*.

L'Exposition des lots aura lieu dans le grand salon du 1<sup>er</sup> étage (dit Salon d'audition) huit jours avant le tirage.

Espérant, monsieur, que vous voudrez bien coopérer à cette œuvre si intéressante et si digne de toute votre sollicitude, nous vous prions d'agréer l'expression de nos plus dévoués sentiments.

HIÉLARD, *Président du Comité*;

TURNÉY, *Trésorier*;

Georges MURAT, *Secrétaire*;

Alphonse BARAILLE, *Secrétaire administratif*;

C. JEANTAUD, *Commissaire*.

N. B. — Les offres sont reçues à l'Administration, Palais de l'Industrie, porte IV.

Le tirage de la Tombola est fixé au 25 octobre 1879.

NOMINATIONS. — Notre collègue M. Honoré Arnoul, secrétaire général de la *Société d'Encouragement au bien*, a été nommé chevalier dans l'ordre de la Légion d'honneur, par décret du 15 août.

NÉCROLOGIE. — M. Et. Bachotet. — Nous avons le regret d'apprendre que M. Étienne Bachotet, directeur de l'École communale de Puteaux, officier de l'instruction publique, est décédé, le 12 août 1879.

M. Bachotet avait, on se le rappelle, organisé le premier cours de demi-temps pour les enfants des manufactures dans le département de la Seine (Voy. *Bull.*, 1878, p. 304 et suiv.) et la Société de protec-



tion lui avait décerné une médaille de vermeil avec mention spéciale de reconnaissance (Voy. *Bull.*, 1878, p. 440).

— M<sup>me</sup> *Canonge* (Constance-Camille), qui avait obtenu de la Société de protection une médaille d'argent, pour son concours à la direction de la *Tutelle des apprentis*, fondée par M. Alph. Piver (Voy. *Bull.*, 1878, p. 440), a été enlevée prématurément à l'affection de notre collègue M. *Canonge*, de ses jeunes enfants, et des apprentis qu'elle entourait de ses soins dévoués. Nous prenons une vive part à la douleur de notre collègue.

## LISTE DES MEMBRES NOUVEAUX

ADMIS A FAIRE PARTIE DE LA SOCIÉTÉ.

### MEMBRES PERPÉTUELS :

| Noms des adhérents :                                                                          | Présentateurs. |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------|----------------|
| MM.                                                                                           | MM.            |
| <b>Agache</b> fils, filateur à Perenchies, près Lille (Nord).....                             | Nadeau, insp.  |
| <b>Chambre syndicale du caoutchouc, toiles cirées, etc.</b> (M. Alph. SRIBER, président)..... |                |

### MEMBRES ORDINAIRES :

|                                                                                                                                     |                |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------|
| <b>Colombier</b> , manufacturier, à Haubourdin (Lille).....                                                                         | Nadeau, insp.  |
| <b>Coquerel</b> , président de la 4 <sup>e</sup> commission locale de l'arrondissement de Versailles, à Meulan (Seine-et-Oise)..... | Linarès, insp. |
| <b>Crespin</b> , industriel et maire de Saint-Pierre-lez-Calais (Pas-de-Calais).....                                                | Nadeau, insp.  |
| <b>Crété</b> , imprimeur à Corbeil (Seine-et-Oise).....                                                                             | Linarès, insp. |
| <b>Decauville</b> aîné, manufacturier à Petit-Bourg (Seine-et-Oise).                                                                | id.            |
| <b>Detourpe</b> , filateur à Fourmies (Nord).....                                                                                   | Nadeau, insp.  |
| <b>Douvin</b> , filateur à Fourmies (Nord).....                                                                                     | id.            |
| <b>Giraudon</b> , fabricant de maroquinerie, rue du Hazard-Richelieu, 1.....                                                        | Marochetti.    |
| <b>Hié</b> , fabricant de toiles, à Bailleul (Nord).....                                                                            | Nadeau, insp.  |
| <b>Horie</b> , manufacturier, maire, à Maubeuge (Nord).....                                                                         | id.            |
| <b>Humann</b> , avocat à la Cour d'appel, rue de Passy, 40.....                                                                     | J. Périn.      |
| <b>Laporte</b> (E.), inspecteur divisionnaire du travail des enfants à Nevers.....                                                  | id.            |
| <b>Robert et Sagniez</b> , fabricants de faïence et porcelaine, à Saint-Amand-les-Eaux, arrond <sup>t</sup> de Valenciennes.....    | Nadeau, insp.  |
| <b>Royaux</b> fils, manufacturier à l'Escarpelle (Pas-de-Calais) ..                                                                 | id.            |
| <b>Légrand</b> (Les fils de Théophile), filateurs à Fourmies (Nord).                                                                | id.            |
| <b>Schryver</b> (Isidore), industriel à Hautmont (Nord).....                                                                        | id.            |
| <b>Sellen</b> , sellier, rue Montaigne, 1.....                                                                                      | Marochetti.    |
| <b>Sirot</b> , maître de forges et laminiers, à Saint-Amand-les-Eaux.....                                                           | Nadeau, insp.  |
| <b>Vuillemin</b> , directeur gérant de la Compagnie des Mines d'Aniche, à Auberchicourt (Nord).....                                 | id.            |

## ACTES DE LA SOCIÉTÉ

### PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES DE LA SOCIÉTÉ

#### SÉANCE ORDINAIRE TRIMESTRIELLE du Jeudi 6 novembre 1879.

PRÉSIDENCE DE M. CHARLES ROBERT, l'un des vice-présidents de la Société.

La séance est ouverte à 8 heures.

A la droite de M. le Président était assis M. le docteur Marjolin, vice-président.

S'étaient excusés de ne pouvoir assister à la séance MM. Fr. Engel-Dollfus, vice-président, Léon Lefébure, secrétaire général, Faustin Hélie, Ch. Breul et Reblaub.

— Plusieurs membres nouveaux sont présentés, et M. le Président les déclare admis au nombre des membres de la Société (Voy. la *Liste des membres nouveaux*, à la fin du *Bulletin*).

— M. le Secrétaire dépouille la correspondance parvenue depuis la séance du 3 juillet 1879 :

M. le vice-président Fr. Engel-Dollfus a écrit, le 14 août, à M. le Secrétaire pour l'inviter à envoyer à M. Wörishoffer, inspecteur des fabriques au Ministère du commerce, à Carlsruhe (grand-duché de Bade), sa traduction de l'Acte anglais de mai 1878 sur le travail dans les manufactures et ateliers (voy. ci-dessus, p. 218-300), en y joignant quelques-uns des derniers bulletins de la Société. — Cet envoi a été fait, ainsi que le demandait M. Engel-Dollfus.

— M. le Secrétaire fait connaître la liste des publications nouvelles qui ont été adressées à la Société depuis la séance précédente : les *Comptes rendus des Distributions de la Société d'encouragement de la Bijouterie, de la Joaillerie et de l'Orfèvrerie de Paris* (1879), du *Patronage industriel des enfants du Papier peint* ont été envoyés par MM. leurs Présidents.

MM. A. Chaix et C<sup>e</sup> ont offert à la Société le *Compte rendu de la Distribution des prix aux élèves de l'École professionnelle des jeunes Typographes* (réunion du 14 septembre 1879).

M. le Secrétaire informe la Société que M. E. Vever, ancien

juge au Tribunal de commerce de la Seine, président de la Chambre syndicale de la Bijouterie, Joaillerie et de l'Orfèvrerie de Paris, a bien voulu lui adresser un charmant petit album contenant les *Principes élémentaires du Dessin*, dont il est l'auteur; cet album est destiné aux élèves de l'École professionnelle de Dessin et de Modelage fondée et dirigée par cette Chambre. — Cette publication est examinée avec un vif intérêt par les membres de la Société.

Notre collègue M. Georges Wickham, Président de la Chambre syndicale des appareils de l'Art médical, adjoint au Maire du II<sup>e</sup> arrondissement de Paris, adresse le 52<sup>me</sup> Compte rendu de la *Société protestante de prévoyance et de secours mutuels de Paris*, fondée en 1825 (rue Saint-Honoré, 108).

« Nous avons modifié nos Statuts et notre Règlement, nous écrit M. Wickham, pour pouvoir admettre les apprentis dans notre Société, en leur faisant des conditions particulières et avantageuses (ainsi que vous pourrez le voir aux articles 6, 25, 53, 55, 57 et 58 du Règlement). Je pense qu'il serait bon que cela fût connu et que, dans l'intérêt des apprentis, et j'ajouterai des Sociétés de Secours mutuels aussi, cela se fît dans toutes les Sociétés de prévoyance.

» Vous verrez, dans le rapport du Comité, tout l'intérêt que j'ai porté à ces jeunes travailleurs.

» Que les membres de votre Comité d'administration veuillent bien croire à tout mon dévouement pour cette question de la protection des apprentis. »

Un membre de la Société a cru devoir signaler que le *Journal d'Hygiène* de M. le Dr de Pietra Santa (dans ses numéros des 11 et 18 septembre) avait reproduit la préface de la traduction de l'Acte anglais sur le travail dans les manufactures et ateliers, de notre collègue M. J. Périn.

M. le Secrétaire déclare n'avoir à se plaindre, en aucune façon, de la publicité donnée ainsi à son travail; et il ajoute que, d'ailleurs, M. le Dr de Pietra Santa a cité la source où il avait puisé, c'est-à-dire notre *Bulletin de la Société de protection*.

— Sur la proposition de M. le Trésorier Bérard, des remerciements sont votés à M. le Vice-Président Engel-Dollfus, pour le dévouement avec lequel il recueille les souscriptions d'Alsace-Lorrainé.

ÉLECTIONS POUR LE RENOUVELLEMENT DU BUREAU ET DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA SOCIÉTÉ. — M. le Secrétaire rappelle



qu'il doit être procédé aux élections pour le renouvellement du Bureau de la Société, de son Conseil d'administration et de son Conseil d'honneur, dans la première séance de l'année 1880.

Tous les membres de la Société de la province et de l'étranger seront mis à même d'y prendre part, de même que nos collègues parisiens.

5<sup>e</sup> FÊTE DE L'ENFANCE OUVRIÈRE (Distribution des récompenses de la Société de protection des apprentis et des enfants employés dans les manufactures). — M. le Président informe la Société que le Bureau s'occupe des conditions dans lesquelles devra avoir lieu la prochaine Fête de l'Enfance ouvrière.

La Commission des récompenses sera nommée dans la prochaine séance du 15 janvier 1880.

COMITÉS DE LA SOCIÉTÉ (*Rapports et communications des Secrétaires des*) :

— *Comité judiciaire.* — M. Joret-Desclosières, secrétaire de ce Comité, annonce qu'il doit reprendre le cours de ses travaux de l'année judiciaire, en se réunissant le 17 de ce mois.

— *Comité des Institutrices de charité.* — M. le Président fait connaître qu'il a reçu de M<sup>lle</sup> Langlois, secrétaire, le compte rendu des travaux de ce Comité.

M. le Secrétaire de la Société donne lecture de ce Rapport.

Conformément à la demande de M<sup>me</sup> la Présidente de ce Comité, et sur la proposition de M. le Président, la Société vote l'allocation de 400 francs pour permettre au Comité de continuer d'offrir aux enfants qu'elles instruisent la récréation d'un Arbre de Noël. — (Voy. ci-après, aux *Comptes rendus des Comités.*)

— *Comité des Accidents de fabrique.* — A la recommandation de l'un de nos collègues, M. le Secrétaire de la Société présente le jeune J.-B. Méder, pauvre enfant amputé du bras gauche (1).

Cet enfant, âgé de 15 ans, travaillait, en qualité d'apprenti menuisier, avec son père (père de sept enfants) dans les ateliers de la Société anonyme de construction de la Villette (siège social à Paris, rue Curial, 7), ateliers pour la construction du matériel des chemins de fer et tramways, situés à Livry, lorsque, le 1<sup>er</sup> août

---

(1) J.-B. Méder habite chez ses père et mère, à Bondy (la forêt), allée Mollien, maison Gainer.

dernier, il eut le bras pris par une raboteuse en mouvement. M. l'Inspecteur divisionnaire du travail des enfants ayant dressé procès-verbal, le directeur de cet établissement doit être, paraît-il, prochainement cité devant le Tribunal correctionnel de Pontoise.

Un secours de 40 francs est voté en faveur de cet enfant par la Société.

M. le Secrétaire engage les parents du petit mutilé à l'envoyer à l'école primaire, afin qu'il y complète son instruction primaire; — puis il pourra se présenter au Comité de placement.

M. le Dr Marjolin voudra bien le recommander à l'*Œuvre d'Assistance aux mutilés pauvres* pour l'obtention d'un bras artificiel.

Les accidents suivants, ayant atteint des enfants, sont signalés par des membres de la Société :

M. Froger de Mauny communique l'extrait suivant du *Soleil* (22 octobre 1879) :

« *Tourneur sur métaux.* — Un jeune ouvrier tourneur sur métaux, le jeune Leroy, âgé de 15 ans, a eu la main droite broyée par un tour dans un atelier situé rue de Lourmel.

» Il a été aussitôt transporté et admis d'urgence à l'hôpital Necker. »

« *Encadreur.* — Hier, à 3 heures du soir, dit la *Patrie* (numéro du 16 octobre 1879), le jeune Bernant, apprenti doreur, est tombé dans le sous-sol de la maison, rue Neuve-des-Petits-Champs, 17, où il livrait des cadres. Le médecin appelé pour lui donner des soins a constaté de graves lésions internes et l'a fait transporter de suite à l'hôpital de la Charité. »

M. le vice-président Marjolin émet l'opinion qu'il n'y a pas toujours lieu d'ajouter foi aux récits d'accidents publiés par les journaux; qu'ils manquent souvent d'exactitude, et que ces renseignements appellent un contrôle sérieux.

PROPAGANDE INTERNATIONALE. — M. le Secrétaire de la Société fait la communication suivante :

La Société paraît près d'avoir atteint le but qu'elle poursuivait, depuis plusieurs années, dans notre pays; or ne pourrait-elle pas actuellement jeter ses regards au delà de nos frontières?

M. le Secrétaire informe la Société: que, d'une part, ayant été mis en rapport, pendant l'Exposition universelle de 1878, avec plusieurs économistes et philanthropes italiens, et notamment avec M. le Dr G. Pini (voy. *Bull.* 1878, p. 580), de Milan, secrétaire de la Société italienne d'Hygiène; et, de l'autre, ayant

profité de ses vacances, passées en Savoie, pour faire un voyage dans la Haute-Italie, il a pu s'enquérir auprès de notables industriels du degré de faveur que pourrait rencontrer dans le royaume d'Italie une Société fondée sur une constitution identique à la nôtre ; et que, depuis son retour à Paris, il a cru devoir faire parvenir à M. le Ministre du commerce d'Italie, par la voie de la chancellerie de l'Ambassade italienne à Paris, l'ensemble des documents (*Bulletin* de la Société et publications faites sous ses auspices sur les *Lois relatives à l'apprentissage, au travail des enfants dans l'industrie, à l'emploi des enfants dans les professions ambulantes de saltimbanques, acrobates, etc.*) propres à appeler sa haute attention sur l'utilité qu'il y aurait à encourager, en Italie, une Association semblable à la nôtre. « J'ai pu me convaincre, ajoute M. Périn, que la fondation d'une telle Société, qui serait soutenue par le Ministère du commerce, serait accueillie favorablement des grands industriels de ce pays. »

M. le Secrétaire ajoute qu'il a reçu, tout dernièrement, la visite de l'honorable M. le Dr Seguin, qui, après avoir exercé la médecine à Paris, s'est établi, avec son fils, à New-York (Ouest, 20<sup>me</sup> rue, 41), et qui, venu en France en sa qualité de membre d'une *Society for the prevention of cruelty to Children* (voy. *Bulletin Soc. prot.*, X, p. 86), a tenu à se renseigner sur les résultats de notre Société. Tous les documents émanant de notre Société (*Bulletin* et *Commentaires des Lois spéciales*) ont été également offerts à M. le docteur Seguin, qui propagera nos travaux au delà des mers et peut-être s'en inspirera pour devenir le promoteur d'une Association semblable à la nôtre.

L'assemblée témoigne de son intérêt pour les communications qui viennent de lui être faites.

CONFÉRENCE sur la *Takymétrie* par M. J. Dalsème. — M. le Président donne la parole à M. J. Dalsème, ancien élève de l'Ecole Polytechnique, professeur à l'Ecole normale des instituteurs de la Seine, auteur de publications, qui a bien voulu s'inscrire pour faire, devant la Société, une conférence en vue de faire connaître sa méthode rapide d'enseignement, au moyen de laquelle pourraient être acquises les notions si nécessaires et si fréquemment ignorées, concernant la Géométrie des mesures (surfaces et volumes).

M. J. Dalsème s'exprime en ces termes :



MESDAMES, MESSIEURS,

Je remercie Monsieur le Président des paroles bienveillantes par lesquelles il a bien voulu m'introduire auprès de vous. Je le remercie d'autant plus vivement qu'il s'agit ici, pour moi, non seulement d'explications à présenter, mais d'un appel que je viens adresser à celles et à ceux qui m'écoutent. Je sais que vous vous intéressez au développement intellectuel et moral de vos protégés, les apprentis, autant qu'à l'amélioration de leur situation matérielle, et cette connaissance me suffit pour réclamer votre aide en faveur de la diffusion du genre d'enseignement que je me propose de vous faire connaître.

Vous dirai-je pourquoi je m'adresse à la *Société de protection des apprentis*, plutôt qu'à des personnes revêtues d'un mandat officiel ? Expliquerai-je pourquoi je ne suis pas allé frapper, par exemple, à la porte d'un Ministre ? Parmi ceux qui m'entourent, plus d'un connaît, par expérience, la réponse que je me fusse exposé à recevoir ; à ceux qui réclament une réforme : « Nous sommes un Gouvernement d'opinion, répondent les hommes auxquels est confié le pouvoir ; faites l'opinion, ayez la presse et le public pour vous, et lorsque votre idée nous reviendra, reflétée, renvoyée par cet organe qu'on appelle l'opinion publique, alors nous ne demanderons pas mieux que de vous suivre. » Réponse, Messieurs, à laquelle je souscris d'ailleurs de la façon la plus entière et la plus absolue. L'opinion, seule, est capable d'accomplir les réformes sérieuses. Ce n'est pas ici, n'est-il pas vrai, que j'aurai besoin de rappeler les origines de certaines de nos lois, des plus récentes et des meilleures. J'évoquerai simplement le souvenir de deux d'entre elles, issues d'un mouvement d'opinion, longtemps et ardemment réclamées, et, depuis peu d'années, élaborées enfin et mises en œuvre : la loi sur la protection de la première enfance ; la loi sur la protection du travail des enfants dans les manufactures... Mais je me hâte de rentrer dans le cadre modeste dont, malgré moi, je viens de franchir les limites.

Messieurs, toutes les personnes qui s'occupent d'enseignement primaire ont dû être frappées d'un véritable manque d'équilibre existant dans le programme de nos écoles. Vous savez que la part faite à la science, dans nos classes primaires, est représentée par ces deux éléments : l'arithmétique, la géométrie. Le manque d'équilibre — dont les conséquences sont extrêmement graves — consiste en ce que l'arithmétique a tout, et la géométrie rien.

L'enseignement de la Géométrie, à l'école primaire, n'existe pas. Il a, d'ailleurs, les meilleures raisons pour ne pas exister encore. Lorsque le diplôme de bachelier ès lettres peut être acquis sans que le candidat ait fait preuve des moindres connaissances géométriques sérieuses (bien que ces connaissances figurent sur les programmes), eût-il été bien raisonnable de les inscrire parmi les matières obliga-

toires nécessaires à l'obtention du brevet d'instituteur? Certainement non. Aussi avons-nous, en France, un trop grand nombre de maîtres qui, sur ce point, se bornent à transmettre à leurs élèves le seul bagage technique qu'ils possèdent; à savoir : les deux douzaines de formules insérées dans la plupart des ouvrages d'arithmétique sous la rubrique *système métrique*. Aussi, par une conséquence toute naturelle, dans les ateliers, sur les chantiers, aux champs, continue-t-on à appliquer ces formules sans les comprendre; parfois en en interprétant le sens à faux, de manière à susciter d'innombrables contestations, lesquelles dégénèrent trop souvent en procès.

En particulier, l'organisation pédagogique des écoles de la Ville de Paris indique, pour deux mois de l'année : *Énoncer, sans démonstration, les théorèmes relatifs à la mesure des surfaces et des volumes*. Énoncer sans démonstration! comme si la mémoire retenait ce qui est demeuré lettre morte pour l'intelligence! Comme si, même mis en possession des règles de mesure par un de ces petits livres qu'on appelle indifféremment *aide-mémoire*, *guide-âne* ou *vade-mecum*, l'apprenti n'était pas destiné à se trouver en face d'un patron habitué à l'usage de règles traditionnelles, de formules barbares, plus ou moins inexactes, lesquelles ne tardent pas à avoir raison des procédés que l'enfant, parfois, a pu rapporter de l'école.

Singulière anomalie! Les programmes font entrer, avec juste raison, dans le cadre de l'arithmétique primaire, les règles d'intérêt, les règles d'alliage, d'escompte, les questions d'achat et de vente de rentes, d'obligations, de primes et de reports... A tel point qu'un de nos enfants, au sortir du cours supérieur, pourrait, à la rigueur, se rendre droit au péristyle de la Bourse; tandis que les règles essentielles de la géométrie n'ont place dans ce cadre que sous la forme d'une suite d'alinéas à apprendre par cœur. Comparez cependant le nombre des enfants qui, sortis de l'école, se trouveront en face d'opérations de banque, avec l'effectif de ceux qui auront à effectuer des mesurages. Les mesurages? Toutes les professions manuelles en comportent. Aussi qu'arrive-t-il? C'est que les praticiens ne se servent JAMAIS de quelques-unes des règles enseignées à l'école; ils préfèrent recourir à des règles empiriques, simples et fausses.

Nos instituteurs ne sauraient être rendus responsables de cet état de choses : il ne faut pas oublier, en effet, que si l'enseignement de la géométrie, pour être fécond, réclame de grandes qualités de la part du professeur, il en exige de plus grandes encore de la part du disciple.

Pour celui-ci, à moins d'une préparation spéciale ou de dispositions naturelles caractérisées, cet enseignement est une véritable surprise. Tout y est nouveau. Ce qui trouble surtout, c'est le défaut d'applications, qui, au rebours des autres sujets d'études, marque ici le début.

L'élève ne sait où on le mène, avec cet enchaînement de vérités rigoureusement liées les unes aux autres, constituant peut-être le plus remarquable monument de la raison humaine, mais qui demeuront trop longtemps dans le domaine de l'abstraction pure... Il n'est pas jusqu'aux formes du langage qui n'y revêtent une apparence insolite. La géométrie classique, presque immuable depuis vingt-deux siècles, constitue, en un mot, une gymnastique intellectuelle dont on ne saurait trop recommander l'entier développement en matière d'instruction secondaire, mais dont la nature ne se prête pas à l'enseignement de nos écoles primaires. Le lycée se propose, lui, non de rendre les jeunes gens aptes à entrer sans transition dans une carrière technique, mais de développer leurs facultés dans la mesure la plus large possible. A l'école primaire, nous devons, en peu de temps, former des hommes et des citoyens aptes à produire un travail, et, comme on dit, à gagner leur vie. Donc, quatre millions d'enfants sont condamnés à ignorer la géométrie qui leur serait si nécessaire. Telle sera du moins la conclusion, à moins qu'il n'existe une méthode naturelle, simple et rapide.

J'en ai dit assez, Mesdames et Messieurs, pour justifier, je crois, surabondamment, la nécessité d'une telle méthode. Existe-t-elle? Oui. Une conviction profonde, étayée sur une expérience prolongée, me permet de produire cette affirmation sans réticence. Et le secret de cette méthode peut se traduire en un bien petit nombre de mots. Ce secret? Il n'est autre que l'application des principes pédagogiques, aujourd'hui universellement admis : toutes les circulaires, toutes les instructions ministérielles ou académiques, prescrivent d'éviter soigneusement, à l'égard des enfants, un enseignement purement abstrait. Les vérités, pour se graver dans les jeunes esprits, doivent revêtir une forme saisissable. Il n'est point de description qui vaille l'image; point d'image qui vaille l'objet réel. Rien ne saurait être en plus parfaite conformité de ces principes qu'une géométrie *concrète*, laissant reposer les démonstrations sur les propriétés visibles des corps. Et, puisque, grâce aux efforts de nos instituteurs et de nos institutrices, les plus petits trouvent aujourd'hui, dans la *leçon de choses*, leur pâture intellectuelle, puisque nombre de maîtres savent appliquer la leçon de choses aux principales définitions géométriques, il ne s'agit que de l'étendre jusqu'à la démonstration des vérités utiles.

Marcher du connu à l'inconnu; partir des objets visibles et maniables pour s'élever jusqu'aux définitions et aux règles abstraites, constitue la méthode naturelle. Pour appliquer cette méthode naturelle à l'enseignement de la géométrie, quel devra être notre point de départ?

Incontestablement, aussi bien en ce qui concerne la forme qu'en



ce qui touche les notions relatives à la mesure, ce sont les figures à angles droits que nous connaissons le mieux. Les édifices dans leurs grandes lignes et dans leurs détails : portes, fenêtres, pierres de taille, etc.; les objets classiques : tables, livres, cahiers ; tout, autour de nous, nous en offre des images constantes et multipliées. Qu'on les appelle figures à angles *droits*, ou à angles d'*équerre* ; que l'on dise, pour le solide à angles droits, *parallélépipède rectangle*, ou que, reculant devant cette expression, savante au point d'en devenir barbare, l'on se contente de dire : un *équarri*, là n'est pas l'important. Les questions de mots, soit dit en passant, sont secondaires. L'essentiel est de se faire comprendre. Or, ce que nous comprenons tous, c'est que la mesure des figures équarries ne relève que du bon sens vulgaire. La plus modeste débitante, lorsqu'elle vous livre une feuille de timbres-poste ne va pas les compter un à un pour en vérifier le compte ; elle sait que la feuille est composée de bandes où les figurines se trouvent alignées en nombre égal. Elle compte les bandes. En d'autres termes elle obtient le nombre des timbres en multipliant le nombre qu'il y a en long par le nombre qu'il y en a en large. Compter les mètres carrés dont la totalité constitue la superficie de cette salle, par exemple, n'est pas une opération différente. Ce sera, si l'on veut, compter d'énormes timbres-poste offrant un mètre suivant chaque dimension, et nous découvrirons sans peine la règle : multiplier la longueur par la largeur.

De même, pour le volume équarri, le dénombrement d'un tas de pavés régulier, où chacune des tranches superposées contient un nombre de pavés égal au nombre en *long* multiplié par le nombre en *large*. Ici nous avons à compter encore le nombre des tranches, c'est-à-dire à multiplier par le nombre de pavés en *hauteur*. D'où résulte le dénombrement des unités de volume contenues dans un solide équarri ; dénombrement qui s'effectuera en multipliant la longueur par la largeur et par la hauteur.

Les formes équarries sont, en quelque sorte, mesurables d'emblée. Eh bien ! le secret de la méthode, le voici : ramener les autres formes à celles-ci ; les décomposer en parties susceptibles d'être assemblées de façon à transformer la figure, dont le contour est quelconque, en une figure équarrie ; à peu près selon la pratique de certains jeux auxquels se plaisent nos enfants... Je ne saurais, évidemment, vous apprendre en quelques minutes la takymétrie pour laquelle je demande six heures aux instituteurs et douze ou quinze heures à leurs élèves. Je ne puis traiter qu'un exemple ; mais un exemple d'une importance capitale. Il s'agit du tas de cailloux que vous connaissez pour l'avoir aperçu sur nos routes. Ce tas de cailloux, qui peut être un tas de sable, un tas de blé, un remblai, un massif de maçonnerie, bien d'autres choses encore, la géométrie classique ne

lui attribue qu'une place tout à fait secondaire; elle l'intercale souvent, en petit texte, entre deux propositions. Cependant, au point de vue pratique, il y a là une forme qui mériterait mieux. Sous ses dénominations multiples, le volume placé sous vos yeux, et qui est compris entre deux bases parallèles et des faces en talus, ce volume représente, en travaux, en marchés, en devis de toute sorte, des centaines de millions entrant annuellement dans les transactions. Or ce volume, qui entre, pour le plus grand nombre de millions, dans l'ensemble des mesures effectuées à l'aide de la géométrie, on le calcule à l'aide de l'une ou de l'autre de deux formules, également en usage, également tolérées, et également fausses. Également fausses? Non, l'une est deux fois plus fausse que l'autre. La takymétrie va, d'une part, nous faire découvrir une règle simple et exacte, et, d'autre part, nous faire littéralement toucher du doigt l'erreur commise par les praticiens. Le simple aspect des pièces étalées sous vos yeux vous indique, d'ailleurs, quelques-uns des moyens accessoires que la takymétrie emploie. Les morceaux de bois sont coloriés diversement. Tous ceux qui ont étudié savent combien il est pénible, pour des enfants surtout, de suivre les vérités à la piste sur des figures dont les points sont marqués A, B, C, D, E... Combien les démonstrations revêtent un caractère plus saisissant, lorsque, à l'antique procédé des *lettres*, l'on substitue un procédé infiniment plus expéditif pour les yeux et dès lors pour l'esprit : le procédé des *couleurs*. Les couleurs divisent nettement les figures; elles les rendent intelligibles à première vue.

(Pour les démonstrations relatives au tas de cailloux, nous renvoyons aux gravures coloriées et au texte contenus page 39 des *Éléments de Takymétrie* ou à la page 42 des *Premières Notions de Takymétrie* [1].)

Vous le voyez, Messieurs, il n'est vraiment point de cantonnier qui puisse résister à une démonstration aussi simple et d'une telle évidence; il n'est pas de praticien qui ne se puisse convaincre que, en employant les méthodes en usage, il se trompe et il trompe les autres.

Des deux méthodes pratiques, avons-nous dit, l'une compte une pyramide d'angle en moins. L'autre en compte deux en trop. Il n'est pas besoin d'avoir profondément étudié la nature humaine pour se douter que le commerçant s'efforcera d'employer la première quand il achète, le deuxième quand il revend. L'erreur ne fût-elle

---

(1) Un vol. in-8° à 1 fr. 50 c. et un vol. in-12 à 75 centimes. (Librairie Eug. Belin, 52, rue Vaugirard.)

que de 5 0/0 dans le premier cas; comme elle va devenir 10 0/0 dans le second, l'écart entre le travail payé aux ouvriers pour l'extraction d'un mètre cube de sable, par exemple, et le prix compté à une municipalité pour la fourniture de ce sable, l'écart sera de 15 0/0. Si vous joignez à cela que la pyramide-erreur est d'autant plus importante que les dimensions, mesurées au haut du tas, sont plus faibles, vous comprendrez sans peine la propension qu'ont certains entrepreneurs à acheter en tas plats pour revendre en tas pointus. (*Hilarité.*) Vous vous expliquerez également le cas de ce maire d'une grosse commune, bon comptable mais mauvais géomètre, lequel fut tiré d'embarras précisément par M. Ed. Lagout, l'initiateur de la takymétrie. Ce maire, qui évaluait soigneusement, chaque année, sa récolte de grains, trouvait, six mois après, alors que le blé desséché avait subi un déchet de 3 à 4 0/0, que ses registres de vente indiquaient un nombre de boisseaux supérieur à la totalité de la récolte !

Messieurs, il n'y a pas seulement en jeu, ici, une question de pédagogie, mais aussi une question de morale. J'ai vu quelque part qu'il suffirait, pour déraciner les procédés inexacts, d'un décret ou d'un arrêté rendant obligatoire l'usage des formules justes. Comme s'il était sage de faire des lois destinées à être violées mille fois par jour ! Le décret viendra, il le faudra bien ; mais, avant tout, enseignons et faisons comprendre les règles exactes. Souvenons-nous que ces tolérances, qui se perpétuent à l'égard des autres, remontent à l'époque, heureusement lointaine, où l'instruction primaire n'avait point de place dans les budgets de la France. Mettons-nous en face des millions que la France consacre aujourd'hui à l'instruction de ses enfants, et, puisque nous avons atteint, à ce point de vue, la civilisation ; ne restons pas, sur le domaine des applications pratiques, dans un état de véritable barbarie.

Il y a des marchandises qui se vendent au poids, d'autres dont on estime la quantité à l'aide d'opérations géométriques : le marchand qui vend à faux poids est passible de la police correctionnelle ; celui qui vend à fausse formule obtient, la plupart du temps, gain de cause devant les tribunaux. Ne trouvez-vous pas qu'il soit temps de rétablir l'équilibre dans la balance de la justice ? Naguère, on pouvait encore se réfugier derrière des difficultés matérielles ; aujourd'hui, toute excuse disparaît devant la possibilité de faire pénétrer et comprendre partout les règles exactes. C'est pourquoi, Messieurs, je terminerai comme j'ai commencé, en vous demandant votre aide, en réclamant votre concours. Je le répéterai peut-être avec plus d'insistance encore maintenant que, je le vois, la démonstration est faite : devenez nos auxiliaires, à l'atelier, sur les chantiers de travaux, à l'école ; aidez-moi à obtenir la diffusion de l'enseignement que je réclame. La tâche est modeste,



mais en l'accomplissant, j'ai la conscience que vous aurez doté vos protégés d'un outil autrement puissant que la lime ou le marteau, — car c'est un outil intellectuel; — et que, par surcroît, en rétablissant la sincérité dans tant de transactions où je vous ai montré le trouble, vous aurez fait plus encore : vous aurez contribué à élever le niveau de la moralité publique! (*Applaudissements.*) (1)

M. le Président remercie M. Dalsème de sa très instructive et très intéressante conférence; il le félicite de la forme attrayante qu'il a su lui donner, et il propose à la Société l'insertion de cette conférence au *Bulletin*. — Cette proposition est acceptée.

Toutefois il croit devoir faire cette réserve que la Société qui s'intéresse à tout ce qui facilite le développement intellectuel des apprentis doit favoriser la vulgarisation d'une méthode qui prétend être utile à l'Enfance; elle n'a mission ni d'approuver ni d'improuver cette méthode, et elle doit se contenter, sans la juger, de lui donner la publicité dont elle peut disposer.

Sur la proposition de M. le Président, la Société vote la somme de 100 francs pour être employée à l'achat des *Premières Notions de Takymétrie* dont M. J. Dalsème est l'auteur. — Cet ouvrage sera distribué aux apprentis patronnés par le Comité de placement.

*Communications diverses.* — M. H. Turney rappelle à la Société qu'une tombola a été organisée au Palais de l'Industrie des Champs-Élysées (voy. ci-dessus, p. 406), pour accroître les ressources de l'Assistance paternelle des Fleurs et plumes. Les travaux des enfants sont exposés. Le prix du billet est de 1 franc. Un bal sera donné par le Comité de l'apprentissage et de l'enseignement professionnel au profit des Écoles d'apprentissage et Patronages

---

(1) Nous ajouterons que, dans le courant du mois de novembre, M. J. Dalsème a été appelé à Lille, puis au Havre, par l'administration municipale, d'accord avec l'autorité académique.

Dans chacune de ces deux grandes villes, qui présentent une importance spéciale au point de vue des progrès de l'enseignement primaire, M. Dalsème a été chargé de mettre le personnel enseignant en possession de la méthode de vulgarisation de la géométrie.

A Lille, 300 instituteurs et institutrices; au Havre, 150 instituteurs et institutrices ont suivi avec un intérêt croissant les six conférences de M. Dalsème, lesquelles ont constitué, de la sorte, un Cours normal de takymétrie.

Les excellents résultats obtenus seront prochainement mis en œuvre.

A Paris, l'enseignement de la takymétrie existe déjà depuis quelque temps, à l'école Turgot. Nous apprenons que M. Marguerin va l'installer, dès le mois de janvier, à l'école Jean-Baptiste Say.

d'apprentis, le 20 décembre, au Grand Hôtel. Il invite tous ses collègues à contribuer, par leur présence, à l'éclat de cette fête.

ALLOCATIONS ET SECOURS A DES OEUVRES DIVERSES EN FAVEUR DE L'ENFANCE OUVRIÈRE. — Notre collègue, M. *Trouille*, directeur de la Maison Sainte-Anne (*Association libre pour l'éducation de la Jeunesse ouvrière*, reconnue d'utilité publique), à Paris, rue Planchat, 42, nous informe qu'il vient de tenter un essai de Pension d'apprentis, pour laquelle il nous demande de lui venir en aide.

Cette demande ne paraît pas suffisamment instruite à la Société. — Une Commission, composée de MM. *Bérard*, trésorier, *Ch. Petit*, vice-président, et *Nusse*, est nommée pour instruire sur cette demande.

OEUVRES SPÉCIALEMENT CONSACRÉES A LA PROTECTION DE L'ENFANCE OUVRIÈRE. — M. le Secrétaire rappelle que la liste générale des OEuvres récompensées par la Société a été dressée et qu'en outre il forme une collection de documents relatifs aux OEuvres de France.

Il invite nos collègues à signaler celles qui, dans les départements, ont été instituées spécialement en vue des apprentis.

La séance est levée à 10 heures et quart.

*Le Secrétaire,*

Jules PÉRIN.

## COMITÉS

DE LA

# SOCIÉTÉ DE PROTECTION DES ENFANTS

EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES

(*Comptes rendus de leurs travaux.*)

### COMITÉ JUDICIAIRE

(Extrait du procès-verbal communiqué par M. Ern. Nusse, Secrétaire-adjoint.)

Séance du 17 novembre 1879.

Présidence de M. Faustin Hélie, juge au Tribunal civil de la Seine.

Sont présents : MM. Faustin Hélie, président ; Froger de Mauny, vice-président ; Joret-Desclosières, secrétaire ; Nusse, secrétaire-adjoint ; Ch. Breul, Jules Fabre, Fliche, Raoul Jay, Léon Lambert, Tommy Martin, Ernest Milliot, et Émile Salle.

— Le procès-verbal de la séance précédente est lu et adopté.

— Le Comité procède au renouvellement de son Bureau.

Sont élus : M. Faustin Hélie, juge au Tribunal civil de la Seine, président ;

M. Froger de Mauny, ancien magistrat, vice-président ;

M. Gabriel Joret-Desclosières, avocat, secrétaire ;

M. Ern. Nusse, avocat, secrétaire-adjoint ;

— M. J. Périn fait diverses communications au Comité.

Il a suivi très exactement les débats du Congrès de Marseille ; aucune idée nouvelle ne lui paraît y avoir été produite en matière d'apprentissage, sauf peut-être l'admission des ouvriers dans la Commission de surveillance des Ecoles professionnelles.

A la suite de cette communication (voy. ci-après à la *Chronique*), M. le Président Faustin Hélie pense qu'il serait opportun de faire un rapport comparatif sur les travaux des Congrès, tenu, sous la présidence de M. Victor Hugo (au Grand Orient), de celui de Marseille, reproduit par le journal *le Temps*, de ceux d'Angers (1879), de Chartres (1878). Le compte rendu de ce dernier a été fait dans la *Revue des Associations catholiques* (rue du Bac, 10).



Le Comité partage l'avis de faire faire un rapport d'ensemble sur les travaux de ces Congrès en matière d'apprentissage. — M. Raoul Jay est désigné à cet effet.

JURISPRUDENCE DES CONSEILS DE PRUD'HOMMES. — M. le Secrétaire de la Société expose qu'un grand nombre de décisions de Conseils de Prud'hommes, qui restent malheureusement ignorées, figureraient utilement dans le *Bulletin* de la Société. En conséquence il propose au Comité d'adresser, en son nom, une lettre-circulaire à MM. les Présidents des Conseils des Prud'hommes de France, en les priant de vouloir bien nous faire communiquer, par leurs secrétaires-greffiers, les décisions intervenues sur des difficultés relatives à l'exécution du Contrat d'apprentissage et qui statuent sur une question de principe intéressante.

Après une discussion à laquelle prennent part MM. Faustin Hélie, Joret-Desclosières, Tommy Martin, Nusse et Salle, le Conseil décide que cette circulaire sera envoyée, et délègue à son Président le soin de contrôler les termes de sa rédaction. Cette circulaire sera signée du Président et du Secrétaire du Comité.

M. Périn remet le projet de lettre-circulaire qu'il a préparé.

— M. le Secrétaire de la Société signale la fondation de la *Société de protection de l'Enfance coupable ou abandonnée*.

M. Georges Bonjean, juge au Tribunal civil de la Seine, qui avait fondé, à Orgeville, une maison d'école industrielle où des enfants reçoivent une éducation professionnelle, vient de développer son idée, par la création d'une importante Société générale de protection pour les enfants abandonnés ou coupables. (Voy. ci-après, à la *Chronique*.)

M. Faustin Hélie se rappelle qu'il y a un an, son collègue M. G. Bonjean, lui avait fait part du programme d'une Société devant encourager l'engagement dans l'armée des enfants sortant des maisons de détention.

*De l'emploi des enfants dans les Professions ambulantes de saltimbanques, acrobates, etc.* — M. J. Périn fait connaître à ses collègues qu'ayant assisté à une représentation de l'Hippodrome, le dimanche 26 octobre 1879, sur l'affiche figurait l'annonce de jeux athlétiques par les deux frères Poole et Zanloo; et il ajoute que le plus jeune de ces trois athlètes, qui, dans ces jeux, était jeté en l'air et reçu absolument comme on le ferait d'une balle, — c'est ainsi que les acrobates pratiquent l'art d'élever leurs enfants, — au risque

d'être brisé dans ces tours de force périlleux, ne lui a pas paru avoir plus de 12 ans, quoiqu'il ne travaillât pas avec son père.

Notre collègue se demande, en conséquence, si la surveillance de la Préfecture de police, surveillance qui ne devrait pas comporter d'exception, s'exerce sur les grands établissements parisiens qui s'appellent les Deux-Cirques, l'Hippodrome ?

Il rappelle à ce sujet qu'un tableau, représentant le triste engagement d'un petit acrobate, figurait à l'Exposition universelle de 1878 (section suédoise).

M. Salle a vu des exercices semblables au Cirque Myers. Ces exhibitions d'enfants sont un scandale public.

En ce qui concerne les Deux-Cirques, M. Tommy Martin croit qu'il y a des ordres de précaution à suivre donnés par la Préfecture de police et équivalant à des tolérances.

Avant d'appeler l'attention de M. le Procureur de la République sur ces faits, M. Faustin Hélie propose de nommer une Commission qui recherche la valeur des restrictions dont vient de parler M. Martin, soit en droit, soit en fait. — Le Comité accueille cette proposition et nomme MM. Jay, Tommy Martin et Nusse.

*Enfants victimes d'accidents.* — M. J. Périn entretient le Comité de la situation juridique faite à un enfant qui lui a été adressé par l'un de nos honorables membres.

Employé dans les ateliers d'une grande société industrielle, cet enfant n'avait que 15 ans; néanmoins il a été occupé à une raboteuse et son bras, pris dans un engrenage, a dû être amputé.

Ici, ajoute M. Périn, se présente une question qu'il est bon de signaler au Comité :

Quand un patron est poursuivi correctionnellement pour infraction à la loi de 1874, l'enfant peut-il se porter partie civile par le fait seul qu'il est blessé ? Son emploi irrégulier constitue-t-il le patron en faute sans qu'il y ait lieu de rechercher si l'inobservation des règlements a été la cause de l'accident, et, à supposer que cette inobservation n'ait pas une relation directe et immédiate avec l'accident, le patron serait-il pécuniairement responsable ?

Cette question sera examinée ultérieurement.

— M. Ern. Nusse dépose les deux rapports suivants :

1<sup>o</sup> Rapport sur la Réglementation de la condition des apprentis ;

2<sup>o</sup> Rapport sur les Contradictions existant entre les lois du 4 mars 1831 et celle du 19 mai 1874, et le mode d'interprétation proposé pour les lever.

Le Comité en vote l'impression au *Bulletin*, sans préjuger les décisions du Comité, afin de rendre plus facile la discussion de ces Rapports.

La prochaine séance aura lieu le 12 janvier 1880, à une heure.  
La séance est levée à quatre heures.

## RAPPORT

### SUR LA RÉGLEMENTATION DE LA CONDITION DES APPRENTIS,

Présenté par M. Ern. NUSSE.

Lorsqu'une personne, ayant pouvoir légal de représenter un enfant, le confie à un patron et convient de lui faire donner l'enseignement d'un métier ou art industriel, il y a ce que nous appelons *apprentissage*. Ainsi, trois éléments concourent à son essence, mais dans des proportions d'ailleurs inégales : contrat ; autorité sur la personne, impliquant parfois une délégation de la puissance paternelle ; instruction professionnelle.

Il y a donc là plus que le simple concours de deux volontés privées, et ce serait une erreur législative d'omettre sciemment toute réglementation, sous prétexte de liberté des conventions. Une double raison rendra cette proposition saisissante. — Placé entre l'exploitation possible de sa famille et celle d'un patron, qui trouve la rémunération de ses leçons industrielles dans les produits du travail de l'élève, l'enfant est dans une condition d'inégalité de fait qui sacrifierait, s'ils n'étaient légalement défendus, ses intérêts, au principe abstrait de la liberté des conventions. — D'ailleurs, l'État ne saurait demeurer indifférent à une question d'enseignement qui sollicite d'autant plus son attention qu'il s'agit à la fois, et du niveau social des intelligences, et du progrès de l'industrie. Nous ajouterons que tout déplacement d'autorité sur la personne de l'enfant est grave et veut être surveillé.

Nous serons donc d'accord avec la grande majorité des nations civilisées pour estimer que l'apprentissage ne saurait être abandonné aux règles vulgaires du droit commun : peut-être les peuples retardataires ne souffriront-ils plus longtemps une si regrettable lacune.

Cette idée fondamentale dégagée, nous reconnaitrons que dans une législation sur l'apprentissage, l'objet principal sera l'éducation et l'enseignement professionnel, et que les statuts divers relatifs à la délégation de pouvoir sur l'enfant, à la formation et



à l'exécution du contrat, rempliront surtout la mission du droit sanctionnateur. Ils auront une place nécessaire, mais accessoire.

Sur l'enseignement industriel, il n'y a pas de dissentiment sérieux entre les nations (1). Partout le patron est à la fois un instituteur privé et un éducateur. Son indignité encourue pour un fait délictueux et déshonorant, lorsqu'elle est constatée en justice, l'exclut de ce professorat comme de tout autre. Il protège, surveille l'accomplissement des devoirs religieux en respectant la liberté de conscience; il habitue aux bonnes mœurs, envoie à l'école, s'assure qu'elle est fréquentée; enfin, dans certaines législations, il délivre un certificat d'apprentissage, aussi nécessaire à l'industrie que celui de l'école l'est à la société. Nous approuvons sans réserve cette disposition de la loi autrichienne (2), reproduite d'ailleurs d'après notre loi française de 1831. C'est un devoir important pour le patron de délivrer au départ un congé d'acquit. Trop souvent, cette sage mesure est délaissée, et l'omission, passée en habitude, engendre une non moins dangereuse négligence de la part du nouveau patron: celle de ne pas exiger la preuve de l'exécution du contrat précédent. Nous rappellerons à cet égard aux patrons qu'ils ne doivent pas abandonner la loi si, par un juste retour, ils ne veulent être abandonnés d'elle. — Mais, au regard de ce léger reproche, quel tribut d'éloges est dû à quelques-uns d'entre eux! Comme ils ont compris cette vérité pédagogique: que la récompense est un mobile parfois aussi utile que la punition! Oui, c'est une touchante sollicitude que celle de ces Sociétés corporatives d'assistance paternelle des Fleurs et plumes, de l'Ébénisterie, du Papier peint, de la Bijouterie de Paris, où l'absence de louange devient une punition, où l'émulation pour le bien, substituée à la crainte, agrandit l'âme de l'enfant et fortifie noblement son libre arbitre. — Ailleurs, hélas! cette sanction ne suffirait pas, et nous ne voulons point dire qu'elle doit faire écarter les autres.

Il faut, en effet, assurer l'exactitude, l'assiduité, la docilité, la politesse, la bonne volonté, sans lesquelles il n'est pas de leçon fructueuse. Or, l'enfant étant un être léger, irréfléchi, volage, un

---

(1) V. loi allemande du 21 juin 1869, art. 105 et suiv. — Loi autrichienne du 20 décembre 1859, art. 88 et suiv. — V. aussi *infra*, en note, l'indication de la législation anglaise et suédoise.

(2) Ajoutez l'art. 129 de la loi allemande du 17 juillet 1878: *Annuaire de la Société législation comparée*, 1879, p. 102.

système de répression approprié à son âge, à sa faiblesse, à son organisation physique et morale, doit être mis à la disposition du patron, comme de tout autre professeur.

Loin de nous, cependant, la pensée d'entrer dans le système anglais de la répression corporelle modérée (1). C'est à grand'peine si nos mœurs adoucies tolèrent aujourd'hui l'emploi de la force matérielle du père sur l'enfant. La brutalité est l'argument des despotes; elle compromet l'autorité de celui qui en use, en lui assurant momentanément une déplorable victoire. Si la tendresse du père de famille est, à la rigueur, considérée comme une garantie suffisante contre l'excès de la répression, la même considération n'existe pas évidemment en la personne du patron, son mandataire.

Nous éprouvons une répugnance tout aussi marquée pour la doctrine qui érige en délit les manquements les plus saillants de l'enfant, et le rend justiciable des tribunaux répressifs pour « désobéissance, irrévérence, destruction d'outils ou de matière première, absence, fréquentation du cabaret » (2). — La loi pénale ne saurait, sans déroger, devenir un règlement disciplinaire, et, quand elle frappera pour des peccadilles de son âge un enfant plus étourdi que coupable, elle s'exposera au danger d'être ou ridicule en s'amollissant, ou cruelle en conservant ses sévérités accoutumées.

Nous inspirant de la récente loi de l'Empire d'Allemagne sur l'Industrie du 17 juillet 1878, et partant de cette idée que le patron est l'ayant-cause de la puissance paternelle, admettrons-nous que la police sur la plainte de ce patron porteur d'un contrat écrit ramène le déserteur *manu militari* à son engagement en souffrance? L'abolition de la contrainte par corps et le danger de confier à un intérêt purement pécuniaire l'exercice d'un droit exorbitant de la puissance paternelle vous écarteront sans doute de cette voie (art. 130 de la loi allemande précitée).

Faut-il donc s'arrêter au système français actuellement en vigueur, et n'admettre d'autre sanction que les dommages-intérêts à prononcer par les tribunaux pour inexécution du contrat? C'est un autre abus qui inculpe l'excès de notre générosité nationale, et qui provient de ce que le législateur de 1851 n'a pas assez accusé

---

(1) *Master and servan*, 30 and 31 *Victoria*, cap. 141 — An act to amend the statute law as between master and servant, 20th August, 1867.

(2) Loi suédoise du 22 décembre 1846.

dans l'apprentissage la prédominance de l'*enseignement* sur le *contrat*. En France, nous ne supportons pas le joug du fort ou du puissant; mais nous acceptons facilement la tyrannie du faible, sous prétexte qu'il est digne de protection. Cependant, le respect de la liberté doit être absolu chez un peuple maître de ses droits, et nous devons réprimer toute oppression, soit qu'elle veuille peser sur nos personnes, soit même que, sous les dehors trompeurs d'un spécieux libéralisme, elle tente de dominer nos cœurs.

Or, dans l'économie de cette législation, le patron est désarmé. Rarement, il lui sera possible d'infliger une amende, parce que rarement l'apprentissage est payé. Sera-t-il admissible que l'instituteur ait la faculté de prononcer des punitions, une privation de sortie, par exemple, et que le patron, contraint par la loi de laisser l'apprenti absolument libre le dimanche, n'ait même pas cette répression indispensable? Quel inconvénient y aurait-il à lui donner ce pouvoir, à la charge d'avertir préalablement l'inspecteur du travail des enfants ou la commission locale, mis ainsi en demeure d'examiner l'éventualité de l'abus, et de laisser à l'élève le temps d'accomplir ses devoirs religieux? Au besoin, une amende frapperait le patron qui aurait omis de prévenir à temps les agents de l'autorité ou qui les aurait trompés. Malheureusement, en France, le célèbre mot de Siéyès, qui devrait avoir toute sa portée en matière d'apprentissage, est complètement renversé : La loi accorde sa confiance à l'enfant et manifeste sa défiance vis-à-vis du patron.

Est-ce logique et équitable?

Si l'enfant ne doit pas être abusivement *dominé* dans le *contrat*, ne faut-il pas qu'il soit *dominé* dans les justes limites du *professorat industriel*? Concevrait-on un enseignement dont les moindres incidents auraient pour dénouement un jugement statuant au contentieux, à la suite d'une plaidoirie contradictoire du maître et de l'élève? Nous entendons bien qu'ici le salaire de l'instruction consiste dans le travail même de l'enfant, et que cette circonstance peut imprimer une certaine rudesse à ce professorat; mais, après tout, et sauf examen ultérieur de cette position particulière et délicate, dont les dangers peuvent être législativement prévenus, l'instituteur libre, bien que salarié par les familles, ne conserve-t-il pas son caractère de maître, sous le rapport de l'action disciplinaire et de la coercition sur l'élève? Et le contrôle que l'Université exerce sur les chefs d'institutions libres, pour



empêcher les excès, ne pourrait-il appartenir aux inspecteurs du travail des enfants et aux Commissions?

Répétons, en effet, qu'il n'est pas d'apprentissage sans discipline et que, pour des faits courants, journaliers, juridiquement insignifiants, mais acquérant par leur répétition une importance considérable dans l'éducation et l'instruction, il faudrait quelque chose de plus pratique qu'une sentence!

Du moins, dans les cas graves, lorsqu'il s'agit vraiment d'une question d'exécution du *contrat*, cette décision de justice a-t-elle une efficacité véritable? En fait, trop souvent, après deux années, la famille de l'apprenti lié par un engagement de trois ou quatre ans commence à exhaler ses plaintes et ne tarde pas à demander la rupture de la convention sous un prétexte futile. Il s'agit de gagner un salaire au plus vite, même au mépris de la foi jurée. Le maître abandonné a-t-il obtenu des dommages-intérêts, la condamnation va demeurer stérile entre ses mains. L'apprenti, son père, civilement responsable, sont généralement insolvables; la famille possède à peine quelques meubles insaisissables, et insuffisants même pour solder le propriétaire, qui a exigé un terme d'avance. L'enfant abandonne le patron qui l'a hébergé pendant un ou deux ans, et tire de sa faiblesse le principe d'une scandaleuse invulnérabilité.

Il n'y a pas que ce patron d'outragé, il y a derrière lui l'industrie nationale lésée et la morale offensée. Et, comme c'est là un fait malheureusement fréquent, nous signalons une cause générale d'infériorité technique, de décadence industrielle et d'improbité publique. N'y aurait-il pas cependant un remède? Ne serait-ce pas de rendre responsables de toutes les indemnités dues au patron quitté induement, tous ceux qui reçoivent et emploient, sans avoir exigé le congé d'acquit, l'apprenti en rupture de contrat? L'introduction de cette disposition de la loi autrichienne (1) dans la législation française, en affermissant certaines jurisprudences locales, ne donnerait-elle pas une sanction justifiée? (2) Ne serait-elle point un retour à un texte de la loi du 22 germinal an XI, que la loi de 1851 a omis de faire revivre? « Nul individu employant des ouvriers », était-il dit, « ne pourra recevoir un

---

(1) Ajoutez l'art. 133 de la loi allemande du 17 juillet 1878.

(2) Sur ces jurisprudences, voy. le savant TRAITÉ DU CONTRAT D'APPRENTISSAGE de MM. J. Hayem et J. Périn, p. 200, n<sup>os</sup> 283, 284.

apprenti sans congé d'acquit sous peine de dommages-intérêts envers son maître. »

Mais notre sanction serait-elle en harmonie avec le grand principe de la liberté du travail ? N'y aurait-il pas une sorte d'ostracisme ou d'interdit industriel créé contre le coupable éconduit de tous les ateliers, et amené peut-être par cette exclusion au vol et au vagabondage ? (1)

Pour éviter cette objection, on pourrait amender les statuts précités, en restreignant la responsabilité du patron négligent au cinquième des sommes chez lui gagnées par l'apprenti. On arriverait ainsi aux effets d'une opposition régulière, opérant de plein droit par la volonté de la loi, sans la procédure coûteuse de saisie-arêt, et surtout sans provoquer les découragements dangereux qui parfois mènent un égaré au crime. D'un autre côté, le maître victime de l'abandon serait graduellement remboursé par les patrons successifs, surtout si cette retenue était déclarée privilégiée à son profit. Ce serait de toute équité, car sa créance peut être assimilée à celle du maître de pension. En fin de compte, en adoptant un juste milieu entre les rigueurs de germinal an XI et la faiblesse de la loi de 1854, la justice aurait ses droits.

Ici se présente un nouveau point de vue à examiner. Nous venons d'étudier les effets sanctionnateurs du *contrat* sur l'enseignement professionnel ; il convient, en sens inverse, de rechercher l'influence de cet *enseignement* sur le contrat. Nous avons déjà parlé de la situation singulière du maître d'apprentissage, généralement rémunéré par la valeur vénale du travail qu'il enseigne à faire. Il y a cet avantage que son intérêt l'excite à diriger l'élève de manière à obtenir de beaux produits ; il y a ce danger qu'il ne s'efforce d'exagérer la durée d'une production rémunératrice, en prolongeant l'apprentissage. Ne conviendrait-il pas d'y obvier en fixant une durée légale *maxima* d'ordre public, qui ne puisse valablement être dépassée par la convention, même expresse, des parties. Nous avons vu cette préoccupation se dessiner dans l'esprit du législateur suédois. Vous apprécierez s'il n'y aurait pas un abus semblable à réprimer dans quelques ouvriers et chez quelques patrons français.

---

(1) Cette considération n'empêche pas le § 2 de l'art. 131 de la loi allemande du 17 juillet 1878 d'interdire l'emploi de l'apprenti dans la même profession pendant les 9 mois qui suivent son départ indu de chez l'ancien patron.

A d'autres points de vue, nous dénierions à l'enseignement professionnel, suivant qu'il sera gratuit ou payé, la vertu d'établir des distinctions légales entre les apprentis, et d'introduire ainsi des applications diverses dans les effets du contrat. Ce n'est pas dans un siècle où la gratuité de l'instruction primaire compte tant d'adhérents, qu'il conviendrait d'établir entre les élèves de l'enseignement professionnel des classifications arbitraires basées sur des inégalités de fortune (1).

En résumé, vous voudrez la protection de l'enfant sans le sacrifice des droits du patron ; vous maintiendrez un juste équilibre entre ces droits si respectables ; vous demanderez une réglementation sévère sans rigueur, modérée sans faiblesse, fondant sur une discipline exacte l'avenir de l'industrie que le relâchement prolongé des liens de l'apprentissage mènerait à une infériorité inévitable.

Avec une autorisation suffisante sur l'élève, un contrat aboutissant, non seulement à des jugements, mais encore à des exécutions sérieuses, nous aurons encore des patrons en France. Ce n'est ni la patience, ni le sentiment du devoir qui leur fait défaut : ce qui les décourage, ce qui les empêche de former des élèves industriels, c'est la conviction de leur impuissance légale.

Il est pénible pour un instituteur, c'est-à-dire pour un homme digne de respect, d'être livré sans défense aux malices et aux moqueries des écoliers ; il est douloureux pour un maître d'être en suspicion, et l'on est suspect quand on reçoit de la loi l'investiture d'un pouvoir sans les moyens de l'exercer.

Fortifions donc la mission du patron pour l'enseignement professionnel. En tout, pour tous et partout, l'enseignement est le salut. Avec les Ministres du commerce pour grands maîtres, les Chambres consultatives des arts et métiers ou du commerce pour conseils académiques, leurs présidents pour recteurs, l'inspection spéciale et les commissions locales déjà empruntées à l'instruction publique, les écoles professionnelles tenant place des lycées, les patrons d'apprentissage, celle des chefs d'institutions privées, avec la liberté absolue d'un enseignement technique qui ne veut ni programmes, ni méthodes théoriquement préconçues et imposées, nous verrions surgir dans toute la France des universités ouvrières aussi grandes que leurs sœurs aînées, préparant le

---

(1) Voir la loi anglaise précitée.



travailleur de la matière comme celles-ci préparent les travailleurs de l'esprit. Les cadres sont prêts, les hommes spéciaux abondent : vienne le signal du législateur, et les idées deviendront des faits.

Le Comité se trouve, en résumé, saisi des questions suivantes :

1<sup>o</sup> L'apprentissage doit-il être réglementé ou laissé sous le régime de la liberté des conventions ?

2<sup>o</sup> La loi devrait-elle créer un système de discipline pour le patron vis-à-vis de l'apprenti ?

3<sup>o</sup> Quel serait ce système si l'affirmative était décidée ?

4<sup>o</sup> Pourrait-on notamment accorder aux patrons le droit d'exercer certaines mesures disciplinaires non corporelles à l'égard de l'apprenti, à la charge d'en prévenir préalablement les agents de l'autorité, et sous peine d'amende au cas d'omission de cette formalité ?

5<sup>o</sup> Les industriels acceptant sciemment ou par négligence de s'être fait représenter le congé d'acquit, et employant, à quelque titre que ce soit, un apprenti ayant indûment quitté son ancien patron, devraient-ils être déclarés par la loi responsables du préjudice causé au patron abandonné ?

6<sup>o</sup> En cas d'affirmative, serait-il équitable de n'édicter cette responsabilité que jusqu'à concurrence du cinquième des sommes par eux dues ou déjà payées à cet apprenti, et sauf leur recours contre lui ?

7<sup>o</sup> Y aurait-il lieu de fixer à six ans un *maximum* légal du temps de l'apprentissage, par une mesure d'ordre public que les conventions particulières ne pourraient valablement dépasser ?

---

## RAPPORT

*sur les Contradictions existant entre les Lois du 4 mars 1854, et celle du 19 mai 1874, et le mode d'interprétation proposé pour les lever,*

Présenté par M. Ern. NUSSE.

Le législateur français a traité, à vingt-trois ans de distance, des sujets qui sont les deux faces d'une même question : l'apprentissage (loi du 22 février-4 mars 1854), le travail des enfants dans les manufactures (loi du 19 mai 1874).

La philosophie, l'économie politique, la science du droit proclament l'unité de ces matières indissolublement liées en dépit de

leur division factice. L'emploi de l'enfant dans l'industrie n'étant légitime qu'à la condition d'être plutôt pédagogique pour l'élève que lucratif pour le patron, de constituer un enseignement professionnel acheminant à procurer un métier plutôt qu'une exploitation, la même loi doit réglementer les différents aspects de ce travail, on pourrait dire, de cette école technique.

Qu'il y ait des graduations et des nuances, c'est incontestable. Plus un art est secondé par la mécanique, plus le noviciat en est simple et facile. L'enseignement existe cependant, soit que l'enfant facilite les mouvements de l'adulte, ou les étudie, surveille les accidents usuels du travail, apprenne à les prévenir ou à les réparer comme fait le rattacheur à côté du fileur et l'on peut affirmer qu'à cet égard, toute usine prépare au travail manuel.

Mais, dans les fabrications où la main humaine conserve la direction suprême, soit par l'ingéniosité du dessin, soit par la reproduction de l'image inventée au moyen de procédés plastiques, soit par la ténuité d'un produit dont la finesse défie l'œuvre mécanique, nous rencontrons un enseignement plus direct et surtout plus complet. Alors, l'action du maître sur l'élève se traduit d'une manière plus énergique dans l'étroitesse d'un atelier plus restreint, dans les longues années d'une initiation plus pénible, souvent dans la communauté d'une existence où l'on partage le foyer et la table.

Sans doute, il y a des dissemblances dans ces situations. De ces deux enfants, l'un, ayant moins à apprendre, se rend tout de suite plus utile, touche un salaire, jouit d'une entière indépendance vis-à-vis de l'industriel auquel son noviciat n'a rien coûté et entre d'emblée en possession de ce succès relatif mais toujours incomplet qui attend dans toutes les carrières la médiocrité vulgaire.

Le second, au contraire, déroband au temps du maître de longues et nombreuses démonstrations, lui coûtant, soit de la matière première par des ébauches infructueuses, soit des avances de nourriture, de logement et d'entretien, doit compenser par son travail devenu fructueux les frais qu'a occasionnés l'inexpérience de ses débuts. Un contrat ou un règlement légal déterminent cette indemnité.

En réalité, il y a là, non deux classes de jeunes travailleurs, mais deux catégories de travaux distincts, soit par le temps d'étude qu'ils demandent, soit par l'échéance du terme auquel

ils deviennent utiles au patron. En élaborant deux lois à de longs intervalles de temps, le législateur français n'a-t-il pas très involontairement établi des distinctions entre ces enfants? Rendons-lui cette justice, telle n'est pas son intention. En 1874, il s'est efforcé de pénétrer de ses institutions nouvelles l'œuvre de 1851, et d'étendre à tous sans exception les effets de son libéralisme.

« La qualité d'apprentis, le contrat qui les lie, a dit le rapporteur M. Eugène Tallon, ne les empêche pas d'être des enfants comme les autres, dignes au même titre de notre intérêt. » Mais, ces intentions n'ont-elles pas été trahies par le dualisme des lois de 1851 et de 1874? En dépit du programme tracé, les différences répudiées par le rapporteur de 1874, ne s'imposeront-elles pas parfois à l'interprète? Des contradictions regrettables ne ressortiront-elles pas du double système répressif suivi dans l'une et l'autre de ces lois?

L'attention peut être notamment portée sur les points suivants :

a. La loi de 1874 prohibe le travail de nuit des enfants. Cependant, elle l'autorise à titre exceptionnel dans les usines à feu continu (art. 6). Cette dérogation doit-elle être étendue aux apprentis?

b. A supposer que des contrats d'apprentissage aient été passés dans l'industrie minière, les enfants figurant comme parties à ces conventions seraient-ils soustraits à l'application de l'article 7 de la loi de 1874?

c. Quant à l'instruction primaire, les apprentis sont-ils soumis aux articles 8 et 9 de la loi de 1874 ou à l'article 10 de la loi de 1851?

d. Les articles 10 à 16 de la loi de 1874 (surveillance des enfants et police des ateliers) peuvent-ils être étendus aux patrons d'apprentissage?

e. Les articles 26, 27, 28, 29 traitant soit de la récidive, soit de l'obstacle mis à l'accomplissement des devoirs de l'inspecteur, frapperont-ils le *patron d'apprentissage* coupable de l'une des infractions dénoncées en l'article 30 ou de résistance à l'entrée de l'inspecteur?

La raison de douter c'est que la loi indique limitativement les textes applicables aux apprentis et que ceux qui viennent d'être cités ne sont pas compris dans cette énumération.

Lisons l'article 30 : « Les articles 2, 3, 4 et 5 de la présente loi sont applicables aux enfants placés en apprentissage et



employés à un travail industriel. Les dispositions des articles 18 et 25 ci-dessus, seront appliquées audit cas en ce qu'elles modifient la juridiction et la quotité de l'amende indiquée au premier paragraphe de l'article 20 de la loi du 12 février 1851. Ladite loi continuera à recevoir son exécution dans ses autres prescriptions.

Nous croyons pouvoir dégager de cet article les trois propositions suivantes :

*Première proposition.* — La loi de 1874 s'applique aux apprentis quand elle édicte des prescriptions nouvelles qui avaient échappé à la vigilance du législateur de 1851.

Par conséquent, la loi de 1851 ne s'étant pas occupée des enfants travaillant dans les usines (question *b*), de la surveillance officielle des enfants et de la police des ateliers (question *d*), toutes les contraventions des articles 7 et 10 à 16, seront encourues quand même les enfants employés seront apprentis. L'article 31 n'avait pas à viser quant à ces apprentis les dispositions précitées de la loi de 1874 ; il ne le fait qu'au cas de conflit entre les deux lois : or pour des statuts nouveaux, ce conflit ne peut exister.

*Deuxième proposition.* — Les dispositions portant non sur les enfants, mais sur les patrons régissent ceux-ci sans qu'il soit besoin qu'elles soient insérées en l'article 30, parce que cet article n'entend restreindre le champ de la loi de 1874 que quant aux *apprentis*, non quant aux *patrons d'apprentissage* assimilés aux autres patrons d'industrie.

Donc les patrons d'apprentissage jugés en récidive pour des faits ressortissant de la loi de 1874, ou s'opposant à l'entrée de l'inspecteur seront frappés des peines des articles 26, 27, 28, 29 (question *e*).

*Troisième proposition.* — S'agit-il au contraire des statuts visés dans les deux lois et concernant non les *patrons*, mais les *enfants*, la règle ressort des termes de l'article 30. La loi de 1851 reste seule en vigueur, si l'article de la loi de 1874, s'occupant du même objet, n'est pas mentionné dans l'article 30.

Puisque les articles 8 et 9 sur l'instruction primaire des enfants ne sont pas compris dans la nomenclature de l'article 30, l'article 10 de la loi de 1851 continue d'exister légalement : — regrettable conséquence des textes qui sont certainement en désaccord avec l'esprit du législateur (question *c*).

Ces trois propositions nous donnent ainsi une solution rationnelle des difficultés présentées.

Une demeure cependant : le travail de nuit est également prohibé par les deux lois, et l'article 30 de la loi de 1874 citant expressément, en matière d'apprentissage, l'article 4 de la même loi abroge sur ce point la loi de 1851. Mais il omet de dire s'il étend aux apprentis l'exception que l'article 6 édicte en faveur des usines à feu continu. D'après l'une des distinctions ci-dessus établies, peut-être reconnaîtrez-vous qu'il était inutile d'autoriser expressément cette exception quant aux apprentis. En effet, la loi de 1851 étant absolument abrogée quant au travail de nuit, celle de 1874 prend sa place, établit son empire, en trace les limites et les restrictions sans qu'il soit nécessaire d'en parler dans l'article 30, puisque l'abrogation de la loi de 1851, quant au travail de nuit, détruit sur ce point l'antagonisme des deux lois.

Ainsi se concilieraient peut-être les contrariétés apparentes des textes ; mais ce résultat suffisant en interprétation l'est-il en législation ? Nous ne le croyons pas. Vous avez noté la bizarre contradiction qui fait de l'infraction aux lois d'instruction primaire un délit pour le patron d'usine, une contravention pour celui d'apprentissage, si bien que la répression de cette infraction s'amoindrit en raison inverse de l'utilité de l'instruction. — Vous savez aussi que la récidive des contraventions aux articles 4, 5 et 6 de la loi de 1851 peut emporter la prison que ne comporte jamais la récidive des faits prévus par la loi de 1874. En outre, les argumentations auxquelles nous avons dû recourir pour lever des contradictions, à supposer même qu'elles soient exactes, ne sont-elles pas un grave inconvénient dans une loi qui s'adresse à des industriels et à des ouvriers ?

Ces incohérences vous feront peut-être désirer que la législation de l'avenir, imitant celle de l'Allemagne et de l'Autriche, englobe dans un même statut toutes les variétés du travail de l'enfant. Il convient que la vigilance et la sollicitude de la loi ne soient trahies ni par sa méthode, ni par son langage.

---

### COMITÉ DES INSTITUTRICES DE CHARITÉ

(Extrait des procès-verbaux communiqués par M<sup>lle</sup> LANGLOIS, secrétaire.)

Les ateliers visités par les institutrices de charité sont au nombre de quatre : ateliers de M<sup>mes</sup> Guyot, Rollin, Triboulot et Weymiller. Ils comptent en tout 60 jeunes filles de 12 à 13 ans.

L'atelier de M<sup>me</sup> *Rollin* se fait surtout remarquer par une grande exactitude, une bonne application au travail, l'institutrice n'a qu'à louer de la bonne volonté de ses élèves. Elles travaillent avec progrès la lecture, l'écriture, le calcul surtout. Cependant il faut constater des lenteurs, des difficultés dans quelques-unes de ces jeunes filles.

M<sup>me</sup> *Rollin* se distingue entre toutes les maitresses d'atelier pour rendre la tâche facile à l'institutrice.

Les enfants de l'atelier de M<sup>me</sup> *Guyot* travaillent assez bien, il y a un mieux sensible; aucune de ces enfants ne savait lire, elles commencent maintenant à le faire pas mal, les autres branches vont doucement cependant sans découragement; ici encore la patronne est remplie de bonne volonté. Sous le rapport moral il y a un mieux très sensible.

L'atelier de M<sup>me</sup> *Triboulot* dans lequel les élèves sont les plus avancées marche bien, cependant sur les vingt élèves il y en a trois qui commencent seulement à lire et à écrire, elles sont pleines de bonne volonté et l'institutrice espère en faire de bons sujets. Les enfants sont toujours très bien tenues, leur patronne les envoie au patronage tous les dimanches.

Dix enfants de 12 à 16 ans sont en ce moment présentes à l'atelier de M<sup>me</sup> *Weymiller*; il faut constater parmi les plus âgées beaucoup de légèreté et par-dessus tout un désordre qui cause une grande perte de temps; lorsque à l'heure de la leçon il faut les réunir, trois ou quatre manquent à l'appel, il arrive souvent que les courses se font à ce moment, aussi le travail de celles-ci laisse-t-il à désirer.

Malgré tous ces travers, beaucoup de bonne volonté règne chez ces enfants, deux d'entre elles surtout montrent une véritable application et certainement si elles étaient plus tenues elles arriveraient à un résultat satisfaisant.

L'atelier de M<sup>me</sup> *Corbière* n'ayant plus de sujets à fournir, l'institutrice s'est retirée; cependant elle y fait encore des visites de temps en temps et le conseil a constaté à cet égard que même dans les ateliers tels que ceux de M<sup>mes</sup> *Corbière* et *Gilles*, la présence de l'institutrice sert toujours à relever un peu le moral des enfants, et pouvons-nous ajouter même à exercer une bonne influence sur la patronne, et c'est dans ce but et surtout pour le soutien des enfants que nous nous efforcerons de ne perdre de vue aucun de ces ateliers.



Les institutrices de charité demandent deux cartes murales de France, une pour l'atelier de M<sup>me</sup> Rollin et l'autre pour l'atelier de M<sup>me</sup> Guyot, elles voudraient aussi un tableau noir dans chaque atelier.

Elles demandent aussi à la Société de protection de vouloir bien, comme les années précédentes, allouer une subvention pour l'arbre de Noël, et elles seraient heureuses que les enfants hors d'âge qui fréquentent les ateliers de M<sup>me</sup> Corbière et Gilles participassent à cette petite Fête (1).

### *L'Arbre de Noël.*

Les ateliers de MM. Weymiller, Triboulet, Rollin et Guyot avaient envoyé leurs très exactes élèves au rendez-vous de l'Arbre de Noël, assigné par les dames institutrices de charité le dimanche 28 décembre 1879. Une vive et pétulante gaieté a répondu à la noble hospitalité de la charité. Et sans parler de l'arbre, nous avons vu bien des merveilles. Dans une crèche rustique, les mains jointes comme pour la prière, une fillette de cinq ans représentait l'enfant Jésus. A défaut de la divine auréole, ses cheveux blonds et bouclés jettent un éclat doucement aimable et justifient l'adoration des Rois mages. L'un de ces souverains est orné d'un visage noir d'ébène brûlé sans doute par le soleil d'Ethiopie. Cette couleur sombre, dont je ne garantirais pas le teint, trouble un moment la quiétude de la petite figurante : l'enfance n'est pas négrophile. — On célèbre les vertus de l'enfant-Roi.

Il n'a ni garde ni cohorte  
Aucun guerrier ne le défend.

Puis un Noël, largement exécuté, annonce la solennité du jour et inaugure la distribution des fruits enrubannés qui décorent le feuillage de l'arbre. L'hiver de 1879 est rude aux malheureux. Aussi la loterie des jouets et meubles de fantaisie est précédée d'une distribution d'objets utiles.

Pèlerines, robes, chemises, jupons, tricots, manchettes de laine sont reçus avec la gratitude de ceux qui connaissent les privations d'une vie peu fortunée. On annonce que le n<sup>o</sup> 52 a gagné un col; il appartient à une ouvrière de l'atelier de M<sup>me</sup> Guyot. L'excel-lente patronne d'apprentissage se hâte d'intervenir à l'effet de cor-

---

(1) Voy. le procès-verbal de la séance du 6 novembre (ci-dessus).

riger les caprices du sort. L'ouvrière, dit-elle, a trop bon cœur pour profiter du lot; les apprenties seules doivent participer à la tombola. — A l'appel du n° 12 qui reçoit un fichu de laine, répond un « moi » tout enfantin: cette fois c'est bien une apprentie qui se révèle.

Dans cette maison où règne sans partage la Bienfaisance la plus délicate et la plus attentive, notre respectée Présidente fait appel à une foule d'âmes charitables qui la comprennent et lui répondent: si bien que chaque lot a sa légende. On m'explique que ce jupon est sorti d'une tirelire joyeusement cassée pour l'offrir. Notre collègue M. de Malarce, le zélé et infatigable apôtre de l'épargne scolaire, contemplerait lui-même ces morceaux de terre cuite brisés, avec bonheur. Dépassant ainsi la mesure de vos dons la largesse des bienfaitrices vous a recruté une foule de commanditaires inconnus et votre œuvre pour être collective n'en est que plus féconde. Il est touchant de voir des petites mains chaudes et bien garnies apporter les gants que recherchent d'autres petites mains nues et grelottantes. A ce spectacle, en dépit de notre température sibérienne, le thermomètre ment quand le cœur marque charité. Voyez plutôt, il n'y a plus de froid, lorsque de charmantes choristes nous vantent le Dimanche et le mois de Mai nouveau; le feu sacré du Travail achève de nous réchauffer quand deux actrices improvisées dans une saynète parlée, entremêlée de chant, content les rivalités de la Plume et de l'Aiguille. Entre semblables outils, le dialogue ne peut manquer d'être *piquant*. Après dispute, elles concluent :

« A l'œuvre donc, soyons unies ! »

Oui, alliez-vous à jamais comme l'instruction au métier, comme l'école à l'atelier, pour fournir à nos chères élèves l'indispensable pain du corps et de l'âme.

Mais comment philosopher en écoutant une chanson populaire de son pays dite par une Suédoise aussi véritable que coquette, avec son jupon noir, son corsage rouge lacé par devant et son foulard mignon jeté insoucieusement sur la moisson dorée de ses cheveux. Ne me parlez plus d'écoles de demi-temps, il me faut des écoles ambulantes se tenant avec une désinvolture péripatéticienne au bord de quelque Fiord neigeux.

Mais du rêve la parole originale et fortifiante de l'abbé Lantiez me ramène à la réalité. C'est pour moi une bonne fortune

annuelle que d'entendre sa conférence à ces fillettes. A lui de sanctifier la plume et l'aiguille et de les bénir. Il nous raconte la conversation d'une apprentie. On demandait à cette enfant pourquoi le Christ était né dans une crèche. — Pour honorer la pauvreté. — Et la pauvreté est-elle une bonne chose? — Non, déclara naïvement l'enfant. — Et le prêtre fait comprendre à nos apprenties comment cette réponse n'est pas juste. La privation est l'exaltation du pauvre, son irresponsabilité, sa patience présentes, sa richesse éternelle. — Eh bien, je demeure hérétique malgré ce beau langage. Au sortir d'une prédication où la parole vibrante et émue de notre collègue aurait éloquemment fait appel à l'amour du prochain, je verrais avec une infinie tristesse le vide de ma bourse et je répéterais avec l'apprentie : « la pauvreté est une mauvaise chose ». Sans être le seul, l'argent est le plus puissant moyen d'action de la bienfaisance. A qui le possède pour donner il suffit d'être juste, quand pour faire jaillir la charité de la pauvreté, il faut être presque un Dieu.

Au réfectoire, nous avons trouvé toutes les gâteries de ces Dames; la surprise était cette fois l'apparition de deux Lapons. La Suédoise les a déclarés apocryphes, mais beaucoup plus amusants que ceux de son pays.

J'arrive ainsi à la conclusion humiliante pour un reporter de vous apporter un récit identique à celui de l'an passé. Je me console cependant en vous dénonçant la persistance dans le bien, la ténacité de dévouement maternel devenues comme la seconde nature de nos Dames Institutrices de charité. Si je suis monotone, accusez-moi; ces Dames ont une variété infinie de procédés pour faire le bien et moi je n'en possède qu'un seul pour vous le raconter.

Vous, Messieurs, vous avez un moyen efficace de manifester votre reconnaissance. Secondez de tous vos efforts cette œuvre excellente. Entourez de votre respectueuse estime et de votre concours bienveillant nos vénérées collaboratrices. On m'a dit bien timidement et parce que j'ai interrogé, que 300 francs étaient nécessaires pour acheter livres, papier, fournitures de bureau. Je me suis promis de vous le répéter bien haut, sûr d'avance que vous ne marchanderez pas vos deniers à qui ne marchande pas son dévouement. — *Ernest Nusse.*

---



## DOCUMENTS OFFICIELS

### MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

*Circulaire relative au Certificat d'instruction primaire élémentaire  
délivré en exécution de l'article 9 de la loi du 19 mai 1874.*

Paris, le 21 novembre 1879.

Monsieur le Préfet, M. le Ministre de l'Agriculture et du Commerce vient d'appeler mon attention sur de nombreuses irrégularités qui se commettent dans l'application de la loi du 19 mai 1874 sur le travail des enfants mineurs employés dans les manufactures, en ce qui concerne le service de l'enseignement primaire. Les instructions contenues dans les circulaires ministérielles de mes honorables prédécesseurs, en date des 20 juillet 1875 et 20 février 1877, sont généralement mal appliquées et quelquefois même absolument inconnues.

La plupart des certificats d'instruction exigés par l'article 9 de ladite loi sont incomplets, sans uniformité de rédaction, souvent délivrés avec trop d'indulgence et ne répondent nullement aux exigences de la loi.

En outre, contrairement aux prescriptions formelles de l'article précité, un grand nombre de certificats ne sont pas visés par les maires.

Vous ne sauriez méconnaître, Monsieur le Préfet, que ces infractions aux règlements présentent les inconvénients les plus sérieux.

Aussi, pour remédier à un tel état de choses, ai-je cru devoir arrêter, de concert avec mon collègue M. le Ministre de l'Agriculture et du Commerce, un type de certificat à délivrer par les instituteurs et les inspecteurs primaires.

J'ai l'honneur de vous l'adresser, en vous priant de vouloir bien veiller à ce que tous les certificats soient dressés conformément à ce modèle.

Je crois devoir vous rappeler en même temps les instructions contenues dans les circulaires du 20 juillet 1875 et du 20 février 1877, dont il est regrettable que toutes les prescriptions n'aient pas été scrupuleusement suivies.

Vous voudrez bien m'accuser réception de la présente circulaire et me faire connaître les mesures que vous aurez cru devoir prendre.

Recevez, Monsieur le Préfet, l'assurance de ma considération très distinguée.

*Le Ministre de l'Instruction publique  
et des Beaux-Arts,  
Jules FERRY.*

# CERTIFICAT D'INSTRUCTION PRIMAIRE ÉLÉMENTAIRE

DÉLIVRÉ EN EXÉCUTION DE L'ARTICLE 9 DE LA LOI DU 19 MAI 1874

## SUR LE TRAVAIL DES ENFANTS ET DES FILLES MINEURES

EMPLOYÉS DANS L'INDUSTRIE.

Je soussigné  
déclare que l

jeune

, institut

, publi

, né le

à

, a fréquenté l'école que je dirige, du

au

et qu' a subi avec succès l'examen exigé sur l'ensemble des matières indiquées dans le paragraphe 1<sup>er</sup>  
de l'article 23 de la loi du 13 mars 1850, modifié conformément à l'avis de la Commission supérieure du travail  
des enfants et des filles mineures employés dans l'industrie, c'est-à-dire qu' a mérité :

Pour l'instruction morale et religieuse, la note. . . . .  
Pour la lecture . . . . .  
Pour l'écriture . . . . .  
Pour les éléments de l'arithmétique (3 premières règles) . . . . .  
Pour la connaissance pratique du système métrique . . . . .

En foi de quoi j'ai délivré le présent certificat.

A

, le

188

Vu :

Le Maire d

Signature :

## SEINE.

### CONSEIL GÉNÉRAL.

#### INSPECTION DU TRAVAIL DES ENFANTS

Le Conseil général de la Seine avait à voter, le 5 décembre, les frais d'inspection, évalués à 72,300 francs, et sa Commission lui proposait de porter ce chiffre à 77,500 francs, afin de rémunérer les inspecteurs et inspectrices suppléants; mais, en même temps, elle proposait de supprimer un crédit de 2,000 francs, représentant les frais de déplacement de l'inspecteur divisionnaire. — Le Conseil a adopté ces conclusions (1).

---

(1) A l'occasion de l'adoption de ces conclusions, *La Réforme du Bâtiment* (n° du 7 décembre 1879), a cru devoir publier les observations suivantes :

« Un seul membre, M. de Hérédia, a combattu ces conclusions, et il a montré combien elles étaient contraires à la bonne et stricte application de la loi. — Mais il n'y avait pas à discuter, et M. Levraud ne s'est pas attardé à répondre aux arguments de son collègue : « Je ne crois pas, a-t-il dit, qu'au moment où le » Conseil demande l'épuration du personnel, il doive accorder bénévolement un » supplément à un fonctionnaire systématiquement hostile aux idées du Conseil. »

« Pour la grande majorité du Conseil, c'était plus qu'il n'en fallait pour que l'inspecteur divisionnaire fût condamné; mais, pour d'autres membres, il y avait une autre raison, c'est que M. Maurice a pris ses fonctions au sérieux, et s'est attaché, avec le zèle le plus dévoué, à faire respecter la loi sur le travail des enfants : « Cet agent, a dit M. Frère, a montré des tendances autoritaires et » impérieuses, sans tenir compte de la perturbation que l'application de la loi » amenait dans les ateliers », ce qui veut dire que l'inspecteur divisionnaire aurait dû faire appliquer les mesures prises en faveur des enfants, au gré de MM. les industriels, qui presque tous étaient peu favorables à la loi. Eh bien, M. Frère se trompe, et nous croyons pouvoir assurer que la seule faute de M. Maurice est d'avoir été le même avec tout le monde; d'avoir frappé les récalcitrants, sans distinction d'opinion, ni de position, et de n'avoir pas toléré des contraventions scandaleuses, dans certains ateliers, dont les patrons se rendent populaires, en gémissant à la tribune sur la misère des pauvres enfants d'ouvriers, tout en sachant fort bien exploiter le travail de ces malheureux.

« Quant aux tendances autoritaires et impérieuses de M. Maurice, les entrepreneurs de fumisterie les ont éprouvées assez longtemps, pour être en situation d'apprécier la valeur des accusations de M. Frère. A l'origine, ils redoutaient d'autant plus M. l'inspecteur divisionnaire, que la plupart d'entre eux étaient unanimes à protester contre la mise en vigueur de la nouvelle loi; mais ils ne tardèrent pas à reconnaître qu'il valait infiniment mieux avoir affaire à lui qu'aux agents placés sous ses ordres. »

---



## BULLETIN DES COMMISSIONS LOCALES

### PRÉFECTURE DE POLICE

*Rapports des Commissions locales avec MM. les Inspecteurs du travail des enfants.*

M. le Préfet de police vient d'adresser la lettre suivante à MM. les Présidents des Commissions locales :

Monsieur le Président,

Je crois devoir vous renouveler les instructions adressées par ma lettre circulaire du 14 juin 1879 aux Présidents des anciennes commissions locales et rappelées verbalement, depuis, aux membres des Commissions nouvellement instituées, lors de leur réunion à la Préfecture de Police.

Toutes les fois que vous jugerez utile de faire appel soit à l'Inspecteur divisionnaire, soit à l'Inspecteur ou à l'Inspectrice de votre section, je vous serai obligé de m'informer, une semaine à l'avance, des jours et heures des réunions auxquelles vous désirez qu'ils assistent. Mon Administration se chargerait d'adresser elle-même les convocations nécessaires.

Cette mesure, conforme d'ailleurs à l'avis exprimé à ce sujet par la Commission supérieure départementale, a pour but de maintenir l'unité de direction indispensable au bon fonctionnement du service.

Agréez, Monsieur le Président, l'assurance de ma considération très distinguée.

POUR LE DÉPUTÉ, PRÉFET DE POLICE..

*Le Secrétaire Général,*

Jules CAMBON.

PRÉFECTURE  
de  
POLICE  
DIVISION.  
BUREAU.  
IL DES ENFANTS  
et  
LES MINEURES  
employés  
l'industrie  
19 mai 1874.)

## INSTITUTIONS CRÉÉES DANS L'INTÉRÊT MORAL ET MATÉRIEL DES APPRENTIS

ET DES ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES

---

### ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL.

DE L'APPRENTISSAGE

*dans les métiers du Bâtiment.*

Sous ce titre, nous trouvons dans le journal le *Bâtiment* (n° du 21 décembre) les observations suivantes, écrites par un honorable architecte, sur la nécessité d'organiser un enseignement régulier pour les jeunes coopérateurs de la Construction, l'une des industries les plus déshéritées au point de vue de l'apprentissage :

La situation qui s'est traduite par la crise dont le monde des constructeurs n'est pas encore sorti à l'heure actuelle, mérite d'attirer l'attention de tous ceux qui, à un titre ou à un autre, s'intéressent au sort de cette classe digne entre toutes d'intérêt; nous avons nommé la classe des entrepreneurs de bâtiments, en général.

D'où vient, peut-on se demander, cette augmentation successive de toutes les matières premières et des mains-d'œuvre quand, parallèlement, la qualité des unes et des autres tend à diminuer constamment ?

Pour les matières premières, on a trouvé plusieurs causes à l'augmentation des prix et à la diminution de la qualité : les difficultés d'extraction des matériaux, la rareté et l'augmentation du prix des mains-d'œuvre, l'accaparement par les étrangers, la cherté des transports et les mauvaises conditions de production, etc., etc.

Relativement aux façons, on a cru trouver les causes de leurs augmentations incessantes dans l'augmentation du prix de toutes les choses nécessaires à l'existence des ouvriers comme des autres citoyens. Pour ce qui est de la décroissance dans la qualité de ces mêmes façons, on a cru voir que le mal prenait sa source dans l'égalité des salaires. C'est peut-être là une des raisons, mais ce n'est pas la seule : il faut mettre à ce compte la division du travail, la spécialisation des ouvriers, l'introduction, dans l'industrie du bâtiment, des forces mécaniques, tous procédés de subalternisation de cette même main-d'œuvre. Il faut aussi et surtout, pense-t-on, ins-

crir à l'actif de cette dépréciation l'absence d'apprentissage; en effet, et c'est là, pense-t-on, une des causes les plus réelles de la crise, dans les industries du Bâtiment, dont on s'occupe ici en particulier, on ne fait plus, ou pour ainsi dire presque plus d'apprentis. En un mot, il n'y a plus équivalence entre le prix coûtant de la main-d'œuvre et la production de cette même main-d'œuvre.

Les ouvriers du Bâtiment, où se recrutent-ils, où puisent-ils les éléments indispensables de leur instruction professionnelle? Combien pourrait-on, maintenant, trouver de ces jeunes apprentis ayant accompli leur temps d'apprentissage, qui seraient capables d'exécuter convenablement ce *chef-d'œuvre* qui, sous l'ancien Régime, était une des conditions exigées pour passer du rang d'apprenti à celui de compagnon?

Cette absence d'instruction professionnelle, outre qu'elle est pour la société une cause permanente de perturbations, offre pour l'individu un double danger. L'apprentissage avait ceci de bon qu'en dehors des heures réservées au travail journalier, l'apprenti pouvait et devait compléter son éducation et son instruction professionnelle, et qu'il puisait dans cette occupation un délassement salutaire aux fatigues du travail de la journée. Privé de ce délassement, c'est au cabaret que s'envole aujourd'hui le salaire. Au lieu de fouiller dans les Traités spéciaux et d'y étudier les principes de son art, il lit (et ce sont encore les moins gâtés) les petits journaux répandus à profusion dans son entourage, il compare avec son existence les élucubrations littéraires dont il a la tête meublée et se trouve malheureux du sort et de la situation qui lui sont faits dans l'état social; de là à détester cet état social il n'y a qu'un pas, pas qui est bientôt franchi.

L'ouvrier capable, et par suite fier de sa situation, heureux en un mot de la place qu'il occupe dans la société, est rare aujourd'hui. Est-ce à dire qu'il faille préconiser l'ancien Régime et prêcher le retour aux carrières de la corporation? Loin! bien loin cette idée! D'abord, c'est une chimère de penser qu'on peut faire rétrograder un état de choses; puis nous n'ignorons pas que la constitution en *corporations*, *maîtrises* et *jurandes* des apprentis, compagnons et maîtres, qui formaient l'état social ancien, avait des inconvénients bien autrement graves que ceux qui résultent de la situation actuelle. Sans donc vouloir retourner en arrière, ne peut-on faire en sorte que l'instruction professionnelle et le recrutement du personnel du bâtiment ne soient pas, comme ils le sont en ce moment, abandonnés au hasard et à l'anarchie?

Sous couleur de liberté, laissera-t-on, peut-on laisser plus longtemps le monde des constructeurs se débattre au milieu de crises qui, dans le présent, sont de plus en plus fréquentes et qui, on peut le prédire sans crainte, seront dans l'avenir, si on n'y apporte remède, de plus en plus aiguës et douloureuses?



Pour faire face à toutes les difficultés qui l'envahissent, l'entrepreneur n'a pas trop de toutes les ressources qu'il peut puiser dans son fonds individuel : *science, expérience et conscience* ; et dans le fonds commun : groupement des forces et syndicat pour ce qui est de l'économie ; équité et justice pour ce qui est de la moralité. S'il veut que l'ouvrier, ce collaborateur obligé, lui soit dévoué et que ce dévouement ait la qualité maîtresse, c'est-à-dire l'intelligence, il faut que, mettant enfin à exécution cette promesse séculaire de ses pères, il donne à l'ouvrier le baptême de l'instruction.

Que sera cette instruction que l'entrepreneur, fils des bourgeois de 1789, donnera à ses ouvriers ? Il faudra qu'elle soit scientifique, littéraire et surtout professionnelle, c'est-à-dire intégrale. Comment, au point de vue économique, faire face à cette dépense excessive de l'instruction à donner à cette masse d'élèves ? Car ce qu'on réclame aujourd'hui pour la classe des ouvriers du bâtiment, les autres ouvriers le demanderont demain, et il faudra, sous peine d'injustice criante, le leur donner. Comment, au point de vue de l'enseignement, trouver le personnel de maîtres et de professeurs nécessaires ?

C'est ici que l'union, la concorde, depuis trop longtemps bannie des relations entre ouvriers et patrons, est absolument indispensable.

Dans son intérêt bien compris, si la classe bourgeoise ou des patrons consentait pour un moment à faire quelques sacrifices pécuniaires, mais surtout quelques sacrifices d'amour-propre ; si, de leur côté, les ouvriers ou leurs conseils voulaient y mettre un peu de bon vouloir, une transaction avantageuse pour tous pourrait intervenir.

Les Chambres syndicales, patronales et ouvrières, fortement constituées, tout d'abord, pourraient s'entendre entre elles, à l'effet de constituer un Conseil de Prud'hommes, composé mi-partie de patrons et mi-partie d'ouvriers de chaque spécialité du bâtiment. Ce Conseil de Prud'hommes s'adjoindrait au besoin des artistes et professeurs scientifiques et littéraires — et formerait un ou plusieurs collèges, au sein desquels seraient pris les maîtres chargés d'enseigner les notions indispensables des sciences et des lettres propres à ouvrir l'intelligence des élèves.

Ces Prud'hommes, patrons ou ouvriers, seraient, dans des cours spécialement chargés de l'enseignement de la partie technique ou professionnelle de cette instruction d'un nouveau genre, — des architectes, des vérificateurs, des métreurs dévoués pourraient se faire inscrire parmi les maîtres, pour donner à de certaines heures des leçons d'art ou de comptabilité, de construction ou d'administration aux élèves appelés à profiter de ces leçons.

Qu'on ne crie pas à l'utopie, cela s'est fait, cela se fait dans certaines professions où nous voyons les Chambres syndicales prendre l'initiative de cours de sciences et d'art appliqués spécialement à leurs

professions. — Nous savons aussi qu'il existe, dans les professions du bâtiment même, des cercles ouvriers qui végètent, hélas ! malgré la puissance du patronage sous lequel ils se sont placés.

Le vent souffle à l'instruction professionnelle. — Il est hors de doute que si toutes les professions s'unissaient, patrons et ouvriers, pour donner aux fils de la génération actuelle une instruction dirigée spécialement vers un but déterminé, les résultats en seraient surprenants.

Que des cours s'ouvrent dans chaque arrondissement de Paris et au chef-lieu de chaque canton en France ; — que chaque entrepreneur prenne son personnel d'apprentis parmi ceux qui fréquentent ces cours. — Il est certain que ce n'est pas du côté des ouvriers habiles et instruits que le concours nécessaire fera défaut ; du côté des architectes, ce concours ne manquera pas davantage. Le présent répond de l'avenir à cet égard ; nous savons combien de bonnes volontés restent inertes, faute d'être sollicitées ; nous savons aussi que plusieurs confrères payent déjà de leur personne et prouvent chaque jour quelle somme de science et de patience ils savent mettre au service de leurs concitoyens. — *Ern. Flamant.*

---

## CHAMBRES SYNDICALES

### **Chambre des Doreurs-Miroitiers, Ornemanistes**

Dans sa séance du 9 décembre 1879, sous la présidence de *M. Carpentier*, Président, assisté de *MM. Staal*, Vice-Président, et *Hagnauer* jeune, Secrétaire, *M. le Président* a proposé la nomination d'un jury pour le Concours qu'il a établi. *MM. Preys, Staal, Lardot, Dizan* et *Danjard* sont nommés à cet effet.

*M. le Président* propose ensuite la fondation d'une École de dessin spéciale pour les doreurs-miroitiers, et donne lecture des lettres qu'il a reçues de *MM. Cosmann, Dubuisson, Lehmann* et *Hubert*, qui offrent leur concours comme professeurs. — Cette proposition est acceptée à l'unanimité, et la Chambre vote des remerciements à ces Messieurs. On s'occupe ensuite du choix d'un local où aurait lieu le cours de dessin.

— Dans sa séance du 11 décembre, la Chambre a arrêté le règlement suivant de son École de dessin :

**ÉCOLE GRATUITE DE DESSIN POUR LES APPRENTIS DOREURS-ORNE-MANISTES, ETC., ET TOUT CE QUI A RAPPORT A L'ENCADREMENT.**

L'École ouvrira, le 12 janvier 1880, à 8 heures précises ud

soir, et continuera tous les lundis suivants, de 8 à 10 heures du soir. Les cours auront lieu, 10, rue de Lancry, Hôtel des Chambres syndicales.

#### *De l'admission des élèves.*

1° Pour faire partie de l'école, il faut appartenir à la corporation ci-dessus désignée;

2° Faire une demande à M. le Président, Vice-Président, Secrétaire ou à un membre de notre Chambre en indiquant son âge et la maison à laquelle on appartient;

3° Se faire délivrer un carnet par le patron de sa maison, afin de faire constater sa présence par le professeur ou le surveillant de l'école;

4° Dans l'intérêt de tous, le bon ordre et le silence le plus absolu devront régner afin de ne pas interrompre les cours sous peine aux élèves d'être renvoyés;

5° Les patrons de la corporation ne faisant pas partie de la Chambre syndicale peuvent également faire suivre ces cours à leurs apprentis;

6° Chaque élève devra être muni des instruments tels que fusains, crayons, compas, règles, etc., nécessaires au dessin.

#### *Programme des Cours :*

1° M. L. Lehmann, architecte (membre de la Société centrale des architectes). Conférences et cours de dessin géométrique avec application au tracé des encadrements pour miroirs, tableaux et inscriptions. — Éléments de géométrie. — Dessin linéaire. — Tracés des moulures simples et composées. — Cadres et encadrements simples et ornés. — Conférences sur le caractère particulier des moulures et ornements suivant les styles anciens et modernes;

2° M. Cossmann (artiste-peintre), médaillé. Dessin de figure. — Ornements et fleurs, d'après le modèle sur la bosse;

3° M. Dubuisson (artiste-décorateur), premier grand prix d'art décoratif. Art décoratif industriel et tout ce qui s'y rattache;

4° M. Hubert (artiste-sculpteur-repareur). De la gravure de tous styles. — Du modelage, des ornements et sa réparation.

Pour ce dernier cours, chaque élève devra apporter des fers à graver et une planche blanche pour la gravure.

#### *Concours d'encouragement.*

Tous les mois, chaque professeur fera un concours auquel il sera accordé un prix d'encouragement au lauréat.

P.-S. — Prière à chaque patron qui enverra ses apprentis d'assister à cette ouverture.



### Chambre des Pâtisseries.

Dans la séance du 8 octobre 1879, sous la présidence de M. *Petit Félix*, MM. *Gazé* et *Romain* font la proposition suivante

MESSIEURS,

Nous avons étudié la proposition, faite par notre Président, pour la création d'une école de dessin pour nos apprentis, à seule fin de rénover l'art décoratif dans notre métier.

Nous remercions l'honorable M. Petit d'avoir pris cette initiative, car cette rénovation doit être considérée comme très utile.

Mais, tout en étant d'accord sur le fond, nous ne le sommes pas sur la forme, et nous estimons qu'une École, fût-elle fondée, ne produirait qu'un résultat presque négatif.

Nous venons donc, Messieurs, vous proposer ceci :

1° Il sera, chaque année, dans notre Chambre syndicale, nommé une Commission de cinq membres, laquelle aura pour mission de préparer un concours sur un sujet manuel, et toute chose moulée en étant formellement proscrite; elle délimitera le sujet du concours comme volume et genre de travail;

2° Les concurrents ne pourront être âgés de plus de vingt-huit ans; nous avons d'abord mis vingt-cinq, mais nous avons haussé le chiffre pour faire la part des ouvriers astreints au service militaire.

Ils devront en outre avoir, à l'époque de la mise au concours, au moins six mois de résidence chez leur patron;

3° Le concurrent sortant avec le numéro 1 recevra une prime de 150 francs; le numéro 2 recevra 50 francs; les deux pièces primées seront la propriété de la Société des Pâtisseries;

4° Le patron, chez qui ces lauréats auront fait leur travail, recevra une gratification fixée par la Commission, selon la valeur de la marchandise employée et la perte en résultant.

Une mention honorable sera en plus acquise à sa maison.

Maintenant, Messieurs, il ne vous reste plus, comme complément et pour, dans un avenir prochain, faire sortir de nos laboratoires des artistes que nous possédons peut-être en ce moment, lesquels nous ignorons et qui s'ignorent eux-mêmes, qu'à créer à la place d'une École, ou plutôt d'un cours : « Un Livre modèle spécial de dessins pour la Pâtisserie. » On le ferait soit en cahiers, comme ceux des études classiques, soit d'un seul volume ou par feuilles séparées hebdomadaires.

Ce livre, bien loin d'être onéreux pour la Chambre syndicale, serait, à notre point de vue, plutôt rémunérateur par la vente qui s'en ferait.

Pensant , Messieurs, que notre proposition sera prise en considération, nous la déposons sur votre bureau à seule fin qu'elle soit imprimée et envoyée à tous les membres, pour pouvoir la discuter à la prochaine réunion.

L'assemblée décide que la proposition de MM. *Gazé et Romain* sera imprimée et envoyée à tous les membres, pour être étudiée et discutée en assemblée générale.

---

## ÉCOLES PROFESSIONNELLES

L'ÉCOLE PROFESSIONNELLE DE JEUNES TYPOGRAPHES  
de l'Imprimerie de MM. A. Chaix et C<sup>ie</sup> (Imprimerie centrale  
des Chemins de fer).

Nous avons, au lendemain même de la distribution des prix aux élèves de l'École professionnelle de l'Imprimerie et de la Librairie centrales des chemins de fer, qui a eu lieu le 14 septembre 1879, rendu compte sommairement de cette fête de famille. (Voy. ci-dessus, p. 403.)

Mais nous ne croyons pas pouvoir priver nos sociétaires du plaisir de lire l'allocution qui a été prononcée dans cette réunion par M. Charles ROBERT, vice-président de la Société de protection :

MESSIEURS,

En prenant la parole, je dois d'abord féliciter ces jeunes apprentis du zèle et du succès avec lesquels ils ont profité du nouveau cours de chant créé pour eux dans l'École professionnelle. Chanter comme vous venez de le faire, mes enfants, c'est faire plaisir à ceux qui écoutent et se faire à soi même du bien en s'élevant le cœur vers l'idéal.

Plus je pénètre, d'année en année, dans les détails de l'organisation de cette École technique des apprentis de la Maison CHAIX, plus j'en admire les résultats et plus je souhaite que cet exemple soit suivi. Ici l'École technique est placée dans l'atelier même. Ailleurs on s'efforce de mettre l'atelier dans l'école, c'est-à-dire d'organiser, dans un établissement public d'instruction, un atelier scolaire où un contre maître fera connaître aux écoliers les règles et les procédés de l'enseignement technique d'un métier. Je trouve excellent de donner aux enfants des classes primaires

et secondaires spéciales l'éducation générale de l'œil et de la main. C'est dans ce but qu'un vaste atelier avait été créé à l'école normale de Cluny, destiné à former les maîtres de l'enseignement spécial. J'apprécie à toute leur valeur les efforts faits à Paris dans l'école et dans l'atelier de la rue Tournefort, et je reconnais bien volontiers que l'école municipale de la Villette donne aux futurs ouvriers du fer et du bois des notions utiles, des connaissances variées. Mais on me permettra cependant de faire remarquer qu'autre chose est l'étude, scientifique en quelque sorte, des procédés d'une industrie, et autre chose l'ensemble d'habitudes pratiques, d'usages spéciaux, de tours de main, de moyens de travailler vite et économiquement, qui constitue, dans un atelier véritable, la pratique du métier. L'enseignement officiel de la profession de serrurier, de menuisier ou de mécanicien, par exemple, ne prendra-t-il pas bientôt, le contre maître fût-il le premier des ingénieurs, les allures toujours un peu lentes et le caractère trop souvent prodigue et coûteux d'une industrie exercée par l'État ? D'ailleurs, un apprenti, qui n'aurait jamais travaillé qu'à l'école, c'est-à-dire en dehors de ce milieu d'ouvriers et de clients qui est propre aux vrais ateliers, ne ressemblerait-il pas à une plante de serre chaude, éclosée, arrosée, greffée, soignée hors de son sol et de son climat naturels, et dès lors toujours quelque peu débile ? J'admire au contraire sans réserve le système adopté dans la Maison CHAIX, et j'ose me demander, pardonnez-moi cette hardiesse, si, même dans d'autres imprimeries moins considérables, il ne serait pas possible de procéder, toutes proportions gardées, d'une manière analogue ? N'y eût-il dans une maison que deux apprentis, le prote ou le correcteur ne peuvent-ils pas être pour eux des professeurs, des répétiteurs ? Lorsqu'un ouvrier travaille seul avec son fils, n'est-ce pas ainsi que les choses se passent ? L'enseignement primaire ou secondaire n'est-il pas très souvent individuel ?

A l'étranger, on s'occupe aussi de cette grande question des écoles techniques, et ici je vais commettre une indiscretion. La lumière n'étant pas faite pour être mise sous le boisseau, et la notoriété des bonnes institutions étant en quelque sorte d'utilité publique, je ferai violence à la modestie de M. CHAIX en vous lisant, un peu malgré lui, deux lettres, l'une d'Espagne, l'autre d'Italie, où son École professionnelle, son œuvre favorite, est l'objet d'éloges bien mérités.



En 1877, douze ouvriers imprimeurs de Madrid lisent dans un journal espagnol, *l'Impartial*, le compte rendu d'une de vos distributions de prix, et ils écrivent spontanément à M. CHAIX, le 29 octobre, la lettre suivante :

Madrid, 29 octobre 1877.

MONSIEUR CHAIX,

C'est avec une immense satisfaction et un plaisir sans limites que nous trouvons publié dans *l'Impartial* d'aujourd'hui, sous le titre : *la Semaine à Paris*, un compte rendu de la solennelle distribution des prix donnés, dans votre Imprimerie et sous votre présidence, aux élèves de l'École professionnelle de typographes. Nous comprenons l'immense importance de cette idée arrivée à la réalisation ; aussi, tout en regrettant de ne pouvoir l'imiter dans notre pays, nous envoyons humblement mais avec enthousiasme, tous nos compliments à toute la corporation de nos compagnons, et à vous en particulier, Monsieur CHAIX, pour avoir su mener à bonne fin une entreprise aussi hardie, destinée à combler le vide qui se faisait sentir dans notre classe si digne aujourd'hui d'un meilleur sort.

Admirant votre persévérance et vous conseillant de ne point faiblir sur la route que vous vous êtes tracée, nous vous prions d'agréer l'accolade fraternelle des ouvriers typographes de l'imprimerie de MM. Alvarez frères.

N'est-ce pas touchant ? N'y a-t-il pas là la preuve d'une solidarité internationale de très bon aloi ?

Il y a quelques jours, le 26 août, M. Cogliati, directeur de la Société appelée *Pio Istituto tipografico* de Milan, écrit ce qui suit :

L'année passée, j'ai eu l'honneur de visiter votre grand établissement typographique, et ma satisfaction a été complète pour la belle disposition, l'ordre qui y régnait. Mais ce qui m'a vraiment frappé de merveille, ce fut l'École des apprentis.

Il n'y a personne, je pense, qui soit un peu pratique de la typographie, qui ne comprenne l'utilité, la grande utilité d'avoir une école pour les apprentis, la nécessité d'élever tous ces jeunes gens avec une méthode rationnelle, pour atteindre le progrès de l'art.

Comme je vous dis, Monsieur, je me suis intéressé beaucoup à cette école ; j'ai fait trèsor des notices que vos représentants ont eu la bonté de me donner là-dessus ; j'ai lu et expliqué à mes confrères la belle brochure qu'on m'a donnée sur cette École, et tout le monde a admiré la belle organisation du travail, la bonté essentielle de votre remarquable institution.

Maintenant, dans le but de faire quelque chose d'utile à mon art, je voudrais étudier encore plus profondément cette matière, je voudrais m'adresser à mes compagnons, aux maîtres imprimeurs d'ici, pour les intéresser à fonder à Milan une École typographique. Nous en avons vraiment besoin.

Mais, je vois déjà l'obstacle contre lequel mon projet ira échouer. Nous n'avons presque point de gens qui savent donner un cours graduel d'enseignement technique, — nous manquons de livres adaptés à la besogne, nous ne savons pas même où les prendre.

J'ai vu, par exemple, que vous avez une grammaire typographique, des livres expressément faits pour l'enseignement technique, des manuels, etc. Pourriez-vous, Monsieur, auriez-vous la bonté d'envoyer à cette société, dont je suis le représentant, un exemplaire de ces livres? Au moins de ceux qui sont propres à l'enseignement technique proprement dit. Ce sera un bienfait dont vous sera reconnaissante une Société entière, car vos livres resteront dans la bibliothèque de la Société avec le nom du donateur, et la satisfaction d'avoir fait du bien à l'art vous récompensera de votre bonne action.

Votre nom, la renommée de vos institutions ont franchi les Alpes et on vous connaît ici comme un protecteur de l'art typographique.

Voilà deux pays de race latine où on pense à l'enseignement technique. Il en est de même chez d'autres peuples.

A Vienne, une École typographique a été fondée récemment. Elle a envoyé l'an dernier au Champ-de-Mars des travaux d'élèves et son système d'enseignement a obtenu une récompense.

Une autre école du même genre existe aussi à Berlin.

Il y a donc vraiment urgence pour nous à généraliser en France cette forme d'enseignement dont vous profitez si bien, jeunes apprentis de la Maison CHAIX. L'apprentissage digne de ce nom, tend malheureusement à disparaître, et c'est là un point très noir à l'horizon industriel de notre pays. Le recrutement des ateliers devient de plus en plus difficile. Cause grave d'infériorité et de cherté pour notre production. Beaucoup d'industriels demandent à l'État le remaniement des tarifs de douane; ils veulent avoir à bas pris les matières premières et les meilleures machines, mais, pour nous vendre très cher leurs articles, ils réclament aide et protection! qu'ils se protègent d'abord eux-mêmes en donnant tous leurs soins à l'apprentissage; ne savent-ils pas qu'exploiter une fabrique, c'est en même temps gouverner des hommes et agir sur la destinée d'un peuple de travailleurs? gouverner, c'est prévoir, c'est s'occuper des générations futures; en s'occupant avec

sollicitude des enfants nés autour de leurs hautes cheminées, beaucoup d'industriels bien avisés, parviennent à créer, sans s'adresser à l'État, un outillage humain national perfectionné. Ne savent-ils pas que l'ouvrier capable, honnête, ardent au travail est le premier, le meilleur instrument de la production ?

Mais c'est par des soins assidus, par le déploiement d'une haute capacité intellectuelle et morale, c'est à l'aide d'un enseignement libéral, complet et coûteux qu'on obtient cet ouvrier-là. L'enseignement améliore et transforme la qualité du travail parce qu'il donne à l'apprenti qui deviendra ouvrier la conscience de sa force, de sa liberté, de sa dignité, de ses droits et surtout de ses devoirs. Ceci vaut bien quelques sacrifices de temps et d'argent.

Oui, jeunes apprentis plus heureux que ceux qui vous ont précédés, ayez en vous-même la notion exacte du noble travail confié à vos mains agiles ; comprenez son importance sociale et sa grandeur. On dédaignait jadis le travail *manuel*, oubliant que la main de l'ouvrier est toujours conduite par une intelligence et une volonté, et qu'à vrai dire, pour l'homme intelligent il n'y a pas de travail purement manuel. Alors même qu'il s'agirait d'un simple terrassier, l'esprit travaille toujours avec les muscles. Lorsque les citoyens d'une ville assiégée courent aux remparts pour remuer la terre, le patriotisme ne décuple-t-il pas la vigueur de leurs bras ?

Le travail doit être rendu *attrayant*, a-t-on dit. Il y a dans cette affirmation autant de vérité que d'erreur.

Aucun *travail* n'est *attrayant*, en ce sens que tout travail, même le plus agréable en apparence, suppose nécessairement un effort. Vous en savez quelque chose, vous qui apprenez à chanter. Toute besogne régulière est un fardeau, tout labeur est une dépense de force ou de patience.

Mais, d'un autre côté, tout travail, même le plus répugnant, peut devenir attrayant, à cause de l'esprit qui anime le travailleur et des conditions dans lesquelles celui-ci travaille.

Puisque je parle devant des typographes qui impriment très bien le grec, je vous citerai deux exemples empruntés à Homère et à la mythologie.

Dans le palais où, en l'absence d'Ulysse, roi d'Ithaque, des prétendants audacieux s'étaient établis pour se disputer la main de la reine Pénélope, il fallait chaque jour servir des festins à



ces parasites et moudre, la nuit, le froment destiné à les nourrir. « Dans une chambre du palais, dit Homère (1), se trouvaient les meules d'Ulysse, pasteur des peuples; autour de ces meules douze femmes travaillaient à moudre la farine d'orge et celle de froment, la moelle de l'homme. Toutes les autres dormaient après avoir moulu le froment; une seule n'avait pas fini son travail; elle était très faible. » Alors, s'arrêtant près de sa meule, elle s'adresse à Jupiter et le supplie de frapper de sa foudre les prétendants. « Ils brisent mes membres, dit-elle, par de pénibles travaux pour leur moudre la farine; qu'ils prennent aujourd'hui leur dernier repas ! »

Voilà le travail odieux, abominable, qui s'accomplit dans le désespoir, l'amertume et les larmes et qui s'achève en malédiction. C'est le travail de l'esclave, de la pauvre créature humaine surmenée, brisée, courbée sous un joug détesté et qui demande à Jupiter de finir ses maux et de la venger.

Le travail de la meule était fatigant sans doute et peu *attrayant*, mais l'enlèvement d'un tas d'immondices, le déblai et le transport d'une montagne d'ordures ne peut être comparé à une partie de plaisir et n'a rien en lui-même de séduisant. Un demi-dieu cependant n'a pas dédaigné cette tâche ingrate.

Augias, petit roi d'Elide, en Grèce, possédait d'immenses étables où il logeait trois mille bœufs. Mais, depuis trente ans, ces étables n'avaient pas été nettoyées. Hercule, le héros mythologique, à la fois tueur de lions et entrepreneur de travaux publics, offrit, moyennant un salaire qui devait être représenté par le dixième du troupeau si mal installé, de détruire ce foyer d'infection et, sans doute, de sauver ainsi de la peste le peuple, empoisonné par les écuries de son roi. Hercule entreprit et termina heureusement cette œuvre gigantesque et désagréable qui figure au nombre de ses douze travaux. Certes, le héros eut souvent à vaincre son dégoût et à dompter la révolte de ses sens, mais qui oserait dire que ce travail, à la fois humble et glorieux, n'a pas été *attrayant* pour Hercule ?

Ce grand nettoyage, pour lequel il fallut détourner une rivière et dont le salaire, il est vrai, paraît n'avoir pas été payé, n'a-t-il pas valu au vaillant fils de Jupiter les bénédictions de ses contemporains, l'admiration de la postérité et enfin les honneurs de la

---

(1) *Odyssée*, chant XX.

dédication ? C'est là le travail de l'homme libre qui stipule le prix de son labeur ou se dévoue pour le faire gratuitement. C'est le travail moderne, le travail qu'on fait chaque jour pour soi, pour sa famille, pour sa patrie ou pour l'humanité et qu'on recommence le lendemain, avec l'espoir de faire plus et mieux que la veille.

C'est au travail exécuté dans cet esprit que vous préparez, jeunes apprentis, l'éducation professionnelle, intellectuelle et morale que vous recevez dans cette maison et que vous complétez vous-même par l'expérience de la vie et, peut-être, par ce *Tour de France* dont vous parlait M. Chaix. L'honorable chef de cette grande maison n'est pas de ceux, en effet, qui voudraient pouvoir placer la population ouvrière d'une usine sous une vaste cloche, pour l'isoler autant que possible des idées du siècle présent et la faire vivre artificiellement dans l'air d'un couvent ou d'une confrérie du moyen âge. Ici, portes et fenêtres sont toujours ouvertes ; on vous laisse choisir librement votre voie, on respecte le secret de la conscience religieuse de chacun et c'est uniquement au bon sens, à la raison, au cœur du jeune apprenti qu'on s'adresse pour en faire un honnête ouvrier. Les adorateurs du passé qui vantent à tout propos les anciennes corporations, les vieilles confréries d'arts et métiers ont raison d'insister sur les bienfaits de l'association, de l'organisation méthodique et de la bonne discipline. Certes, nous croyons comme eux que ce sont là de puissants leviers, mais ils devraient reconnaître que, dans ces temps d'ignorance et d'intolérance, régnaient presque partout une atroce barbarie, d'aveugles superstitions, d'abrutissantes tyrannies spirituelles et temporelles, de déplorables préjugés et des haines insensées dont on retrouve les traces, par exemple, dans les rixes du compagnonnage. Le *Tour de France*, l'assistance que trouve, dans chaque ville, l'ouvrier voyageur, quoi de plus raisonnable en soi ? mais que dire de ces féroces coutumes, de ces rivalités qui ont amené en 1730, dans la plaine de la Crau, entre les compagnons de Salomon et ceux de Maître Jacques une bataille, à la suite de laquelle beaucoup de cadavres jonchaient le sol ; en 1816, le combat meurtrier livré entre Muse et Vergère, près Lunel, par deux armées de tailleurs de pierre, et, en 1851, à Bordeaux, une rixe sanglante entre les compagnons de deux *Devoirs* différents ? Appelés devant la justice après ces luttes terribles, les combattants déclaraient souvent s'être rués les uns sur les autres, sans autre motif que la différence de leurs couleurs.

Vous êtes *Gavots*, ont-ils dit aux ouvriers inconnus qu'ils rencontraient sur la route, nous sommes *Devoirants*, battons-nous !

Vous êtes des *Renards*, nous sommes des *Drilles*, battons-nous !

Et voilà des ouvriers, laborieux, capables, courageux, qui s'entre-tuent sans raison. C'est ainsi qu'autrefois, il y a bien longtemps, un brave Anglais, interrogé sur son animosité contre nous, déclarait haïr les Français « parce qu'ils mangent des grenouilles et qu'ils portent des sabots ».

Ces compagnonnages belliqueux avaient leurs chansons, qu'ils hurlaient avec des intonations sauvages. M. CHAIX m'ayant parlé hier de cette idée de tour de France indiquée dans son rapport, j'ai eu la curiosité de rechercher les vieux chants des anciens compagnons. En voici deux échantillons. Ce sont des vociférations guerrières inspirées par le combat de 1816 (1) :

Entre Muse et Vergère  
Nos honnêtes compagnons  
Ont fait battre en retraite  
Trois fois ces chiens capons :  
Vivent les Gavots !  
Au compas, à l'équerre  
Dans la plaine de la Crau  
Ils se sont toujours signalés avec zèle...  
Vivent les Gavots !

Voici un couplet et le refrain de la seconde chanson :

A coups de canne et de compas  
Nous détruirons ces scélérats,  
Nos compagnons sont bons là.  
Fonçons sur eux le compas à la main...  
*Refrain.* Pas de charge ! en avant !  
Repoussons tous ces brigands,  
Ces gueux de dévorants,  
Qui n'ont pas de bon sang.

Particularité curieuse ; cette chanson est celle des *Gavots*, enfants de *Salomon*. Mais elle servait aussi à leurs ennemis les *Dévoirants* ou *Dévorants* ; seulement, pour en faire usage, ceux-ci remplaçaient alors les deux derniers vers du refrain par une variante.

« Tous ces faux compagnons  
Fondés par Salomon. »

---

(1) *Étude historique et morale sur le Compagnonnage*, par C.-G. Simon. Paris, Capelle, 1853, p. 50.



Tout ceci heureusement n'est plus que de l'histoire ancienne et, si j'en parle ici, dans cette belle salle où tout respire la concorde, l'harmonie et la joie, c'est pour que nous nous félicitions tous du progrès accompli, et pour opposer ces clameurs furibondes à l'esprit fraternel de la *Marseillaise de la paix* que vous allez chanter tout à l'heure. Oui, pour l'honneur de la démocratie, pour le salut de la France, et dans l'intérêt de tous, souhaitons qu'une fraternité véritable s'établisse ou continue d'exister entre les ouvriers de divers états et aussi, dans chaque maison, comme nous le voyons ici, entre les ouvriers qui travaillent ensemble, et entre ces ouvriers et leur patron !

## ORPHELINATS

### OEUVRE DE L'ADOPTION

(RECONNUE COMME ÉTABLISSEMENT D'UTILITÉ PUBLIQUE)

*Direction : Rue Jean-Beausire, 19, Paris.*

L'Œuvre de l'Adoption a pour but de recueillir, en France, le plus grand nombre possible d'orphelins et d'orphelines de *père et de mère*.

Elle les adopte *de cinq ans commencés à dix ans accomplis* ; les garçons jusqu'à 18 ans, les filles jusqu'à 21 ans. (A Paris, on ne les admet qu'à *sept ans accomplis*.)

Ces enfants sont élevés par des familles ou par des orphelinats les plus rapprochés du lieu où se fait l'adoption, et doivent être formés *surtout* aux travaux agricoles. Ils sont placés, aussitôt que possible, et restent sous la surveillance morale de l'Œuvre, des chefs d'établissement et des protecteurs.

En demandant une adoption (1) on doit fournir : 1° l'acte de naissance de l'enfant ; 2° l'extrait de baptême ; 3° l'acte de décès du père et de la mère ; 4° le certificat de bonne santé et de vaccine ; 5° l'acte de cession ; 6° un certificat de la situation de la famille et de l'enfant. A l'admission d'un enfant les personnes qui l'ont présenté payent 50 francs pour le trousseau.

---

(1) Les demandes d'adoption et les sommes recueillies pour l'Œuvre sont adressées : aux membres du Conseil, au directeur général, à M. Leroy, vice-trésorier, rue Jean-Beausire, 19, à Paris, aux directeurs diocésains, aux trésoriers, aux présidentes.

L'OEuvre, ne possédant ni ne voulant posséder aucun établissement, est protectrice, non rivale, des œuvres particulières qui ont le même but. Loin de leur nuire elle leur vient en aide, en leur confiant ses orphelins, pour lesquels elle paye une pension.

Les ressources de l'OEuvre se composent d'une souscription annuelle de 50 centimes par associé, de *dons annuels non limités*, de legs testamentaires, de quêtes, de loteries, etc.

L'OEuvre étant reconnue d'utilité publique, on peut fonder sa cotisation en donnant des titres de rente, des obligations quelconques; dans ce cas on aurait continuellement droit aux *Annales*.

---

## REVUE DE L'ÉTRANGER

ALSACE-LORRAINE. — *La ville de Mulhouse.* — A un banquet qui vient d'avoir lieu à Mulhouse, à l'occasion de la visite du feld-maréchal de Manteuffel, gouverneur de l'Alsace-Lorraine, banquet auquel les autorités civiles et militaires avaient été conviées, ce haut fonctionnaire a porté le toast suivant :

« Je vous propose, Messieurs, de boire à la prospérité de la ville de Mulhouse! La ville de Mulhouse a plus particulièrement ressenti la modification apportée à ses conditions d'existence politique; car si elle n'a pas été, comme d'autres villes de l'Alsace-Lorraine, unie pendant des siècles à la France, elle en a fait partie pendant assez longtemps pour s'initier à la vie intellectuelle de ce riche pays; et en visitant aujourd'hui tous les établissements industriels et les musées de la ville j'ai pu me convaincre que cette assimilation s'était opérée d'une manière complète. Il convient d'y ajouter le sentiment d'indépendance virile et tenace de l'habitant de la Suisse, qu'elle a conservé de son ancienne alliance avec ce pays. Si je ne me trompe, ses citoyens ont aussi présenté leurs poitrines nues au duc de Bourgogne. Les souvenirs de sa vie politique comme ancienne ville libre impériale n'existent probablement plus que dans la grande salle de la mairie et sont effacés dans les esprits.

» Que nous soyons Suisses, Allemands ou Français, nous voulons tous vivre; les événements récents ont apporté un trouble grave dans les intérêts matériels de la ville de Mulhouse; il y a beaucoup de plaies à guérir, de maux à soulager

» Cette tâche ne peut être accomplie que si l'administration et la population travaillent de concert, franchement et loyalement, la main dans la main, en reléguant à l'arrière-plan toutes les questions de parti confessionnel ou politique quand il ne s'agit que du bien-être général. Je bois donc à la ville de Mulhouse, à son bien-être et à sa florissante prospérité! Vive Mulhouse! »

Le maire, M. J. Mieg-Kœchlin, a répondu en ces termes :

« Messieurs, comme je ne suis pas orateur et que surtout la langue allemande ne m'est pas assez familière, je dois me borner à exprimer à S. Exc. le gouverneur nos meilleurs sentiments pour l'honneur qu'il nous a fait en visitant notre

ville, pour les paroles bienveillantes qu'il nous a dites et pour les bons sentiments qu'il manifeste pour notre pays.

» Nous avons le meilleur espoir de voir le nouveau gouvernement contribuer à la prospérité de l'Alsace. Je bois donc à la santé de S. Exc. le gouverneur baron de Manteuffel! »

M. J.-A. Schlumberger, président de la Chambre de commerce, a pris ensuite la parole, et naturellement son toast a eu pour objet le commerce et l'industrie.

M. le baron de Manteuffel a remercié en quelques mots M. Schlumberger pour les idées et les sentiments qu'il venait d'exprimer, et a ajouté :

« Je ne suis pas ici, en ce moment, en qualité de commandant militaire, et ainsi je ne puis que donner mon entière approbation aux vœux en faveur de la paix exprimés par M. Schlumberger. » — (*Journ. Débats*, 30 octobre 1879.)

ANGLETERRE. — *L'Asile pour les enfants en convalescence, à Norbiton.* — Nous croyons devoir rapprocher de la notice que nous avons donnée ci-dessus (voy. p. 215) sur les Hôpitaux et Maisons de convalescence destinés aux enfants dans notre pays le renseignement suivant sur la construction de l'Asile de Norbiton : — *J. Périn.*

L'asile de Norbiton, destiné aux enfants de la métropole, est construit en briques et couvert en tuiles, sauf la couverture de la tour dans laquelle est le réservoir à eau; cette couverture est en sapin de Norvège recouvert d'une couche de goudron.

Le réservoir à eau de la tour est en communication avec toutes les pièces de l'asile, de sorte que, si le feu vient à prendre dans un endroit quelconque, il peut être immédiatement éteint. On s'est également servi de la tour pour y installer un service pour les maladies ayant un caractère contagieux. Ce service est complètement séparé, et l'on y accède par un escalier particulier.

L'asile peut recevoir 73 filles et autant de garçons. Ils sont dans des services séparés. Les chambres à coucher des infirmières sont assez grandes pour qu'on puisse y installer au besoin un lit d'enfant.

La disposition des lits dans les dortoirs de la façade a été commandée, il est vrai, par la disposition de la construction; mais elle laisse beaucoup à désirer au point de vue de l'aérage et doit être évitée.

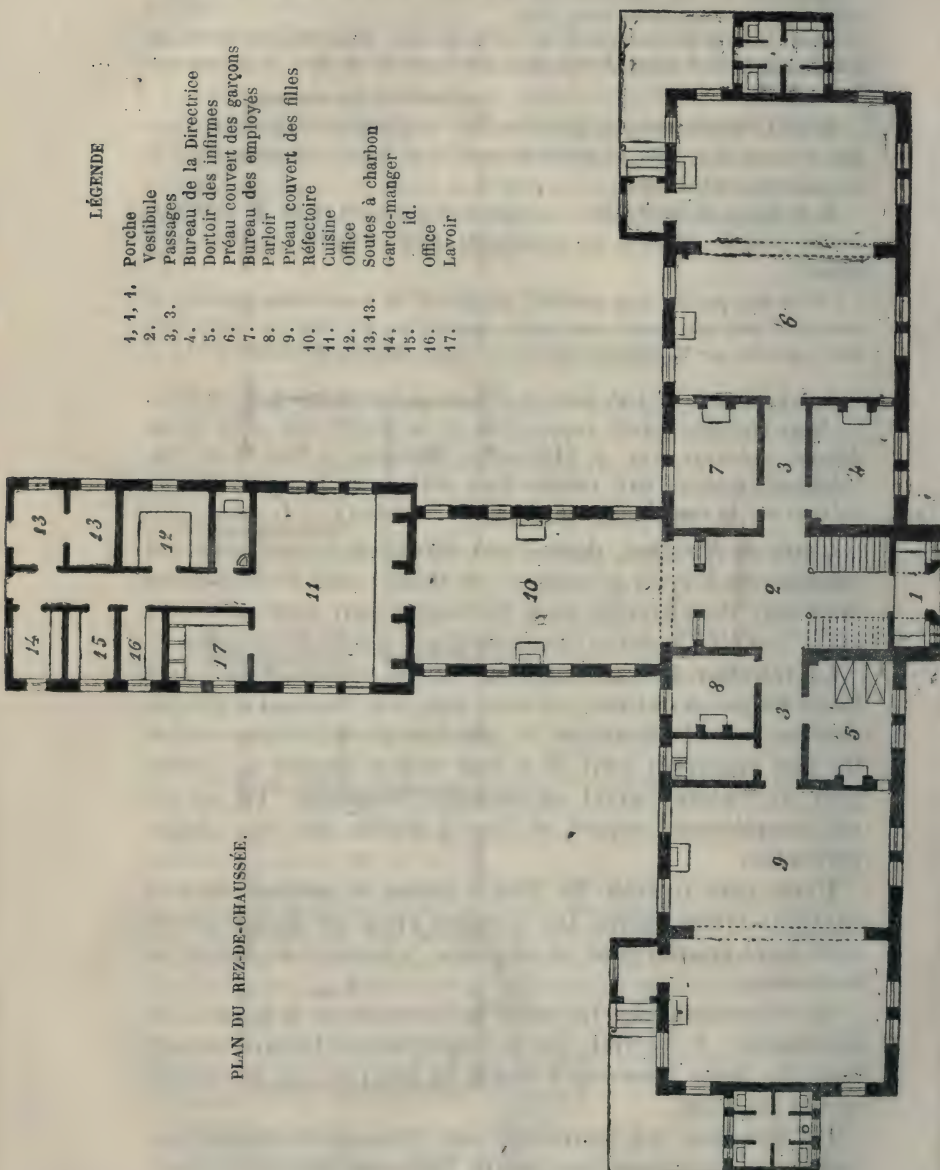
Les chambres des infirmières sont disposées de façon à permettre une surveillance constante de l'intérieur même de la pièce. Dans chaque dortoir se trouvent des lavabos avec robinets



LÉGENDE

- |          |                           |
|----------|---------------------------|
| 1, 1, 1. | Porche                    |
| 2.       | Vestibule                 |
| 3, 3.    | Passages                  |
| 4.       | Bureau de la Directrice   |
| 5.       | Dortoir des infirmes      |
| 6.       | Préau couvert des garçons |
| 7.       | Bureau des employés       |
| 8.       | Parloir                   |
| 9.       | Préau couvert des filles  |
| 10.      | Réfectoire                |
| 11.      | Cuisine                   |
| 12.      | Office                    |
| 13, 13.  | Soutes à charbon          |
| 14.      | Garde-manger              |
| 15.      | id.                       |
| 16.      | Office                    |
| 17.      | Lavoir                    |

PLAN DU REZ-DE-CHAUSSÉE.







ASILE MÉTROPOLITAIN POUR LES ENFANTS EN CONVALESCENCE  
à Norbiton (Angleterre).



d'eau chaude et d'eau froide. Ces chambres sont pavées en faïence. Les tuyaux de décharge des lavabos ne sont pas en communication avec le drain principal de la construction; ils courent en dehors des murs et vont se jeter dans l'égout, qui ne reçoit que les eaux de pluie. Cette disposition a été adoptée comme mesure d'hygiène. Les lieux d'aisance ont été également très étudiés à ce point de vue.

La ventilation se fait par les moyens habituels. Dans les murs qui sont creux et ont partout 45 centimètres d'épaisseur, courent des canaux de 32 sur 22 cent. de section. Des tuyaux d'appel sont placés dans les dortoirs et dans les salles; les tuyaux à eau chaude qui les traversent favorisent le tirage et assainissent les pièces.

L'édifice est construit de manière à attribuer 750 pieds cubes d'air par tête; mais, en raison de son cubage, cette quantité est bien dépassée. La construction, y compris la clôture, a coûté 250,000 francs. — (*The Builder* et *Gazette des Architectes*, 1876, p. 217.)

— Le *School Board* ou Comité des écoles de Londres, est, on le sait, un corps élu par les citoyens de la ville et qui a le droit d'établir et de percevoir l'impôt nécessaire à l'entretien et au développement des établissements d'instruction primaire.

Les élections qui ont eu lieu (le 27 novembre) pour le renouvellement de ce corps ont eu pour résultat notable d'y faire entrer neuf femmes et sept pasteurs sur cinquante membres.

BELGIQUE. — *Enseignement professionnel et industriel en Belgique.* — Le *Journal Franklin*, de Liège, nous apprend que le Ministre de l'intérieur de Belgique vient de faire distribuer aux membres des Chambres un rapport sur la situation de l'Enseignement industriel et professionnel, subsidié sur le budget de son département.

Il résulte de cet intéressant travail que, depuis 1867, date du dernier rapport publié sur cet enseignement, il a été créé 18 écoles industrielles, 2 ateliers d'apprentissage dans la province de Hainaut, un dans celle de Namur et un dans la Flandre occidentale. Depuis 1867, il a été institué, de plus, des cours publics professionnels à Bruxelles, un cours public de photographie, et un cours de manœuvre et d'entretien de machines à vapeur à Namur.

La Belgique possède actuellement 32 écoles industrielles, 59 ateliers d'apprentissage

Les 32 écoles sont fréquentées par 8,387 élèves qui reçoivent l'instruction de 262 professeurs. Elles ont coûté, en 1878, près de 400,000 francs et le Gouvernement est intervenu pour 39 0/0 dans cette dépense. Mais celle-ci est insuffisante, comme le reconnaît le rapport; aussi M. Rollin Jacquemyns a-t-il sollicité et obtenu, pour 1879, une première augmentation qui lui permettra de pourvoir aux améliorations les plus urgentes en allouant de nombreux crédits en raison des sacrifices que feront les communes et les provinces.

Organisés en 1847 pour combattre la misère des Flandres, les ateliers d'apprentissage eurent pour but et pour effet de perfectionner le filage du lin et le tissage des toiles et de remplacer une partie du travail linier par d'autres branches de fabrication: teinture, tissus divers, articles de Roubaix, de Tarare, de Saint-Quentin, de Saint-Gall, tapis, étoffes pour ameublement, broderies, mousselines, velours, châles de laine, flanelle, etc. Ces ateliers contribuèrent dans une large proportion à introduire des industries nouvelles et des procédés perfectionnés; elles eurent en outre pour effet d'améliorer le travail, en développant l'instruction des apprentis et de relever le taux des salaires et l'esprit d'entreprise. — *Bulletin du Mouvement social.*)

---

## CHRONIQUE

VILLE DE PARIS. — *Écoles de dessin.* — La Ville de Paris vient de créer sept nouvelles Écoles centrales de dessin pour les jeunes filles.

Ces écoles sont installées aux adresses suivantes: 1<sup>er</sup> arrondissement, rue Molière; 2<sup>e</sup>, rue Tiquetonne; 4<sup>o</sup>, rue des Buttes-Chaumont; 11<sup>e</sup>, cité Voltaire; 12<sup>e</sup>, rue de Reuilly; 17<sup>e</sup>, rue Laugier; 18<sup>e</sup>, rue de Tracy.

Les Écoles similaires qui fonctionnaient dans le 17<sup>e</sup> arrondissement, rue Ampère, 16, et boulevard Pereire, 221, sont supprimées.

EXPOSITION DES SCIENCES APPLIQUÉES A L'INDUSTRIE (V. ci-dessus p. 400).

— *Distribution des Récompenses.* — Le 19 novembre a eu lieu, au Palais de l'Industrie, la distribution des récompenses décernées par le jury de l'Exposition internationale des Sciences appliquées à l'industrie.

Les membres du comité supérieur et du jury avaient pris place sur l'estrade réservée ordinairement à l'orchestre, sur laquelle on avait

disposé une tribune. Les musiciens s'étaient placés devant le pavillon de M. le Président de la République. Les exposants titulaires des grandes récompenses s'étaient groupés autour de l'estrade.

A une heure et demie, M. Jules Simon, sénateur, a pris possession du fauteuil de la présidence, ayant à ses côtés MM. P. Nicole, directeur de l'Exposition, Foucher de Careil, sénateur, Paul Casimir-Perier et Camille Sée, députés.

Sur l'estrade, on remarquait, en outre, des membres du Conseil municipal, des représentants de la presse et un grand nombre de notabilités de la science et de l'industrie.

M. Nicole, dans un éloquent discours qui sera reproduit dans le volume contenant le rapport général sur l'Exposition, a fait l'histoire de cette grande et utile entreprise. Avec un tact et un bonheur d'expressions qui ont enlevé tous les suffrages, il a rendu justice à chacun : à la Commission supérieure de patronage dont les avis précieux et les utiles conseils lui ont été d'un si grand secours ; à la presse qui n'a pas marchandé son concours à la direction de l'Exposition, et a initié le public à tous les détails de cette vaste entreprise ; aux exposants enfin qui ont répondu en si grand nombre et avec tant d'empressement à l'appel qui leur était adressé.

M. Nicole a très heureusement développé, dans la dernière partie de son discours, le rôle des expositions dans notre société moderne et l'avantage qu'il y aurait pour la concorde et la paix universelle à en perpétuer le système.

Après ce discours, qui a été vivement applaudi, M. Jules Simon a pris la parole, et a prononcé une magnifique allocution dont nous extrayons les passages suivants :

« Messieurs, nous vivons dans un temps où personne ne peut se reposer.

Les socialistes parlent des oisifs qui consomment sans produire ; il n'y en a plus ! Le temps ruinera le détenteur d'un capital oisif, sans aucune catastrophe, par le seul fait du mouvement industriel et économique. Dans l'immense champ de course où tous les peuples sont engagés, celui qui s'arrête est perdu. Il ne suffit même pas de marcher, il faut courir.

Que font de plus que nous nos concurrents, pour gagner ainsi du terrain ? Si nos écoles ne valent pas les leurs, avant dix ans d'ici ils nous battront sur tous les marchés.

Il y a trois sortes d'écoles : les musées d'art, les musées industriels, les écoles techniques proprement dites et les voyages, car la grande école, pour l'industrie, comme pour la philosophie, c'est le monde.

Autrefois, les Français ne voyageaient pas. On venait chez eux ; ils n'allaient pas chez les autres. Toutes les bonnes méthodes, tous les bons modèles, suivant nous, étaient ici ; nous étions fermement



convaincus qu'on ne faisait ailleurs que nous imiter et nous parodier.

Les expositions nous ont ouvert les yeux ; mais la leçon n'a pas été suffisante, si nous attendons paisiblement qu'Anglais, Américains, Autrichiens, Italiens, et même Chinois et Japonais apportent leurs chefs-d'œuvre sur nos marchés. Il faut aller deviner leurs secrets chez eux, aller à leur école, comme ils viennent à la nôtre.

Ce qui importe encore plus, car enfin il n'y aura à pouvoir voyager que les chefs d'industrie, c'est d'avoir chez nous, en abondance, des modèles et des écoles. Ai-je dit tout à l'heure que nos concurrents faisaient des écoles ? Le mot ne vaut rien ; il faut le changer. Ils font des hommes.

La matière ne nous manque pas pour cette fabrication, Messieurs, car nous sommes un peuple né pour les arts industriels. La volonté désormais ne nous manquera pas davantage. L'an dernier, pendant l'Exposition, mon ami M. Teisserenc de Bort me disait : « Nous refaisons l'enseignement technique ! » Je m'associais ardemment à sa pensée. Nous rêvions cette grande entreprise comme une gloire pour lui, comme une fortune pour la France. Il sera digne de son vaillant et intelligent successeur de la réaliser, avec le concours de tous ceux qui s'intéressent à la prospérité du pays et à la grandeur de la République.

L'initiative privée donne l'exemple à l'État. Sans parler des grandes associations philotechniques et polytechniques, de l'enseignement professionnel du Rhône, conduit par M. Lang avec talent et dévouement, des écoles professionnelles de jeunes filles, plusieurs des Chambres syndicales de Paris ont des écoles d'apprentissage créées à leurs frais, dirigées par elle avec un soin paternel. Un grand nombre de maisons importantes ont montré la même prévoyance et la même générosité. La Chambre de commerce, toujours prête pour les initiatives fécondes, entretient une école de premier ordre, confiée aux soins de M. Schwebblé. M. Nicole, M. Héliard, ont voulu associer l'Exposition actuelle, par un don considérable, à cette propagande de l'enseignement technique. Je sais que je serai compris ici en disant, au milieu de vous, ce qui est désormais le grand mot du patriotisme : Travaillons !

Et vous me comprendrez aussi, Messieurs, si j'ajoute, en ma qualité de vieux professeur : Étudions ! »

La parole a été accordée ensuite à M. Muzet, secrétaire général du Jury, qui a donné lecture de la liste des récompenses.

*L'APPRENTISSAGE, au Congrès des ouvriers de Marseille.* — Nous reproduisons l'extrait suivant d'une correspondance adressée de Marseille au *Journal des Débats* (n° 29 octobre 1879) :

« La question de l'enseignement a été beaucoup mieux traitée, du

moins pour ce qui est de la compétence spéciale des ouvriers : je veux parler du sujet particulier de l'enseignement des professions. Les délégués qui ont pris la parole ont presque unanimement exprimé l'opinion que l'apprentissage tel qu'il est organisé aujourd'hui doit disparaître et être remplacé par une instruction donnée dans les écoles-ateliers. Là, l'enfant, qui n'apprend aujourd'hui que par routine, recevrait un enseignement à la fois théorique et pratique ; on lui ferait accomplir en quelque sorte à vide, c'est-à-dire sur de la matière première sacrifiée, — quand cela serait possible, — les diverses opérations du travail, indiquant leur raison d'être et la manière de les pratiquer. Les éléments scientifiques se rattachant aux matières premières employées seraient donnés aux élèves dont on continuerait en outre l'instruction et qui seraient soustraits à l'influence démoralisante de l'atelier d'hommes. L'élève de ces écoles, non seulement apprendrait un métier, mais en outre posséderait les éléments de toutes les professions similaires, ce qui lui permettrait, en cas de besoin, de changer de profession, et remédierait dans une certaine mesure aux chômages, qui sont une des plaies de la condition d'ouvrier.

» On a demandé que les Écoles primaires dans les villes eussent un atelier et que dans les campagnes un champ fût mis à leur disposition pour les leçons pratiques ; puis, qu'il y eût des Écoles supérieures où serait donnée la véritable instruction professionnelle. Tout cela est très bien, très bon, très juste ; mais ce qui m'a surpris, c'est qu'aucun orateur n'ait fait allusion aux commencements de réalisation qui existent à Paris à l'École communale de la rue Tournefort et à l'École d'apprentis de La Villette. Tout ce que l'on demande a été réalisé là, et ces deux Écoles peuvent servir de modèle. Il y a en outre devant la Chambre une proposition de loi de M. Nadaud et de plusieurs de ses collègues. Les délégués qui ont parlé ignoraient-ils tout cela, ou n'ont-ils pas voulu en parler, parce qu'il eût fallu alors faire l'éloge de quelques-uns des hommes qui occupent une position politique ? L'une et l'autre supposition sont acceptables. »

M. Paul Leroy-Beaulieu, membre de l'Institut, a publié, dans le *Journal des Débats* (n° du 9 novembre), quelques réflexions dont nous reproduisons le passage suivant :

« Le Congrès ouvrier qui vient de se tenir à Marseille est bien médiocrement encourageant pour les hommes qui ont quelque souci du présent et de l'avenir de la population laborieuse. Les séances publiques ont été remplies de déclamations ; les quelques hommes sensés et judicieux qui s'étaient égarés dans cette assemblée y ont été réduits au silence, et une poignée d'écervelés y a fait voter des propositions qui jettent un complet discrédit sur les travaux de ce prétendu Congrès.

Cependant il eût été possible, sinon facile, à cette réunion d'ouvriers de faire de la besogne utile. Nous n'avons pas à examiner si tous ces soi-disant délégués avaient un mandat régulier, s'ils avaient quelque qualité pour parler au nom des groupes qu'ils étaient censés représenter. Cela importe peu. Il y avait là une centaine d'hommes qui pour la plupart étaient des travailleurs manuels ou l'avaient été, qui appartenaient à des régions différentes, à des industries diverses, qui possédaient des moyens d'information, grâce aux chambres syndicales ouvrières qui sont nombreuses : eh bien ! dans ces conditions, tous ces hommes auraient pu rendre quelques services s'il avaient eu la sagesse et la modestie de circonscrire leurs études et leurs débats. Si, au lieu de nous parler de l'égalité physique et morale des deux sexes, de la propriété et de la communauté, de l'instruction intégrale, et de tous ces problèmes physiologiques, politiques, économiques qu'ils ne peuvent aborder qu'avec une incontestable incompetence ; s'ils avaient examiné de près, en détail, les améliorations pratiques, immédiates dont la situation de l'ouvrier est susceptible ; s'ils avaient bien voulu se procurer et nous fournir quelques renseignements précis sur les rudiments d'association qui existent parmi eux, ils auraient fait avancer peut-être la question sociale et à coup sûr la science sociale.

Nous avons eu la curiosité de parcourir les comptes rendus *in extenso* de ce Congrès, le *Bulletin officiel*, comme on l'appelle, qui a paru en une vingtaine de suppléments du journal *la Jeune République*. Cela fait tout un volume, assez fastidieux ; mais si l'on pouvait glaner quelques données certaines dans tout ce fatras, ce ne serait pas encore peine perdue. Il y a eu dans ce Congrès de Marseille des discours et des rapports ; comme c'est l'usage dans toutes les assemblées du monde, même les plus expérimentées, comme cela devait être à plus forte raison dans une assemblée aussi improvisée, aussi mêlée et aussi impressionnable que celle de Marseille, les rapports sont meilleurs que les discours, ou du moins sont moins mauvais. Chose curieuse, dès les premiers jours on décida que les rapports ne seraient pas lus en séance publique, qu'ils seraient simplement imprimés et distribués ; cependant la plupart n'étaient pas longs, mais ils prêtaient peu à l'animation des séances. Il résulte de cette décision que ceux qui ont assisté au Congrès de Marseille ignorent la partie la plus intéressante, la seule intéressante de ce Congrès.

Que disent tous ces rapports (1) ?

---

(1) « La première question était celle du Travail des femmes, transformée en question des droits politiques de la femme. (Rapporteur, M<sup>lle</sup> Hubertine Auclet.) Ce rapport, qui parle de beaucoup de choses étrangères à la question, est cependant le mieux fait de tous ceux qui ont été lus. Il y est dit que le Congrès doit proclamer l'égalité de l'homme et de la femme, et que la France ne



Sur d'autres points, sur les conseils de prud'hommes, sur l'apprentissage, sur le paiement par quinzaine, les rapports contiennent quelques bonnes observations, perdues malheureusement au milieu de déclamations interminables. Les délégués demandent que quelques ouvriers soient admis dans les conseils de surveillance des Écoles d'apprentissage : c'est ce qui vient précisément de se faire au Havre par l'initiative du maire. »

LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE L'ENFANCE ABANDONNÉE OU COUPABLE. — La charité prend aujourd'hui, à Paris, les formes les plus délicates et les plus intelligentes.

Un homme dont le nom seul nous dispense de tout éloge, M. Georges Bonjean, fils de l'infortuné président de ce nom, juge au Tribunal civil de la Seine, vient de tenter une Œuvre vraiment philanthropique et digne des plus grands encouragements et à laquelle chacun doit s'associer sans distinction de parti ou de religion.

Il s'agit d'arracher à la misère et au crime des milliers d'enfants abandonnés ou coupables qui forment, hélas ! la pépinière des bagnes et des maisons centrales.

L'expérience a déjà fourni des résultats de moralisation surprenants

---

doit pas rester en arrière de l'Allemagne, de l'Angleterre, de l'Amérique de la Russie même qui font aux femmes une condition meilleure que la France. En ce qui concerne la question du travail, les femmes et les hommes doivent être payés également pour une production égale. Les systèmes qui régissent le travail des hommes et des femmes dans les usines doivent être remplacés par d'autres systèmes plus conformes à la justice et aux prescriptions de l'hygiène : les travaux qui exigent de la dextérité de main et peu de force doivent être réservés aux faibles : hommes et femmes ; les travaux durs doivent être laissés aux forts : femmes et hommes.....

» M. Ytier, d'Avignon, lit le rapport sur la question de l'Enseignement. En ce qui concerne l'instruction générale, il demande la suppression de l'instruction religieuse, et l'instruction gratuite à tous les degrés pour les jeunes gens qui auront prouvé leurs aptitudes. Le rapporteur et le Congrès, également ennemis de la « bourgeoisie », ne paraissent pas se douter qu'ils demandent tout simplement qu'on favorise l'entrée dans cette bourgeoisie aux plus intelligents parmi les enfants d'ouvriers. Relativement à l'instruction professionnelle, le rapporteur demande que la surveillance de l'apprentissage soit confiée aux syndicats et qu'on fonde des écoles professionnelles dans les villes et dans les campagnes. Mais cette organisation pourrait constituer un progrès immédiat, un moyen d'améliorer la condition des ouvriers ; aussi les révolutionnaires interviennent-ils pour demander que l'on ne recommande que l'instruction générale tendante à propager la haine contre la « société bourgeoise ». Cette contre-proposition est repoussée, la question de l'instruction professionnelle étant une de celles qui tiennent le plus au cœur des ouvriers ; mais un amendement insidieux est accepté : il tend à recommander l'organisation de cercles d'études sociales, c'est-à-dire des foyers de propagande révolutionnaire. Les conclusions sont adoptées avec cet amendement. » (*Journ. Débats*, 4 novembre 1879.)

et la création de la *Société générale de protection pour l'enfance abandonnée ou coupable* est une œuvre de préservation sociale que nous nous faisons un devoir de signaler à nos lecteurs.

Aux grandes agglomérations d'enfants embrigadés, soumis à un travail excessif et fastidieux, son fondateur oppose les Colonies agricoles d'un effectif restreint.

Au système de la répression à outrance, de la sévérité, de l'intimidation, il oppose le système de la régénération par la douceur, par la patience, par la contagion de l'exemple.

Les enfants viciés, corrompus, sortant de familles qui les poussaient au vagabondage, à la mendicité, au vol, au crime, condamnés par la justice ou envoyés dans les maisons de correction, il les place dans un milieu honnête, il les redresse avec précaution comme on fait d'un jeune rejeton tordu par le vent, et quand ils sont moralement et physiquement fortifiés, il leur ouvre la voie de l'honneur; le travail et la régénération dans le présent et la garantie de l'avenir.

Voilà l'œuvre accomplie en petit par M. *Bonjean* dans sa colonie industrielle d'Orgeville (Eure) et qu'il s'agit de pratiquer en grand.

Nous ne saurions trop chaleureusement engager nos sociétaires à s'intéresser à cette utile Association.

**L'ORPHELINAT DE LA SEINE.** — Nous ne saurions trop encourager les nombreux essais de protection qui, s'ils réussissent, iront de plus en plus chercher partout l'enfance déshéritée, afin de rendre à l'activité, à la probité sociale, et par centaines de mille, des sujets aujourd'hui inféconds ou funestes.

Nous avons précisément sous les yeux les statuts de la Société de l'Orphelinat de la Seine, qui a été formée en plein désastre, le 16 juillet 1871, par une quinzaine de fondateurs, parmi eux, MM. Henri Martin, de Pressensé, Buisson, Salicis, Gaurès, Schœlcher, Barni, docteur Lailler; ils sont plus de 1,200 aujourd'hui ! Depuis huit ans la Société a recueilli près de 300 orphelins ; elle en a 150 en permanence, dont 50 apprentis qu'elle a formés. Elle possède cependant plus de 400,000 francs en caisse et elle est depuis un an reconnue d'utilité publique.

Du reste, l'article premier de ses statuts justifie à lui seul ce rapide succès :

« Le but de la Société, y est-il dit, est de recueillir sans distinction de cultes le plus grand nombre possible d'enfants du département de la Seine, orphelins ou abandonnés, qu'ils soient légitimes ou naturels, de leur assurer l'éducation, l'instruction, l'apprentissage d'une profession, et de leur faciliter plus tard, dans la limite de ses ressources, les débuts de leur carrière. »

Quoi de plus libéral et de plus humain ?

Nous voudrions donc que cette institution, au lieu de 150 enfants, pût en recueillir et en sauver annuellement 300.

Deux moyens sont offerts pour arriver à ce résultat. On peut d'abord, et toujours, s'enrôler comme membre de la Société, pour la modique somme de 12 francs, puis en concourant au succès de la loterie que la Société a organisée avec l'autorisation du ministère de l'intérieur, et dont le tirage est fixé au 28 décembre prochain. Du succès de cette loterie dépend l'établissement immédiat : 1<sup>o</sup> d'une garderie de jeunes filles (élèves) ; 2<sup>o</sup> d'une garderie de jeunes filles apprenties ; 3<sup>o</sup> d'une garderie de garçons apprentis (1).

UN PETIT MARCHAND DE QUATORZE ANS. — L'Académie française vient de couronner un livre intitulé *Sans famille*, de M. Hector Malot. C'est l'histoire d'un pauvre enfant de l'amour, commençant sa carrière avec un montreur de chiens savants.

Nous ne pouvons pas pousser plus loin l'analogie qui existe entre le héros du livre, dont les destinées sont accomplies, et le jeune garçon traduit aujourd'hui en police correctionnelle pour vagabondage ; ce prévenu n'a pas quinze ans et son avenir appartient à l'inconnu ; bornons-nous donc à dire que, lui aussi, est enfant de l'amour, que lui aussi a été abandonné et qu'il a commencé à gagner son pain comme employé d'un montreur de singes ; nous le voyons ensuite, allant de ville en ville, de village en village, vivant honnêtement d'un petit commerce de papier à lettres, d'enveloppes, de peignes, d'images et autres menus objets.

Bozec (c'est son nom) a été arrêté à la Halle, le 2 juillet, à huit heures du matin, avec un fruitier établi, nommé Nicolas, qui avait volé quatre paniers vides et lui en avait vendu deux que Bozec avait revendus moyennant un petit bénéfice.

Le 22 juillet, tous deux comparaissaient devant la 9<sup>e</sup> chambre correctionnelle. Nicolas était condamné à quinze jours de prison, et le Tribunal disjoignait à l'égard de Bozec, après avoir entendu ses explications, que nous allons faire connaître.

*M. le Président* : Vous êtes né à Morlaix le 21 juillet 1864 ; vous avez donc aujourd'hui quinze ans. Quel est votre père ?

*Le prévenu* : Je n'en ai jamais entendu parler ; aussitôt après ma naissance, on m'a mis à l'hospice de Morlaix, ensuite en nourrice au cloître, puis à Plouzin où je suis resté jusqu'à l'âge de onze ans ; à cette époque, ma mère est venue me reprendre.

*M. le Président* : Que faisait-elle, votre mère ?

*Le prévenu* : Elle vivait avec un acrobate ; alors je suis resté avec

---

(1) Pour renseignements et billets de loterie, on peut s'adresser à M. le commandant Néel, secrétaire général, 13, ancien quai Napoléon (quai aux Fleurs).



eux pendant deux ans, allant d'un côté et d'autre ; un jour ils ont été arrêtés à Savenay pour un vol commis dans une église par le saltimbanque ; alors, me trouvant seul, je suis parti.

*M. le Président* : Où est votre mère ? qu'est-elle devenue ?

*Le prévenu* : Je ne sais pas, monsieur ; je ne l'ai jamais revue depuis.

*M. le Président* : Où êtes-vous allé en quittant Savenay ?

*Le prévenu* : J'ai d'abord été à Lorient où je suis resté trois mois, puis à Brest où j'ai été porteur de pain chez M. Jouanneau, rue de Caravel ; après j'ai été valet de chambre chez un marchand de fer, M. Gazance, rue de Paris. Après j'ai voyagé. Il y a cinq mois, je suis arrivé à Caen, j'avais un petit commerce de papier à lettres, d'images, de petits articles à Bon marché ; j'ai resté neuf mois à Caen.

*M. le Président* : Où logiez-vous ?

*Le prévenu* : Chez M. Galby, logeur, rue Saint-Martin. Au bout de trois mois, je suis reparti pour voyager, et j'étais à Paris depuis dix jours quand on m'a arrêté.

*M. le Président* : Où avez-vous couché pendant ces dix jours ?

*Le prévenu* : La première nuit, rue de Bièvre, 15, dans un garni, ensuite j'ai couché trois nuits à l'hospitalité, boulevard de Vaugirard ; ensuite deux nuits dans un garni près des Halles ; après j'ai couché trois nuits dans une laiterie au Point du Jour.

*M. le Président* : Et comment viviez-vous ?

*Le prévenu* : Je vendais du fil, du papier, comme je vous ai dit.

*M. le Président* : Et ce commerce vous suffisait ?

*Le prévenu* : Oui, monsieur, quand on m'a arrêté j'avais 3 francs d'argent et pour une vingtaine de francs de marchandises.

Tel est l'interrogatoire par suite duquel le Tribunal renvoya la cause à quinzaine pour, d'ici là, des renseignements être pris.

— L'affaire revenait donc à l'audience de la quinzaine suivante.

Les renseignements pris auprès des personnes qui avaient employé le prévenu, et des logeurs chez qui il a logé, ont confirmé en tous points l'exactitude de ses déclarations. Le boulanger de Brest chez qui il a été employé comme porteur de pain a déclaré qu'il n'avait eu qu'à se louer de la conduite, de la probité et du travail de ce malheureux enfant.

Mêmes bons renseignements fournis par le négociant en fers qui l'a eu comme valet de chambre.

Quant à la mère, elle exerce dans les foires la profession de devineresse.

M. l'avocat de la République Gastambide explique la situation intéressante du prévenu.

Il fait remarquer que, malgré l'abandon où le jeune Bozec se trouve et malgré la vie errante à laquelle cet abandon l'a condamné,

aucune plainte n'a été jusqu'ici portée contre lui. Cet enfant s'est au contraire concilié dans les villes où il a séjourné les sympathies de ceux qui l'ont recueilli et occupé. Ses réponses dans l'instruction dénotent des dispositions qui paraissent rassurantes au point de vue de son avenir.

Dans ces circonstances, ajoute l'honorable organe du ministère public, je demanderai au Tribunal d'épargner au jeune Bozec la mesure, plus rigoureuse peut-être qu'efficace, du renvoi dans une maison de correction; de lui laisser continuer (avec un danger moindre que ne le serait celui d'une première flétrissure) l'apprentissage d'une liberté dont il n'avait jamais abusé jusqu'au léger méfait qui l'a amené devant vous.

Je sollicite, en conséquence, un nouveau renvoi à huitaine dans l'espérance que l'intervention administrative et peut-être aussi la charité privée, éveillée par la publicité de cette audience, assureront d'ici là le retour de cet enfant dans son pays. C'est là, en effet, qu'il retrouvera le plus aisément les ressources et les moyens d'existence qu'il voudra, je l'espère, ne demander qu'au travail et j'ajoute à l'intérêt légitime qu'il dépend de lui d'inspirer.

Le Tribunal a renvoyé la cause à huitaine.

— L'affaire est revenue à l'audience de huitaine suivante.

M. l'avocat de la République, Gastambide, rappelle qu'il avait demandé, et que le Tribunal avait accordé, la remise de l'affaire à huitaine, dans l'espérance que l'intérêt qui s'attache à la personne du jeune Bozec lui assurerait des ressources et des moyens d'existence, que cette espérance s'est réalisée. Le simple compte rendu des débats de la précédente audience a déjà appelé sur cet enfant l'attention et la bienveillance de plusieurs personnes charitables qui ont été touchées de sa situation. Une somme de 475 francs, parvenue au parquet, sera remise au prévenu dès sa sortie de prison. Cette somme servirait, s'il était nécessaire, à assurer son retour dans son pays.

Mais, ajoute M. le substitut, une protection plus efficace et plus complète est dès à présent assurée au jeune Bozec. Je fais passer au Tribunal plusieurs lettres dont les signataires offrent généreusement de recueillir le prévenu et de pourvoir à son sort. Deux de ces protecteurs, MM. Villedieu et Voyet, ont exprimé le désir de s'attacher cet enfant par les liens d'une véritable adoption. Ils sont à l'audience et leurs propres déclarations convaincront tout à l'heure le Tribunal que cet enfant, hier encore abandonné, trouvera en sortant d'ici un abri, du travail et, ce qui est plus précieux encore, une famille.

La reconnaissance avec laquelle Bozec a déjà accueilli ces offres généreuses, lorsque nous les lui avons communiquées, nous donne la confiance que la bienfaisance de ses protecteurs ne sera pas déçue:

qu'il pourront faire du petit vagabond un bon travailleur et un honnête homme. Bozec l'a compris et le comprendra, je l'espère, chaque jour davantage. Les engagements qu'on prend à cette heure envers lui en appellent un autre de sa part, celui d'y répondre et de n'oublier jamais le bienfait qui lui rend sa place dans la société.

Quant à moi, je suis heureux d'être auprès du Tribunal l'intermédiaire des hommes généreux que le sort de cet enfant a émus. Je suis heureux de leur adresser les éloges et les remerciements de la justice, en attendant que le succès de leur tâche vienne leur en apporter la plus douce et la plus précieuse récompense.

M. *Villedieu*, doreur-argenteur, rue Réaumur : Je demande au Tribunal de vouloir bien me confier ce jeune homme; j'offre de le prendre chez moi et de lui enseigner mon état. J'ai aussi l'intention de placer tout de suite à la caisse d'épargne l'argent qu'on a fait parvenir à M. le substitut.

Le témoin fait connaître qu'il est marié et père de famille.

M. *Voyet*, clerc d'huissier : Cet enfant est mon compatriote et j'étais tout disposé à le prendre chez moi et à le nourrir, le loger, enfin à le traiter comme mon propre enfant; je me serais également occupé de lui chercher de l'ouvrage. Mais, devant l'offre de M. *Villedieu* qui, lui, est dès à présent en mesure d'apprendre un état à cet enfant, je n'insiste pas pour le réclamer, me réservant de m'occuper de lui en cas de circonstances que je ne puis prévoir.

M. *le Président* (au prévenu) : Eh bien, Bozec, quelles sont vos intentions? Que voulez-vous faire?

Bozec (les yeux mouillés de larmes et la voix émue) : Je ferai ce que l'on voudra, Monsieur.

M. *le Président* : Le Tribunal va vous remettre à M. *Villedieu*, qui veut bien se charger de vous. Nous espérons que vous saurez vous rendre digne, par votre travail et votre conduite, de la sympathie qu'il vous témoigne aujourd'hui.

Le prévenu ayant aujourd'hui des ressources et un domicile, le délit de vagabondage disparaissait. Le Tribunal a donc acquitté le prévenu et ordonné qu'il serait remis à M. *Villedieu* qui le réclame. — (Trib. corr. Seine, 9<sup>e</sup> ch., 12 août 1879: *Gaz. Trib.*, 13 et 20 août 1879.)

UN APPRENTI MALTRAITÉ. — L'affaire que nous avons mentionnée ci-dessus (p. 405) a été déférée à la Cour d'assises de la Seine, 8 novembre 1879. — (Voy. *Gaz. Trib.*, 9 nov. 1879.)

LA MISÈRE. — La nuit dernière, quatre-vingt-deux individus sans asile et dépourvus de moyens d'existence ont été amenés au commissariat de police du quartier des Halles. Soixante-quinze d'entre eux s'étaient rendus d'eux-mêmes au poste de la rue de Viarmes. — (*Gaz. Trib.*, 31 décembre 1879.)



NÉCROLOGIE. — M. *Hippolyte Topart*. — Nous avons le regret d'apprendre le décès de notre honoré collègue M. *Topart*, ancien conseiller municipal, maire du XX<sup>e</sup> arrondissement de Paris, officier d'académie, président de la Société de Secours mutuels du XX<sup>e</sup> arrondissement, membre de la Société pour le développement de l'instruction et de l'éducation populaire, président du Comité du quartier de Charonne (XX<sup>e</sup> arrondissement), décédé, le 28 novembre 1879, à l'âge de 54 ans.

---

## LISTE DES MEMBRES NOUVEAUX

ADMIS A FAIRE PARTIE DE LA SOCIÉTÉ

---

### MEMBRES ORDINAIRES :

| Noms des adhérents :                                                              | Présentateurs. |
|-----------------------------------------------------------------------------------|----------------|
| MM.                                                                               | MM.            |
| <b>Bethouart</b> et <b>Brault</b> , manufacturiers à Chartres (Eure-et-Loir)..... | Linarès, insp. |
| <b>Bourez</b> , fabricant de sucre, à Beville-le-Comte (Eure-et-Loir)             | Le même.       |
| <b>Schneider</b> , directeur du Creusot .....                                     | Le même.       |

---



# LAURÉATS

## DE LA SOCIÉTÉ DE PROTECTION DES APPRENTIS

ET DES ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES

### I. — INSTITUTIONS CHARITABLES

FONDÉES DANS LE BUT D'INSTRUIRE, DE MORALISER, D'AIDER  
LES APPRENTIS (GARÇONS OU FILLES)

*Oeuvres de Patronage, Orphelinats, Écoles professionnelles,  
Pensions d'apprentis, etc. (sans distinction de culte).*

#### Aisne.

Asile évangélique de Lemé; — *mention honorable* (Bullet. I, p. 295).

#### Ardèche.

Cercle catholique des jeunes apprentis et jeunes ouvriers (Directeur fondateur, M. l'abbé Dusert), à Annonay; — *medaille de bronze* (VIII, 386).

Communauté des Dames de la Providence, à Annonay; — *medaille de bronze* (VII, 386).

Patronage d'apprentis, fondé par la Conférence de Saint-Vincent de Paul d'Annonay; — *mention honorable* (VII, 386).

#### Aube.

Patronage d'apprentis fondé, à Troyes, par M. l'abbé Tridon; — *medaille d'argent* (I, 292).

#### Bas-Rhin.

École israélite des arts et métiers de Strasbourg (I, 285).

Établissement du Bon Pasteur, à Strasbourg (II, 332).

Orphelinat de Neuhof (II, 333).

Union chrétienne de jeunes gens, à Strasbourg; — *medaille de bronze* (II, 334).

#### Basses-Pyrénées.

Atelier de ganterie de Bidache, dirigé par les Filles de la Croix (II, 334).

#### Bouches-du-Rhône.

Œuvre d'apprentis et de jeunes ouvriers, dirigée par M. l'abbé Timon-David, à Marseille; — *medaille d'argent* (I, 291).

Orphelinat du Sacré-Cœur à Marseille (M<sup>lle</sup> Guichard de Choisy, fondatrice-directrice de l'); — *medaille d'argent* (IX, 248).

Patronage d'apprentis et de jeunes ouvriers, fondé et dirigé par M. Lyon à Marseille; — *medaille d'argent* (I, 293).

#### Calvados.

Orphelinat-ouvroir de Notre-Dame à Caen, fondé par M<sup>lle</sup> de Valroger (II, 331).

Orphelinat avec apprentissage, à Caen, fondé et dirigé par M. l'abbé Leveneur; — *medaille d'argent* (I, 290).



**Cher.**

Colonie professionnelle de Foëcy;  
— *médaille d'argent* (I, 293).

**Dordogne.**

Œuvres de la Force (II, 333).

**Doubs.**

Association évangélique de Montbéliard pour le patronage des enfants indigents; — *médaille d'argent* (I, 291).

**Drôme.**

Maison de Recoubeau (II, 332).

Orphelinat Napoléon à Valence (I, 289).

Œuvre des orphelins de Crest; — *médaille de bronze* (II, 334).

**Eure.**

Patronage d'apprentis, à Pont-Audemer, dirigé par M. Malherbe; — *médaille d'argent* (I, 293).

**Eure-et-Loir.**

Ouvroir Saint-Pierre, à Chartres; — *médaille de bronze* (II, 334).

**Finistère.**

Ouvroir interne de Poul-ar-Bachet (II, 333).

**Gard.**

Société de patronage des jeunes gens de l'Eglise réformée, à Nîmes; — *médaille d'argent* (I, 292).

**Gers.**

Œuvre des jeunes apprenties, fondée, à Auch, par M<sup>lle</sup> Debus; — *médaille d'argent* (I, 292).

Orphelinat gratuit de jeunes filles à Auch; — *mention honorable* (I, 294).

**Gironde.**

Atelier chrétien de M<sup>lle</sup> Sivan, à Bordeaux (II 332).

Orphelinat agricole de Gradignan près Bordeaux (M. l'abbé Moreau, directeur); — *médaille d'argent* (VII, 386).

Ouvroir Saint-Bruno à Bordeaux, dirigé par les sœurs de l'Immaculée Conception; — *médaille de bronze* (II, 35.).

**Haute-Garonne.**

Orphelinat de l'Immaculée Conception à Toulouse (M. l'abbé Julien, directeur fondateur de l') (IX, 248).

Patronage de Notre-Dame, à Toulouse (M. l'abbé Ribains, directeur-fondateur); — *médaille d'argent* (IX, 249).

Patronage de Saint-Sernin, rue de la Chaîne, 14, à Toulouse (M. l'abbé Marceille, directeur du); — *mention honorable* (IX, 249).

Patronage Saint-Cyprien, allée de Garonne, 35, à Toulouse (M. l'abbé Tournamille, directeur-fondateur du); — *médaille de bronze* (II, 249).

**Haute-Loire.**

Atelier de lingerie des sourdes-et-muettes, au Puy, dirigé par les sœurs de la Présentation de Saint-Andréol; — *médaille de bronze* (II, 335).

Orphelinat du Puy; — *médaille d'argent* (I, 293).

**Haute-Marne.**

Orphelinat de filles de Villegusien (M. l'abbé Molard, directeur-fondateur de l'); — *médaille de bronze* (IX, 249).

Patronage de Chaumont; — *mention honorable* (I, 249).

**Haut-Rhin.**

Ecole israélite de Mulhouse, dirigée par M. Gimpel (I, 287).

Orphelinat de Cernay; — *médaille de bronze* (II, 334).

Orphelinat de Colmar, fondé par les dames Glaubetz; — *mention honorable* (I, 295).

Orphelinat de Kembs; — *médaille d'argent* (I, 293).

Orphelinat de Ribeauvillé; — *médaille de bronze* (II, 334).

### Ille-et-Vilaine.

Œuvre de patronage, fondée et dirigée par l'abbé Bourdon, à Rennes; — *médaille d'argent* (I, 291).

### Indre.

Orphelinat de Déols pour les jeunes filles; — *médaille d'argent* (I, 294)  
— *Rappel de médaille d'argent* (VI, 387).

### Indre-et-Loire.

Maison d'apprentis Tonnelé (directeur, M. l'abbé Archambault), à Tours; — *médaille d'argent* (IX, 248).

Patronage de Notre-Dame-le-Riche, à Tours; — *mention honorable* (I, 294).

### Isère.

Asile Sainte-Agnès, à Grenoble (M<sup>me</sup> Saint-Remi Cuzin, religieuse, directrice de l'); — *médaille d'argent* (IV, 23).

Orphelinat de Notre-Dame-de-Vouize, à Voiron, fondé par les frères de la Sainte-Famille; — *médaille de bronze* (XI, 429).

### Loire.

Patronage fondé à Saint-Étienne par M. l'abbé Monnier (II, 331).

### Loire-Inférieure.

Colonie agricole de Notre-Dame de Bethléem, près Nantes (M. l'abbé Bauduz, directeur de la); — *médaille d'argent* (IX, 250).

— (Sœur Marie supérieure des religieuses de la); — *médaille de bronze* (IX, 250).

Œuvre de Notre-Dame-de-Toute-Joie, dirigée par M. l'abbé Peigné à Nantes; — *médaille d'argent* (I, 290).

Orphelinat agricole de la Ducheraie, commune de Cambon (M. l'abbé Dabin, fondateur et directeur de l'); — *médaille de bronze* (XI, 429).

Société de protection des apprentis à Nantes, sous la direction de la Société industrielle; — *médaille d'argent* (I, 290).

### Loiret.

Œuvre des apprentis d'Orléans; — *médaille d'argent* (I, 290).

Orphelinat protestant d'Orléans; — *mention honorable* (I, 295).

Ouvroir interne du cloître Saint-Aignan à Orléans, dirigé par les Filles de la Croix; — *médaille de bronze* (II, 335).

Patronage des apprentis à Orléans (frère Nicolin, directeur du); — *médaille de bronze* (IX, 250).

### Maine-et-Loire.

Orphelinat municipal professionnel pour les garçons de la ville d'Angers; — *médaille d'argent* (XI, 430).

Patronage de Notre-Dame-des-Champs à Angers (I, 288).

### Marne.

Patronage fondé par la Société industrielle de la ville de Reims; — *mention honorable* (I, 295).

### Meurthe-et-Moselle.

Maison d'apprentis de la ville de Nancy; — *mention spéciale de reconnaissance* (IX, 250).

Maison des apprentis de Nancy (M. Alexandre Wehrle, vice-président de la); — *médaille d'argent* (IX, 251).

Œuvre des apprentis de la ville de Nancy (I, 286).

Patronage de la Société de prévoyance et de secours mutuels de Lunéville, dirigé par M. Cobus (I, 293).

Patronage des apprentis et apprenties de Nancy (M. Boulard, président); — *médaille d'argent* (IX, 250).

Patronage des jeunes ouvriers et apprentis de la ville de Metz (directeur : M. l'abbé Risse); — *médaille d'argent* (VII, 389).

Patronage des jeunes ouvriers et apprentis de la ville de Metz; — *mention honorable* (I, 295).

### Meuse.

Œuvre d'apprentis à Bar-le-Duc (M. Aug. Mathieu, directeur d'une); — *médaillon de bronze* (IX, 251).

Œuvre d'apprentissage, fondée par M. l'abbé Aubry à Futeau (I, 288).

### Morbihan.

Œuvre de patronage des écoliers et jeunes apprentis de l'Orient (M. Grouhel, négociant à Lorient, collaborateur de l'); — *médaillon de bronze* (IX, 251).

Patronage d'écoliers et de jeunes apprentis (M. l'abbé Charil de Ruillé, curé de Saint-Louis, à Lorient); — *médaillon d'argent* (IX, 251).

### Nièvre.

Patronage d'enfants et jeunes ouvriers à Fourchambault (directeur M. l'abbé Comoy); — *médaillon d'argent* (VII, 388).

### Nord.

Congrégation des Filles de l'Enfant Jésus à Lille; — *médaillon d'argent* (I, 294).

Œuvre de la Jeunesse, rue de la Monnaie, à Lille; — *médaillon d'argent* (I, 291).

Patronage de jeunes filles, dirigé par les dames de la Providence, à Douai (IX, 251).

Patronage de jeunes filles, dirigé par les dames de Saint-Vincent de Paul, à Douai; — *médaillon d'argent* (IX, 252).

Patronage des apprentis et jeunes ouvriers de la ville de Douai; — *médaillon d'argent* (IX, 252).

### Oise.

Orphelinat du Ménil-Saint-Firmin, dirigé par les sœurs de Saint-Joseph de Cluny; — *médaillon de bronze* (II, 335).

### Orne.

Œuvre pour le placement en apprentissage des jeunes garçons indigents de la ville d'Alençon; — *médaillon d'argent* (I, 291).

Patronage pour les jeunes filles, fondé à Flers (Orne), par l'abbé Foucault; — *médaillon d'argent* (I, 294).

### Pas-de-Calais.

Patronage d'apprentis (Maison de l'Immaculée Conception), fondée à Arras, par le P. Halluin (I, 288); — *mention spéciale de reconnaissance* (VII, 388).

Patronage d'apprentis, fondé et dirigé par M. Flour, à Boulogne-sur-Mer; — *médaillon d'argent* (I, 292).

### Rhône.

École gratuite du dimanche (M. Trévoux, fondateur de l'), à Lyon; — *médaillon d'argent* (XI, 430).

Maison de Notre-Dame-du-Bon-Conseil, à Lyon (M. Camille Recordon, président de la); — *médaillon d'argent* (XI, 430).

Œuvre des apprentis de la ville de Lyon (I, 288).

Œuvre de la providence Saint-Bruno, à Lyon, dirigée par les sœurs de Saint-Joseph, aux Chartreux; — *médaillon de bronze* (II, 335).

Œuvre des dames lyonnaises dites tutrices, à Lyon (M<sup>lle</sup> Masson, directrice de l'); — *médaillon d'argent* (IV, 21).

Œuvre des Zélatrices (M<sup>me</sup> la supérieure de l'), à Lyon; — *médaillon d'argent* (IV, 21).

Orphelinat, rue d'Auvergne, à Lyon, fondé par M<sup>lle</sup> Paula Gagny; — *médaillon d'argent* (XI, 430).

Société de patronage des jeunes gens de l'Eglise réformée, à Lyon; — *médaillon d'argent* (I, 292).

### Sarthe.

Communauté de Ruillé-sur-Loir (M<sup>me</sup> la sœur supérieure de); — *médaillon d'argent* (VII, 387).

### Seine.

Asile et apprentissage de jeunes gens infirmes, dirigé par les frères Saint-Jean-de-Dieu; — *médaillon d'argent* (I, 289).



- Association des fabricants et artisans pour le patronage des enfants des deux sexes; — *médaille d'argent* (I, 294).
- Cercle des jeunes ouvriers à Paris (I, 289).
- Cercle des maçons et tailleurs de pierre (directeur : le R. P. Montazeau, à Paris); — *médaille d'argent* (VII, 387).
- Cercle et asile pour les jeunes ouvrières employées dans le commerce (fondatrice: M<sup>me</sup> Eug. Roche, en religion sœur Saint-Augustin, de l'ordre des Sœurs de charité de la Présentation de la Vierge); — *médaille d'argent* (XI, 431).
- Comité de patronage de l'Eglise réformée de Paris (M. Roland, agent, rue de l'Oratoire-Saint-Honoré, 4); — *médaille d'argent* (VII, 387).
- Comité de patronage des apprentis et des jeunes ouvriers de l'Eglise évangélique de la Confession d'Augsbourg; — *médaille d'argent* (VII, 387).
- Ecole professionnelle pratique de jeunes filles (directrice : M<sup>me</sup> Carot née Chuard), à Paris; — *médaille d'argent* (IX, 252).
- Etablissement à Saint-Denis, fondé par M<sup>lle</sup> Génin; — *médaille de vermeil* (XI, 430).
- Maison d'apprentissage des jeunes garçons de la Confession d'Augsbourg (M. Lucien Coutehier, directeur de la); — *médaille de bronze* (IX, 252).
- Œuvre de jeunes apprenties, dirigée par la sœur Magniol, à la Chapelle; — *médaille d'argent* (I, 290).
- Œuvre de jeunes ouvrières, fondée par M<sup>lle</sup> Léocadie, à Paris; — *médaille d'argent* (I, 292).
- Œuvre de jeunes ouvrières, fondée par M<sup>lle</sup> Payen, à Grenelle; — *médaille d'argent* (I, 290).
- Œuvre de Saint-Nicolas, à Paris (rue de Vaugirard, n° 92) (I, 292); — *médaille de vermeil* (IX, 253).
- Œuvre des petits ramoneurs et fumistes (directeur : P. Plainemaison, rue Lhomond, 48); — *médaille de bronze* (II, 334).
- Œuvre des sourdes-muettes de Bourla-Reine, dirigée par les sœurs de Notre-Dame-du-Calvaire; — *médaille de bronze* (II, 335).
- Œuvre du patronage de la Confession d'Augsbourg (I, 286).
- Œuvre du patronage de la Société de Saint-Vincent-de-Paul de Paris (I, 286).
- Œuvre du patronage des jeunes ouvrières et apprenties sous la direction de M<sup>me</sup> la baronne de La Doucette (I, 285).
- Œuvre générale des Ecoles professionnelles catholiques, à Paris; — *médaille d'argent* (IX, 252).
- Orphelinat de jeunes filles à Paris, rue des Billettes, 16; — *mention honorable* (I, 295). — (M<sup>me</sup> la supérieure de l'); — *mention honorable*.
- Orphelinat de jeunes filles à Plaisance, dirigé par le pasteur Paumier; — *médaille d'argent* (I, 290); — *Rappel de médaille d'argent* (VII, 388).
- Orphelinat de Notre-Dame Préservatrice, directeur le P. Besserat, rue Lhomond, à Paris; — *médaille d'argent* (IX, 253).
- Orphelinat des Saint-Anges, à Paris (I, 289).
- Ouvroir de l'Ecole d'apprentissage de couture (M<sup>me</sup> la sœur Paul, née Letrosne, directrice de l'), rue des Boulangers, 49; — *médaille de bronze* (VII, 388).
- Ouvroir interne de la paroisse Saint-Ambroise, fondé par M. l'abbé Langénieux; — *médaille d'argent* (IV, 25).
- Ouvroir interne des orphelines de Saint-Denis (directrice: M<sup>me</sup> Prampain, en religion sœur Gabriel de la charité de Saint-Vincent-de-Paul); — *médaille d'argent* (XI, 431).
- Ouvroir Sainte-Geneviève (M<sup>me</sup> la sœur Vincent, directrice de l'), rue Boutebrie, à Paris; — *mention honorable* (IX, 254).

Patronage d'apprentis et de jeunes ouvriers, fondé sous le nom de Saint-Jean, à Paris, par M. le comte de Lambel; — *médaillon d'argent* (I, 293).

Patronage de la paroisse des Blancs-Manteaux (M. l'abbé Chanteaux, directeur); — *médaillon d'argent* (IV, 23).

Patronage de la Providence Sainte-Marie (I, 286).

Patronage de l'Eglise réformée (I, 287).

Patronage de Notre-Dame-de-Nazareth (directeur M. l'abbé Lantiez); — *médaillon d'argent* (VII, 388). — M. Vasseur, directeur; — *médaillon d'argent* (IX, 254).

Patronage des apprentis et ouvriers israélites à Paris; — *médaillon d'argent* (IX, 254).

Patronage des frères de la Doctrine chrétienne (I, 284).

Patronage dit d'Intérieur de Nazareth, à Paris; — *mention honorable* (I, 295).

Patronage et école, dirigés par les sœurs Saint-Charles, à Paris; — *mention honorable* (I, 294).

Patronage Saint-Charles (M. Victor Mesny, professeur); — *médaillon de bronze* (IX, 252).

Pension d'apprentis, rue Folie-Méricourt, n° 4, fondée par M. l'abbé Chevojon; — *médaillon d'argent* (IV, 26).

Pension d'apprentis, à Auteuil, dirigée par l'abbé Rousselle; — *médaillon d'argent* (IV, 26).

Pension israélite d'apprentis, à Paris (II, 334).

Pensionnat de jeunes filles de l'Eglise réformée à Paris, rue de Reuilly, 97; — *médaillon d'argent* (I, 294).

Société de patronage des jeunes filles israélites, à Paris; — *médaillon d'argent* (I, 293).

Société d'apprentissage de jeunes orphelins, rue d'Anjou, au Marais, à Paris; — *médaillon d'argent* (IX, 253).

Société des amis de l'Enfance (I, 287).

Société de secours mutuels du IX<sup>e</sup> arrondissement de Paris, pour la protection des apprentis; — *médaillon d'argent* (I, 294).

Société pour l'enseignement professionnel des femmes, à Paris; — *médaillon d'argent* (IX, 253).

Société protestante des écoles du dimanche (I, 287).

### Seine-et-Oise

Asile maternel de Versailles, dirigé par M<sup>lle</sup> Portz; — *médaillon d'argent* (I, 293).

Orphelinat de jeunes garçons de Saint-Germain-en-Laye, dirigé par les Frères de la Doctrine chrétienne; — *médaillon d'argent* (I, 291).

Orphelinat de l'Assomption à Elancourt, fondé et dirigé par l'abbé Méquignon; — *médaillon d'argent* (I, 294).

Orphelinat de Luzarches, fondé par M. l'abbé Soret; — *médaillon d'argent* (I, 292).

Orphelinat de Pont-à-Mousson, dirigé par les sœurs de la Nativité de la Vierge, de Saint-Germain-en-Laye; — *médaillon de bronze* (II, 335).

Orphelinat impérial de garçons, dirigé par le frère Photius, à Versailles (I, 287).

Patronage de la Roche-Guyon, dirigé par M. l'abbé Portier; — *mention honorable* (I, 295).

### Seine-Inférieure.

Œuvre des apprenties pour la confection de la dentelle et la couture, à Dieppe; — *médaillon d'argent* (I, 291).

Orphelinat de Crosnes, fondé par M. Esnault-Peltre, ancien négociant en dentelles; — *médaillon d'argent* (VII, 289).

### Somme.

Patronage des jeunes ouvriers, dirigé par M. Caille, à Amiens (I, 288).

Patronage du Bourg-d'Ault, dirigé par M. Romain fils; — *mention honorable* (I, 294).

#### **Tarn.**

Orphelinat protestant de Castres; — *médaille d'argent* (I, 291).

#### **Tarn-et-Garonne.**

Établissement fondé par M. le mar-

quis de Bellisens, à Monbeton (II, 333).

#### **ÉTRANGER**

Œuvre de la Cure d'été et des vacances en Suisse, fondée par M<sup>re</sup> Engel-Dollfus; — *médaille d'argent* (IV, 22).

## **II. — INSTITUTIONS MANUFACTURIÈRES**

INDUSTRIELS QUI SE SIGNALENT PAR LEUR SOLLICITUDE  
POUR LE BIEN-ÊTRE MATÉRIEL ET MORAL  
DE LEURS APPRENTIS ET JEUNES OUVRIERS

1<sup>re</sup> Catégorie : — *comprenant les Manufacturiers et Industriels ayant créé dans leurs établissements des institutions en vue de faciliter l'apprentissage, d'assurer la santé et l'instruction tant générale que spéciale ou professionnelle, aussi bien que la moralité et l'avenir des apprentis et jeunes ouvriers.*

#### **Ain.**

Bonnet et C<sup>ie</sup> (MM.), filateurs et tisseurs de soie, à Jujurieux; — *médaille d'argent* (IX, 254).

#### **Aisne.**

Maillard (M.), fabricant de châles à Grougis; — *mention spéciale de reconnaissance* (II, 343).

Savart (M.), à Saint-Michel et à Paris; — *médaille* (I, 304).

Godin-Lemaire (M.), à Guise, fabrique d'appareils à vapeur; — *médaille* (I, 304).

#### **Allier.**

Boigues, Rambourg et C<sup>ie</sup> (MM.), à Commentry; — *médaille d'argent* (II, 338).

Société des Forges de Châtillon et de Commentry; — *médaille d'argent* (II, 338).

#### **Ardèche.**

Blanchon (M.), à Saint-Julien-Saint-Alban; — *médaille* (I, 305).

Canson (de) et Montgolfier (MM.), papeterie de Vidalon-lès-Annonay; — *médaille d'argent* (II, 336).

Chabert et C<sup>ie</sup> (MM.), filateurs de soie à Chomérac; — *médaille d'argent* (IX, 255).

Plantevin aîné (M.), moulinage de soies, à Veyrières, commune de Chirol, canton de Thuets; — *médaille d'argent* (IX, 255).

Rostaing (M. Léon), l'un des directeurs de la Papeterie de Vidalon, près Annonay; — *médaille de vermeil et mention spéciale de reconnaissance* (XI, 431).

#### **Ardennes.**

Mines de Blanzay (Compagnie des) (I, 300).

#### **Bas-Rhin.**

Stehelin (M<sup>re</sup>), à Bischwiller; — *médaille de bronze et mention honorable* (II, 339).



### Bouches-du-Rhône.

Messageries nationales (transports maritimes). Établissement de la Ciotat (I, 301).

### Calvados.

Duchesne-Fournet (M. Paul), filature de lin et tissage, à Lisieux; — *médaille de bronze* (II, 340); — *médaille d'argent* (IX, 255).

### Charente.

Laroche-Joubert (M.), directeur de la Papeterie coopérative d'Angoulême; — *médaille d'argent* (IX, 255); — *rappel de médaille d'argent* (XI, 432).

### Drôme.

Lacroix (M.), filateur et moulineur de soie, à Montboucher; — *médaille de bronze* (II, 340).

### Eure.

Hamelin (M. A.) fils, fabricant de soie à coudre, aux Andelys; — *rappel de médaille d'argent* (VII, 389).

### Gard.

Compagnie des mines de la Grand Combe (I, 300).

Jouguet (M.), directeur des usines de Bessèges et Tamaris; — *médaille d'argent* (XI, 432).

Maison protestante des sourds-muets de Saint-Hippolyte-du-Fort; — *médaille d'argent* (IV, 25).

### Gironde.

Vieillard (MM. A. et Ch.), fabricants de porcelaines et poteries, à Bordeaux; — *médaille d'argent* (VII, 390).

### Haute-Garonne.

Bonnet frères (MM.), fondeurs, ingénieurs-mécaniciens au Grand-Rond, à Toulouse; — *médaille d'argent* (XI, 432).

### Haute-Loire.

Colcombet et C<sup>ie</sup> (MM.), à la Seauve (I, 301).

Sarda (M.), à Saint-Didier-la-Seauve; — *médaille* (I, 303).

### Haute-Vienne.

Vignerie (M.), directeur de papeterie, à Saint-Julien; — *médaille d'argent* (IX, 255).

### Haut-Rhin.

Association pour prévenir les accidents de machines, de Mulhouse; — *mention spéciale de reconnaissance* (VII, 393).

Gros et C<sup>ie</sup> (MM.), à Wesserling (I, 300).

Hartmann, Schmalzer et C<sup>ie</sup> (MM.), filature de laine à Malmerspach; — *médaille d'argent* (II, 336).

Kœchlin-Dollfus et C<sup>ie</sup> (MM.), à Mulhouse; — *médaille d'argent* (II, 337).

Siegfried (M. Jules), à Mulhouse; — *mention spéciale de reconnaissance* (II, 343).

Société contre les accidents de fabrique à Mulhouse; — *médaille* (I, 307).

Trapp (M.), manufacturier, à Mulhouse (I, 306).

### Hérault.

Maistre (M.), filateur à Villeneuve près Clermont; — *médaille de bronze* (IX, 256).

### Ille-et-Vilaine.

Guy (M. Joachim), fondeur à Rennes; — *médaille d'argent* (XI, 432).

Oberthur et fils (MM.), imprimeurs à Rennes; — *médaille d'argent* (VII, 390); — *médaille de vermeil et mention spéciale de reconnaissance* (XI, 432).

### Indre.

Alamagny (M.), à Saint-Chamond; — *médaille d'argent* (IV, 29).

Balsan et fils (MM.), fabricants de draps à Châteauroux; — *médaille d'argent* (XI, 433).

### Indre-et-Loire.

Durand (M. Albert), à Tours; — *médaille* (I, 303).

Mame et fils (MM.), imprimeurs à Tours; — *rappel de médaille d'argent* (IX, 256).

### Isère.

Durand (M. Eugène) à Vizill (I, 301).

### Loire.

Colcombet (M. Victor), fabricant de rubans, à Saint-Etienne; — *médaille de vermeil* (IX, 256).

Vignat (M. Claudius), à Bourg-Argental; — *médaille de bronze* (II, 340).

Alamagny (M.), à Saint-Chamond; — *médaille d'argent* (IV, 29).

### Loire-Inférieure.

Lediberder (M.), manufacture impériale des Tabacs de Nantes; — *médaille d'argent* (II, 338).

### Loiret.

Bapterosses (M. F.), fabricant de boutons et perles, à Briare; — *médaille d'argent* (VII, 390).

### Maine-et-Loire.

Joubert-Bonnaire frères (MM.), filateurs de chanvre, à Angers; — *médaille d'argent* (IX, 256). — *Rappel de médaille d'argent* (XI, 433).

Max Richard, L. Caillaux et Segris (MM.), filateurs de chanvre, à Angers; — *médaille d'argent* (XI, 462).

Oriolle fils et Rochard (MM.), filateurs de laine, à Angers; — *médaille d'argent* (IX, 257).

### Marne.

Harmel (M.), filature et tissage de laines (I, 302).

### Mayenne.

Denis (M. Gustave), manufacturier à Fontaine-Daniel, près Mayenne; — *médaille d'argent* (XI, 433).

### Meurthe-et-Moselle.

Cristerie (la) de Baccarat, à Baccarat (I, 299); — *Mention spéciale de reconnaissance* (VII, 390).

Karscher et Westermann (MM.), mines et usines d'Ars-sur-Moselle; — *médaille d'argent* (II, 338).

### Nord.

Chartier (M. Alain), maître de verrerie, à Douai; — *médaille de bronze* (II, 257).

Scrive (MM. Jules) et fils, tisseurs de lin, à Marquette (I, 306).

Seydoux (M. Auguste), filature et tissage de laines, au Cateau; — *médaille d'argent* (II, 335).

Thiriez (MM.) père et fils, filateurs de coton à Lille; — *médaille de vermeil* (IX, 257).

### Oise.

Dupont (M. Philippe-Alphonse), fabricant de brosse et conseiller général à Beauvais; — *médaille d'argent* (XI, 433).

Latour et C<sup>ie</sup> (MM.), fabrique de chaussures; directeur: M. Parzudaki, à Liancourt, près Clermont; — *médaille d'argent* (IX, 257).

Lebeuf, Millet et C<sup>ie</sup> (MM.); — *médaille* (I, 307).

Mercier (M. Auguste), directeur de la filature et tissage mécanique d'Ourscamps; — *médaille d'argent* (XI, 433).

Société anonyme des forges et fonderies de Montataire, à Montataire (siège social à Paris, rue Béranger, 21); — *médaille d'argent* (IX, 257).

### Orne.

Boissière (M.), au Gast-Tanville (I, 303).

Tailfer (M. Jules), fabricant de toiles, à Vimoutiers; — *médaille d'argent* (XI, 434).

### Pas-de-Calais.

Fourment (M. le baron de), filature de laines de Boubers-sur-Canche et de Cercamp-les-Frévent; — *médaille d'argent* (II, 337).

### Rhône.

Gillet et fils (MM.), teinturiers en soie à Lyon, quai de Serin; — *mention honorable* (I, 307). — *Mention honorable* (IV, 29); — *médaille d'argent* (VII, 391).

Martin (MM. J. B. et Pétrus), à Lyon et Tarare (I, 301).

### Saône-et-Loire.

Creusot (Le) (I, 300).

**Savoie.**

Champenois (M.), fabricant de tissus de soie, à Cognin, près Chambéry; — *médaille d'argent* (IX, 258).

**Seine.**

Boullanger (M.), fabricant de porcelaine à Choisy-le-Roi; — *médaille de bronze* (II, 340).

Cartier-Bresson (M.), filature de coton à Pantin, route de Flandre; — *médaille* (I, 308); — *médaille d'argent* à l'œuvre du (IV, 25); — *mention spéciale de reconnaissance* (VII, 391).

Chaix et C<sup>ie</sup> (MM. A.), imprimeurs à Paris; — *médaille d'argent* (I, 304); — *médaille d'honneur* (VII, 409).

Chardin (M. Ern.), fabricant de soie à coudre, à Paris, rue aux Ours, 40, et usine à Persan (Seine-et-Oise); — *médaille d'argent* (I, 303); — *rappel de médaille d'argent* (VII, 393).

Claye et C<sup>ie</sup> (MM.), imprimeurs à Paris, rue Saint-Benoît; — *médaille d'argent* (IV, 28); — *rappel de médaille d'argent* (VII, 391).

Dupont (M. Paul), imprimeur à Paris (I, 305).

Ettlinger (M. Alb.), vice-président de la chambre de la tabletterie, à Paris, rue du Temple, 103; — *médaille de bronze* (VII, 391).

Favier (M.), fabricant de fleurs, rue des Jeûneurs, 27, à Paris; — *médaille d'argent* (IX, 258).

Gévelot (M.), député à l'Assemblée nationale, fabricant de munitions de guerre et de chasse, à Issy, rue de Meudon, 40, et à Paris, rue Notre-Dame-des-Victoires, 30; — *médaille d'argent* (VII, 391).

Godechaux et C<sup>ie</sup> (MM. Aug.), imprimeurs, rue de la Douane, 10, à Paris; — *mention honorable* (IX, 258).

Goffinon et Barbas (MM.), entrepreneurs de couverture et plomberie, boulevard de Strasbourg, 85, à Paris; — *mention honorable* (IX, 258).

Groult (M. C.), fabricant de pâtes alimentaires, à Paris, rue Sainte-Apolline, 12, et à Vitry-sur-Seine; — *médaille d'argent* (I, 304); — *rappel de médaille d'argent* (VII, 392).

Hamelin (M.), à Paris (I, 301).

Hayem (M. Julien), de la maison Hayem aîné, fabricant de cols-cravates (manufacture du Phénix) à Paris, boulevard Voltaire, 145; — *médaille d'argent* (VII, 392).

Jolifié (M. et M<sup>me</sup>), fabricants de broderies, rue des Fontaines-du-Temple, 13; — *médaille d'argent* (XI, 434).

Leclair (M.), entreprise de peinture, dirigée par M. A. Desfourneaux; — *médaille* (I, 304).

Lekime van den Orst (M<sup>me</sup>), rue de Charenton, à Paris; — *médaille d'argent* (IV, 26).

Lemaire (M.), fabricant de lorgnettes, à Paris (I, 304).

Monnin frères (MM.), verriers, à Paris; — *médaille d'argent* (IV, 28).

Mourceau (M.), fabricant de tissus d'ameublement à Paris; — *médaille* (I, 307); — *rappel de médaille d'argent* (VII, 392).

Muller (M. Emile), professeur à l'Ecole centrale des arts et manufactures, architecte de la cité ouvrière de Mulhouse, fabricant de tuiles et poteries, à Ivry; — *médaille d'argent* (II, 337).

Najean (M.), à Saint-Denis, Seine; — *médaille d'argent* (IV, 29).

Œuvre des enfants du Papier peint, à Paris (I, 305).

Paris (M. Emile), verrerie, au Bourget; — *médaille* (IV, 28); — *rappel de médaille d'argent* (VII, 392).

Petit (M. Charles), fabricant de fleurs à Paris, rue Neuve-des-Capucines, 9; — *mention spéciale de reconnaissance* (VII, 392).

Piver (M. Alph.), parfumeur, à Paris, boulevard de Strasbourg, 10; — *mention spéciale de reconnaissance* (I, 311); — *rappel de mention spéciale de reconnaissance* (VII, 393).



Sajou (M.), maison de tapisserie, à Paris (I, 305).

Société pour l'assistance paternelle des enfants employés dans la fabrique de Fleurs et plumes (I, 306).

Société pour l'assistance paternelle des enfants de l'Ebénisterie; — *médaille* (I, 306).

Turney (M. Robert), 36, boulevard Sébastopol, à Paris; — *médaille d'argent* (IX, 258).

Vaquèrel (M.), fabricant de papiers de fantaisie, à Paris; — *médaille de bronze* (II, 340); *mention honorable* (IV, 29).

#### Seine-et-Oise.

Chardin (M.), à Persan; — *médaille* (I, 303).

#### Seine-Inférieure.

Badin (M. A.), filateur de lin et coton, à Barentin; — *médaille d'argent* (IX, 258).

Fauquet-Lemaître fils (M.), filateur de coton, à Bolbec; — *médaille d'argent* (IV, 29); *médaille de vermeil et mention spéciale de reconnaissance* (XI, 434).

Lucas (M. Étienne-César), administrateur gérant de la Société cotonnière de Saint-Etienne de Rouvray; — *médaille d'argent* (XI, 434).

#### Tarn.

Sévin (M.), ingénieur-directeur de la Société anonyme des mines de Carmaux; — *médaille d'argent* (XI, 435).

Vissac (M.), directeur de la Société anonyme des aciéries du Saut-du-Tarn, près Albi; — *médaille d'argent* (IX, 259).

#### Vaucluse.

Favier, directeur et propriétaire de la papeterie de Grommel, à Vindennes; — *médaille d'argent* (IX, 259).

#### Vosges.

Canton de Schirmeck (M. le Maire du); — *médaille* (I, 306).

Legrand et Fallot (MM.), fabrique de rubans de coton, du Ban-de-la-Rochette; — *médaille d'argent* (II, 337).

#### ÉTRANGER.

##### Alsace.

Boucard (M.), manufacturier à Guebwiller; — *médaille* (I, 303).

Steinheill (M.), à Rothau; — *médaille* (I, 305).

##### Bade (Grand-Duché de).

Metz (M.), fabrique de soie à coudre, à Fribourg-en-Brisgau; — *mention spéciale de reconnaissance* (II, 342).

##### Écosse.

Smieton (MM. James) et fils, fabrique de toiles à Carnoustie; — *mention spéciale de reconnaissance* (II, 342).

##### États-Unis.

Williams Chapin (M.), filature et fabrique de tissus du Pacifique Mills, à Lawrence; — *mention spéciale de reconnaissance* (II, 342).

##### Prusse.

Schoeller, Mœvissen et Buckler (MM.), manufacture de lin à Durin; — *mention spéciale de reconnaissance* (II, 342).

##### Suisse.

Richter Linder (M.), dévidage à Schoren près Bâle; — *mention spéciale de reconnaissance* (II, 342).

2<sup>e</sup> Catégorie : — *comprenant les Industriels qui, sans avoir créé d'institutions ou organisé dans leurs ateliers des moyens permanents d'instruction générale ou spéciale, se sont fait remarquer par une sollicitude personnelle et attentive à l'égard des apprentis ou jeunes ouvriers.*

**Ardèche.**

Blachier (M.) (Francisque), tissage de la soie, à Annonay; —  *médaille de bronze* (II, 339).

**Bas-Rhin.**

Kolb (M.), fabricant de machines agricoles, à Strasbourg; —  *médaille* (I, 308).

**Côte-d'Or.**

M. l'abbé Rey; à la colonie de Cîteaux —  *médaille d'argent* (IV, 27).

Montgolfier (M.), papeterie de Fontenay, près Semur; —  *médaille de bronze* (II, 340).

Robin (M<sup>me</sup> V<sup>e</sup> A.), filature de laine, à Dijon; —  *médaille d'argent* (VII, 394).

**Drôme.**

Latune frères (MM.), papeterie de Mirabel et Blacons, près Crest; —  *médaille de bronze* (II, 340).

**Eure.**

Daliphard (M.), manufacturier à Rade-pont; —  *médaille* (I, 308).

Jolliot (M.), contremaître à Rade-pont; —  *médaille* (I, 308).

Vuilliamy frères (M.), filature de laine à Nonencourt; —  *médaille de bronze* (II, 340).

**Hautes-Alpes.**

Chancel (M.), peignerie de déchets de soie, à Sainte-Catherine; —  *médaille de bronze* (II, 339).

**Haute-Vienne.**

Sazerat (M. L.), fabricant de porcelaine à Limoges; —  *médaille d'argent* (IX, 259).

Sœurs de Marie-Joseph au Dorat; —  *médaille de bronze* (II, 341).

**Haut-Rhin.**

Jean Dollfus (M.), manufacturier à Mulhouse; —  *médaille* (I, 308).

Hartmann et fils (MM.) à Munster, filature et tissage du coton; —  *médaille d'argent* (II, 337).

Japy frères et C<sup>ie</sup> (MM.) à Beaucourt; —  *médaille d'argent* (II, 338).

Zuber et Rieder (MM.), fabrique de papier, à l'île Napoléon, près Rixheim; —  *médaille d'argent* (II, 336).

**Ille-et-Vilaine.**

Sacher-Delannay (M<sup>me</sup>), fabrique de papiers peints de M<sup>me</sup> Hermant, à Rennes; —  *médaille de bronze* (VII, 394); —  *rappel de médaille de bronze* (XI, 435).

**Indre.**

Lebrasseur et Faynot (M<sup>me</sup>), maison de lingerie et couture, à Châteauroux; —  *mention honorable* (VII, 394).

Valadon (M<sup>lle</sup> A.), couturière, à Châteauroux; —  *mention honorable* (VII, 394); —  *médaille de bronze* (XI, 435).

**Indre-et-Loire**

Demetz (M.), directeur de la colonie pénitentiaire, à Mettray; —  *médaille d'argent* (IV, 27).

**Isère.**

Auger (M.), fabricant de soieries à Boussieu, près Bourgeois; —  *médaille de bronze* (II, 339).

Malescourt (M<sup>lle</sup>), à Saint-Jean de Bournay; —  *mention honorable* (IV, 30).

Montessuy et Chomer (MM.), dévidage de la soie, à Renage et à Vienne; —  *médaille de bronze* (II, 339).

**Jura.**

Clevénod (M.), maître de forges à Bourg-de-Sirod; — *médaille* (I, 308).

Guillaume (M.), maître de forges à Pont-du-Navoy; — *médaille* (I, 308).

**Loire-Inférieure.**

Buisson (M.), directeur de la manufacture des tabacs à Nantes; — *médaille de bronze* (IX, 260).

Brissonneau frères (MM.), constructeurs-mécaniciens à Nantes; — *médaille d'argent* (IX, 260).

**Maine-et-Loire.**

Religieuses du Bon Pasteur, à Angers (MM<sup>mes</sup> les); — *médaille de bronze* (II, 341).

**Manche.**

Brehier (M.), filateur de laine, à Saint-Brice de Landelle; — *médaille d'argent* (IX, 260).

**Meurthe-et-Moselle.**

Cristalleries de Saint-Louis (Compagnie des); — *médaille d'argent* (II, 337).

Religieuses du Saint-Cœur-de-Marie (M<sup>mes</sup> les), à Nancy; — *médaille de bronze* (II, 341).

**Nièvre.**

Sœurs de charité et instruction chrétienne, à Nevers; — *médaille de bronze* (II, 341).

**Nord.**

Dansette Joseph (M.), filateur à Marquette-Bareuil; — *médaille* (I, 308).

Messenger, contremaître à Caudry; — *médaille* (I, 308).

L'abbé Sockel (M.), directeur de l'œuvre des apprentis du collège libre de Nancy; — *médaille d'argent* (IV, 24).

Thirier frères (MM.), à Esquermes, Lille; — *médaille* (I, 308).

Toffin (M.), à Caudry; — *médaille* (I, 308).

**Oise.**

Dupont et Deschamps (MM.), manufacture de tabletterie, à Beauvais; — *médaille d'argent* (II, 338).

**Rhône.**

Teste (M.), fabricant d'aiguilles à Lyon; — *médaille* (I, 308).

**Saône-et-Loire.**

Andelle (M.), verrier à Epinac; — *médaille* (I, 308).

**Seine.**

Chertonne (M. et M<sup>me</sup>), polisseurs de mouvements de montres, à Paris; — *mention honorable* (I, 308).

Cohadon (M<sup>me</sup>), atelier de brunissage, rue Charlot, 33; — *mention honorable* (I, 308); — *médaille de bronze* (VII, 394).

Defourneaux et C<sup>ie</sup> (MM. A.), ancienne maison Leclaire, peinture; — *médaille d'argent* (VII, 395).

Delaporte (M<sup>lle</sup>), fabrique de fleurs artificielles, à Paris; — *médaille de bronze* (VII, 395).

Delhaie (M<sup>me</sup>), fabricante de fleurs aux Prés-Saint-Gervais; — *médaille de bronze* (XI, 435).

Delvincourt (M.), verrier, à Paris; — *mention honorable* (I, 308).

Dubosq (M<sup>me</sup>), fabrique de fleurs artificielles, à Paris; — *médaille de bronze* (VII, 395).

Galmiche (M.), mécanicien, 9, rue de la Perle; — *mention honorable* (XI, 436).

Gillon (M<sup>mo</sup>); — *mention honorable* (IV, 29).

Gonelle (M.), dessinateur, à Paris; — *médaille* (I, 308).

Haffner, à Paris; — *médaille d'argent* (IV, 29).

Hayem (M. Armand), de la maison S. Hayem aîné, à Paris; — *mention honorable* (I, 308).

Henry et C<sup>ie</sup> (MM.), fabricants de cartonage de luxe, à Paris; — *médaille de bronze* (VII, 395).

Keyder (M<sup>lle</sup>), institutrice de charité, à Paris; — *mention honorable* (IV, 30).

Lemoine-Montigny (M.), directeur du Gymnase, enfants adoptés par la Société des artistes dramatiques; — *médaille d'argent* (IV, 29).



Lequien (M.), surveillant général à l'École Turgot; — *mention honorable* (IV, 30).

Lung frères (MM.), à Paris; — *médaille d'argent* (IV, 29).

Marchand (M.), verrier, à Saint-Ouen; — *mention honorable* (I, 308).

Midocq et Guillard (MM.), fabricants de trousse de voyage, à Paris; — *mention honorable* (I, 308).

Monot (M.), cristallerie à Pantin; — *médaille* (I, 308).

Montandon (M.), fabricant à Paris; — *médaille* (I, 308).

Mourceau (M<sup>me</sup>); — *mention honorable* (IV, 29).

Paris (M.), verrier, à Paris; — *mention honorable* (I, 308).

Piat (M.), fondeur à Paris; — *médaille d'argent* (VII, 396).

Pleyel, Wolf et C<sup>ie</sup> (MM.), manufacture de pianos à Paris; — *médaille d'argent* (II, 338).

Talbert (MM.), fondateur de l'Œuvre des apprentis du collège Rollin; — *médaille d'argent* (IV, 23).

Vilpelle et Gamba (MM.), graveur sur métaux, à Paris; — *mention honorable* (I, 308).

Wickam (M. Georges), président de la chambre syndicale des instruments et appareils de l'art médical; — *médaille de bronze* (XI, 436).

Bardin (M.), filateur de Rouen; — *médaille d'argent* (IV, 29).

#### Seine-et-Oise.

India Rubber Company (The), fabrique de caoutchouc; — *médaille de bronze* (IX, 260).

#### Seine-Inférieure.

Fromage (M.), fabricant de tissus en caoutchouc, à Rouen; — *médaille d'argent* (IV, 29).

Oviève (M.), directeur de la manu-

facture de MM. Fromage à Rouen; *Rappel de médaille d'argent* (XI, 462).

#### Vaucluse.

Gros frères (MM.), imprimeurs à Avignon; — *médaille de bronze* (VII, 260).

#### Vendée.

Filles de la Sagesse à Saint-Laurent-sur-Sèvre (M<sup>mes</sup> les); — *mention honorable et médaille de bronze* (II, 41).

### ÉTRANGER

#### Alsace.

Blech (M.), manufacturier à Sainte-Marie-aux-Mines; — *médaille d'argent* (IV, 29).

Bruststein (M.), fabricant de papier à Meynard; — *médaille* (I, 308).

Diétrich (M.), manufacturier, à Liepvre; — *médaille* (I, 308).

#### Angleterre.

Akroyd (M.), filateur de laine, membre de la Chambre des Communes; — *médaille d'argent* (IV, 31).

Backer (M.), inspecteur; — *médaille* (II, 27).

Tinmins Chance (M. James), verrier à Smetwick, près Birmingham; — *médaille d'argent* (IV, 31).

#### Belgique.

Houget (M.), Société libre pour la protection des enfants; — *médaille d'argent* (IV, 32).

#### Hollande.

Suringar (M.); — *médaille d'argent* (IV, 32).

Martin Coster, à Amsterdam, taille de diamants; — *mention honorable* (IV, 32).

3<sup>e</sup> Catégorie : — *comprenant les Industriels et Patrons chez lesquels le Contrat d'apprentissage est exécuté loyalement et efficacement pour les jeunes apprentis et qui veillent avec sollicitude au bien-être de leurs jeunes ouvriers.*

#### Aude.

Mir (M. Ach.), directeur général de la manufacture de Trivalle, à Carcassonne; —  *médaille d'argent* (XI, 436).

#### Eure.

Lucas (M.), directeur des établissements de M. le marquis de Croix, à Saint-Ernest-Serquigny; —  *médaille de bronze* (II, 340).

#### Haute-Garonne.

Goudard (M.), constructeur à Toulouse; —  *médaille d'argent* (IX, 261).

#### Haut-Rhin.

Boigeol (M.), filateur à Giromagny; —  *médaille* (I, 309).

#### Hérault.

Carrière (M. Emile), filateur de soie à Ganges; —  *médaille de bronze* (XI, 436).

Vitalis (MM.) frères, filateurs de laine, à Lodeve; —  *médaille d'argent* (IX, 261).

#### Ille-et-Vilaine.

Oberthur (M.), imprimeur, à Rennes; —  *mention honorable* (I, 309).

#### Indre.

Langlois (M<sup>me</sup> Victorine, en religion sœur Saint-Léon), directrice de l'Ouvroir des sœurs de la Providence, au Blanc; —  *médaille de bronze* (XI, 436).

#### Indre-et-Loire.

Mame (MM.), imprimeurs, à Tours; —  *médaille* (I, 309).

#### Nièvre.

Bréloux (M.), mécanicien, à Nevers; —  *médaille de bronze* (IX, 261).

#### Nord.

Baillancourt (M. de), à Douai; —  *médaille* (I, 309).

#### Seine.

Alexandre (M.) fabricant d'orgues à Ivry; —  *mention honorable* (I, 309).

Balazuc (M.), cordonnier, à Paris; —  *mention honorable* (I, 309).

Blanche (M.), maire de Puteaux et imprimeur sur étoffes; —  *médaille d'argent* (XI, 436).

Boucher (M.), brossier, à Paris; —  *mention honorable* (I, 309).

Bourgade (M<sup>me</sup> V<sup>e</sup>), brodeuse, à Paris; —  *mention honorable* (I, 309).

Calard (M.), fabricant de toiles perforées, à Paris; —  *médaille* (I, 309).

Collinot (M.), à Boulogne-sur-Seine, fabrique de poteries artistiques; —  *médaille de bronze* (II, 339).

Collomb (M. E.), bijoutier à Paris; —  *médaille de bronze* (VII, 396).

Dehenne (M<sup>me</sup>), fabricante de fleurs fines, à Paris; —  *médaille de bronze* (VII, 396).

Delaplace (M<sup>me</sup>), fabricante de fleurs fines, à Paris; —  *médaille de bronze* (VII, 396).

Deroy (M.), brocheur, à Paris; —  *mention honorable* (IX, 261).

Engel (M.), relieur, à Paris; —  *médaille de bronze* (IX, 261).

Fourdinois (M.), fabricant d'ameubles, à Paris; —  *mention honorable* (I, 309).

Godefroy (M.), imprimeur sur étoffes, à Puteaux; —  *médaille d'argent* (XI, 437).

Husny-Bey (M. le major); —  *mention honorable* (IV, 32).

Kirmain (M.), tourneur, à Paris; —  *mention honorable* (I, 309).

Ladois (M.), fabricant d'instruments de géodésie, à Paris; —  *mention honorable* (I, 309).

Lasnier (M.), menuisier, à Paris; —  *mention honorable* (I, 309).

Lhermite (M.), fabricant de coffres-forts, à Paris; — *mention honorable* (I, 309).

Michel (M.), fabricant d'instruments de précision, à Paris; — *mention honorable* (I, 309).

Moreau-Degois (M<sup>me</sup>), fabricante de fleurs, à Paris; — *medaille de bronze* (VIII, 396).

Pankoucke (M.), typographe, à Paris; — *mention honorable* (I, 309).

Poupinel (M.), cartonnier, à Paris; — *mention honorable* (I, 309).

Ramard (M.), imprimeur-lithogra-

phe, à Paris; — *mention honorable* (I, 309).

Robert-Houdin fils (M.), horloger, à Paris; — *mention honorable* (I, 309).

Taborin (M.), fabricant de limes, à Paris; — *medaille* (I, 309).

Vanoni (M.), Président de la Chambre syndicale de la fumisterie, à Paris; — *medaille d'argent* (IX, 262).

Vigneau (M.), relieur, à Paris; — *mention honorable* (IX, 262).

#### Somme.

Boquet et C<sup>ie</sup> (MM.), à Ailly-sur-Somme; — *medaille* (I, 309).

4<sup>e</sup> Catégorie : — *comprenant les Personnes et Associations étrangères à l'industrie qui, par dévouement pour l'enfance et la jeunesse ouvrière, sont venues en aide aux industriels comme auxiliaires des œuvres entreprises en faveur des apprentis ou apprenties.*

#### Aisne.

Kretchemar (M. J.-B.), instituteur public, à Pont-à-Bucy; — *medaille de bronze* (XI, 437).

#### Bas-Rhin.

Kunzer (M<sup>me</sup> V<sup>e</sup>), à Bischwiller; — *medaille d'argent* (IV, 28).

#### Bouches-du-Rhône.

Sœurs de la Sainte-Famille (M<sup>mes</sup> les), attachées aux établissements de la Compagnie impériale des messageries; — *mention spéciale de reconnaissance* (I, 310).

#### Charente.

Clouzet (M. Armand), secrétaire de M. Laroche-Joubert, directeur de la Papeterie coopérative d'Angoulême; — *medaille de bronze* (XI, 437).

#### Creuse.

Drive (M. l'abbé Jean), vicaire d'Aubusson et aumônier du collège de cette ville; — *medaille d'argent* (XI, 437).

#### Eure.

Buffet (M. Désiré-Lambert), instituteur public, à Louviers; — *medaille de bronze* (XI, 437).

#### Haute-Loire.

Dames de l'instruction (les), au Puy; — *mention spéciale de reconnaissance* (II, 341).

Maurin (M<sup>me</sup> Marie), en religion sœur Elisabeth, supérieure de la maison de la Seauve; — *medaille d'argent* (XI, 438).

Sœurs de Saint-Joseph attachées à l'établissement de M. Colcombet, à la Seauve; — *mention spéciale de reconnaissance* (I, 310).

#### Ille-et-Vilaine.

Célestin (frère), directeur des écoles municipales de Rennes; — *medaille d'argent* (XI, 438).

Cabdasias (frère), sous-directeur des écoles municipales de Rennes; — *medaille de bronze* (XI, 438).

Cornélis (frère), inspecteur des écoles municipales de Rennes; — *medaille de bronze* (XI, 438).



**Indre-et-Loire.**

Sœurs du Saint-Nom-de-Jésus (M<sup>les</sup>), dans la manufacture de M. Albert Durand, à Tours; — *mention spéciale de reconnaissance* (I, 310).

**Isère.**

Héraud (M.), inspecteur des enfants assistés; — *mention spéciale de reconnaissance* (I, 311).

**Loire.**

Brochet (M<sup>me</sup> Marie), en religion sœur Louis-Ernest, directrice de l'Internat et des écoles de MM. Colcombet, à Bourg-Argental; — *médaille d'argent* (XI, 438).

Elisa (sœur), née Marie Morin, directrice des apprenties de MM. Colcombet; — *médaille de bronze* (IX, 262).

**Loir-et-Cher.**

Brocheton (M.), inspecteur des enfants assistés du département de Loir-et-Cher; — *mention spéciale de reconnaissance* (I, 311).

**Maine-et-Loire.**

Méron (M<sup>me</sup> René), en religion sœur Sainte-Rose, institutrice de l'école de MM. Joubert, Bonnaire et C<sup>ie</sup> d'Angers; — *médaille de bronze* (XI, 439).

Pion (M<sup>me</sup> Marie, en religion sœur S<sup>te</sup>-Léonie), institutrice à l'école de fabrique annexée à la filature de chanvre de MM. Max-Richard, L. Caillault et Segris, à Angers; — *médaille de bronze* (XI, 439).

Renaudier (M<sup>me</sup> Louise, en religion sœur Saint-François-Xavier), institutrice à l'école de MM. Max-Richard, L. Caillault et Segris, à Angers; — *médaille de bronze* (XI, 439).

Supérieure (M<sup>me</sup> la) et les religieuses de la Charité de la Présentation, directrice de l'Orphelinat municipal pour les garçons de la ville d'Angers; — *médaille de bronze* (XI, 439).

Vaux (M<sup>lle</sup> Ch. de), en religion sœur Saint-Léopold, directrice de l'école

de MM. Oriolle fils et Rochard, Angers; — *médaille de bronze* (IX, 262).

**Marne.**

Buirette (M<sup>lle</sup> Julia), à Suippes; — *mention honorable* (IX, 263).

Frères de la Doctrine chrétienne employés dans la manufacture de MM. Harmel, à Bazancourt; — *mention spéciale de reconnaissance* (I, 310).

Oury (M<sup>lle</sup> Léonie), à Suippes; — *mention honorable* (IX, 263).

**Mayenne.**

Beaumer (M<sup>me</sup> Marie née Colombey), institutrice à l'école de M. Denis, manufacturier à Fontaine-Daniel, — *médaille de bronze* (XI, 439).

**Meurthe-et-Moselle.**

Comité des apprentis du bureau de Bienfaisance de la ville de Nancy; — *médaille d'argent* (VII, 397).

Millot (M.), fondateur de la Société des Familles de Nancy; — *médaille d'argent* (XI, 440).

Sœurs Saint-Charles de Nancy (M<sup>mes</sup> les), à la manufacture de M. Cartier-Bresson, à Nancy; — *mention spéciale de reconnaissance* (I, 310).

**Meuse.**

Duchemin (M.), inspecteur des enfants assistés; — *mention spéciale de reconnaissance* (I, 311).

**Nord.**

Cattoir (M<sup>lle</sup> E.), institutrice aux écoles de MM. Ravinet-Grisez et Rid frères, à Dunkerque; — *médaille de bronze* (XI, 440).

Charlon (M. Emile), instituteur, à Douai; — *mention honorable* (IX, 263).

Dupont (M.), inspecteur du travail des enfants dans le département du Nord; — *mention spéciale de reconnaissance* (I, 311).

Tarranzano (M.), directeur de la filature de Baillencourt, à Douai, — *mention honorable* (IX, 263).

Villay (M.), instituteur à Hautmont ;  
— *mention spéciale de reconnaissance* (I, 311).

### Oise.

Bochant (M. Ch.-Hipp.), employé à la filature de laine de MM. Demachy et Dellièvre, à Cramoisy ; — *médaille de bronze* (XI, 440).

### Orne.

Feret (M. Alexandre), en religion frère Emile, instituteur à Flers, par Domfront ; — *médaille de bronze* (IX, 263).

### Rhône.

De Liguori (sœur Alphonse), née Gilbert, de l'ordre de Saint-Joseph, supérieure de la manufacture de M. J.-B. Martin, à Tarare ; — *médaille d'argent* (VII, 399).

Sœurs de Saint-Joseph attachées à l'établissement de M. Teste, à Lyon ; — *mention spéciale de reconnaissance* (I, 310).

### Seine.

Arnoul (M. Honoré), homme de lettres, à Paris ; — *mention spéciale de reconnaissance* (I, 310).

Bachotet (M. Etienne), directeur du groupe scolaire de Puteaux ; — *médaille de vermeil et mention spéciale de reconnaissance* (XI, 440).

Berger (M. Gustave), attaché à l'imprimerie A. Chaix et C<sup>ie</sup>, — *médaille de bronze* (III, 431.)

Canonge (M.), directeur de la *Tu-telle*, Pension d'apprentis à Paris, rue d'Albouy, 27 ; — *mention honorable* (IV, 30) ; — *médaille d'argent* (VII, 397).

Canonge (M<sup>me</sup> Constance-Camille), 27, rue Albouy ; — *médaille d'argent* (XI, 440).

Charpentier (M.), surveillant à l'École de dessin et de modelage de la Chambre de la Bijouterie ; — *médaille de bronze* (VII, 397).

Demonsant (M. J.), instituteur, à Paris ; — *mention honorable* (VII, 397).

Duploux (M. A.-J.), agent du Patronage des jeunes détenus, à Paris ; — *mention honorable* (VII, 398).

Fichot (M.), bandagiste, à Paris ; — *mention honorable* (IV, 30).

Gerdalle (Sœur Onésime), de la Congrégation de Saint-Charles, directrice de l'Ouvroir des apprenties de l'association des jeunes économes de Marie ; — *médaille de bronze* (VII, 398).

Gresser (M. Edmond), directeur du patronage Saint-Charles à Paris ; — *médaille d'argent* (VII, 398).

Laude (M. P.-L.), facteur à la direction générale des postes, à Paris ; — *mention honorable* (VII, 398).

Legentil (M. Alexandre), membre du Comité consultatif des Arts et Manufactures, à Paris ; — *mention spéciale de reconnaissance* (VII, 398).

Lepinasse (M.), à Aubervilliers ; — *mention honorable* (IV, 30).

Marais (M. Léon), instituteur à l'imprimerie Chaix, à Paris ; — *médaille de bronze* (VII, 399).

Moynier (M.), employé à la mairie du 1<sup>er</sup> arrondissement ; — *médaille d'argent* (IV, 23).

Porphyre (le frère), chargé de l'école annexée aux ateliers de MM. Oberthur et fils, imprimeurs, à Rennes ; — *médaille de bronze* (VIII, 399).

Sarcey (M. Francisque), homme de lettres, à Paris ; — *médaille d'argent* (VII, 399).

Sœurs de Saint-Vincent de Paul, manufactures de MM. Harmel, Chardon, Monot, Savard, fabricants de papiers peints, etc. ; — *mention spéciale de reconnaissance* (I, 310).

Thorel (M.), délégué cantonal, à Paris ; — *médaille d'argent* (IV, 27).

Weil (M.), directeur de la Pension israélite d'apprentis ; — *mention honorable* (IV, 30).

### Seine-et-Oise.

Le Roy de Saint-Arnaud (M. le sénateur), vice-président de l'Orphelinat du prince impérial, à Versailles ;

— *mention spéciale de reconnaissance* (I, 310).

**Seine-Inférieure.**

Dillois (M<sup>me</sup> Léopoldine, en religion sœur Sylvie), directrice des écoles, salle d'asile, crèche, annexées à l'usine de M. Badin à Barentin; — *médaille de bronze* (XI, 441).

Lambert (M. G.), chef d'institution, au Havre; — *médaille de bronze* (XI, 441).

Leroux (M<sup>me</sup> Adolphine), institutrice-adjointe à Maromme; — *mention honorable* (XI, 441).

Meunier (M<sup>me</sup> Marie-Virginie-Aline), en religion sœur Stéphanie, institutrice des œuvres diverses de la Société cotonnière de Saint-Etienne de Rouvray; — *médaille d'argent* (XI, 441).

Rainsart (M. E.-Th.), instituteur public, à Deville-lès-Rouen; — *médaille de bronze* (XI, 441).

Rousselet (M. A.), instituteur à Maromme; — *médaille de bronze* (IX, 263).

**Sèvres (Deux-).**

Mady (M. Henry), ouvrier jardinier; — *médaille de bronze* (IX, 264).

**Somme.**

Lenoir (M. François-Hilaire), instituteur public à Abbeville; — *médaille de bronze* (XI, 441).

**Tarn.**

Estelle (M.), inspecteur du travail des enfants dans les manufactures — *mention spéciale de reconnaissance* (I, 311).

Falc (M.), inspecteur des enfants assistés; — *mention spéciale de reconnaissance* (I, 311).

**ÉTRANGER**

**Alsace.**

Maréchal (M<sup>lle</sup>), institutrice, à Rothau; — *mention spéciale de reconnaissance* (I, 311).

Worms (M<sup>lle</sup>), institutrice, à Rothau; — *mention spéciale de reconnaissance* (I, 311).





# TABLE GÉNÉRALE DES MATIÈRES

## CONTENUES DANS

### LE BULLETIN

#### DE LA SOCIÉTÉ DE PROTECTION

#### DES APPRENTIS

ET ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES.

(De 1867 à 1880.)

#### A

**ABUS** du travail des enfants commis dans les départements jusqu'en 1861. — (Extraits des Mémoires des Instituteurs sur les), I, 25. — (Pétition au Sénat, mai 1864, par M. l'abbé Aubaine sur les) I, 27. — (Rapport de M. Dumas, sénateur, sur les), *ibid.* — Contre les mineurs au-dessous de 16 ans (proposition de loi sur les), VI, 342. — (Voy. *Travail des enfants.*)

**ACCIDENTS** des machines ou de fabrique (*Association*, fondée par M. Fr. Engel-Dollfus, à Mulhouse, pour prévenir les), I, 262, 307. — (Comité formé à Paris pour prévenir les), II, 284. — (Règlement de M. Chaix sur les), 285. — (Statuts de l'*Association pour prévenir les*), II, 238. — (Loi relative à la création de Caisses d'assurance en cas d'), II, 455. — (Note sur la question des), III, 209. — (Enfants victimes d'), III, 214; X, 424; XI, 332, 334; voy. *vis Apprentis mutilés et Jurisprudence protectrice des apprentis.* — (Statuts de la Commission des), III, 284. — Différence entre l'*Association pour prévenir les accidents* et la *Commission des accidents*, III, 284, note. — (Rapport par M. Engel-Dollfus sur l'*Association pour prévenir les*), III, 294; — auxquels sont exposés les apprentis, par M. le d<sup>r</sup> Marjolin, III, 358. — (Observations sur

les), par M. Tresca, 376. — (Lettre de M. Engel-Dollfus sur les), VI, 521; VII, 26. — (*Comité des*), VI, 517. — (Communication de M. le D<sup>r</sup> Marjolin sur le *Comité des*), 16. — (Lois et ordonnances en Allemagne et en Alsace-Lorraine, relatives aux), 70. — (Extraits de jugements relatifs aux), 77. — (Lettre sur la statistique des) 193. — (Règlement du *Comité des*), 108, 172. — Prix et médailles offerts 205. — (Procès-verbaux de séances du *Comité des*), 422. — Causés par les scies circulaires, 426. — (*Œuvre des*), 484-491. — Causés par les arbres et les courroies de transmission, 493; VIII, 6. — Précautions à prendre dans les filatures de coton et de laine, VIII, 423. — (Agencements préventifs de la maison Chaix et C<sup>ie</sup> contre les), 494. — (*Comité des*), 13. — Rapport de M. Leroux, 16. — Rapport de M. Robin pour 1874, 25, 67. — (Prix offerts par le *Comité des*), 73. — (Lettre de M. Engel-Dollfus sur les), 333. — (Rapport détaillé, par M. Leroux, sur les précautions pour éviter les), 423. — (Enquête du ministre sur les), 509. — (Rapport sur les travaux en 1875 du *Comité des*), IX, 24. — (Concours pour prix d'un système préservatif des), 37. — Dans les scieries mécaniques, 46. — (Procès-verbal du *Comité des*), 155. — (Monte-courroie contre les), 160, 576. — (Rapport

- sur les travaux, en 1876, du *Comité des*, X, 34. — (Prix offerts par le *Comité des*), 45. — Séance du *Comité des*, 101. — (Rapport sur les enfants blessés à la suite d'), 218. — Rapport sur les explosions de meules 221. — (*Comité des*), XI, 16. 474, 576. — Demande de récompenses en faveur des inventeurs. à M. le Ministre de l'agriculture et du commerce, 480. — Réponse de M. le Ministre, 481. — Compte rendu de la Justice criminelle, pour l'année 1877, 404.
- ACROBATES** (Les petits), IX, 634; XII, 334.
- ADULTES** (Cours d'), VIII, 536. — Enseignement primaire complémentaire, IX, 483.
- ÂGE des enfants (L')**, à propos de la loi sur le travail, II, 189. — (Opinion de M. Dollfus et de M. l'abbé Lantiez sur l'), II, 231. — (Propagande pour relever le *minimum d'*), II, 286. — D'admission et d'instruction des enfants, par M. Descotts, V, 348.
- AGRICULTURE en Angleterre** (Enquête sur l'emploi des enfants dans l'). — (Orphelinats fondés pour l'), III, 333. — (Voy. *Orphelinats, Campagnes*.)
- AIGNAN** (Loiret). Ouvroir externe du cloître, II, 335.
- Akroyd** (Edward), (Médaille à l'Établissement de M.), IV, 31.
- Aldrophe** (M.), secrétaire du *Comité de l'Enseignement artistique*, V, 38.
- ALENÇON** (Œuvre pour le placement en apprentissage des jeunes garçons de la ville d'), I, 291.
- Alicot** (M.). Rapport sur l'Œuvre des Bibliothèques, III, 389.
- Allard** (M. Paul). Rapport de la *Société d'émulation de commerce de la Seine-Inférieure* sur le travail des enfants et des femmes dans les manufactures, III, 444.
- ALLEMAGNE** (Orphelinats établis en), II, 397. — (Filatures de lin en), 408. — (Apprentis imprimeurs en), IV, 62. — (Note sur le travail des enfants en), V, 325. — (Asiles en), VII, 47. — (Lois relatives aux accidents de fabrique en), 70. — (Loi sur le travail des enfants en), 177. — (Rapport de M. Neumark sur les institutions ouvrières en), VIII, 137. — Les fabriques de Berlin, inspection des machines, etc., 380. — Congrès d'Eisnach, 481; IX, 95. — (Le service de l'inspection en), X 165. — (Congrès des ouvriers d'), 307. — (Inspection du travail des enfants en), communication de M. le Dr Marjolin, XI, 261. — (Les Corporations en), VII, 82. — L'atelier annexé à l'école, 217.
- ALLIANCE UNIVERSELLE** (Comité de l'), VII, 462, 487. — (Congrès de l'), VIII, 50. — (Programme de l'), 403.
- ALSACE-LORRAINE** (État des établissements industriels en), VI, 379, 450; XI, 95, 510. — Dépopulation industrielle, IX, 95.
- ALSACIENS-LORRAINS** (*Soc. fraternelle d'*), fondée par M. Arronsohn, V, 30. — (Les Apprentis), 31. — Souscription en faveur des Alsaciens-Lorrains demeurés Français, 402. — (Société de patronage des orphelins), XI, 288. — (Visite du maréchal de Mac-Mahon et du général Chanzy à l'Exposition de la), XI, 387.
- AMEUBLEMENT** (Chambre syndicale de l') (Voy. *Chambres syndicales*).
- AMIENS** (Patronage des jeunes ouvriers d'), I, 288. — (Opinion de la Société industrielle d') sur le travail des enfants, II, 248.
- Amigues** (M. Jules). Article sur la *Société de protection* à propos de la séance de la *Soc. patron. des fleurs et plumes*, V, 245.
- AMIS DE L'ENFANCE** (Voy. *Société des Amis de l'Enfance*).
- ANGERS** (Patronage de N.-D.-des-Champs, dirigé par les dames du Bon-Pasteur à), I, 288, II, 341.
- ANGLETERRE** (Loi sur le travail des enfants en), I, 370. — Education et travail des enfants en), impulsion donnée par M. Chadwick, II, 23. — (Institutions ouvrières en), 409. — (De l'Inspection des manufactures en), 430. — (De l'Inspection du travail des enfants en), III, 10 à 40. — (Rapport semestriel des Inspecteurs des manufactures en), par M. Striber, 232; de M. Baker, 237; — (Etat des diverses industries par rapport à l'apprentissage en), 240. — (Enquête sur l'emploi des enfants dans les travaux agricoles en), 333. — (Instruction des enfants



- en), V, 323. — (Situation des ouvriers en), VI, 455. — (Travail des enfants en), VII, 343, 457, 542. — Industrial schools, 352. — (Extrait d'un livre sur la législation manufacturière en), VIII, 140. — (Inspection des machines dangereuses en), 398, 483; IX, 96, 311, 630. — (Le Contrat d'apprentissage en), X, 379. — (Ecole nationale de cuisine en), 503. — (Législation sur le travail dans les manufactures en), XII, 83. — (Gains des classes laborieuses en), 92. — Acte législatif concernant les manufactures et les ateliers, du 27 mai 1878, traduit par M. J. Périn, 218. — (Troubles en), par suite de congé, édicté par la loi sur les fabriques, 301.
- ANNONAY.** Communauté des dames de la Providence, VII, 386. — Patronage d'apprentis, fondé par la Conférence de Saint-Vincent-de-Paul, VII, 386. — Cercle catholique des apprentis et jeunes ouvriers, M. l'abbé Du Sert, directeur, VII, 386.
- Anthoine (M.),** Inspecteur d'académie à Lille, *Mémoire sur l'instruction primaire dans le département du Nord*, XII, 303.
- ANZIN** (Conditions des enfants dans les mines d'), VII, 509.
- APPRENTIS** (Legs en faveur d'), I, 268. — De l'imprimerie Chaix, II, 82; — de M. Lemaire, 86. — (Notices sur des anciens), V, 416. — (Rapport sur la condition des), par M. Legentil, VII, 65. — Etat des apprentis à Paris, 149, 435. — (Conditions des), à Paris et dans la Seine, par M. Lefort, IX, 581. — Papeterie (Concours d'), X, 76. — (Comité de placement des) (Voy. *Comités*); voy. aussi *Enfants, Pensions, Maisons d'apprentis, Lits, Bibliothèques*, et, en général, les noms des villes ou des établissements.
- APPRENTIS ÉTRANGERS** (Patronage des), III, 398.
- APPRENTIS MUTILÉS** (Patronage des), III, 401. — (Liste des enfants secourus comme), 404. — Suicide d'un apprenti, V, 30. XI, 332, 334.
- APPRENTIS VICTIMES** d'accidents; de mauvais traitements; de prétendues plaisanteries d'atelier, IV, 37. — D'accidents, 128; VI, 433; VII, 192; VIII, 173; IX, 428, 576; X, 30, 33.
- APPRENTISSAGE** (Texte de la loi du 4 mars 1851 sur les contrats d'), I, 16. — Discordance de cette loi avec celle de 1841, 22. — (Rapport sur les Ateliers d'), par M. Délerot, 147. — (Bourses d'), à Paris, 215. — (Œuvre de la mairie du IV<sup>e</sup> arrondissement pour l'), *ibid.* — Dans les C<sup>ies</sup> de chemins de fer, 324. — Dans les usines du Creusot, 330. — (Etude historique sur l') par M. Julien Hayem, II, 30. — Chez les Grecs, 33. — Chez les Romains, 36. — Sous le régime féodal du XII<sup>e</sup> au XV<sup>e</sup> siècle, 40. — Du XVI<sup>e</sup> à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, 46. — Dans les Fleurs et Plumes, par M. Hiéland, 67. — (Loi du 22 février 1851, sur le Contrat d'), 165. — (Des moyens à mettre en œuvre dans l'industrie parisienne pour relever le niveau de l'), V, 111, 216, 280, 356; VIII, 511. — (Exécution du contrat d') V, 126. — (Extrait du *Traité du Contrat d'*), par MM. J. Hayem et J. Périn, 140. — Projet d'une Ecole d') par M. Robert, VI, 372. — (Contrat d'), IX, 221. — *Formule du Contrat (d')*, 223. — Au point de vue de la loi et des mœurs, par M. E. Nusse, X, 51. — (Du contrat d'), dans le Droit anglais, par M. E. Nusse, 379.
- ARBRES** de Noël, fêtes des enfants à Mulhouse. Note de M. Dollfus, II, 460. — (Etablissement à Paris des), 463. — Arbres de Noël, par M. R. Jeannel, III, 72. — Comité des institutrices de charité (Fête de l'), XI, 14; XII, 10.
- ARCHEVÊQUE DE PARIS** (Mgr l'); son discours à l'impératrice Eugénie pour la distribution des récompenses le 27 octobre 1867, I, 276.
- Arlès-Dufour (M.),** censeur de la Société en 1867, I, 35.
- ARMÉE DE TERRE** (Institution de l'Etat pour les enfants de l'), III, 114.
- Arnault (M. l'abbé),** Observations sur le travail, II, 237.
- ARRAS** (Maison d'apprentis fondée par le Père Halluin sous le nom de *Maison de l'Immaculée-Conception*, à), I, 78. — Etude sur cette maison, V, 374.
- Arronsohn (M.),** fondateur d'une Soc. d'Alsaciens-Lorrains, V, 30.
- ASILES** d'enfants à New-York, VII, 47.
- ASSISTANCE JUDICIAIRE**, V, 35. — (Règlements et bureau du Comité de

I), VII, 68, 172, 204, 489; VIII, 71, 173, 331; IX, 23, 120, 145, 321, 428; X, 30, 118, 195, 212. (Voy. *Comité judiciaire.*)

**ASSISTANCES PATERNELLES.** — Aux enfants de l'imprimerie, IV, 52. — (Note sur les Sociétés d'), VII, 14. — (Discours de M. Ch. Robert aux Chambres syndicales sur les), 89; — aux enfants des Fleurs et Plumes, V, 466; VII, 320, 536; VIII, 344, 518; IX, 428; — du Papier peint, VIII, 293; IX, X, 184, 270; — de l'Ebénisterie, 494; XI, 530; — des Fleurs et Plumes, distribution des prix, 605, 609; XI, 376. — Patronage des apprentis tapissiers XII, 13. — Voy. *Papier* (groupe syndical du).

**ASSISTANCE PUBLIQUE**, à Paris, IX, 516.

**ASSOCIATION pour prévenir les accidents de fabrique** (Statuts de l'), II, 238; — VII, 393. — (Voy. *Accidents.*)

**ASSOCIATION pour la réforme du travail des enfants**, III, 306.

**ASSOCIATION POLYTECHNIQUE**, liste des cours, VII, 555.

**ASSURANCES** (Loi sur les Caisses d'), II, 455.

**ATELIER (L')** annexé à la classe, V, 218. — (L'école annexée à l'), extrait de M. d'Eichthal, 311.

**ATELIERS D'APPRENTISSAGE** (Rapport sur les), par M. Délerot, I, 147.

**ATELIER en voyage** (un), récit, IV, 60.

**ATELIERS-ÉCOLES** (Visites du Ministre de l'Instr. publ. aux), II, 263. — (Projet d') pour marins, 295; pour les jeunes filles, XI, 294.

**ATELIERS-MODÈLES** (Notices sur les), II, 266. — (Lettres sur la création d'), V, 252. — (Présentation au Conseil municipal de Paris d'), 254. — (Subsides accordés par M. le Préfet de la Seine aux), VI, 12. — Ateliers-modèles d'apprentissage chez MM. Oberthur, à Rennes, VII, 338. — Précautions contre les jeux des apprentis de M. Chaix, VIII, 436.

**ATELIERS INSALUBRES**, IX, 578.

**AUCH** (Œuvre des apprentis fondée par M<sup>lle</sup> Debus), I, 294.

**AUTRICHE** (Travail des enfants en), III, 467. — (*Athenæum* en), VI, 451.

**AVANT-PROPOS** sur les lois et sur les efforts tentés pour protéger les enfants, avant la fondation de la *Société*, I, 3.

## B

**BACCARAT** (La Cristallerie de), I, 299. — Sa pension d'apprentis, VII, 335; 390. — (Voy. *Cristalleries, Verreries.*)

**Baines** (M.). Extrait de son discours sur une Méthode d'enseignement populaire, V, 240.

**Baker** (M.), inspecteur du travail des enfants en Angleterre, II, 27. — De l'inspection des manufactures d'après les lois anglaises, II, 430. — (Article de M. Striber sur l'inspection de), III, 11.

**BALE** (Législation sur le travail des manufactures de la ville de), III, 471.

**Bamberger** (M.), député. Son discours sur la loi du travail des enfants, VI, 213.

**Bapterosses** (M.). Son matériel d'installation pour les Salles d'écoles d'apprentis (avec une planche), V, 78; VII, 390.

**Barbier** (M.). Note sur les Œuvres de la Savoie, III, 275; — sur l'émigration des enfants de la Savoie vers les centres industriels, III, 320. — Lettre, IX, 126.

**Barreswil** (M.), inspecteur du travail des enfants dans le département de la Seine; secrétaire de la Société (1867), I, 35. — Compte rendu financier à la séance du 23 février 1868, II, 12. — Sa mort; son éloge, par M. Dumas, président (6 août 1871), IV, 106. — Sur les enfants émigrés, pendant le siège de Paris, sous sa conduite, IV, 122.

**Barret** (M. J.). *Quelques réflexions sur la réglementation du travail des enfants et l'instruction obligatoire considérés au point de vue religieux*, XII, 117.

**Bauduz** (M. l'abbé), directeur de la Colonie agricole de Notre-Dame-de-Bethléhem, près Nantes, IX, 250.

**Baumert** (M. l'abbé), s.-direct. des jeunes ouvriers de Metz, V, 395.

**Beaulieu** (M. A.). Rapport sur le travail des enfants dans les manufactures de coton de Rouen et environs, III, 54.

**Beauvais** (*Œuvre du Sacré-Cœur à*), III, 90. — (*Autres Œuvres à*), 92.

**BELGIQUE** (*Statuts d'une Société pour la diminution du temps du travail en*), III, 480. — (*Note sur le travail des enfants en*), 12. — (*Association pour la réforme du travail en*), 306. — (*Travail des enfants en*), V, 517. — (*Les enfants dans les mines à charbon en*), 320. — (*Projet de loi sur le travail des enfants en*), 400. — (*Rapport sur l'industrie de la houille en*), VI, 521. — (*Caisse d'épargne en*), VII, 539. — (*Congrès d'hygiène en*), VIII, 484. — (*Congrès de Bruxelles*), X, 167. — (*Travail des enfants dans les mines en*) XI, 382. — (*École d'Art décoratif en*), XII, 390.

**Bérard** (M. E.-Paul), secrétaire provisoire, IV, 113; — trésorier adjoint, puis trésorier de la Société. — Exposés et comptes rendus financiers pour 1871, V, 12, 38. — Enquête sur l'emploi des enfants dans les travaux agricoles en Angleterre, III, 333. — Note sur une nouvelle Méthode d'enseignement populaire, V, 240. — Rapport sur le règlement d'administration publique déterminant les circonscriptions attribuées aux inspecteurs divisionnaires, VIII, 78. — Rapport sur le règlement relatif à l'emploi des enfants au dessous de 12 ans, VIII, 85. — Rapport sur le règlement relatif au travail de nuit, VIII, 192. — Rapport sur le règlement relatif aux travaux fatigants ou dangereux, VIII, 230. — Rapport sur des faits relatifs à la gestion financière de la Société, XI, 487.

**Berger** (M. Gustave). *Projet d'une Maison d'apprentis de la typographie*, V, 224 à 240. — *Considérations sur l'apprentissage à propos de la maison fondée par M. Piver, sous le nom de la Tutelle*, 294 et suiv. — *Société pour l'assistance paternelle aux enfants employés dans l'industrie de l'emballage*, VI, 442. — *Institution en faveur de l'apprentissage à Meaux*, VII, 451. — *Note sur l'organisation des Caisse d'épargne scolaires, à Paris et en province : à Saint-Nicolas, à la Tutelle des apprentis, à l'imprimerie de MM. A. Chaix*, VIII, 366. — *Sur l'Ecole technique de l'Horlogerie*, IX, 168. — *Quelques observations à propos de l'arrêté du 10 août 1877 de M. le Préfet de la*

*Seine relatif aux classes d'apprentis dans les écoles de Paris*, XI, 172.

**Berthier** (M. Ch.), vice-président de la Société en 1867, I, 35. — Réélu vice-président, en 1872, V, 8. — *Président de l'Œuvre des Lits d'apprentis*, II, 174. — *Sur le travail de nuit*, II, 204.

**Beslay** (M.), sur l'inspection du travail, II, 221.

**Beudant** (M.), conseiller municipal de Paris; extrait de son rapport au Conseil municipal sur les Ateliers-modèles, V, 254. — *Rapport sur les Écoles d'apprentis*, 281. — (*Voy. Ateliers-modèles.*)

**BIBLIOTHÈQUES des Patronages** (envois de livres aux), II, 282. — *Des apprentis israélites*, III, 226. — *Des pensions d'apprentis*, III, 229. — (*Rapport sur l'Œuvre des*), III, 389. — (*Œuvre des*) confiée à M. de l'Etang, V, 36. — *Populaires* (communication de M. Hennequin sur les), V, 342. — *Spéciale de la Société de protection* (création de la), V, 397. — *Bibliothèques des apprentis* (*Œuvre des*), VII, 476, 565; VIII, 318, 409. — *Bibliothèques communales*, 497, 506; d'apprentis, IX, 104; 358. — *Livres*: M. L. Rostaing, *Conférences ouvrières*, IX, 208. — M. L. Lefebure, *Questions vitales*, X, 639. — M. Tallon (Eug.), *La vie morale et intellectuelle des ouvriers*, X, 89; — Dubail, M. *Géographie de l'Alsace-Lorraine*, 191; — M. Robiquet, *Les origines et l'application de la loi du 19 mars 1874*, 311; — M. Georges Lassez, *L'Enseignement professionnel, ce qu'il est, ce qu'il doit être*, X, 504; — M. Ducarre, *Rapport sur les conditions du travail en France*, XI, 110. — *Rapport de M. Lefebure sur les bibliothèques d'apprentis*, 132. — M. Jules Lallos, inspecteur des prisons, *Des projets de réforme pénitentiaire*, 295; — M. G. Fagniez, *Etude sur l'industrie et la classe industrielle à Paris au XIII<sup>e</sup> et au XIV<sup>e</sup> siècle*, 392. — M. Victor Bohert, *La Participation aux bénéfices*, 392; — M. le Dr Elie Goubert, *Des agents perturbateurs de la jeunesse*, 395; — MM. Joret-Desclous et Ch. Beaufrand; *Biographie des grands inventeurs dans les arts, les sciences et l'industrie* 706. — MM. J. Hayem et J. Périn *Traité du contrat d'apprentissage*;



- MM. J. Périn et E. Nusse, *Commentaire de la loi sur le travail des enfants et des filles mineures dans l'industrie*; — mêmes auteurs, *De l'emploi des enfants dans les professions ambulantes de saltimbanques*, XI, 564; — M. Ch. Bonne, *Petites études d'économie sociale (Les lois fondamentales de la Société, La Misère, les Machines, les Salaires, le Travail, Devoirs envers la Patrie et l'Etat)*, XII, 98; — M. J. Barret, *Quelques réflexions sur la réglementation du travail des enfants et l'instruction obligatoire, considérée au point de vue religieux*, 117.
- BIDACHE** (Basses-Pyrénées). Atelier de ganterie, dirigé par les Filles-de-la-Croix, II, 334.
- BIJOUTERIE ET ORFÈVRE** (Statuts de la Société des enfants de la), II, 156. — (Ecole de dessin et de modelage fondée par la Chambre syndicale de la), III, 412. — Récompenses à cette Ecole, VI, 434. — Bal de souscription, VII, 184. — (Chambre syndicale de la), VIII, 355; IX, 164, 322. — (Société d'encouragement de la), VIII, 491; X, 256. — (Distribution des récompenses à la Chambre syndicale de la), 362.
- BIJOUTERIE-IMITATION** (Chambre syndicale de la), X, 366. — Compte rendu des travaux de l'année 1876, 366. — (Distribution des prix à la Chambre syndicale de la), 369. — (Chambre syndicale de la), VIII, 355. — (Création d'une Ecole gratuite de dessin par la Chambre syndicale de la), IX, 164, 322; X, 366, 369.
- BILLETES** (L'Orphelinat luthérien des), I, 295; IV, 30.
- Blanc** (Louis), *Le Droit de protection sociale*, VII, 429.
- Blanchon** (Filature, dans l'Ardèche, dir. par M. Louis), I, 305; II, 392.
- BLANZY** (C<sup>ie</sup> des mines de), I, 300.
- Blot et Drouard** (Caisse de secours et de retraite du personnel de la Maison), VIII, 359.
- Bohért** (M.), auteur de *La Participation aux bénéfices*, XI, 392.
- Bois** (M. Victor), sa lecture sur la vie de *Stephenson*, par Samuel Smiles, III, 40.
- Bonne Ch.** (M.), avoué, à Bar-le-Duc; — (Petites études d'économie sociale, offertes à la Société par) sur les *Lois fondamentales de la Société, la Misère, les Machines, les Salaires, le Travail, Devoirs envers la patrie et l'Etat*, XII, 98.
- Bonnechose** (Mgr de), discours au Sénat pour la création d'inspecteurs d'ateliers, I, 159.
- BON-PASTEUR** (Dames du) de Strasbourg, II, 332. — (Maisons fondées par les religieuses du), II, 371. — (Maison fondée à Lyon par les dames du), III, 88.
- BORDEAUX**, Ouvroir Saint-Bruno, II, 335.
- Boutrand**, fondateur de l'Œuvre de Notre-Dame-de-Bon-Conseil, à Lyon, XI, 430.
- BOULOGNE-SUR-MER**, Patronage d'apprentis fondé et dirigé par M. Flour, I, 292.
- BOURG D'AULT** (Somme). Patronage dirigé par M. Romain fils, I, 294.
- Bourreulle** (M. de), ancien conseiller d'Etat et secrétaire général du Ministre de l'agriculture, etc. Vice-président d'honneur en 1867, I, 35. — Rapport de la Commission des récompenses à distribuer par la Société, 282.
- Boyer** (M.), inspecteur principal départemental du travail des enfants, XII, 156.
- BREST** (Offre d'une prime de 50,000 fr. pour l'établissement d'une cotonnerie d'Alsace dans l'arrondissement de), V, 247.
- Breton** (M.), I, 308. — (Orphelinat de la papeterie de M.), 407.
- BRONZE ET MÉTAUX** (Détermination sur les enfants des Chambres des), III, 421.
- BRUXELLES** (Rapport sur le Congrès d'hygiène et de sauvetage tenu à), IX, 533.
- Buisson**, *Rapport sur l'instruction primaire* à l'Exposition de Vienne, IX, 483.
- Buisson** (M.), ingénieur, directeur de la manufacture de tabac de Nantes, IX, 260.
- Burat** (M.), rapport sur le travail des enfants dans les mines, II, 240.

- CABARETTIER** (Dangers pour l'apprenti), VI, 333.
- CAEN**. Orphelinat avec apprentissage, I, 290.
- Caille** (Patronage dirigé par M.), I, 288.
- CAISSES D'ASSURANCE**, en cas d'accidents (Loi relative à la création de), II, 455.
- CAISSES des Écoles**, I, 213. — (Situation des), II, 459. — (Lettre du Ministre de l'instruction publique sur les), IV, 66. — (Note relative à l'organisation des), 67. — des II<sup>e</sup> et XIX, arrondiss<sup>nts</sup> de Paris, 70. — Projet d'organisation dans une commune rurale et statuts des), 73; — (circulaire du Ministre de l'instruction publique sur les), 76; — (Création d'une), à Versailles, III, 422. — (assemblée à Versailles de la Société des), IV, 90. — (Création de nouvelles), V, 327; VII, 345; IX, 199. — (Extrait du Rapport de M. Sigismond Lacroix sur les) et l'Enseignement professionnel, XI, 90, 287. — (Situation de la) au 1<sup>er</sup> juin 1878, XII, 95. — Statuts de la) du II<sup>e</sup> arrondissement, 402.
- CAISSES D'ÉPARGNE en Belgique**, VII, 539, 558. — Caisse de participation de l'imprimerie Godchaux, VIII, 128. — (Note sur l'organisation des), VIII, 146, 366; — scolaires à Saint-Nicolas, 371; — à l'établissement de la Tutelle, 373; — chez M. Chaix, 375, 534 — de Saint-Nicolas, IX, 94 f X, 394.
- CAISSES D'ÉPARGNE SCOLAIRES** (Communication de M. de Malarce sur les), VIII, 417, 498; X, 394.
- CAISSES DE PRÉVOYANCE** pour les ouvriers du Touage de la Seine, IX, 193.
- CAISSES DE RETRAITE**, de secours, d'assurances, à l'Ecole professionnelle des typographes de M. Chaix, VI, 489. — De la maison Blot et Drouard, VIII, 359.
- CALIFORNIE** (Les Ecoles en), VII, 184.
- CALVADOS** (Note sur les enfants employés dans les manufactures du), II, 301.
- CAMPAGNES de l'Est** (Condition des enfants dans les), III, 102.
- CASTRES** (Tarn) (Orphelinat établi près de), I, 290; V, 390.
- CAUTERETS** (Maison hospitalière de). — Communication de M. J. Périn sur la), IX, 523; — (de M. E. Nusse sur la), XI, 216.
- CÉRAMIQUE** (Lettre au Ministre du commerce par la Chambre syndicale de la), VI, 394.
- CERCLE DES JEUNES OUVRIERS**, dirigé à Paris, par M. Maignen, I, 289.
- CERCLE DES MAÇONS ET TAILLEURS DE PIERRE** (Directeur, le R<sup>ev</sup>. P. Montazeau, à Paris), VII, 387.
- CERNAY**. Orphelinat, II, 334.
- Cerffber** (M. Th.). Notice sur les apprentis dans les campagnes de l'Est, III, 102. — Note sur la colonie de Gentilly, près Nancy, 439.
- CERTIFICATS d'études** (sujet de composition pour), V, 327.
- Chaix** (A.). Distribution des prix aux élèves de l'imprimerie de) I, 173; — (Maison de M.), 304., — (Les apprentis de l'imprimerie), II, 82. — (Visite du Ministre de l'Instruction publique aux ateliers de M.), 263. — Son règlement contre les accidents de machines, 285. — (Caisse de retraite pour les apprentis chez M.), 469. — L'Ecole professionnelle de M.), III, 431; V, 474. — (Intérêt de participation de l'ouvrier dans les bénéfices établi par M.), V, 408. — Projet de local pour les apprentis pendant les heures de repas, VI, 382. — Notice et renseignements sur son Ecole professionnelle des typographes, VI, 480; VII, 409. — (Précautions contre les accidents de machines chez M.), VII, 494. — Prix décernés à l'Ecole professionnelle, 523; IX, 615; X, 390; XI, 545. — Précautions contre les jeux, VIII, 136. — Discours aux prix de l'Ecole, 455. — (Caisse d'épargne d'apprentis chez M.), VIII, 534. — Inauguration du buste de M. Napoléon Chaix, X, 396. — (Voy. *Typographes*.)
- CHALES** (Rapport sur la situation de l'enfant dans les fabriques de), par M. Maillard, I, 318.
- CHAMBÉRY** (Etablissement de sourds-muets à), III, 275.
- CHAMBRES SYNDICALES** (Protection accordée aux apprentis par les), II

288.—(Notions sur les Œuvres des), III, 452. — (Réponse des) sur l'Enseignement technique, V, 256 ; — de l'Ameublement, XI, 239 ; XII, 71 ; — des Appareils de Chauffage, VII, 532 ; VIII, 452 ; IX, 92. — des Arts et industries appliqués au culte et aux édifices religieux, XI, 239 ; — de la Bijouterie, X, 256, 265, 266, 362 ; — médaille de bronze à l'Exposition universelle de 1878, XII, 100 ; — de la Bijouterie-imitation, VIII, 355 ; IX, 164, 322 ; X, 366 — (Distribution des prix de l'École de dessin de la), 369 ; XI, 242 ; XII, 72, 369 ; — de la Bimbeloterie, XI, 92, 246 ; — de la Boucherie, VIII, 452 ; — du Caoutchouc et des Toiles cirées, X, 79 ; — de la Chaussure, IX, 168 ; X, 280. — des Chocolatiers et Confiseurs, XI, 248 ; — de la Corderie, Boissellerie, Sparterie, X, 80. — des Doreurs, Miroitiers et Ornementistes, XII, 377 ; — des Emballeurs VIII, 512 ; IX, 93 ; X, 82 ; — des Entrepreneurs de charpente, X, 279. — des Fleurs et plumes, VII, 166 ; IX, 605 ; X, 82 ; XII, 378 ; — de la Fumisterie, VIII, 359, 453, 515 ; IX, 83 ; — de la Ganterie, IX, 168 ; X, 84 ; — de l'Horlogerie, IX, 168 ; X, 281 ; — des Instruments et appareils de l'Art médical, XI, 248 ; XII, 74 ; — des Maîtres Tailleurs, IX, 181 ; XI, 252 ; XII, 75, 201 ; — de la Maroquinerie et Gainerie, XII, 75 ; — des Mécaniciens, Chaudronniers, Fondateurs, etc., VI, 407 ; — du Papier et des industries qui le transforment, VII, 437 ; VIII, 352 ; IX, 92, 181, 322, 501 ; X, 85, 148, 270 ; XI, 253, 386 ; XII, 76 ; (Distribution des prix aux apprentis du), 198, 207, 379 ; — de la Passementerie, Mercerie, Boutons et Rubans, VIII, 517 ; XI, 254 ; — des Pâtisseries, XII, 210, 383. — de la Tabletterie, proposition de statuts pour une école, VIII, 323 ; X, 161 ; XI, 259. — des Tapissiers, IV, 12 ; V, 280 ; VII, 165, 532 ; IX, 534. — de la Teinture et du Nettoyage, X, 161.

**Chapin** (M. Williams), sa Maison de jeunes filles, aux États-Unis, II, 342. — (Note sur les fabriques de), 411.

**Chardin** (La fabrique de soie de M. Ernest), I, 303. — (Note sur la Maison de M.), II, 387 ; VII, 393.

**CHARITÉ MATERNELLE** (Société de), son histoire, VIII, 307.

**Chartron** (M. Édouard), vice-président d'honneur de la Société, V, 7.

**CHARTRES** (Sœurs de Saint-Paul à), II, 362.

**Château** (M.). Rapport sur le concours pour éviter les accidents de fabrique, IX, 37. — Note sur un monte-courroie, 160.

**CHATILLON ET COMMENTRY** (L'Orphelinat de), II, 338. — (Orphelinat de la C<sup>ie</sup> de), 379.

**CHAUFFAGE** (Chambre syndicale du), IX, 92.

**Chaurand** (Baron), député. — Son discours sur la loi du travail des enfants, VI, 226.

**Chauveau-Lagarde** (M.), juge honoraire au tribunal civil de la Seine, Président du Comité judiciaire de la Société, III, 213 ; V, 37.

**CHEMINS DE FER** (Apprentissage dans les C<sup>ies</sup> de), I, 324.

**Chevalier** (M. Michel), membre de l'Institut ; Censeur de la Société en 1867, I, 35.

**CHINE.** — Jeunes gens envoyés en France et en Angleterre, XII, 390.

**CIRCULAIRE** du Ministre de l'intérieur du 25 sept. 1854 sur l'inspection des enfants dans les manufactures, I, 23 ; — du Ministre de l'agriculture sur l'inspection des enfants dans les manufactures, II, 448 ; — du Ministre de l'instruction publique relative au certificat d'études exigé par la loi du 19 mai 1874, X, 111 ; — du Ministre de la justice sur les Procès-verbaux dressés par les Inspecteurs divisionnaires, 113 ; — du Ministre de l'intérieur aux préfets XI, 28 ; — du Ministre de l'agriculture et du commerce relative à la loi du 19 mai 1874, 158 ; — du Ministre de la Justice prescrivant la communication aux inspecteurs divisionnaires des procès-verbaux relatifs aux accidents ayant atteint des enfants, XII, 352. — (Voy. *Ministres*.)

**CLASSES LABORIEUSES** (Enquête sur la condition de), V, 82. — Libertinage, VI, 455. s

**CLASSES SPÉCIALES** pour apprentis (Lettres du Préfet de la Seine aux maires de Paris), V, 344. — (Lettre d'un maire de Paris sur les), 427.



— (Rapport de M. Gréard sur les), 460. — (Voy. Ecoles.)

**Claude** (M.), député des Vosges. — Son discours sur le travail des enfants, VI, 165.

**Claye** (Atelier d'instr. typographique de M.), III, 221. — (L'Œuvre de M.), IV, 28. — (Note sur l'atelier de M.), V, 369; VII, 391.

**Clémendot** (M.), sur le travail de nuit, II, 202; — sur les classes spéciales, V, 431.

**CLUNY** (Sœurs de Saint-Joseph de), II, 364.

**Cochin** (Augustin), membre du Conseil d'honneur de la Société; sa mort, V, 131.

**Cohadon** (Atelier d'apprentissage de brunissage dirigé par M<sup>me</sup>), I, 154, 305. — (Visite du Ministre de l'instruction publique à l'atelier de M<sup>me</sup>) II, 265. — (Comptendu d'une visite à l'atelier de M<sup>me</sup>) par M. Robiquet, III, 434. — (Emigration, pendant le siège de Paris, de l'atelier de M<sup>me</sup>), IV, 112. — (Situation de l'atelier de M<sup>me</sup>), V, 123. — (Don fait par la Société à M<sup>me</sup>), V, 261. — (Note de M. Havard sur l'atelier de brunissage de M<sup>me</sup>), VI, 448; VII, 394.

**Colcombet** (MM.) frères, à Saint-Etienne (fabrique de), I, 301. — (Rubannerie de), II, 388; IX, 256.

**Collinot** (Note sur l'atelier de M.), II, 271; 339.

**COLOMBIER** (M.), inspecteur, à Rouen. — Son discours à la distribution des récompenses des élèves des écoles de fabrique de Rouen, XI, 496. — Sa nécrologie XII, 310.

**COLONIE** agricole et pénitentiaire de Gentilly, près Nancy, VII, 14; — de Sainte Foy (Rapport sur la), XII, 383.

**COMITÉ**s de la Société : 1° de publication, 2° des recettes, 3° des dépenses (Liste des membres composant les), I, 36; — d'enseignement religieux, composition de ses membres, I, 57; — d'enseignement élémentaire, composition de ses membres, *ibid.*; — de l'enseignement artistique, 104. — (Ancienne composition des), V, 10; — de l'enseignement artistique, 37. — (Renouvellement des divers), 37. — (Observations faites sur les), 423. — (Comptes rendus des), X, 12, 101, 195. —

(Voy. Comité des Accidents de fabrique, Comité des Institutrices de charité, Comité judiciaire, Comité des Sociétés d'assistance paternelle et Comité du placement des apprentis.)

**COMITÉ DES PUBLICATIONS** (Règlement du), VII, 9.

**COMITÉ DES ACCIDENTS DE FABRIQUE.** — (Voy. Accidents de fabrique.)

**COMITÉ JUDICIAIRE** de la Société, sa formation, II, 10; III, 160; — sa composition, 213. — (Compte rendu du), *ibid.* — (Appendice au compte rendu du), 406. — (Comptes rendus du), IV, 37, 127. — (Question sur le Contrat d'apprentissage posée au), IV, 130. — (Maintien du), V, 37. — Comptes rendus, V, 128, 179; X, 420; XI, 155, 324, 490, 583, 587; XII, 16, 117, 130, 326.

**COMITÉ DES INSTITUTRICES DE CHARITÉ.** (Voy. Institutrices de charité.)

**COMITÉ DE PLACEMENT DES APPRENTIS.** (Voy. Placement des apprentis.)

**COMMISSIONS** dont se composait la Société : 1° des mines, agriculture; 2° imprimerie, papier; 3° bijouterie, horlogerie; 4° filature, tissage, impressions; 5° tissus divers; 6° confections diverses; 7° bâtiment; 8° ameublement et accessoires; 9° industries diverses. Listes des membres composant ces commissions, I, 37, — du travail des enfants chargés d'examiner le projet de loi de M. Joubert, V, 22. — (Observations faites aux), V, 425; — de surveillance du travail des enfants à Mulhouse (réponses au questionnaire du Ministre de l'agriculture par la), I, 363.

**COMMISSION DES RÉCOMPENSES** accordées par la Société. — (Rapport de la) par M. de Boureuille, vice-président d'honneur de la Société, I, 282.

**COMMISSIONS LOCALES** de surveillance (Nomination de membres des), dans la Seine, VIII 42; IX, 19, 136; — dans l'Oise, la Seine-Inférieure, la Somme, 141; — dans la Manche, Eure, Orne, 296; — Calvados, Ille-et-Vilaine, 300; — Côtes-du-Nord, Loire-Inférieure, 302. — Maine-et-Loire, Sarthe, Mayenne, 304. — Finistère, Morbihan, 306. — Haute-Garonne, 308. — (Circulaire du préfet de l'Aude sur les), 310. — *Idem.*, du préfet de l'Ariège,

315. — Aveyron, Cantal, Tarn. — Pyrénées-Orientales. 317. — Nord et Pas-de-Calais. 424. — (*Bulletin des*, X, 21, 205. — (Rapport de la 2<sup>e</sup> de Paris. 21; — (rapport de l'ancienne 4) de Paris. 115. — (Composition des nouvelles) de la Seine, 205. — Rapport des commissions locales à M. le Préfet de police sur l'ensemble de leurs travaux en 1877, XI, 35. — (Circulaires du Ministre de l'agriculture et du commerce sur l'assiette et la formatino des). XI, 158. — (Rapport de la 8<sup>e</sup> présenté au conseil général de la Seine par M. de Heredia, XI, 164. — (Rapport adressé à M. le Préfet de police par la 3<sup>e</sup> pour 1877, 344; — Article de M. Robiquet sur la protection de l'Enfance ouvrière, 499. — (Rapport au nom de la 8<sup>e</sup>), présenté par M. de Heredia au conseil général de la Seine, 638. — (Compte rendu de la 5<sup>e</sup>)/(*Panthéon*), 658. — (Rapport de la) du VIII<sup>e</sup> arrondissement de Paris sur ses travaux en 1878, XII, 45; — du III<sup>e</sup> arrondissement, 157; — du VI<sup>e</sup> arrondissement, 159; — du IX<sup>e</sup> arrondissement, 163; — du XVII<sup>e</sup> arrondissement, 170. — (Recrutement des membres des), 318. — (Instruction du Préfet de police sur les dépenses des), 363, 364.
- COMMISSION SUPÉRIEURE du travail des enfants. Renouvellement des membres de la Commission, XI, 619. — Rapport de M. Dumas, président, XII, 342.
- COMMISSION SUPÉRIEURE DÉPARTEMENTALE DU TRAVAIL DES ENFANTS. — (Rapport présenté à M. le préfet de police par la) XII, 353. — (*Voy. Travail des enfants.*)
- COMPIÈGNE (Collège d'apprentissage à), fondé par Napoléon I<sup>er</sup>; I, 118.
- COMPTES RENDUS (Echange de) entre les diverses Œuvres, II, 280; III, 386; — dirigé par M. Fouchet, V, 36. — (Liste des), échangés entre les Œuvres et reçus par le secrétaire, V, 61. — (*Comité de l'Echange des*), V, 395; VI, 421.
- CONCOURS pour le prix d'un système préservatif des accidents dans les fabriques, II, 37.
- CONDAMNATIONS (Relevés des) par le Tribunal de simple police pour infractions à la loi sur le travail des enfants, V, 94; XI, 705. — (*Voy. Comité judiciaire.*)
- CONDAMNÉS LIBÉRÉS (Composition du Patronage des), VII, 190.
- CONDÉ-SUR-ITON (Orphelinat fondé à). V, 390.
- CONFÉRENCE de St-Vincent-de-Paul, protectrice des apprentis, III, 483.
- CONGRÉGATIONS RELIGIEUSES (Orphelinats fondés par les), II, 347; — (*Voy. Orphelinats.*)
- CONGRÈS DE L'ENSEIGNEMENT. Questions posées, XI, 292, 555.
- CONGRÈS NATIONAL DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE, IX, 103.
- CONGRÈS INTERNATIONAL (Projet du) de la protection de l'Enfance dans l'industrie, XI, 152.
- CONGRÈS ouvrier, IX, 632; XI, 291.
- CONGRÈS PÉNITENTIAIRE, XI, 557.
- CONSEIL D'HYGIÈNE (Composition du), VIII, 535.
- CONSEILS de Prud'hommes (Articles sur les), XI, 106.
- CONSEIL d'honneur de la Société; membres dont il se compose, I, 58.
- CONSEIL d'honneur et d'administration (Elections du), I, 35; VI, 1; VII, 413; VIII, 1; IX, 370; XII, 6.
- CONSEIL GÉNÉRAL de la Seine. — Séances du 24 juillet 1875, VIII, 400; des 23 et 30 octobre; 4, 6, 11, 16, 18, 23 novembre 1875, 489, 535, du 28 novembre 1876, IX, 573; des 26 et 29 janvier 1878; 7 et 14 février 1878; propositions de MM. Songeon Leven, Dujarrier et de Heredia, XI, 105, 278. — Rapports de M. de Heredia, 164, 638, 771. — Création d'un service médical des écoles municipales et salles d'asile, XII, 305.
- CONSEIL GÉNÉRAL des manufactures. Ses délibérations pour faire exécuter la loi de 1841 sur le travail des enfants, I, 15.
- CONSEILS GÉNÉRAUX, leurs vœux de 1852 à 1864 au sujet de l'exécution inégale de la loi sur le travail des enfants. I, 24. — (Réponses des) sur le travail des enfants, II, 126.
- CONSEIL MUNICIPAL de Paris (rapport au), sur la création d'une Ecole d'apprentis, par M. Beudant), V, 214. — Sa reconnaissance légale de l'Œuvre des apprentis dirigée

- par les frères, VI, 423. — Sur la gymnastique, VIII, 306; préaux des écoles, VIII, 306; — Discussion sur divers projets d'écoles, IX, 347, 512. — Installation d'écoles de demi-temps, rue Bouret, XI, 278. — Séances du 18 mai 1878 et du 8 juin, 383. — Proposition de M. Maillard, 701 — de M. Hovelacque, XII, 305.
- CONTRAT d'apprentissage, I, 16. — (Exemples d'exécution du), III, 217; V, 126. — (Extrait du *Traité du*) par MM. Hayem et J. Périn, V, 140. — (Modèle de), IX, 221. — (Voy. *Comité judiciaire*.)
- CONTRAVENTIONS aux lois régissant le travail des enfants, XI, 329.
- CONTRE-MAÎTRES faisant des Cours d'apprentis, II, 160.
- Corbin** (M. Henri). Note sur le travail des enfants dans les sucreries II, 245.
- Cordier** (M.), député. — Son discours sur l'âge de l'apprentissage, VI, 28.
- Cornudet** (M. Michel). Rapport sur les médailles à décerner pour 1870, IV, 17.
- CORPORATIONS D'ARTS ET MÉTIERS (Anciennes), à Lyon, XI, 185.
- COTON (Travail des enfants dans les manufactures de), à Rouen, III, 54.
- Coulon** (M.), membre du *Comité judiciaire*. Communication sur la salubrité des logements, III, 378.
- Coulonge** (M. Christian de) : Etudes sur les Œuvres de patronage; Patronage des garçons de la ville de Paris, I, 208. — Sur le repos du dimanche, II, 206. — Sur le placement des apprentis, XI, 296.
- COUTURE (Ouvroir de la Caisse des écoles du V<sup>e</sup> arrond<sup>t</sup> pour les travaux de), VI, 475.
- CREÛSOT (LE), I, 300. — (De l'apprentissage dans les usines du), 330. — (Conditions des enfants au), VIII, 526; XI, 386.
- CRISTALLERIES ET VERRERIES (L'enfant dans les), I, 350. — Baccarat, Gast, Epinac, Saint-Ouen, Pantin, le Bourget, Saint-Denis, *ibid.* — (Voy. *Verreries*.)
- Crouslé** (M. L.). Rapport sur la création d'une École d'apprentis dans le V<sup>e</sup> arr<sup>t</sup>, V, 220.

**Crozatier** (Concours pour le prix de M.), IX, 357.

CULTES DIVERS (Œuvre pour les enfants de), I, 226.

## D

**Dabin** (M. l'abbé), fondateur de l'Orphelinat agricole de la Ducheraie, commune de Cambon, XI, 429.

DANEMARK (Loi sur le travail des enfants en), VI, 375, 422.

**Decaisne** Dr. Sa brochure : *Des effets du tabac chez les enfants*, IV, 48.

DÉCRET reconnaissant la Société de protection des apprentis et enfants employés dans les manufactures comme établissement d'utilité publique, II, 175; — relatif à l'exécution de la loi du 19 mai 1874, sur le travail des enfants employés dans l'industrie, X, 108. — Du 22 septembre 1879, interdisant le travail des enfants dans les établissements dénommés au tableau A et l'autorisant dans ceux dénommés au tableau B, XII, 349.

**Délaissement**, inspecteur. Son discours aux prix décernés à Toulouse, IX, 564.

**Delaporte** (Don de 500 fr. par M<sup>lle</sup>), IV, 114. — (Don de 1,500 fr. aux Écoles professionnelles de jeunes filles par M<sup>lle</sup>), V, 181.

DÉLÉGATION cantonale pour l'instruction du II<sup>e</sup> arrond. (Communication de M. Thorel à la), IV, 100.

**Délerot** (M. Émile), Conservateur de la Bibliothèque de Versailles. Avant-propos sur la situation faite aux enfants dans les ateliers avant la fondation de la Société, I, 3. — Secrétaire du Comité de publication I, 36; V, 37. — Rapport sur les Pensions d'apprentis, I, 64; — sur les Ateliers d'apprentissage, I, 147. — Compte rendu à l'Assemblée de la Caisse des écoles de Versailles, IV, 90. — Secrétaire provisoire de la Société, 113. — Les enfants de l'industrie émigrés de Paris, pendant le siège, IV, 122. — Note sur les classes d'enfants, V, 428.

DEMI-TEMPS pour le travail des enfants adopté en Angleterre et à Mulhouse par M. J. Dollfus, I, 370.



- (Discussion sur le), II, 194; en Angleterre, IV, 34. — Proposition de M. Descottes sur le), V, 333. — (Voy. *Écoles, Travail des Enfants*.)
- Denière** (M.), président de la Commission de l'enseignement artistique, I, 104; V, 38.
- Déols** (Indre). Orphelinat pour les jeunes filles, I, 294; VII, 387.
- Dépôt** de la Préfecture de police (Visite au), VII, 186, 562.
- Descottes** (M.), ingénieur des mines. Observations sur l'âge d'admission et l'instruction des enfants dans les manufactures, V, 332, 348 et suiv.
- Désir** (M<sup>lle</sup>), Présidente du *Comité des institutrices de charité*, II, 159. — Ses écoles professionnelles, VII, 347. — Notice nécrologique, VIII, 332.
- DESSIN** et modelage (Statuts de l'École de), fondée par la Chambre syndicale de la Bijouterie, III, 412. — (Distribution des prix à l'École professionnelle de), V, 284. — (Programme de l'enseignement du) dans les écoles primaires et supérieures, XI, 384. — Distribution des prix aux élèves de l'école de) de la Ville de Paris, XII, 398.
- Devienne** (M<sup>lle</sup>), fondatrice d'un Ouvroir, à Beauvais, III, 92.
- DIACONESSES** PROTESTANTES (Œuvres fondées par les), II, 374.
- Didot** (M. Ambroise-Firmin), préside la séance du Patronage des enfants de la Papeterie, III, 420.
- DIEPPE**. Œuvre des Apprentis pour la confection de la dentelle et la couture, I, 291. — (Les sœurs de la Providence de), II, 360.
- Dieterle** (M.), vice-président de la Commission de l'Enseignement artistique, I, 104.
- Dietsch**, I, 308. — (Ecoles fondées à Liepvre (Haut-Rhin), par MM.), III, 425. — (Etat récapitulatif des fondations de MM.), 427. — Propose de décerner des médailles, V, 260. — (Notice nécrologique sur M.), VIII, 62.
- Dietz-Monin** (M.), membre du Conseil municipal et de la Chambre du commerce. — Discours à la Chambre syndicale de l'Horlogerie X, 281.
- Dollfus** (M. Jean), de Mulhouse, vice-président d'honneur en 1867, I, 35, 308. — Rapport sur une médaille à décerner, II, 27; — sur le travail du demi-temps, 195; — sur la loi du travail des enfants, 231. — Vice-président d'honneur de la Société, V, 7; — opte avec ses ouvriers pour la nationalité française, 247.
- Dubois** (M.) (Enquête sur la situation des enfants dans la verrerie, par M.), IV, 46; — sur les enfants de la verrerie, V, 336.
- Dubosq** (M<sup>me</sup>), fabricante de fleurs, à Paris, VII, 335.
- Ducarre** (M.), député. — Son discours sur la loi du travail des enfants, VII, 216. — Rapport sur les conditions du Travail en France, XI, 110.
- Ducellier** (M.), sur l'inspection du travail, II, 222.
- Duchollet** (M. le Dr), président d'une Association de patronage, I, 227.
- Daffourc d'Antist** (M.), chargé des envois de livres aux bibliothèques, II, 282.
- Dufrenoy**, fabricant de soies (Nécrologie de M. Gabriel), II, 15.
- Dumangin**, président de la 2<sup>e</sup> Commission locale de Paris. Rapport à M. le Préfet de la Seine, X, 21.
- Dumas** (M.), membre de l'Académie française, secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences, *Président de la Société de protection*, I, 39; — rapport sur les abus du travail des enfants en 1864, I, 27; — discours d'ouverture à la séance d'inauguration, I, 45; — discours à la distribution des récompenses le 27 octobre 1867, I, 278; — préside les séances des 9 et 19 juin 1868, pour la discussion de la loi sur le travail des enfants, II, 194, 209; — allocution comme président de la séance du 27 décembre 1868, II, 323; — préside la séance du 19 juin 1870, IV, 3; — du 6 août 1871, 105; — du 2 mai 1872, V, 183; — réélu président de la Société, V, 8; — sur l'enseignement pratique, 188; — son rapport sur le travail des enfants, IX, 13; — Rapport sur le fonctionnement de la loi du 19 mai 1874, X, 7. — (Rapport présenté à M. le

Président de la République par), président de la Commission supérieure du travail des enfants, XI, 337. — (Allocation de) à la 4<sup>e</sup> Fête de l'enfance ouvrière, 404. — Rapport à M. le président de la République au nom de la Commission supérieure du travail des enfants, XII, 342.

**Dumoustier de Frédeux** (M.), directeur du commerce intérieur, au Ministère de l'agric. et du comm. Discours : à la distribution de l'Ecole de dessin de la Chambre de la Bijouterie et Joaillerie, VI, 437 ; — à la séance de la Société des Fleurs et Plumes, VII, 321 ; — à la distribution des récompenses de la Société, 358 ; — de l'Ebenisterie, VIII, 288 ; — aux prix de l'Ecole supérieure de commerce, 492 ; — à la Chambre syndicale du Papier peint, IX, 187 ; — à la Chambre syndicale de la Bijouterie, X, 363 ; — à la Société des enfants du Papier peint, 273 ; — à la distribution des récompenses des enfants des Fleurs et Plumes, XI, 377 ; — à la distribution des prix des enfants de l'Ebenisterie, 536.

**Dupin** (M. le baron), son projet de loi sur le travail des enfants, présenté à la Chambre des pairs le 15 février 1847, I, 10. — Censeur de la Société, en 1867, 35.

**Dupont** (M.), inspecteur du travail des enfants dans le département du Nord, I, 311.

**Duproy** (Notice nécrologique sur M. Isaac), II, 15.

**Dupuy de Lôme** (M.). Sur les périls de l'atelier, 217.

**Duvergier** (M.), anc. président de section au Conseil d'Etat ; Censeur de la Société en 1867, I, 35.

## E

**EBENISTERIE** (Société des enfants de l'), I, 231. — (Soc. paternelle de l'), 306. — (Récompenses à la Soc. paternelle des enfants de l'), II, 145. — (Concours de 1868 pour les enfants de l'), 274. — (Etat de la Société des enfants de l'), III, 411. — (Distribution des prix aux enfants de l'), V, 15. — (Notice sur la Société des enfants de l'), V, 118. — Séance solennelle du Patronage

des enfants de l'), V, 15, 473. — (Patronage des enfants de l'), VI, 367. — Distribution des prix, VII, 152. 409. — Séance solennelle du 7 février 1875, VIII, 283. — Distribution des prix pour 1875, IX, 494. — Allocation de la Société de protection, XI, 14. — Distribution des prix aux enfants (de l'), 530.

**ÉCOLE-ATELIER** (l'). — Article de M. P. Robiquet sur la proposition de loi de M. Martin-Nadaud, XII, 188.

**ÉCOLES COMMUNALES** (Création d'un service médical dans les) et salles d'asile de la Ville de Paris, XII, 305. — Sortie des enfants pour prendre leurs repas, 305.

**ÉCOLES intermédiaires pour les professions**, I, 120. — Professionnelles de Paris (Rapport sur les), 137 ; — d'apprentis de MM. Trapp et Steinheil, I, 378 ; — diverses de l'État inscrites comme membres perpétuels de la Société, II, 274 ; — d'apprentis (Mémoire au Préfet de la Seine sur les), par M. Gréard, V, 65. — (Choix des métiers pour les), 66. — (Organisation des), 69. — (Frais d'installation et budget des), 72. — (Matériel d'installation, tables, encriers, etc. des), 78. — (Projet de création des) d'après le Rapport de M. Gréard, V, 111. — (Rapport au Conseil municipal de Paris sur la création d'une), V 214, 287. — (Projet d'école à fonder dans le V<sup>e</sup> arr<sup>nt</sup>), 220. — (Vote du Conseil municipal pour la création d'une), 284. — Professionnelle de dessin fondée par la Chambre de la bijouterie, 284 ; VI, 434. — D'apprentissage (article de M. Robert sur les) à établir dans les Magasins-Réunis, VI, 372. — (Article de M. Em. Corra sur les), VIII, 39 ; IX, 201. — Ecoles techniques, article de M. Marjolin, 435. — Discussion sur les Ecoles municipales, 347. — Règlement de l'Ecole municipale d'apprentis de Paris, 468. — *Ibid.*, 512. — Ecole du boulevard de la Villette, IX, 468. — Conditions d'admission, 469. — Règlement, 473. — Projet de loi tendant à la création d'Ecoles professionnelles dans chaque département, X, 145.

**ÉCOLE D'APPRENTISSAGE** (Projet d'une), par M. Robert, VI, 372 ; — de cou-

- ture, 475. — (Discussion devant la Chambre des députés du projet de loi sur les). — Proposition de M. Lorois, 153; XI, 385; XII, 16.
- ÉCOLE D'ARTS ET MÉTIERS** (Conseil général, de la Seine au sujet d'une), VIII, 489. — Industrielles pour réprimer le vagabondage (Rapport par M. Robin sur les), VII, 35. — De M. Mourceau, 167. — *One industrial School* chez les Anglais, 352. — Écoles de mendiants à Londres, VIII, 60. — Prix à l'École de commerce de Paris, 402. — École professionnelle de typographie chez M. Chaix, distribution des prix, 455 — École de commerce, 492. — (Article de M. Salicis sur les), VI, 335. — Distribution de récompenses à l'École de dessin et de modelage de la bijouterie, 434; — de la ville de Paris, 473; — des typographes fondée par M. Chaix, 480 et suiv.; — de MM. Goffinon et Barbas, VIII, 124, 146. — Projet d'école d'apprentis pour la Tabletterie, IX, 323. 468; — Conditions d'admission, 469. — Règlement, 473. (Voy. *Typographes*.)
- ÉCOLES DE DEMI-TEMPS** à Lille, II, 297. — Acte du Massachusetts, IV, 101. — (Annexion d') à celle de la rue Bouret, XI, 278; — (Réflexions sur les) par MM. E. Nüsse et J. Périn, à propos d'une visite faite à l'école de demi-temps de Puteaux, 504; — (Ouverture par la Ville de Paris de trois), 554; XI, 278.
- ÉCOLES DE FABRIQUE** (Lettre de M. Colombier sur les), X, 107; de la Ville de Paris, 393.
- ÉCOLES DE JEUNES DÉTENUS** (Création d'), XI, 556.
- ÉCOLES ET MUSÉES D'ART INDUSTRIEL** (Projet de création d'), XII, 399.
- ÉCOLE (L') MUNICIPALE D'APPRENTIS**, boulevard de la Villette, VI, 473; IX, 103, 468, 473, X, 392, 498; XI, 659. — (Don fait à l'), XI, 278.
- ÉCOLE MUNICIPALE THÉORIQUE ET PRATIQUE D'HORLOGERIE** (Règlement de l'), de Besançon, communiqué à la Société par M. Is. Roche, XII, 79.
- ÉCOLE PROFESSIONNELLE DE JEUNES TYPOGRAPHES** de l'imprimerie A. Chaix et C<sup>o</sup> (Voy. *Typographes*.)
- ÉCOLES PROFESSIONNELLES** de Paris (Rapport sur cinq), par M. Émile Péreire fils, I, 137.
- ÉCOLE PROFESSIONNELLE PRATIQUE DE JEUNES FILLES**, directrice, M<sup>me</sup> Carot, à Paris, IX, 252.
- ÉCOLE PROFESSIONNELLE DES FILLES DE NANCY (L')**, dirigée par M<sup>lle</sup> de Metz. — (Extrait du rapport annuel de), XI, 542; XII, (211. — Allocation à l'), 319.
- ÉCOLE SUPÉRIEURE DU COMMERCE** (Voyage entrepris par l'), XI, 286.
- ECONOMIE CHARITABLE** (Société d'), VIII, 52. — (Résolutions adoptées dans le Congrès d'), 155.
- ÉCONOMIE DOMESTIQUE** (Exposition universelle d'), en 1872, V, 181.
- ÉDUCATION** des enfants apprentis par la famille, I, 235; — par l'atelier, 242; — par le dimanche (Discours du père Hyacinthe), 245.
- Eichthal** (M. Eug. d'). Observations sur le projet de loi sur le travail des enfants, V, 265. — Extrait d'une brochure sur le *Travail des Enfants*, 311.
- ELANCOURT**. Orphelinat de l'Assomption, fondé et dirigé par M. l'abbé Méquignon, I, 294.
- Elhoungne** (M. d'), député belge. Opinion sur le travail des enfants, III, 135.
- EMBALLAGE** (Société d'assistance paternelle pour les enfants employés dans l'industrie de l'); statuts, VI, 442.
- EMBALLERS** (Chambre syndicale des) VIII, 512; IX, 92. — L'Emballleur parisien, IX, 356.
- EMIGRATION** de Paris, pendant le siège, des enfants de l'industrie, IV, 122.
- EMPLOI DES ENFANTS** (De l') dans les professions ambulantes de saltimbanques, acrobates, etc., par MM. E. Nüsse et J. Périn, XI, 187. — Jurisprudence, XII, 334.
- ENCOURAGEMENT AU BIEN** (Société d'), récompenses offertes, VI, 424; VIII, 503.
- ENFANTS** (Les). (Œuvre des vacances des), fondée par M<sup>me</sup> Dollfus à Mulhouse, IV, 22. — De l'Industrie; émigrés pendant le siège de Paris, 122.
- ENFANT** des manufactures (L'), par M. Migneret, I, 200. — (Relèvement de l'âge des), II, 286. —



- (Article de M. Wolowski sur les). II, 91. — (Vacances des) III, 327; — dans les imprimeries. VIII, 20. — (Voy. *Instruction, Récréations, Vacances.*)
- ENFANTS SURCHARGÉS, V, 128. — Vic-times d'accidents, III, 214; IV, 37, 128; V, 128, 179; VII, 77, 95, 172, 493; IX, 23, 146, 321; X, 122, 214; XI, 294, 388, 555.
- ENFANTS dans les professions ambulantes, VI, 342; VII, 458. — (Texte de loi relative à la protection des), 143. — Adoption et correction des enfants abandonnés ou vicieux, 150, 307. — (Lettre du Ministre sur les), 400. — (Infraction à la loi sur les), VIII, 144; X, 310. — (De l'emploi des), commentaire de la loi, XI, 187.
- ENFANTS MALHEUREUX (Les), XI, 705.
- ENFANTS MINEURS (Responsabilité des père et mère à l'égard de leurs), VI, 465.
- ENFANTS MUTILÉS (Patronages des), V, 36, 53.
- ENFANTS PATRONÉS (Les), XI, 712.
- ENFANTS PAUVRES (Création à Ashford (Angleterre) d'une école d'), VII, 45.
- ENFANT de la rue (L'), chronique, V, 27. — (Condamnations contre l'), V, 327. — Transformé en apprenti, 413. — (Deux types opposés d'), VI, 525. — (Cas de vol commis par des), VII, 97; 189, 564; IX, 205. — à New-York, VII, 47, 463; VIII, 54.
- ENGAGÉS volontaires d'un an (Examen professionnel à subir par les), V, 411.
- Engel-Dollfus** (M. Fr.), de Mulhouse. — Article sur les arbres de Noël, II, 460. — Communication et rapports divers au nom de la Commission pour les accidents de machines à Mulhouse, III, 284. — Communications sur les législations de Zurich et de Bade, III, 469. — Médaille pour son Œuvre des vacances des apprentis, IV, 22. — Rapport à la Société d'instruction de Mulhouse, 83. — Offre les *bulletins de l'Association pour prévenir les accidents*, V, 199. — Sa lettre sur les accidents de machines, VI, 519; VII, 26, 30; VIII, 333. — Lettre sur le Congrès d'Eisenach, 70.

ENSEIGNEMENT PRIMAIRE, dans les campagnes, VI, 524. — Rapport sur l'enseignement primaire à Vienne (Autriche), par M. Buisson, IX, 483. — (Rapport de M. Sigismond Lacroix sur l') et les Caisses des Ecoles, XI, 90. — (Voy. *Dessin, Instruction primaire*).

ENQUÊTE sur l'Enseignement professionnel en 1863, I, 125. — Sur la situation des classes ouvrières, V, 82, 246, 326; — sur l'Enseignement technique, 256 et 336; — sur l'état de l'instruction des apprentis, 344, 427; — sur les conditions du travail, 406; VIII, 486; — sur les institutions et œuvres d'assistance, d'épargne et de mutualité créées soit par les chefs d'industrie en faveur de leurs ouvriers, soit par leurs ouvriers eux-mêmes pour améliorer leur condition physique et morale, XI, 28; — Questionnaire sur ladite enquête, XI, 30.

ENSEIGNEMENT TECHNIQUE (Note sur l'), article de M. Migneret, I, 151. — (Rapport du g<sup>al</sup> Morin sur l'), VII, 513.

ENSEIGNEMENT populaire (Nouvelle méthode adoptée en Suisse et en Angleterre pour l'), V, 240.

ENSEIGNEMENT professionnel (Coup d'œil historique sur l'), par M. Migneret, I, 107. — Technique (Projet de loi présenté le 2 juin 1865 sur l'), 127. — (Note sur les écoles d') à Mulhouse, 132. — (Ecole d'), religieux fondée par l'abbé Chevrier, à Lyon, III, 89. — (Amendement de M. Darimon sur l'), 106. — Professionnel pratique (sur l'), V, 183. — (Observations en séance publique sur l'), 183. — (Conclusions de la Société sur l'), 197. — (Observations sur l'), par M. Ch. Robert, 212. — Lettre de M. le président de la Société à M. Beudant, conseiller municipal, et à M. le Préfet de la Seine, 252. — (Enquête sur l'), réponses des Chambres syndicales, 256. — (Observations sur l'), par M. d'Eichthal, 311. — (Enquête sur l'), 339. — Enseignement primaire et apprentissage, VI, 334. — (Observation à l'Académie des sciences morales sur l'), 378. — Primaire à l'École de M. Mourceau, VII, 167. — (Questionnaire d'), 183. — (Notes sur l'utilité publique de l'), 317. — Prix dé

cernés chez M. Chaix, 523. — (Rapport de M. Manès sur l'), VIII, 112. — (Rapport sur l'), par M. Favre, VIII, 511; — dans le Rhône, IX, 353. — (Séances du Sénat et de la Chambre des Députés du 16 janvier sur l'), XII, 93.

**Esnault-Peltrie** (M. P.), fondateur d'un Orphelinat, à Crosne, VII, 389.

**ESPAGNE**. Loi du 24 juillet 1873, réglant le travail des Enfants dans les fabriques et ateliers, X, 497.

**Estelle** (M.), inspecteur libre pour le travail des enfants, I, 311, 372. — Inspecteur à Mazamet; son tableau pour les apprentis, II, 235.

**ÉTABLISSEMENTS scolaires** (Crédit alloué par la Ville de Paris pour), V, 327. — (Circulaire du Préfet de la Seine sur l'instruction et les), 344. — Insalubres (Règlement sur les), VIII, 248.

**ÉTAT** (Institutions de l') en faveur des enfants, I, 340.

**ÉTATS-UNIS** (Filature et fabrique de M M. Chapin, aux), II, 411. — (Règlement de l'école et du travail aux) de l'État de Massachusetts, IV, 401; VII, 544. — (Sociétés protectrices de l'Enfance aux), X, 86. — Lois obtenues par une Société fondée à New-York en vue de prévenir les cruautés dont les enfants peuvent être victimes, XI, 93. — Dispositions de ces lois, 94. — Fondation en faveur des femmes, 382.

**ÉTRANGER** (Renseignements divers sur le travail à l'). VI, 375, 450, 521. — (Asiles et écoles d'enfants à l'), VII, 45, 177. — Ecoles en Californie, 184. — (Revue de l'), 343, 457. — *Industrial School* chez les Anglais, 352. — Ecole de mendiants à Londres, VIII, 60. — En Alsace et en Belgique, 112. — Inspection du travail de fabrique en Allemagne, 380. (Voy. *Allemagne, Angleterre, Belgique, Italie*, etc.)

**ÉTRANGERS** (Patronage des apprentis), III, 398; V, 36, X, 413.

**ÉTRANGERS** (Pays). Étude législative sur la pratique de l'enseignement primaire obligatoire, par M. E. Nusse, XI, 350, 513.

**Ettlinger** (M.), sa proposition sur les Pensions d'apprentis, VI, 370; — VII, 391.

**EXPOSITION** de 1876 à Philadelphie

(Devoirs d'écoliers américains recueillis à l'), X, 404; — de 1879 à Sydney (Australie), XII, 309; — scolaire à Lausanne, 309.

**EXPOSITION** de 1878 à Paris (Circulaire du Comité du contentieux à l'), X, 30. — (Participation de la Société de protection à l'), X, 322, 415; XI, 22, 148, 312, 319, 479; — (Bibliothèque d'ouvrages techniques à l'), XI, 107; — (Règlement des conférences et Congrès à l'), 279; — (Distinctions honorifiques accordées aux membres de la Société à l'occasion de l'), 558.

**EXPOSITION DES SCIENCES APPLIQUÉES A L'INDUSTRIE**, XII, 90, 320, 400.

**EXPOSITION universelle d'Économie domestique** (Groupes composant l'), V, 247.

**EXTERNAT d'apprentis** (Devis d'un), V, 238

## F

**FAÏENCE**. — (Voy. *Gien*.)

**Falize aîné** (M.), Président de la Chambre syndicale de la bijouterie, III, 413. — Son discours à la distrib. des prix de l'Ecole prof. de dessin, V, 285. — *Ibid.*, VI, 434.

**Fagniez** (M. Gust.) auteur d'*Études sur l'industrie et la classe industrielle à Paris au XIII<sup>e</sup> et au XIV<sup>e</sup> siècle*.

**Fanien** (M.M.), fabricants de chaussures à Lillers. — Fondation d'une école, XI, 551.

**Feray** (M.), député. — Son discours sur la durée de la journée pour les enfants, VI, 46.

**Ferry** (M. E.), son discours à l'École professionnelle de M. Chaix, IX, 624.

**FÊTES** organisées pour les enfants; vacances des enfants des manufactures, III, 327. — des Rois dans un Patronage, III, 329. — Récréations offertes aux enfants à Paris et à Mulhouse, III, 396. — (Voy. *Arbres de Noël*.)

**FÊTES DE L'ENFANCE OUVRIÈRE** (Distribution des récompenses de la Société de protection). — (1<sup>re</sup>), 27 octobre 1867, I, 271. — *Distributions de récompenses* du 27 décembre 1868, II, 319 et du 21 juin 1870, IV, 10-33. — (2<sup>e</sup>), 5 juillet 1874,

- VII, 357-410; IX, 11, 123. — (3<sup>e</sup>), 30 avril 1876, 229. — (Programme des prix de la 4<sup>e</sup>), XI, 5. — (4<sup>e</sup>), 28 juillet 1878, 401.
- FILATURES** (École de), fondée à Mulhouse, I, 134. — (Manufacture de M. Harmel pour la), 332. — (Salaires des enfants employés dans les), VIII, 176. — (Précautions à prendre pour éviter les accidents dans les), VII, 423. — de Betton-Bettonnet, Savoie, 475. — Métiers à tisser (Nettoyage des), VII, 7. — De MM. Thiriez, à Loos-lez-Lille, IX, 335.
- FILLES** (Écoles professionnelles à Paris pour les), I, 138. — (Ateliers de travaux à l'aiguille pour les), 149. — (Rapport sur l'organisation du travail des jeunes), II, 345. — (Limite d'âge pour l'apprentissage des), VI, 7. — (Note sur le travail des), par M. Joseph Lefort, 469.
- FILLES DE LA SAGESSE** à Saint-Laurent-sur-Sèvre (Vendée), II, 341.
- FLEERS**. Patronage pour les jeunes filles, fondé par M. l'abbé Foucault, I, 294.
- FLEURS ET PLUMES** (Société fondée par les fabricants de). — (Séance d'inauguration de la Société des). (Note sur l'apprentissage des), I, 172. — (Société d'assistance paternelle pour les enfants employés dans les fabriques des), I, 232. — Distribution des récompenses à la Société d'assistance paternelle des fleurs et plumes, X, 428; — (à la Société des), 306. — (Apprentissage des), à Clamecy, I, 387. — (De l'apprentissage et de l'assistance donnée aux enfants dans l'industrie des), II, 67. — (Etat dans Paris de la fabrication des), II, 68. — (Distribution de récompenses à la Soc. des), II, 151. — (Société paternelle des enfants des), III, 410. — (Lettre de M. Ch. Petit sur les apprentis des), V, 122. — (Assemblée générale de la Société des), 466. — (Séance du 20 avril 1873 de l'Assistance paternelle aux enfants des), VI, 397; — Du 11 novembre 1873, 507. — (Projet de Pensionnat-Ecole pour les apprentis des), VII, 92. — (Assemblée générale de la Société des), 535. — (Chambre syndicale des), 166. — Récompenses du 29 mars 1874, 320. — Séance du 10 novembre 1874, 535.
- Séance du 4 avril 1875, VIII, 344. — Assemblée générale du 16 novembre 1875, 518. — Récompenses du 23 avril 1876, IX, 609. — (Chambre syndicale des), X, 82. — (Distribution des récompenses à la Société d'assistance paternelle des enfants employés dans les), XI, 376. — Assemblée générale du 19 novembre 1878; 665. — (Compte rendu de la séance du 23 décembre 1878 de la Société d'assistance paternelle des), XII, 70. — (Distribution des prix aux enfants des), 196.
- Flour** (M. Édouard). Son projet d'atelier-école pour marins, II, 295.
- FOECY**. Colonie professionnelle, I, 293.
- FOLEMBRAY** (Les enfants de la verrerie de), III, 112.
- Follot** (M.), secrétaire du Patronage du papier peint. — Son compte rendu, VIII, 301. — Président du Patronage industriel des enfants du papier peint, XI, 176; — Censeur de la Société, 7.
- Forcade** (Rapport sur l'inspection du travail des enfants, par M. de), II, 439.
- FORCE** (Dordogne). (Orphelinat de la), II, 333.
- Fouchet** (M. Paul), Rapport sur la manufacture de MM. Harmel frères, I, 332. — Note sur l'atelier de M. Collinot, II, 271. — Note sur les apprentis décorateurs sur porcelaine, III, 279. — Rapport sur l'échange des comptes rendus entre les Œuvres, III, 386. — Notice sur l'apprentissage en Suède, III, 473.
- FOURCHAMBAULT**. Patronage d'enfants et jeunes ouvriers, dirigé par M. l'abbé Comoy, VII, 388.
- Fourment** (Orphelinat de M. de), II, 337. — (Note sur l'Orphelinat de M. de), 379.
- Fourneyron** (Nécrologie de M. Benoit), II, 16.
- FRÈRES** de la Sainte-Famille, à Voiron (Isère), fondateurs de l'Orphelinat de Notre-Dame de Vouize, XI, 429.
- FRÈRES** des Écoles chrétiennes. Fondent plusieurs écoles professionnelles au XVIII<sup>e</sup> siècle, I, 112. — (Patronages dirigés par les), I, 216, 284, 310. (Voy. *Patronages*.)



**Frère-Orban**, Ministre des finances en Belgique. Son opinion sur le travail des enfants, III, 141.

**Freycinet** (M. de). Rapport sur le règlement d'administration publique relatif au travail des enfants dans les mines, VIII, 180. — Rapport sur le règlement relatif à l'emploi des enfants dans les établissements classés comme dangereux ou insalubres, 248.

**Froger de Mauny** (M.), Rapport au Comité judiciaire sur la proposition d'exclusion des enfants de moins de 16 ans de tous travaux dangereux, XII, 118.

**Froment-Meurice** (M.), secrétaire de la Commission de l'enseignement artistique, I, 104.

**FUMISTES** et ramoneurs (Œuvre de<sup>s</sup> jeunes), II, 426. — (Patronage des), VIII, 531. — (But de l'Œuvre des), X, 162.

**FUMISTERIE** (Chambre syndicale de la), VIII, 359, 453, 515; X, 83.

**Funck** (M.), Discours au Parlement belge sur le travail des enfants, III, 120.

**FUTEAU** (Meuse), Œuvre d'apprentissage fondée par M. l'abbé Aubry, I, 288.

## G

**Gagny** (M<sup>lle</sup> Paula), fondatrice de l'Orphelinat de la rue d'Auvergne, à Lyon, XI, 430.

**GANTERIE** (Apprentissage dans les ateliers de), à Chaumont, II, 306. — (Chambre syndicale de la) à Grenoble, X, 84.

**GARDIENS DE LA PAIX** (Lettre du Président de la Société à M. le Préfet de Police sur les récompenses à décerner aux), X, 9, 413; XI, 148. — (Lettre de M. le Préfet de Police à M. le Président de la Société, envoyant la liste des) méritant d'être récompensés, 310. — (Démarche faite par M. le Président de la Société auprès de M. le Préfet de Police relativement aux récompenses à décerner aux), 316. — (Récompenses décernées aux) à la quatrième Fête de l'Enfance ouvrière, 463. — (Listes de) ayant constaté une infraction à l'article 3 du décret du 13 mai 1875, 464.

**Génin** (M<sup>lle</sup> Louise), fondatrice d'un établissement à Saint-Denis, XI, 430.

**GENTILLY** (Notice sur la Colonie agricole et pénitentiaire de), par M. Cerfbeer, III, 439.

**Geoffroy Saint-Hilaire** (M.), président du Comité des recettes et dépenses, V, 38.

**GÉOGRAPHIE** (Méthode d'enseignement de la), V, 44.

**Gerdalle** (Sœur Onésime) de la congrégation de Saint-Charles, à Barle-Duc, VII, 398.

**GIEN** (Travail des enfants à), III, 268. — (Fabrique de faïence à), 271.

**Gilet-Piéron** (Fabrique de M.), I, 307. — (Rapport sur la teinturerie de M.), 337.

**Gillon** (M. Paulin), député. Son discours sur la loi du travail des enfants, VI, 240.

**Giraud** (M.), président de la Chambre syndicale des marchands tailleurs.

**Goblet** (M. René), député. — Son discours sur la loi du travail des enfants, VII, 287.

**Godchaux** (Don de cahiers par M.), II, 283. — (Caisse de participation de l'imprimerie), séance solennelle, VIII, 128; IX, 258.

**Godin** (M.), député. — Son discours sur la loi du travail des enfants, VI, 90.

**Goffin** (M.), président de la Soc. des Amis de l'enfance, II, 261.

**Goguel** (M.), (Notice nécrologique sur) VII, 474.

**Goldenberg** (M.). Lettre à M. le Ministre du commerce sur le travail des enfants, II, 129. — Discussion sur l'âge des enfants, II, 189. — Son polissoir ventilateur, IV, 48. — (Notice nécrologique sur M.), V, 132.

**Goldschmidt** (M. Léopold), don à l'Œuvre des bibliothèques, V, 26.

**Goubert** (M. le docteur Élie), a publié un ouvrage intitulé : *des agents perturbateurs de la Jeunesse*.

**GRADIGNAN**. Orphelinat agricole dirigé par M. l'abbé Moreau, VIII, 386.

**GRAND'COMBE** (Gard), (C<sup>ie</sup> des mines de la), I, 3.

**Gras** (M.), son Ecole typographique, à Montpellier, III, 223.

**Graux** (M. Georges), avocat, secrétaire du Comité de l'Assistance judiciaire, VII, 68.

**Gréard** (M.), membre de l'Institut, inspecteur général de l'instruction publique, directeur de l'enseignement primaire du département de la Seine; président du Comité de l'enseignement élémentaire, I, 57; V, 37. — Extraits de son mémoire sur les Écoles d'apprentis, V, 65. — Directeur de l'enseignement primaire, V, 328. — Rapport sur les classes spéciales, 460. — Sur l'instruction élémentaire, IX, 100. — Extrait d'un mémoire publié à l'occasion de l'Exposition universelle de 1878 (par) sur l'Enseignement primaire à Paris et dans le département de la Seine, XI, 659.

**GRENOBLE** (L'Asile Sainte-Agnès de), IV, 23.

**Grosselin** (M.), fondateur d'un Orphelinat de sourds-muets (notice sur), IV, 14.

**Groult** (M.) (Maison de), I, 304. — (Internat manufacturier de), II, 303. — Compte rendu d'une visite à l'internat de, II, 420. — Sur l'enseignement technique, V, 139. — (Prix fondé par), V, 247; — nommé Offic. d'académie, 328; VII, 392.

**Guerrier de Haupt** (M<sup>lle</sup> Marie), lauréat de l'Académie française et de la Société de protection des apprentis, XI, 462. — La clé d'or (Histoire de deux apprentis par), 466.

**Guichard de Choisy** (M<sup>lle</sup>), fondatrice-directrice de l'Orphelinat du Sacré-Cœur de Jésus, à Marseille, IX, 248.

**GYMNASTIQUE** (Résultats de la), II, 298. — (Arrêté préfectoral sur la), V, 327. — (Exercices de) pour le dimanche, III, 107. — Création par la Ville de Paris de cinq gymnases, XII, 305.

## H

**Halluin** (Le rév. P.), directeur de l'*Immaculée-Conception*, maison d'apprentis, à Arras, I, 78, 288, — Ar-

ticle sur l'organisation de cette Maison, V, 374 à 390; VII, 388.

**Hamelin** (M.), compte rendu de la distribution des récompenses à l'atelier de jeunes ouvrières pour dévider la soie, I 166. — (L'établissement de M.), 301. — (Fabriques de soie de M.), II, 382; VII, 389.

**Hansen** (M. Pierre-Ch.), secrétaire de la chambre de commerce de Kiel. Article sur l'apprentissage dans le Schleswig-Holstein, XII, 394.

**Harmel frères** (Etablissement de MM.), I, 302. — (Rapport sur la manufacture de MM.), 332. — (Extrait d'une brochure faite par MM.), XI, 546.

**Havard** (M.), président de la Chambre de la Papeterie, III, 420. — Discours à la Chambre syndicale du Papier, VII, 449; VIII, 352; X, 158.

**HAVRE** (Ecole d'apprentissage au), II, 292.

**Hayem** (M. Armand), mention honorable, I, 308; — secrétaire de l'*Œuvre des lits d'apprentis*, II, 174. — Sur le repos du dimanche, II, 207.

**Hayem** (M. Julien). Étude sur l'Apprentissage depuis l'antiquité jusqu'à nos jours, II, 30. — Extrait du *Traité du Contrat d'apprentissage*, en collaboration avec M. J. Périn, V, 140. — VII, 392; — Note sur l'Enseignement primaire (l'Ecole annexée à l'atelier), IX, 588. — (Rapport présenté par), à la délégation cantonale du XI<sup>e</sup> arrondissement, sur un projet de création et d'organisation d'un service alimentaire, destiné aux écoles communales, XII, 51.

**Hébert** (M.), vice-président de la Société des enfants de l'ébénisterie; V, 21.

**Hébert-Duperron** (M.). Note sur les écoles annexées aux manufactures, dans l'arr. de Lisieux, II, 471.

**Hélie** (M. Faustin), juge au Tribunal civil de la Seine, — président du Comité judiciaire, en remplacement de M. Eug. Tallon, nommé avocat général à Lyon, XI, 155.

**Hément** (Félix), secrétaire du Comité de l'enseignement élémentaire, I, 57; V, 37.

**Hémon** (M. A.), bijoutier à Paris; — (Notice sur les ateliers de), par M. E. Nusse, XI, 552.

**Héraud** (M.), inspecteur des enfants assistés du département de l'Isère, I, 311.

**Hérédia** (M. de). Rapports présentés au Conseil général de la Seine, XI, 164, 638.

**Hermant** (M<sup>me</sup>), lettre sur une fête de Noël, à Rennes, VIII, 10.

**Hiélaud** (M. L.). De l'apprentissage dans les fleurs artificielles et plumes de parure, II, 67; — dans l'industrie parisienne; les pensions d'apprentis, III, 165. — Compte rendu de l'Assistance paternelle des Fleurs et Plumes (11 novembre 1873), VI, 507. — Discours à la Chambre syndicale du Papier, X, 152.

**HOLLANDE** (Loi sur le travail en), III, 479.

**HORLOGERIE**. (Distribution des récompenses à la Chambre syndicale de l'), IX, 168. — (Projet d'une Ecole technique d'), 170; X, 281.

**Houget** (M.) de Verviers (Belgique), lettre sur l'initiative en Belgique, III, 158. — Communication sur les Associations pour la réforme du travail des enfants, III, 306. — Extraits de sa brochure sur la réforme du travail des enfants, 481, IV, 31. — Lettre sur la loi de l'apprentissage, 42.

**Hyacinthe** (P.). Conférence sur les devoirs de l'industrie envers l'enfance, I, 180. — Discours sur l'éducation des apprentis, I, 235, 313.

**HYGIÈNE** de l'atelier (Discussions sur l'), II, 209; III, 196. — (Conseils d') donnés par le Dr Magnin aux apprentis de M. Chaix, VIII, 451. — Congrès d'hygiène et de sauvetage, à Bruxelles, VIII, 484; IX, 524.

I

**Impératrice Eugénie** (L') reçoit une députation de la Société, I, 99. — (Discours de Mgr l'Archevêque de Paris à), 276. — (Discours de M. le sénateur Dumas à), 278.

**Imprimerie** (Institutions de protection en faveur des enfants de l'), III, 218. — (Statuts de la Société paternelle des enfants de l') *ibid.* — (Société paternelle de l'), IV, 52. — (Les apprentis allemands de l'), 62. — Accidents dans l'), VIII, 16, 22.

**INSALUBRITÉ** de l'industrie. Mèches à fumer, IX, 578.

**INSPECTEURS** du travail des enfants créés dans le département de la Seine en 1864, I, 28; — d'ateliers, dans les pensions d'apprentis, I, 71; — des études dans les mêmes pensions, *ibid.* — Spéciaux pour le travail des enfants, article de M. Ch. Robert, V, 41; — des apprentis (instruction des), 355. — (Discussion du projet de loi sur les), VI, 235. — (Communication des), VII, 94. — (Loi sur les), 267. — (État des circonscriptions, et nomination des), VIII, 82. — Séance de réunion avec le Bureau de la Société, 164. — (Tableau du service des), 280. — Circulaires du Ministre de l'Agriculture et du Commerce sur les accidents atteignant les enfants, 420, 509; — sur les fonctions, attributions et le serment des inspecteurs, XI, 161 et 163. — Examen pour la nomination de 6 inspecteurs et de 7 inspectrices, 494. — (Questions posées à l'examen des candidats à l'emploi d'), 653. — Nomination d'inspecteurs et inspectrices départementaux, 655. — (Voy. Inspection.)

**INSPECTION** du travail des enfants (Circulaire du Ministre de l'Intérieur du 25 septembre 1854 sur l'), I, 23. — (Pétition au Sénat sur l'), 360. — (Discussion sur l'), II, 218. — (Rapport du Ministre sur l'), 439. — (Décret chargeant les ingénieurs des mines de l'), 445. — (Commission supérieure de l'), 446. — (Circulaires du Ministre aux Préfets sur l'), 448 et sui.; — En Angleterre; article de M. Alphonse Striber, III, 41 à 40; — en Silésie, VIII, 385.

**INSTITUT NORMAL catholique fondé par M<sup>lle</sup> Désir** (séance de l'), VIII, 54. — (Voy. Société.)

**INSTITUT PRIMAIRE MODÈLE** (Article sur un), par M. Salicis, répétiteur à l'Ecole polytechnique, VI, 334.

**INSTITUTIONS PRIVÉES** en faveur des



enfants, I, 347. — (Comité des), X, 406, 427.

**INSTITUTRICES DE CHARITÉ** (*Comité des*), II, 158; V, 36; VII, 110, 197; X, 406, 427; XI, 157, 474, 492, 618; XII, 26, 336. — (Règlement du *Comité des*), VII, 176, 490. — (Fête du *Comité des*), VIII, 13. — (Nécrologie de M<sup>lle</sup> Désir, présidente du *Comité des*), VIII, 332. — Fête de l'Arbre de Noël, XI, 14. — (Distribution des récompenses aux élèves des cours d'ateliers, dirigés par les), 301. — Fête de l'arbre de Noël, XII, 10.

**INSTRUCTION des enfants des manufactures** (Discours de M. Jules Simon sur l'), I, 252. — (Discussion sur l'), II, 208. — (Enquête sur l'état d'), V, 427. — Des apprentis (extrait d'un discours de M. Müller concernant l'), V, 109. — (Notice par M. Michel Alcan sur l') dans les fabriques de Bohain (Somme), 110. — Instruction primaire, VIII, 38, 46, 491; IX, 483.

**INSTRUCTION PRIMAIRE OBLIGATOIRE** des enfants de 10 à 12 ans, IX, 10. — (Cours complets d') dans une institution fondée par M<sup>me</sup> Hippolyte Menier, XI, 387. — (Statistique de XII, 555. — (Projet de loi sur l') XII, 94.

**INTEMPÉRANCE** (De l') chez les enfants par M. Jos. Lefort, VIII, 33.

**INTERNAT D'APPRENTIS** (Projet de pétition à présenter au Conseil municipal en faveur d'un), X, 197. — (Rapport de M. Is. Roche sur les), XI, 133. — (Considérents votés sur les), par M. Lefébure, secrétaire général de la Société, 140. — (Rapport de M. Nusse sur les) 305. — (Commission des), XII, 101. — (Rapport de la Commission des) présenté à la Société par M. Nusse, secrétaire de ladite Commission, 105.

**INTERNATS de charité**, fondés par les congrégations religieuses et par les laïques, Article de M. Monnier, II 345. — D'apprenties des sœurs de Marie auxiliaire (Rapport de M. Marjolin), IX, 329.

**INTERNAT MANUFACTURIER** (Nouvel) de Vitry-s.-Seine, II, 303. — Internats divers, 378. — (Visites à l') de M. Muller, 413; — (à l') de M. Groult, 420.

**INVALIDES du travail**, à Lille (lettre

de M. Longhaye sur l'Œuvre des), VIII, 337.

**ISRAÉLITE** (Œuvre pour les enfants du culte), I, 225. — (Pension d'apprentis du culte), II, 262.

**ITALIE** (Condition des enfants dans les fabriques, en), X, 171. — Opinion sur l'intervention du législateur pour la réglementation du travail des enfants, XII, 392.

## J

**JAPON** (Instruction primaire au), IX, 517.

**Japy** (M.), président de la Chambre syndicale de l'Hoflogerie. Son discours, X, 284.

**Jeannel** (M. R.), Articles sur les arbres de Noël, III, 72.

**Joret-Desclosières**, secrétaire du Comité judiciaire, IX, 23.

**Joubert** (M. Ambroise), membre de l'Assemblée nationale. Sa proposition de loi sur le travail des enfants; amendement à cette proposition, IV, 117. — *Ibid.*, V, 22. — Délibération sur son projet de loi, son discours, V, 438; VI, 33; VII, 225, 270; VII, 385.

**Joubert-Bonnaire frères** (MM.), filateurs de chanvre, à Angers, IX, 256.

**Jourdain** (M.), vice-président de l'Œuvre des lits d'apprentis, II, 82. — Notice sur les apprentis de l'imprimerie Chaix, II, 180. — Rapport (1869) de l'Œuvre des lits d'apprentis, III, 382.

**Julien** (M. l'abbé), directeur-fondateur de l'orphelinat professionnel de l'Immaculée Conception à Toulouse, 249.

**JURISPRUDENCE** protectrice des apprentis; V, 94, 100, 272, 354; VI, 433; VII, 192; VIII, 173; IX, 428; 576; X, 30, 33; XII, 24, 137, 140, 142, 331. 334. — (Voy. *Comité judiciaire*.)

## K

**Keller** (M.), député, son discours dans la discussion de la loi sur le travail des enfants, VI, 235.

**KEMBS** (Haut-Rhin), Orphelinat.

**Kérisvoal** (M. O.). Les Institutions de l'Etat en faveur des enfants, I, 340.

**Krafft** (M. Théodore), directeur de l'établissement protestant de Neu-hof, V, 396.

L

**Laboulaye** (M.), vice-président de la Société en 1872, V, 8.

**Lacroix** (M. Sigismond) (Extrait du Rapport de) sur les Caisses des Ecoles de l'Enseignement professionnel, XI, 90.

**Ladoucette** (Patronage de M<sup>me</sup> de), I, 285. — (Rapport de M. le Bon de) 360.

**Lallon** (M. -J.), auteur des *projets de réforme pénitentiaire*, XI, 295.

**Laneyrie** (M.), avocat à la Cour de cassation. Analyse des lois anglaises du 16 août 1878 (ayant pour objet de prévenir les accidents causés par les machines à battre le grain), et du 27 mai 1878 (sur le travail dans les établissements industriels), XII, 83.

**Langénieux** (M<sup>re</sup>), fondateur de la Soc. paternelle de l'Ébénisterie, II, 145. — (Œuvre fondée par), IV, 25.

**Lantiez** (M. l'abbé), sa communication sur la question d'apprentissage, II, 233. — Sur les classes spéciales, V, 434. — Président de l'enquête sur la suppression du vagabondage, VII, 31; 112.

**Lassez** (M. -G.), auteur de *Enseignement professionnel, ce qu'il est, ce qu'il doit être*, X, 504.

**LAUSANNE** (Exposition scolaire à), XII, 309.

**LAYETIERS-emballeurs.** — (Voy. *Emballeurs.*)

**Lavollée** (M. C.), sa discussion sur la loi du travail des enfants, II, 187.

**Leclair** (M.), entrepreneur de peinture — Distribution des prix aux apprentis de la Maison), I, 165. — (L'Établissement d'apprentis de M.). I, 304. — (Nouveaux statuts de la Maison), II, 468. — Sa mort, V, 328. — (Société de prévoyance et de secours mutuels de la Maison), Banquet du 11 mars 1877, X, 189.

**Lefébure** (M. Léon), ancien député, *Secrétaire général de la Société*, 1872, V, 9. — Sur l'enseignement pratique, 193. — Discours sur la loi du travail des enfants, VI, 245. — Rapport sur les travaux et les récompenses de la Société de protection en 1875-76. IX, 234. — Livre intitulé : *les Questions vitales*, 623. — Rapport à la séance solennelle de 1874, VII, 367. — Discours sur l'instruction populaire et le devoir, 545. — Son livre sur *les Questions vitales* (Compte rendu de), 639. — (Rapport de), sur les Bibliothèques d'apprentis, XI, 132.

**Lefort** (M. Joseph). Note sur le travail des jeunes filles, VI, 469. — Statistique des salaires des enfants, VII, 143. — Sur les enfants dans les mines d'Anzin, 509. — De l'intempérance chez les enfants, VIII, 33; *Intempérance et misère*, VIII, 539. — Salariares des enfants dans les filatures, 176. — Condition des enfants au Creusot, 526. — Condition des apprentis à Paris, IX, 581. — (Article bibliographique de), XI, 564. — La collection *Législation protectrice de l'Enfance ouvrière*.

**Legentil** (M.). Rapport sur la condition des apprentis à Paris, VII, 65; VII, 398.

**LÉGISLATIONS** anglaise et autres (Quelques mots sur le travail dans la), I, 4.

**LÉGISLATION.** (Voy. *Loi.*)

**Legouvé** (M.), vice-prés. d'honneur de la Société, V, 7.

**Legrand** (M. Anatole). Notice sur les apprentis de M. Lemaire, II, 86. — Notice sur les ateliers-mo-dèles, II, 266.

**LEGS** en faveur d'apprentis à l'hospice de Versailles, par M<sup>me</sup> Lespinasse de Florentin, I, 268.

**Lekime** (M<sup>me</sup>), Directrice de l'atelier de cigarières. IV, 26. — Émigration pendant le siège de Paris, 124. — (Don fait par la Société à), V, 261.

**Lemaire** (M.) (Fabrique de), I, 302. — (Les apprentis de), II, 86. — (Visite du Min. de l'Instr. publ. aux ateliers de), II, 264.

**Lemoine** (M. Henri), Allocution

- à la séance de la Société paternelle de l'Ebénisterie, II, 145; — président du Patronage des enfants de l'Ebénisterie, V, 15; — président de la Société de l'Ebénisterie, III, 411. — Notice sur la Société des enfants de l'Ebénisterie, V, 118. — Discours aux prix des enfants de l'Ebénisterie, VII, 152; VIII, 284; IX, 494. — Rapport à la distribution du Patronage de l'Ebénisterie, XI, 531.
- Lequien** (M. Justin), son offre de 25 places gratuites pour le dessin, I, 260. — (L'Ecole de), IV, 30.
- Leroux** (M. Emile), ingénieur. — Rapport sur les accidents de machines dans les imprimeries, VIII, 16; — dans les filatures, 423. — Visite à Mulhouse, 330. — Sur un concours pour éviter les accidents, IX, 37. — Secrétaire du Comité du placement des Apprentis; rapports sur le placement des apprentis, X, 13, 91; — sur une allocation de secours à certains apprentis, 102. — Rapport (de) sur les travaux du Comité de placement des apprentis, XI, 19. — Rapport (de), XI, 112.
- LES DAMES DE LA PROVIDENCE DE DOUAI**, patronage de jeunes filles, IX, 221.
- Lespinasse de Florentin** (M<sup>me</sup>), sœur de Saint-Vincent-de-Paul, ancienne supérieure de l'Hôpital civil de Versailles. — Legs en faveur d'apprentis, I, 268.
- L'Étang** (M. de), chargé de l'Œuvre des bibliothèques, V, 36.
- Leurent** (M.), député, discours à l'Assemblée sur le travail des enfants, VI, 14.
- LIBÉRÉS** (Patronage des). — (Voy. Société pour le patronage des libérés.)
- LIBRAIRIE** (Soc. paternelle des enfants de l'imprimerie et de la), IV, 52.
- LILLE**. Œuvre de la jeunesse, I, 291. — Congrégation des filles de l'Enfant-Jésus, I, 294. — (Distribution des prix offerts aux Ecoles professionnelles de), II, 297.
- LISIEUX** (Écoles annexées aux manufactures dans l'arrond<sup>mt</sup> de), II, 471.
- LITS D'APPRENTIS** (Œuvre des), II, 174. — (Souscripteurs à l'Œuvre des), II, 283. — (Rapport, en 1866, de l'Œuvre des), III, 382; V, 39.
- LOGEMENTS et établissements industriels** (de la Salubrité des), III, 378. — (Loi relative à l'assainissement des), III, 379. — Des apprentis, communication de M. Simon Schloss, V, 342. — (Extrait du rapport de la Commission des), XI, 669.
- Loi du 22 mars 1841** sur les enfants employés dans les manufactures. Texte, I, 5. — Insuffisance de cette loi, 9. — (Projet de) sur le travail des enfants, présenté par M. Dupin à la Chambre des pairs, le 15 février 1847, texte, 10. — Avantages sérieux de ce projet de loi, 11. — (Texte de) voté par la Chambre des pairs le 21 février 1848, 14. — (Texte de) sur les contrats d'apprentissage, promulguée le 4 mars 1851, 15. — (Texte de la proposition de), par M. Wolowski, en août 1848, II, 118. — Sur le travail des enfants en 1841, 161. — Sur les contrats d'apprentissage en 1851, 165. — Discussion en forme d'enquête préparatoire à la loi sur le travail des enfants, 184. — (Observations de M. Houget sur le projet de), IV, 42. — (Proposition de) sur le travail des enfants, par M. Ambroise Joubert, et amendement à cette proposition, 116. — *Ibid.*, V, 22. — (Travaux de la Commission de l'Assemblée pour le projet de) sur le travail des enfants, V, 39. — (État du même projet de), V, 92. — Sur le travail des enfants. (texte de projet de), V, 205. — (Note sur le projet de) par M. d'Eichthal, 264. — Sur l'instruction, IX, 129. — (Article additionnel à la), 294. — Modification de la loi du 19 mai 1874, discussion au Sénat et à la Chambre des députés, 379. (Voy. Travail.)
- LOI DU 19 MAI 1874** sur le travail des Enfants employés dans l'industrie (texte de la), V, 389. — Circulaire de M. le Ministre du commerce relative à, VI, 347; — (Texte de la loi), VII, 305. — Enquête relative aux Réglements d'administration publique, VII, 506; VIII, 105. — Application de la loi en Savoie, 419. — Proposition de modification à la loi, par M. Testelin, IX, 294. — (Rapport de M. Dumas sur le fonctionnement de la), IX, 13; — (Proposition ayant pour but de modifier la), 380. — (Explication théorie et pratique de la), par modifier la), 380. Périn, avocats,



- X, 226, 336, 436; XI, 53. — (L'origine et l'application actuelle de la), par M. Paul Robiquet, X, 311. — (Circulaire du Ministre de l'agriculture et du commerce relative à la), XI, 158. — (Observations relatives à l'exécution de la), 313.
- LOI FÉDÉRALE SUISSE (des 19 - 23 mars, 3 décembre 1877), concernant le travail dans les fabriques, XI, 98.
- LOIRET (l'apprentissage dans le dépt du), III, 259.
- Longhaye** (M. Aug.), rapport sur l'apprentissage dans les filatures de M. Thiriez, à Lille, IX, 335.
- Lorols.** Rédaction d'un projet de loi sur les Ecoles d'apprentissage, soumis à la Chambre des Députés et adopté, XII, 153.
- Lossler** (M.), sa note sur l'observation de la loi d'apprentissage en Prusse, II, 310.
- LUNDI (Société du travail du), II, 300.
- LUNÉVILLE. Patronage de la Société de prévoyance et de secours mutuels, dirigé par M. Cobus, I, 293.
- Luynes** (M. de). Rapport sur un matériel d'installation d'école d'apprentis, imaginé par M. Bapterosse, V, 78.
- LYCÉE FONTANES (Allocation à la Société), XII, 8.
- LYCÉE LOUIS-LE-GRAND (Allocation à la Société), XI, 130; XII, 8.
- LYON. Distribution des prix à l'Ecole d'enseignement professionnel de), I, 162. — (L'Œuvre des apprentis de), 288. — PROVIDENCE SAINT-BRUNO, dirigée par les sœurs de Saint-Joseph, II, 335. — (Orphelinats des sœurs de St-Joseph à), 354. — (Succursales des sœurs de St-Joseph, aux Chartreux, à), 395. — (Les Œuvres de la ville de), III, 78 et suiv. — (L'Œuvre des dames tutrices établie à), IV, 21. — (L'Œuvre des dames zélatrices établie à), *ibid.* — Fondation Pleney, X, 399.
- M**
- MACHINE MUE A BRAS D'HOMME, XI, 333. — (Rapport au Comité judiciaire sur les), par M. E. Nusse, XII, 18.
- Maffre** (M.) (Notice nécrologique sur) VII, 475.
- Maignen** (M. Maurice) (Cercle de jeunes ouvriers fondé par), I, 289. — Offre au Cercle des jeunes ouvriers des lits d'apprentis, II, 276.
- Maillard** (M.). Rapport sur la situation de l'enfant dans les fabriques de châles, I, 318. — Son école établie à Grougis (Aisne), II, 343.
- MAISON D'APPRENTIS TONNELÉ, directeur : M. l'abbé Archambault; à Tours, IX, 249.
- MAISONS D'ÉCOLE; leur insalubrité à Paris blâmée par M. le Dr Marjolin, V, 337. — Règles applicables à leur construction, *ibid.* (note).
- MAISON DE FAMILLE, fondée par la Soc. des Amis de l'enfance (Visite du Ministre de l'instr. publ. à la), II, 261.
- MAISON D'APPRENTIS, Œuvre de l'Immaculée-Conception, à Arras, V, 374.
- MAISON D'APPRENTIS, de la ville de Nancy, IX, 250.
- MAISON DE CONVALESCENCE (La) des enfants, XII, 215.
- MAISON DE NOTRE - DAME DU BON CONSEIL, fondée par M. Bondrand, à Lyon, XI, 430.
- MAÎTRES (Droits et devoirs des), extrait du *Traité du contrat d'apprentissage*, par MM. Hayem et Périn, V, 141.
- MAÎTRE D'ÉCOLE prussien (le), VII, 497.
- Malarce** (M. de), *Manuel des caisses d'épargne*, IX, 112. — (Communication de) sur les Caisses d'épargne scolaires, X, 498. — Création d'un Bureau d'épargne des manufactures et ateliers, 502.
- Malartre** (M.), député. — Son discours sur la loi sur le travail des enfants, VII, 227.
- Malescourt** (Louis). Internat manufacturier) IV, 30. — Lettre à la Société, V, 200. — Autre lettre, 261. — Orphelinat à Saint-Jeand-Bournay. (Isère), V, 341.
- Mame**, I, 309. — (Fête à l'imprimerie de M.), à Tours, VII, 4621; X, 256.
- MANUFACTURES (Rapport sur le travail des enfants dans les) de Rouen, par M. A. Beaulieu, III, 54. — Travail

des enfants dans les) VIII, 78, 180, 192, 230, 248. — (Voy. *Travail des enfants*.)

**Marceille** (M. l'abbé), directeur du patronage de Saint-Cernin, à Toulouse. — (Lettre de) à M. le Président de la Société, XI, 27.

**Marguerin** (M.), directeur de l'École Turgot (Livre donné à M.), I, 313. — Président du Comité du *Bulletin*, V, 37.

**Marie** (M.), ancien bâtonnier; censeur de la Société en 1867, I, 35.

**Marierval** (M.). Son rapport au Patronage des Fleurs et Plumes, VI, 514; VII, 325; VIII, 525.

**MARINE** (Institutions de l'Etat, en faveur des enfants, dans la), I, 340. — (Voy. *Messageries*.)

**MARINS** (Projet d'atelier-école pour l'instruction des jeunes), II, 295.

**Marjolin** (M. le Dr) (Discours de), II, 143. — Sur l'âge des enfants pour le travail, II, 192. — Sur l'hygiène de l'atelier, 212. — Recherches sur les accidents et les affections chirurgicales auxquels sont exposés les jeunes apprentis, III, 358. — Sur l'Enseignement technique, V, 192. — Sur le Demi-temps et les Ecoles, 334. — Sur les Ecoles, 427. — Quelques réflexions sur la loi du travail des enfants, VI, 317. — Rapport sur l'Orphelinat de Saint-Joseph, 410. — Sur l'enquête du vagabondage, VII, 31, 112. — Rapport sur l'Internat des sœurs de Marie-Auxiliatrice, IX, 329. — Article sur les Ecoles techniques et professionnelles, 435. — Délégué au Congrès d'hygiène et de sauvetage de Bruxelles; son rapport, 533; — Son allocution à la séance du 4 janvier 1877. — (Communication faite par), sur l'inspection en Allemagne, XI, 261. — Discours à la séance de rentrée du 7 novembre 1878, XI, 569.

**Marchetti** (M.), ingénieur civil, secrétaire du Comité de placement des apprentis, XI, 708. — (Rapport de), 706. — Rapport à M. le Préfet de police de la VIII<sup>e</sup> Commission locale, en 1878, XII, 45; — Rapport au Comité de placement, sur l'exercice du 1<sup>er</sup> semestre 1879, 337.

**MARSEILLE**. Patronage d'apprentis et de jeunes ouvriers, fondé et dirigé par M. Lyon, I, 293. — Œuvre d'apprentis et de jeunes ouvriers, dirigé par M. l'abbé Timon-David, I, 291.

**Martin** (MM. J.-B. et Pétrus), 301. — (Notice nécrologique sur M. J.-B.), II, 17.

**Mathieu** (M. H.). De l'apprentissage dans les Compagnies de chemins de fer, I, 324.

**Mauge du Bois des Entes** (Notice nécrologique sur M.), IX, 206.

**Maurice** (M. Gustave), inspecteur du travail des enfants dans les manufactures, V, 332; — Communications, VIII, 452. — Lettre à la Société de protection, IX, 8. — Observations sur l'application de la loi du 19 mai 1874, X, 80. — Lettre à la Chambre syndicale de la Fumisterie, 83. — Lettre demandant une rectification, XII, 44.

**Max Richard** (M.), député. Discours sur la loi du travail des enfants, VI, 146.

**Mayniel** (M. E.). Note sur l'Œuvre des jeunes fumistes et ramoneurs, II, 425.

**MAZAMET** (Règlement sur l'apprentissage dans la commune de), I, 372.

**Mazaroz** (Programme d'apprentissage de M.), V, 358.

**MEAUX** (Institutions pour favoriser l'apprentissage à); distribution de récompenses, VIII, 448.

**MÉCANICIENS** (Projet d'Ecole d'internes pour les apprentis), VI, 407.

**MÉDAILLES** accordées aux membres des Commissions à propos de la séance solennelle du 27 oct. 1867, I, 313. — A propos de la séance du 27 déc. 1868, II, 343. — (Voy. *Récompenses*.)

**Melun** (M. le C<sup>te</sup> de). Compte-rendu d'une fête de Patronage, I, 265. — Fondateur des Patronages des frères des Ecoles chrétiennes, I, 284. — 312. — Discours à l'Assemblée sur la loi du travail des enfants, VI, 39, 279; — VII, 385.

**MEMBRES** de la Société (Liste des) en janvier 1867, etc., I, 39, 94, 95, 184, 269, 390. — II, 171, 316, 475. — III, 331, 334. — IV, 104. — Liste

générale, IV, 134. — V, 481. — VI, 533. — VII, 567. — VIII, 548. — IX, 651. — X, 509. — XI, 715

**MEMBRES CORRESPONDANTS** de la Société de protection des apprentis (Instructions pour les), I, 270. — VI, 530.

**MÉMOIRES** des Instituteurs (Extraits des) sur les abus du travail des enfants, en 1861, I, 25.

**MÉNIL-SAINT-FIRMIN.** Orphelinat dirigé par les sœurs de Saint-Joseph de Cluny, II, 335.

**MESSAGERIES** (De l'enfant dans les services maritimes des), I, 347.

**MÉTIERS.** (Voy. *Filatures.*)

**METTRAY** (La Colonie de), IV, 27.

**METZ** (Rapport à la Soc. des jeunes ouvriers de), V, 393.

**METZ** (Œuvre du Patronage des jeunes ouvriers et apprentis de la ville de), I, 295; VII, 389.

**Metz** (M.). Maison de jeunes filles, II, 342. — (Orphelinat fondé à Fribourg-en-Brisgau par), II, 399.

**MEULES** (Rapport du Conseil d'hygiène sur les précautions à prendre dans l'emploi des), X, 221.

**MEYSENTHAL** (Les Enfants dans la verrerie de), III, 111.

**Midocq** (Ateliers de M.), II, 267.

**Migneret** (M.), ancien conseiller d'Etat; vice-président en 1867, I, 35. — Sa circulaire aux membres du conseil demandant à établir la situation des Enfants dans l'industrie, 104. — Coup d'œil historique sur l'origine, la marche, les progrès et l'état actuel de l'Enseignement professionnel, 107. — L'enfant des manufactures, à Mulhouse, 200. — Rapport sur les récompenses aux industriels pour les soins qu'ils donnent à leurs apprentis, 296. — Allocation sur le projet de fondation de pensions d'apprentis, à Paris, 314. — Préside la séance du 23 février 1868, II, 3. — Préside la séance du 15 mai 1868, son discours, II, 184. — Réélu vice-président en 1872, V, 8.

**Million** (M<sup>lle</sup>). Directrice de l'Œuvre de Sainte-Catherine, à Lyon, III, 81.

**MINES** (Rapport sur le travail des enfants dans les), II, 240. — (Règle-

ment d'administration pour les enfants employés dans les), VIII, 180.

**MINISTRE DE LA JUSTICE** (Circulaire du), prescrivant la communication aux inspecteurs divisionnaires des procès-verbaux relatifs aux accidents ayant atteint des enfants, X, 113; XII, 352.

**MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DU COMMERCE** (M. le). Circulaire sur l'inspection par les ingénieurs des mines, V, 448. — Allocations à la Société, V, 89; VI, 457. — (Lettre de), sur l'inscription de diverses Écoles du gouvernement, II, 274. (Lettre de ), XI, 130. — (Circulaires du), relatives à la loi du 19 mai 1874, 158. — (Discours de), à la 4<sup>e</sup> fête de l'enfance ouvrière, 408. — (Lettre du) accordant 500 entrées gratuites à l'Exposition, 574.

**MINISTRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.** Discours à la distribution des prix à l'école d'Enseignement professionnel de Lyon, I, 162. — Visite dans les ateliers, II, 258; — à la Société, V, 89. — (Instruction du), sur l'instruction primaire des enfants des manufactures, VIII, 341. — Instruction relative au certificat d'instruction primaire, IX, 129. — Écoles, 345. — Circulaire relative à l'application de la loi du 19 mai 1874, X, 111. — Allocation à la Société, XI, 129. — Lettre au président de la Société s'excusant de ne pouvoir assister à la 4<sup>e</sup> fête de l'Enfance ouvrière, 401. — (Arrêté du), instituant une Commission spéciale pour l'étude des questions relatives aux bâtiments et matériel scolaires, XII, 303. — (Décret du), du 13 mai, créant un musée pédagogique et une bibliothèque centrale de l'instruction primaire, 305.

**MINISTRE DE L'INTÉRIEUR** (M. le), Allocation à la Société, VI, 457. — Lettre à tous les préfets du 17 janvier 1878, XI, 28. — (Exposition collective du), 701.

**Monnier** (M. Fréd.). Rapport sur la distribution des récompenses à la séance du 27 décembre 1868, II, 331. — Organisation du travail manuel des jeunes filles, 345. — Vice-président du Comité judiciaire de la Société, I, 213.

**MONTARGIS** (Société d'assistance de), III, 264.



**MONTATAIRE** (Organisation des usines de), VIII, 303.

**MONTBÉLIARD**, Association évangélique pour le patronage des enfants indigents, I, 291.

**Monteaux** (M.). Observations sur l'hygiène et l'inspection des ateliers, II, 214, 219. — Sur l'Enseignement professionnel, V — 192. Sur l'âge d'admission, 334.

**Mouchy** (duc de), Prince de Poix, secrétaire général de la Société, en 1867, I, 35. — Compte-rendu sur l'organisation et les travaux de la Société, à la séance d'inauguration, 56. — Compte-rendu, 102. — Compte-rendu fait à la séance du 10 septembre 1867, 183. — Compte-rendu des séances des 27 octobre et 12 décembre 1867, 271. — Compte-rendu des actes de la Société à la séance du 23 février 1868, II, 8. — Compte-rendu de la séance du 25 mai 1868, 179. — Vœux exprimés par la *Société de protection*, 253. — Compte-rendu de la séance du 27 décembre 1868, 321. — Compte-rendu de la séance du 12 juin 1869, III, 159. — Compte-rendu de la séance du 19 juin 1870, IV, 4. — Sa démission de membre du Bureau, V, 33.

**Mourceau** (Fabrique de M.), I, 307. — Son École pour les apprentis, VII, 167; 392.

**Mousses** (Ecoles de), subventionnées par l'Etat, I, 341.

**MULHOUSE** (les Ecoles techniques de), I, 132. — (Ecole de filature fondée à), I, 134. — (L'enfant des manufactures à), 200. — (Réponse au questionnaire du Ministre de l'agriculture, par la Commission de surveillance de), 363. — (Ecole d'apprentis, de M. Trapp, à), 378. — (Association pour prévenir les accidents de machines, fondée à), II, 238; — VII, 393. — (Société industrielle de), III, 297. — (Société des amis de l'Instruction populaire de), IV, 81. — Exposition industrielle à), IX, 342.

**Müller** (M. Emile). — Discours sur la question de l'apprentissage, V, 109. — (Établissement de), II, 337. — (Description de l'internat de), 337.

**MUSÉE CANTONAL** (Le). Observations de M. G. Wickam, XII, 308.

**MUSÉE DES ARTS DÉCORATIFS** (L), XII, 307.

**MUSÉE INDUSTRIEL** (Le), au Champ-de-Mars, XII, 94.

## N

**Nadaud** (M. Martin), (Examen du Rapport de), par M. E. Nusse, XI, 589; — (Rapport de), à la Chambre des députés, 621.

**Najean** (M.), son Internat pour les enfants de la Passementerie, III, 432. — (Œuvre de), IV, 29.

**NANCY** (Œuvre des apprentis de), I, 286. — Sœurs Saint-Charles, chez M. Cartier-Bresson, I, 310; II, 363. — (Orphelinat des sœurs du Saint-Cœur de Marie à), II, 341, 355. — (Comité des Apprentis du Bureau de bienfaisance de la ville de), VII, 397. — (École professionnelle Sainte-Anne à), IX, 627.

**NANTES** (École d'apprentis à), I, 261. — Œuvre de Notre-Dame de Toute-joie, I, 290.

**NÉCROLOGIE**. MM. Gabriel Dufrenoy, II, 15; Isaac Duproy, 15; Benoît Fourneyron, 16; J.-B. Martin, 17; Martin Riess, 18; Roche, 19; J.-J. Roquebert, 20; Sallandrouze, 21; Sommier, 22. — Aug. Cochin, V, 131; Goldenberg, 132; Leclair, 328; Philib. — Pompée, VII, 101; H. de Triqueti, 354; Goguel, 474; Maffre, 475; Sahler, 475; Rouvenat, 564. — Dietsch, VIII, 62; De-fourneaux, 538. — Mange du Bois-des-Entes, IX, 206; Schlumberger, 639. — Ern. Labbé, X, 88; Isid. Carhian, 89. — Six Titus-salt; Henri Haffely-Patek; Vincent Dubochet; J.-B. Pastré; E. Moiana; A. Wallaert; Jean Brunet; Debain; Ch. Reboux; Heynin; Ch. Semon; M<sup>me</sup> Chisholm; Miss Carpenter; Lud. Duchesne; Juteau; Weill-Picard; Mathias; Ch. Gundelach, XI, 109; Schloss, 294; Germ. Thibaut, 390; Jules Riottot, 562. — Benjamin Colombier, XII, 310; El. Bachotet, 407; M<sup>me</sup> Canonge, 408.

**NEUFOR** (Orphelinat de), II, 333. — (Établissement protestant à), V, 396.

**NEVERS** (Sœurs de), II, 341. — (Orphelinats fondés par les sœurs de charité de), 359.

NEW-YORK (Les asiles d'enfants à), VII, 47. — (La misère et le crime à), par M. Brace, VII, 463. — (Les enfants des rues à), VIII, 54. — Lois du Parlement de New-York, obtenues par la Société, créée en vue de prévenir les cruautés dont les enfants peuvent être victimes, XI, 93. — Teneur de ces lois, 94.

NIEDERBRONN (Bas-Rhin) (Sœurs du Divin Rédempteur à), II, 363.

NORD (Rapport fait en 1868, au Conseil général du), II, 249. — (Application de la loi sur le travail des apprentis, dans le département du), III, 156. — L'instruction primaire dans le département du), par M. Anthoine, Inspecteur d'Académie à Lille, XII, 303. — Rapports sur les enfants blessés et mutilé, X, 218.

NUSSE (M. Ern.), avocat. Conférence sur l'apprentissage, au point de vue de la loi et des mœurs, X, 51. — Rapport sur l'étude de M. André Morillot, *De la nécessité de modifier la loi du 19 mai 1874*, 125; — *Explication théorique et pratique de la loi du 19 mai 1874*, en collaboration avec M. J. Périn (voy. ce nom), 226, 336, 436; XI, 53. — Rapport à la Commission chargée de décerner 4 livrets de la Caisse d'épargne, 323. — *Etude sur le contrat d'apprentissage dans le droit anglais*, 379. — (Notice de, sur la loi fédérale suisse concernant le travail dans les fabriques (des 19-23 mars, 3 décembre 1877); 96; — *De l'Emploi des Enfants dans les professions ambulantes de saltimbanques, acrobates, etc.*, en collaboration avec M. J. Périn, 187; — Rapport sur les internats d'apprentis, 305; — Étude législative sur la pratique de l'Enseignement primaire obligatoire, dans les pays étrangers, 350; — Secrétaire du Comité des Publications de la Société, 474; — *Réflexions sur les Écoles de demi-temps*, à propos d'une visite faite à l'école de Puteaux, 504; — Étude législative sur la pratique de l'Enseignement primaire obligatoire, dans les pays étrangers, 513; — Notice sur les ateliers de M. Hémon, bijoutier à Paris, 552; — (Communication de), secrétaire des publications de la Société, sur divers ouvrages publiés sous les

auspices de la Société, 577; — Examen du Rapport de M. Martin Nadaud, 589; — *Le Travail de l'enfant dans l'arrachage de la betterave, les Sucreries agricoles, et les accidents les plus fréquents dans ces industries*, en collaboration avec M. J. Périn, 671. — Relation de la fête de l'Arbre de Noël des apprentis des ateliers, XII, 10. — Rapport sur les machines mues à bras d'homme, 18. — (Rapport présenté à la Société au nom de la Commission des Internats d'apprentis, par), 105. — Rapport sur les modifications à introduire dans la loi du 19 mai 1874, 121. — La Maison hospitalière de Cauterets, 216. — Les ouvriers meuniers de La Ferté-sous-Jouarre (Etude de), 368.

## O

OBERTHUR et fils (MM.), imprimeurs à Rennes, I, 309. — Leur atelier d'apprentissage, VII, 338, 530.

OBJETS D'ART donnés aux réunions d'enfants, III 398.

OBSERVATIONS (Quelques), à propos de l'arrêt de M. le Préfet de la Seine, relatif aux classes d'apprentis, dans les écoles de Paris, par M. Berger, membre de la Commission locale du XI<sup>e</sup> arrondissement, XI, 172.

ŒUVRES ANNEXES de la Société de protection des Apprentis et des Enfants employés dans les manufactures, VII, 14. (Voyez *Comités annexes*.)

ŒUVRE DE JEUNES APPRENTIES, dirigée par la sœur Mogniol, à Paris, I, 290.

ŒUVRES OUVRIÈRES catholiques (Congrès des directeurs des), VIII, 404; IX, 515.

ŒUVRE DE JEUNES OUVRIÈRES, à Grenelle, fondée par M<sup>lle</sup> Payen, I, 290.

ŒUVRE DU PATRONAGE DES JEUNES OUVRIÈRES ET APPRENTIES, sous la direction de M<sup>me</sup> la baronne de Ladoucette, I, 285.

ŒUVRE DES JEUNES OUVRIÈRES, fondée à Paris par M<sup>lle</sup> Léocadie, I, 292.

ŒUVRE DE SAINT-NICOLAS, à Paris médaille d'argent, I, 292; IX. 253

- (Distribution des prix aux élèves des classes supérieures et aux apprentis de l'), XII, 404.
- ŒUVRE DES PETITS RAMONEURS ET FUMISTES DE PARIS**, II, 334. — (Note sur l'), par M. Mayniel, 425. — (Compte-rendu de), VIII, 531. — (But de l'), X, 162. — (Lettre du directeur de l') à M. le secrétaire de la Société de protection, 164. — (Lettre du Directeur de l'), à M. le secrétaire, XI, 26. — (Allocation à la), Société de protection, 26. — (Remise d'une médaille à l'), 580. — (Allocation d'un livret à l'), XII, 103.
- ŒUVRE DES ZÉLATRICES** (M<sup>me</sup> la supérieure de l'), à Fourvières, IV, 21.
- ŒUVRE générale des Écoles professionnelles catholiques**, à Paris, IX, 252.
- ŒUVRE des apprentis orphelins**, à Auteuil (But de l'), X, 378.
- ŒUVRE des apprentis de la ville de Nancy** (Récompense à l'), I, 286.
- ŒUVRE des vestiaires**, VII, 184.
- ŒUVRE D'HOSPITALITÉ DE NUIT POUR FEMMES ET ENFANTS**, à Paris, rue Saint-Jacques, 253 et 255, XII, 305; — Boulevard de Vaugirard, n° 14, 307.
- OFFRES d'apprentis à placer**, V, 87, 133. — Par les patrons, de places d'apprentis, V, 249; — d'apprentis, 250; 329; 419; 479.
- OISE** (Œuvres du département de l'), III, 90.
- Ollivier** (Lettre d'adhésion de M.), IV, 5.
- ORLÉANS. Œuvre des Apprentis**, I, 290. — (Société de Patronage, à), III, 259.
- ORPHELINAT DE NOTRE-DAME PRÉSERVATRICE**, à Paris, IX, 253.
- ORPHELINAT et Écoles professionnelles des sœurs de la Providence-Sainte-Marie**, à Paris, IX, 253.
- ORPHELINAT** — du Prince impérial (Œuvre de l'), I, 211. — De garçons, à Versailles, 287. — Des Saints-Anges, à Paris, 289. — De Luzarches, 263, 292. — Protestant, à Orléans, 295. — De MM. Harmel, I, 336. — D'Allemagne, II, 397. — Du Prince impérial (situation en 1868 de l'), III, 117. — A Castres (Tarn), V, 390. — De Saint-Joseph, à la

cristallerie du Bourget, VI, 374, 410. — Orphelinat agricole, dans le Gard, 421. — En Vendée, VII, 451. — Dans la Haute-Marne, 456. — Société générale de Patronage des Orphelinats agricoles, VIII, 51. — Des pauvres écoliers, à Paris, 364. — Des Sœurs de Marie-Auxiliatrice, IX, 329. — Des sœurs fidèles compagnes de Jésus, 509. — Du Sacré-Cœur de Jésus, à Marseille, IX, 263. — D'Auteuil, X, 378. — De Notre-Dame-de-Vouize, à Voison, XI, 429; — De la Ducherale, commune de Cambon, 429; — Pour les garçons de la ville d'Angers, 430; — De la rue d'Auvergne, à Lyon, 430; — De M<sup>lle</sup> Génin, à Saint-Denis, 430.

**ORPHELINS** (de la Garde des) au moyen âge, note de M. J. Périn, IX, 149.

**Oscar de Vallée** (M.), sur le travail de nuit, II, 205.

**OUVROIR** Saint-Pierre, à Chartres, II, 334 De la Providence à Beauvais (Oise), III, 92. — Marie (Note sur l'), VIII, 135; — Sainte-Geneviève, VIII, 480.

**OUVROIR du V<sup>e</sup> art** (École d'apprentissage et de couture), VI, 475; VII, 388.

## P

**Paillard** (M. Victor), sur l'Enseignement professionnel, V, 192.

**PAIN** (Bons supplémentaires de), donnés aux ouvriers, VII, 99.

**PAPETERIES** (Notes sur diverses), II, 405; V, 476.

**PAPIER** (Groupe syndical du), (Distribution des prix aux apprentis du), VII, 329. — Séance de distribution de récompenses, 437. — (Cours ouvert par la Chambre syndicale du), VIII, 119. — (Séance de la Chambre syndicale du), discours de M. Havard, 352. — (Chambre syndicale du), X, 85. — (Distribution des prix à la Chambre syndicale du), IX, 92, 184, 322; X, 148, 270.

**PAPIER PEINT** (Distribution des prix à l'Œuvre des enfants du), I, 169. — (Société des enfants du), 229. — Distribution des récompenses, II, 275, 305. — (Note sur l'industrie du), VI, 425. — (Distribution des prix aux enfants du), VII, 159;



- VIII, 293. — (Société d'assistance paternelle aux enfants du), X, 270.
- PARENTS** (Responsabilité des) pour leurs enfants mineurs: Ordonnance de police à ce sujet, VI, 465.
- PARIS** (École municipale d'apprentis de la ville de), VI, 473. — Paris industriel depuis un demi-siècle, ouvrage de M. Devinck, VII, 147. — (Allocation à la Société, par la ville de), XII, 8.
- PARTICIPATION** de l'ouvrier aux bénéfices, dans l'imprimerie de M. Chaix, V, 408. — Dans l'imprimerie de M. Godchaux, VIII, 128. — Dans la librairie de M. Masson, 134. — (Voy. *Caisses*.)
- PASSEMENTERIE** (Internat des enfants de la), III, 432. — (Banquet de la Chambre de la), VIII, 517.
- PATRONAGES** (Études sur les Œuvres de) par M. de Coulange, I, 208. — Dirigés par les frères des Ecoles chrétiennes, 216. — Dirigés par les sœurs de St-Vincent-de-Paul, 218. — De la Société de St-Vincent-de-Paul, 220. — (Association de fabricants et d'artisans pour les) d'orphelins des deux sexes, 227. — De la confession d'Augsbourg, 286. — De la *Providence Sainte-Marie*, *ibid.* — De l'Eglise réformée, à Nîmes, 292. — Des jeunes gens de l'Eglise réformée, à Lyon, 292. — Patronage d'apprentis et de jeunes ouvriers (sous le nom de Saint-Jean), à Paris, I, 293. — Visite faite à deux Patronages, par le Ministre de l'Instr. publ., II, 259. — De l'Eglise réformée, 287; — VII, 387. — Des apprentis étrangers, II, 260; III, 398. — Des apprentis mutilés, 401. — Sociétés d'assistance paternelle, VI, 367. — Patronage, à Bordeaux, VII, 342. — Pour l'amélioration de l'apprentissage, dans le département de Seine-et-Marne, 451. — Notre-Dame-de-Nazareth, I, 275; VIII, 388; 481. — Des enfants étrangers, X, 413. — Allocations à l'Association, pour le patronage d'orphelins des deux sexes, XII, 102. — Patronage Saint-Charles, 319.
- PATRONAGES INDUSTRIELS.** — (Voy. *Assistance paternelle* (*Société d'*))
- PAYS-BAS** (Le travail des enfants dans les), VII, 343.

- Paz** (M. Eugène). Offre de son gymnase pour le dimanche, III, 107.
- PENSIONS d'apprentis** (Établissement des). Articles de M. Délerot, I, 64. — (Organisation et description des), 66. — A Strasbourg, dite *Ecole des Arts et Métiers*, *ibid.* — A Mulhouse en 1842, 74. — A Nancy, en 1845, 76. — A Arras, 78. — A Lyon et dans d'autres villes, 79. — Situation de ces pensions, à Paris, 84. — A Tours, fondation de M<sup>me</sup> Tonnellé, 86. — (Allocation de M. Migneret sur la fondation de), 314. — (Visites du Ministre de l'Instr. publ. aux), II, 258. — La Tutelle; les apprentis protestants; Providence Sainte-Marie; Maison de famille; apprentis israélites, 258; récompenses, 334; — (Note sur les), 276. — De Saint-Ambroise-Popincourt (fondée par l'abbé Chevojon), II, 279. — (Études sur les), par M. Héliard, III, 165 à 182. — Lettre de M. Schloss, V, 342. — (Proposition aux Chambres syndicales pour les), par M. Ettlinger, VI, 370; VII, 172. — (Projet de budget pour les), 329. — Pensions d'apprentis de Baccarat, 335. — Ecole d'apprentis de l'industrie parisienne, IX, 323.
- PENSIONNAT** de jeunes filles, — de l'Eglise réformée, à Paris, I, 294; — d'apprentis de la typographie (projet d'un), V, 224. — (Enseignement dans le), 234. — (Devis pour un), 237. — La Tutelle, fondée par M. Piver, 294, VIII, 472. — (Voy. *Orphelinats*, *Internats*, *Maisons*.)
- Pereire** (M. Émile), fils. Rapport sur cinq Ecoles professionnelles de Paris, I, 137.
- Pericoli** (M.), député italien. Projet de loi sur la responsabilité des entrepreneurs de travail, en cas d'accident atteignant les ouvriers, XII, 23.
- PÉRILS** et police de l'atelier (discussion sur les), II, 209.
- Périn** (M. Jules), avocat à la Cour d'appel, docteur en droit, suppléant du juge de paix du V<sup>e</sup> arr. de Paris. — *Projet de Traité de la Responsabilité des Accidents qui atteignent les personnes dans les travaux industriels* I, 263. — Membre, puis secrétaire du Comité de l'Assistance judiciaire, II, 180, 322; III, 213; V, 37. — Secrétaire de la Société,

V, 9. — **A** publié : *Le travail des apprentis et des enfants des manufactures, devant la Jurisprudence*, III, 183, 406. — (Lettres à M. Engel - Dollfus) sur les *Accidents dans les Scieries mécaniques* (devant la jurisprudence), IX, 46, 91. — Comptes-rendus du *Comité judiciaire*, III, 213; IV, 37, 127; V, 128, 179. — Communications diverses, sur l'hygiène et les périls de l'atelier, II, 209; les Chambres syndicales, 289; la Soc. du travail du lundi, 300; l'apprentissage de Benvenuto Cellini, III, 52, note. — Situation de la *Société*, plan de son *Bulletin*, V, 3. — L'enfant de la rue, 27. — Compte rendu de la séance du 4 avril 1872, 135. — Extrait de son *Traité du contrat d'apprentissage*, en collaboration avec M. Julien Hayem, V, 149. — Compte-rendu de la séance du 2 mai 1872, 183. — Lettre aux secrétaires des Chambres syndicales, 202. — Note sur l'apprentissage dans les industries parisiennes, 216. — Compte-rendu des séances ordinaires de la Société, du 6 juin, 251; du 1<sup>er</sup> août, 331; du 7 novembre 1872, 421, etc. — Responsabilité des père et mère à l'égard de leurs enfants mineurs (Note sur la), VI, 465. — *Bibliothèque de l'Enfance ouvrière* : histoires d'apprentis des divers métiers, VII, 477. — Note sur la garde des Orphelins au moyen âge, IX, 46, 149; — *Explication théorique et pratique de la loi du 19 mai 1874*, en collaboration avec M. E. Nusse, avocat, 326, 336, 436; XI, 53. — *De l'Emploi des Enfants dans les professions ambulantes des saltimbanques, acrobates, etc.*, 187. — *Réflexions sur les Ecoles de demi-temps*, à propos d'une visite faite à l'école de Puteaux, 504. — Allocution sur la tombe de M. J. Riotot, 563. — *Le Travail des Enfants dans l'arrachage de la betterave, les sucreries agricoles, et les accidents les plus fréquents dans ces industries*, en collaboration avec M. E. Nusse, 671. — Traduction de l'acte législatif, concernant les Manufactures et les ateliers, du 27 mai 1878, XII, 218.

**Périsse** (Écoles établies à Lyon, par M. Antoine), III, 87.

**Pernolet** (M.), député, son discours

sur le travail des enfants, VI, 63, 83; VII, 232.

**Péronne** (M.), rapport sur l'École d'apprentissage, V, 199.

**Perrin** (M. le Dr). Discussion sur l'âge des enfants, II, 191. — Sur l'hygiène, IX, 156. — Chevalier de la Légion d'honneur, 519; Officier d'académie, X, 88. — Note sur les améliorations hygiéniques à apporter dans l'opération du Bronzage, 142.

**Petit** (M. Ch.), président, fondateur du Patronage des Fleurs et Plumes. (Rapport de), à l'Assemblée générale des Fleurs et Plumes, 663. — Discours à la distribution des récompenses, II, 150. — Lettre sur les apprentis, V, 122. — Censeur de la Société, préside la séance du 1<sup>er</sup> août 1872, V, 331. — Sur les classes spéciales, 428. — Rapport à la Soc. des Fleurs et Plumes, 470; VII, 392. — Son rapport aux enfants des Fleurs et Plumes, VIII, 518. — Vice-président de la Société, IX, 1. — Nommé Président-fondateur du Patronage, avec médaille d'or, XII, 70.

**Piel** (M.), président de la Chambre syndicale de la Bijouterie, IX, 165. — Discours à l'Assemblée générale, 1877, X, 371.

**Piéttri** (M.), ancien Préfet de police, Vice-Président d'honneur en 1867, I, 35.

**Pirmez** (M.), Ministre de l'Intérieur en Belgique. Opinion sur le travail des enfants, III, 132.

**PITHIVIERS** (Œuvres établies à), III, 266.

**Piver** (M. Alphonse), Fondateur de la *Tutelle*, maison d'apprentis, à Paris, I, 86. — Pensionnat d'apprentis, fondé sous l'impulsion de la Société, 175, 311. — Maison d'apprentis, la *Tutelle*, V, 294. — Président de l'Œuvre du placement des apprentis, IX, 217.

**PLACEMENT** des apprentis (*Comité du*), V, 87, 133, 183, 249, 329, 419; VI, 527, ; VII, 28, 101, 191, 356, 479, 566; VIII, 62. — Séances du 5 avril 1875, VIII, 157; du 8 juin, 313. — (Observations sur le), 66. — Conditions d'admission, 158. — Situation du *Comité*, 321; IX, 115, 217, 359, 1<sup>er</sup> fév. 1877, X, 91. — Séance

du 20 nov., 643. — (Communication sur le), 411. — (Rapport de M. Leroux sur le), 102, XI, 19. — (Distribution de livrets de Caisse d'épargne aux apprentis du), 20. — Séance du 2 juillet 1877, 111. — (Rapport de M. Leroux, secrétaire du Comité du), 112. — Séance du 26 décembre 1877, 114. — (Règlement du Comité du), 116. — (Avis donnés à MM. les membres de la Société, par le Comité du), 127. — (Lettre de M. de Coulange au), 296. — Lettre de M. Roche, adressée au Président de la Société, en réponse à une lettre de M. de Coulange, 396. — (Compte-rendu des travaux du), pendant les 10 premiers mois de l'année 1878, par M. Marochetti, 708. — (Elections du), 710. — Procès-verbal de la séance du 3 janvier 1879, 26. — (Rapport au nom du Comité de), sur l'exercice 1878, par M. Is. Roche, vice-président, 28. — Procès-verbal de la séance du 28 mars 1879, 149. — Séance du 20 juin 1879. — Rapport sur l'exercice du 1<sup>er</sup> semestre 1879 337.

**PLAISANCE.** Orphelinat de jeunes filles, dirigé par le pasteur Paumier, I, 291; VII, 388.

**POITIERS** (Orphelinat des filles de la Croix à), II, 357.

**Poiré (M.).** Livre sur les principales industries, IX, 104.

**POLISSOIRS** à ventilateurs, de M. Goldenberg, IV, 48.

**PONT-AUDEMER.** Patronage d'apprentis, dirigé par M. Malherbe, I, 293.

**PONT-A-MOUSSON.** Orphelinat, dirigé par les sœurs, II, 335.

**PORCELAINE** (Apprentis décorateurs sur), III, 279.

**PORTUGAL.** Écoles professionnelles d'apprentissage, XI, 383.

**Portz (M<sup>lle</sup>)** (Asile établi à Versailles, par), III, 95.

**POUL-AR-BACHET** (Finistère) (Ouvroir de), II, 333.

**Pouyer-Quertier (M.)**, député. — Discours sur la loi du travail des enfants, VI, 203.

**PRÉFECTURE DE POLICE** (Le dépôt de la), VII, 186, 562. — (Rapport de la 2<sup>e</sup> Commission locale de Paris,

à M. le), X, 21; — (de l'ancienne 4<sup>e</sup> Commission locale de Paris, à M. le), 115. — Statistique des apprentis et enfants, employés dans les manufactures, XI, 277. — Enquête faite par les ordres de M. le Préfet de Police, 384. — Examen pour la nomination de 6 inspecteurs et de 7 inspectrices, 494. — Questions posées à l'examen des candidats à l'emploi d'inspecteur, 655. — (Inspecteurs et Inspectrices nommés par la), pour compléter le Service de l'Inspection, XII, 43. — (Décision préfectorale du 26 avril 1879, relative aux Livrets d'apprentis, délivrés par la), 155. — (Rapport de la Commission départementale supérieure du travail des enfants à M. le), 353. — Lettre à M. le Président de la République, 363. — (Note de la), concernant les dépenses des Commissions locales, 364.

**PRÉFET DE LA SEINE** (Lettres à M. le), sur les Écoles techniques, V, 252. — (Sur l'instruction des apprentis, circulaire du), 344. — Circulaire aux instituteurs, VIII, 38. — Circulaire aux instituteurs sur l'application de la loi du 19 mai 1874, IX, 132; — sur les Écoles de demi-temps, 134-135. — Circulaire aux maires, sur la réorganisation des cours d'adultes, X, 330 et 332.

**Prétavoine (M.)**, député. Discours sur la loi sur le travail des enfants, VI, 187.

**Prévost et Lambert (MM.)**. Atelier de porcelaine, III, 279.

**PRÉVOYANCE** (Institutions de), IX, 103, 203, 357. — (Congrès de la), XI, 287.

**Prieur de la Comble (M.)**, banquier; trésorier de la Société en 1867, I, 35. — (Voy. aussi IV, 114, et V, 38.)

**PRIX** décernés par la Société. — Offerts par le Comité des accidents pour 1876; VIII, 73. — Liste des prix à décerner en 1876, VIII, 543. — Pour le concours contre les accidents, IX, 37. — A la Chambre syndicale du Papier peint, 184. — Liste des prix à décerner en 1878, XI, 5. — (Voy. *Récompenses*.)

**PROCÈS-VERBAUX** des séances de la Société. (Voy. *Société*.)

**PROTECTION** de l'enfance ouvrière



(article de M. Robiquet, sur la, XI, 499.

**PROTESTANT** (Œuvre pour les enfants du culte), rue de Charonne, I, 224. — (Etablissement) de NeuhoF, V, 396.

**PRUSSE** (Situation des apprentis en), I, 375. — (Observ. de la loi d'apprentissage en), II, 310. — (Les écoles de fabrique spéciales en), X, 167. — (Inspection du travail des enfants, dans les manufactures en), XII, 392.

**PUY** (le), Orphelinat, I, 293. — Institut des Dames et Béates de l'Instruction, II, 341.

## R

**Ramard** (M.), imprimeur lithographe, à Paris, I, 309.

**Rambaud** (École de M. l'abbé), à Lyon, III, 81.

**RAMONEURS.** — (Voy. *Œuvre des petits Ramoneurs.*)

**RAPPORT** présenté par le Président de la Commission supérieure du travail des enfants, à M. le Président de la République, XI, 337.

**RÉCEPTION** de la députation de la Société par l'impératrice Eugénie, I, 99.

**RÉCOMPENSES** accordées par la Société aux Œuvres de bienfaisance; séance solennelle du 17 octobre 1867 (rapport de M. de Boureuille sur les), I, 282. — A donner aux industriels, pour leurs soins envers les apprentis (rapport de M. Migneret), I, 296. — (Rapport de M. Monnier sur les), séance du 27 décembre 1868, II, 331. — (Rapport de MM. de Rothschild et Cornudet sur les); séance du 19 juin 1870, IV, 10, 17. — Récompenses décernées aux étrangers, IV, 31. — (Distribution de), par une Commission de Mulhouse, pour réduire les causes d'accidents, III, 291. — Récompenses diverses, accordées par la Société, VII, 199. — (Distribution des) en séance solennelle, 385. — Récompenses aux Institutions charitables, 386, aux Œuvres manufacturières, 289, aux contre-maitres, 399, aux apprentis, 403. — Prix décernés par les Œuvres annexes, 408. — Dis-

tribution solennelle du 30 avril 1876, IX, 229. — A l'Ecole professionnelle de M. Chaix, 615. — A la Chambre syndicale du Papier, 148.

**RÉCOMPENSES AUX AGENTS DE L'AUTORITÉ POUR SURVEILLANCE**, IX, 530; X, 9.

**RECOUBEAU** (Drôme), Maison de), II, 332. — (Ateliers dir. par des sœurs à), 393.

**RÉCRÉATIONS** aux enfants, III, 396.

**RÉFORME pénitentiaire** (Art. de M. Robiquet), VII, 559.

**RÈGLEMENT DU COMITÉ.** (Voy. *Comités.*)

**REIMS.** Patronage, fondé par la Société industrielle, I, 295.

**RENNES.** Œuvre de Patronage fondée par M. l'abbé Bourdon, I, 291.

**REPOS** des dimanches et fêtes (Discussion sur le), II, 206.

**RESPONSABILITÉ.** Du patron qui impose à son apprenti des travaux et des fatigues excessifs pour son âge et ses forces, XII, 24. — Du patron employant un enfant dans une industrie non comprise dans le décret des 22-24 mai 1875, 137; — Pour défaut de surveillance, 142.

**Reuil** (fondations de M. l'abbé), à Lyon, III, 78.

**Reverdy** (prix fondé par M.), IX, 357. (Legs), XI, 390.

**Rey** (M. l'abbé). Colonie de Cliteaux, IV, 27.

**RHONE** (Œuvres et institutions du département du), III, 77.

**Ribains** (M. l'abbé de), directeur du Patronage Notre-Dame, à Toulouse, IX, 249.

**RIBEAUVILLÉ.** Orphelinat dirigé par les sœurs de la Divine-Providence, II, 334.

**Richter-Linder** à Bâle (Etablissement de M.), II, 342. — (Orphelinat allemand de M.), 397.

**Riess** (Notice nécrologique sur M. Martin), II, 18.

**Riottot** (M. Jules), Président de la Soc. des enfants du Papier peint. — Sur la loi du travail, II, 186. — Sur les enfants du Papier peint, V, 429. — Discours aux prix des enfants du Papier peint, VII, 160; VIII, 294;

IX, 185; X, 271. — (Nécrologie de), XI, 562.

**Risse** (Rapport sur la Soc. des jeunes ouvriers de Metz par l'abbé), V, 393. — Sa lettre, 435.

**Rivarol** (M. le C<sup>e</sup> de), Directeur de la *Maison de Famille*, II, 261.

**Robert** (M. Charles), anc. conseiller d'Etat; vice-président en 1867, I, 35. — (Circulaire de), secrétaire général du Ministre de l'instruction publique, adressant un exemplaire du n° 2 du Bulletin de la Société, à tous les proviseurs et principaux des lycées et collèges de l'Empire, I, 102. — Préside la réunion du 10 sept. 1867, I, 190. — Préside les récompenses de la Soc. paternelle de l'Ebenisterie et des Fleurs et Plumes, II, 145. — Discours sur M. Barreswil, IV, 109. — Réglu vice-président en 1872, V, 8. — Préside la séance des enfants de l'Ebenisterie, discours, V, 15. — Article sur la nécessité de créer des inspecteurs spéciaux nommés et rétribués par l'Etat, V, 41. — Discours sur l'Enseignement technique, à la séance du 2 mai 1872, V, 183. — Notes relatives à l'Enseignement technique, V, 212. — Préside la séance du 6 juin 1872, 251. — Préside les prix de l'Ecole professionnelle de dessin, son discours, 289. — Préside la séance du 7 novembre, 421. — Son discours à l'assemblée de la Soc. des Fleurs et Plumes, 466. — Discours à la séance de l'Assistance des Fleurs et Plumes, VI, 398. — Au syndicat des Chambres syndicales sur les Assistances paternelles, VII, 89. — Conférence intitulée : Ecole ou prison, 140. — Discours à l'Ecole de M. Chaix, 528°. — Aux enfants du Papier peint, VIII, 296. — Aux enfants des Fleurs et Plumes, 345. — Aux apprentis de M. Chaix, 468. — à la 3<sup>e</sup> distribution des prix de la Société de protection, IX, 231; — aux apprentis de M. Chaix, 620. Discours prononcé à la distribution des récompenses aux enfants des Fleurs et Plumes, X, 429. — Lettre à M. le Ministre de l'agriculture et du commerce, pour récompenses en faveur d'inventeurs, non brevetés, de procédés ou d'appareils propres à rendre inoffensives

les machines reconnues d'un emploi dangereux, XI, 480.

**Robert** (M. Victor). Sur les Sociétés de secours mutuels, II, 237. — Lettre sur le même sujet, III, 108. — La *Société de protection* et les Sociétés de secours mutuels, II, 434.

**Robin** (M. Albert), secrétaire de l'Œuvre des enfants mutilés. Rapport sur le patronage des apprentis mutilés et blessés, III, 401. — Etude médico-chirurgicale sur le travail des enfants dans les manufactures, V, 54. — Secrétaire du Comité des accidents de fabrique, son rapport pour 1874, VIII, 25. — Même rapport pour 1875, IX, 24. — Même rapport pour 1876, X, 34. — Nommé officier d'académie, 191.

**Robin** (M. le pasteur). Son rapport sur les Ecoles industrielles, leur but et leur nécessité, VII, 35. — Extrait de son livre sur la Question pénitentiaire, VII, 55.

**Robiquet** (M. Paul). Compte-rendu d'une visite à l'Internat de M. Müller, II, 413; de M. Groult, 420. — d'une visite à l'atelier de M<sup>me</sup> C., III, 434. — Secrétaire du Comité des publications de la Société. — Membre de l'ancienne 4<sup>e</sup> Commission locale, Rapport à M. le Préfet de police, X, 115. — Son étude sur l'origine et l'application de la loi du 19 mai 1874, 311. — Démission de ses fonctions de secrétaire du Comité des publications, XI, 473. — (Article de), sur la protection de l'Enfance ouvrière, notamment à Paris, 499. — Observations sur la nouvelle loi suisse, 694. — Rapport de la 6<sup>e</sup> Commission locale, XII, 159. — (Article de), sur l'Ecole-Atelier, 188.

**Roche** (M. Isid.), ingénieur civil, vice-président du Comité de placement. Rapport au nom du Comité de placement, sur les Pensions ou internats d'apprentis, XI, 134. — Lettre en réponse à celle de M. de Coulange, 396. — (Rapport présenté par), au nom du Comité de placement des apprentis sur l'exercice 1878, XII, 28.

**Roche** (M<sup>me</sup> Eugénie), en religion sœur Saint-Augustin de la Présentation de la Vierge, fondatrice d'un cercle et d'un asile, pour les jeunes ouvrières et demoiselles

employées dans le commerce, XI, 431.

**Roche** (Nécrologie sur M.), II, 19.

**Roche-GUYON** (La). Patronage dirigé par M. l'abbé Portier, I, 295.

**Rolland**, directeur-général des manufactures; vice-président en 1867, I, 35.

**Rollin** (Les apprentis du collège), I, 389. — (L'Œuvre du collège), IV, 24.

**Roquebert** (Nécrologie sur M. Jean-Jacques), II, 20.

**Rostaing** (M. Léon). Communication sur l'extension de la Société, VII, 415. — Conférences sur les Questions ouvrières, IX, 105, — 208.

**Rothschild** (M. le baron James-Nathaniel de). Rapport sur les récompenses, le 19 juin 1870, IV, 10. — Vice-président en 1872, V, 8. — Membre du Conseil d'honneur, XII, 7.

**Rothschild** (M. le baron Edmond de). Sa lettre au Maire du IX<sup>e</sup> arrondissement. (Don de 100,000 francs, en vue de favoriser l'apprentissage), X, 398.

**ROUEN** (Rapport sur le travail des enfants, à), III, 54.

**Roussel** (M. l'abbé, Directeur de l'Œuvre des Apprentis orphelins, à Paris-Auteuil, IX, 253.

**Roussel** (M. Théophile), député. — Son discours sur la loi du travail des enfants, VI, 116; VII, 253.

**Rouvenat** (M.). Sur les classes spéciales, V, 428. — (Nécrologie sur M.), VII, 564.

**Rouville** (M. de). Proposition pour l'Enseignement de la géographie, V, 244.

**RUILLÉ-SUR-LOIR** (la communauté des sœurs de), VII, 387.

**RUSSIE** (Fondation d'écoles professionnelles, en), VI, 376.

**WORKHOUSE**. (Etablissements de couture), VI, 451.

## S

**SACRÉ-CŒUR** (L'Œuvre du), à Beauvais (Oise), III, 90.

**Sahler** (A.) (Notice nécrologique sur M. le pasteur), VII, 475.

**SAINT-GERMAIN-EN-LAYE** (Sœurs de la Nativité, à). — Orphelinat de jeunes garçons, I, 291; II, 367.

**SAINT-BRIEUC** (Orphelinat des filles du Saint-Esprit, à), II, 359.

**SAINT-CATHERINE** (L'Œuvre de), à Lyon.

**SAINT-FOY** (Colonie agricole de) (Dordogne) (Rapport de la), XII, 383.

**SAINT-LAURENT-SUR-SÈVRES** (Vendée) (Orphelinat des filles de la Sagesse, fondé à), II, 341, 358.

**Saint-Mauris** (René de). Études sur les Sociétés paternelles, fondées par les patrons, à Paris, I, 229.

**SAINT-NICOLAS** (Œuvre de). — (Voy. Œuvre).

**Saint-René-Taillandier** (M.). Discours à la séance du 18 juillet 1870, de la Soc. paternelle de l'Imprimerie, IV, 54.

**SAINT-VINCENT-DE-PAUL**, I, 310. — (Orphelinat des sœurs de), II, 349.

**Sajou** (M. et M<sup>me</sup>), directeurs d'un atelier de travail à l'aiguille, I, 149; 305.

**SALAIRES** des enfants dans les diverses industries (Statistique des), par M. J. Lefort, VII, 143.

**Salicis** (M.), répétiteur à l'École polytechnique. Les Écoles professionnelles, VI, 335.

**Sallandrouze de Lamornaix** (Nécrologie de M. Charles-Jean), II, 20.

**Salle** (le vénérable Abbé de la) fondateur d'une École professionnelle, en 1668, I, 110.

**SALUBRITÉ DES ATELIERS** (La), extrait du Rapport de la Commission des logements insalubres, XI, 669.

**Sarda** (Fabrique de velours de M.), I, 303. — (Rubannerie de M.), II, 390.

**Saunier** (M. Claudius), vice-président de la Chambre syndicale de l'Horlogerie. Son discours à la séance du 3 mars 1877, X, 293.

**Saveney** (M. Edgar). Extrait de son article sur les vœux des ouvriers, II, 290.

**SAVOIE** (Les Œuvres en faveur de l'Enfance, en), III, 275; 320.



**SAXE** (Écoles du soir pour les apprentis, en), V, 181.

**Say** (Léon), vice-président d'honneur de la Société, V, 7.

**SCHLESWIG-HOLSTEIN** (L'apprentissage dans le), par M. Pierre Ch. Hap- sen, XII, 394).

**Schneider** (M.), ancien président du Corps législatif, vice-président d'honneur en 1867, I, 35.

**SCIÉRIES** mécaniques (Lettre de M. J. Périn sur les accidents des), IX, 46, 578).

**SCULPTURE** (Etat de l'Enseignement technique de la, à Paris), V, 340.

**SÉANCES** de la Société. — (Voy. *Société*.)

**SECOURS MUTUELS** (Extension aux enfants des Sociétés de), II, 434. — (Sociétés de), pour protéger les apprentis, III, 108.

**SEINE-ET-OISE** (Œuvres et institutions de), III, 95.

**SEINE-INFÉRIEURE** (Rapport sur le travail des enfants, à la Société d'émulation de la), III, 444 à 467.

**Serstevens** (M. T.). Son rapport sur diverses pétitions, présentées à la Chambre belge, III, 126.

**Sérurier** (M. le C<sup>te</sup>). Sa communication pour les enfants de l'Imprimerie, III, 218. — Président de la Soc. paternelle des enfants de l'Imprimerie, IV, 52. — Préside la séance d'inauguration du 18 juillet 1870.

**SERVICE ALIMENTAIRE** des élèves des écoles communales. Rapport présenté à la délégation cantonale du XI<sup>e</sup> arrondissement, par M. Julien Hayem, XII, 51.

**SILÉSIE** (Voy. *Inspection*).

**Simon** (M. Jules). Discours sur l'instruction des enfants employés dans les manufactures, I, 252. — Discours à la distribution des prix des Fleurs et Plumes, XII, 196.

**Sivan** (M<sup>lle</sup>), à Bordeaux (Maison de), II, 331. — (Note sur l'Établissement de), 376.

**Smiles** (M. Samuel). Son ouvrage : la *Vie de Stephenson*, III, 40.

**SOCIÉTÉ** des Amis de l'Enfance, I, 222, 287. — Fonde la *Maison de famille*, II, 261.

**SOCIÉTÉ** des Amis de l'instr. popu-

laire de Mulhouse (Statuts et actes de la), IV, 81.

**SOCIÉTÉ** des Artistes dramatiques, IV, 23.

**SOCIÉTÉ** d'émulation du comm. et de l'industrie, de la Seine-Inférieure (Rapport de M. Allard à la), III, 444 à 467.

**SOCIÉTÉ** d'encouragement au bien, (Séance de la) dirigée par M. Honoré Arnoul, V, 247; VI, 424.

**SOCIÉTÉ** d'encouragement de la Bijouterie, Joaillerie et Orfèvrerie, X, 256. — Reconnue comme établissement d'utilité publique, 265. — (Statuts de la), 266.

**SOCIÉTÉ** d'encouragement des ouvriers. — Lettre de M. Fougereux, entrepreneur de travaux publics, XI, 107.

**SOCIÉTÉ** DE PARTICIPATION aux bénéfices, formée pour faciliter l'étude pratique des diverses méthodes de participation du personnel, dans les bénéfices de l'entreprise, XII, 301.

**SOCIÉTÉ GÉNÉRALE** des PRISONS (Constitution de la), X, 186.

**SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE** de Mulhouse: Ses vœux, en forme de projet de loi sur le travail des enfants, III, 297.

**SOCIÉTÉ** DE L'ORPHELINAT DE LA SEINE (Assemblée générale de la), XI, 288.

**SOCIÉTÉ** de tempérance, XI, 291.

**SOCIÉTÉ** générale, pour le patronage des libérés; But, XI, 289, 556.

**SOCIÉTÉ** de patronage des Alsaciens-Lorrains; son but, XI, 288.

**SOCIÉTÉ** d'instruction primaire, à Lyon, IV, 72.

**SOCIÉTÉS** PATERNELLES fondées par les patrons (Études sur les), par M. de Saint-Mauris, I, 229. — (Distribution de récompenses aux), II, 145. — (Situation, en 1838, des), 274.

**SOCIÉTÉ** de prévoyance et de secours mutuels de la maison Leclaire. — Banquet du 11 mars 1877, X, 189.

**SOCIÉTÉ** DE PROTECTION DES APPRENTIS ET DES ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES. — (Séance préparatoire de la), I, 32. — Statuts provisoires, 33. — (Conseil de la), 35. — (Comités de la), 36. — (Commissions de la), 37. — (Séance d'inauguration de la), I, 45. — Compte-

rendu financier, 60 et 61 (Réception par l'impératrice Eugénie d'une députation de la), 99. — Séance du 10 septembre 1867, 183. — Séance solennelle pour la distribution des récompenses (27 octobre 1867), 271. — Séance du 12 décembre 1867, 314. — (Mention de la) dans l'exposé de la situation de l'Empire, 361. — Séance du 23 février 1868, II, 3. — Compte-rendu financier, 12. — Séances du 25 mai, 179; du 9 juin, 194. — Reconnue comme établissement d'utilité publique, Décret, 175. — (Subvention accordée à la), 179. — Séance du 19 juin, 209. — (Vœux exprimés par la), 253. — Séance solennelle du 27 décembre 1868, 319. — Distribution des récompenses. 331. — (Les Sociétés de secours mutuels et la), 434. — Séance du 20 mars 1869, III, 3. — (Allocation, par la Ville de Paris, à la), 106. — Séance du 12 juin 1869, 158. — Statuts, 487. — (Propagande pour relever l'âge des apprentis, organisée par la), 489. — (Ecrits fixant l'âge des apprentis, mis à la disposition des industriels par la), *ibid.* — Séance générale du 19 juin 1870, IV, 3. — Réunion du 6 août 1871, 105; du 8 novembre 1870, 114. — Assemblée générale du 23 décembre 1871, V, 6. — Exposé financier, pour 1871, 12. — Séance générale du 8 février 1872, 33. — Sa situation et son *Bulletin* en 1872, 3. — (Propagande pour accroître les souscripteurs perpétuels de la), 31, 34. — (*Comités annexes* de la), 35. — (Lettre du Ministre de l'Inst. publ. accordant une subvention à la), 89. — (Lettre du Min. du Commerce accordant une subvention à la), 90. — Séance générale du 4 avril 1872, 135; du 2 mai, 183; du 6 juin, 251. — (Compte-rendu financier trimestriel de la), 91. — Allocation de la ville de Paris à la), 251. — (Compte-rendu financier de la), 91, 263. — Don du Min. de l'Intérieur à la), 331. — Compte-rendu financier, 343, 459. — Séance du 7 novembre 1872, V, 421. — Procès-verbal de la séance du 9 janvier 1873, VI, 5; — du 6 mars 1873, discussion sur la loi du travail des enfants, 345; — du 1<sup>er</sup> mai 1873, 381. — Demande un traité international, pour le travail des enfants, 350, 386. — Compte

rendu financier, 388. — Obtient un diplôme de mérite à Vienne, 428. — Séance du 3 juillet 1873, 428; du 6 novembre 1873, 457; — (allocation par les Ministères de l'Intérieur et de l'Agriculture à la), 457. — Instructions pour les membres correspondants, VI, 530. — Séance du 8 janvier 1874, VII, 11. — Note sur son but, 5. — Souscripteurs perpétuels, 7. — Du 5 mars 1874, 105. — Procès-verbal de la séance du 7 mai 1874, 193. — Listes de ses récompenses, 199. — Séance solennelle pour la distribution des récompenses (5 juillet 1874), 357. — Procès-verbal de la séance du 2 juillet, 411. — Rapport financier pour 1872 et 1873, par M. Bérard, 418. — Procès-verbal de la séance du 5 nov. 1874, 481. — (Allocation par la ville de Paris et par le Ministère de l'Intérieur à la), 481. — Compte-rendu financier, 12, 488. — Séance du 6 janv. 1875, VIII, 5. — Compte-rendu financier, 12. — Séance du 4 mars 65; — du 13 mai 1875, 161. — Séance de réunion avec les Inspecteurs, 164. — Rapport financier pour 1874, 171. — Procès-verbal de la séance du 1<sup>er</sup> juillet 1875, 325; — du 4 novembre 1875, 413. — Liste des récompenses, 543. — Séances du 6 janvier 1876, IX, 5; du 2 mars, 117. — Distribution des récompenses pour l'année 1876, 229. — Séance du 4 mai, 285. — Séance du 6 juillet, 365. — du 2 novembre, 521. — Rapport financier pour 1875, 375. — Séances du 4 janvier 1877, X, 5; — du 1<sup>er</sup> mars, 97; — du 3 mai, 193; — du 5 juillet, 313; — du 8 novembre, 405. — (Etat financier de la), 316. — Rapport des censeurs, pour l'année 1876, 326. — (*Voy. Statuts.*) — Participation à l'Exposition universelle de 1878, IX, 528. — Allocation de M. le Ministre de l'Instruction publique à la), X, 129. — Séances du 3 janvier 1878, XI, 11; — du 7 mars 1878, 129. — (Allocation de M. le proviseur du Lycée Louis-le-Grand, 130. — Séance du 2 mai 1878, 301. — Séance du 6 juin 1878, 315. — Séance du 4 juillet 1878, 473. — Liste des récompenses décernées en 1878, 478. — Rapport des censeurs pour l'année 1877, 482. — Etat financier, 487. — Séance du 7 novembre 1878, 569. — Diplôme d'honneur

- décerné à la Société par M. le Ministre de l'Intérieur, XII, 5. — Séance du 9 janvier 1879, XII, 6. — Décision qui réduit les séances de la Société à quatre par an, et rend la publication de son Bulletin trimestrielle. — Séance du 3 avril 1879, 97. — Séance du 3 juillet 1879, 313. — Compte-rendu financier de l'année 1878, 321.
- SOCIÉTÉ DE SAINT-VINCENT-DE-PAUL** (Patronages de la), I, 220, 286.
- SŒURS BLEUES** (Maisons des), II, 367.
- SŒURS DE MARIE-AUXILIATRICE.** — Leur internat d'apprenties, IX, 329.
- SŒURS fidèles compagnes de Jésus.** Leur orphelinat, IX, 509.
- SŒURS de Saint-Vincent-de-Paul.** (Patronages dirigés par les), I, 218.
- SOIE** (Jeunes ouvrières employées, à Lyon, au dévidage de la), III, 3.
- Sommier** (Nécrologie de M. Pierre-Alexandre), II, 22.
- SOURDS-MUETS.** Œuvre des sourds-muets, de Bourg-la-Reine, II, 335. — Atelier de lingerie, au Puy, pour les), 335. — (Etablissement de), à Chambéry, III, 275. — (Maison protestante, établie dans le Gard, pour les), IV, 25. — Société pour les publications, à l'usage des), X, 99.
- Spuller** (M.), député. Discours à la Distribution des prix de l'école de Dessin, de la Chambre syndicale de la Bijouterie-imitation, XII, 73.
- Sriber** (M. Alphonse). Article sur l'Inspection du travail des enfants et des femmes, dans les manufactures anglaises, III, 11.
- STATUTS** provisoires, lors de la fondation de la Société, I, 33. — (Approbation des), II, 176. — (Modification aux), IV, 34.
- Steinheil**, I, 305. — (Ecole d'apprentis de M.), 381.
- Stephenson** (La vie des), par Samuel Smiles, III, 40.
- STRASBOURG** (Ecole israélite des *Arts et Métiers*, de), I, 285. — Union chrétienne, II, 334. — (Sœurs de la Croix, à), II, 365.
- SUBLIME** (le), ou le Travailleur en 1870, étude sur l'apprentissage, V, 359.
- SUCRERIES** (Travail des enfants dans les), II, 245. — (Accident à un enfant employé dans une), XII, 142.
- SUÈDE** (Note sur l'apprentissage, en), III, 473. — (Le travail des enfants en), X, 171.
- SUISSE** (Enquête sur le travail des enfants en), III, 313. — Législation du canton de Zurich, 469; de la ville de Eâle, 471. — (L'instruction primaire en), VI, 452. — (Sur le repos du dimanche en), VII, 93. — (Le travail des enfants en), 345, 457. — Une école d'horlogerie, à Genève, VIII, 141. — Loi fédérale des 19-23 mars 1877, 3 décembre 1877, concernant le travail dans les fabriques. — Observations de M. Robiquet sur la nouvelle loi, 694.
- SURVEILLANCE MATERNELLE** (Maison de), à Lyon, III, 88.
- SURVEILLANT** (Rôle du), dans les Pensions d'apprentis, I, 73.
- Suzainnecourt** (C<sup>te</sup> de), fondateur de la colonie de Gentilly, près Nancy, III, 439.
- SYDNEY** (Australie) (Exposition de), XII, 309.

T

- TABAC**, ses effets chez les enfants, IV, 48. — (Décret rendu par le Conseil d'Unterwalden (Suisse), contre l'usage du), IV, 50.
- TABLETTERIE** (Projet d'école d'apprentis par la Chambre syndicale de la), VII, 92; IX, 323. — (Chambre syndicale de la), X, 161.
- Taborin** (L'apprentissage dans les ateliers de M.), I, 386; I, 309.
- Talbert** (M.). Œuvre des apprentis, au collège Rollin, à Paris, IV, 24.
- Tallon** (M. Eugène). Avocat général à la cour de Lyon, membre de la Commission supérieure du travail des enfants, ancien député. — Rapport sur la proposition de loi du travail des enfants, V, 203; — Observations sur ce rapport, 264; — S's discours, 457; VI, 24, 70 et 153; VII, 228. — Mention spéciale de reconnaissance, VII, 385. — Livre sur la *Vie morale et intellectuelle des ouvriers*, X, 89. — Président du Comité judiciaire, 118. — *Manuel pratique pour l'application de la*



- loi du 19 mai 1874, sur le travail des Enfants employés dans l'industrie, 212. — Rapport sur l'exercice 1877-78 de la Société, à la 4<sup>e</sup> Fête de l'Enfance ouvrière, XI, 412. — Les anciennes Corporations d'arts et métiers, à Lyon. (Discours prononcé par), à l'audience de rentrée de la Cour d'appel, 685.
- TAPISSIERS** (Communication de la Chambre syndicale des), VII, 165. — Statuts du Patronage des), 532. — (Chambre des), IX, 354.
- TEINTURERIE** de soie (rapport sur la) de M. Gilet-Piéron, à Lyon, I, 337.
- Teisserenc de Bort** (M.). — Discours sur la loi du travail des enfants, VI, 199. — (Discours de), à la Fête de l'Enfance ouvrière, XI, 408.
- TEMPÉRANCE** (Société française de), VIII, 53; IX, 215.
- Thénard** (M. Arnould). Rapport sur la teinturerie de M. Gilet-Piéron, I, 337. — Etude sur l'état matériel et moral des jeunes ouvrières, à Lyon, III, 3 à 10. — Note sur le Patronage des apprentis étrangers, III, 398.
- Thiriez** (MM.), à Esquermes, Lille, I, 308. — Organisation de l'apprentissage dans leurs filatures, IX, 335; 257.
- Thorel** (M.), conseiller municipal de Paris, délégué cantonal, IV, 27.
- TISSAGE** (Ecole théorique et pratique de), à Mulhouse, I, 132.
- Tonnellé** (M<sup>me</sup>) et son fils, Alfred Tonnellé. Fondation de leur Maison d'apprentis, à Tours, I, 86. — (Règlement de la Maison d'apprentis, établie à Tours par M.), II, 277.
- Topart** (M.), vice-président de la Chambre syndicale de la Bijouterie-Imitation. Son discours, X, 374.
- TOUAGE** de la Seine, caisse de prévoyance de la Compagnie, IX, 193.
- TOULOUSE** (Organisation des apprentis, à), IX, 140. — (Distribution des prix, à), 562.
- Tours** (Fabrique de M. Albert Durand à), I, 303. — Œuvre du Patronage de N.-D.-le-Riche, I, 294. — (Sœurs de la Présentation, à), II, 365.
- Trapp** (M.), I, 306. — Son Ecole d'apprentis à Mulhouse, 378.
- TRAVAIL.** (Enquête sur les conditions du), VIII, 486.
- TRAVAIL DES ENFANTS.** En Angleterre, I, 259. — (Réponses de la Commission de Mulhouse sur le), I, 363. — Discours de M. Wolowski, les 14 et 17 avril 1868, au Conseil-vatoire des arts et métiers, II, 91 à 125. — Inconvénients du travail prématuré et prolongé, lettre de M. Goldenberg, 129 à 143. — (Discussion préparatoire à la loi sur le), 184 à 258. — Considéré au point de vue de l'économie sociale, III, 118. — Devant le Parlement belge, 120. — Devant la jurisprudence, étude de M. J. Périn, 183. — (Vœux de la Soc. ind. de Mulhouse sur le), 297. — (Rapport à la Société de la Seine-Intérieure sur le), 444 à 467. — (La réforme du), par M. Houget, 481. — (Projet de loi sur le), V, 22, 39, 92. — (Etude médico-chirurgicale sur le), par M. A. Robin, V, 54. — (Projet de loi sur le), V, 205; 264. — (Règlement sur le), 277. — (Observations de M. Descottes sur le), 347. — (Délibération de l'Assemblée nationale sur le), 438. — (Société du), 478. — (Discussion à l'Assemblée nationale (2<sup>e</sup> lecture), de la loi sur le), VI, 14 à 316. — Quelques réflexions sur cette loi, par M. le Dr Marjolin, VI, 317. — Discussion sur la même loi, VI, 345. — (Article sur la loi du), VII, 208. — (3<sup>e</sup> délibération à l'Assemblée nationale, de la loi sur le), 216 à 304. — (Texte de la loi sur le), 305. — Commission supérieure chargée de l'application de la loi, 428. — (Lettre de M. Louis Blanc sur la question du), 429. — (Questionnaire relatif à la loi sur le), 505. — (Actes de la Sous-Commission nommée en exécution de la loi sur le), VIII, 78. — (Revue des diverses industries, questionnaire relatif à la loi sur le), 85. — Emploi des enfants au-dessous de 12 ans, 96. — Emploi des enfants dans les travaux souterrains, 184. — (Règlements d'administration sur le), 192. — *Ibid.* sur le travail fatigant ou dangereux, 230. — *Ibid.* sur le travail insalubre, 248. — Etablissements dans lesquels le travail des enfants est interdit, 251 et suiv. — Instructions sur le travail et sur l'instruction primaire, 341. — (Inspection du), 399. — (Documents

relatifs à la loi sur le), 420. — (Rapport de M. Dumas sur le), IX, 13. — (Conférence sur les conditions du), 105, 208. — (Voy. Lois.) Dans l'arrachage de la betterave, les sucres et les accidents les plus fréquents dans ces industries, par MM. E. Nusse et J. Périn, XI, 671.

**TRAVAIL DE NUIT** pour les enfants (discussion sur le), II, 202. — Enquête et règlement d'administration sur le) VIII, 192. — Décret du Ministre du Commerce, relatif au travail de nuit et du dimanche, XI, 159. — Industrie non comprise dans celles spécifiées au décret des 22-24 mai 1825, XII, 137.

**TRAVAILLEURS INDUSTRIELS** (Fondation de la Société d'encouragement des), V, 86.

**TRAVAUX FATIGANTS OU DANGEREUX** (Règlement d'administration sur les), VIII, 230, 248.

**Tresca** (M.). Observations sur les accidents de fabrique, III, 376.

**Trévoux** (École de M.), à Lyon, III, 86.

**TROYES**. Patronage d'apprentis, fondé par M. l'abbé Tridon, I, 292.

**Turney** (M.), trésorier de l'Assistance des Fleurs et Plumes; rapports, VI, 404, 513. — Secrétaire du Syndicat général; — rapports, VII, 315; — VIII, 524; — IX, 258. — Président de l'Assistance paternelle des Fleurs et Plumes, XII, 70. — Lettre sur un cas d'inobservation de la loi de 1874, 375.

**Turquetil** (M. Jules). Sur l'inspection du travail, II, 224. — Lettre sur la loi du travail des enfants, V, 200.

**TUTELLE** (Ouverture de la). Maison d'apprentis, fondée par M. Piver, I, 175. — Visitée par le Min. de l'Instr. publ., II, 258. — Pensions d'apprentis, conditions, VIII, 472; IX, 327. — La Question des Tutelles, XII, 152.

**TYPOGRAPHES** (Ecole professionnelle, fondée par M. Chaix pour les), notice et conditions, I, 173; VI, 480. — Formules et tableaux de Comptabilité, 496. — Distribution des prix, 506. — (L'apprentissage et projet d'une Maison d'apprentis de), V, 224 à 240. — (Atelier

d'instruction de M. Claye, pour les), III, 221, V, 369. — (Ecole professionnelle de), 474. — Documents relatifs à cette école, VI, 479. — Distributions des prix, VII, 523; VIII, 455, X, 396; XI, 545; XII, 403.

## V

**VACANCES**. — (Voy. *Enfants*.)

**VAGABONDAGE** (Enquêtes sur les moyens de prévenir le), VII, 31, 112. — (Rapport sur les causes du), par M. Marjolin, 119. — (Cas de), 347. — (Le) et le Dépôt de la Préfecture de police, XI, 109. — Arrestation de vagabonds XII, 307.

**VALENCE** (Drôme), (Orphelinat de), I, 289.

**Valroger** (M<sup>lle</sup> de), à Caen (Bannière à la Maison de), II, 331. — Note sur cette même Maison, 376.

**VERRERIES ET CRISTALLERIES**. Verrière de M. Boissière, I, 303. — (L'enfant dans les), I, 350. — (Règlements intérieurs de plusieurs), II, 465. — (Règlements des enfants dans les), III, 111. — (Travail des enfants dans les), III, 442. — (Situation des enfants dans les), par M. Dubois, IV, 46. — (Emploi des enfants, dans l'industrie de la), V, 335. — (Orphelinat de Saint-Joseph, au Bourget, pour les apprentis de la), VI, 374. — (Exposé fait aux membres de la Commission, par la Chambre syndicale de la), VI, 390. — (Rapport de M. Marjolin sur l'Orphelinat du Bourget, pour les enfants de la), 410. — (Voy. *Céramique, Cristalleries*.)

**VERSAILLES** (L'Orphelinat de), I, 287. — (Asile maternel de M<sup>lle</sup> Portz, à), I, 293; III, 95. — (Statuts de la Caisse des écoles de), III, 422. — (Société de la Caisse des écoles, à), IV, 90.

**VERVIERS** (Belgique). (Association pour la réforme en faveur des enfants à), III, 306.

**VESTIAIRES** (But de l'Œuvre des), VII, 184.

**Vever**, président de la Chambre syndicale de la Bijouterie, Joaillerie et Orfèvrerie. Discours, X, 362.

**VIDALON-LES-ANNONAY** (Papeterie de), II, 405; V, 476.

**VIENNE** (*L'Athenæum* de) VI, 451. — (Rapport sur l'Enseignement primaire, à l'Exposition de), par M. Buisson, IX, 483.

**VILLE DE PARIS** (*Voy. Paris*).

**Villeminot** (Règlement de la manufacture de M. Jouanny), II, 309.

**Vilpède et Gamba**, I, 308. — (Ateliers de MM.), II, 266.

**Viолет-le-Duc** (M.). Sa conférence sur l'enseignement des arts du Dessin, X, 172.

**VISITES** du Ministre de l'Instr. publ. à divers établissements industriels : Chaix, etc., II, 258.

**VIZILLE**. (Manufacture de M. Durand à), I, 302; — (Note sur la même). II, 391.

**VŒUX** exprimés par la Société de protection, et présentés au Ministre, II, 253; — des Délégations ouvrières, sur les apprentis, 290.

## W

**Wolf** (M.), École d'apprentissage, I, 174.

**Wolowski** (M.). Rapport sur une médaille à décerner, II, 23. — Le travail des enfants dans les manufactures, cours d'économie politique au Conservatoire des arts et métiers, leçons des 14 et 17 avril 1868, II, 91. — Vice-président d'honneur de la Société, V, 7. — Son discours sur la loi du travail des enfants, VI, 171.

**Wickam** (M. Georges) président de la ch. syndic. des Instruments et Appareils de l'art médical. — Observations au sujet du Musée de M. Twining de Twickenham, XII, 308.

## Z

**ZURICH** (Législation relative aux enfants, dans le canton de), III, 469.





# LISTE GÉNÉRALE

DES

## MEMBRES

### DE LA SOCIÉTÉ DE PROTECTION

DES APPRENTIS ET DES ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES



#### MEMBRES PERPÉTUELS (FONDATEURS)

M. LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DU COMMERCE ;  
M. LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR ;  
M. LE MINISTRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ;  
LA VILLE DE PARIS.

**Abadie**, fabricant, à Paris.  
**Adelson-Monteaux**, propriétaire.  
**Agache** fils, manufacturier, à Lille (Nord).  
**Agard** (Michel), à Marseille.  
**Alamagny**, fr., à Saint-Chamond (Loire).  
**Albert**, négociant, à Paris.  
**Andreeff** (E.), professeur à l'Institut agricole, à Saint-Petersbourg (Russie).  
**Archino-Valenti**, à Paris.  
**Arlès-Dufour**, négociant.  
**Asile** (l') de Vincennes.  
**Aubert**, inspecteur du travail des enfants dans les manufactures, à Lisieux.  
**Aubert** (L.), à Nancy.  
**Auger**, propriétaire, à Paris.  
**A. x x x.**  
**Backer**, inspecteur général du travail des enfants dans les manufactures, à Londres.  
**Bardin**, imprimeur sur étoffes, à Rouen.  
**Barreswil** (seul), ancien secrétaire de la *Société de protection*.  
**Barreswil** (M<sup>me</sup>).  
**Baude**, inspecteur général des ponts et chaussées, à Paris.  
**Bellay** (M. de), à Paris.  
**Bérard** (P.), trésorier de la *Société de protection*.  
**Berger** (H.), à Montbéliard.  
**Berteaux**, à Paris.  
**Berthier**, ancien président de la Chambre de commerce, à Paris.  
**Bertrand**, ingénieur civil, à Paris.  
**Bessan**, dir. de la *Belle-Jardinière*, à Paris.  
**Besson** (le docteur Eug.), à Paris.  
**Bigo-Danel**, imprimeur, à Lille.  
**Bixio**, libraire-éditeur, à Paris.  
**Blache** (le docteur), à Paris.  
**Blanche**, manufacturier, à Puteaux.  
**Blanzy**, à Boulogne (Pas-de-Calais).

**Boissière**, maître-verrier au Gast (Orne).  
**Boucicaut** (M<sup>me</sup>), négociant, à Paris.  
**Boulenger**, à Choisy-le-Roi.  
**Braut**, maître de forges.  
**Bréant**, fabricant de châles, à Paris.  
**Brenot** (M<sup>me</sup>), à Paris.  
**Butenval** (comte de).  
**Cahen**, d'Anvers, banquier, à Paris.  
**Cail**, constructeur-mécanicien, à Paris.  
**Carcenac**, maire du II<sup>e</sup> arr<sup>t</sup>, à Paris.  
**Cartier-Bresson** père, à Paris.  
**Cartier-Bresson** fils, à Paris.  
**Cartier-Bresson** (F.), à Paris.  
**Cartier-Bresson** (C.), à Paris.  
**Cartier-Bresson** (J.), à Paris.  
**Cartier-Bresson** (L.), à Paris.  
**Cartier-Bresson**, anc. négociant à Paris.  
**Cartier-Bresson** (M<sup>me</sup>), à Paris.  
**Cartier-Bresson** (Louis), à Paris.  
**Cary**, négociant, à Paris.  
**Chabert** (J.), à Chomerac.  
**Chaix**, imprimeur-typographe, à Paris.  
**Chambre des notaires**, à Paris.  
**Chambre syndicale du caoutchouc**, à Paris.  
**Champonnois**, ingénieur civil, à Paris.  
**Charlier**, à Buckarest.  
**Chartreux** (les) de la Gr.-Chartreuse.  
**Chiris** (E.), à Grasse.  
**Chiris** (S.), à Grasse.  
**Clotilde** (la princesse).  
**Colcombet**, fabricant, à Saint-Étienne.  
**Collège Rollin** (le), à Paris.  
**Collesson**, négociant, à Paris.  
**Commission locale du VI<sup>e</sup> arrondissement**, à Paris.  
**Compagnie des forges du Creusot**.  
**Compagnie générale marit.**, à Paris.  
**Courcy** (de), dir. Comp. d'assur. gén.  
**Couturier**, à Vizille (Isère).

(4) Les noms des *Membres perpétuels* figurent également sur la *Liste générale des Sociétaires* ci-après.

**Cruvillier** (Dr Edouard), à Paris.  
**Cuvillier**, négociant, à Paris.  
**Damon**, négociant, à Paris.  
**Davanne**, chimiste, à Paris.  
**Delafo** (Laurent), à Argenteuil.  
**Delaporte** (M<sup>lle</sup>), artiste dramatique.  
**Delaporte** (Georges), ingénieur, à Lillers.  
**Délerot** (Emile), à Versailles.  
**Delicourt**, à Paris.  
**Desfontaines**, horloger, à Paris.  
**Dietsch**, à Lièpvre (Haut-Rhin).  
**Dollfus** (Jean), à Mulhouse.  
**Dommartin**, à Paris.  
**Dorvault**, directeur de la Pharmacie centrale, à Paris.  
**Drouin**, négociant en droguerie, à Paris.  
**Du Boys**, notaire, à Paris.  
**Dubrunfaut**, chimiste, à Bercy.  
**Dumas** secrétaire perpétuel de l'Acad. des sciences, Président de la Société.  
**Dumas** (Alexandre).  
**Duplay** (le professeur), à Paris.  
**Dupont et Deschamp**, fab., à Beauvais.  
**Dupuy de Lôme**, memb. de l'Institut.  
**Durenne**, fab. de chaudières, à Courbevoie.  
**Dussautoy**, à Paris.  
**Dutfoy** (G.), négociant, à Moscou.  
**Dutfoy** (S.), négociant, à Moscou.  
**Duvergier**, ingénieur-construct., à Lyon.  
**Ecole d'Aix**.  
**Ecole d'Angers**.  
**Ecole centrale des arts et manufact.**  
**Ecole de Châlons**.  
**Ecole d'horlogerie de Cluses**.  
**Ecole des mineurs de Saint-Etienne**.  
**Ecole des mines**.  
**Ecole des maîtres mineurs d'Alais**.  
**Ecole normale supérieure**.  
**Ecole des ponts et chaussées**.  
**Engel** (Alfred), à Mulhouse.  
**Engel** (Eugène), élève de l'Ecole centrale des Arts et Manufactures.  
**Engel** (Gustave), à Mulhouse.  
**Engel Dollfus** (Fr.), à Mulhouse.  
**Engel-Gros**, à Mulhouse.  
**Farcot**, ing.-mécanicien, à Saint-Ouen.  
**Fauquet-Lemaître**, à Bolbec.  
**Féray**, (Arthur), manufacturier, à Saint-Jean par Essonnes.  
**Frémont-Mustel**, à aris.  
**Froger de Mauny** ancien magistrat, à Paris.  
**Fromage**, fabricant, à Paris.  
**Froment-Meurice**, orfèvre, à Paris.  
**Froment-Meurice** (M<sup>me</sup>).  
**Gautier-Bouchard**, fabricant, à Paris.  
**Giot**, avoué à la Cour d'appel, à Paris.  
**Gobley**, de l'Académie de médecine.  
**Godard-Desmarests**, président de la Compagnie de Baccarat.  
**Godchaux**, imprimeur-éditeur, à Paris.  
**Godillot** (Alexis), à Paris.  
**Goffin**, président de la Société des Amis de l'Enfance.  
**Goldenberg**, manufacturier, à Zornhoff.  
**Gosselin** (le professeur), à Paris.  
**Goullet** (le colonel), à Paris.  
**Goy**, à Paris.  
**Gratien-Milliet**, manufacturier.  
**Griffon**, négociant, à Paris.  
**Grosselin** (A.), à Paris.  
**Guerlain** (A.), à Paris.  
**Guerlain** (J.), à Paris.

**Guillou**, négociant.  
**Guillout**, fabricant, à Paris.  
**Guimet** (Emile), à Lyon.  
**Guizot** (Guillaume), à Paris.  
**Gundelach**, duc de Bade.  
**Hamelin**, manufacturier, à Paris.  
**Herbette** (M<sup>me</sup>), née Barreswil, à Paris.  
**Houget**, manufact., à Verviers (Belgique).  
**Hubault**, à Paris.  
**Hughes**, parfumeur, à Grasse.  
**Hulot**, directeur de la fabrication des timbres-poste.  
**Husny-Bey** (le commandant).  
**Jacqz**, président de la Société la *Philanthropie commerciale*, à Paris.  
**Joannès Vintry**, à Lyon.  
**Joly** (Pierre-César), à Argenteuil.  
**Joly** (Pierre-Théophile), à Argenteuil.  
**Joriaux**, négociant, à Paris.  
**Jullien**, filateur, à Rouen.  
**Kœchlin-Steinbach** (Alfred), à Paris.  
**Kœchlin** (Rodolphe), à Mulhouse.  
**Kœchlin frères**, à Mulhouse.  
**Lagoutte** (J.), maître de forges, à Paris.  
**Lamé Fleury**, ingén. des mines, à Paris.  
**Landon**, négociant, à Paris.  
**Larrey** (baron), inspecteur général du corps médical militaire.  
**Laumonier**, manufacturier, à Flers.  
**Laurent-Richard**, à Paris.  
**Lebaudy**, raffineur de sucre, à Paris.  
**Leclert**, négociant en bois, à Paris.  
**Le Coustellier**, manufacturier, à Abbeville.  
**Lefebvre-Ducatteau**, manufacturier, à Roubaix.  
**Lefèvre** (Emile), négociant, à Anvers.  
**Legrand**, secrétaire de la Société des *Amis des sciences*.  
**Lemaire**, fabricant, à Paris.  
**Lemaréchal** (M<sup>lle</sup>), à Paris.  
**Lemoine-Montigny**, directeur du théâtre du Gymnase.  
**Lemoine** (H), fabricant de meubles, à Paris.  
**Leroux** (Emile), ingénieur, à Paris.  
**Leroy** (J.), fabricant de papier, à Paris.  
**Liebig** (Johan), à Reichenberg (Bohême).  
**Liebig** (la bar.), à Reichenberg (Bohême).  
**Loreau** (A.), à Paris.  
**Lung frères**, à Moussey.  
**Lycée Condorcet**.  
**Lycée Henri IV**.  
**Lycée Louis-le-Grand**.  
**Lycée Fontanes**.  
**Lycée Saint-Louis**.  
**Macé** (Jean), pensionnat du petit château de Monthiers (Aisne).  
**Maillard**, ancien négociant, à Louviers.  
**Mallet**, négociant, à Paris.  
**Mame père**, imprimeur, à Tours.  
**Mame fils**, imprimeur, à Tours.  
**Marjolin** (le docteur), à Paris.  
**Marochetti** (M<sup>me</sup> ve), à Paris.  
**Martin**, manufacturier, à Tarare.  
**Martin-Baron**, à Paris.  
**Masquelier fils**, au Havre.  
**Mazaroz-Riballier**, à Paris.  
**Mercier**, directeur de la *Société d'Ours-camps*.  
**Meunier** (Félix), rentier, à Paris.  
**Mouriot** (le Dr André), à Paris.  
**Michel**, ingénieur des ponts et chaussées, à Lyon.



- Migneret**, à Paris.  
**Millescamps**, à Paris.  
**Moisset-Foye**, à Paris.  
**Monduit**, entrep. de plomberie, à Paris.  
**Monjean**, directeur du collège Chaptal.  
**Mouchy** (duc de).  
**Mouchy** (duchesse de).  
**Mouchy** (de) fils.  
**Mourceau**, négociant, à Paris.  
**Müller (A.)**, manufacturier, à Paris.  
**Murat** (princesse).  
**Najean**, manufacturier, à Paris.  
**Nattan** (Georges), manufacturier, à Paris.  
**Newton-Scott** (Charles), à Paris.  
**Oberthur**, imprimeur, à Rennes.  
**Odiot**, orfèvre, à Paris.  
**Ouvriers de la maison Christophe**  
 (les), à Paris.  
**Payen**, négociant en soieries, à Paris.  
**Pelouze** (Eug.), chimiste, à Paris.  
**Peltreau**, manufacturier, à Paris.  
**Pensionnat des frères de Passy**.  
**Périn** (Jules), Dr en droit, Secrétaire de  
 la Société de protection des apprentis.  
**Perrin** (le Dr), à Paris.  
**Petit** (Francis), à Paris.  
**Piat**, fondeur en métaux, à Paris.  
**Pillet** (M<sup>me</sup>), à Paris.  
**Piver**, fabricant de parfumerie, à Paris.  
**Plassiard**, inspecteur divisionnaire du  
 travail des enfants, à Nancy.  
**Porion**, distillateur, à Wardrecques.  
**Prévot**, avoué, à Paris.  
**Raingo** (Victor), à Paris.  
**Rallet**, propriétaire, à Grenoble.  
**Ranchon** (Georges), architecte, à Paris.  
**Rapet**, inspecteur général honoraire de  
 l'enseignement primaire, à Paris.  
**Renard**, entrepreneur de travaux publics,  
 à Paris.  
**Richard aîné**, fabricant, à Paris.  
**Richard** (Max), député.  
**Robert** (Charles), directeur de la com-  
 pagnie l'Union (Vie), Vice-Président de  
 la Société de protection des apprentis.  
**Robin** (Albert), le docteur, à Paris.  
**Robiquet** (Paul), avocat à la Cour de  
 Paris.  
**Rondelet**, chasublier, à Paris.  
**Rothschild** (baron de), à Paris.  
**Roy**, négociant, à Paris.  
**Sahler** (Léon), à Audincourt.  
**Sakakini**, à Paris.  
**Salle** (Emile), avocat à la Cour d'appel.  
**Salle** (Julien-Hippolyte), banquier (Cais-  
 se commerciale).  
**Schæffer**, à Aubervilliers.  
**Schlumberger** (Théodore), à Mulhouse.  
**Schneider**, directeur du Creusot.  
**Sciama frères**, marchands de diamants,  
 à Paris.  
**Seydoux**, à Paris.  
**Société de la Vieille-Montagne**.  
**Société industrielle de Reims**.  
**Souplet**, à Saint-Quentin.  
**Teisserenc de Bort**, ancien ministre de  
 l'agriculture et du commerce.  
**Terninck** (A.), fab. de sucre, à Rouez.  
**Teste**, manufacturier, à Lyon.  
**Tissier** fils, manufacturier, au Conquet.  
**Trapp**, à Mulhouse.  
**Turner** (Luke), à Londres.  
**Vancauwenberghe, Seys** (E.), **Snow-**  
**den et Cie**, filateurs à Dunkerque.  
**Vatry** (M<sup>me</sup> la baronne), à Paris.  
**Vatry** (baron Edgar de), à Paris.  
**Verdè-Delisle** (Ad.), à Paris.  
**Verdè-Delisle** (Paul), à Paris.  
**Vilmorin** (Henri), à Paris.  
**Vintry** (J.), à Lyon.  
**Vullyamy** (Edward), à Tillières-sur-Avre  
 (Eure).  
**Wappler** (C.), agent général de la Société  
 suisse d'assurances de Winterthur  
**Weens**, employé de commerce à Paris.  
**Weldon** (M<sup>e</sup>), à Paris.  
**Zégut**, manufacturier, à Tusey.

## MEMBRES SOCIÉTAIRES <sup>(1)</sup>

- Abadie**, fabric., rue Saint-Martin, 237.  
**Acker** (Emile), fabricant de registres,  
 rue Neuve-des-Petits-Champs, 29.  
**Agache** fils, manufacturier, à Lille (Nord).  
**Achaintre**, régleur, rue Saint-Martin, 429.  
**Adelson-Monteaux**, propriétaire, rue  
 de Luxembourg, 49.  
**Agard** (Michel), rue Nicolas, 5, à Mar-  
 seille (Bouches-du-Rhône).  
**Alamagny**, fabricant de lacets, à Saint-  
 Chamond (Loire).  
**Albert**, nég., boul. Haussmann, 58.  
**Alberti**, fabricant de fruits artificiels,  
 rue d'Aboukir, 421.

(1) Avis. — MM. les Membres de la Société sont priés de signaler (avant le 1<sup>er</sup> novembre 1880) les rectifications et modifications de noms, professions et adresses, qui devront être apportées à cette Liste.

Nous attachons le plus grand intérêt à tenir au courant ce Répertoire de nos Sociétaires, destiné à faciliter les rapports entre eux, en même temps qu'à assurer l'exactitude du service du Bulletin.

**Alicot** (M<sup>me</sup>), rue Sainte-Foy, à Montpellier (Hérault).  
**Alicot** (M.), maître des requêtes au Conseil d'État, avenue de Messine, 14.  
**Allain**, négociant, rue Dieu, 10.  
**Allegrî**, banquier, rue Richer, 18.  
**Allmayer**, négociant en tissus élastiques rue d'Hauteville, 26.  
**Alphand**, ing<sup>n</sup> en chef des ponts et chaussées, rue Largillière, 7.  
**Althoffer**, manuf. de draps, à Gebwiller (Alsace).  
**Amos** (Jacques), manufacturier, à Wasse-lonne (Alsace).  
**Amson** (A.), fabricant, rue de Turbigo, 46.  
**Amson** (G.), — — — — —  
**Andelle**, verrier, à Épinac (Saône-et-Loire).  
**André** (M<sup>re</sup> v<sup>e</sup> J.), au Vieux-Thann (Alsace).  
**Andreeff** (E.), professeur de technologie, à l'Institut agric. de Saint-Pétersbourg (Russie).  
**Ansart**, ancien chef de la police municipale, Paris.  
**Archédacon** (M<sup>me</sup>), avenue des Champs-Élysées, 15.  
**Archino-Valenti**, rue Malesherbes, 17.  
**Arles-Dufour**, négoc., rue du Conservatoire, 11.  
**Armingaud** (J.), violoniste-compositeur, rue d'Hauteville, 11.  
**Arthus** (Fr.), fabricant de cuirs vernis, rue Richer, 23.  
**Asile de Vincennes** (l'), à Saint-Maurice, près Charenton (Seine).  
**Attias**, nég<sup>t</sup>, 13, rue de l'Entrepôt.  
**Auber**, officier de marine en retraite, hôtel du Parlement, boul. de la Madeleine.  
**Aubergier**, doyen de la Faculté des sciences, à Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme).  
**Aubert**, inspecteur du travail des enfants dans les manufactures, 28, boulevard de la Chaussée, Lisieux (Calvados).  
**Aubert** (L.), à Nancy (Meurthe-et-Moselle).  
**Aubès** (Marcel), inspecteur départemental du travail des enfants, allée Saint-Etienne, 13, Toulouse (Haute-Garonne).  
**Aubriet** (Maurice), rue Blanche, 68.  
**Aubry** (Victor), fabricant de dentelles, rue des Jeûneurs, 33.  
**Aubry-Vitet**, rue Barbet-de-Jouy, 9.  
**Aucoc** (L.), orfèvre, rue de la Paix, 6.  
**Audiffred** (J.-F.), boul. des Capucines, 8.  
**Auger** (C.), prop., rue des Moulins, 21.  
**Auzoux** (D<sup>r</sup>), rue de Vaugirard, 56.  
**Avril** (Charles), à Montchanin (Saône-et-Loire).  
**Azémar** (Jean), Grande Rue, à Issy (Seine).  
**Bac**, fabricant, r. Porte-Foin, 12.  
**Bachelier**, p<sup>re</sup>, r. Nve-des-Mathurins, 64.  
**Backer** (Robert), inspecteur des manufactures, Milverton hill (Lemington).  
**Badin** (A.), flâteur à Barentin (Seine-Inférieure).  
**Badoullau-Levillain**, r. d'Hauteville, 20.  
**Bacque** (E. de), ancien nég., rue Guichard, 7.  
**Bacque** (Ch. de) fils, fg. Poissonnière, 9.  
**Bagriot**, graveur, passage Basfour, 6.  
**Baille** (Elié), ancien président de la Chambre de commerce, à Nancy.

**Baillencourt**, président de la Chambre de commerce, Douai (Nord).  
**Balguerie d'Egmont** (M<sup>me</sup>), avenue d'Eglé, 9, à Maisons-Laffitte.  
**Balsan** (C.), manufacturier, rue de la Baume, 6.  
**Balsan**, fab. de draps, rue de la Baume, 6.  
**Bapterosses**, manufacturier à Briare (Loiret).  
**Baraban**, architecte, rue Perronnet, 72, à Neuilly-sur-Seine.  
**Baradéz** (Louis), nég., porte Saint-Jean, à Bordeaux.  
**Barallon**, à Saint-Etienne (Loire).  
**Barbedienne**, fabricant de bronzes, boulevard Poissonnière, 30.  
**Barbey**, maire, membre du Conseil général, à Mazamet (Tarn).  
**Barbier**, directeur des douanes, à Chambéry (Savoie).  
**Bardin**, imprimeur sur étoffes, à Rouen.  
**Bardin**, f. d'art. en pl., r. de Bondy, 48.  
**Barluet** (H.), gérant de la Société des faïenciers de Creil et de Montreuil, rue des Pyramides, 20.  
**Baron** (E.), avocat, rue de Lille, 101.  
**Barreswil** (M<sup>me</sup>), r. Saint-Florentin, 16.  
**Barthélemy**, négociant en papiers, rue Saint-Séverin, 10.  
**Baude**, inspect. général des ponts et chaussées, rue Royale-Saint-Honoré, 10.  
**Baudoin** (Achille), ancien manufacturier, avenue d'Orléans, 52.  
**Baudou**, place du Palais-Bourbon, 6.  
**Baudouin**, président du Conseil des Prud'hommes, boul. Péreire, 186.  
**Baudrillart**, membre de l'Institut, avenue Mélanie, 12, Bellevue (Seine-et-Oise).  
**Baugrand** (Georges), boulevard Haussmann, 37.  
**Baugrand** (M<sup>me</sup>), propriétaire, boulevard Haussmann, 37.  
**Baumgartner et Schweisguth**, à Mulhouse (Alsace).  
**Bayvet** (G.), boulevard Haussmann, 82.  
**Bazin**, avocat, à Marans, arrondiss. de Segré (Maine-et-Loire).  
**Béau** (A.), membre de la Commission des logements insalubres, quai Voltaire, 23.  
**Beaufonds** (de), rue Verneuil, 52.  
**Beaufour**, syndic, rue Croix-des-Petits-Champs, 25.  
**Beer** (J.), rue Neuve-des-Mathurins, 34.  
**Béhier** (A.), rue de l'Arcade, 36.  
**Belhatte**, graveur, 16r. Monsieur-le-Prince.  
**Bellay** (de), boulevard Beaumarchais, 91.  
**Bellet**, négociant, quai de Béthune, 18.  
**Bellon** (Joseph), place Louis XVI, à Lyon.  
**Beluze**, rue de Madame, 75.  
**Benard**, propriétaire, rue de Vincennes, 116, à Montreuil-sous-Bois.  
**Bérard**, ingénieur, rue de Tractir, 9.  
**Bérard** (Paul), chimiste, secrétaire du Comité consultatif des arts et manufactures, trésorier de la Société, rue Casimir-Delavigne, 2.  
**Bérard** (Raoul), rue Embouque-d'Or, à Montpellier.  
**Berger-Levrault**, imp<sup>r</sup> libraire, à Nancy (Meurthe-et-Moselle).  
**Berger** (Henri), de la maison Ed. Sahler, filature et tiss., à Montbéliard.

- Bernard**, de la maison Ponjean, à Saint-Etienne (Loire).
- Bernier**, directeur de la papeterie d'E-charcois, par Mennecy (S.-et-Oise).
- Bernutz** (le Dr), de l'Académie de médecine, rue des Saints-Pères, 7 bis.
- Berteaux**, rue d'Aboukir, 40.
- Berthaud**, membre de l'Union nationale, rue Cadet, 9.
- Berthe et Wulveryck**, fabricants de boutons, à Jenlain. arr<sup>t</sup> d'Avesnes (Nord).
- Berthier**, ancien présid. du Tribunal de commerce, rue de Sèze, 30.
- Berthier** (Ch.) fils, rue de Sèze, 30.
- Berthier** (G.) fils, rue de Sèze, 30.
- Berthier** (neveu), nég., rue de Château-dun, 22.
- Berthier** (M<sup>me</sup>) aînée, r. de Rivoli, 194.
- Berthier** (M<sup>me</sup>) jeune, r. Tronchet, 2.
- Bertin** (E.), agent de change honoraire, rue de Boulogne, 44 bis.
- Bertinot**, avoué près le Trib. civil, rue Vivienne, 40.
- Bertrand** (Ch.), expert-mécanicien, boulevard Beaumarchais, 69.
- Bessan**, direct. de la Belle-Jardinière, quai de la Mégisserie.
- Besselièvre** (Ch.) manufacturier, rue de Brosne, 24 à Rouen.
- Besserat** (le père), rue Rataud, 2.
- Besson** (Eugène), Dr, rue de Seine, 95.
- Beudin**, manufacturier, ingénieur métallurgiste, boul. Haussmann, 155.
- Beyne**, marchand tailleur, à Beaumont (Dordogne).
- Bezançon**, fabricant de céreuse, rue du Château-des-Rentiers, 187.
- Blanchi**, agent de change, rue Royale, 7.
- Biays**, rentier, rue de l'Echelle, 3.
- Biays** (M<sup>me</sup>), rue de l'Echelle, 3.
- Bigo-Danel**, imprimeur, rue Nationale, à Lille (Nord).
- Binder** (L.), ancien manufact., av. des Champs-Elysées, 402.
- Binot de Villiers**, avocat, r. Pigalle, 37.
- Birauneau**, pass. Tocanier, 15 (Fbg.-St-Antoine, 240).
- Bischoffsheim**, banquier, r. Neuve-des-Mathurins, 34.
- Bixio** (Maurice), libraire, r. Jacob, 26.
- Biver**, directeur de Saint-Gobain, rue de Sèvres, 91.
- Blache**, doct.-médecin, r. de Suresnes, 5.
- Blache** (René), rue de Suresnes, 5.
- Blaise**, inspecteur du travail des enfants dans les manufactures, à Limoges (H<sup>te</sup>-Vienne).
- Blanche** (le docteur), rue des Fontis, 15.
- Blanche**, manufacturier, maire de Puteaux, conseiller général de la Seine, à Puteaux (Seine).
- Blandin** (M<sup>me</sup> V<sup>e</sup>), pl. de la Madeleine, 49.
- Bobin**, boulevard Saint-Michel, 121.
- Bocquet**, nég., r. de Rivoli, 150.
- Bohne**, fabricant, rue des Partants, 9.
- Boissière**, maître verrier, au Gast, par Martrée (Orne).
- Bonjean** (Georges), juge au Trib. civ. de la Seine, rue de Lille, 47.
- Bonnario** (M<sup>me</sup> Charles), avenue de Messine, 44.
- Bonnaud**, négociant, rue de Chabrol, 40.
- Bontemps** (M<sup>me</sup>), à Amboise (Indre-et-Loire).
- Bontemps**, ancien maître verrier, à Amboise.
- Bornot** (Aug.), propriétaire, rue Godot-de-Mauroy, 4.
- Bouasse-Lebel**, imagier, rue Saint-Sulpice, 29.
- Bouchet** (Ernest), banquier, r. du Vallot, 6, à Elbeuf (Seine-Inférieure).
- Boucicaut**, (M<sup>me</sup>), nég. (maison du Bon Marché), rue du Bac, 135-137.
- Boudou** (Armand), fab<sup>t</sup> à Mazamet (Tarn).
- Bouilhet** (H.), l'un des direct. de la maison Christoffe, r. de Bondy, 56.
- Bouilhet** (M<sup>me</sup> H.), rue de Bondy, 56.
- Boulanger** (Narcisse) fils, propriétaire, à Guines (Pas-de-Calais).
- Boulenger**, fab. de faïence, à Choisy-le-R.
- Bouley**, de l'Institut, inspecteur général des écoles vétérinaires, rue des Saints-Pères, 84.
- Boulley** (M<sup>me</sup>), rue Monceau, 65.
- Botardon**, mécanicien, rue du Faubourg-du-Temple, 74.
- Bourdon** (H.), rue de l'Échiquier, 30.
- Bourgoin**, rue Lafayette, 126.
- Bournat**, avocat à la Cour de Paris, rue Jacob, 20.
- Bourreau**, employé de commerce, rue Guy-la-Brosse, 2.
- Bourreille** (de), ancien sec. général du Ministère des travaux publics.
- Boyer** (le Dr), inspecteur du travail des enfants, rue de Vaugirard, 59.
- Boyer et Rolland**, fondeurs, rue de l'Asile-Popincourt, 10.
- Bréant**, fabricant de châles, r.d'Aboukir, 60.
- Brenac** frères, fab<sup>t</sup>, Mazamet (Tarn).
- Brenguier**, ingénieur civil, à La Bouille (Seine Inférieure).
- Brenot** (M<sup>me</sup>), rue de Verneuil, 44.
- Breton** (Paul), fab. de papiers, rue des Grands-Augustins, 49.
- Breul** (Ch.), avocat à la Cour de Paris, rue des Ecoles, 40.
- Brion**, marchand de chevaux, rue Basse-du-Rempart, 48.
- Brissonneau** frères, constructeurs-mécaniciens, à Nantes (Loire-Inf<sup>re</sup>).
- Brizard**, propriétaire, r. Saint-Fiacre, 17.
- Brochard** (Ed.), rue du Temple, 151.
- Broglie** (Paul de), rue de Vaugirard, 25.
- Broquant et C<sup>ie</sup>**, fabricants de filets de pêche, à Dunkerque.
- Brunner Lacoste**, artiste peintre, place Saint-Michel, 5.
- Bucquet**, inspect. général des établissements de bienfaisance, r. Saint-Arnaud, 6.
- Burat**, agent de change, rue Lafayette, 46.
- Burnat** (Emile), manufacturier, à Nant-sur-Vecvey (Suisse).
- Butenval** (comte de), rue Miroménil, 34.
- Cabin** (maison Sajou), dessins et ouvrages de dames, rue Rambuteau, 52.
- Cadillon** (Georges), avocat, sous-préfet à Valognes (Manche).
- Cadou**, courtier d'assur., r. Drouot, 14.
- Cahen d'Anvers**, banquier, rue de Grenelle, 148.
- Cahen** (Edmond), rue Bergère, 28.
- Call et C<sup>ie</sup>**, ingénieurs-mécan., quai de Grenelle, 15.



**Caillé (F.)**, fab. de tissus, à Amiens.  
**Caillot**, orfèvre, rue des Moulins, 20.  
**Calla**, ancien memb. de la Chambre de commerce, 8, r. des Marronniers, à Passy.  
**Callon**, agent général de la C<sup>ie</sup> du touage de la Seine, r. St-Louis-en-l'île, 3.  
**Callot (M<sup>me</sup> v<sup>e</sup>)**, r. Caumartin, 19.  
**Camus (fils aîné)**, rue Barbette, 2.  
**Camus (fils jeune)**, rue Barbette, 2.  
**Canonge**, directeur de la Tutelle, rue Albouy, 27.  
**Canson et Montgolfier**, fabricants de papier, à Vidalon-lès-Annoy; Paris, r. de Palestro, 29.  
**Capronnier**, ancien juge au Tribunal de commerce, rue Billault, 15.  
**Carcassonne (M<sup>me</sup> v<sup>e</sup> C.)**, vêtements confectionnés, à l'Isle (Vaucluse).  
**Carcenac**, maire du II<sup>e</sup> arrondissement, r. Neuve-des-Capucines, 20.  
**Cardellhac**, orf.-coutel., r. de Rivoli, 91.  
**Carlhian (M<sup>me</sup> v<sup>e</sup>)**, r. du Faubourg-Poissonnière, 39.  
**Carré (Charles)**, 58, boulevard Voltaire.  
**Carrière**, filateur, à Ganges (Hérault).  
**Cartier**, boulevard des Italiens, 9.  
**Cartier-Bresson (père)**, filateur, boulevard Sébastopol, 86.  
**Cartier-Bresson fils aîné**, boul. Sébastopol, 86.  
**Cartier-Bresson (H.)**, b. Sébastopol, 86.  
**Cartier-Bresson (C.)**, b. Sébastopol, 86.  
**Cartier-Bresson (J.)**, b. Sébastopol, 86.  
**Cartier-Bresson (F.)**, b. Sébastopol, 86.  
**Cartier-Bresson (M<sup>me</sup>)**, b. Sébastopol, 86.  
**Cartier-Bresson**, ancien négociant, rue de Vaugirard, 48.  
**Cary**, nég., rue du Grand-Chantier, 7.  
**Cassella (E.)**, fabricant de peignes, rue Lafayette, 237.  
**Castel (C.)**, m<sup>d</sup> de soies, à Saint-Étienne.  
**Casthelaz**, fabricant de produits chimiques, r. Ste-Croix-de-la-Bretonnerie, 19.  
**Cauvet**, miroitier, Faubourg-Saint-Antoine, 109.  
**Cavaillé-Coll**, f. d'org., av. du Maine, 15.  
**Cavallié**, D<sup>en</sup> médecine, à Mazamet (Tarn).  
**Célérier**, nég., r. Monthabor, 15.  
**Cercle catholique d'ouvriers** (le dir. du), allée de Garonne, 35, à Toulouse.  
**Cerf**, imprimeur, rue Duplessis, 59, Versailles (Seine-et-Oise).  
**Cerf et fils**, fabricants, boulevard de Sébastopol, 59.  
**Cerfbeer**, agriculteur, à Oberwiller, par Sarrebourg (Lorraine A.).  
**Chabert et C<sup>ie</sup> (J.)**, à Chomérac (Ardèche).  
**Chabrier (L.)**, r. Neuve-des-Mathurins, 34.  
**Chaix (A.)**, imprimeur, rue Bergère, 20.  
**Chalandre**, rue Saint-Roch, 28.  
**Chambon-Lacroisade**, fab. de fers à repasser, Faub.-Poissonnière, 183.  
**Chambre des Notaires** de Paris, place du Châtelet.  
**Chambre syndicale de l'Union des filateurs**, à Aubenas (Ardèche).  
**Chambre syndicale des Entrepreneurs de bâtiments**, rue des Archers, à Lyon.  
**Chambre syndicale du Caoutchouc**, rue d'Aboukir, 2.  
**Chambre syndicale des Carrossiers**, avenue du Roi de Rome, 6.

**Chambre de commerce de Toulon et du Var**, à Toulon (Var).  
**Champonnois**, ingénieur civil, rue Neuve-des-Petits-Champs, 45.  
**Chapon**, négociant, à St-Etienne (Loire).  
**Chappotteau**, négociant, rue Cuvier, 14.  
**Chardin**, m<sup>d</sup> de soies, r. aux Ours, 40.  
**Chardin-Hadancourt**, fabricant de parfumerie, boul. Sébastopol, 16.  
**Charlier (Timothée)**, ingénieur, à la Villa, à Ouchy-Lausanne (Suisse).  
**Charmet aîné**, nég., r. de Châteaudun, 22.  
**Charnelet**, apprêteur d'étoffes, rue Oberkampf, 98.  
**Charpentier**, horloger, r. Garancière, 7.  
**Chartiau**, architecte, rue du Sommerard, 35.  
**Chartreux (les)** de la Grande-Chartreuse.  
**Charvet**, membre de l'Union nationale, rue d'Hauteville, 62.  
**Chateau**, usine Farcot, à Clichy (Seine).  
**Chatillon (de)**, fabricant d'huiles, boulevard Saint-Germain, 134.  
**Chauchat**, chef de cabinet au Minist. de l'agricult., boul. Haussmann, 121.  
**Chennevière (E.)**, pharmacien, avenue de Wagram, 50.  
**Chevalier**, de la mais. Chevalier-Cheylus, quai de Grenelle, 61.  
**Chevallier (Ludovic)**, manufacturier (couvertures), rue Porte-Madeleine, 42, à Orléans (Loiret).  
**Chirade (Arm.)**, négociant en beurre, rue de Marivaux, 11.  
**Chiris (E.)**, Grasse.  
**Chiris (L.)**, fab. de mat. prem. pour la parfumerie, Grasse.  
**Christofle**, orfèvrerie, r. de Bondy, 56.  
**Claudon (G. fils)**, p<sup>re</sup>, b. Malesherbes, 37.  
**Claudon (M<sup>me</sup> G.)**, b. Malesherbes, 37.  
**Claudon (M<sup>me</sup> v<sup>e</sup>)**, q. de la Tournelle, 27.  
**Claudon (M<sup>me</sup> G.)**, r. Abbatucci, 59.  
**Clémendot**, ingén. civil, r. Brochant, 18.  
**Clerc (fils)**, de la m<sup>re</sup> Clerc, Kayser et C<sup>ie</sup>, au Havre, r. de la Ch.-d'Antin, 22.  
**Clermont (de)**, nég., r. Barbette, 11.  
**Clotilde (M<sup>me</sup> la princesse)**.  
**Cobus (L.)**, à Lunéville (Meurthe).  
**Coignet**, manufacturier, rue de Lafayette, 430.  
**Colcombet**, fab. de rubans, à St-Etienne.  
**Collège Rollin (le)**, avenue Trudaine.  
**Collège St-Barbe (le)**, pl. du Panthéon.  
**Collesson**, nég., quai de la Loire, 22.  
**Collette**, filateur, passage des Favorites, à Vaugirard.  
**Collin**, fabricant d'instruments de chirurgie, rue de l'Ecole-de-Médecine, 6.  
**Collin**, horloger, 118, rue Montmartre.  
**Collin**, négociant, rue Quincampoix, 15.  
**Collinot**, parc des Princes, boul. d'Auteuil, 11, à Boulogne (Seine).  
**Colmet d'Aage**, doyen de la Faculté de droit, place du Panthéon, 10.  
**Colombier**, manufacturier, à Haubourdin, Lille (Nord).  
**Commission locale du travail des enfants**, du V<sup>e</sup> arrondissement.  
**Commission locale du travail des enfants**, du VI<sup>e</sup> arrondissement.

**Commission locale du travail des enfants**, du VIII<sup>e</sup> arrondissement.  
**Comité de la Confession d'Augsbourg**, 3, rue des Epines, à Montreuil-sous bois (Seine).  
**Compagnie générale d'assurances maritimes**, rue de Richelieu, 87.  
**Compagnie d'assurances sur la vie l'Union**, rue de la Banque, 15.  
**Compagnie des forges du Creusot**.  
**Comptoir veuve Lyon-Alemand**, r. Montmorency, 13.  
**Copin**, syndic au Trib. de commerce, r. de l'Odéon, 16.  
**Coquais**, joailler, 14, rue Chabannais.  
**Coquerel**, président de la 4<sup>e</sup> Commission locale de l'arrondissement de Versailles, à Meulan (Seine-et-Oise).  
**Corbran**, constructeur, aux Chartreux, Petit-Quevilly (Seine-Inférieure).  
**Cormouls-Houlé**, fabricant, à Mazamet (Tarn).  
**Cornély** (Maximilien), négoc., rue d'Hautleville, 21.  
**Corrard** (A.), rue de Monsigny, 17.  
**Cossé**, nég. en tissus, r. du Sentier, 32.  
**Cosserat frères**, filateurs, à Amiens (Somme).  
**Costadan** (M<sup>me</sup>), rue des Jeûneurs, 23.  
**Coster**, négociant en diamants, avenue Josephine, 34.  
**Cottreau**, propriétaire, rue de la Ferme-des-Mathurins, 40.  
**Coulon** (Henri), avocat, cité Malesherbes, 12.  
**Coulon**, greffier en chef de la Cour de cassation, cité Malesherbes, 12.  
**Coulonge** (Christian de), rue Notre-Dame-des-Champs, 30.  
**Couroy** (de), dir. de la C<sup>ie</sup> d'Assurances générales, r. de Richelieu, 85.  
**Courvoisier**, rue Lafayette, 126.  
**Cousin**, biblioth. de la Ville de Paris (hôtel Carnavalet), rue de Sévigné.  
**Cousin** (M<sup>me</sup>), avenue de l'Opéra, 16.  
**Couturier**, chez MM. Durand, fr., à Vizille.  
**Crespin**, industriel, Saint-Pierre-lès Calais (Pas-de-Calais).  
**Creté**, imprimeur, à Corbeil (Seine-et-Oise).  
**Crochard**, ancien libraire-éditeur, rue Médecins, 7.  
**Crouet**, juge au Tribunal de commerce, r. Taibout, 80 (cité d'Orléans).  
**Dabin** (l'abbé), directeur de l'Orphelinat agricole de la Ducheraie, commune de Cambon (Loire-Inférieure).  
**Daguin**, négociant, rue Château-Landon, 44.  
**Dailly**, membre de la Société centrale d'agriculture, rue Pigalle, 69.  
**Dallemagne**, prop., q. des Orfèvres, 6.  
**Dambriecourt frères**, fabricants, à Hal-lines (Pas-de-Calais).  
**Damon** (Emile), négociant, rue du Faubourg-Saint-Antoine, 74.  
**Danset** (Joseph), fil., à Març-en-Barœul (Nord).  
**Darblay** (P.) fils, rue de Rivoli, 80.  
**Darmoy** (Jules), rue Neuve-Saint-Augustin, 22.  
**Dauphin**, nég., à Saint-Etienne (Loire).

**Davanne** (A.), chimiste, rue Neuve-des-Petits-Champs, 32.  
**David** (André), à Saint-Etienne.  
**David, Trouiller et C<sup>ie</sup>**, rue des Jeûneurs, 24.  
**Davillier** (Léopold), rue de la Chaussée-d'Antin, 64.  
**Davillier**, rue Roquépine, 14.  
**Decaux**, sous-directeur des Gobelins, r. Notre-Dame-des-Champs, 107.  
**Decauville**, manufacturier, à Petit-Bourg (Seine-et-Oise).  
**Decœur**, pâtissier, rue Mouffetard, 55.  
**Deffez** (Louis), constructeur d'instruments de physique, r. St-Séverin, 34.  
**Degousse**, batteur d'or, Faubourg-Saint-Martin, 147.  
**Degrois**, fabricant de bijoux, rue de Turbigo, 89.  
**Dehors**, négociant, rue des Vieilles-Haudriettes, 8.  
**Delacour**, entrepreneur de peinture, rue Fondary, 17.  
**Delacroix-Vaucher**, à Mulhouse.  
**Delafoy** (L.), Argenteuil (Seine-et-Oise).  
**Delagrave** (Ch.), édit., rue Soufflot, 15.  
**Delaissment**, inspecteur du travail des enfants, à Toulouse (Haute-Garonne).  
**Delalain frères**, imp., rue des Ecoles, 56.  
**Delaporte** (M<sup>lle</sup>), artiste dramatique, cité Rougemont, 4 bis.  
**Delaporte** (M<sup>lle</sup>), fab. de fleurs, r. de la Montagne, 1, Courbevoie (Seine).  
**Delaporte** (Georges), ingénieur, à Lillers (Pas-de-Calais).  
**Delassus-Famechon et fils**, à Amiens.  
**Delattre** (Carlos), filateur, rue du Curoir, 48, à Roubaix (Nord).  
**Delavigne** (M.), boulev. Haussmann, 45.  
**De la Vallée**, rue de Lisbonne, 57.  
**Délerot** (Emile), bibliothécaire de la ville, à Versailles.  
**Delettrez**, parfumeur, rue Richer, 54.  
**Deleuil**, fabricant d'instruments de précision, rue des Fourneaux, 42.  
**Délicourt**, Faubourg-Saint-Honoré, 43.  
**Delisle**, architecte, Grande-Rue, 75, à Boulogne.  
**Delzant**, avocat à la Cour d'appel, 36 avenue Duquesne.  
**Denière** (M<sup>me</sup>), boul. Malesherbes, 29.  
**Denis**, court. en vins, port de Bercy, 10.  
**Denis** (Gustave), tisseur et filateur de coton, à Fontaine-daniel, près Mayenne.  
**Depresle** (O.), rue de la Victoire, 94.  
**Depresle** (H.) fils, — — —  
**Depresle** (M<sup>me</sup>), — — —  
**Derbanne**, direct. de la C<sup>ie</sup> d'assurances maritimes, place de la Bourse, 7.  
**Dernis**, commissaire-priseur, boulevard Haussmann, 132.  
**Deroche**, prop., av. de la Tourelle, à St-Mandé.  
**Deroy**, brocheur, r. de Fleurus, 39.  
**Descat**, teinturier, à Amiens (Somme).  
**Descourt** (D.), rue des Fabricants, 41, Roubaix (Nord).  
**Desfontaines**, horloger, galerie Montpensier, 13 (Palais-Royal).  
**Desgenetals frères**, à Bolbec (Seine-Inf.).  
**Despont**, brossier, rue de l'Ouest, 4 (XIV<sup>e</sup> arrond.).



**Destailleur**, peigneur de laine, à Amiens (Somme).  
**Destors** (M<sup>e</sup>), boul. Saint-Michel, 95.  
**Desurmont**, filateur de lin, r. de l'Hospice, à Seclin (Nord).  
**Detourpe**, filateur, à Fourmies (Nord).  
**Deutsch**, négoc., rue de Flandre, 103.  
**Devinck** (M<sup>me</sup> V<sup>e</sup>), rue Saint-Honoré, 175.  
**Dhennin**, instituteur, à Lillers (Pas-de-Calais).  
**Dheur**, rue du Val-de-Grâce, 9.  
**Didot** (P.), juge au Tribunal de commerce, rue de Beaune, 2.  
**Dietsch**, manufacturier à Liepvre (Alsace).  
**Dietz-Monin**, manufacturier, rue du Château-d'Eau, 11.  
**Directeur de la Société civile des houillères de Ronchamps** (H<sup>e</sup>-Saône).  
**Divry** (Charles), maire du XIII<sup>e</sup> arrondissement, rue Morère, 7.  
**Doll**, inspecteur du travail des enfants dans les manuf., à Reims (Marne).  
**Dollfus** (A.), président de la Société industrielle de Mulhouse.  
**Dollfus** (Auguste), à Mulhouse.  
**Dollfus** (E.), manufacturier, à Mulhouse.  
**Dollfus** (G.), manufacturier, à Mulhouse.  
**Dollfus** (Jules), à Mulhouse.  
**Dollfus** (E.), coloriste, à Dornach.  
**Dollfus** (Jean), à Cannes.  
**Dollfus-Dettwiller**, à Mulhouse.  
**Dommartin**, rue Saint-Lazare, 58.  
**Domont et Sauvageot**, marchands verriers, Faubourg-Poissonnière, 54.  
**Donnaud**, imprimeur, rue Cassette, 9.  
**Donon**, avenue Gabriel, 42.  
**Doublet**, manufacturier à Elbœuf (Seine-inférieure).  
**Doucet**, rue de la Paix, 24.  
**Douvin**, filateur, à Fourmies (Nord).  
**Drouin**, négociant en drogueries, rue Sainte-Croix-de-la-Brétonnerie.  
**Drouyn de Lhuys**, rue François-Premier, 35.  
**Dubaut**, rue Neuve-des-Capucines, 18.  
**Dubonnet** (V<sup>e</sup>), négociant en vins, rue Sainte-Anne, 49 bis.  
**Dubourguet**, boul. Magenta, 33 bis.  
**Dubrunfaut**, chimiste, ruelle des Meuniers, 6, à Bercy.  
**Dubuffe** (E.), rue d'Aumale, 15.  
**Duchesne-Fournet**, à Lisieux.  
**Ducher**, rue de Richelieu, 42.  
**Ducholet** (M. le docteur), président de l'Association pour le placement des apprentis, rue de la Verrerie, 2.  
**Ducloux**, notaire, r. Boissy-d'Anglas, 9.  
**Ducray-Chevallier**, opticien, place du Pont-Neuf, 15.  
**Ducroquet** (Alfred), papetier, rue de Cléry, 42.  
**Dugour**, fabricant de boutons, 162, faubourg Saint-Martin.  
**Dujonquoy, Jacquemet et Bigot**, manufacturiers, à Pussais (Seine-et-Oise).  
**Duffourc d'Antist**, maire de Charbuy, par Auxerre (Yonne).  
**Dufresne** (Robert), propriétaire, à Janval-Dieppe (Seine-Inférieure).  
**Dulac**, ing. des arts et manufactures, rue d'Hauteville, 63.  
**Dumas** (J.-B.), membre de l'Académie française, secrét. perpét. de l'Académie

des Sciences, *Président de la Société de protection des apprentis*, rue Saint-Dominique, 3.  
**Dumas** (M<sup>me</sup>), rue Saint-Dominique, 3.  
**Dumas** (Alex.), membre de l'Académie française, av. de Villiers, 98.  
**Dumas-Gardeux**, fab. de brosses, rue Geoffroy-Langevin, 15.  
**Dumoulin-Froment** (M<sup>me</sup>), rue Notre-Dame-des-Champs, 85.  
**Duplay**, professeur agrégé de la Faculté de médecine, r. de la Bruyère, 56.  
**Duponchel et C<sup>ie</sup>**, verriers, à Sars-Poteries, arrondissement d'Avesnes (Nord).  
**Dupont** (A.), fab. de tabletterie, à Beauvais (Oise).  
**Dupont et Fould**, maîtres de forges, à Pompey (Meurthe-et-Moselle).  
**Dupuy de Lôme**, membre de l'Institut, rue Saint-Honoré, 374.  
**Durand** (A.), manufacturier, à Tours.  
**Durenne**, constructeur, à Courbevoie.  
**Duriez**, filateur de lin, à Seclin (Nord).  
**Dusacq**, éditeur d'estampes, boulevard Poissonnière, 14.  
**Dutertre**, inspecteur départemental du travail des enfants, à Rouen.  
**Dutfoy**, à Moscou.  
**Dutfoy** (G.), nég., à Moscou (Russie).  
**Duvergier** (A.), ingénieur-constructeur, rue Saint-Cyr, à Lyon-Vaise (Rhône).  
**Ecole Centrale des Arts et Manufactures**.  
**Ecole des Arts et Métiers d'Aix**.  
**Ecole des Arts et Métiers d'Angers**.  
**Ecole des Arts et Métiers de Châlons**.  
**Ecole des Mines**, boul. Saint-Michel, 60.  
**Ecole des Mineurs de St-Etienne**.  
**Ecole des Maîtres Mineurs d'Alais**.  
**Ecole des Ponts et Chaussées**, rue des Saints-Pères.  
**Ecole d'Horlogerie de Cluses**.  
**Ecole Normale supérieure**, à Paris.  
**Eichens**, constructeur d'instruments de précision, rue Denfert-Rochereau, 77.  
**Elambert**, rue de Londres, 23.  
**Elèves du pensionnat des frères de Passy**, rue Easse, à Passy.  
**Elluin** (M<sup>me</sup>), boulevard Ornano, 25.  
**Engel-Dollfus** (Fr.), manufacturier, vice-président de la Société, r. St-Fiacre, 9.  
**Engel** (Alfred), manufacturier, à Mulhouse.  
**Engel** (Gustave), manufact. à Mulhouse.  
**Engel** (Eugène), élève de l'Ecole centrale rue Saint-Fiacre, 9, à Paris.  
**Engel** (Michel), relieur, rue du Cherche-midi, 91.  
**Engel-Gros**, manufacturier, à Mulhouse.  
**Engelman** (G.), à Mulhouse.  
**Erdeven**, avocat, rue Barquette, 3.  
**Erlanger** (Michel), négociant, place des Vosges, 9.  
**Escaille** (de l') et **Bonnet**, faub. Poissonnière, 34.  
**Esnault-Pelterie**, directeur de l'Orphelinat de Crosnes (Seine-et-Oise).  
**Estelle**, inspecteur du travail des enfants, à Nîmes (Gard).  
**Fabre** (J.), avocat, r. des Petits-Hôtels, 24.  
**Fachette**, fabricant, r. Saint-Anastase, 10.  
**Faconnet**, graveur, rue Mandar, 1.  
**Falize** (L.), fils, bij., avenue de l'Opéra, 43.



- Fannien**, manufacturier, à Lillers (Pas-de-Calais).
- Faucon** (Jos.), au château des Bruyères, lès-Rouen (Seine-inférieure).
- Fauquet-Lemaître**, manufact., à Bolbec.
- Faure-Baulieu**, fabricant, rue de Tanger, 48 et 20 (Villette).
- Fauvelle-Delebarre**, fab. de peignes de caoutchouc, boul. Bonne-Nouvelle, 40.
- Favart** (M<sup>me</sup> V<sup>e</sup>), rue Pierre-Charron, 61.
- Favier**, fleuriste, rue des Jeûneurs, 27.
- Favre**, frères, Mulhouse.
- Fayaud**, négociant, r. Saint-Denis, 76.
- Feil**, P. de verres d'optique, r. Lebrun, 56.
- Feldtrappe** (Xavier), graveur sur cylindres, Faubourg-Saint-Martin, 120.
- Féray**, filateur, à Essonne (Seine-et-Oise).
- Féray** (Arthur), manufacturier, à Saint-Jean par Essonne (Seine-et-Oise).
- Fère**, vice-président de la Chambre de commerce, b<sup>ard</sup> Haussmann, 79.
- Féron-Vrau**, rue du Pont-Neuf, à Lille.
- Ferré** (Armand), ingénieur civil, à Tours (Indre-et-Loire).
- Ferrière** (Sylvestre de la), syndic des Courtiers de commerce, rue de la Chaussée-d'Antin, 23.
- Fiévet** (Edouard), raffineur de sucre, Sin-le-Noble, arrond. de Douai (Nord).
- Flandin** (Clovis), rue Michel Lecomte, 23.
- Fleury**, teinturier, à Amiens.
- Fleutiaux**, doct. méd., b. des Filles-du-Calvaire, 22.
- Fluhr** (H.), à Mulhouse.
- Flipo et Parent**, fabricants, à Tourcoing (Nord).
- Follet** (F.), fab<sup>t</sup> de papier peint, rue Beccaria, 40.
- Fontaine**, anc. nég., r. de la Pépinière, 48.
- Fontenille** (Paul de), propriétaire, à Cahors (Lot).
- Forget**, censeur du Comptoir d'escompte, rue de Courcelles, 44.
- Fouché-Lepelletier**, ancien député, côte de Grâce, à Honfleur (Calvados).
- Foucher**, libraire, rue de Fleurus, 41.
- Fouchet** (M<sup>me</sup>), Faub.-Poissonnière, 21.
- Fouchet** (A.), de la maison P. Fouchet, frères, r. du Faubourg-Poissonnière, 7.
- Fouchet**, banquier, r. du Faubourg-Poissonnière, 7.
- Fougasse**, rue d'Algérie, à Lyon.
- Fougerat**, fabricant de fleurs, rue Jean-Jacques Rousseau, 51.
- Fould** (P.), avocat, avenue des Champs-Élysées, 138.
- Fourdinis** (Henri), fab<sup>t</sup> d'ébénisterie, rue Amelot, 46.
- Fournement** (B<sup>re</sup> de), Amiens (Somme).
- Fournier**, négociant, rue de la Paix, 9.
- Fournier** (Ch.), trésor. au Minist. de la guerre, à Paris.
- Foville** (Dr), directeur de l'asile des aliénés, à Quatremares, près Rouen (Seine-inférieure).
- Francho** mme, professeur au Conservatoire de musique, rue Blanche, 67.
- Francillon**, teinturier, à Puteaux.
- François**, rue Baudin, 32.
- Franqueballe**, industriel, à Avignon, (Vaucluse).
- Frémont-Mustel**, banquier, rue Bertin-Poirée, 44.
- Freté, Muret et C<sup>ie</sup>**, fab. de cordages, boulevard Sébastopol, 42.
- Friedel**, membre de l'Institut, boulevard Saint-Michel, 60 (école des Mines).
- Froger de Mauny**, ancien magistrat, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 470.
- Fromage** (L.), fab. de tissus élastiques, à Darnétal.
- Froment-Meurice** (M<sup>me</sup>), rue d'Anjou-Saint-Honoré, 46.
- Froment-Meurice**, joaillier, rue d'Anjou-Saint-Honoré, 46.
- Fumouze fils**, boulevard Magenta, 89.
- Gagneau**, fabricant de bronzes, rue Lafayette, 145-147.
- Gaillard**, épicier, rue Pastourelle, 45.
- Galet**, rue d'Hauteville, 38.
- Gallay** (J.), adjoint au maire du VIII<sup>e</sup> arrondissement, rue de la Pépinière, 49.
- Gallien**, manufacturier, à Longjumeau (Seine-et-Oise).
- Ganne** (J.-B.), rue Soubise, 31, à Saint-Ouen (Seine).
- Garcin** (J.), rue Blanche, 72.
- Garcin-Dufort** (M<sup>lle</sup>), rue Blanche, 72.
- Garnier** (Charles), père, négociant en drogueries, avenue de Messine, 45.
- Garnier** (Charles), fils, rue des Francs-Bourgeois, 56.
- Gasté** (M<sup>me</sup> V<sup>e</sup>), rue du Faubourg-Saint-Denis, 462.
- Gau**, filateur, à Pont-de-Tarn, par Mazamet (Tarn).
- Gaudchaux-Picard** (Henri), fabricant de draps, à Nancy (Meurthe-et-Moselle).
- Gaupillat**, fabricant d'amorces, rue des Petites-Ecuries, 54.
- Gautier**, inspecteur du travail des enfants dans les manufactures, à Lyon.
- Gautreau**, banquier, rue St-Lazare 124.
- Gellé**, parfumeur, rue d'Argout, 35.
- Gely**, filature et tissage mécaniques, à Huttenheim, près Benfeld (Alsace).
- Genotel** (M<sup>me</sup>), avenue Herbillon, 1, Saint-Mandé (Seine).
- Geoffroy**, avenue de Marigny, 27.
- Geoffroy-Saint-Hilaire**, directeur du Jardin d'acclimatation, au bois de Boulogne.
- Georges** (Octave), négociant, rue Saint-Louis, 22, à Saint-Etienne.
- Gérardin** (M<sup>me</sup> V<sup>e</sup>) propriétaire, boulevard Saint-Michel, 83.
- Geraud** (Louis), docteur en droit, r. de Fleurus, 23.
- Gerauld**, négociant en papier, r. Montmorency, 40.
- Gérôme**, art. peintre, boul. de Clichy, 65.
- Getz** (S.), négoc., rue d'Enghien, 12.
- Gibon**, raffineur de mélasses, rue de l'Argonne, 40.
- Gillet** (F.), père, à Lyon.
- Gillet** (F.), fils, à Lyon.
- Gillet et fils**, teinturiers, quai de Serin, 9, à Lyon.
- Gillou**, fabricant de papiers peints, passage Vaucanson, 5 et 7.
- Gimbel**, directeur de l'Ecole israélite, à Mulhouse.
- Gindre** (C.), r. du Puits-Gaillot, à Lyon.
- Giot**, avoué d'appel, rue aux Ours, 32.
- Giot**, ancien maire de Saint-Denis (Seine).
- Giraud**, président de la Chambre syn

- dicale des maîtres tailleurs, rue Neuve-des-Petits-Champs, 61.
- Giraudon**, fabricant de maroquinerie, rue du Hasard-Richelieu, 1.
- Glénard**, fab. de filets, Faubourg-Poissonnière, 12.
- Godchaux**, éditeur de cahiers d'écritures, rue de la Douane, 10.
- Godillot** (Alexis), fab. d'équipem. militaires, r. Rochecouart, 54-61.
- Goldenberg**, manufacturier, à Zornhoff, près Saverne (Alsace).
- Goldschmidt** (Léo), rue Murillo, 10.
- Goldschmidt** (F.), négociant, rue La Rochefoucauld, 27.
- Gonthier-Dreyfus**, papeterie, boulevard Magenta, 41.
- Gosselin**, président de la Commission locale de l'arrondissement de Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais).
- Gosselin** (le Dr), rue des Pyramides, 3.
- Goudard** (Henri), président de la Chambre syndicale des entrepreneurs de bâtiments, rue Mirepoix, 5, Toulouse.
- Gouin**, vice-président de la Chambre de commerce, rue Cambacérès, 4.
- Goulier** (le colonel), rue Vanneau, 49.
- Goupil**, éditeur de gravures, r. Chaptal, 9.
- Goupy**, (Victor), imprimeur, rue e9. Rennes, 71.
- Gourdault** (M<sup>me</sup>), avenue des Tournelles, 7, à Saint-Mandé.
- Goy**, négociant, rue Saint-Sauveur, 4 bis.
- Grados**, estampeur, repousseur en zinc, boulevard Richard-Lenoir, 106.
- Graugnard** (Dr G.), rue Caumartin, 52.
- Graux**, avocat à la Cour d'appel, rue Caumartin, 29.
- Gravelin** fils, rue de Turenne, 127.
- Gréard**, insp. gén., direct. de l'enseign. prim. de la Seine, rue Chomel, 14.
- Grellou**, nég., rue François 1<sup>er</sup>, 24 et 23.
- Gresland**, filateur, place d'Aligre, 2.
- Grieninger**, consul d'Oldenbourg, rue de la Chaussée-d'Antin, 15.
- Griffon**, nég., rue de la Pompe, 69.
- Grimault**, quai Jemmapes, 66.
- Grognet** (H.), filateur, rue de la Prairie, au Petit-Saint-Roch (Amiens).
- Grohé**, fab. de meubles, av. de Villars, 4.
- Gros**, rentier, rue Saint-Antoine, 187.
- Gros**, imprimeur, à Avignon (Vaucluse).
- Gros Roman Marozeau**, à Wesserling.
- Grosselin**, architecte, quai de la Mégisserie, 11.
- Grout**, fabricant de pâtes alimentaires, rue Sainte-Apolline, 12, et à Vitry (Seine).
- Gruener**, insp. gén. des mines, rue d'Assas, 84.
- Guastala** (M<sup>me</sup>), r. de la Chaus.-d'Ant., 47.
- Gueneau de Mussy** (Dr Henri), rue du Cirque, 15.
- Guenot**, rue Saint-Denis, 183.
- Guény** (M<sup>me</sup> v<sup>e</sup>), rue de l'Arcade, 20.
- Guéret**, constructeur d'appareils à boissons gazeuses, pass. Saint-Sébastien, 13.
- Guerlain** (J.), rue de la Paix, 15.
- Guerlain** (A.), parfumeur, r. de la Paix, 15.
- Guidou** (M<sup>me</sup> E.), rue des Pyramides, 29.
- Guignery** (Alfred), peintre sur métaux, rue de Lancry, 44.
- Guillet**, papetier, directeur du *Bulletin de la Papeterie*, rue Bleue, 38.
- Guillou**, nég. en huiles, rue Pavée, 13, au Marais.
- Guillout**, fabricant, avenue du Trocadéro, 158.
- Guimet** (Emile), fabricant, à Fleurieu-sur-Saône, par Fontaines (Rhône).
- Guinet**, fabricant, rue du Griffon, à Lyon.
- Guizot** (Guillaume), rue Monceau, 42.
- Guy**, négociant, quai de Valmy, 29.
- Guy**, fondeur à Rennes (Ille-et-Vilaine).
- Haas**, fabricant de casquettes, rue du Temple, 71.
- Hache**, manufacturier, à Vierzon (Cher).
- Hachette et C<sup>ie</sup>**, lib.-édit., boul. Saint-Germain, 79.
- Hallé** (Louis), artiste-peintre, faubourg Saint-Honoré, 157.
- Halma**, vérificateur de travaux en bâtiments, r. Libergier, à Reims.
- Halphen** (M<sup>me</sup> v<sup>e</sup>), rue d'Hauteville, 4.
- Halphen** (A.), bijoutier-joaillier, rue Lafayette, 18.
- Halphen** (G.), rue Taitbout, 2.
- Halphen** (J.), négociant, rue Drouot, 42.
- Hamelin**, manuf., av. de Messine, 26.
- Hamelin** (M<sup>me</sup>), avenue de Messine, 26.
- Hamel**, tapissier, rue Godot-de-Mauroy, 34.
- Haret**, entrepreneur de menuiserie, rue de Bruxelles, 14.
- Harmel frères**, au Val-des-Bois, par Bazancourt (Marne).
- Hartmann-Reichard**, à Erstein (Alsace).
- Hartog** (J.), manufacturier, rue de la Pépinière, 23.
- Hatzfeld** (Léon), ingr. civil, à Nancy.
- Haussmann** (baron), député, rue Boissy-d'Anglas, 12.
- Hayem** père, fabricant de chemiserie, rue du Sentier, 38.
- Hecht** (Myrtil), négociant, r. Bleue, 29.
- Hecht** (Albert), négociant, r. du Château-d'Eau, 20.
- Hecht** (Henri), négociant, r. du Château-d'Eau, 20.
- Heilbronn** (J.), négociant, r. Richer, 52.
- Heillmann-Ducommun et Steinlen**, Mulhouse (Alsace).
- Heilmann frères**, à Mulhouse.
- Helbronner** (Maurice), négociant, rue de Cléry, 9.
- Hélie** (Faustin), juge au Tribunal civil de la Seine, président du *Comité judiciaire de la Société*, rue Duban, 18 (quartier de la Muette).
- Hellot** (le colonel), boul. Malesherbes, 62.
- Hémery** (Victor), maître verrier, à la Grande-Vallée, près de Blangy-sur-Pressie (Seine-Inférieure).
- Hémonel** (E.), emballeur, r. St-Denis, 210.
- Hendlé** (E.), avocat, r. de Châteaudun, 17.
- Hénon** aîné, anc. nég., b<sup>d</sup> St-Michel, 133.
- Hénon**, fils aîné, courtier en marchandises, r. Notre-Dame-des-Victoires, 44.
- Henry-Lepaute**, horloger, r. Lafayette, 6.
- Herbette** (M<sup>me</sup>), née Barreswil, rue Saint-Florentin, 16.
- Hérédia** (de), conseiller municipal de Paris, boulevard Péreire, 147.
- Hérelle**, propriétaire, rue du Faubourg Saint-Honoré, 134.
- Héricé**, bijoutier, rue du Parc-Royal, 12.
- Herisey**, imprimeur, à Evreux (Eure).



- Hermann**, fabricant de chocolat, rue de Charenton, 162.
- Hermann**, négociant, r. d'Hauteville, 43.
- Hermann** (W.), nég., r. d'Hauteville, 42.
- Hersent**, entrepren. de travaux publics, rue de Naples, 4.
- Hertemathe**, architecte, boul. Saint-Michel, 63.
- Hervé-Mangon** (M<sup>me</sup>), r. Saint-Dominique, 3.
- Herzog** (Antoine), manufacturier, au Logelbach, près Colmar (Haut-Rhin).
- Hié**, fabricant de toiles, à Bailleul (Nord).
- Hiéland**, fab. de fleurs, r. du Quatre-Septembre, 2.
- Hoche**, négociant, rue Colbert, 2.
- Hodde** (Lucien de la), avocat, rue de Lafayette, 36.
- Hodgson Pratt**, Esquire, 150, Strand, Londres.
- Homborg**, président du Patronage des apprentis, à Orléans.
- Horie**, manufacturier, à Maubeuge (Nord).
- Horwit**, rue Clauzel, 22.
- Houget**, manuf., à Verviers (Belgique).
- Hubault** (E.), boulevard Voltaire, 96.
- Hubault**, prof. d'histoire au lycée Louis-le-Grand, rue Bonaparte, 43.
- Hubnet** (Albert), manufacturier, rue de Téhéran, 9.
- Huet**, ingénieur en chef, au Pavillon de Flore (Tuileries).
- Huguenin** (Louis), à Mulhouse.
- Hugues**, parfumeur, à Grasse.
- Hulot**, direct. de la fab. des timb.-poste, Hôtel des Monnaies.
- Hulme**, fabricant, à Elbœuf (Seine-Inf<sup>re</sup>).
- Humann**, avocat à la Cour de Paris, rue de Passy, 40.
- Humbert**, verrier, à Sars-Poteries, arrondissement d'Avesnes (Nord).
- Hussenot**, ancien juge au Tribunal de commerce, rue Laffitte, 43.
- Hutchinson**, manufacturier, à Langlée, par Montargis (Loiret).
- Hutter**, adm. délégué de la C<sup>ie</sup> générale des verreries de la Loire, à Rive-de-Gier (Loire).
- Isidor** (Lazare), grand rabbin de France, place des Vosges, 44.
- Jacquin**, mécanicien, rue Pernelle, 42.
- Jacqz** (G.), président de la *Philanthropie commerciale et industrielle du départ. de la Seine*, rue Neuve-Bossuet, 46.
- Jamme**, à Mazamet (Tarn).
- Jannin** (M<sup>me</sup> Phil.), rue de Provence, 49.
- Japy** (Em.), fabricant d'horlogerie, rue de Turenne, 144.
- Jay** (Raoul), avocat à la Cour d'appel de Paris, rue de Seine, 12.
- Javey**, nég., rue Saint-Denis, 224.
- Jessé**, arbitre de commerce, place de la Madeleine, 43.
- Jeuffrain** (P.), manufact., à Louviers.
- Joannès**, propriétaire, rue Neuve-des-Mathurins, 118.
- Joinville** (baron Maurice de), inspecteur général des prisons, rue de Clichy, 14.
- Jolibois**, représentant de la maison Colcombet, de Saint-Etienne, rue d'Argout, 18.
- Joliffé**, brodeur, rue des Fontaines-du-Temple, 43.
- Jollivard et C<sup>ie</sup>**, négociants, r. du Bac (Petit Saint-Thomas).
- Joly** (Pierre-César), constructeur en fer, Argenteuil (Seine-et-Oise).
- Joly** (Pierre-Théophile), constructeur en fer, Argenteuil (Seine-et-Oise).
- Joret-Desclosières**, avocat à la Cour d'appel, rue Thénard, 6.
- Jouanny**, Faubourg-du-Temple, 70.
- Joubert**, sénateur, à Angers (M.-et-Loire).
- Jourdain**, propr., boul. Malesherbes, 50.
- Jovart** (Alph.), avocat à la Cour de Paris, rue Blanche, 71.
- Jubin** (Emile), commissionnaire en marchandises, rue de Chabrol, 69.
- Juillard et Mégnin**, à Mulhouse.
- Julien** (le général), r. de Provence, 60.
- Jullien**, fileteur de coton, à Rouen, rue d'Elbeuf, 45.
- Kamper** (Henri), contre-maitre, r. de Reuilly, 73.
- Kahn** (J.), négociant, rue d'Hauteville, 42.
- Kientzy** (Victor), constructeur-mécanicien, rue de la Folie-Regnault, 14.
- Kientzy** (Léon), constructeur-mécanicien, rue de la Folie-Regnault, 14.
- Klotz**, négociant, place des Victoires, 2.
- Koechlin** (J.), rue Saint-Fiacre, 9.
- Koechlin** (A.), Société alsac. de constructions mécaniques, à Mulhouse.
- Koechlin** (Rodolphe), manufacturier, à Mulhouse.
- Koechlin** (Fritz), à Mulhouse.
- Koechlin** (Emile), anc. maire, à Mulhouse.
- Koechlin** frères, négoc., à Mulhouse.
- Koechlin-Steinbach** (Alfred), rue Ville-Lévêque, 42.
- Koehler** (Ed.), tann. et fournitures militaires, à Strasbourg.
- Komar** (comte de), rue de Turin, 8.
- Kuhlmann**, manufacturier, à Lille.
- Kullmann et C<sup>ie</sup>**, manufacturiers, à Mulhouse.
- Küss**, cons. des hypo., à Mulhouse.
- Kussel**, nég., rue Mogador, 14.
- Labarthe**, rue Jacob, 49.
- Labbé** (M<sup>me</sup> v<sup>e</sup> E.), rue de Choiseul, 15.
- Laboulaye** (Ed.), sénateur, directeur du Collège de France.
- Lacarrière** (Amédée), r. de l'Entrepôt, 16.
- Lachaud**, avocat à la Cour d'appel, rue Bonaparte, 44.
- Lacour** (J.-B.), apprêteur, à Sainte-Marie-aux-Mines (Alsace).
- Lacroix**, fleur et moulineur de soie, à Saint-Joseph, près Montélimar (Drôme).
- Lacroix**, fab. de pap., rue Mazarme, 60.
- Lagarde** (l'abbé), vicaire général, rue de Babylone, 26.
- Lagoutte** (J.), ancien mait. de forges, rue Saint-Honoré, 372.
- Lagrenée** (M<sup>me</sup>), rue Portalis, 9.
- Laišné** (Omer), courtier de commerce, rue de l'Echiquier, 30.
- Lalancé** (Auguste), à Mulhouse.
- Lallemand**, rue Joubert, 14.
- Lambert**, conseiller à la Cour des comptes, rue Godot-de-Mauroy, 1.
- Lambert** (Léon), avocat à la Cour d'appel, rue du Quatre-Septembre, 2.
- Lamé-Fleury**, ingénieur en chef des Mines, conseiller d'Etat, rue de Verneuil, 62.



**Lamette** (M<sup>me</sup>) brodeuse en perles, rue du Faubourg-Saint-Denis, 224.  
**Lamourette et Leroux** frères, filateurs de laines peignées, rue Blanche, 35, à Tourcoing (Nord).  
**Lamoureux**, imprimeur en taille-douce, rue Lacépède, 38.  
**Landon**, négociant, rue Montorgueil, 67.  
**Lang** (Emmanuel), fils, filateur, à Nancy.  
**Lang** et fils, fab. de toiles métalliques, à Schelestadt (Bas-Rhin).  
**Langénieux** (M<sup>r</sup>), archevêque de Reims (Marne).  
**Langlois de Neuville**, chef de division au Ministère des travaux publics, rue d'Amsterdam, 21.  
**Langlois**, marbrier, président du Syndicat général, r. Folie-Méricourt, 24.  
**Langlois**, nég., en soies, r. de Gèvres, 14.  
**Laniel** (Eugène), manufacturier (toiles) à Vimoutiers (Orne).  
**Lannes** (J.-L.), manufacturier, à Agen.  
**Lantiez** (l'abbé), directeur du patronage de Nazareth, rue de Dantzig, 1.  
**Lantz** (Lazare), à Mulhouse.  
**Laporte**, inspecteur divisionnaire du travail des enfants dans les manufactures, à Nevers (Nièvre).  
**La Roche-Joubert**, fabricant de papiers, rue Jean-Lantier, 9.  
**Larrey** (le baron P.), président du Conseil de santé des armées, membre de l'Institut, député, rue de Lille, 91.  
**Larsonnier** (G.), négociant, rue des Jeûneurs, 23.  
**Lassource**, fabricant, à Mazamet.  
**Latry**, fab. de couleurs et bois durci, boulevard Saint-Martin, 12.  
**Laumonier**, manuf., à Flers (Orne).  
**Laurent** aîné, fondeur-mécanicien, à Dijon (Côte-d'Or).  
**Laurent-Richard**, rue de Rivoli, 91.  
**Laurin**, fabricant de faïences, à Bourglainville (Seine).  
**Lauwick**, filateur delin, rue de l'Hospice, à Seclin (Nord).  
**Laval** (M<sup>lle</sup> M.), directrice de l'Institut normal, rue Jacob, 39.  
**Laveissière** (E.), r. de la Verrerie, 58.  
**Laveissière** (Jules), négociant en métaux, rue de la Verrerie, 58.  
**Laveissière père**, admin. du Comptoir d'escompte, rue de la Verrerie, 58.  
**Lavollée**, anc. préfet, G<sup>de</sup>-R. de Passy, 76.  
**Lebaudy**, raffineur de sucre, rue de Flandre, 23.  
**Lebel** (G.), architecte, à Montchanin-les-Mines (Saône-et-Loire).  
**Le Bihan**, propriétaire, à Landerneau.  
**Leblanc** (J.), boul. de Strasbourg, 63.  
**Lebon**, fab. de boîtes, r. Bouchardon, 15.  
**Le Bris** (M<sup>me</sup>), boul. Malesherbes, 89.  
**Leclert** (C.), notaire, à Charenton.  
**Leclert** (le docteur), b. Malesherbes, 37.  
**Leclert**, n<sup>e</sup> en bois, G<sup>de</sup>-Rue, 11 (Auteuil).  
**Le Coustellier** (C.), manufacturier (maison Degory-Le Coustellier), à Abbeville (Somme).  
**Leduc**, nég. en chapeaux de paille, rue du Faubourg-Poissonnière, 5 et 7.  
**Lefebvre** (Léon), ancien Sous-Secrétaire d'Etat, membre de la Commission supérieure du Commerce, Secrétaire général

de la Société de protection des apprentis, avenue Montaigne, 73.  
**Lefebvre** (Th.) et C<sup>ie</sup>, rue de Douai, 105, à Lille.  
**Lefebvre-Ducatteau**, man., à Roubaix.  
**Lefèvre** (Emile), nég., en laines, à Anvers (Belgique).  
**Lefèvre**, fab. de vernis, r. d'Aboukir, 115.  
**Lefort** (Joseph), avocat à la Cour d'appel, rue Lafayette, 44.  
**Lefranc**, fab. de coul., r. de Turenne, 64.  
**Lefranc** (Jules), ancien fabricant, boulevard Beaumarchais, 56.  
**Legendre**, nég., rue Lafitte, 47.  
**Legendre**, r. Saint-André-des-Arts, 49.  
**Legentil**, membre du Comité consultatif des arts et manufact., r. Paradis-Poissonnière, 51.  
**Legouez** (M<sup>me</sup>), rue de Larochehoucauld, 28.  
**Legouvé**, de l'Acad. franç., r. St-Marc, 14.  
**Legoux**, ancien magistrat, rue de Lisbonne, 66.  
**Legrand** (A.), nég., av. des Champs-Élysées, 37.  
**Legrand** (les fils de Th.), filateurs, à Fourmies (Nord).  
**Lehideux**, banquier, r. Drouot, 3.  
**Lelogeais**, nég., port de Bercy, 12.  
**Lelogeais** (M<sup>me</sup>), port de Bercy, 12.  
**Lelong** (Théodore), chef de la blanchisserie de Courcelles, r. de Courcelles, 153.  
**Lemaigen**, fab. de draps, à Lisieux.  
**Lemaigre**, fabricant, rue de Birague, 14.  
**Lemaire**, fab. de jum., r. Oberkampf, 22.  
**Lemaître** (Eugène), manufacturier, à Bolbec (Seine-Inférieure).  
**Lemaître-Pavotte** et fils, manufacturiers, à Bolbec.  
**Lemaître** (Léon), manufacturier, à Bolbec.  
**Lemaître**, rue de l'Université, 34.  
**Le Maout**, procureur de la République, à Dreux (Eure-et-Loir).  
**Lemarchand**, manufacturier, à Rouen.  
**Lemaréchal** (Lucien), négociant en métaux, rue Chapon, 3.  
**Lemaréchal** (M<sup>lle</sup>), rue Chapon, 3.  
**Lemoine** (M<sup>me</sup> E.), rue des Sablons, 80.  
**Lemoine** (Henri), fab. d'ébénisterie, rue des Tournelles, 17.  
**Lemoine Montigny**, directeur du Gymnase, rue de la Tour, 75.  
**Lemoine-Montigny** (C.), r. de la Tour, 75.  
**Lemoine-Montigny** (D.), r. de la Tour, 75.  
**Le Moine** (L.-A.), manufacturier, à Plessis-Offranville (Seine-Inférieure).  
**Lentaigne**, notaire, r. Louis-le-Grand, 11.  
**Leroux** (Emile), ingénieur civil, r. Louis-le-Grand, 1.  
**Leroux**, dépositaire de M. Bruzon, fab. de cérése, à Tours, r. Bourtiouze, 12.  
**Le Roy**, anc. maître des requêtes au Conseil d'Etat, rue du Havre, 7.  
**Leroy** (J.), fabricant de papiers peints, rue Lafayette, 170.  
**Le Roy-Dufour**, ancien manufacturier rue Saint-Lazare, 75.  
**Lesage**, chef d'instit., r. des Minimes, 10.  
**Letestu**, fab. de pompes, r. du Temple, 118.  
**Letourneur** (Jacques), directeur du Crédit Lyonnais, à Lyon.

**Leuilleux** (M<sup>r</sup>), évêque de Carcassonne (Aude).

**Levaigreur** (F.), rue Tailbont, 80.

**Levaigreur** (M<sup>me</sup> F.), rue Tailbont, 80.

**Levaigreur** (M<sup>le</sup>), rue Tailbont, 80.

**Levainville et Rambaud**, manufacturiers, rue du Parc-Royal, 44.

**Levasseur et Lecarpentier**, à Lisieux.

**Leys**, tapissier, place de la Madeleine, 3.

**Liebig** (M<sup>me</sup> la b<sup>me</sup>), à Reichenberg (Bohème-Autriche).

**Linarès**, inspecteur du travail des enfants dans les manufact., à Orléans (Loiret).

**Linzeler** (E.), joaillier-orfèvre, boulevard de la Madeleine, 47.

**Loewenguth**, manuf., à Strasbourg.

**Loewenstein**, nég., rue de La Rochefoucauld, 27.

**Loiseau** (M<sup>me</sup>), rue Maubeuge, 64.

**Loizillon** (M<sup>lle</sup>), inspectrice générale des salles d'asile et des écoles des filles, avenue de la Mothe-Piquet, 17.

**Loreau** (A.), rue de Milan, 44 bis.

**Lorme** (A. de), passage Saulnier, 18.

**Loys** (F. de), fil., route de Creux, à Rouen.

**Loysel**, administ. de la C<sup>ie</sup> d'assurances marit., avenue des Champs-Élysées, 12.

**Luc**, tanneur-corroyeur, à Nancy.

**Lung**, fr., à Moussey, pr. Senones (Vosges).

**Lycée Condorcet**.

**Lycée Henri IV**.

**Lycée Louis-le-Grand**.

**Lycée Saint-Louis**.

**Macé** (Jean), pension du petit château de Monthiers, par Neuilly-St-Front (Aisne).

**Maës**, f. de crist., et des Petites-Ecuries, 9.

**Magnier**, nég., rue d'Uzès, 7.

**Mahieu-Delangre**, filateur, à Armentières (Nord).

**Maillard**, anc. négociant, château de la Villette, à Louviers (Eure).

**Maillard** (Victor), nég., rue des Petites-Ecuries, 9.

**Maillard**, gainier, rue Réaumur, 26.

**Maistre**, manufac., à Villeneuve, par Clermont (Hérault).

**Malarce** (A. de), secrétaire de la Société des Institutions de prévoyance, rue de Babylone, 68.

**Maldant** (Charles), négociant à Savignyles-Beaune (Côte-d'Or).

**Mallet** (Alph.), de la Chambre de commerce, rue d'Anjou-Saint-Honoré, 37.

**Mallet**, nég., rue Paradis-Poissonnière, 22 bis.

**Mallet-Bachelier**, anc. imp.-lib., rue de Médicis, 17.

**Malouet** (b<sup>me</sup>), anc. cons. à la Cour des comptes, rue de Lille, 72.

**Mame** fils, imprimeur, à Tours.

**Mame père**, imprimeur, à Tours.

**Mangeot frères**, facteurs de pianos, à Nancy.

**Mansais** (Jules), référendaire au sceau de France, r. du Faubourg-St-Martin, 174.

**Manuel frères**, filateurs de coton, rue des Amidonniers 39. Toulouse.

**Marbeau**, conseiller d'Etat, rue Joubert, 47.

**Marceille** (l'abbé), directeur du patronage de N.-D. de Bonne-Nouvelle, rue de la Chaîne, 44. Toulouse.

**Marchand** (E.), nég., rue de Rivoli, 232.

**Marestaing de Mauran** (Hippolyte), directeur de la Préservatrice, rue Louis-le-Grand, 8.

**Marguerin**, administrateur supérieur des Ecoles municipales, rue d'Auteuil, 44 bis.

**Margueritte**, chim., Faub.-St-Honoré, 293.

**Marierval**, fab. de fleurs, président du Conseil des prud'hommes, rue Saint-Denis, 208.

**Marini**, ing<sup>r</sup> des ponts et chaussées, rue de la Chaussée-d'Antin, 23.

**Marjolin** (D<sup>r</sup>), chirurgien hon. des hôpitaux, vice-président de la Société, rue Chaptal, 46.

**Marjolin** (Georges), rue Bellechasse, 44.

**Marjolin** (M<sup>me</sup> v<sup>e</sup>), rue de la Paix, 4.

**Marnas**, teinturier, à Lyon.

**Marochetti** (M.), rue Tronchet, 8.

**Marochetti** (M<sup>me</sup> v<sup>e</sup>), rue Tronchet, 8.

**Marqfoy**, ing. des ponts et chaussées, à Rodez (Aveyron).

**Marquet**, négociant, rue Vieille-du-Temple, 45.

**Marti** (P.), manufacturier en horlogerie, à Montbéliard (Doubs).

**Martin** (L.), administrateur du bureau de bienfaisance, rue de la Nativité, 20.

**Martin**, fabricant, à Tarare (Rhône).

**Martin** (Félix), r. Villers, 30.

**Martin** (Tommy), avocat à la Cour d'appel, rue d'Anjou-Saint-Honoré, 17.

**Martin-Baron**, ancien négociant, rue Montholon, 34.

**Martinet**, imprimeur-typographe, rue Mignon, 2.

**Masquelier fils**, au Havre.

**Massière**, fabricant d'étain en feuilles, rue Saint-Martin, 220.

**Massignon**, rue Perrault, 4.

**Masson** (Georges), libraire-éditeur, boul. Saint-Germain.

**Masurier**, arm., au Havre (Seine-Inf.).

**Mathieu**, ingénieur au chemin de fer du Midi, rue Las Cases, 26.

**Mathieu**, vice-président de l'Association pour le placement des apprentis, rue du Temple, 203.

**Mathieu**, ingénieur à la manufacture des tabacs, à Dieppe.

**Maunoury, Wolff et C<sup>ie</sup>**, fab. de papiers, rue des Archives, 40.

**Maurel** (F.), anc. manuf., rue du Faubourg-Saint-Denis, 194.

**Maurice** (G.), inspecteur du travail des enfants dans les manufactures, rue Jacob, 28.

**May** (H.), rue Thévenot, 14.

**May** (E.), à Beauvais (Oise).

**May** (Ernest), Sec<sup>r</sup>ét. gén. banque Franco-Egyptienne, boulevard Haussmann, 32.

**Mayniel**, auditeur au Conseil d'Etat, rue du Cirque, 5 bis.

**Mazade** (A. de), manufacturier, boulevard de Sébastopol, 71.

**Mazaroz-Riballier**, fabricant de meubles d'art, boul. Rihard-Lenoir, 100.

**Meignan**, pr<sup>e</sup>, rue du Bac, 40.

**Meinsohn**, fabricant de toiles, à Cernay (Alsace).

**Melouzey**, professeur d'histoire au lycée Fontanes, rue Joubert, 47.

**Ménage**, avenue de l'Opéra, 26.

**Ménier**, manufacturier, rue d'Enghien, 6.



- Méquillet, Noblot et C<sup>ie</sup>**, à Héricourt (Haute-Saône).
- Mercier**, directeur de la Société d'Ours-camps, par Carlepont (Oise).
- Merner de Mérode** (comte de), rue de Grenelle, 87.
- Merle** (Adrien), manuf., à Saillans (Drôme).
- Metz et C<sup>ie</sup>**, bijoutiers, rue de Turenne, 49.
- Meugy**, ingénieur en chef des mines, rue Madame, 75.
- Meunie** (F.), rue de Tivoli, 22.
- Meurine**, propriétaire, rue de l'Université, 43.
- Meuriot** (André), docteur-médecin, rue Berton, 17.
- Meyer**, parf., boul. de Strasbourg, 37.
- Meys**, syndic, boulevard Magenta, 59.
- Michaut**, de la manuf. de cristaux de Baccarat, rue de Paradis, 30 bis.
- Michel**, ingr., cours Napoléon, 10, Lyon (Rhône).
- Mieg** (Ch.) et C<sup>ie</sup>, à Mulhouse.
- Migneret**, anc. cons. d'Etat, à Montmirey-la-Ville, par Moissy (Jura).
- Millescamps** (Gustave), boul. Malesherbes, 19.
- Millet et C<sup>ie</sup>**, maîtres-verriers, à Mar-nières, par Cambrai (Nord).
- Milliot**, avoué près le Trib. de la Seine, rue Grange-Batelière, 8.
- Ministre de l'instruction publique.**
- Ministre du commerce et de l'agri-culture**
- Ministre de l'intérieur.**
- Mirault** (H.), avocat, Fbg.-Poissonnière, 23.
- Mohler fils**, à Obernay (Alsace).
- Moisset Foye**, tapis et literie, r. Neuve-des-Petits-Champs, 63.
- Moisson**, courtier d'assur. maritimes, rue Caumartin 22.
- Mollard**, route d'Orléans, 104.
- Mollet-Desjardins**, manufacturier, rue Henri IV, à Amiens.
- Mondolot fils**, fabricant d'appareils ga-zogènes, rue du Château-d'Eau, 72.
- Monjean**, direct. du collège Chaptal.
- Monot**, maître verrier, à Pantin (Seine).
- Monpeur**, graveur, r. Sainte-Appoline, 2.
- Montandon** (Henri), fabric. de ressorts d'horlogerie, boul. Beaumarchais, 88.
- Monthrun** (M. de), boulevard Beaumar-chais, 26.
- Montgolfier père et fils**, fab. de papiers, r. Palestro, 39.
- Montlaur** (comte Humbert de), prési-dent de l'Œuvre de l'Instruction et de la Persévérance des jeunes fumistes et ramoneurs, rue du Bac, 44.
- Moreau** (Frédéric), r. de la Victoire, 98.
- Moreau** (M<sup>me</sup> F.), rue de Londres, 29.
- Moreau** (M<sup>me</sup> A.), rue de Londres, 29.
- Moreau** (A.), rue Saint-Georges, 3.
- Moreau-Chaslons** (Georges), rue Cha-zelles, 145.
- Morel**, manuf., à Mehun-s-Yèvre (Cher).
- Morel-Motsch**, à Cernay.
- Moreno-Henriquer**, directeur de la manutention de la Chambre de com-merce de Paris à la douane, rue Saint-Denis, 5.
- Morris** (Gabriel), imprimeur, rue Ame-lot, 64.
- Mouchon**, graveur, quai Saint-Michel, 1
- Mouchy** (duc de), à Mouchy-Noailles (Oise).
- Mouchy** (duchesse de), à Mouchy-Noailles (Oise).
- Mouchy** (duc de) fils, à Mouchy-Noailles (Oise).
- Moullé** (L.), bijoutier, rue Saint-Sabin, 66.
- Mourceau**, fabricant, rue de la Ferme-des-Mathurins, 16.
- Mousset-Grisson**, fabt., Faubourg-Saint-Antoine, 2.
- Muller** (A.), ancien juge au Tribunal de commerce, rue de Londres, 56.
- Müller** (Em.), professeur à l'Ecole cen-trale, rue des Martyrs, 19.
- Muron** (M<sup>me</sup> C.), boul. Malesherbes, 25.
- Muron** (P.), boul. Malesherbes, 25.
- Muron** (A.) fils, boul. Malesherbes, 25.
- Muron** (M.) fils, boul. Malesherbes, 25.
- Nadeau**, inspecteur du travail des en-fants dans les manufac., à Lille (Nord).
- Nast** (Emile), avoué à la Cour d'appel, rue Taibout, 53.
- Nathan-Picard** (Charles), manufacturier, rue Saint-Nicolas, à Nancy (Meurthe-et-Moselle).
- Nattan** (G.), bijoutier, r. de Grammont, 16.
- Naud**, membre de l'Union nationale, rue Saint-Lazare, 77.
- Neau** (Ernest), fabricant de boutons, rue d'Angoulême, 66 (cité d'Angoulême, 3).
- Newton-Scott** (Ch.), rue Royale-Saint-Honoré, 14.
- Nicolle**, verrier, à Aubervilliers.
- Noël** (Ch.), banquier, faubourg Poisson-nière, 9.
- Noël**, rue du Regard, 5.
- Noël** (C<sup>ie</sup>), rue Neuve-des-Capucines, 22.
- Norberg** (J.), maison Berger-Levrault, à Nancy (Meurthe-et-Moselle).
- Normand frères**, à Romorantin (Loir-et-Cher).
- Normand** (Jacques), avocat, boulevard Malesherbes, 8.
- Normand** (M<sup>me</sup>), rue de l'Arcade, 22.
- Nusse**, avocat à la Cour d'appel, quai Saint-Michel, 27.
- Nusse** (M<sup>me</sup> V<sup>e</sup>), rue du Foin, 6 (au Ma-raï).
- Oberndorff** (Hugo), banquier, rue La Rochefoucauld, 28.
- Oberthur**, imprimeur, à Rennes.
- Odiot**, orf<sup>e</sup>, rue Basse-du-Rempart, 72.
- Ogier**, rue de Chabrol, 45.
- Olivier** (Emmanuel), attaché au Minist. des Finances, rue Boursault, 48.
- Olivier-Pinot**, imagerie, à Epinal (Vosges).
- Oriolle fils et Rochard**, filateurs de laine, rue Beaurepaire, 12, à Angers.
- Orves** (Etienne d'), inspecteur du travail des enfants dans les manufactures.
- Orville**, anc. magistrat, rue Saint-Domi-nique-Saint-Germain, 71.
- Ouvriers** (les) de la maison Christoffe et C<sup>ie</sup>, rue de Bondy, 56.
- Pacon** (Victor), fab. de papier peint, rue de Reuilly, 73.
- Pages** (ben de), p<sup>e</sup> de la Madeleine, 30.
- Paillard**, fabricant de bronzes, rue de Turenne, 59.
- Pallu**, directeur de la Société du Vésinet rue Taibout, 68.



**Pamar**, courtier de commerce, rue Notre-Dame-des-Victoires, 42.  
**Pareau**, à Montbéliard (Doubs).  
**Parent et Lemaire**, fil<sup>rs</sup> de coton, à Roubaix.  
**Parfoury**, marbrier, r. Saint-Sabin, 62.  
**Paris** (Ch.), maître verrier, au Bourget.  
**Parisot**, fab. decoutellerie, r. de la Paix, 24.  
**Parzudaki**, de la maison Phil. Latour, fabricant de chaussures, à Liancourt (Oise).  
**Pasquier**, fabricant de papiers, à Beauchêne, par Loulaye-l'Abbaye (Orne).  
**Passy** (L.), député, rue de Clichy, 45.  
**Payen**, nég. en soie, rue de Cléry, 9.  
**Payen** (M<sup>lle</sup>), rue Violet, 77, à Grenelle.  
**Pelouze** (E.), chim., rue Delaborde, 34.  
**Pelpel**, nég., r. du Renard-St-Merri, 34.  
**Peltreseau** (M<sup>me</sup>), à Château-Renault.  
**Penicaud et Naude**, négociants, r. des Jeûneurs, 23.  
**Penot**, Dr de l'Ecole de commerce, à Lyon (Rhône).  
**Pereire** (G.), avenue d'Antin prolongée, 8.  
**Périn** (Jules), avocat à la Cour de Paris, Secrétaire de la Société de protection, rue des Ecoles, 8 (mardi et vendredi, de 4 h. à 6 h. du soir).  
**Perrin** (le docteur), secrét. de la Com. des logements insalubres, rue de Saintonge, 66.  
**Pesier**, chimiste, à Valenciennes.  
**Pétel** (Augustin), rue Pasquier, 9.  
**Petibon**, rentier, rue de l'Eglise, 43, à Boulogne (Seine).  
**Petit** (Francis), expert en tableaux, rue Saint-Georges, 7.  
**Petit** (Ch.), négociant en fleurs, rue Jean-Jacques-Rousseau, 49.  
**Pétry**, mécanicien-horloger, à Montbars (Côte-d'Or).  
**Peyramont** (Georges de), ancien sous-préfet de Saint-Denis, rue Saint-Lazare, 76.  
**Philipps**, ing. en chef des mines, membre de l'Institut, rue Marignan, 27.  
**Piat**, fondeur en métaux, r. St-Maur, 49.  
**Picard**, rue Saint-Denis, 225.  
**Picard**, éditeur, rue d'Hauteville, 42.  
**Picot**, juge au Tribunal de la Seine, rue Pigalle, 54.  
**Picquefeu** (V.), fab. de soies, boulevard Sébastopol, 40.  
**Pierret**, r. Ancelle, 6, à Neuilly (Seine).  
**Pillet** (M<sup>me</sup>), rue Rougemont, 6.  
**Pillivuyt**, fabricant de porcelaine, rue de Paradis, 46.  
**Pilter**, fabricant de machines agricoles, rue Alibert, 24.  
**Pinet**, président de la Chambre syndicale des fabricants de chaussures, rue Paradis-Poissonnière, 44.  
**Pion** (Paul), teinturier, à Orival-lès-Elbœuf (Seine-Inférieure).  
**Pitot**, fabricant de pinceaux, rue du Faubourg-Saint-Denis, 24.  
**Piver** (Al.), rue de Thorigny, 20.  
**Piver**, parfumeur, boul. de Strasbourg, 40.  
**Plarr-Boechler**, filat<sup>r</sup>, à Kayserberg (Alsace).  
**Plassiard**, inspecteur du travail des enfants dans les manufactures, à Nancy.

**Pleyel-Wolff**, fabricant de pianos, rue Rochechouart, 22.  
**Plichon**, f<sup>er</sup>fer, rue du Chemin-Vert, 107.  
**Plon** fils, imprimeur, r. Garancière, 8-10.  
**Plouvier**, direct<sup>r</sup> de C<sup>ies</sup> d'assurances, place de la Bourse, 8.  
**Poirot**, fab. de fils de laine, boul. de Sébastopol, 27.  
**Poirrier**, fab. de couleurs d'aniline, rue d'Hauteville, 49.  
**Pombas**, constr<sup>ct</sup>-mécanicien, à Reims.  
**Pommier** (Ch.), fab. de produits chimiques, rue Barbette, 2.  
**Ponchain** (Victor), filateur, à Armientiès (Nord).  
**Ponche** (Narcisse), filateur, à Amiens (Somme).  
**Porcher**, directeur de l'Ecole Turgot, rue de Turbigo, 69.  
**Porion**, distillateur, à Wardrecques (Pas-de-Calais).  
**Poulain** (Paul), r. Vieille-du-Temple, 26.  
**Poussielgue-Rusand**, fab. de bronzes, rue Cassette, 45.  
**Poyart** (J.-B.), nég<sup>t</sup>, r. de Grammont, 25.  
**PP. Jésuites** (le Père procureur des), à l'Ecole des PP. Jésuites, r. Vaugirard, 319.  
**Pregniard**, marchand-boucher, r. Cail, 25.  
**Prinvault**, fabricant, à Elbœuf (Seine-Inférieure).  
**Prévot**, avoué, rue Caumartin, 9.  
**Puech** frères, fab., à Mazamet (Tarn).  
**Quantin**, imprimeur-typographe, r. Saint-Benoît, 7.  
**Quesnel** (Ferdinand), manufact., à Rouen.  
**Quétel-Trémois**, constructeur-mécanicien, quai de la Marné, 34.  
**Quevremont** (M<sup>me</sup>), rue Portalis, 9.  
**Raboin de Boisserolles**, directeur du Patronage Sainte-Geneviève, boulevard Saint-Michel, 79.  
**Radiguet**, boul. des Filles-du-Calvaire, 15.  
**Raguet-Lépine**, rue de Varennes, 56.  
**Raimbert**, membre de la Chambre de commerce, boulevard de Strasbourg, 49.  
**Raingo** (V.), rue d'Anjou-St-Honoré, 65.  
**Rainsart**, instituteur, à Deville les-Rouen (Seine-Inférieure).  
**Rallet** (A.), propriétaire, à Grenoble.  
**Ramé**, papetier, rue d'Aboukir, 6.  
**Ramoussset**, architecte, rue d'Obligado, 9.  
**Ranchon** (Georges), architecte, rue du Faubourg-Poissonnière, 127.  
**Rapet**, inspecteur gén. hon. de l'enseignement primaire, rue St-Dominique, 21.  
**Ratisbonne** (E.), pl. de la Madeleine, 8.  
**Raynaud**, parfum., r. Saint-Honoré, 207.  
**Reber** (J.-G.), teinturier, à Sainte-Marie-aux-Mines (Haut-Rhin).  
**Reblaub**, directeur de l'école de travail professionnel israélite, rue des Rosiers 4 bis.  
**Redouly et C<sup>ie</sup>**, entrepreneurs de peinture (ancienne maison Leclair), rue Saint-Georges, 41.  
**Regnier** (J.), rue Vieille-du-Temple, 30.  
**Renard**, entrepreneur de travaux, rue d'Astorg, 30.  
**Renault** (M<sup>me</sup>), r. des Saints-Pères, 53.  
**Renouard**, avenue Bugeaud, 48.  
**Renty** (C. de), directeur de la faïencerie de Creil (Oise).  
**Reverchon** (Honoré), directeur de la

Compagnie des forges d'Audincourt, à Audincourt.

**Reynold** (E.), commissionnaire en marchandises, boulevard Voltaire, 36.

**Rhodé**, nég. en soies, rue du Caire, 2.

**Rhoné** (M<sup>me</sup> Ch.), Fbg.-Saint-Honoré, 135.

**Rhoné-Pereire** (M<sup>lle</sup>), Fbg.-St-Honoré, 135.

**Ribot**, agréé près le Trib. de commerce, rue d'Hauteville, 18.

**Richard** (Max.), député, à Versailles.

**Riché** (Léon), nég., rue de Belzunce, 20.

**Richebois**, propriétaire, rue de Thorigny, 20.

**Ricord** (docteur), de l'Académie de médecine, rue de Tournon, 6.

**Riéder** (Aimée), à Mulhouse.

**Riéder** (Aimé), à Mulhouse.

**Riedmatten** (Armand de), avocat, rue des Saints-Pères, 15.

**Rigal**, avenue de la Grande-Armée, 73.

**Rimmel**, parfumeur, boulevard des Italiens, 17.

**Riottot** (Jules), fils, fab. de papiers peints, rue de Reuilly, 73.

**Riquier** (Ernest), manufacturier, à Fres-senneville, par Valines (Somme).

**Riquier** (Th.), manufacturier, à Fressen-neville, par Valines (Somme).

**Risler et C<sup>ie</sup>**, à Cernay (Alsace).

**Rivière**, fabricant de bretelles, rue Gram-mont, 20, à Rouen (Seine-Infér.).

**Robert** (Charles), directeur de la Com-pagnie l'Union (Vie), Vice-Président de la Société de protection des Apprentis, rue de la Banque, 15.

**Robert et Sagnier**, fabricants, à Saint-Amand-les-Eaux (Nord).

**Robin**, directeur du Patronage Saint-Jo-seph, à Versailles.

**Robin** (Dr Albert), rue de Turin, 8.

**Robin** (M<sup>me</sup> ve), à Dijon.

**Robin** (le pasteur), rue Clavel, 24.

**Robiquet** (Paul), avocat à la Cour d'appel, rue de Rennes, 112.

**Roche** (Pl.), avoué près le Trib. civil, rue de Grammont, 3.

**Roche** (Isidore), ingénieur civil, rue de Strasbourg, 17.

**Roger** (Paul), receveur de rentes, rue Blondel, 7.

**Rolland** (Ch.), directr. g<sup>al</sup> des Manuf. de l'E-tat, memb. de l'Institut, r. de Rennes, 66.

**Rollin**, directeur de la C<sup>ie</sup> d'assurances la France, rue de Châteaudun, 24.

**Rollin** (M<sup>me</sup>), brunisseuse, rue Grange-aux-Belles, 39.

**Rondeau et Bridault**, rue du Château-d'Eau, 60.

**Rondelet**, chasublier, r. Bonaparte, 74.

**Rondillon**, ébéniste, r. Caumartin, 9.

**Roret**, libraire, rue Hautefeuille, 12.

**Rose**, dir. des ventes de Baccarat, rue de Paradis-Poissonnière, 30.

**Rosenfeld** (Jules), chef d'institution, rue Condorcet, 31.

**Rostaing** (Léon), manufacturier, à Vida-lon-lès-Annonay (Ardèche).

**Roswag et fils**, fabricants de toiles mé-talliques, à Schelostadt (Alsace).

**Rothschild** (A. de), rue St-Florentin, 2.

**Rothschild** (baron James-Nathaniel de), rue Friedland, 38.

**Rothschild** (Gustave de), rue Laffitte, 23.

**Rouqués** (Valère), emballer, rue du Faubourg-Saint-Antoine, 21.

**Rousseau** (H.), nég. en vins, rue des Fos-sés-Saint-Bernard, 22.

**Rousset**, boulevard Haussmann, 135.

**Rousset**, rue Visconti, 13.

**Rouvenat et Lourdel** (Ch.), fab. joail-liers, rue d'Hauteville, 62.

**Rouvière-Houlès**, prop., à Mazamet

**Rouxel**, avocat, avenue Percier, 10.

**Roy** (Gust.), nég., rue Moncey, 14.

**Royaux**, fils, manufacturier, à l'Escar-pelle (Pas-de-Calais).

**Rozey** (Emile), rue de l'Assomption, 18.

**Rudelle** (Théodore), subst. du proc. de la République, à Versailles.

**Sahler** (L.), filatr. à Audincourt (Doubs).

**Sainte-Claire Deville** (H.), membre de l'Institut, boulevard Saint-Germain, 155.

**Sakakini** (J.), rue Basse-du-Rempart, 66.

**Sakakini** (M.), rue Auber, 7.

**Salle** (Emile), avocat à la Cour d'appel, boulevard Haussmann, 39.

**Salle** (Julien-Hippolyte), banquier (*Caisse commerciale*), à Saint-Denis (Seine).

**Sarrail** (A.), président de la Chambre syndicale des entrepreneurs de pein-ture, à Bordeaux.

**Savard**, fab<sup>r</sup> bijoutier, rue St-Gilles, 22.

**Savart**, fabricant de chaussures, rue Saint-Martin, 123.

**Savouré** (Achille), administrateur du bu-reau de bienfaisance du V<sup>e</sup> arrond<sup>t</sup>, rue des Ecoles, 40.

**Say** (Léon), sénateur, ministre des finan-ces, rue La Bruyère, 45.

**Sazerat** (L.), fabricant de porcelaine, à Limoges.

**Schæffer**, industriel, rue Duvivier, 18, à Aubervilliers.

**Schæffer** (Gustave), à Dornach (Alsace).

**Schenauer** (Daniel), r. de la Banque, 14.

**Schloss** (W<sup>me</sup>), rue Saint-Georges, 27.

**Schlumberger** (Théodore), à Mulhouse.

**Schlumberger** (A.), à Guebwiller (Alsace).

**Schlumberger, Steiner et C<sup>ie</sup>**, à Mul-house.

**Schmidt** (Paul), rue Oberkampf, 123.

**Schneider**, directeur du Creuzot.

**Schoetter** (J. - Joseph), manufacturier, boulevard de Sébastopol, 63.

**Schryver** (Isidore), industriel, à Haut-mont (Nord).

**Schwartz et C<sup>ie</sup>**, à Mulhouse.

**Schweigsuth et de Lacroix**, à Mul-house.

**Sciama frères**, marchands de diamants, rue d'Hauteville, 40.

**Sébin** (M<sup>lle</sup>), r. de St-Péterbourg, 43 bis.

**Séligmann frères**, agents de change, rue Drouot, 4.

**Sellen**, selier, rue Montaigne, 1.

**Sérurier** (le comte), rue de Rivoli, 236.

**Setier** (M<sup>lle</sup>), rue Fontaine, 19.

**Seydoux**, fab<sup>r</sup>, rue de l'Université, 39.

**Siéber**, régent de la Banque de France rue de Paradis, 23.

**Siegfried** (J.), maire du Havre (Seine-Inf<sup>re</sup>).

**Signal**, memb. de l'Institut, r. d'Assas, 86.

**Silvestre**, fils, manufacturier, à Moulin-du-Gué, par la Ferté-Alais (Seine-et-Oise).

**Simon** (J.), sénateur, pl. de la Madeleine, 8.



**Singer** (Henri), rue de Clichy, 39.  
**Sirot**, maître de forges, à Saint-amand-les-Eaux (Nord).  
**Six** (Charles), filateur de laine, rue du Château, 62, à Tourcoing.  
**Société de la Vieille-Montagne**, rue Richer, 17.  
**Société de secours mutuels** de la maison Leclaire, rue Saint-Georges, 11.  
**Société d'impression alsacienne**, à Mulhouse.  
**Société industrielle** de Reims.  
**Sociétés des usines électro-métalliques d'Auteuil**, rte de Versailles, 52.  
**Somasco** (Ch.), ingénieur civil, rue du Chemin-Vert, 44.  
**Sommier fils**, raffineur, r. de Flandre, 145.  
**Soudée**, nég. en spiritueux, boul. Diderot, 1.  
**Soulas aîné et C<sup>ie</sup>**, fabricants de tapis, à Marguerittes, près Nîmes (Gard).  
**Soulier** (Ch.), à Lyon.  
**Souplet**, à Saint-Quentin.  
**Sriber** (Alphonse), nég. en tissus-caoutchouc, rue de Turbigo, 21.  
**Stein** (A.), fab. de cordages, à Belfort (Haute-Saône).  
**Steinbach** (Georges), à Mulhouse.  
**Steiner** (Ch.), teinture et impression, à Ribeauvillé (Alsace).  
**Stern**, graveur, pass. des Panoramas, 47.  
**Stoecker**, à Mulhouse (Alsace).  
**Strohl** (Aug.), à Bâle (Suisse).  
**Suzor** (A.), nég. en mercerie, boulevard Sébastopol, 62.  
**Sydenham** (Victor), filateur, à Doullens (Somme).  
**Taborin**, fab. de limes, rue Amélot, 62.  
**Tachard** (Albert), à Nieder-Morschwiller.  
**Tailbouis**, fabricant de bonneterie, avenue de l'Opéra, 6.  
**Tailbouis** (M<sup>me</sup>), avenue de l'Opéra, 6.  
**Talamon** (Félix), manufacturier, rue de Richelieu, 64.  
**Tallon** (Eug.), avocat général à la Cour de Lyon, Vice-Président de la Société, rue Gasparin, 16, à Lyon.  
**Tassard**, cartonnier, r. de Cléry, 43.  
**Tavernier**, manufacturier, rue Neuve-des-Capucines, 20.  
**Teisserenc de Bort**, ambassadeur, avenue Joséphine, 80.  
**Teisserenc** (Jules), manufact., à Lodève (Hérault).  
**Teissonnière**, quai Voltaire, 3.  
**Terninck** (A.), fab. de sucre, à Rouez, par Villequier-Aumont (Aisne).  
**Tessier** (F.), nég., r. du port de Bercy, 12.  
**Teste**, fabr. d'éping, à Lyon-Vaise (Rhône).  
**Thénard** (baron), de l'Institut, place St-Sulpice, 6.  
**Thénard** (Arnoul), place St-Sulpice, 6.  
**Théard**, commissionnaire, à Elbeuf (Seine-Inférieure).  
**Thiébauld** (V.), fond., rue du Fbg.-St-Denis, 144.  
**Thierry**, serrurier, r. Rochechouart, 49.  
**Thierry-Mieg et C<sup>ie</sup>**, à Mulhouse.  
**Thiriez** (père et fils), filateurs, à Lille.  
**Thomas**, banquier, rue de Londres, 10.  
**Thomas** (Isidore), fabricant de couleurs, rue de Reuilly, 23.

**Thorel**, conseiller municipal de Paris, rue du Sentier, 11.  
**Thorens et C<sup>ie</sup>**, à Mulhouse.  
**Thouvenin**, directeur de la verrerie de Wallersthal (Lorraine).  
**Thuret** (M<sup>me</sup>, née Fould), r. de Berry, 24.  
**Thurneyssem-Pereire**, rue du Faubourg Saint-Honoré, 35.  
**Tiercinier**, représentant de fabrique, rue Thévenot, 16.  
**Tissier**, graveur sur cristaux, rue de la Fidélité, 3.  
**Tissier fils**, manufacturier, au Conquet (Finistère).  
**Tixier**, rue Bertin-Poirée, 10.  
**Tollu**, notaire, rue Sainte-Anne, 69.  
**Torchon**, rue Jacob, 49.  
**Tournamille**, directeur du Cercle catholique d'ouvriers, Toulouse.  
**Tourneux**, inspecteur gén. des chemins de fer, rue Blanche, 2.  
**Tournier**, à Mulhouse (Alsace).  
**Toussaint** (Ch.) et C<sup>ie</sup>, fab. de tissus, à Saint-Dié (Vosges).  
**Trapp**, manufacturier, à Mulhouse.  
**Trélat**, direct. de l'Ecole d'architecture, prof. au Conservatoire des arts et métiers, boul. Montparnasse, 136.  
**Tresca**, de l'Institut, sous-directeur du Conservatoire des arts et métiers, rue Saint-Martin, 292.  
**Tricard**, pharmacien, av. des Ternes, 37.  
**Triefus et Ettlinger**, négociants en tabletterie, r. du Temple, 103.  
**Trille** (P.), rue Monsieur-le-Prince, 14.  
**Trille** (E.), rue Monsieur-le-Prince, 14.  
**Trouille** (A.), directeur du Patronage Sainte-Anne, r. Planchat (Charonne).  
**Tulpin frères**, mécaniciens-construct., à Rouen.  
**Turner** (Luke), manufacturier, à Leicester (Angleterre).  
**Turney**, nég., boul. Sébastopol, 36.  
**Vacquerel**, fabricant de papiers de couleur, rue Réaumur, 41.  
**Vaillant** (Armand), propriétaire, rue St-Antoine, 205.  
**Valdampierre**, fabricant de cartonage (Lanaise), rue Saint-Martin, 110.  
**Vancœuwenberghe, Seys** (E.), **Snowden et C<sup>ie</sup>**, filateurs de jute et fabricants, à Dunkerque (Nord).  
**Vandendorpel**, fab. de papiers dorés, rue Turbigo, 70.  
**Varennes** (M<sup>de</sup>), av. de la Reine-Hort., 9.  
**Vasseur** (Alph.), direct. du Patronage de Nazareth, rue Stanislas, 11.  
**Vatin**, rue de l'Échiquier, 43.  
**Vatry** (M<sup>me</sup> la baronne de), rue Notre-Dame-de-Lorette, 20.  
**Vatry** (baron Edgar de), boulevard Haussmann, 102.  
**Vaucher** (E.), à Mulhouse.  
**Vaugeois**, boul. Montparnasse, 170.  
**Vaury**, boulanger, rue Marengo, 6.  
**Vautier** (Max), archit., r. de Lisbonne, 23.  
**Vée** (Amédée), r. Vieille-du-Temple, 24.  
**Vélin**, manufact. de draps, à Rambervillers (Vosges).  
**Verdè-Delisle** (A.), faubourg Saint-Honoré, 47.  
**Verdè-Delisle** (P.), fab. de cachemires, r. du Faubourg-Saint-Honoré, 47.



**Verdellet** (J.), tapissier-dessinateur, rue Saint-Claude, 8.

**Vermeesch** (M<sup>me</sup> V<sup>e</sup>), fabricant à Arques, près St-Omer (Pas-de-Calais).

**Vernay** (Victor), fabricant de papiers de fantaisie, rue St-Denis, 168.

**Vernes**, banquier, rue Tailbout, 29.

**Vernes**, pasteur, rue des Batignolles, 7.

**Véron** (A.), av. du Coq, 6 (rue St-Lazare).

**Verstraete** (Emile), référendaire au sceau de France, boul. Saint-Germain, 147.

**Vever** (Ernest), bij., rue de la Paix, 49.

**Vidal** (E.), filateur, à Mazamet.

**Villaret** (Emile), fabricant, à Clermont-l'Hérault (Hérault).

**Villénaut** (de), inspecteur divisionnaire du travail des enfants, à Dijon (Côte-d'Or).

**Vilmorin** (H.), boul. St-Germain, 149.

**Vinchon et C<sup>ie</sup>**, filateurs, à Roubaix.

**Vinois**, teinturier, place de la Rotonde-du-Temple, 20.

**Vintry** (J.), memb. de la Ch. de comm. pl. de la Miséricorde, 2, à Lyon.

**Viol**, rue d'Aboukir, 23.

**Voillereau**, rue Oberkampf, 144.

**Vollée**, cartonnier, r. des Déchargeurs, 9.

**Vuillemin**, Dir. de la Compagnie des mines d'Aniche, à Auberschicourt (Nord).

**Vulliamy** (Edward), manufacturier, à Tillières-sur-Avre (Eure).

**Walcher de Moltheim**, consul d'Autriche-Hongrie, rue Laffitte, 24.

**Waloker** (bazar du Voyage), r. Rochecouart, 42.

**Wallaert frères**, filateurs, à Lille.

**Wallerand**, teinturier, à Cambrai.

**Wallet**, inspecteur du travail des enfants, à Beauvais (Oise).

**Wapler** (C.), agent général de la Société Suisse d'assurance contre les accidents, de Winterthur, rue de la Banque, 13.

**Watel**, conseiller municipal, rue Chauveau-Lazarde, 44.

**Weisgerber et Klener**, manufacturiers, à Ribeauvillé (Alsace).

**Weldon** (M<sup>me</sup> V<sup>e</sup>), rue Scribe, 3.

**Weens**, employé de commerce, rue Thévenot, 9.

**Weill**, relieur, rue des G<sup>rs</sup>-Augustins, 23.

**Wickam** (Georges), docteur en chirurgie herniaire, rue de la Banque, 16.

**Wild et Zindel**, à Mulhouse.

**Wild et fils**, fabricants de chapeaux, à Nancy.

**Wilhelm, Frey et C<sup>ie</sup>**, à Mulhouse.

**Worms** (M<sup>me</sup>), boul. Haussmann, 45.

**Zegut**, à Tusey, près Vaucouleurs.

**Zeyer**, teinturier, à Ste-Marie-aux-Mines.

**Zimmermann** (M<sup>me</sup>), rue d'Aumale, 18.

**Zuber** (E.), à l'Île-Napoléon, près Mulhouse.

**Zuber** (Yvan), fab. de papiers, à Rixheim (Alsace).

**La Société de protection des Apprentis et des Enfants Manufactures** a pour but d'améliorer la condition des apprentis et des enfants employés dans les manufactures, par tous les moyens qui, en respectant la liberté de l'industriel et l'autorité du père de famille, agissent en conformité de la pensée des lois sur l'apprentissage et sur le travail des enfants dans les manufactures.

En dehors de l'action qu'elle exerce par les subventions qu'elle accorde, par les récompenses qu'elle décerne, par sa propagande auprès des industriels de toute la France pour améliorer la condition morale et matérielle des apprentis et des enfants employés dans les manufactures, la Société a constitué un certain nombre de Comités, dont nous croyons utile de mettre la liste sous les yeux de nos lecteurs, en indiquant brièvement leur caractère spécial.

### 1. — Comité Judiciaire.

*(Législations française et étrangères, Assistance judiciaire, Contrat d'apprentissage, Etats civils, Tutelles, Subrogées-Tutelles.)*

Ce Comité judiciaire se met gratuitement à la disposition de tous les intéressés, pour agir dans un but de conciliation et d'intervention médiatrices entre apprentis et patrons. L'exécution des contrats d'apprentissage, les accidents de fabrique, donnent lieu fréquemment à des difficultés de ce genre.

Il s'attache avec un soin spécial à sauvegarder les intérêts des enfants délaissés, en leur assurant des états civils, choisit des tuteurs et veille à la composition des Conseils de famille des apprentis orphelins.

(M. G. JORET-DESCLOSIÈRES, avocat à la Cour d'appel, secrétaire, rue Thénard, 6.)

### 2. — Comité des Sociétés d'Assistance paternelle.

La Société de protection a déjà suscité la création de Sociétés d'assistance paternelle des enfants dans plusieurs industries parisiennes; elle voudrait qu'aucune des industries qui emploient des enfants ne restât étrangère au mouvement commencé si heureusement et qui a déjà porté de si excellents fruits. Le papier peint, les plumes et fleurs, l'ébénisterie, l'imprimerie et la librairie, la bijouterie, l'emballage ont donné un exemple qui sera suivi. Protection attentive des apprentis, surveillance de leur éducation, fondation de cours et d'écoles spéciales, création de concours avec récompenses importantes, tels sont quelques-uns des procédés mis en usage par ces Sociétés. Susceptibles de recevoir les organisations les plus diverses, elles réunissent tous les patrons d'une même industrie dans une même pensée de bienfaisance et de morale qui, si elle était mise partout en pratique, suffirait déjà à transformer profondément la condition de l'enfance ouvrière.

(M. Alph. SRIER, secrétaire, rue Turbigo, 21.)

### 3. — Comité des Institutrices de charité.

Dans bien des circonstances, des Chefs d'atelier consentiraient volontiers à faire donner à leurs apprentis l'instruction qui leur manque, s'ils trouvaient facilement des professeurs peu coûteux qui consentissent à se prêter, dans leur enseignement, aux nécessités de l'industrie. L'Œuvre des institutrices de charité met à la disposition des industriels, des institutrices, qui donnent gratuitement des leçons, aux heures et aux conditions indiquées par les patrons. Peu à peu, les Chefs d'atelier reconnaissent les avantages de l'enseignement donné ainsi, et le nombre d'heures accordé à l'instruction grandit insensiblement, au bénéfice et des enfants et des patrons.

(M<sup>lle</sup> LANGLOIS, secrétaire, rue de Rennes, 44.)

### 4. — Comité des Bibliothèques et des publications.

*(Création de Bibliothèques d'apprentis; échange des Comptes-rendus entre les Bibliothèques des Œuvres.)*

En même temps qu'elle donne des soins à la situation matérielle des enfants, la Société de protection doit veiller avec la plus grande sollicitude à leur développement moral. Il a été constaté que très-souvent les plus louables désirs de lecture sérieuse existaient parmi les apprentis, là où les livres manquaient ou n'existaient qu'en nombre très-insuffisant. Le Comité des bibliothèques et des publications signale à l'attention publique les livres écrits dans l'intérêt des classes ouvrières, récompense leurs auteurs, et, à l'aide de souscriptions, de dons, etc., recueille ou achète des ouvrages instruc-



où qu'il distribue partout où se trouvent des apprentis. Il a ainsi déjà fondé de nombreuses bibliothèques et répandu plusieurs milliers de bons ouvrages. — Il existe en France un grand nombre d'œuvres de charité qui publient périodiquement des comptes rendus, des rapports, etc. Ces publications contiennent souvent des idées excellentes, remarquables par leur caractère pratique, et qu'il est très important de faire connaître pour en généraliser l'application. Le Comité de l'échange des comptes rendus a pour but de centraliser ces publications, pour les répartir ensuite entre toutes les œuvres. De cette façon, chacune profite du travail de toutes, et les bonnes idées qui naissent sur un point sont bientôt connues et appliquées partout. Cette Œuvre a beaucoup servi au progrès mutuel des institutions créées dans toute la France en faveur de l'enfance ouvrière.

(M. MULLER, secrétaire, rue de Rennes, 44.)

## 5. — Comité des Accidents de fabrique.

Le Comité étudie les moyens et appareils nouveaux signalés en France et à l'étranger pour prévenir et diminuer les accidents de machines et vulgariser les procédés servant à rendre certaines fabrications moins dangereuses. Dans ses travaux, consignés au *Bulletin*, il indique les sources précises à consulter et les recherches à faire sur un point spécial. Il institue des concours et des prix pour l'invention et le perfectionnement d'appareils destinés à prévenir un accident déterminé; en dehors des concours spéciaux, il récompense également les contre-maitres, ouvriers ou toute autre personne ayant découvert un moyen de diminuer les causes d'accidents.

Le Comité prend sous sa protection les apprentis victimes d'accidents de fabrique et d'atelier qui réclameront son assistance et exerce constamment sur eux une surveillance paternelle. Dans le cas où, par suite d'un accident, l'apprenti aurait besoin d'un appareil, il s'occupe, s'il y a lieu, de le lui faire obtenir. Après avoir ouvert une enquête sur les aptitudes et le degré d'instruction de l'apprenti, le Comité indique à sa famille ou à ses tuteurs son opinion sur le choix de la profession à lui faire suivre, et, de plus, lui assure son appui soit pour compléter son instruction élémentaire ou professionnelle, soit pour le placer avantageusement.

Le Comité se réunit tous les deux mois, le deuxième lundi du mois; à 3 heures 1/2, au siège de la Société. (Février, avril, juin, août, octobre et décembre.) (M. le docteur Albert ROBIN, secrétaire, rue de Turin, 8.)

## 6. — Comité du Placement des apprentis.

(Offres et demandes; secours; lits d'apprentis, etc.)

Les familles peuvent faire inscrire, à l'Agence de la Société, les demandes pour le placement en apprentissage de leurs enfants. (*Les enfants doivent être munis des papiers prescrits par les articles 9 et 10 de la loi du 19 mai 1874 : certificat d'instruction primaire, visé par le maire, et livret.*) Les offres des Industriels de prendre des enfants en apprentissage sont reçues avec empressement. — (L'expérience a prouvé qu'une des difficultés du placement en apprentissage réside dans la fourniture de la literie; le fabricant ne veut pas toujours la prendre à sa charge, et souvent la famille est trop pauvre pour se la procurer. L'Œuvre pourra, dans certains cas, fournir une literie complète; elle facilitera ainsi l'entrée en apprentissage, améliorera la condition matérielle de l'apprenti, et empêchera souvent que des enfants pauvres et intelligents soient privés de l'apprentissage de métiers qui ont leur préférence, mais dont cette question onéreuse du coucher les aurait tenus écartés. En même temps, la surveillance qui a pour objet la bonne conservation de la literie de l'enfant permet d'exercer sur les conditions de son apprentissage tout entier une action bienveillante qui a les meilleurs effets.)

(M. MAROCHETTI, secrétaire, — rue de Rennes, 44, lundi et vendredi de 4 à 3 heures.)

## 7. — Comité du Patronage des Enfants étrangers.

L'industrie française est justement célèbre à l'étranger, et souvent des enfants sont envoyés dans notre pays pour y faire leur apprentissage et reporter ensuite dans leur patrie les connaissances techniques qu'ils ont acquises chez nous. L'Œuvre du Patronage, en surveillant et en patronnant ces enfants sans famille, assure leur éducation professionnelle et travaille ainsi à affermir à l'étranger l'influence et la réputation de notre industrie.

## COTISATION ANNUELLE : 10 francs.

Les cotisations annuelles peuvent être rachetées à perpétuité par une somme de 100 francs une fois payée.

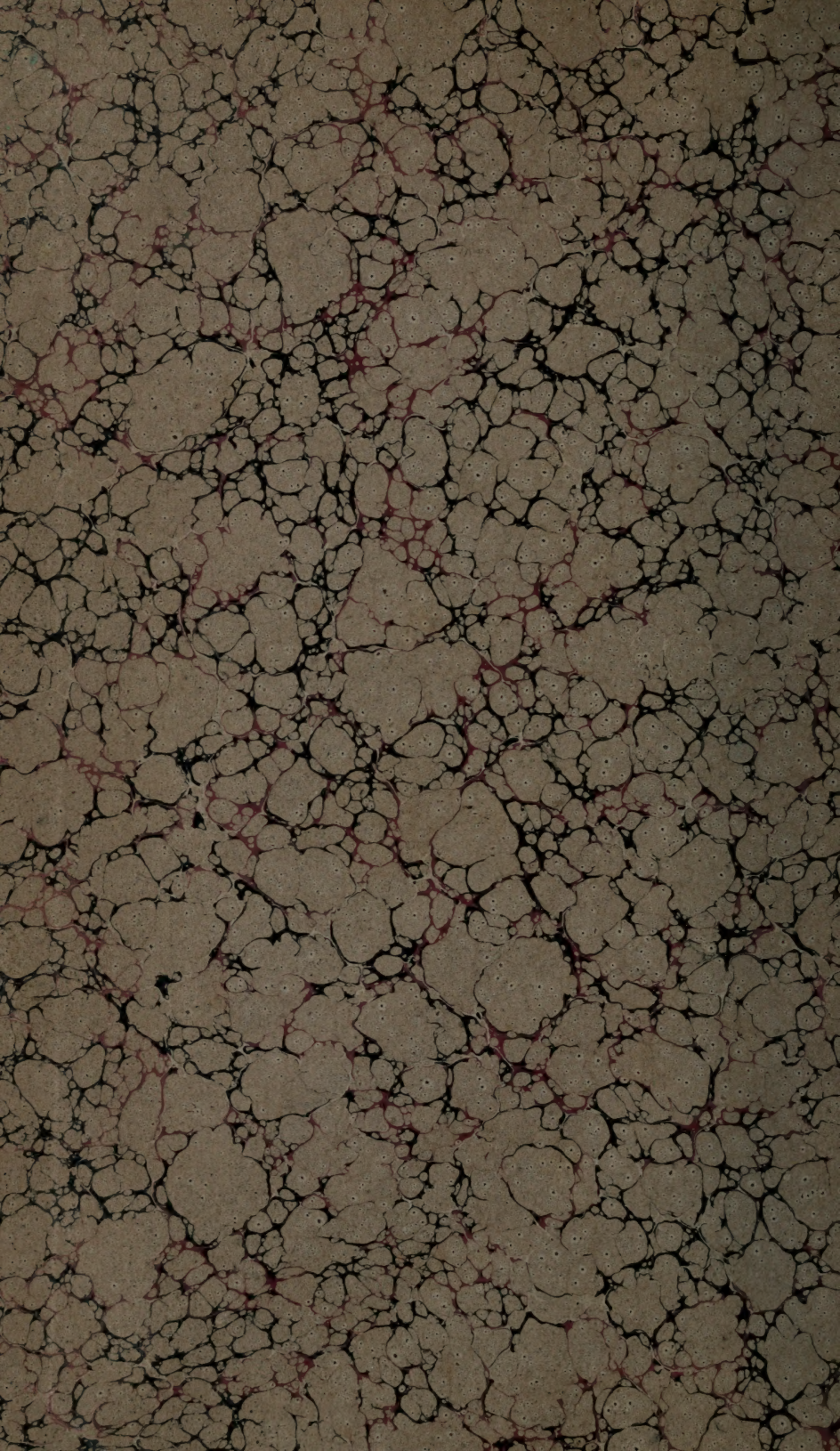














331.3106244 S678B v.12

c.1 Societe de protect  
Bulletins.

OISE



3 0005 02023637 1

331.3106244

S678B

v.12

Société de protection des ap-  
prentis et des enfants employés  
dans les manufactures  
Bulletins

331.3106244

S678B

v.12

Société de protection des apprentis et  
des enfants employés dans les manufactu-  
res

Bulletins

